HAL
open science

Internet à Canton (Chine) : dynamiques sociales et politiques

Wenjing Guo

To cite this version:

Wenjing Guo. Internet à Canton (Chine) : dynamiques sociales et politiques. Sociologie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2014. Français. NNT : 2014PA010622 . tel-02158100

HAL Id: tel-02158100

https://theses.hal.science/tel-02158100v1

Submitted on 17 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS I PANTHEON-SORBONNE

ECOLE DOCTORALE DE GEOGRAPHIE DE PARIS (ED434)

THESE

Pour l'obtention du grade de Docteur en Socio-anthropologie

Présentée par **Wenjing GUO**

Internet à Canton (Chine) – Dynamiques sociales et politiques

Thèse dirigée par **Monique SELIM**

Membres du jury :

M. Rigas ARVANITIS	Directeur de recherche IRD	Rapporteur
M. Claude DIDRY	Directeur de recherche CNRS	
M. Gilles GUIHEUX	Professeur Université Paris Diderot	Rapporteur
M. Bernard HOURS	Directeur de recherche honoraire IRD	
M. Yann MOULIER-BOUTANG	Professeur Université de technologie de Compiègne	
Mme. Monique SELIM	Directrice de recherche IRD	Directrice

1992年．这几乎是一个创世纪的时刻。在中国进行了15年的变革之后，世界把它的左脚踏进了互联网的河流之中，在这个意义上，中国是幸运的。很难想象，如果中国的经济改革再迟十年，或互联网的浪潮提前十年到来，中国的今天和未来将会是一番怎样的格局。(吴晓波 《激荡三十年》2007)

[L'année 1992, c'est presque un moment de la genèse. Après quinze ans de réforme en Chine, le monde a mis son pied gauche dans la rivière d'Internet, dans ce sens-là, la Chine est chanceuse. Il est difficile d'imaginer ce qui se serait passé, si la réforme économique était intervenue dix ans plus tard, ou si Internet s'était installé dix ans plus tôt ; que serait alors la Chine aujourd'hui et dans l'avenir ? (WU Xiaobo, *Storming 30 years*, 2007)]

Sommaire

Sommaire 5

Remerciements 7

Notes au lecteur 9

INTRODUCTION 11

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE ET METHODOLOGIE 25

1. 1 INTERNET : APPROCHES THEORIQUES 27

1. 2 LE CONTEXTE CHINOIS 41

1.2.1 Le développement d'Internet 41

1.2.2 La réforme sociale à Canton et Shenzhen: contrôle, marché et participation dans ces laboratoires d'expérimentation 83

1. 3 METHODOLOGIE 123

DEUXIEME PARTIE : TERRAINS ANTHROPOLOGIQUES A CANTON 151

2. 1 INTERNET COMME OUTIL DE CONSTRUCTION D'UNE IDENTITE HOMOSEXUELLE 153

2. 2 UNE ONG ENVIRONNEMENTALE : LE COMBAT EXEMPLAIRE DE RESIDENTS PERIURBAINS DE LA CLASSE MOYENNE 197

2. 3 L'ELABORATION D'UN PATRIMOINE CULTUREL CANTONAIS 285

CONCLUSION 353

Bibliographie 367

Tables des matières 381

Résumé 383

Remerciements

Cette thèse a été réalisée dans le cadre de l'UMR 201 Développement & Sociétés (IRD-Université Paris 1) et a bénéficié du financement d'un contrat doctoral de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2009-2012).

Je voudrais tout d'abord exprimer ma gratitude et mes remerciements sincères à Monique Selim, ma directrice de thèse, qui m'a accompagnée tout au long de la réalisation de cette thèse, et auparavant de mes études de master en anthropologie ; sa confiance, ses conseils et ses commentaires éclairants et précieux m'ont permis de surmonter les difficultés sur le terrain et dans la rédaction de cette thèse.

Ma profonde reconnaissance est due à Bernard Hours, pour avoir suivi l'avancement de cette thèse dès le début, pour ses remarques sur les notions théoriques que cette thèse aborde, pour les discussions fécondes, pour sa disponibilité, son aide et ses encouragements.

Mon immense gratitude s'adresse également à Nicole Beaurain, pour son soutien, ses conseils et en particulier son énorme patience et son investissement dans la rélecture et la correction de cette thèse.

Mes remerciements chaleureux vont aussi à Nicole Khouri, qui, par ses cours pertinents à l'IEDES, Université de Paris 1, a assuré ma première formation en sciences sociales ; à l'équipe de l'axe *Travail et Mondialisation* devenu *Travail, Finance, Globalisation* au CESSMA en 2014, pour sa stimulation scientifique, et en particulier à Pascale Absi et Nathalie Clequin.

Je remercie également toutes les personnes que j'ai rencontrées sur le terrain. Je les remercie de leur confiance, de leur attention, de leur soutien, de leur amitié, et d'avoir accepté de s'entretenir avec moi pour réaliser cette recherche.

Ma reconnaissance profonde va à tous mes amis, en Chine et en France, pour leur présence physique et/ou en ligne, en particulier Claude (décédé en 2013) et Suzanne Durret pour leur amitié et leur accueil comme ma famille, Itzel Becerra Pedraza, Emmanuelle Jamard et Chanyueh pour leur accompagnement dans cette aventure

partagée, Xiaoni, Fang, Wei, Chao et Xiaohua pour leur amitié précieuse et leur présence inconditionnelle.

Je remercie infiniment toute ma famille qui est loin en Chine pour le soutien et la compréhension qu'elle m'a donnés depuis toujours avec un esprit très ouvert : mes parents, ma grand-mère, mon frère et ma belle-sœur, ma petite nièce et la famille de ma belle-sœur, pour leur encouragement et leur affection à tout moment, malgré la distance.

Enfin je remercie Eric Pliez de m'avoir embauchée pour une recherche sur les SDF du XVe arrondissment de Paris (2012-2014) dans le cadre de l'Association Aurore dont il est directeur, ainsi que le Comité scientifique de cette association qui a encadré cette recherche : celle-ci m'a beaucoup apporté personnellement et m'a permis de prendre plus de recul par rapport à ma propre société, la Chine.

Notes au lecteur

Traductions

Pour les termes en chinois, nous avons adopté les conventions suivantes :

Les termes en chinois mandarin sont écrits en italique, en romain selon la prononciation en Pinyin et puis en caractère chinois simplifié entre parenthèses.

Dans le chapitre consacré à l'élaboration d'un patrimoine culturel cantonais (Partie 2, Chapitre 2), les termes cités en cantonais sont écrits en italique d'abord en romain, selon les critères de *Cantonese Pinyin* (*常用字廣州話讀音表》拼音方案 ou 教育學院拼音方案*), un des systèmes de romanisation du cantonais et le seul reconnu par *Education and Manpower Bureau of Hong Kong* and *Hong Kong Examinations and Assessment Authority*. C'est aussi le système de références de mes interlocuteurs, engagés dans la protection de la langue cantonaise. Afin de distinguer entre les termes cantonais et mandarin, les termes cantonais sont écrits en caractères chinois classiques et les termes chinois mandarins sont écrits en caractères chinois simplifiés.

Citations

Les citations en chinois des acteurs rencontrés, phrases ou termes employés, sont traduites en français et écrites entre parenthèses.

Anonymat

Les noms des personnes et des organisations avec qui nous avons effectué les entretiens sont fictifs pour protéger leur confidentialité. Je distingue, chaque fois que cela est nécessaire, le prénom ou le pseudonyme utilisé par nos interlocuteurs.

Les articles de presse et ceux des recherches utilisés ici ne seront pas cités, si l'identité ou l'image de la personne et de l'organisation en question y est exposée.

Conversion

Le yuan est la monnaie utilisée en Chine et 1 euro vaut 8,3 yuans en 2014.

Introduction

They overcome the powerlessness of their solitary despair by networking their desire. They fight the powers that be by identifying the networks that are. (Castells 2012[1], p. 9)

La réforme économique lancée par Deng Xiaoping à la fin des années 1970 marque un tournant dans la transformation de la société chinoise qui abandonne l'économie planifiée pour s'adapter progressivement à l'économie de marché. Actuellement deuxième puissance économique mondiale, la Chine attire l'attention du monde entier non seulement pour son « miracle » économique, en particulier lors de la crise mondiale de 2008, mais aussi pour le contrôle politique et social maintenu par l'Etat-parti[2] communiste. La popularisation de l'usage d'Internet par les Chinois cristallise et met en scène au niveau international une contradiction entre l'ouverture économique et un contrôle social et politique sévère. Le gouvernement chinois a envisagé Internet, lors de la construction de ses infrastructures et de sa mise en place en Chine, comme un soutien technologique important à l'informatisation, à la modernisation et à la croissance économique du pays. Cependant, l'ouverture et la liberté que permettent les échanges sur Internet ont rapidement dépassé la frontière de l'économie et Internet est devenu une arène idéologique, politique et sociale cruciale tant pour le gouvernement que pour les internautes chinois.

L'objet de cette thèse est de s'interroger sur le rôle et l'usage d'Internet, en tant qu'instrument de communication de masse et d'expression de l'individu, dans un processus de construction d'un nouvel espace d'autonomie, et sur sa configuration en Chine. Si Internet permet la prise de parole ainsi que la construction d'un espace d'autonomie aux internautes, jusqu'où et jusqu'à quel degré vont cette prise de parole et cette autonomie ? Quels sont la nature et le caractère de cette autonomie acquise sur Internet ? Dans un contexte autoritaire comme celui de la Chine, comment l'autonomie

[1] Manuel Castells, *Networks of outrage and hope. Social mouvements in the Internet age*, Polity, 2012.
[2] C'est à la suite de Monique Selim et Bernard Hours que j'ai choisi de reprendre le terme d'Etat-parti, sans entrer dans le débat que cette expression engage, entre autres, avec la notion de Parti-Etat.

que l'Etat-parti accorde aux acteurs évolue-t-elle, face à l'ouverture apportée par Internet qui pourrait échapper à son contrôle ? Comment qualifier cette autonomie des acteurs obtenue, sur et grâce à Internet, et malgré les contraintes politiques ? Telles sont les questions principales que cette thèse tente d'aborder.

Le développement économique de la Chine repose en grande partie sur l'intégration du pays à la globalisation de l'information, dans laquelle l'expansion d'Internet est centrale. L'émergence des dynamiques sociales de formes diverses, engendrées dans la sphère de communication sur Internet, représente ainsi une menace pour le contrôle politique et social de l'Etat-parti, voire un danger potentiel pour sa légitimité et pour son pouvoir. Comment l'Etat-parti peut-il établir un équilibre, entre un besoin d'ouverture dans la globalisation et une fermeture sécuritaire nécessaire au pouvoir du Parti ; autrement dit : comment permettre une certaine ouverture au plan économique et culturel et la censurer au niveau politique ? Cette coupure paraît difficile, surtout parce que les internautes chinois saisissent l'ouverture apportée par Internet, de la même manière que le gouvernement chinois s'en sert. L'affrontement entre le désir de l'Etat-parti et celui des internautes crée une tension évolutive où chacun cherche en permanence des stratégies en sa faveur dans la sphère d'Internet et dans la vie politique et sociale avec l'usage d'Internet. Cette situation transforme Internet en champ d'investigations, de revendications, de contestation pour les internautes mais aussi de propagande idéologique et politique, de contrôle et de censure pour le gouvernement chinois, qui vise à maintenir la « stabilité sociale », impliquée par le slogan de la « société harmonieuse[3] », et ainsi son pouvoir. La formation des microgroupes sociaux dans les échanges sur Internet permet une extension des dynamiques sociopolitiques depuis Internet dans la vie sociale et politique dite « réelle ». Comment l'Etat-parti réagit-il face à ces nouvelles formes de dynamiques aux caractéristiques inédites et fortement influencées par des modèles étrangers grâce à la circulation des informations en ligne ? Pour les acteurs sociaux, quelles sont, en réponse à un contrôle omniprésent de l'Etat-parti, les stratégies de lutte sur Internet et dans la vie politique et sociale ? Comment interprètent-ils leur investissement sur Internet et dans les dynamiques sociales ?

[3] Cette idée de la construction d'une société harmonieuse est maintenant le slogan promu par l'État-Parti : apparue tout d'abord dans les principes du XVIe Congrès du Parti communiste chinois en novembre 2002, elle a été suivie par une promotion plus vaste et profonde dans la quatrième session plénière du Comité central issue du XVIe Congrès du Parti communiste chinois en octobre 2003.

L'objectif de cette recherche de doctorat est ainsi de comprendre le rôle d'Internet dans la transformation sociale et politique en Chine, à travers le processus d'engendrement des dynamiques sociales en ligne, la formation des microgroupes sociaux sur Internet ainsi que leur devenir dans un contexte de réforme sociale qui vise à établir une « gouvernance » (*zhili 治理*) dans la gestion sociale. La réforme sociale, d'abord lancée à Canton et Shenzhen comme expérimentation au milieu des années 2000, appelle à la participation de la société dans la gestion sociale où le contrôle de l'Etat-parti chinois persiste et où règne la logique du marché. La région cantonaise, laboratoire d'expérimentation économique et sociale, est le terrain principal de notre étude. Et c'est dans une perspective anthropologique que j'aborderai cette question d'Internet dans les groupes sociaux.

Internet, d'une méthode de travail à un objet de recherche anthropologique

Dans mon parcours étudiant, Internet m'est apparu d'abord comme un outil de travail pratique et économique. En 2008, durant mes études de Master 2 Recherche en socio-anthropologie du développement, à l'IEDES de l'Université Paris 1, j'ai suivi le conseil de ma directrice de mémoire, Monique Selim, et choisi de suivre mon terrain sur et depuis Internet, au lieu de me rendre sur place en Chine, faute de moyens financiers. Ce mémoire portait sur la construction identitaire des Hakka[4] dans le développement touristique des trois régions hakka du Sud-Est de la Chine. L'idée m'en est venue à partir de mes propres interrogations identitaires, suscitées par mes amis universitaires, originaires d'autres régions de Chine, mais avec qui je peux communiquer dans ma langue maternelle – le hakka. En effet, je suis née dans une région hakka au nord de la province du Guangdong où la langue cantonaise est appréciée comme un symbole de

[4] Les Hakka (*kejia 客家*), soit les hôtes au sens littéraire, constituent un groupe sociolinguistique des Chinois Han. Il ne s'agit pas d'une minorité ethnique chinoise mais d'un groupe construit à partir d'un mythe originaire de la région centrale de la Chine, centre géopolitique de la Chine ancienne qui s'étend autour du bassin moyen et inférieur du Fleuve jaune, soit le *Zhongyuan* (*中原* plaine centrale). Ils sont considérés comme les descendants des migrants de la Plaine centrale venus au cours des différentes vagues de migrations qui ont fait suite à des guerres et des inondations, à la fin de la dynastie des Han de l'Est, vers le IIIe siècle. La Plaine centrale, lieu légendaire et mythique dans l'histoire de la Chine, est considérée comme le berceau de la culture chinoise et l'origine de la nation chinoise. Elle joue un rôle symbolique dans les pratiques de quête des racines ancestrales des Chinois.

modernité qui renvoie à la prospérité de Hong Kong et à la croissance économique du delta de la rivière des Perles, très différente de la situation économique de ma région natale.

Il se trouve que les stratégies de développement touristique se focalisent sur les questions suivantes : l'identité des Hakka, la réactualisation de leur origine, et l'histoire révolutionnaire maoïste dans ces trois régions : provinces du Fujian, du Jiangxi et du Guangdong. La construction des mythes ancestraux, les pratiques de quête des racines, l'intégration de l'histoire révolutionnaire maoïste, l'appropriation de modèles de tourisme écologique et naturel dit vert, ainsi que l'incorporation des idéologies du patrimoine mondial de l'Unesco constituaient les questions principales de ce mémoire. Les matériaux de mon mémoire avaient été recueillis principalement sur Internet : sur les sites officiels des autorités locales, sur les forums de discussions au niveau régional et national, sur les blogs des internautes locaux engagés dans la promotion touristique du thème hakka, et avec les articles de presse mis en ligne. J'avais aussi échangé de nombreux e-mails avec plusieurs internautes, qui par exemple m'avaient informée de la destruction d'une route régionale par un village pour gêner le flux touristique vers l'autre : illustration de la concurrence touristique forcenée autour de l'architecture typique *Tulou* (*土楼* Maisons de terre battue), inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.

En suivant les discussions sur les forums en ligne, principalement consacrées à l'appartenance identitaire des Hakka et au développement touristique local, j'avais constaté le rôle crucial d'Internet, principalement dans la concurrence touristique au sein de cette même région. L'étiquette touristique accentue la rivalité entre les villages et Internet permet la mise en scène de cette concurrence *via* les discours des autorités et des villageois internautes. Sur Internet, on relève aussi les conflits sur la gestion des *Tulou* et la répartition des bénéfices des tickets d'entrée entre le comité du village, le gouvernement local et les villageois qui habitaient les *Tulou*, menacés d'être expulsés de leurs maisons et qui revendiquaient une gestion autonome de leur habitat qui n'était plus leur habitat mais relevait du patrimoine mondial. En 2008, à la veille des Jeux olympiques, la révélation que certains de ces villageois avaient été arrêtés, principalement des personnes âgées, n'avait pourtant pas provoqué un grand écho sur

Internet. Ces arrestations disparurent rapidement d'Internet, supplantées par les informations sur les révoltes au Tibet et au Xinjiang, les scandales des bâtiments dits « en miettes de soja » (*doufuzha 豆腐渣*) écroulés pendant le tremblement de terre de Sichuan, ainsi que par d'autres émeutes locales liées à différents conflits. Ces émeutes sont catégorisées par le gouvernement chinois comme des « incidents de masse » (*quntixing shijian 群体性事件*[5]), nom lénifiant qui gomme la dimension contestataire, pudiquement appelée « contradictions au sein du peuple ».

La différence d'impact entre ces divers événements révélés et débattus en ligne m'a beaucoup interpellée sur les effets et l'influence des débats d'internautes dans la vie sociale et politique. Malgré la fermeture de nombreux sites durant les campagnes du gouvernement chinois sur Internet visant à « purifier » l'environnement d'Internet, les contestations des internautes peuvent faire évoluer les politiques publiques édictées par l'Etat-parti. Par exemple, à la suite de la campagne « anti-obscénités » de janvier 2009, le gouvernement central avait mis en place un logiciel de filtre anti-pornographie, *Dam – Youth Escort*, destiné à « protéger les jeunes » contre les informations pornographiques et obscènes sur Internet. L'installation de ce logiciel fut imposée à tous les nouveaux ordinateurs commercialisés sur le territoire chinois dès le 1er juillet 2009. Cette décision a provoqué une vague de contestations sur la Toile et ces controverses couvrent aussi le domaine des technologies. Il s'agissait non seulement d'une mesure de contrôle maquillée en lutte contre la pornographie, mais aussi, selon certains internautes et spécialistes, d'une politique qui pourrait enrichir le fabricant chinois de ce logiciel, avec un prix de plus de 40 millions de yuans, jugé excessif par les internautes. En outre, *Solid Oak Software*, entreprise américaine, a accusé le fabriquant chinois de plagiat et du « vol », « au moins une bonne part », du code de son logiciel de contrôle parental *CyberSitter*. Les défaillances techniques, y compris le blocage des photos avec des couleurs similaires à celle de la peau humaine, ou encore les bugs qui pouvaient entraîner un blocage du fonctionnement de l'ordinateur, ont fait de ce logiciel un objet de moqueries voilées sur Internet où ce logiciel anthropomorphisé par les internautes était représenté sous la forme d'un personnage de manga : une mignonne jeune fille,

[5] Ce mot a été inclus dans la deuxième édition du *Dictionnaire de l'édification du Parti* en septembre 2009. Nous retrouvons les détails de ces incidents de masse de l'année 2008 dans le chapitre 1.2.1. sur le contexte du développement d'Internet en Chine.

adorable et naïve, qui oublie de temps en temps « les mots clefs à censurer ». Devant ces contestations des internautes, le gouvernement chinois a changé sa politique et précisé que l'installation de ce logiciel relevait d'un libre choix, avant de l'abandonner dans la pratique.

Dans un contexte où l'intensification des événements sociaux liés à l'usage d'Internet occupe une place de plus en plus grande dans la vie quotidienne des Chinois, il me semble important, en tant que chercheure, de pouvoir saisir l'actualité et d'appréhender ces nouveaux phénomènes sociaux, en particulier dans un pays autoritaire comme la Chine, où l'ouverture et le contrôle créent en permanence des conflits dans la société et des tensions chez les sujets, qui désirent l'ouverture mais en craignent les retombées politiques. Cette peur, comme l'analyse Manuel Castells[6], pourrait laisser place soit au désespoir, soit à un « *togetherness* », sentiment d'être ensemble, généré par les réseaux horizontaux et multimodaux sur Internet et dans la vie sociale et politique. Monique Selim, ma directrice de thèse, très sensible à l'actualité et aux nouveaux phénomènes sociaux, m'a beaucoup encouragée à choisir Internet comme sujet de thèse, car Internet n'est pas un simple outil de travail, mais aussi une plateforme de communication, où la circulation des informations est difficilement contrôlable, et qui engendre des transformations sociales et politiques. Construire Internet comme un objet de recherche anthropologique suppose de l'appréhender à travers des microgroupes sociaux avec des démarches méthodologiques construites et adaptées aux terrains. C'est pourquoi j'ai retenu trois microgroupes sociaux de champs différents à Canton.

Terrains à Canton : trois champs fondamentaux

Afin de mieux appréhender le processus de formation des groupes sociaux issus de la communication sur Internet ainsi que la reconfiguration de leur espace d'autonomie, il est essentiel de pouvoir replacer Internet, objet de recherche, dans l'ensemble des rapports sociaux internes et externes des groupes. Abstraire Internet du contexte sociopolitique serait une absurdité dans cette recherche, puisqu'Internet est intégré dans la quotidienneté et dans la configuration sociopolitique du processus examiné ici. Cette considération caractérise le choix de ma démarche méthodologique dont le point de

[6] Manuel Castells, *op.cit*, 2012.

départ est de cibler un groupe social formé sur Internet, afin d'envisager une rencontre face-à-face avec ses membres. C'est à Canton et dans la région cantonaise que j'ai décidé de mener mes enquêtes anthropologiques sur le rôle d'Internet dans la transformation de la société chinoise parce que la province du Guangdong, située dans le Sud de la Chine, loin du centre politique Pékin, proche de Hong Kong, est réputée pour son ouverture et ses échanges avec le monde extérieur. Région traditionnelle de migration, très active dans les échanges avec le monde entier, elle montre – et a toujours montré – une disposition à s'ouvrir aux idées nouvelles et à s'approprier de nouveaux modèles. La réforme économique, d'abord lancée comme expérimentation, en est la preuve. Mon choix de cette région se justifie aussi par des éléments favorables tels mes réseaux de connaissances, étant donné qu'il s'agit de ma région natale et que j'y ai poursuivi mes études universitaires.

Avant de partir en Chine et de me rendre sur le terrain, j'avais suivi un groupe de discussion en ligne dont les membres étaient essentiellement des journalistes, des universitaires et des intellectuels, connus pour leurs revendications de plus de liberté, d'ouverture, voire de démocratie. J'avais choisi ce groupe aussi parce qu'il se réunissait dans un lieu d'activité réel : un bar investi par les initiateurs de ce groupe de discussion au centre de la ville de Canton. Leurs rencontres et leurs activités hebdomadaires semblaient une bonne occasion pour rencontrer ces acteurs internautes en face-à-face, d'autant plus que l'interaction entre les membres semblait plus spontanée et plus active dans ce bar que dans leur groupe de discussion en ligne où j'étais d'ailleurs inscrite. J'ai vite compris, par la présence autour de ce bar d'agents en civil et avec l'annulation des activités sur place, que la marge de manœuvre et de liberté dans la vie sociale et politique restait très limitée par rapport à celle de l'espace d'Internet. En changeant d'approche et grâce à un appui universitaire local, j'ai pu rencontrer plusieurs microgroupes formés d'abord sur Internet autour de thèmes et de causes différents. Parmi les différents événements sociaux liés à l'usage d'Internet, trois champs ont été retenus : l'homosexualité, inscrite dans les mouvements de LGBT (*Lesbians*, *Gays*, *Bisexuals*, *Transexuals*), la protection de l'environnement et la protection du patrimoine culturel. Ce sont trois champs fondamentaux dans la contestation des internautes Chinois.

Tout d'abord, la question de l'homosexualité. Elle reste très marginale sur la scène politique et sociale en Chine où de plus en plus d'homosexuels cherchent une identité et une appartenance *via* Internet. Inspirés des modèles de lutte et de contestation dans les pays occidentaux, ils rêvent de pouvoir obtenir les mêmes droits, au mariage, à l'adoption des enfants, voire simplement à une égalité non discriminée. De nombreux sites, des forums de discussion et des blogs ont été créés pour permettre à ce groupe très marginalisé et exclu de trouver un repère et une appartenance. Cet espace social permis par Internet est d'autant plus important dans le contexte chinois que la génération des enfants uniques subit énormément de pressions sur la question du mariage et de la descendance. La formation des microgroupes sociaux sur les sites débouche progressivement sur des groupes plus structurés qui s'identifient comme des ONG. Ces ONG sont souvent tolérées par le gouvernement chinois en raison de leur marginalité et de leurs réseaux de contact dans la lutte contre le SIDA. Malgré leur statut illégal, certaines sont partenaires des autorités locales dans le cadre du programme sino-américain de lutte contre le SIDA, financé en partie par la Fondation Bill-et-Melinda-Gates. D'autres, de plus en plus actives, ne se contentent plus d'être partenaires de terrain du gouvernement, mais cherchent à obtenir l'égalité des droits et la légalisation du mariage des homosexuels. Quasiment sans aucune visibilité dans les médias traditionnels, Internet est devenu leur terrain principal d'activité, de contestation et de revendication. Il permet de tisser un réseau transrégional et national, dans des villes différentes. Ce réseau de mobilisation sur Internet favorise l'organisation des activités contestataires par la diffusion des informations et des appels à participation des activistes à distance pour échapper aux risques et aux contrôles politiques au niveau local.

Ensuite, la protection de l'environnement. Norme globale et globalisée, elle reste au cœur des revendications des habitants urbains contre la construction des usines jugées polluantes. Appartenant majoritairement aux classes moyennes, ces urbains, qui ont résolu la question de leur survie, ont une sensibilité nouvelle sur la qualité de leur vie. Leur prise de conscience de la protection de l'environnement vient soit de leur expérience à l'étranger, soit de lectures scientifiques, ou pour beaucoup, d'un événement qui les concerne, tels que la construction d'une usine d'incinération ou d'une usine pétrochimique à proximité de leur habitat. La révélation de ces projets de

constructions sur Internet constitue le déclenchement de leurs mouvements et reçoit de plus en plus d'échos à l'échelle locale, voire nationale. Des internautes s'engagent, essayant de trouver une « vérité » cachée par les autorités locales sur les risques environnementaux et sanitaires. Leur méfiance vis-à-vis des discours du gouvernement est presque spontanée et immédiate, reflétant une crise de crédibilité grave dans un régime autoritaire peu transparent. La dimension économique reste au second plan, laissant la place à la question du risque et de la santé. Les projets de construction d'usines vues comme nuisibles à la santé et à l'environnement deviennent un événement qui réunit tous les habitants, auparavant peu liés entre eux, autour d'un intérêt commun et précis. Internet, téléphones ou d'autres nouvelles technologies de communications sont devenus un outil commode dans la mobilisation des habitants, l'organisation des contestations, les recherches d'expériences similaires, l'analyse des impacts environnementaux. Beaucoup se sont retirés de ces mouvements après que le projet contesté ait été écarté ou la construction de l'usine d'incinération en question annulée, événements qui les réunissaient ; d'autres y sont restés, comprenant l'importance de la protection de l'environnement, de son impact dans la vie quotidienne et la nécessité de continuer la lutte. Ces mouvements centrés sur l'environnement attirent l'attention des internautes et sont un des sujets les plus répandus et les plus débattus sur Internet et dans les médias. Ils éveillent la conscience des habitants, ici et là, et créent un effet en chaîne en les poussant à s'élever contre des projets similaires. C'est ainsi que prenant exemple sur la manifestation des habitants contre la construction des usines pétrochimiques destinées à la production de paraxylène à Xiamen en 2009, et encouragés par l'annulation du projet à Xiamen suite aux manifestations de ses habitants, les habitants de plusieurs villes d'autres régions (à Qidong en 2012, à Kuming en 2013, et puis début 2014 à Maoming dans l'Est de la province du Guangdong), concernées par ces mêmes projets de construction, se sont aussi élevés pour défendre leur habitat.

Enfin, le patrimoine culturel, matériel et immatériel, constitue en Chine un autre champ de contestation où les internautes, en particulier les jeunes générations, mettent en cause une urbanisation accélérée et la démolition radicale des espaces urbains sans souci des

dégâts patrimoniaux et humains[7]. Ces jeunes Chinois, qui ont entre 20 et 30 ans, qui sont nés et ont été élevés dans la gloire de la croissance économique de la Chine après la réforme économique, mais qui vivent dans une société où le marché constitue le référent principal, sont poussés de plus en plus vers une concurrence accablante au niveau économique et social. Le grand choix de marchandises dont ils disposent désormais contraste, pour ces jeunes, soumis à la tension des normes sociales, au peu de choix dont ils disposent dans leur vie personnelle, ce qui les pousse à chercher des possibilités de vivre autrement. Ils ont grandi dans le silence sur les campagnes politiques à l'époque de Mao où leurs grands-parents et leurs parents ont été objets ou sujets de luttes incessantes. A ce trou dans le passé de leur propre histoire familiale, il faut ajouter le fait que l'éducation qu'ils ont reçue leur a inculqué un nationalisme uniforme et leur a transmis une tradition chinoise à la fois éclatée et rompue, mais revitalisée pour les enjeux économiques et idéologiques du Parti. La suppression des supports symboliques et réels de leur passé, qu'il s'agisse des quartiers, ou d'éléments culturels tels que des rites festifs et les dialectes maternels, leur semble inacceptable, en particulier en comparaison avec les modèles de préservation du patrimoine en Europe où l'histoire se contemple dans la rue, selon leur expression. Ne voulant plus être incluses dans la « masse », ces jeunes générations, très influencées par les modes de vie alternatifs offerts par les produits culturels et idéologiques de l'Occident, cherchent aussi dans la vie une singularité subjective qui leur permette de sortir du mode de vie normé et accablant de la concurrence et de leur famille. La construction d'un passé mythifié, qui légitime leur ligne de fuite et leur quête d'autonomie, se traduit par la nostalgie d'une enfance heureuse et paisible, par la défense d'un mode de vie dit ancien, et par la construction d'une identité culturelle, déjà détruite et unifiée tant par l'Etat-parti que par le marché. La destruction des vieux quartiers ou la réduction de l'usage des dialectes régionaux dans les médias sont des événements qui réunissent ces jeunes et déclenchent un processus de construction d'identité socioculturelle. Très familiarisées avec les nouvelles technologies, les jeunes générations se mobilisent sur Internet, s'informent des expériences de préservation du patrimoine antérieures et s'approprient les normes des grandes institutions internationales en tant que valeurs universelles à défendre. Dans la région cantonaise, le dialecte cantonais forme un réseau transnational, avec les

[7] Monique Selim et Wenjing Guo, « Cantonais à la recherche du temps passé », *Ecologique & Politique*, n° 48, 2014, pp95-108.

diasporas chinoises d'outre-mer et les habitants de Hong Kong et de Macao, anciennes colonies et modèles avancés au plan économique et social. La proximité géographique et l'usage du cantonais sur les forums de discussion en ligne, lequel exclut ceux qui ne parlent pas cantonais, accentuent la différenciation de la culture et du patrimoine cantonais et soulignent avec force dans l'esprit des jeunes Cantonais le contraste entre Canton et Hong Kong au niveau social et politique, d'autant que l'écart économique s'est réduit avec la croissance chinoise. La constitution des « communautés » cantonaises en ligne, par l'exclusion linguistique, permet une mobilisation transrégionale et transnationale, d'abord en ligne, puis sur la scène sociale et politique à Canton. Nombreux sont les microgroupes de jeunes formés sur les sites, les forums et les groupes de chat, inspirés des mouvements de préservation patrimoniale de Hong Kong, qui se donnent pour objectif la défense des vieux quartiers, du dialecte cantonais et d'une identité cantonaise.

Ces trois champs, homosexualité, environnement et patrimoine, illustrent un paysage des dynamiques sociales aux normes internationales et montrent l'articulation entre la globalisation des normes et leur incorporation locale. Ils incluent la marginalité des homosexuels, l'interdépendance globale environnementale, et la valeur à la fois locale et transnationale du patrimoine. Dans le contexte de la Chine, où le contrôle politique et social demeure fort, Internet autorise les contestations sous diverses formes et leurs effets dans la vie sociale et politique dite réelle. L'écho international *via* Internet est d'autant plus fort quand ces contestations entrent dans les cadres idéologiques et les normes des courants dominants de la globalisation. C'est pourquoi ces trois champs nous semblent fondamentaux et pertinents pour comprendre les transformations au niveau local dans le cadre des processus de globalisation.

Problématique et plan de thèse

L'émergence des nouvelles dynamiques sociales et politiques, liées à l'usage des nouvelles technologies de communication, telles qu'Internet, constitue l'objet de recherche principal dans ce travail de doctorat. Il faut replacer cette émergence dans le contexte chinois où la censure sur Internet reste sévère tout en ajustant ses stratégies pour un contrôle politique et social qui se renforce en permanence. L'affirmation du rôle

du marché, en particulier par le 3e plénum du XVIIIe Comité central du Parti en novembre 2013, pénètre tous les domaines de la société chinoise. Dans le cadre des nouveaux paradigmes de gouvernance centrés sur le « développement social » (*shenhui fazhan 社会发展*), les « organisations sociales » (*shehui zuzhi 社会组织*) sont devenues un acteur principal dans la gestion de la société, encouragées par différents dispositifs mis en place et gérés à la fois par le marché et par leur unique bailleur de fonds – l'Etat-parti. Comment évolue la tension entre le contrôle du Parti et le désir des Chinois, de la sphère Internet à l'espace urbain ? C'est ce processus d'éclosion des dynamiques sociales en ligne, de formation des microgroupes en ligne et dans la vie sociale et politique, et leur institutionnalisation par l'Etat-parti, que cette recherche essaie d'analyser et de comprendre.

Ce travail de doctorat se structure en deux parties, chacune composée de trois chapitres.

La première partie est consacrée à la description du cadre théorique, à l'analyse des contextes en Chine, à l'évolution de la régulation d'Internet par l'Etat-parti et à la réforme sociale visant à encadrer les dynamiques sociales, dont celles formées sur Internet. Cette analyse permettra de mieux comprendre les stratégies de contrôle de l'Etat-parti qui s'ajustent à l'offensive des internautes et étendent son contrôle sur Internet, depuis la prise de parole par les internautes sur Internet aux conséquences de cette prise de parole sur la scène sociale et politique. Ma démarche méthodologique essentielle en anthropologie est analysée à la fin de cette première partie pour répondre aux questions suivantes : comment me suis-je intégrée dans les trois groupes sociaux retenus ? Quelle est ma position sur le terrain et dans ces trois groupes ciblés ? Quel est le dispositif de production de connaissances qui soutient cette thèse ? Cette analyse aidera à mieux introduire les trois terrains de la deuxième partie et nous amènera à aborder la question méthodologique de l'anthropologie à l'ère numérique.

La deuxième partie analysera trois enquêtes de terrain différentes effectuées à Canton entre 2010 et 2012. Le premier chapitre porte sur une ONG dite *grassroot*[8], FPAH, ONG pour la famille, les parents, les amis des homosexuels : inspirée d'un modèle américain, elle veut apporter un soutien aux homosexuels à travers un travail sur et avec

[8] Il s'agit des organisations fondées par des gens issus du « peuple » ou de « la masse ».

leurs parents et leurs amis. Cette ONG a été constituée par des internautes qui cherchent sur Internet des réponses aux questions liées à leur orientation sexuelle et à leur appartenance sociale et qui se sont regroupés autour du blog d'une « mère modèle » des homosexuels.

Le deuxième chapitre examinera le combat d'un groupe de résidents qui, pour protéger leur habitat, se sont élevés contre la construction d'une usine d'incinération de déchets. Ce groupe d'habitants, actuellement enregistré auprès du gouvernement chinois comme ONG, a traversé des phases et des formes diverses de luttes : contestations sur Internet, mise en cause par les individus *via* des performances artistiques, des manifestations collectives, médiatisation en permanence, réussite temporaire, dispersion des membres et formation d'une ONG pour une coopération de la construction des usines d'incinération avec le gouvernement.

Le dernier chapitre présentera les mouvements des jeunes Cantonais pour la protection de la langue et des vieux quartiers cantonais. Mobilisés sur Internet, ces jeunes forment des microgroupes et organisent principalement leurs activités dans la sphère d'Internet, suite à la répression des manifestations de contestation dans la rue par les autorités locales. Plusieurs de ces microgroupes ont réussi à organiser régulièrement des activités culturelles visant à « apprécier » la culture cantonaise et à faire changer les politiques publiques d'urbanisation de la ville de Canton. Avec la promotion des modèles d'innovation sociale par les ONG existantes et par les centres d'études sur la société civile en Chine et à Hong Kong, ces jeunes Cantonais cherchent un chemin autonome *via* l'institutionnalisation de leur groupe. Grâce à Internet, l'écho géopolitique de leur contestation a amené la réussite de leurs manifestations, mais constitue aussi leur principale difficulté pour leur enregistrement.

La conclusion de cette recherche se focalisera sur l'articulation entre ces trois exemples différents et sur l'évolution de ces trois groupes sociaux qui illustrent le processus questionné dans cette thèse : tenter de comprendre la transformation des rapports verticaux par l'utilisation d'Internet dans un régime autoritaire où l'Etat-parti se veut encore l'unique voix de la société civile et son unique voie aussi bien.

Première partie : Contexte et méthodologie

1. 1 Internet : Approches théoriques

C'est le 20 septembre 1989 qu'a été posté le premier e-mail depuis la Chine ; envoyé par le Professeur Qian Tianbai, il avait pour contenu un slogan : « Franchir la Grande Muraille pour aller vers le monde » (*yueguo changcheng*, *zouxiang shijie 越过长城，走向世界*). Ni ce professeur ni le gouvernement n'auraient pu imaginer le sens que prendraient un jour ces termes de Grande Muraille aux yeux des internautes et du monde entier.

Qiu Linchuan[9], professeur en sciences de la communication, accordait dans ses analyses des discours du gouvernement chinois concernant les technologies une grande importance, d'une part, au sentiment d'humiliation ressenti par la nation chinoise depuis la guerre de l'opium, d'autre part au souvenir du temps où l'Empire du Milieu était la nation la plus avancée techniquement de la planète. Il voyait la reprise de la suprématie technologique par la Chine comme l'un des objectifs principaux des régimes chinois depuis Sun Yat-sen, ce qui à ses yeux expliquait en partie la croissance importante des technologies informatiques et d'Internet. L'informatisation était donc, dans la politique de Jiang Zemin, une condition indispensable des « quatre modernisations » (*sige xiandaihua 四个现代化*). Selon Qiu, le chevauchement de trois événements entrelacés, la répression de Tiananmen en 1989, la chute de l'URSS en 1991 et l'appel à un approfondissement de la réforme par Deng Xiaoping en 1992, a conduit au paradoxe fondamental qui caractérise la société chinoise contemporaine en général et la construction sociale d'Internet en particulier. Il s'agissait, pour les agences de l'Etat, de s'emparer des nouvelles technologies en améliorant le niveau de vie du peuple mais sans la « participation des citoyens », et de récolter des bénéfices économiques tout en maintenant et en renforçant le *statu quo* politique[10]. Il s'avère aujourd'hui que cette analyse mérite d'être nuancée, dix ans après sa rédaction, en particulier à travers un nouveau paradigme de l'Etat-parti qui s'approprie des idéologies issues de l'Occident,

[9] Jack Linchuan Qiu, « The Internet in China : technologies of freedom in a statist society », *in* Manuel Castells (dir.), *The Network Society. A cross-cultural perspective*, Northampton, MA, Edward Elgar, 2004, pp. 99-124.
[10] Qiu, *op.cit.*, p.122.

telles que la gouvernance, la responsabilité et la participation, et les applique dans la gestion de la société chinoise et l'usage d'Internet par les internautes, en matière de connexion, de contenu, de services fournis, etc[11]. Le modèle de contrôle d'Internet par la Chine est devenu une référence majeure dans la configuration des infrastructures nationales d'information et les gestions sécuritaires étatiques tant pour les pays autoritaires[12] que, en particulier après les révélations de Snowden, pour d'autres pays en Europe et en Afrique[13].

Bien que le poids de l'Etat et du politique soit inéluctable, il est très important de souligner les écarts d'intérêts concernant la mise en œuvre d'une politique de contrôle d'Internet chez les divers acteurs. Les tensions sont d'autant plus complexes quand il y a implication du pouvoir politique et du pouvoir économique, et des coalitions d'intérêts entre le pouvoir politique et le milieu des entrepreneurs, qui s'accompagne de l'émergence d'une classe de capitalistes appelée par Manuel Castells « *bureaucratic entrepreneurs*[14] », « individus qui sont le plus souvent membres du parti communiste et dont l'accès aux ressources tient à leur position au sein du monde administratif à l'échelon provincial ou municipal [15] ». Dans cette nouvelle classe de capitalistes, on retrouve les entrepreneurs dans l'industrie des technologies informatiques venant de l'intérieur et de l'extérieur de la Chine. Dans le contrôle d'Internet, comme dans d'autres domaines, la mise en application d'un ordre politique par les autorités étatiques et gouvernementales rencontre toutefois une résistance. Citons les exemples de l'application du système de l'identité réelle sur les sites de microblog (*Weibo 微博*[16]), qui pour conserver le plus de clients possibles cherche à assouplir les règles de l'identité réelle[17], ou encore l'inquiétude des investisseurs sur Sina Weibo suite à la campagne

[11] Je développerai cette idée dans la partie sur la réforme sociale.
[12] Shanthi Kalathil et Taylor Boas, *Open Networks, Closed Regimes*, Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2003.
[13] Voir par exemple, Loic Ntoutoume, « La gestion chinoise de l'Internet expliquée aux journalistes africains », *GabonReview*, le 19 août 2013, http://gabonreview.com/blog/la-gestion-chinoise-de-linternet-expliquee-aux-journalistes-africains/, consulté le 2 mars 2014.
[14] Manuel Castells, *Fin de millénaire*, Paris, Fayard, 1999, pp.348-351.
[15] Manuel Castells, *Fin de millénaire*, *op.cit.*, p.350.
[16] Weibo est équivalent de Twitter en Chine. Le microblog désigne les sites interactifs tels que Twitter, dont l'accès est pratique et efficace via les téléphones portables, d'où vient l'idée que c'est un outil de communication parfait pour le témoignage simultané.
[17] Cet exemple sera ananlysé dans le chapitre suivant sur l'évolution d'Internet en Chine.

anti-rumeurs qui avait fait chuter le nombre et l'interactivité de ses utilisateurs, juste au moment où il préparait son introduction à la Bourse de New York[18].

Comme l'argumente Manuel Castells : « La compréhension du monde où nous vivons demande simultanément l'analyse de cette société en réseaux et des contestations dont elle est l'objet. La loi historique selon laquelle toute domination rencontre une résistance continue de s'appliquer[19]. » A la tension entre le gouvernement et les entrepreneurs de l'industrie de la technologie informatique sur la gestion d'Internet, s'ajoute celle des internautes dits « ordinaires ». Dans cette catégorie aussi vaste qu'hétérogène, les internautes engagés dans des dynamiques sociales nouvelles ou encore dans des mouvements sociaux qui se sont mis en ligne attirent l'attention de nombreux chercheurs qui se penchent sur le phénomène pour appréhender le rôle de l'usage des nouvelles technologies dans l'engendrement, la mobilisation et l'organisation des mouvements sociaux. Manuel Castells a consacré deux chapitres de son ouvrage de 2002 à la politique d'Internet, analysant la transformation amenée par l'introduction d'Internet dans les règles des jeux sociopolitiques dans tous les aspects de la société[20], ainsi qu'un livre entier sur les nouveaux modes de mobilisation sur Internet et dans la vie sociopolitique dans le monde entier[21].

C'est après une période intense de mouvements sociaux et de révolutions liés à l'usage d'Internet et de connexions depuis les smartphones (Iran en 2009, Islande en 2009, Tunisie en 2010, etc.) que Manuel Castells a consacré son dernier ouvrage, intitulé *Networks of outrage and hope*[22], à analyser ces nouveaux modes de mobilisation et d'organisation. Il décrit l'émergence des nouveaux modes de mouvements sociaux avec l'usage d'Internet et du réseau de communication par Wifi. Focalisant son attention sur la transformation des rapports sociaux dans l'interaction et l'organisation des mouvements sociaux à travers Internet, Manuel Castells s'est intéressé principalement aux révolutions dans le monde arabe (en Tunisie, en Egypte par exemple), mais aussi en

---

[18] Harold Thibault, « Weibo, le Twitter chinois, pourrait s'introduire à la Bourse de New York », *Le Monde*, le 26 février 2014, http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/26/weibo-le-twitter-chinois-pourrait-s-introduire-a-la-bourse-de-new-york_4373520_3234.html, consulté le 2 mars 2014.
[19] Manuel Castells, *Fin de millénaire*, *op.cit.*, p.415.
[20] Manuel Castells, *La galaxie Internet*, Fayard, 2002.
[21] Manuel Castells, *Le pouvoir d'identité*, Fayard, 1999.
[22] Manuel Castells, *Network of outrage and hope. Social mouvements in the Internet age*, Polity, UK, 2012.

Islande, en Espagne ainsi qu'au mouvement *Occupy* dans divers pays en 2011 et 2012. Partageant la même perspective qu'Alain Touraine sur le mouvement social, Manuel Castells explique ces mouvements sociaux par le contexte d'une crise économique structurelle et d'une crise profonde de la légitimité. Selon lui, les mouvements sociaux sont surtout déclenchés par une mobilisation émotionnelle de gens à la fois en colère vis-à-vis de la situation subie et en attente de l'espoir d'une possibilité de changement. Internet, dans ce mouvement, crée un nouveau mode de communication que Manuel Castells appelle *mass self-communication* qui permet aussi de créer une représentation ou un sentiment de « *togetherness* », selon son terme, et c'est précisément ce sentiment qui aide les internautes, en particulier dans les régimes autoritaires, à surmonter la peur et découvrir l'espoir. Ce sentiment d'appartenance est le point de départ pour l'objectif de la création d'une communauté et se forme grâce à Internet qui permet des communications et des échanges en permanence.

En plaçant l'invention d'Internet dans un contexte social et historique, Manuel Castells la voit marquée par la transformation de la société après les mouvements des années 1970. Dans le développement historique d'Internet qu'il a décrit[23], on voit l'invention d'Internet, basée sur les protocoles de *open source*, comme un réseau de communications décentré et capable de résister aux contrôles des centres de commande. La naissance d'Internet exprime une quête de liberté dans les universités américaines durant les années 1970. Et cette transformation sociale connaît, selon lui, deux processus cruciaux : celui de l'« individuation » et celui de l'autonomie. Internet, conçu pour la liberté, permet donc la formation d'un espace d'autonomie, que Manuel Castells réfère à une nouvelle forme spatiale dans les mouvements sociaux liés à la connexion aux réseaux sociaux (« *networked social movements* »). Par ailleurs, le développement d'Internet au XXIe siècle est marqué par la transition d'un espace d'interaction des individus à la construction autonome des réseaux sociaux contrôlée et guidée par les internautes eux-mêmes. C'est dans cet espace que les acteurs sociaux, ciblés dans cet ouvrage, peuvent projeter une nouvelle utopie qu'ils poursuivent dans les mouvements sociaux – l'utopie de l'autonomie en tant que sujet vis-à-vis des institutions de la société. La création d'un espace d'autonomie et la formation d'un groupe d'appartenance grâce

[23] Manuel Castells, 2002, *op.cit*.

à la communication sur Internet sont-elles possibles dans un régime autoritaire comme la Chine, où la connexion et le contenu d'Internet sont très contrôlés et surveillés ?

La communication permise et accélérée par la connexion à Internet grâce à différents appareils comme supports technologiques et matériels (smartphones, ipad, e-book, ordinateurs, etc.) joue un rôle crucial dans de plus en plus de mouvements sociaux actuels. Mais ce n'est pas pour autant qu'on peut la voir comme la cause des mouvements sociaux, ni comme leur racine, ni comme leur origine, car les mouvements sociaux résultent de contradictions sociales et politiques nées dans des contextes spécifiques et multidimensionnels, sous peine de tomber dans un déterminisme technologique simpliste qui rapporte la cause sociale et politique à un outil et à une plateforme de communication, comme si la technologie suffisait pour opérer une transformation sociétale. James Carey insiste sur l'importance qu'il y a de placer dans leur contexte les analyses portées sur les nouvelles technologies de communication et s'insurge contre ce qu'il appelle « *the myth of technological sublime* ».

Parmi les recherches portant sur le rôle d'Internet en Chine, certaines voient Internet d'une manière assez univoque, soit comme une contribution au maintien du pouvoir de l'Etat-parti par la censure de l'expression sur Internet, soit comme un « *social empowerment* » ou une « démocratisation ». Lagerkvist, par exemple, partage ce dernier postulat en voyant dans l'interaction et la communication en ligne l'émergence d'une « norme subalterne[24] ». Il l'oppose à « une norme élitiste et hégémonique de l'Etat-parti », en se basant sur les entretiens qu'il a menés pendant environs dix ans et la voit comme un élément clef de la démocratisation de la Chine, comme un résultat de la compétition dans la construction des normes sociales. Se centrant aussi sur la question de la démocratie, Séverine Arsène[25] travaille essentiellement sur des entretiens faits avec des internautes dits « ordinaires », recrutés *via* une agence en Chine. Elle analyse la prise de parole par les internautes chinois sur Internet comme un mode de « participation politique » complexe en termes de stratégie et d'approche, sous les contraintes de la censure et la pression de l'autocensure par la responsabilisation des individus. Elle examine aussi les nouvelles modalités de la communication du

[24] Johan Lagerkvist, *After the Internet, before Democracy: Competing Norms in Chinese Media and Society*, New York: Peter Lang, 2010.
[25] Séverine Arsène, *Internet et politique en Chine*, Paris, Karthala, 2011.

gouvernement chinois en ligne, notamment la construction d'une opinion publique encadrée par le contrôle de la presse, la participation des cadres du Parti aux discussions en ligne, etc. Dans les entretiens cités, Arsène observe la reproduction dans l'espace d'Internet du schéma du bureau des « lettres et visites » (*xin fang* 信访)[26] : Internet est devenu dans la représentation des internautes un espace où la parole du peuple peut être entendue de l'échelon supérieur du gouvernement, contrairement à la répression sévère des pétitionnaires par les gouvernements des échelons divers dans la vie sociale et politique. La possibilité de se faire entendre, de faire connaître les injustices subies font d'Internet un outil de recours de plus en plus important et utilisé par la population chinoise, qui ne dispose pas d'autres recours possibles ni aussi efficaces. Cet exemple illustre bien la prise de parole possible sur Internet par ceux qui, auparavant, ne disposaient pas d'accès aux arènes sociales et politiques traditionnelles. L'enjeu de la participation politique, selon Arsène, n'est plus la prise de parole, mais de se faire entendre. A la fin de cet ouvrage, malgré les possibilités d'ouverture et de participation politique permises par Internet, Arsène voit que les mobilisations en ligne étudiées sont « cadrées au travers d'une certaine idéologie dominante », comme le fruit d'un compromis entre l'Etat-parti et les internautes : pouvoir du Parti contre liberté conditionnelle des internautes.

Yang Guobin[27] traite lui aussi la question de la démocratie dans son ouvrage qui porte sur l'activisme en ligne en Chine. Il analyse les matériaux qu'il a recueillis pendant plus de dix ans, essentiellement sur Internet, dans une approche sociologique. Lors de la rédaction, Yang constate qu'il y avait peu des recherches menées sur la contestation sur Internet en Chine, mais plutôt sur la dimension de divertissement chez les internautes. Il propose une analyse multidimensionnelle du processus évolutif de l'activisme en ligne (« *online activism* ») dans l'ensemble de la transformation de la société chinoise, en particulier avec la censure exercée par le gouvernement chinois. L'Etat, le marché, la société civile, l'activisme transnational et la culture de contestation constituent les dimensions principales examinées dans cet ouvrage. Utilisant à la fois une méthodologie quantitative et qualitative, Yang privilégie cette dernière en se situant

[26] Il s'agit d'une institution gouvernementale, à divers échelons, qui permet la transmission et l'écoute des doléances de la population chinoise.
[27] Yang Guobin, *The power of the Internet in China. Citizen activism online*, Columbia University Press, NewYork, 2009.

dans le courant de la « *virtual ethnography* » de Hine[28], dans laquelle Yang a aussi classé l'*online ethnography*, méthode utilisée dans son recueil des débats sur les forums de discussion en ligne. Il évoque aussi la nécessité d'avoir une vision globale sur les études d'Internet, en citant la *multisited ethnography* de Marcus [29] et la *global ethnography* de Burawoy[30]. Dans un contexte de globalisation où la circulation des informations s'accélère avec Internet, selon Yang, les deux méthodes sont nécessaires pour pouvoir suivre l'évolution des événements d'activisme ciblés et aussi pour pouvoir tracer et creuser les informations dans les différents sites où circulent les informations sur les événements ciblés. La *multisited ethnography* de George Marcus, influencée par Immanuel Wallerstein, voit le capitalisme comme un processus sans frontières géographiques et vise à examiner les processus globaux dans le contexte de la globalisation *via* une méthode macro qui dépasse l'espace et le temps. Les informations recueillies en ligne et les matériaux recueillis sur le terrain (en des lieux divers selon l'objet de recherche) sont importants pour Yang afin de mieux saisir le lien entre les dynamiques locales et les enjeux globaux. Plaçant les différents mouvements des citoyens dans le contexte politique, social et économique de la Chine après la répression de Tiananmen en 1989, Yang voit l'activisme en ligne comme une manière de réponse des internautes vis-à-vis de la transformation de la société chinoise avec l'implantation du marché. Il s'agit d'un mouvement contre la répression et aussi d'un mouvement identitaire. Après ses analyses sur l'évolution de la régulation d'Internet par le gouvernement chinois, Yang se focalise sur les stratégies de résistance des internautes ainsi que sur l'intégration d'une logique de marché dans ces stratégies. Ses observations sur les communautés en ligne visent à comprendre comment ces « communautés » contribuent à la formation des mouvements de contestation et concluent sur la caractéristique de ces communautés : le *réalisme utopique*, c'est-à-dire l'idéalisation de ces communautés en ligne comme un espace des valeurs universelles, telles que la liberté, la solidarité et la justice. Ce sont ces valeurs, selon Yang, qui poussent les internautes à agir et réagir pour les protéger. Dans le contexte de la globalisation, Yang

[28] Christine Hine, *Virtual Ethnography*, 2000, Londres, Sage.
[29] George Marcus, « Ethnography in/of the world system : The emergence of multisited ethnography », *Annual Review of Anthropology*, 24, 1995, pp. 95-117.
[30] Michel Burawoy, Joseph A. Blum, George Sheba, Gille Zsuzsa et Millie Thayer, eds, *Global ethnography : Forces, connections ; and imaginations in a postmodern world*, Berkeley, University of California Press, 2000.

cite le lien entre les Chinois d'outre-mer, les ONG internationales et les activistes chinois en Chine. L'intervention de l'Etat, voire le contrôle, semble difficile, voire impossible face à ce réseau de connexions et d'interconnexions global. Citant la théorie de Escobar sur les mouvements et les producteurs de la connaissance[31], Yang voit que les internautes ne sont plus des consommateurs passifs, mais aussi des producteurs d'informations et qu'ils peuvent prendre la parole et s'exprimer sur Internet, où ils peuvent aussi construire un nouveau langage et une nouvelle identité. L'émergence de l'activisme sur Internet pousse aussi l'Etat chinois à réajuster les institutions, les concepts et les « méthodes de gouvernance », tels la création de blogs par les fonctionnaires et les organismes gouvernementaux. Internet est à la fois le terrain d'expérimentation des tentatives de la nouvelle orientation de gestion, et de « gouvernance », et le terrain de participation des citoyens et de leur expérimentation de la *unofficial democracy*. Pour Yang, l'activisme en ligne marque l'expansion d'une démocratie citoyenne *grassroot* et dans ses conclusions y voit ainsi un chemin vers une démocratie institutionnalisée et officielle.

Outre la question de la démocratie sur Internet en Chine, Qiu Linchuan[32], spécialisé en sciences de la communication, s'intéresse à la transformation sociale apportée par Internet, en particulier chez les personnes appartenant aux couches sociales modestes. Il propose un nouveau concept de la société inspiré des débats de la *digital divide* à la fin des années 1990, celui de *Working-class network society*. S'interrogeant sur l'exclusion de ceux qui n'ont pas ou peu accès à Internet, et sur la division sociale entre ceux qui ont des informations et ceux qui n'en ont pas (*information haves* et *have-nots*), Qiu porte son attention sur les catégories sociales démunies d'informations, telles que les migrants, les ouvriers, les retraités, les jeunes, etc., dans le contexte de l'urbanisation de la Chine. Depuis 2002 et après plus de six ans de terrains choisis dans une vingtaine de villes chinoises, Qiu a adopté lui-même les nouvelles technologies de communication, tels que les logiciels populaires chinois, et les habitudes d'usage de ses interlocuteurs de

[31] Arturo Escobar, « Actors, networks, and new knowledge producers : Social movements and the paradigmatic transition in the sciences », *Cognitive justice in a global world*, ed. Boaventura de Sousa Santos, Lanham, Rowman&Littlefield, 2007, pp. 273-294.

[32] Jack Linchuan Qiu, *Working-Class Network Society: Communication Technology and the Information Have-Less in Urban China (Information Revolution and Global Politics)*, Cambridge, MA, The MIT Press, 2009. Jack Linchuan Qiu, *World Factories of the Information Age* (*信息时代的世界工厂 – 新工人阶级的网络社会*), Nanning, Guangxi Normal University Press, 2013.

terrain. Entretiens approfondis, entretiens semi-directifs, *focus group*, questionnaires, recueil des matériaux sur Internet, etc., constituent une partie de la méthodologie classique de cet ouvrage. Qiu a par ailleurs intégré la méthode de *data mapping* socio-spatiale, en créant une carte dans plusieurs quartiers populaires urbains de Canton et de Shenzhen afin d'illustrer le nombre et la localisation des services et des magasins technologiques au sein de ces quartiers. En filmant et réalisant des documentaires sur les ouvriers, Qiu affirme sa position de recherche-action et utilise différentes technologies visuelles afin de mieux analyser l'articulation entre « les nouveaux mouvements culturels des ouvriers » et « le média sur Internet ». Il intègre une vision de classe dans l'accès aux informations des Chinois des couches modestes et voit sur Internet comme dans la société la stratification des classes à travers l'accès aux informations, même si les nouvelles technologies informatiques offrent des possibilités d'ascension sociale et de poursuite d'une autre vie, meilleure et possible. Il observe la formation d'une nouvelle classe de travailleurs qu'il appelle « *a new working class* » parmi les personnes qui ont le moins d'informations – *the people of have-less*. En analysant la popularisation des cybercafés et des services de mobiles à bas prix, Qiu voit dans l'usage des technologies informatiques par les couches sociales modestes comme un moyen de prendre la parole pour revendiquer un changement ou demander un secours auprès de la société. Parmi ces personnes démunies d'informations, Qiu place aussi les ouvriers des usines qui fabriquent les matériaux technologiques informatiques ainsi que les personnes qui travaillent dans les services informatiques pour répondre aux besoins des couches sociales modestes. Il voit dans les chaînes marchandes liées aux technologies une absence de pouvoir des personnes démunies et donc l'effondrement de l'illusion de ce « sublime digital » qui annonçait l'élimination de l'inégalité et de l'injustice par les nouvelles technologies informatiques.

Dans les trois derniers ouvrages cités, chaque auteur a adopté une méthodologie propre à son objet de recherche et à sa discipline. Ces méthodologies combinent toutes des enquêtes de terrain dans l'espace urbain en Chine, des suivis et des recueils de données et de matériaux en ligne. Cette combinaison méthodologique, du « en ligne » et « hors ligne », semble naturelle ; pourtant de nombreux débats se sont préoccupés de la dichotomie entre le réel et le virtuel depuis les années 1990. Citons ici les principaux (durant les années 1990), centrés sur la transformation de la notion de « communauté »

et du lien entre l'individu et la société avec l'usage d'Internet. Howard Rheingold[33] insiste, dans son œuvre principale, sur les communautés virtuelles, sur l'émergence d'une nouvelle modalité de communauté virtuelle, laquelle réunirait les internautes autour d'un intérêt ou d'une valeur partagés et qui nécessite un investissement en matière de temps et de relations humaines. Pour cet auteur, la « communauté virtuelle » comprend, d'une part, une communauté formée en ligne et, d'autre part, son extension qui se développe dans les rencontres face-à-face, les repas collectifs ou de tangibles manifestations de solidarité, comme ce qu'il a lui-même vécu dans une communauté virtuelle WELL. Quant à Sherry Turkle[34], il a porté sa réflexion sur la question de l'identité à l'ère d'Internet avec une approche psychanalytique à travers les enjeux identitaires construits dans un espace en ligne fréquenté par les joueurs de jeux de rôle. Suite au grand écho de ses recherches, beaucoup de chercheurs ont été amenés à s'intéresser aux échanges et aux interactions en ligne, ainsi qu'aux transformations de soi qui restent centrales pour certains chercheurs en psychologie[35]. La mise en opposition d'une identité hors ligne et d'une identité en ligne fait l'objet des critiques de Barry Wellman et Milena Gulia, qui dans leurs recherches nuancent cette opposition et celle entre « communauté virtuelle » et « communauté réelle » comme deux formes différentes de communauté. Cette rupture entre virtuel et réel, selon Madeleine Pastinelli, s'inscrit dans une rupture plus large, entre la société humaine et le cyberspace qui serait autonomisé, « comme si on pouvait l'aborder en abstraction des autres sphères de la vie sociale[36] ».

L'abstraction de l'espace d'Internet par rapport au contexte social fait aussi l'objet des débats dans les questions méthodologiques sur le terrain, souvent en référence à l'anthropologie et à l'ethnologie, dont les méthodes d'enquête sont largement utilisées dans les disciplines des sciences sociales et humaines. De nouveaux courants

---

[33] Howard Rheingold, *Les communautés virtuelles*, Addison-Wesley, Paris, 1995.
[34] Sherry Turkle, *Life on the screen : Identity in the age of the Internet*, New York, Touchstone, 1995.
[35] John A.Bargh, Katelyn Y.A. McKenna et Grainne M. Fitzsimons, « Can You See the "Real Me" ? Activation and Expression of the "True Self " on the Internet », *Journal of Social Issues*, 2002, vol. 58, n° 1, pp. 33-48. Aharon Ben-Ze'ev, *Love Online : Emotions on the Internet*, New York, Cambridge University Press 2003. L.H.Coleman, C.E. Paternite et R.C. Sherman, « A Reexamination of Deindividuation in Synchronous Computer-mediated Communication », *Computers in Human Behavior*, 1999, n°15, pp. 51-65.
[36] Madeleine Pastinelli, *Des souris, des hommes et des femmes au village global*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p.13.

disciplinaires et de nouveaux vocabulaires ont ainsi émergé : l'ethnographie virtuelle de Christine Hine[37] déjà citée ; le *Netnography* de Robert Kozinets[38] : une « nouvelle méthode qualificative qui adapte la méthode ethnographique à l'étude des cultures et des communautés qui émergent grâce aux communications automatisées », principalement consacrée au domaine du marketing et de la consommation[39] ; la cyber-ethnographie [40] comme une nouvelle approche méthodologique ; l'anthropologie digitale/virtuelle de Daniel Miller[41], etc.

Critiquant l'abstraction et « une réification d'un univers 'virtuel' envisagé comme radicalement distinct du 'réel[42]' », l'anthropologue Madeleine Pastinelli dans ses recherches soulève des questionnements concernant la méthodologie anthropologique, la nature du lieu, de l'espace, du lien social et de la transformation des rapports de soi à l'autre avec l'usage d'Internet. Elle insiste sur le fait qu'il faut éviter la réification de la « cyberialité » et suit donc la voie tracée par Miller et Slater[43] : c'est-à-dire replacer les questions abordées concernant l'usage d'Internet dans leur contexte sociohistorique et dans le vécu singulier de chaque acteur.

Dans cet ouvrage original issu d'une thèse de doctorat, Madeleine Pastinelli se centre sur le rapport à l'autre en ligne et voit que les rapports en ligne et hors ligne s'inscrivent en continuité et en rapport dialectique, et non en rupture qui couperait le réel du virtuel. Elle décrit ses démarches de terrain, ses tentatives de rencontre sur un logiciel de chat regroupant les internautes d'une ville canadienne, ses participations à leurs activités

---

[37] Christine Hine, *Virtual Ethnography*, 2000, *op.cit*. Christine Hine, « Multi-sited Ethnography as a Middle Range Methodology for Contemporary STS », *Science, Technology & Human Values*, 32, 6, 2007, pp. 652-671. Susan Chrischton et Shelly Kinash, « Virtual Ethnography : Interactive Interviewing Online as Method », *Canadian Journal of Learning and Technology* », 29-2, pp. 101-116. Philip N. Howard, « Network Ethnography and the Hypermedia Organization : New Media, New Organizations, New Methods », *New Media & Society*, décembre 2002, vol. 4, n° 4, pp. 550-574. Karen Ruhleder, « The Virtual Ethnographer : Fieldwork in Distributed Electronic Environments », *Field Methodes*, 12-1, pp. 3-17.

[38] Robert Kozinets, *Netnography : Doing Ethnographic Research Online*, 2009, Londres, Sage. Robert Kozinets, « The Field Behind the Screen : Using Netnography for Marketing Research in Online Communities », *Journal of Marketing Research*, 39, 1, pp. 61-72.

[39] Robert Kozinets, 2009, *op.cit.*

[40] Katie Ward, « Cyber-ethnography and the Emergence of the Virtually New Community », *Journal of Information Technology*, 1999, 14(1), pp. 95-105. Elizabeth Keeley-Browne*, Cyber-Ethnography: The Emerging Research Approach for 21st Century Research Investigation*, 2011, Oxford Brookes University, UK.

[41] Daniel Miller et Don Slater, *The Internet: An ethnographic approach*, 2000, Oxford, Berg.

[42] Madeleine Pastinelli, *Des souris, des hommes et des femmes au village global*, 2007, *op.cit.*, p.19.

[43] Daniel Miller et Don Slater, *The Internet : An ethnographic approach*, New York, New York University Press, 2000.

collectives régulières et les entretiens menés avec ces internautes dont certains gardent un lien amical avec elle. A partir de ses observations et des entretiens qu'elle a conduits, Madeleine Pastinelli montre la construction d'une adéquation du soi à soi-même à la fois en ligne et hors ligne par les internautes ciblés, et la continuité de cette adéquation malgré un cadre technique.

> « Il faut replacer la pratique elle-même dans la perspective chaque fois singulière de ceux qui s'y adonnent, de leur parcours et des raisons qui les amènent à socialiser en ligne, des espaces qu'ils choisissent de fréquenter, de leurs attentes et de leurs projets, de manière à pouvoir circonscrire la question du rapport au soi et à l'autre en ligne dans le cadre à l'intérieur duquel elle est expérimentée, négociée et fait sens pour les internautes eux-mêmes[44] ».

Ses réflexions épistémologiques portent aussi sur ce qu'elle entend par « ethnographie », dans un contexte où l'appellation d'ethnographie par différentes disciplines dans leurs démarches et méthodes de recherches devient fréquente et populaire. Citant les réflexions de terrain d'Althabe[45] sur le rôle du chercheur sur le terrain, la description ethnographique de Laplantine[46] centrée aussi sur le rapport entre le chercheur et ceux qu'il étudie, Madeleine Pastinelli suit cette ligne de réflexion sur la subjectivité des interlocuteurs et le rôle du chercheur sur le terrain. Elle voit dans « intégrer la démarche à l'objet » de Gérard Althabe comme une méthode importante pour saisir les enjeux sur le terrain, car la rencontre entre le chercheur et ceux auprès desquels il mène l'enquête est « l'opération fondatrice », selon le terme de Gérard Althabe. Cette rencontre doit être intégrée dans la réflexion car elle en est la condition même et elle contribue à en déterminer les limites et le champ des possibles. La critique de Maurice Godelier[47] sur l'interprétation et le sens produits par l'ethnologue rejoint dans l'écrit de Madeleine Pastinelli la réflexion de Jean-Claude Kaufmann, qui réaffirme que les données recueillies en situation d'entretien sont toujours le produit de l'interaction entre le chercheur et ses interlocuteurs : « Plutôt que de conclure à la déformation (et au

[44] Madeleine Pastinelli, 2007, *op.cit.*, p.20.
[45] Gérard Althabe, « Ethnologie du contemporain et enquêtes de terrain », *Terrain*, 14, 1990, pp. 126-131. Gérard Althabe et Monique Selim, *Démarches ethnologiques au présent,* Paris, l'Harmattan, 1998.
[46] François Laplantine, *La description ethnographique*, Paris Nathan, 1996.
[47] Maurice Godelier, « Briser le miroir du soi », *in* Christian Ghasarian (dir.), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive : nouveaux terrain, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, Paris Armand Colin, 2002, pp.193-212.

caractère inexploitable du matériau ainsi recueilli), il est préférable de chercher à comprendre la logique de production du sens (et ainsi récupérer le matériau)[48] »

La production du sens, chez Gérard Althabe et Monique Selim[49], est analysée en particulier avec la notion de l'anthropologue comme acteur social. Ces auteurs, dans leur ouvrage consacré à la réflexion sur la méthodologie et la discipline ethnographique proposent l'ethnologie comme une méthode de production de connaissances. « L'anthropologie du présent », selon eux, nécessite un choix des thématiques s'inscrivant dans la volonté de construire une connaissance ethnologique du présent, un regard critique en permanence afin de se détacher des visions « essentialistes » et enfin la réflexion sur l'implication inéluctable du chercheur dans le groupe d'immersion de l'anthropologue et la nécessité d'inclure dans les réflexions épistémologiques les effets des liens interpersonnels que l'ethnologue comme acteur social produit avec les individus étudiés. Dans les nouvelles thématiques de recherche liées à l'usage des nouvelles technologies, il semble donc essentiel de porter l'attention sur l'investissement du chercheur lui-même dans l'usage des nouvelles technologies, telles qu'Internet, smartphones, etc. Cela consiste non seulement en une réflexion sur la représentation et le sens donné par le chercheur vis-à-vis des nouvelles technologies, mais aussi en une réflexion qui inclut les nouveaux liens interpersonnels tissés entre le chercheur et les internautes observés et étudiés sur Internet et/ou dans leur engagement social et politique dans la vie quotidienne.

[48] Jean-Claude Kaufmann, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan, 1996, p.64, cité par Pastinelli, 2007, *op.cit.* p. 38.
[49] Gérard Althabe et Monique Selim, 1998, *op.cit*.

1. 2 Le contexte chinois

1.2.1 Le développement d'Internet

En décembre 2013, la Chine comptait plus de 618 millions d'internautes. Plus de 500 millions utilisaient leur téléphone portable pour surfer sur Internet[50]. La gestion de cette sphère de communication est devenue une tâche de plus en plus importante pour l'Etat-parti chinois qui s'est adapté aussi rapidement que les internautes afin de mieux saisir les enjeux et les ouvertures rendus possibles par Internet, tandis que les internautes chinois, sous la pression du durcissement intensifié de la censure et de sanctions de plus en plus sévères cherchent de leur côté plus d'ouvertures et d'autres modèles de vie. Les autorités chinoises et les internautes chinois se trouvent en permanence au cœur des tensions entre la possibilité/l'ouverture et l'interdiction/la censure, entre une voie alternative de la société chinoise et une menace potentielle au pouvoir du Parti, cherchant chacun de leur côté des stratégies d'usage d'Internet à leur profit. Ces tensions font du sujet Internet en Chine un sujet de recherche passionnant, impéatif pour la compréhension de la société chinoise contemporaine. Depuis la connexion générale de la Chine sur Internet en 1994, les transformations sociales et politiques entraînées par cette révolution technologique et informatique attirent l'attention des chercheurs de disciplines diverses. La censure sur Internet exercée par l'Etat-parti chinois reste aussi au cœur des analyses scientifiques et des articles journalistiques portant sur Internet en Chine.

Afin de mieux situer et comprendre les analyses scientifiques portées sur Internet et les nouvelles dynamiques sociales en ligne en Chine, j'aborderai dans cette partie de manière chronologique le développement d'Internet en Chine, l'évolution du système de contrôle sur Internet ainsi que l'émergence des nouvelles formes de dynamiques

[50] Le rapport annuel de CNNIC pour l'année 2013 sur la situation de l'usage d'Internet en Chine, disponible sur http://www.cnnic.net.cn/hlwfzyj/hlwxzbg/hlwtjbg/201301/P020140116509848228756.pdf, consulté le 3 février 2014. CNNIC est l'abréviation de *China Internet Network Information Center*. Il a été créé en juin 1997 par le ministère de l'Industrie de l'information en Chine et publie depuis 1999 les rapports biannuels sur le développement d'Internet et des internautes en Chine.

sociales liées à l'usage d'Internet. Cette partie est centrée sur un mouvement dialectique permanent entre les mesures de contrôle exercées par l'Etat-parti chinois et les volontés et les offensives des internautes chinois. Il est très important de souligner aussi le rôle des entreprises qui fournissent les services et les contenus sur Internet, lesquelles se trouvent en permanence dans cette tension entre le contrôle de l'Etat chinois et le désir de leurs clients – les internautes chinois. Ces tensions évolutives entre ces trois acteurs font qu'Internet devient une base d'observation des contradictions fondamentales de la société chinoise contemporaine, entre l'ouverture inscrite par la logique du marché, les possibilités suscitées par l'usage d'Internet et le contrôle de l'Etat-parti chinois tant sur Internet que sur la société.

Internet en Chine : d'un outil de modernisation et d'ouverture à un outil de contrôle et de gouvernance

L'introduction d'Internet en Chine a eu lieu dans le contexte de la relance de la réforme économique par Deng en 1992, suite à une période de stagnation après la répression des mouvements de 1989. Dans le cadre de l'approfondissement de cette réforme, le développement de l'économie de marché et la gestion du pays par la loi représentaient deux dimensions centrales. Des tentatives de réformes politiques ont aussi été mises en œuvre, visant à renforcer le pouvoir du Parti et à le légitimer après la forte contestation de la société en 1989. Ces réformes politiques étaient ainsi inscrites et encadrées dans la ligne donnée par le Parti au pouvoir et nulle part la légitimité du Parti ne pouvait être mise en cause. Comme l'expliquent les économistes chinois Qian Yingyi et Wu Jinglian, toutes ces réformes ne pouvaient avoir lieu qu'à la condition de respecter « le principe de la suprématie du Parti » et dans l'objectif du maintien de son pouvoir : « *The Communist Party maximizes economic growth subject to the constraint of keeping itself in power*[51.] » Nombre de recherches menées sur cette période sont centrées sur la nature et les caractéristiques du système politique, montrant un processus d'institutionnalisation ainsi qu'une continuité de la « révolution » et les qualifiant soit d'« autoritarisme flexible » soit d'« autoritarisme révolutionnaire[52] ». D'autres

[51] Qian et Wu, « Transformation in China », cité par Yang, p 47.
[52] Elisabeth Perry, « Studying chinese politics : Farewell to revolution? », *China Journal*, n°57, 2007, pp.1-22. Andrew Nathan, « Authoritarian Resilience », *Journal of Democracy*, Vol. 14, No. 1 (2003), p. 6.

recherches se focalisent sur les contradictions du système politique en Chine, à la fois centralisé et décentralisé, lequel accumule les écarts entre les autorités locales et le gouvernement central dans la mise en place des politiques publiques. En particulier après la réforme sur la répartition fiscale en 1994[53], les autorités chinoises locales sont encore plus soumises à des contraintes économiques et des pressions politiques. Cherchant à la fois une prospérité économique et une légitimité du pouvoir stabilisé, l'Etat-parti chinois, ainsi que l'ensemble de ses agencements, se retrouvent au nœud d'une tension face à la popularisation de l'usage d'Internet en Chine. La fermeture et la coupure totales d'Internet sont évidemment une option qui nuit à la croissance économique ; tandis que l'ouverture et la possibilité de la prise de parole des internautes chinois représentent un risque potentiel pour le pouvoir du Parti et pour sa légitimité. A la popularisation de l'accès à Internet, comment le gouvernement et le Parti chinois réagissent-ils face à cette tension et entre ces deux enjeux économiques et arbitrent-ils politique ? Et comment les internautes réagissent-ils face à l'ouverture offerte par Internet que les autorités essaient à tout prix de contrôler ?

Pour répondre à ces questions, je m'appuierai sur l'ouvrage de Yang Guobin[54] afin d'établir une chronologie sur l'évolution du contrôle d'Internet en Chine, en ajoutant des éléments et des événements qui me semblent essentiels pour comprendre l'évolution du système de censure sur Internet et la stratégie de contrôle adoptée et ajustée en permanence par l'Etat-parti. Cet ouvrage de Yang, rédigé en 2008 et publié en 2009, a divisé le développement d'Internet en Chine en trois phases : 1994-1999, 2000-2002, 2003-2008. Je le complète avec une phase de plus : 2009-2013, laquelle est très marquée et caractérisée par l'expansion de Weibo, Twitter chinois. Selon Yang, la régulation d'Internet suit une logique selon laquelle le gouvernement chinois considère Internet à travers sa dimension médiatique comme un nouveau média. La régulation d'Internet est donc pour lui une extension de la censure de la presse et des médias traditionnels déjà exercée par le gouvernement chinois, en y ajoutant les nouvelles

[53] Christine P.w. Wong, « La nouvelle donne entre le gouvernement central et les collectivités locales. La gestion des finances publiques et la réforme fiscale de 1994 en Chine », *Perspectives Chinoises*, n°60, 2000, pp. 56-67. Huchet Jean-François, Wei Wang, « Les enjeux de la réforme fiscale », *Perspectives Chinoises*, N°28, 1995, pp. 14-18, disponible sur http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/perch_1021-9013_1995_num_28_1_1851.

[54] Yang Guobin, *The power of the Internet in China. Citizen activism online*, « the politics of digital contention », pp. 47-51.

caractéristiques d'Internet, telles la facilitation des mobilisations sociales et l'impossibilité de leur interdiction en amont.

1. 1994-1999 : ouverture d'une Chine connectée

Cette période, marquée par l'approfondissement de la réforme économique relancée par Deng en 1992, mettait l'accent sur la régulation de la sécurité d'Internet, la construction des infrastructures et des services en ligne ainsi que la restructuration institutionnelle du gouvernement sur la gestion d'Internet. Le premier cadre des régulations, « Régulations concernant la sécurité et la protection du système de l'information d'ordinateur », a donc vu le jour en 1994, désignant le ministère de la Sécurité publique comme agence principale de la gestion. En décembre 1997, quatre réseaux internes d'un domaine spécifique ont été connectés entre eux : CSTNET pour les organisations de recherches scientifiques ; CERNET pour les campus universitaires chinois ; Golden Bridge pour les institutions publiques d'économie ainsi que Chinanet, réseau ouvert au public[55]. Le ministère de la Sécurité publique a ainsi édicté « Régulations de la gestion, la protection et la sécurité d'Internet et du réseau informatique international », afin de mieux gérer les 299 000 ordinateurs et 620 000 internautes de l'époque[56]. Dans ce dernier règlement, neuf catégories d'informations ont été interdites sur Internet et la responsabilité de la gestion de la sphère d'Internet a été donc attribuée aux fournisseurs du service d'Internet en Chine, soit les *Internet Service Providers*. Ces catégories, vastes et ambiguës, laissaient une large marge dans la mise en place de cette régulation, interdisant « les informations qui nuisent à la crédibilité des organes étatiques[57] ». En 1998, le ministère de l'Industrie de l'information a été créé, prenant en charge l'ensemble de l'industrie informatique et de la communication et visant à promouvoir « l'informatisation » de la Chine, vue comme un atout pour la modernisation du pays par les dirigeants du pays[58].

---

[55] Voir le site de CNNIC, disponible sur http://www.cnnic.net.cn/hlwfzyj/hlwdsj/201206/t20120612_27415.htm, consulté le 4 février 2014.
[56] Voir le site de CNNIC, disponible sur http://www.cnnic.net.cn/hlwfzyj/hlwdsj/201206/t20120612_27416.htm, consulté le 4 février 2014.
[57] Le texte entier est disponible sur http://www.cnnic.cn/ggfw/fwzxxgzcfg/2009/201207/t20120720_32433.htm, consulté le 4 février 2014.
[58] Yang, *op.cit.*,p 54.

L'ouverture induite par cette nouvelle technologie informatique, a permis une ère de liberté de discussion en ligne après la répression de 1989. Cette liberté a été immédiatement saisie par les étudiants chinois, privilégiés dans cette ouverture technologique de la Chine vers le monde entier. En effet, les campus universitaires ont été très tôt équipés d'ordinateurs et d'une connexion par CERNET et CSTNET, intranets du milieu universitaire et de la recherche, avant l'accès public à la connexion d'Internet : un privilège qui, étant donné le prix élevé des ordinateurs, du matériel et des frais de connexion, a créé à cette époque un clivage entre les élites modernes et les gens dits ordinaires. L'introduction de BBS (*Bulletin Board System* : système de bulletins électroniques) et son développement en Chine, se référant à un système informatique d'échanges où les messages passent par des « affiches », sont significatifs pour comprendre à la fois l'évolution du contrôle d'Internet par le gouvernement chinois et les dynamiques sociales engendrées sur Internet par les nouveaux modes d'échange et de communication qu'il rend possibles. Durant cette période, les BBS se sont beaucoup développés dans les campus universitaires au sein du CERNET national. Ce mode de discussion et d'échange en ligne, importé en Chine en 1994, a connu un grand succès parmi les étudiants, en particulier avec la possibilité de l'interaction et des débats, et avec l'installation de la connexion Internet dans les dortoirs des étudiants. A l'Université de Tsinghua (smth.edu.cn), à la suite de débats jugés subversifs par les autorités sur le conflit territorial des îles Senkaku avec le Japon en 1996, le BBS avait été fermé pendant une journée et plusieurs secteurs de discussion supprimés à sa réouverture. Certains débats, menés sur le BBS officiel de l'Université de Pékin sur ce même sujet, étaient apparus encore plus excessifs aux yeux des autorités, car ils appelaient les étudiants à manifester dans la rue (circonstance à éviter à tout prix pour le Parti) pour protéger l'intégralité du territoire chinois. Ce BBS de l'Université de Pékin, connu comme Yangguang Chuangyi (bbs.pku.edu.cn), avait aussi ouvert des secteurs de discussion consacrés aux questions concernant les îles Senkaku, Taiwan et Hong Kong (à la veille de sa rétrocession à la Chine), tolérant parfois les discussions sur l'indépendance de Taiwan et les mouvements des étudiants en 1989[59]. Cette tolérance envers des sujets politiquement sensibles est considérée, dans l'hypothèse des internautes, comme la raison principale de sa fermeture définitive en 1996. Il faut

[59] Voir le texte posté par un étudiant dans le BBS de l'Université Tsinghua en 1998, disponible sur http://ar.newsmth.net/thread-a845e909a5c43.html, consulté le 4 février 2014.

souligner qu'à cette époque, jusqu'en 2005, l'accès aux BBS universitaires, officiels ou privés (créés par les étudiants) restait ouvert au public. A partir de 2005, l'accès à ces BBS est limité aux étudiants et aux professeurs du campus de l'université à laquelle appartiennent les BBS. Trois ans après la fermeture de Yangguang Chuangyi, en 1999, sur le campus de l'Université de Pékin est né un autre BBS, YTHT, forum de discussion privé destiné initialement aux étudiants de cette université. Créé par un étudiant en physique, ce BBS privé reflétait bien l'atmosphère des BBS de cette période caractérisée par l'ouverture et l'autonomie de la gestion des BBS. Afin de mieux gérer ce BBS (YTHT), des élections du Webmaster ont été organisées par ses membres internautes en 2000. C'était la première expérience de gestion d'un forum de discussion en Chine. Comme les autres BBS de cette période, les conditions d'inscription comme membres internautes étaient très souples, permettaient l'anonymat et ouvraient l'accès au public, dans et en dehors du campus en Chine. Il différait des autres BBS aussi par son système de notes sur des textes postés. C'est-à-dire que les internautes pouvaient attribuer une note à des textes postés et en fonction de ces notes, ce BBS créait une liste des sujets les mieux notés et les plus commentés à la une de ses secteurs de discussion. Gérer les discussions et classifier les débats en fonction de leur popularité et de l'évaluation des internautes était une dimension importante dans l'autonomie de gestion de ce BBS, et a constitué à la fois la raison de sa réussite chez les internautes et celle de son déclin par la menace qu'il représentait vis-à-vis du gouvernement chinois. Notons que ce BBS à l'époque comptait plus de 300 000 membres inscrits.

2. 2000-2002 : Expansion de la régulation sur Internet

Avec le développement d'Internet en Chine, en particulier des forums de discussion, le gouvernement chinois s'est trouvé confronté à une situation nouvelle qui créait à la fois des possibilités d'ouverture et le risque de débordements sociopolitiques. Comme le résume Yang Guobin, de 2000 à 2002, les deux dernières années du mandat de Jiang Zemin sont caractérisées par l'expansion et le raffinement du système de contrôle sur Internet qui se sont traduits par un renforcement du contrôle sur les fournisseurs de services en ligne et sur les consommateurs individuels. En 2000, une régulation, annoncée par le Conseil des affaires de l'Etat, a interdit d'autres sources d'actualités que celles, officielles, du gouvernement, seules sources autorisées désormais à être citées et

diffusées sur les sites officiels de la presse. Cette mesure du gouvernement chinois visait à monopoliser les sources des informations en ligne et aussi à renforcer le contrôle sur la production et la circulation des informations, tant par les voies de distribution traditionnelles – la presse sur papier – qu'à travers les nouvelles technologies de communication en ligne. Des technologies de filtrage des mots-clefs et de blocage de contenus se sont ainsi mises en place. D'autres technologies, appliquées dans le cadre de ce contrôle, permettaient aussi de tracer et d'identifier les internautes qui avaient publié des textes susceptibles d'être considérés comme subversifs et peu tolérables. Pour Yang Guobin, c'est une période où la forme et le contenu des informations sur Internet sont surveillés par le contrôle du Parti.

Ceci pourrait expliquer la diffusion des listes de mots-clefs à filtrer et à bloquer dans la presse. Après l'interdiction de Falungong par le gouvernement chinois en 1999, ses pratiquants ont utilisé tous les moyens pour contester cette décision et manifester leur désaccord. Sur Internet, ils envoient des e-mails et publient des articles sur les injustices subies par leurs membres dans cette répression, tant et si bien que « Falungong » est devenu un mot sensible, à filtrer et à contrôler sur Internet, comme dans la presse imprimée. Ce terme n'est pas le seul : le « 4 juin », « Place Tiananmen » et tous les termes se référant aux mouvements des étudiants et des ouvriers de 1989 sont censurés. Cette liste des mots censurés compte aussi les mots liés à Taiwan dont l'ancien président alors au pouvoir, Chen Shui-bian, réclamait l'indépendance[60]. Les noms des dissidents, ainsi que ceux des membres des familles des dirigeants du Parti, constituent aussi une autre partie des mots-clefs à effacer sur Internet en Chine. Les dirigeants du Parti, souvent liés à des postes importants dans les entreprises étatiques ou à des scandales de corruption, font fréquemment l'objet de recherches sur Google et de la reconstitution d'un réseau familial de pouvoir par les internautes. Ces listes des mots à censurer étaient souvent communiquées aux sites web et aux responsables de la presse en ligne par écrit, sur papier ou en e-mail, comme d'autres ordres de censure et de propagande. Ces ordres, écrits noir sur blanc, en papier, sur E-Mail ou par texto téléphonique, sont très vite saisis par les internautes qui y voient des preuves de la censure et les utilisent comme arguments de leur contestation et de leur revendication de la liberté d'expression. Ils postent en ligne des photos de ces ordres écrits, montrant les

[60] Position « séparatiste » pour le Kuomintang taïwanais d'alors comme pour le Parti Communiste chinois.

mots et contenus censurés par le gouvernement. Face à cette stratégie de contestation, les autorités chinoises se sont adaptées et sont passées à une diffusion d'ordres de la censure plus discrète : messages informels et oraux par téléphone aux responsables concernés, afin de réduire les risques d'être dénoncés avec des preuves en ligne[61]. Dans ces ordres de censures révélés en ligne, nous observons l'interdiction des mots politiquement sensibles, lesquels renvoient à des événements de contestation, à des injustices dénoncées et suivies par un grand nombre d'internautes, à la corruption et à la coalition d'intérêts entre des cadres du Parti et des entreprises, et à la nouvelle stratégie de propagande et de promotion des idéologies du Parti exercée sur Internet. Pour éviter le débordement des débats ou la déviation des discussions, certains débats et articles de presse publiés en ligne, que ce soit sur les sujets sensibles ou sur les campagnes idéologiques et les grands événements du Parti, avaient, suite aux indications des autorités chinoises, fermé le droit de les commenter aux internautes. La nouvelle technologie de communication sert à la fois au peuple qui peut saisir cette ouverture et prendre la parole, et aux autorités chinoises, qui l'utilisent comme un nouvel outil de propagande tout en le contrôlant et en sanctionnant les internautes « indisciplinés »[62].

3. 2003-2008 : Encadrement d'Internet et responsabilisation de chacun

A l'arrivée au sommet du pouvoir de Hu Jintao et de Wen Jiabao et durant leur premier mandat, Internet est de plus en plus choisi par la population chinoise comme arène des débats, d'autant plus que cette période est marquée par une baisse du prix des matériaux informatiques et de la connexion à Internet, laquelle a permis à un nombre croissant dans la population chinoise de s'équiper d'un ordinateur et d'une connexion Internet.

[61] Par exemple, dans un rapport de Tao Xizhe publié en octobre 2007, soutenu par les Journalistes sans frontière et le site Weiquanwang (*Chinese Human Rights Defenders*), l'auteur a publié l'ordre de la censure par les autorités de Pékin (Bureau de la gestion d'Internet à Pékin) en mai et en juin 2006, lequel était destiné aux différents sites localisés à Pékin. Cet ordre montre non seulement les mesures de censure exercées sur Internet et imposées par les autorités chinoises, mais aussi les stratégies de communication et de propagande visant à orienter les débats sur Internet et à mettre en avant les discours des dirigeants du Parti. Pour la censure de la presse en Chine, voir aussi « Des journalistes assignées », *in* Monique Selim, *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton(Chine)*, L'Harmattan, 2013, pp.233-256.

[62] Par exemple, une étudiante de l'Ecole normale de Pékin a été arrêtée en 2002 suite à ses textes de contestation et de soutien au fondateur d'un site mémorial aux parents qui ont perdu leurs enfants dans la répression du mouvement de Tiananmen en 1989. Cette étudiante avait, dans l'un de ses textes postés en ligne, appelé à une manifestation dans la rue pour « promouvoir le communisme ». Pour elle, ce rassemblement des internautes serait comme une performance artistique expérimentale dite « réaliste virtuelle ».

Afin de mieux encadrer cette sphère de communication où de plus en plus d'internautes se retrouvaient, le gouvernement chinois a pris des mesures de contrôle, à la fois sévères et douces, aux niveaux législatif, moral, administratif et politique. Face à la vague de participation des internautes en ligne, le gouvernement chinois ne pouvait plus se permettre d'être absent sur Internet. Il s'y est donc investi de plus en plus, d'une manière univoque et interactive, tentant de moderniser l'image du Parti et de renforcer la légitimité de son pouvoir. En même temps, le gouvernement chinois s'est rendu compte de l'importance des informations circulant en ligne, il y a vu un terrain de bataille idéologique (*yishi xingtai zhendi 意识形态阵地*) à occuper, selon l'expression d'un article du *Quotidien du Peuple* le 8 décembre 2004[63]. Pour l'auteur de cet article, Internet n'est pas ladite « société virtuelle », mais un reflet de la société dite réelle et un outil utile à la société. Ainsi les contenus et les services en ligne doivent, à ses yeux, respecter la loi et les règlements de la Chine et un réseau de la gestion d'Internet, « connecté, efficace et sévère » devrait être mis en place pour assurer la victoire de cette bataille de l'Etat-parti et du peuple chinois, ce dernier représenté par le Parti. Le terme « terrain de bataille idéologique » est devenu désormais central dans le discours du Parti sur sa gestion d'Internet et a guidé les campagnes de purification idéologique lancées par Xi Jinping en 2013 après son arrivée au pouvoir.

De nouveaux principes de régulation ont été examinés et votés à l'Assemblée nationale populaire de 2004, mettant au programme le contrôle d'Internet en tant que nouveau média dans l'agenda du travail de l'Etat-parti. Ces mesures accordaient une grande importance à l'influence d'Internet et à d'autres nouvelles formes de médias nées des nouvelles technologies, et cherchaient à créer et à renforcer la gestion d'Internet tant au niveau technologique qu'au niveau légal, social et politique. Elles visaient ainsi à renforcer la construction d'une équipe de propagande sur Internet et à forger

[63] Cet article voit les risques représentés par l'usage d'Internet par « des forces hostiles étrangères et des personnes avec de mauvaises intentions », qui voulaient « occidentaliser » et « désagréger » le peuple chinois à travers des informations fausses et des discours « subversifs », voire des recrutements d'internautes pour « désorienter » les débats publics. Yu Xiao, « yingzao wangshang yulun qiangshi : wangshang you zhengzhi, wangshang you jiaoliang 营造网上舆论强势：网上有政治 网上有较量 », *Quotidien du Peuple*, le 8 décembre 2004, disponible sur http://www.people.com.cn/GB/shizheng/1026/3039882.html, consulté le 4 février 2014.

« l'influence des opinions positives sur Internet[64] ». Ces mesures concernent plusieurs catégories importantes : régulation, autodiscipline, morale publique et individuelle, promotion d'une opinion positive vis-à-vis du Parti, etc.

En 2007, l'Administration de la Presse Publication Radio Films et Télévision de Chine a étendu son contrôle jusqu'à Internet, interdisant la publication des revues et des magazines sur Internet sans son autorisation. Cette interdiction allait à l'encontre des règlements de gestion d'Internet de 2000 et de 2002, lesquels autorisaient tous les sites pourvus de la licence d'*ICP* (*Internet Content Provider*) à publier en ligne. Par ailleurs, des postes de policiers en ligne dits « virtuels » (*xuni wangluo jingcha 虚拟网络警察*) ont été créés en 2007 dans la ville de Pékin et couvraient tous les sites dont le bureau ou le serveur étaient localisés à Pékin, avec pour objectif de mieux saisir les informations considérées comme « fausses ou erronées ». A part ces mesures de régulation, le gouvernement a mis en place des dispositifs visant à mobiliser les internautes pour une surveillance récompensée et une autocensure spontanée. Des sites et des lignes téléphoniques ont été créés pour encourager la dénonciation des informations « illégales et malsaines ». Dans la même ligne, le gouvernement a aussi entrepris de recruter des « commentateurs sur Internet » (*wangluo pinglunyuan 网络评论员*) pour l'orientation de l'opinion publique et la promotion d'une opinion positive pour le Parti, alors que ce même type de stratégie utilisé par « les forces hostiles » avait été dénoncé par l'organe de presse du Parti comme menaçant la stabilité sociale de la Chine[65]. Ces commentateurs rémunérés sont plus connus sous le surnom assez péjoratif de « parti à cinquante centimes » (*wu mao dang 五毛党*[66]), en référence à tous ceux qui diffusent

[64] Voir « Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur le renforcement de la construction de la capacité de gouverner », disponible sur http://news.xinhuanet.com/newscenter/2004-09/26/content_2024232.htm, consulté le 4 février 2014.

[65] Yu Xiao, « 营造网上舆论强势：网上有政治 网上有较量 », *Quotidien du Peuple*, le 8 décembre 2004, *op.cit*.

[66] En chinois, ils sont « *五毛党 wu mao dang* », *wu mao* c'est 50 centimes, ainsi « 50 cent party » ou « 50 cent army » en anglais signifie « parti des 50 centimes » en français. Ce mot désigne les gens recrutés pour donner des commentaires favorables sur Internet dans l'intérêt de certains groupes ou des personnes qui les engagent. Leurs employeurs peuvent être des entreprises, les autorités à différents niveaux ou des individus. Ce nom a été créé par les internautes à partir d'un document gouvernemental de la ville de Changsha où il est indiqué que le salaire mensuel de ces « commentateurs-internautes » (*wangluo pinglunyuan 网络评论员*) était de 600 yuans et 50 centimes de plus pour chaque poste « favorable » sur la Toile.

les informations favorables aux autorités chinoises ou à leurs employeurs et qui gagnent 50 centimes de yuan par commentaire/texte publié.

La promotion des opinions positives signifiait aussi la suppression des opinions négatives. A la demande du *China Internet Network Information Center*, des organismes chargés de la gestion d'Internet ainsi que des entreprises de fournisseurs de services et de contenu de sites ont signé un pacte d'autodiscipline en 2007. Nombre de sites ou de forums ont été fermés ensuite, faute de l'autorisation de services du gouvernement. Les blogs et les BBS étaient au centre de ces mesures d'autodiscipline, ce qui n'empêchait pas l'imposition d'un ordre de contrôle. Au cours de l'été 2007, une dizaine des sites les plus importants en Chine, qui offraient des services de blog aux internautes, ont également signé un pacte d'autodiscipline, rédigé par l'Association *Internet Society of China*. Ces pactes d'autodiscipline engagent ces entreprises dans « la défense de l'intérêt étatique et public » et les rendent responsables de la gestion, de la suppression et de l'interdiction « des informations malsaines ». La formation des opinions positives en ligne se traduit aussi par le renforcement du contrôle sur la presse traditionnelle et leurs activités en ligne. Le gouvernement chinois tente donc à la fois de contrôler les sources de l'actualité et d'influencer l'opinion publique par la création d'une fausse opinion massive dite positive. La mise en ligne des services publics, la création d'e-gouvernement, et la multiplication des interactions entre les cadres du Parti et des internautes contribuent aussi à la construction d'un paysage en ligne favorable au gouvernement chinois.

Au niveau législatif, plusieurs règlements ont été publiés par le gouvernement chinois afin de réguler le contenu diffusé circulant sur Internet. Les fournisseurs de services en ligne en sont rendus responsables. Onze catégories d'informations sont visées par la nouvelle régulation du 25 septembre 2005, laquelle met l'accent sur les informations susceptibles de susciter des rassemblements et des manifestations illégaux qui troubleraient l'ordre public ainsi que sur les informations concernant les activités des associations civiques illégales[67]. Il est évident que le contrôle de ces deux nouvelles catégories d'informations par le gouvernement chinois est une mesure de prévention qui a pour objectif de mieux contrôler les dynamiques, les mobilisations et le débordement

[67] Yang Guobin, *op.cit.*, p.50.

des débats sur Internet, dans lesquels sont engendrées des contestations et des manifestations de formes diverses. Cette nouvelle régulation nationale signifie un durcissement du contrôle sur Internet par l'Etat-parti chinois, qui constate le débordement croissant des mobilisations et des contestations *via* Internet dans la vie sociale et politique. Le développement des BBS universitaires et leur déclin suite au contrôle du gouvernement en sont un exemple significatif.

YTHT, BBS privé de l'Université de Pékin, avant-garde dans la gestion de son site, a été le premier BBS fermé par les autorités chinoises durant ce durcissement du contrôle sur Internet. Il a été fermé en août 2004 à la suite de la publication d'un texte au nom du Comité central pour l'Inspection disciplinaire du Parti. Ce texte, qui révélait la corruption des hauts cadres du Parti[68], est considéré par les internautes comme le cordon détonateur de la fermeture d'YTHT. En dépit d'une tolérance limitée des autorités, la fermeture de ce BBS populaire annonce le durcissement du contrôle sur Internet par les autorités chinoises, qui adoptent des tactiques tour à tour souples, subtiles, sévères et violentes. La fermeture d'YTHT s'accompagnait aussi du filtrage de son nom et de ses surnoms sur tous les sites et forums chinois ainsi que dans les moteurs de recherche chinois, sans qu'une raison précise soit avancée par les autorités : cette fermeture a provoqué des contestations chez des internautes qui mettaient en cause la légitimité du contrôle sur Internet en général.

Depuis sa création en 1999, sur YTHT, les discussions vives sur des sujets et des actualités sensibles avaient été toujours tolérées malgré les fermetures temporaires de plusieurs sections de discussion, voire de l'ensemble du site sous la pression des autorités chinoises. Par exemple, pendant les années 2002 et 2003, les discussions étaient pour beaucoup centrées sur les manifestations des habitants de Hong Kong contre la proposition de l'article 23 dans la loi fondamentale de Hong Kong. La proposition en question, qui porte sur les crimes de « renversement du gouvernement central », nouvellement ajoutée dans la proposition de loi après les mouvements de 1989 est très critiquée pour son « flou » qui permet de sanctionner n'importe qui pour n'importe quoi. Une section de BBS YTHT intitulée « Perle de l'Orient », surnom de

[68] Voir par exemple http://www.huaxiabao.org/article.asp?IssueId=58&ArtNb=3 et https://www.zuola.com/weblog/2004/10/120.htm, consulté le 4 février 2014.

Hong Kong, avait été fermée et mise en mode lecture[69] pour les internautes lors de l'été 2003 où plus de 500 000 personnes avaient manifesté dans la rue à Hong Kong contre cette proposition de loi. Sur YTHT, on pouvait avoir connaissance aussi des scandales et de l'actualité chinoise : l'impossibilité d'accéder à Google[70] en Chine après la création en 2000 de son concurrent chinois, Baidu ; les détournements des dons du Projet Espoir qui utilisait de fausses lettres au nom d'élèves bénéficiaires non-existants pour justifier l'emploi des dons ; la révélation des problèmes de fiabilité du barrage des Trois Gorges en 2003 ; l'épidémie de SRAS[71] et l'affaire de Sun Zhigang en 2003[72]. Si la révélation en ligne de la situation grave de l'épidémie de SRAS, cachée par les autorités chinoises, fragilisait la crédibilité du gouvernement chinois, l'affaire de Sun Zhigang, laquelle a conduit à l'abolition des centres de transit pour les « migrants », est un tournant à la fois dans les mobilisations des internautes et dans la stratégie de gestion et du contrôle d'Internet par le gouvernement chinois, car ce dernier voit concrètement les risques de débordements politiques dans les dynamiques engendrées sur Internet. Cette affaire a mobilisé nombre d'internautes qui ont protesté contre les centres de transit ; parmi eux, on compte des professeurs universitaires qui ont joué un rôle important dans la mobilisation, et dont plusieurs d'entre eux avaient déjà protesté contre

[69] C'est-à-dire l'impossibilité de publier de nouveaux sujets de discussions ou de commenter les anciens textes publiés.

[70] Avant 2002, les internautes chinois pouvaient avoir accès à Google.

[71] Gilles Guiheux, « L'épidémie de Sras : quelles séquelles en Asie ? », in *Rapport Ramsès 2004*, Paris, IFRI-Dunod, 2003, pp. 333-334.

[72] Sun Zhigang, un jeune diplômé des Beaux-Arts, qui venait d'arriver à Canton, avait été arrêté lors d'un contrôle d'identité, et envoyé dans un centre de rapatriement pour « migrants » à Canton où on internait les « migrants » sans carte de résidence temporaire ; il y avait été battu à mort en 2003. La raison officielle de sa mort était une « crise cardiaque ». Cette version des faits a été contestée par la famille, les internautes et les journalistes. Cette affaire a déclenché un mouvement social qui a conduit à l'abolition des centres de transit en juin 2003. *Nanfang Metropolitain Journal (Nanfang Doushi Bao,* soit *Nan Dou)*, un des journaux du groupe de presse *Nanfang*, est le premier journal qui a révélé ce scandale. A la fin de l'année 2003, plusieurs de ses éditeurs ont été arrêtés et deux condamnés à la prison pour « corruption » en 2004. Ce procès intitulé « injustice Nandou » est considéré par les internautes chinois comme la punition d'une presse « pas sage » qui a franchi plusieurs fois les limites en dépit de toutes les communications gouvernementales sur cette affaire. Ce procès est considéré aussi comme la conséquence de l'abus de pouvoir de certains hauts fonctionnaires locaux à des fins personnelles. N'oublions pas qu'en 2003, pendant l'épidémie de SRAS, ce journal fut aussi le premier à révéler le fait que la situation n'était pas sous le contrôle du gouvernement, entraînant ainsi la contestation de la population et la promesse du gouvernement d'une transparence des informations dans les procédures politiques et sociales. La « hardiesse » est sans doute considérée comme une offense envers l'autorité du gouvernement à ses différents niveaux et aussi envers celle des directeurs du gouvernement.

la fermeture de BBS YTHT par l'envoi d'une lettre ouverte à Hu Jintao et à Wen Jiabao[73].

En octobre 2004, un mois après la fermeture de BBS YTHT, le Conseil des Affaires de l'Etat publiait un avis sur le renforcement de l'éducation politique des étudiants[74], lequel prenait Internet comme « le nouveau terrain de bataille de l'éducation politique » (*sixiang zhengzhi jiaoyu xin zhendi 网络思想政治教育新阵地*). Il appelait à occuper ce nouveau terrain de bataille par des initiatives positives et à faire d'Internet un moyen important de l'éducation politique avec lequel « la promotion de la mélodie dominante » (*xuanyang zhu xuanlv 弘扬主旋律*) serait essentielle. Il visait ainsi à renforcer la gestion de CERNET au sein des campus universitaires par des moyens technologiques, administratifs et législatifs. Des sites divers étaient donc sollicités afin de pouvoir construire une propagande positive du Parti, ce que le gouvernement traduisait par le terme de « responsabilités sociales » (*shehui zeren 社会责任*) des sites.

C'est sur la base de cet avis national que le ministère de l'Education et la Ligue de la jeunesse ont émis un autre avis précis, consacré au renforcement de la gestion d'Internet dans les universités en décembre 2004[75]. Ce dernier avis imposait le système de l'identité réelle dans les BBS universitaires, et mettait en place un système d'enregistrement de la distribution des adresses IP qui permettait d'identifier le propriétaire de l'adresse IP et aussi de localiser les ordinateurs utilisés pour publier tels ou tels textes. Outre le filtrage et la suppression des « informations nuisibles », un système de prévention technologique était aussi prévu pour surveiller et contrôler la diffusion des informations.

Dans la même ligne que cette mise au pas des BBS universitaires, en mars 2005, le ministère de l'Education imposait sa décision d'interdire l'accès public aux BBS universitaires, désormais réservés aux étudiants ou aux professeurs de l'université à

[73] Voir http://www.rfa.org/cantonese/news/china_press_bbs-20040924.html,

[74] « Guanyu jinyibu jiaqiang he gaijin daxuesheng sixiang zhengzhi jiaoyu de yijian 关于进一步加强和改进大学生思想政治教育的意见 », disponible sur http://www.people.com.cn/GB/jiaoyu/1055/2920198.html,

[75] « Jiaoyubu, gongqingtuan zhongyang guanyu jinyibu jiaqiang gaodeng xuexiao xiaoyuan wangluo guanli gongzuo de yijian 教育部、共青团中央关于进一步加强高等学校校园网络管理工作的意见 », le texte entier est disponible sur http://www.jledu.gov.cn/uploadfile/2012/0814/20120814021357905.pdf, consulté le 4 février 2014.

laquelle appartient le BBS. Les BBS officiels d'une dizaine d'universités chinoises furent fermés avant la publication de cette décision, rendue publique durant les deux cessions annuelles de la conférence nationale. La fermeture de ces BBS universitaires a rencontré une grande résistance chez les étudiants[76], qui ont vu dans cette fermeture une fin symbolique de leur vie universitaire. A leur réouverture quelques mois plus tard, le système de l'identité réelle[77] était imposé et mis en place pour avoir accès aux BBS[78]. C'est-à-dire que pour pouvoir s'inscrire, créer un compte ou publier des textes sur le BBS de leur université, les internautes devaient répondre à deux conditions : être étudiants ou enseignants de cette université et fournir leur identité. Dans les mois qui ont suivi cette fermeture massive des BBS universitaires, les autorités chinoises ont donc rapidement pris en main le contrôle des BBS et désigné les nouvelles équipes de webmasters dans chaque BBS universitaire à leur réouverture. C'est ainsi que s'est fait le nettoyage des BBS universitaires et ceci marque un tournant vers le déclin pour les BBS universitaires en Chine.

Dans le même temps, les blogs, qui avaient été introduits en Chine en 2002, connaissaient une période de prospérité, avant l'arrivée massive des microblogs en 2009-2010. Avec le déclin des BBS universitaires, les blogs, comme les forums, étaient devenus l'une des bases importantes des débats et des échanges en ligne, en particulier pour les étudiants. La popularisation des téléphones portables à partir de 2003 avait

---

[76] Les étudiants avaient organisé leurs protestations sous des formes diverses. C'est en vain que les équipes de webmasters avaient mené de longues négociations avec leur université afin de maintenir leur BBS. Ils ont donc passé un message lequel faisait comprendre aux internautes que les changements des règles internes des BBS voire leur fermeture ne venaient pas de leur volonté. Comme les étudiants de l'Université de Tsinghua, certains étudiants internautes de l'Université de Nankin ont même organisé un rassemblement au sein de leur université pour rendre hommage à la fermeture de leur BBS, Lily.

[77] Pour beaucoup d'internautes, Li Xiguang, professeur controversé en communication et médias à l'Université Tsinghua, est le premier à avoir parlé de l'identité réelle sur Internet, en 2002. Son discours, centré sur la responsabilité et la possibilité d'impunité des propos postés en anonyme sur Internet, mettait l'accent sur la caractéristique d'Internet en tant que nouvelle forme de média. L'une de ses phrases : « Je propose à l'Assemblée nationale de passer une loi interdisant la publication anonyme sur Internet », a provoqué un grand débat sur Internet, les uns défendant la liberté d'expression, les autres partageant la même inquiétude que lui. Voir un article de *Nanfang Zhoumo* consacré à cette affaire, disponible sur http://www.people.com.cn/GB/14677/21966/1904686.html, et des débats sur http://maitian.blog.techweb.com.cn/archives/86, http://bbs.tianya.cn/post-no01-56988-1.shtml, http://tech.sina.com.cn/other/2004-01-19/1450284504.shtml, http://yjblog2003.blogchina.com/9170.html, consulté le 4 février 2014.

[78] Le système de l'identité réelle est d'abord appliqué dans les cybercafés de Chine en 2003 pour les clients, afin, selon les autorités chinoises, de protéger les mineurs en leur interdisant l'entrée dans les cybercafés. Sa mise en place s'est faite à la suite de l'incendie d'un cybercafé en 2002 à Pékin où 25 jeunes avaient trouvé la mort. Ce drame a marqué le début d'une campagne de contrôle des cybercafés.

aussi facilité la mobilisation sociale, à travers l'envoi de SMS à des réseaux de connaissances. Par exemple, en 2007, la manifestation de Ximen contre la construction d'une usine pétrochimique destinée à la production de paraxylène a été organisée par ses habitants à travers la diffusion de messages en SMS sur leurs réseaux de connaissances et à travers la mobilisation sur les forums d'Internet.

En Chine, suite à la baisse des prix du matériel informatique et technologique, la popularisation de l'usage d'Internet et des téléphones portables, en particulier les smartphones, au milieu des années 2000, intensifie les échanges et la communication de leurs utilisateurs mais aussi le contrôle du gouvernement chinois. Plus les technologies avancent, plus la communication s'accélère, et plus la censure en Chine se durcit. Après la mise sous contrôle des BBS universitaires et la gestion des forums par la responsabilisation et l'autocensure, le gouvernement chinois se trouve confronté à une situation où le contrôle sur Internet ne suffit plus à étouffer les mécontentements et à gommer les problèmes sociaux. Une tension sociale et politique croissante, jointe aux catastrophes naturelles et aux mesures sécuritaires sévères de la préparation des Jeux olympiques de Pékin, font de l'année 2008 un tournant dans la mobilisation en ligne et le durcissement de la censure sur Internet. En effet l'augmentation des « incidents de masse » (*quntixing shijian 群体性事件*) reste problématique pour les autorités car ces derniers sont souvent révélés immédiatement par leurs participants ou des témoins en ligne et ainsi produisent un effet de chaîne au niveau national, voire international. Ces « incidents de masse », telles les confrontations ethniques, sont l'un des sujets censurés et filtrés sur Internet : émeutes tibétaines et troubles au Xinjiang en mars 2008 ; émeutes à Wengan (Province du Guizhou, Sud-Ouest de la Chine) en juin 2008, suite à la mort d'une jeune fille, victime d'un viol puis assassinée, selon les habitants du village, par les enfants de cadres du Parti ; émeutes des habitants de Longnan (Province du Gansu, Nord-Ouest de la Chine) en novembre 2008, liées à la réquisition des terres par l'Etat et aux conditions de relogement des habitants à la suite d'un tremblement de terre ; émeutes à Menglian (province du Yunnan, Sud-Ouest de la Chine) des planteurs d'hévéas pour la répartition des bénéfices ; émeutes de paysans défendant leur habitat suite à la réquisition de leurs terres à Wenshan, une autre région dans la même province, etc. En outre, à la veille des Jeux olympiques, la révélation sur Internet du scandale de la qualité des immeubles écroulés lors du tremblement de terre de Sichuan,

et celle du lait contaminé par la mélanine, ont poussé le gouvernement à durcir son contrôle sur Internet, afin de stabiliser le pays et de « garder la face » lors des Jeux olympiques. Malgré ce durcissement conjoncturel réservé aux internautes chinois, une ouverture limitée, adaptée et exceptionnelle, avait cependant été consentie aux journalistes étrangers pendant les Jeux olympiques afin d'éviter leurs critiques sur la censure d'Internet. Les sites censurés en Chine, tels Facebook et Twitter leur étaient donc accessibles durant cet événement mondial sportif pour leur donner une impression d'ouverture. Ces sites ont rapidement été de nouveau bloqués aussitôt après les Jeux olympiques.

A travers les exemples ci-dessus, nous voyons se déployer les tactiques de contrôle mises en œuvre entre 2003 et 2008. Le premier mandat de Hu et de Wen est une période qui apparaît pour Yang Guobin comme un changement dans la régulation d'Internet par l'Etat-parti chinois, qui est passé d'un contrôle de « *government* » à celui d'une logique de « *governance and governmentality* ». Autrement dit, le gouvernement chinois est passé d'un système de contrôle dont il était le seul acteur à un système de contrôle plus informel et plus complexe où les différents acteurs sociaux, les entreprises et les internautes en tant qu'individus sont rendus responsables de l'observance des règles édictées par le gouvernement.

4. 2009-2014 : Gouvernance d'Internet, un enjeu sécuritaire étatique

Pendant cette période, l'apparition et l'essor des sites de microblogging (Twitter, Sina Weibo, etc.) ont beaucoup transformé et marqué la stratégie de communication et l'ajustement politique du contrôle d'Internet par l'Etat-parti chinois, ainsi que les stratégies de communication adoptées par les internautes visant à détourner et contourner la censure. Leurs caractéristiques technologiques permettent une accélération de la circulation d'informations ainsi qu'une intensification des échanges. Dans le contexte autoritaire de la Chine, face à la censure sur Internet, les internautes comme les fournisseurs de services et de contenus de web cherchent à obtenir plus d'ouverture et de liberté. Si les internautes veulent davantage d'ouverture et de liberté d'expression dans la sphère numérique, les entreprises de fournisseurs de services et de contenus de web, fascinés par le nouveau marché lié à Internet, sont aussi en quête d'un profit optimisé, malgré la censure subie en Chine. Le principe de l'économie de marché

suppose une ouverture, alors que le régime autoritaire impose un contrôle avec pour objectif le maintien du pouvoir et de sa légitimité. Nous pouvons observer les processus évolutifs de tension et d'affrontement entre ces deux directions contradictoires, et c'est cette tension évolutive autour d'Internet qui est la question centrale de mes études doctorales. La période 2009-2014 est caractérisée par cette tension systématique entre le gouvernement, les internautes et les acteurs de l'industrie informatique en Chine, en particulier avec l'essor de Weibo, qui intensifie et accentue cette tension en permanence, tout en intensifiant les échanges et les communications sur Internet. C'est l'ensemble de ce paysage que je m'attellerai à analyser ici.

Pendant cette période, nous retrouvons la continuité des stratégies de contrôle d'Internet exercées par le gouvernement chinois : censure, suppression de contenus, responsabilisation et sanction des fournisseurs de services et des internautes, ainsi que propagande en faveur de l'Etat-parti sur Internet. Durant le second mandat de Hu Jintao et Wen Jiabao, le gouvernement a aussi entrepris une approche de propagande par la construction de l'image d'un gouvernement proche du peuple, *in*, et disposant d'un savoir-faire informatique, lui permettant de maintenir un contrôle sévère sur Internet : participation du gouvernement, des agents gouvernementaux ainsi que de la direction du Parti et du pays à la discussion et à l'interaction en ligne, comme je l'ai montré dans la partie ci-dessus. Cette approche de communication, initiative supplémentaire du Parti, est étroitement liée au changement des technologies et d'Internet, lequel a permis de plus en plus d'interactions aux internautes et a caractérisé cette période connue comme celle de Web 2.0. La création d'un grand nombre de blogs par des cadres et des fonctionnaires du Parti vient renforcer l'image de son ouverture ainsi que la dimension participative du gouvernement dans la sphère d'Internet[79]. Cette dimension participative devient encore plus importante avec la popularisation et la réussite de Weibo en Chine après 2009 et atténue d'une certaine manière la tension créée dans la sphère d'Internet par la censure et les arrestations d'internautes. Contrôle d'un côté et participation à l'interaction en ligne de l'autre, c'est ainsi que l'Etat-parti chinois tente de remporter cette bataille idéologique, politique et économique permanente face aux internautes

[79] Li Xiangnan, « Internet et la quête de la démocratie en Chine. Quel regard sur l'émergence des fonctionnaires dans le cyberspace ? », Mémoire de master, Université Stendhal, Grenoble 3, 2008.

chinois, aux acteurs étrangers dits hostiles, aux entreprises du domaine informatique et aux avances technologiques.

Face à ces mesures de contrôle du gouvernement, les internautes développent des stratégies de détournement, de contournement, de déplacement, de dépassement et de résistance. L'évolution technologique permet aussi aux internautes une marge de manipulation plus large face à la censure, en particulier avec les nouveaux produits informatiques florissants qui contraignent le gouvernement dans ses mesures de contrôle à courir derrière les avancées technologiques, les nouveaux logiciels et les nouvelles méthodes de communication (tels la diffusion des textes en format photo pour éviter le filtrage des mots-clefs ; l'invention de nouveaux caractères chinois par la combinaison de plusieurs mots-clefs ; l'enregistrement systématique de pages de sites à travers la capture d'écran en photo, etc.). Les internautes passent ainsi d'un site, ou d'un logiciel très contrôlé au moment des campagnes politiques, à un autre, entraînant avec eux un marché important aux yeux des entreprises informatiques et des fournisseurs de services et de contenus du Web. La mobilité des internautes résulte des inventions logistiques et technologiques, des mesures politiques de la censure et aussi d'événements significatifs spécifiques. Les entreprises du domaine d'Internet, afin de répondre au plus vite aux besoins de ces clients, se sentent obligées de suivre la vitesse des débats en ligne, mais en même temps restent très prudentes par crainte d'un dépassement politique. Tiraillées en permanence entre le marché et le contrôle de l'Etat-parti, ces entreprises cherchent précautionneusement à trouver un équilibre entre un profit maximal du marché et une gestion politiquement correcte. Certaines y ont réussi, d'autres non. Citons ici un discours de Zhang Chaoyang, créateur et directeur de Sohu, un des premiers sites chinois. Dans son discours, en janvier 2010, intitulé « L'économie de marché incomplète entrave à chaque moment la concurrence [80] », ce diplômé de l'Université d'élite de Tsinghua partage cette inquiétude des entreprises sur l'intervention du pouvoir politique dans le marché. Néolibéral, il compare les modèles de développement des Etats-Unis et de la Chine et y voit l'infériorité de la Chine et de son modèle basé sur « l'esprit laborieux du confucianisme et une économie de marché incomplète » face au modèle américain de « l'individualisme avec une économie de marché complète ». Ses inquiétudes portent sur le marché d'Internet, où le durcissement

[80] Ce texte est disponible sur http://tech.qq.com/a/20100203/000338.htm, consulté le 5 février 2014.

de la censure comprime à la fois la concurrence et la liberté du marché et laisse peu d'espace d'invention et d'autonomie aux acteurs commerciaux. Dans le domaine de la technologie informatique, l'invention, la créativité et l'audace semblent des éléments nécessaires, que Zhang ne voit pas dans le contexte chinois ; il en appelle donc à une réforme soutenue de l'économie de marché, à une concurrence loyale et à une intervention moindre du pouvoir gouvernemental.

La fermeture des premiers sites de microblogging en Chine

La création de Twitter en 2006 et son succès ont inspiré des entrepreneurs informatiques chinois. En mai 2007, le premier site équivalent de Twitter créé sous le nom de Fanfou (*饭否*), est suivi de la création d'autres sites de microblogging à la chinoise (*叽歪 Jiwai. de*, *做啥 Zuosa. com*). Le géant informatique – Groupe Tencent, créateur du logiciel de chat chinois QQ[81] – crée aussi son propre microblog en 2007 (*滔滔 Taotao*). Malgré un écho positif de ces nouveaux sites chez les internautes, le développement de ce nouveau marché a connu une courte période de stagnation durant l'année 2008, année où l'Etat-parti exerçait un durcissement de la censure sur l'ensemble du système médiatique et sur la gestion d'Internet face à des événements d'ampleur : les Jeux olympiques, le tremblement de terre de Sichuan, la publication et la pétition de la Charte 08, et de nombreux « incidents de masse », comme ceux évoqués ci-dessus[82].

En dépit de la campagne contre la pornographie avec ses implications de censure lancée sur Internet par le gouvernement central chinois dès le début de l'année 2009[83], les sites de microblogging restent dynamiques. Et plusieurs nouveaux sites de microblogging sont créés dont *Digu. com* (*嘀咕*), avant d'être replongés dans les contraintes de la

[81] Le nom d'un programme équivalent à MSN ou à ICQ qui permet aux internautes de chatter avec leurs amis, en privé ou au sein d'un groupe dont les membres sont choisis par thème et le nombre limité par un quota selon le grade virtuel des créateurs du groupe. On peut monter en grade avec les monnaies virtuelles de ce logiciel qu'on doit acheter.

[82] Yang Jun, « 2008 nian exing shijian miji fasheng, guanmin maodun buru xianhua jieduan 2008 年恶性事件密集发生 官民矛盾步入显化阶段 », *Nanfeng chuang*, disponible sur http://news.qq.com/a/20081227/000820.htm, consulté le 5 février 2014.

[83] Durant cette campagne, plus de dix milles sites ont été fermés et beaucoup de sites bloqués, bien que ne publiant pas d'informations pornographiques : tel le site du *New York Times*, ou encore le site du blog Bullog.cn, où se réunissaient nombre d'intellectuels et d'activistes chinois. Voir le site de *Reporters sans frontières*, http://rsf-chinese.org/spip.php?article478, consulté le 5 février 2014.

censure à l'arrivée du 20e anniversaire du mouvement de la place Tiananmen de 1989, qui coïncidait avec d'autres événements et plusieurs émeutes dans différentes régions en Chine : la 10e année après la répression de Falungong[84] ; le 60e anniversaire de la fondation de la Chine ; la 1e année après le tremblement de terre de Sichuan et les émeutes tibétaines de 2008 ; les mouvements des internautes pour soutenir Deng Yujia[85], accusée de l'assassinat d'un cadre du gouvernement à Badong dans la Province du Hubei (mai 2009) ; les émeutes à Shishou (province du Hubei) suite à la mort suspecte de Tu Yuangao (mi-juin 2009)[86] ; les conflits dans une usine de jouets à Shaoguan dans la province du Guangdong entre Hans et Ouïghours où deux ouvriers d'origine Ouïghour sont morts (fin juin 2009) ; et les manifestations et les émeutes à Urumqi suite aux conflits à Shaoguan (début juillet 2009)[87], après lesquelles la connexion d'Internet dans l'ensemble de la région de Xinjiang avait été contrôlée voire coupée.

---

[84] Falungong, créé par Li Hongzhi en 1992, s'identifie comme un courant de Qigong et se présente comme une pratique miraculeuse dans le domaine de la guérison. Après plusieurs années d'expansion en Chine et à l'étranger, Falungong a été condamné par le gouvernement chinois en 1999 en tant que secte à contrôler et à éliminer. Le gouvernement a estimé à plus de 70 millions le nombre de ses pratiquants en Chine et ses mesures d'interdiction des pratiques de ce courant de Qigong ont provoqué des vagues de contestations dans l'ensemble de la Chine.

[85] Son histoire a été adaptée dans le dernier film de Jia Zhangke *A touch of sin*, sorti en 2013.

[86] Ce jeune cuisinier de 23 ans était tombé du troisième étage de l'hôtel où il travaillait le 17 juin 2009 ; la police avait conclu au suicide ; sa famille avait contesté cette conclusion en montrant le sang séché dans son nez et des traces de blessures sur son corps. Une autre mort suspecte en 1999, celle d'une hôtesse, ainsi que les rumeurs sur le trafic de drogue dans cet hôtel avaient conduit la famille de ce jeune homme à refuser la crémation pour garder son corps comme preuve. La police avait tenté de récupérer le corps par la force à plusieurs reprises et cet acte avait suscité le mécontentement de la famille de Tu et des habitants de la ville, qui s'étaient rassemblés afin de protéger le corps contre cette violence des policiers. Plus de dix milles habitants avaient bloqué les rues en résistant aux forces de police. Après plusieurs jours de conflits, la famille de Tu avait accepté un dédommagement de 80 000 yuans, signé un contrat avec clause d'exclusion des responsabilités civiles et des destructions de magasins. Deux semaines plus tard, onze membres de la famille élargie de Tu étaient arrêtés, trois sont restés en détention et sont poursuivis pour « trouble à l'ordre public ».

[87] En juin 2009, après que plusieurs vols et viols aient eu lieu au sein de cette usine de jouets située dans le Nord de la province du Guangdong, des rumeurs, qui avaient circulé parmi les ouvriers Han, en rendaient coupables des ouvriers Ouïghours, nouvellement recrutés en mai 2009 à Xinjiang. Des textes postés en ligne appuyaient cette hypothèse, renforçant encore la tension entre les Ouïghours et les habitants et ouvriers Han en présentant une image des Ouïghours construite comme criminelle. Cette tension a débouché sur des combats armés entre ouvriers Han et ouvriers Ouïghours au cours desquels plus de 120 personnes ont été blessées et deux ouvriers Ouïghours sont morts. Dans le discours du gouvernement chinois, Rebiya Kadeer est accusée par le gouvernement chinois d'avoir instrumentalisé ce conflit violent entre les ouvriers dans les activités « séparatistes » dont le déclenchement des émeutes à Xinjiang le 5 juillet 2009, lesquelles ont coûté la vie de 197 personnes. Voir « Xinjiang pilu Rebiya ji "shi wei hui" mimou cehua shandong "7•5" shijian 新疆披露热比娅及"世维会"密谋策划煽动"7•5"事件», le

Deng Yujiao, employée dans un centre de massage et de sauna à Badong, était accusée d'avoir « assassiné » l'un de ses clients, cadre du Parti, alors que ce dernier la harcelait pour un service sexuel. La révélation de cette affaire avait provoqué la colère des internautes et plusieurs internautes avaient décidé d'intervenir en tant qu'« avocats volontaires » pour remplacer l'avocat de cette jeune fille, jugé trop proche de l'autorité locale. Ces internautes, durant leur séjour à Badong, une ville de la province de Hubei, avaient posté simultanément des textes, photos et vidéos en ligne, sur les forums et les sites de microblogging, pour découvrir « la vérité » et rendre « justice » à cette jeune fille, vue comme la victime d'un abus de pouvoir. Ces témoignages avaient d'autant plus nourri la contestation des internautes contre le discours des autorités locales à Hubei que des mouvements de soutien à Deng Yujiao s'étaient mobilisés à Pékin : la Fédération des femmes, des associations d'intellectuels et des journalistes par exemple. Si la figure de Deng Yujiao avait été construite comme celle d'une « héroïne » qu'il fallait sauver, les autorités locales, elles, étaient montrées comme corrompues, à abattre. Face à la pression médiatique et à celle des internautes, les autorités locales de Badong se sont trouvées désarmées au niveau de la communication et des relations publiques. « On interviewe n'importe qui et quoi que nous disions à la presse, nous sommes injuriés par les internautes jusqu'à la mort le lendemain » avait déclaré un cadre du gouvernement de Badong. Le silence leur a donc paru une bonne solution, en particulier après les reproches de leur supérieur qui aurait voulu que cette affaire soit traitée discrètement et que les fonctionnaires restent silencieux. L'arrivée de nombreux journalistes qui faisait augmenter la tension avait contribué à modifier les conclusions judiciaires qui étaient passées de l'homicide volontaire à la violence volontaire[88]. Deng fut jugée coupable mais exemptée de peine[89]. En dépit de toutes les contestations des internautes sur ce jugement, Deng Yujiao l'avait accepté et s'était montrée satisfaite de ce jugement « inattendu » et avait déclaré aux journalistes : « Merci au Parti et au gouvernement, merci à tous ceux qui m'ont soutenue, je vais faire tout mon possible pour payer en retour le gouvernement et la société [90]. »

A la veille du 4 juin 2009, journée se référant aux mouvements de 1989, place Tiananmen, l'accès à plusieurs sites populaires avait été bloqué, dont Twitter[91]. D'autres

9 juillet 2009, http://news.xinhuanet.com/politics/2009-07/09/content_11680927.htm, consulté le 5 février 2014.

[88] Voir l'article publié sur *Nanfang Zhoumo*, « concernant le procès de Deng Yujiao : les 37 jours à Badong », sur http://www.infzm.com/content/30225/1.

[89]Ces informations viennent des articles de presse publiés dans *Nanfang Doushi bao* et *Nanfang Zhoumo*, deux journaux très importants dans la province du Guangdong. *Nanfang Zhoumo* est connu par ses critiques qui touchent souvent les limites posées par l'État-Parti. Voir sur http://gcontent.nddaily.com/f/6c/f6c9dc70ecfd8f90/Blog/c62/55320e.html ; http://www.infzm.com/content/30225/1.

[90] Les déclarations de Deng Yujiao sont citées dans l'article de presse, voir sur http://www.hb.xinhuanet.com/newscenter/2009-06/16/content_16830625.htm.

[91] Krassimira Twigg, « Twitterers defy China's firewall », 2 juin 2009, http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/8091411.stm, consulté le 5 février 2014.

sites avaient aussi été fermés sous prétexte de « maintenance technique », tels que Yahoo, Fanfou, et des forums populaires. Cette fermeture et ce blocage d'accès aux sites ont été interprétés par les internautes comme une mesure visant au maintien de la stabilité et dans la continuité du tabou politique sur les mouvements de 1989. Ironiques, ils ont appelé ces journées « CNMD – *Chinese Network Maintaining Day* », dont les initiales font référence à une expression chinoise grossière et injurieuse. Après les émeutes à Urumqi, le 5 juillet 2009, l'accès aux sites, tels que Twitter, Facebook, Fanfou, a été bloqué dans toute la Chine. Parce que, pour le gouvernement chinois, ces émeutes, qui avaient causé une centaine de morts, avaient été organisées par le Congrès mondial des Ouïghours en s'appuyant sur les nouvelles technologies de communication – Internet. Les sites étrangers, tels Twitter, Facebook, Flickr et Youtube, étaient considérés par l'armée chinoise comme « un outil de propagande et de subversion utilisé par les forces hostiles de l'Occident [92] ». L'armée rendait ces sites responsables de ces événements et citait à l'appui les exemples de « la révolution Twitter » en Moldavie en avril 2009, et dénonçait le rôle de ces sites de réseaux sociaux dans les « désordres sociaux » survenus durant les élections de juin 2009 en Iran. Le blocage de ces sites se justifiait comme une mesure de « prévention » qu'il paraissait important d'étendre à d'autres sites chinois du même genre. A la fin du mois de juillet 2009, Fanfou, Jiwai et Digu, et d'autres sites chinois de microblogging qui occupaient déjà une bonne partie du marché, étaient fermés. Les internautes chinois, de leur côté, savaient très bien que les sites étrangers, comme Twitter, Youtube, Facebook, n'étaient pas fermés comme l'affirmaient leurs adversaires chinois mais simplement bloqués en Chine. Ils cherchaient donc à contourner la censure par la manipulation de logiciels ou de configurations de connexion pour y accéder. Cet acte est appelé par les internautes chinois « grimper au mur » (*fan qiang 翻墙*), mur se référant au système de la censure sur Internet en Chine – la grande muraille de pare-feu. L'Etat-parti chinois, en écho à ces tentatives, a ensuite resserré la censure en bloquant les logiciels et les adresses IP destinés à se connecter aux sites censurés en Chine, en particulier avant la fête du 60e anniversaire de la République populaire de Chine en octobre 2009.

[92] Chi Yannian, « wangluo dianfu : burong xiaoqu de anquan weixie 网络颠覆：不容小觑的安全威胁 », le 6 août 2009, http://www.chinamil.com.cn/gfbmap/content/2009-08/06/content_4350.htm, consulté le 5 février 2014.

La réussite de Sina Weibo : entre participation et contrôle du gouvernement

Ces fermetures massives des premiers sites chinois de microblogging, essentiellement créés par de nouvelles entreprises d'informatique de taille moyennes, ont fourni une très bonne opportunité aux autres fournisseurs de services du Web qui voulaient pénétrer ce nouveau marché du microblogging, enjeu à la fois politique, technologique et économique. Sur ce marché florissant où il n'y avait plus d'offres de services après ces fermetures, de grands groupes de sites ont vu plutôt une opportunité à saisir qu'un risque politique et économique à éviter. Rapidement, la création de Sina Weibo en août 2009, par le géant groupe de sites Sina, a comblé le trou dans le marché du microblogging en Chine. Quelques mois plus tard, en février 2010, le *Quotidien du Peuple* a créé son site de microblogging, intitulé « Renmin Weibo » — microblog du peuple. Le système d'identification de ce Weibo du peuple se rattache à celui du forum Qiangguo, forum sous la tutelle du *Quotidien du Peuple*. C'est-à-dire qu'on peut accéder à ces deux sites avec un seul identifiant enregistré sur l'un de ces deux sites. Sur ce nouveau site, lancé par l'organe du Parti, quelques internautes ont vite découvert un compte VIP – celui de Hu Jintao[93], président de la Chine à ce moment-là. Des articles de presse ont fait la publicité pour ce site de microblog du peuple, et lancer une nouvelle image du président, du Parti et de l'organe du Parti. En avril 2010, les groupes Tencent, Netease (163.com) et Sohu avaient tous lancé leur propre site de microblogging, introduisant une nouvelle vague de concurrence sur ce marché domestique, très limité pour les rivaux étrangers, en particulier après le retrait de Google (qui s'est replié sur Hong Kong et Macao) du marché de la Chine continentale en mars 2010.

L'essor de ces nouveaux sites Weibo (équivalent chinois de Twitter) de microblogging constituait l'une des inquiétudes des autorités chinoises par ses caractéristiques inédites dans la communication, la diffusion d'informations et la capacité de mobilisation. Par conséquent, en juillet 2010, après quelques mois d'envolée du nombre des utilisateurs inscrits aux sites de microblogging, presque tous les sites de Weibo ont dû basculer de la version officielle originelle à celle de bêta-test ouverte, laquelle signifie une période d'essai d'un produit informatique avant sa sortie officielle et définitive sur le marché.

[93]Ma Lulu, « Hu Jintao Weibo xianshen jing shiming renzheng, fensi yi guowan 胡锦涛微博现身经实名认证 粉丝已过万 », le 22 février 2010, http://news.xinhuanet.com/photo/2010-02/22/content_13023353.htm, consulté le 5 février 2014.

Ce retour vers la période d'essai de Weibo sonnait la deuxième vague du contrôle des sites de microblogging. Au même moment, le Weibo de Netease était bloqué pendant une courte période en raison d'une « maintenance technique pour une mise à jour technologique[94] ». Aux yeux des internautes, ce changement de version signifiait un contrôle durci exercé sur les sites de microblogging, considérés par le gouvernement comme un produit technologique difficile à maîtriser et à contrôler[95]. Des internautes ont donc dénoncé ce changement de version comme un « changement à la version du *boss* », ou « une version d'être testé », ou encore « une version pour mieux contrôler ». Ils ont vu dans la « maintenance technique » un prétexte parfait pour une fermeture temporaire qui avait en effet pour objectif le « maintien de la stabilité ». Certains, qui avaient connu les premiers sites de microblogging chinois (Fanfou, Jiwai, etc.) ont ainsi préparé une copie de secours de leur compte de microblog, craignant une fermeture brutale et définitive de ces sites.

La facilité d'accès aux microblogs, via les téléphones portables, des applications et des logiciels de chat instantanés, accélère la diffusion des informations et augmente la difficulté du filtrage et du blocage pour le gouvernement chinois. Cette facilité va encore s'accélérer avec la popularisation des smartphones depuis 2009[96], sur lesquels les internautes peuvent poster des textes, des photos et des vidéos instantanément. Pour un grand nombre d'internautes, la grande vitesse de diffusion des informations est une des raisons principales pour lesquelles le gouvernement ne peut jamais supprimer telles ou telles informations, car cette rapidité laisse toujours le temps aux internautes de diffuser, de retweeter, de sauvegarder une information en capturant l'image sur l'écran, afin de la refaire circuler en évitant le système de filtrage, principalement basé sur les

---

[94]Xu Fengting, « Netease Weibo turan guanbi, geda Weibo qibian "ceshiban" 网易微博突然关闭 各大微博齐变"测试版" », le 15 juillet 2010, http://finance.ifeng.com/money/roll/20100715/2409372.shtml, et Li Bin, « duojia Weibo "bianlian" ceshiban 多家微博"变脸"测试版 », le 15 juillet 2010, http://news.xinhuanet.com/fortune/2010-07/15/c_12334517.htm consulté le 5 février 2014.

[95] Voir par exemple la discussion sur le site Zhihu : http://www.zhihu.com/question/19590275, consulté le 5 février 2014.

[96] Au début de 2009, la Chine a attribué les licences de téléphonie 3G à ses opérateurs. Et selon le rapport de CNNIC, jusqu'en décembre 2009, il y avait plus de 233 millions d'internautes qui surfaient avec leur téléphone portable, représentant 60.8% d'internautes chinois (384 millions). Et en décembre 2013, il y avait plus de 618 millions d'internautes chinois dont 81% (soit 500 millions) utilisaient leur téléphone mobile pour aller sur Internet. Voir les rapports biannuels de CNNIC sur http://www.cnnic.net.cn/hlwfzyj/hlwxzbg/hlwtjbg/, et Pierre Haski, « Mobile 3G : la Chine avance sa norme et prépare l'avenir », le 7 janvier 2009, http://rue89.nouvelobs.com/chinatown/2009/01/07/mobile-3g-la-chine-avance-sa-norme-et-prepare-lavenir, consulté le 5 février 2014.

caractères et les textes et non sur les photos. Weibo est ainsi très vite saisi par les internautes comme un nouvel outil de lutte, de témoignage, de protestation et de communication. Jusqu'à la fin de l'année 2010, plus de 700 millions d'internautes étaient inscrits aux sites de Weibo et les débats se déroulaient dans tous les domaines : témoignages de catastrophes naturelles, dénonciation de la corruption, contestation d'abus de pouvoir, et appels de soutien dans les contestations etc.

Citons ici l'exemple, à Yihuang dans la province du Jiangxi, de l'immolation de trois habitants, geste de protestation et de désespoir face à la démolition forcée de leur habitat dans le but de construire une opération immobilière. Les vidéos postées en ligne et les textes publiés simultanément sur Weibo racontant ce qui s'était passé ont provoqué la colère des internautes dont certains ont appelé directement les autorités locales par téléphone afin de manifester leur colère et leur desaccord et exercer une pression réelle sur le gouvernement local. Les journalistes sur place se sont aussi adaptés à l'usage de Weibo et ont fait leurs reportages en direct *via* Weibo afin de pouvoir suivre l'actualité au plus près et faire circuler les témoignages de leurs interviewés. L'un des cadres du gouvernement local s'était aussi inscrit sur Sina Weibo afin de débattre avec les internautes sur la démolition de ces vieux quartiers. Face à la pression des médias et des internautes, le gouvernement provincial est intervenu et plusieurs cadres du gouvernement local ont été convoqués pour une enquête spéciale et certains destitués[97].

Le système de l'identité réelle

Le contrôle des Weibo par le gouvernement chinois suit bien, lui aussi, le schéma qu'on a décrit brièvement sur la suppression des contenus, la censure, la responsabilisation des entreprises et des internautes et l'orientation de l'opinion publique par des équipes de commentateurs patentés. A part ces mesures, que nous avons déjà discutées, nous retrouverons l'imposition du système de l'identité réelle sur tous les sites de Weibo, comme dans la gestion des BBS universitaires et des forums en général. En 2010, le ministre de l'Industrie de l'information a déclaré obligatoire le système de l'identité

[97] Tu Chaohua, « Yihuang "9·10"chaiqian zifen shijian 8 ren shou chuli, xianzhang shuji bei li'an diaocha 宜黄"9·10"拆迁自焚事件 8人受处理 县长书记被立案调查 », http://news.xinhuanet.com/politics/2010-09/18/c_12583472.htm, consulté le 5 février 2014. Beaucoup d'articles et de reportages concernant cette affaire ont été supprimés sur Internet, en particulier ceux qui montraient comment les habitants cités cherchaient de l'aide en postant un appel au secours sur Weibo.

réelle pour les téléphones portables comme sur Internet, et ce discours a suscité des débats et des discussions en ligne où la plupart des internautes ont manifesté leurs désaccords et leurs inquiétudes. Le *Quotidien du Peuple* avait publié un article argumentant sur les points positifs de ce système de l'identité réelle en ligne, lequel, selon cet article, est un atout pour la croissance économique, et la responsabilisation des actes en ligne[98]. Il argumentait aussi que cette mesure de l'identité réelle ne s'appliquait qu'au moment de l'inscription et de la connexion, et que les utilisateurs pourraient toujours utiliser un pseudonyme qui apparaîtrait en ligne. Ce sujet avait vite disparu dans les masses de débats avant de revenir en décembre 2011, quand la ville de Pékin a promulgué un règlement qui imposait l'identité réelle aux utilisateurs de Weibo à partir du 16 mars 2012 pour tous les fournisseurs de services de Weibo dont le siège et/ou les activités se trouvaient à Pékin. Ce règlement demande aux fournisseurs de services de microblogging à Pékin de mettre en pratique le système de l'identité réelle lors de l'inscription et de la connexion de tous les comptes. Les comptes anciens qui n'auraient pas encore procuré l'information sur l'identité de leur utilisateur ne pourraient plus poster ou retweeter de textes, mais seulement avoir le droit d'en lire le contenu. Cette mesure est vite adoptée par les autres grandes villes chinoises, malgré la forte protestation des internautes dont certains, très connus, ont préparé leur « départ » des Weibo. Sina, Sohu, Netease et Tencent ont tous appliqué cette mesure et mis en place ce système auprès de leurs utilisateurs en mars 2012, malgré la chute de leurs actions sur le marché boursier et les nombreux départs d'internautes connus.

Cependant, face à l'imposition de cette mesure de contrôle controversée, tant les fournisseurs de services de Weibo que les internautes ont trouvé des solutions. D'abord, un logiciel de fabrication de faux numéros de pièces d'identité est utilisé par les internautes pour contourner le système de l'identité réelle sur les sites Weibo, ou sur d'autres sites où ce système est appliqué, tel l'achat des billets de train[99]. Deuxièmement, à la mise en place de cette mesure par les fournisseurs de services de

[98] Lin Yongqing, auteur de cet article, est le fondateur du site Chinavalue.net, premier site à appliquer le système de l'identité réelle en Chine en 2004. Lin Yongqing, « xinmei guancha : wangluo shimingzhi libi zhibian 新媒观察：网络实名制利弊之辩 », le 13 avril 2010, *Quotidien du Peuple*, http://cpc.people.com.cn/GB/64093/64099/11351960.html, consulté le 5 février 2014.

[99] Cette mesure a été expérimentée dans plusieurs villes à partir de 2010 et appliquée en Chine à partir de 2012. Voir Zhong Qing, « huochepiao shimingzhi jinqi quanguo shixing 火车票实名制今起全国实行 », le 1er janvier 2012, http://news.163.com/12/0101/00/7ML2VR4800014JB6_all.html, consulté le 5 février 2014.

Weibo, un espace de flexibilité a été donné aux utilisateurs internautes, en raison de la rivalité commerciale parmi ces fournisseurs dont aucun ne veut perdre des clients et où tous cherchent les moyens d'en attirer davantage. A part Sina Weibo qui a appliqué ce règlement avec rigueur, Tencent Weibo, dont le siège se situe à Shenzhen, a donné le privilège aux utilisateurs de son logiciel de chat QQ : on pouvait accéder à un compte déjà enregistré *via* l'attachement d'un numéro de QQ à Tencent Weibo, sans donner l'identité réelle de l'utilisateur. Même si l'identité réelle de l'utilisateur était demandée lors de l'inscription d'un nouveau compte Weibo, Tencent donnait l'accès à ces nouveaux utilisateurs pour quelques jours d'essai en relançant la vérification de l'identité réelle ensuite. On a pu observer ainsi une baisse de fréquentation chez Sina et une hausse dans l'espace QQ de Tencent (équivalent de MSN Space, une plateforme d'échanges avec les amis où se regroupent différentes fonctions : blog, album, moment à partager, jeux, etc.). Leurs rivaux, Sohu et Netease, ne l'imposaient pas non plus à leurs anciens utilisateurs : la demande de l'identité réelle pouvait être une étape « ignorée » lors de la connexion, et les nouveaux utilisateurs bénéficiaient ainsi de jours d'essai. Des promotions lancées sur ces sites de microblogging offraient des cadeaux à tous ceux qui avaient fourni leur identité réelle[100]. Dans un contexte politique de censure sur Internet, les internautes, comme les fournisseurs de services et de contenus de Web, cherchent donc à détourner ou à contourner les mesures de contrôle et développent par eux-mêmes des stratégies d'action face aux mesures du gouvernement. C'est cette tension, qui évolue en permanence, que j'essaie d'analyser et de comprendre.

L'imposition du système de l'identité réelle sur les sites reste toujours au centre des préoccupations du gouvernement chinois. Cette mesure avait été appliquée d'abord aux sites en 2004[101]. En 2005, c'est la licence d'*ICP*, obligatoire, qui a fait fermer un grand nombre de sites, en même temps que le système de l'identité réelle était imposé dans les BBS universitaires. C'est cette même année que le groupe Tencent a commencé l'enregistrement des identités réelles des créateurs des groupes de discussion sur QQ, ce qui s'accordait avec les mesures de la police qui avaient enregistré les identités réelles

[100] You Yinfei, « Weibo shimingzhi diaocha : jia shenfengzheng xinxi ke tongguo shencha 微博实名制调查：假身份证信息可通过审查 », le 19 mars 2012, *IT Times*, http://tech.163.com/12/0319/08/7SURN04D000915BF.html, consulté le 5 février 2014. Et « "siwen" Weibo shimingzhi "四问"微博实名制 », *Quotidien du Peuple*, le 10 février 2012, http://news.xinhuanet.com/society/2012-02/10/c_111507519.htm, consulté le 5 février 2014.
[101] Lin Yongqing, *op.cit.*

des Webmasters des BBS dans le cadre d'une campagne de « nettoiement des lieux d'informations sur Internet ». En 2006, le ministère de l'Industrie d'information avait proclamé que le système de l'identité réelle pourrait être une mesure de gestion des blogs et devrait être inscrit dans la loi[102]. Dès lors, l'adoption d'une loi sur le système de l'identité réelle sur Internet est resté au cœur des projets du ministère de l'Industrie d'information. Cependant, en 2008, ce ministère n'avait pas accepté la proposition de loi de deux représentants de l'Assemblée populaire concernant le système de l'identité réelle sur Internet, jugeant que « le système de l'identité réelle représente une direction saine du développement d'Internet en Chine dans le futur mais qu'il était difficile de le mettre en place en raison des contraintes technologiques et concrètes[103] » à ce moment-là. Soulignons ici que l'année 2008 est marquée par nombre d'émeutes et de révoltes au niveau local en Chine, et qu'il paraît plus prudent de ne pas imposer cette loi durant un moment de tension, juste avant les Jeux olympiques de Pékin, afin d'éviter une irruption ou une explosion de mécontentement des internautes et de la société.

En décembre 2012, le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire publie la « Décision concernant le renforcement de la protection des informations sur Internet », afin de mieux protéger les informations personnelles en affirmant la nécessité d'un système de l'identité réelle dans les procédures de demande d'accès à Internet par téléphone ou par ordinateur[104]. Lors des deux premières sessions de réunion de 2013 à Pékin après l'arrivée de Xi Jinping à la direction de la Chine, le bureau du Conseil des affaires de l'Etat a fixé dans son programme de réformes une tâche à accomplir avant juin 2014 : la promulgation d'un système d'enregistrement de l'identité réelle sur

---

[102] Voir Jiang Qiuping et Cheng Wei, « Blog yunniang shimingzhi guanli, duoshu wangyou paichi shiming dengji 博客酝酿实名制管理 多数网友排斥实名登记 », *Guangzhou Daily*, le 20 octobre 2006, http://news.xinhuanet.com/tech/2006-10/20/content_5226755.htm; Yang Ting, « shi shui zai weiju "blog shimingzhi" 是谁在畏惧"博客实名制"», le 23 octobre 2006, http://news.xinhuanet.com/comments/2006-10/23/content_5238591.htm; et aussi une section de discussion consacrée à ce débat sur le site Sohu : http://news.sohu.com/s2006/blogshiming/, consulté le 5 février 2014.

[103] Cette proposition est présentée par deux représentants de l'Assemblée populaire, Wang Jin, et Lin Yongqing, fondateur du site Chinavalue.net. Voir « Gongxinbu dafu quanguo renda daibiao wangluo shimingzhi lifa ti'an 工信部答复全国人大代表网络实名制立法提案 », le 12 août 2008, http://info.ceo.hc360.com/2008/08/12112863740.shtml, consulté le 5 février, 2014.

[104] « Quanguo renda jinri shenyi wangluo xinxi baohu jueding caoan 全国人大今日审议网络信息保护决定草案 », le 24 décembre 2012, http://legal.people.com.cn/n/2012/1224/c42510-19989042.html, consulté le 5 février, 2014. Yin Hong et Wang Yiyin, « lifa zheng dangshi – jiedu jiaqiang wangluo xinxi baohu de jueding caoan 立法正当时——解读加强网络信息保护的决定草案 », le 25 décembre 2012, http://www.gov.cn/jrzg/2012-12/25/content_2297773.htm, consulté le 5 février 2014.

Internet par le ministère de l'Industrie d'information, le bureau des informations d'Internet et le ministère de la Sécurité publique[105].

Sur la chronologie de la mise en place du système de l'identité réelle, il est intéressant de noter quelques événements et mouvements emblématiques qui ont pu conduire le gouvernement chinois à un contrôle durci sur Internet. Au printemps 2011, suite à la révolution tunisienne, quelques internautes avaient lancé sur Internet, principalement *via* Twitter, un appel à la « révolution de jasmin chinoise ». Cet appel, dont il est difficile d'identifier les initiateurs, avait invité pendant plus d'un mois des internautes et activistes chinois à se réunir dans un espace public de différentes villes de Chine. Tous les mots concernant le jasmin ou ayant des prononciations identiques ont alors été censurés sur Internet et largement contrôlés dans la presse, de même que « chaise vide », qui se référait au Prix Nobel de la paix de Liu Xiaobo[106]. Pour optimiser le contrôle exercé et obtenir un effet efficace, l'Etat-parti a créé en mai 2011 le bureau des informations d'Internet (*State Internet Information Office*) sous la tutelle du bureau d'information du gouvernement (*State Council Information Office*). Ce nouveau bureau centralise la gestion de tous les domaines concernant les informations d'Internet, auparavant dispersée dans différents ministères et bureaux du gouvernement central. Si l'accident ferroviaire de Wenzhou en juillet 2011 a provoqué des débats en ligne sur la sécurité du réseau de TGV chinois, puis sur la transparence de la gestion de cet accident, la révolte à Wukan à la fin de l'année 2011 interpellait les Chinois sur la possibilité d'un autre modèle de gestion politique et questionnait le gouvernement chinois sur la capacité de mobilisation et l'influence mondiale de l'usage d'Internet dans le mouvement des villageois en quête de justice.

Il s'agit de la révolte des habitants du village de Wukan, situé dans l'Est de la province du Guangdong, pendant plusieurs mois contre l'expropriation de leurs terres et contre les ventes illégales de terres par le comité du village. Les villageois avaient commencé à chercher un secours juridique depuis 2009 par la voie traditionnelle : les bureaux de

[105] « Guowuyuan bangongting guanyu shishi « guowuyuan jigou gaige he zhineng zhuanbian fang'an » renwu fengong de tongzhi 国务院办公厅关于实施《国务院机构改革和职能转变方案》任务分工的通知 », le 28 mars 2013, http://news.xinhuanet.com/politics/2013-03/28/c_124516954.htm, consulté le 5 février, 2014.

[106] Dans les entretiens réalisés avec les journalistes en 2011, ils ont évoqué ce sujet, en plaisantant sur l'impossibilité de rédiger un article sur la décoration intérieure et les meubles, s'ils ne sont pas autorisés à utiliser les mots « chaise » et « jasmin ».

lettre et de visite. Ils s'y étaient rendus une dizaine de fois pendant trois ans, sans rien obtenir. Au début de 2009, un groupe de discussion sur QQ était créé et réunissait en moins d'un mois quelques centaines d'internautes originaires de Wukan[107]. Et c'est sur ce groupe de discussion QQ en ligne qu'ils avaient organisé ces visites de réclamations au gouvernement. Ce groupe, intitulé « groupe des jeunes au sang chaud de Wukan » (*Wukan rexue qingnian tuan 乌坎热血青年团*), avait vite atteint le quota du nombre de membres de groupes de discussion QQ et avait donc dû développer plusieurs groupes de discussion sur QQ, rassemblant plus de mille internautes en 2011. En quête de justice contre l'ancien comité du village jugé corrompu, ce groupe réunissait majoritairement des jeunes : jeunes élèves du village et jeunes travailleurs qui l'avaient quitté pour aller travailler dans les villes du delta de la rivière des Perles. Ces jeunes travailleurs migrants comparaient la gestion des terres collectives de leur village avec celle sur le delta, connu comme « l'usine du monde », et se sont rendu compte d'une grande différence de revenu. C'est ainsi qu'ils ont découvert que presque tous leurs terrains avaient été vendus par l'ancien comité du village alors qu'ils n'avaient presque rien reçu comme indemnité (50 yuans, soit moins de 6 euros !).

Dispersés dans différentes villes, ces jeunes se sont réunis dans leurs groupes de discussions en ligne, et ont décidé d'agir. Différentes actions ont été organisées : distribution des lettres dénonçant les ventes illégales des terres collectives par l'ancien comité du village ; mobilisation des villageois pour protester ; organisation des visites auprès des bureaux de visite et de lettre des différents échelons. En juin 2009, une vingtaine de jeunes internautes villageois étaient allés au bureau de lettre et de visite de la province du Guangdong pour y déposer leur lettre de plainte, sans suite. Ce groupe de jeunes avait rapidement attiré d'autres villageois, de générations différentes. Leurs mécontentements et leurs colères fermentés pendant si longtemps avaient explosé après leur manifestation de septembre 2011, où de jeunes élèves avaient été battus par les policiers, sur le chemin du retour de l'école. Les photos, vidéos et textes racontant la violence de la police ont été postés en ligne et ont vite circulé sur Weibo, QQ et les forums de discussion. Afin de témoigner et d'informer sur ce qui se passait dans leur village, un jeune villageois de ce groupe noyau prend l'initiative de tout filmer et de

[107] Liu Jianfeng, « Wukan mima 乌坎密码 », le 9 juin 2012, *The Economic Observer*, http://www.eeo.com.cn/2012/0609/228009.shtml, consulté le 6 février 2014.

collecter aussi les vidéos, les photos et les textes faits par d'autres villageois. Avec des logiciels, ces jeunes ont monté un documentaire consacré à leur lutte et dressé une carte entière de leur village avec indication des ruelles, basée sur les données de Google Map. Tous les jours pendant plusieurs mois, ces jeunes ont mis en ligne les photos, textes et vidéos qu'ils avaient collectés[108].

En dehors du bureau de lettre et de visite et des internautes, ils ont aussi cherché secours auprès des journalistes, auxquels ils avaient envoyé aussi dès 2009 lettres de plainte, textes, photos, vidéos, etc., pour attirer l'attention de la hiérarchie supérieure du gouvernement, car à leurs yeux, le gouvernement provincial et/ou central est le seul capable de leur rendre justice. Durant leur lutte à la fin de 2011, les journalistes chinois avaient été interdits de rapporter ou d'écrire sur cette révolte, ou de se rendre sur place. Pourtant, la mise en ligne des informations par les jeunes villageois a attiré plus de cent journalistes (majoritairement de la presse étrangère), d'activistes et d'internautes sur place, avec l'aide des habitants qui par crainte d'arrestations et d'une attaque avaient eux-mêmes, comme mesure défensive, fermé l'accès de leur village pour répondre à sa fermeture par les forces policières. Une petite maison, avec accès Internet, fonctionnait comme centre de la presse et accueillait tous les journalistes et activistes. Dans la presse étrangère et sur Internet, les nouvelles de Wukan étaient diffusées tous les jours, créant une forte pression sur le gouvernement central de la Chine. Le gouvernement de la province du Guangdong était ainsi intervenu, et une équipe d'enquête spéciale envoyée sur place pour résoudre ce conflit. La libération de quatre villageois arrêtés et l'autorisation d'une élection des membres du comité de village au suffrage universel ont fait de Wukan un modèle et un symbole de la « démocratie » et de « l'autonomie » de la

[108] Voir les documentaires : Chen Ping, « Wukan », SunTV, octobre 2012, disponible sur http://www.youtube.com/watch?v=wWpO6ZTbG8k; Ai Xiaoming, « Trois jours à Wukan », mars 2012, disponible sur http://www.youtube.com/watch?v=G5ITNfxJtLk; Groupe des jeunes au sang chaud de Wukan, « Wukan Wukan », décembre 2011, disponible sur http://www.youtube.com/watch?v=Lb_tto2GwoU. Hu Yingzi et Lan Yixin, « Wukan shijian zhong de cunmin zuzhi jiqi gongneng tanxi 乌坎事件中的村民组织及其功能探析 », *China Non Profi Review*, vol.10, n°2 2012, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), disponible sur http://blog.sina.com.cn/s/blog_5bf21dee0101av1f.html, consulté le 6 février 2014. Zhang Jieping et Lu Wen, « Wukan rexue qinniantuan 乌坎热血青年团 », *Co-China Forum*, le 10 janvier 2012, https://cochina.co/2012/01/%E4%B9%8C%E5%9D%8E%E7%83%AD%E8%A1%80%E9%9D%92%E5%B9%B4%E5%9B%A2/, consulté le 6 février 2014.

gestion des villages[109], modèle et symbole qui n'ont pas enchanté les observateurs et les internautes très longtemps suite à des conflits internes et au contrôle omniprésent du gouvernement local[110].

Cette lutte a joué un rôle symbolique dans l'affrontement entre deux modèles de développement : Chongqing et Canton. Wukan est aussi un exemple significatif en matière d'usage d'Internet dans la lutte, et de création d'une pression médiatique à travers les témoignages mis en ligne voire en direct. Il est intéressant de voir que derrière cette « victoire » des villageois, nulle part la légitimité du gouvernement central et du Parti n'a été mise en cause. Dans les discours et les slogans des villageois, l'image du gouvernement central et du Parti reste toujours celle du sauveur, qui est proche du peuple et qui peut entendre les souffrances du peuple et lui rendre justice. Leurs revendications ciblaient la réquisition de terres et la corruption des anciens membres du comité du village et insistaient sur leur respect de la loi et du cadre juridique. Leur bienveillance vis-à-vis des journalistes, chinois ou étrangers, les a aidés à créer une grande pression médiatique au niveau international, laquelle a engagé le gouvernement provincial et central à intervenir, malgré l'accusation de ces villageois, par les autorités locales, au début de la lutte, de « conspiration avec les forces étrangères ».

Stratégies de communication du gouvernement

Pour l'Etat-parti chinois, les mesures de censure et de contrôle s'accompagnent aussi de stratégies de communication montrant une image d'ouverture du gouvernement. Parmi ces stratégies, il est important de noter la participation des dirigeants chinois et des organismes administratifs (e-gouvernement, e-administration) à la discussion et à l'interaction en ligne avec les internautes. C'est Hu Jintao qui a commencé ce qui est

[109] RFI, « A la Une : La « victoire » de Wukan », le 22 décembre 2011, http://www.rfi.fr/asie-pacifique/20111222-une-victoire-wukan/, consulté le 6 février 2014.

[110] En dépit de cette élection au suffrage universel, le comité du village élu aura du mal à récupérer au cours de son mandat (3 ans au niveau du village en Chine) les terrains collectifs vendus. Au début de 2014, à la veille de l'élection d'un nouveau comité du village, le vice-directeur de l'« antépénultième » comité du village a déclaré sa candidature, ce qui a provoqué des inquiétudes tant chez les villageois activistes que chez les internautes. En mars 2014, deux vice-directeurs du comité de village élu en 2011, sont convoqués et détenus par la police pour corruption. L'un, qui s'aligne avec le directeur nouvellement réélu qui veut « la stabilité » et une meilleure vie pour les villageois, est réélu le 1er avril 2014, alors qu'il est toujours détenu en prison ; l'autre, qui avait été libéré, en désaccord avec le directeur élu, veut un fonctionnement démocratique mais il est battu dans cette nouvelle élection.

appelé par la presse chinoise « l'ère de la discussion des politiques publiques sur Internet » (*网络问政元年 wangluo wenzheng yuannian*). En juin 2008, lors du 60e anniversaire de la création du *Quotidien du Peuple*, Hu Jintao s'était rendu au siège du *Quotidien* et avait participé à la discussion sur le forum *Qiangguo*, forum sous la tutelle du *Quotidien du Peuple*. Les échanges entre Hu et les internautes avaient été reportés simultanément sur différents sites officiels avec photos et vidéos. Son premier ministre, Wen Jiaobao avait aussi échangé avec les internautes sur le forum de l'agence de Xinhua en février 2009. Dans le discours de Hu lors de ses échanges avec les internautes, il avait affirmé le rôle d'Internet comme « canal important pour prendre les avis du peuple[111] » et ainsi avait encouragé à la fois les internautes à s'exprimer et les fonctionnaires à prendre connaissance des opinions du peuple sur internet. En 2010, sur le site du *Quotidien du Peuple*, et celui du Parti, un « panneau de discussion » a été mis en place afin de faciliter la collecte des avis des internautes qui s'adressent aux dirigeants du gouvernement central. Avec la popularisation des Weibo, les différents organismes du gouvernement et du Parti, ainsi que les fonctionnaires, sont encouragés à ouvrir un compte sur les sites de Weibo. L'année 2011 est marquée par une croissance rapide des comptes de Weibo des organismes gouvernementaux et des fonctionnaires. Ces comptes, connus comme les « *zhengwu weibo 政务微博* » (weibo des affaires politiques ou weibo d'e-gouvernement), étaient passés de moins de 6 000 début 2011 à environ 50 561 fin 2011[112]. Et ce chiffre a atteint 176 714 au total à la fin de 2012 sur quatre sites de microblogging (Sina, Tencent, Renmin et Xinhua)[113]. Suite au succès de ces comptes Weibo d'e-gouvernement, surtout au niveau local et régional chinois, et de ceux tenus par les ambassades des pays étrangers[114], les différents organismes gouvernementaux au niveau national se sont aussi lancés dans la création de leurs comptes sur Weibo à partir de 2012. La présence des autorités des différents échelons

[111] Li Ke, « Hu Jintao zongshuji tongguo renminwang qiangguo luntan tong wangyou zaixian jiaoliu 胡锦涛总书记通过人民网强国论坛同网友在线交流 », le 20 juin 2008, http://politics.people.com.cn/GB/7406621.html, consulté le 5 février 2014.

[112] « Rapport d'évaluation des Weibo d'e-gouvernement en Chine – année 2011 », *E-government Research Center*, *Chinese Academy of Governance*, février 2012.

[113] « Rapport d'évaluation des Weibo d'e-gouvernement en Chine – année 2012 », *E-government Research Center*, *Chinese Academy of Governance*, mars 2012.

[114] Par exemple, le compte Weibo de l'ambassade des Etats-Unis à Hong Kong sur Sina Weibo a rencontré un grand écho et un grand succès chez les internautes, qui estiment que ses positions sont « proches » du peuple chinois, que ses textes postés, qui critiquent l'actualité de la Chine de manière indirecte, sont « intéressants et osés ».

(quartier, village, ville, province, Etat) sur Internet permet une interaction en permanence avec les internautes, qui, afin d'avoir une réponse officielle plus rapide et plus directe, à chaque fois « citent » (@) les comptes des bureaux administratifs gouvernementaux concernés. Les administrateurs sont ainsi amenés à une confrontation directe avec les questions voire les contestations des internautes, ce qui exige un art de la communication et une bonne stratégie des relations publiques. Cet art est susceptible, dans beaucoup de cas, de retourner une situation et de construire une image positive d'un gouvernement qui serait prêt à écouter le peuple et à assumer ses responsabilités.

A l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, la présence du gouvernement sur Internet et l'interaction des administrateurs et des internautes restent un aspect très important dans la gestion d'Internet par le gouvernement. Citons ici la gestion de la communication concernant le procès de Bo Xilai, lequel est rapporté en direct par le compte du tribunal sur Sina Weibo et qui marque un changement dans la gestion des informations sur Internet, de la simple répression à une transparence sélective. Weibo et Internet sont devenus un espace où l'équipe de communication du gouvernement s'efforce de construire une image de Xi Jinping et des dirigeants du pays comme des leaders et des modèles propres au « rêve chinois » (*zhongguomeng 中国梦*) proposé par Xi, c'est-à-dire proches du peuple, héritiers de la tradition et dans l'actualité.

Suivons d'abord un compte Weibo intitulé « *xuexi fensi tuan 学习粉丝团* » — groupe des fans de Xi, qui, depuis l'arrivée de Xi à la tête du Parti fin 2012, poste en ligne des chroniques sur les visites et la vie quotidienne du président, avec des photos exclusives de Xi prises dans l'intimité, en particulier lors de la première visite de Xi dans la province du Guangdong après son arrivée au pouvoir. Ce compte mystérieux a suscité la curiosité de tous et entraîné une spéculation et des débats sur l'identité de ou des auteurs et sur la stratégie de communication de Xi, etc[115]. Sur ce compte Weibo, le président

[115] Keith B. Richburg, «'Fans' of Xi Jinping fawn online over 'Pingping,' China's new leader », le 12 décembre 2012, http://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/xi-fans-fawn-over-pingping-chinas-new-leader/2012/12/12/f9aa5334-446f-11e2-8c8f-fbebf7ccab4e_story.html. Damian Grammaticas, « Mystery of Xi Jinping's 'fan club' blogger », *BBC*, le 7 février 2013, http://www.bbc.com/news/world-asia-china-21363886. Xu Danei, « Fangun ba, @xuexi fensituan jun 翻滚吧，@学习粉丝团 君！ », Meiti zhaji 媒体札记, disponible sur http://star.news.sohu.com/s2013/wbzj6/, consulté le 28 février 2014.

était surnommé tour à tour *Xizong* (*习总* Boss Xi), *Xi Dada* (*习大大* oncle Xi)[116], voire *Pingping*, son prénom, et ces termes ont été vite repris par les internautes chinois voire la presse chinoise d'une manière très positive, comme les surnoms du binôme Hu Jintao et Wen Jiabao (*shijin babaozhou 什锦八宝粥* — bouillie de riz des huit trésors mixés). Fin décembre 2013, la visite du président Xi à un restaurant de Pékin qualifié de « bon marché et populaire », révélée d'abord par un compte Weibo sur Sina, est présentée comme un modèle de vie pour des fonctionnaires en pleine campagne d'anti-corruption et un symbole de la ligne de masse du Parti. Cet internaute qui avait « divulgué » ce déjeuner du président postait des photos et en tant que témoin ordinaire s'exprimait sur le ton de l'étonnement. Bien que certains journalistes et internautes aient remarqué une coïncidence entre le moment de la publication de cette information par ce compte Weibo et le compte officiel de Xinhua et vu cette visite comme un « show », personne ne peut ignorer la réussite de cette visite organisée[117]. Deux mois plus tard, la visite qu'il avait rendue à un hutong[118] (Nanluogu Xiang) lors d'une journée où Pékin était enveloppé par le smog de la pollution, était reprise sur le même schéma de communication : révélation par un internaute sur Weibo avec textes et photos, reportages de la presse chinoise ensuite. Entre ces deux visites du président au sein du peuple et de la masse, une série de caricatures publiées sur Xi Jinping par la presse chinoise (sous la tutelle du bureau de la Propagande de Pékin), avait circulé sur Internet, inspirée de son discours à Sotchi sur son emploi du temps[119]. Dans cette série de propagande, les expressions populaires des internautes étaient utilisées tant par les comptes officiels du gouvernement que par les journalistes chinois, et certaines avaient même fait la une de la presse.

---

[116] *Dada* dans le dialecte de la province du Shaanxi, région natale de Xi Jiping et ce mystérieux bloggeur, un terme d'adresser équivalent de « oncle ».

[117] Xu Danei, « Baozi yu fangbianmian 包子与方便面 », Meiti zhaji 媒体札记, *Financial Times (China)*, le 30 décembre 2013, http://www.ftchinese.com/story/001054166?full=y#utm_campaign=1P110215&utm_source=EmailNewsletter&utm_medium=referral, consulté le 28 février 2014.

[118] *Hutong* : ensemble constitué de passages étroits et de ruelles.

[119] « Xi Jinping manhua xingxiang daqi rerenai jiemi ruhe chulu 习近平漫画形象大气惹人爱 解密如何出炉 », *Xin Jing Bao*, le 20 février 2014, http://www.fj.xinhuanet.com/news/2014-02/20/c_119430664.htm. « Xi Jinping qinmin manhua zouhong, wei Xi Dada dianzan 习近平亲民漫画走红 为习大大点赞(图) », *Caijing.com*, le 26 février 2014, http://politics.caijing.com.cn/2014-02-26/113959985.html, consulté le 28 février 2014.

En même temps que cette campagne pour la construction d'une image du dirigeant proche du peuple à travers Internet, l'Etat-parti chinois resserrait sa censure sur Internet et décidait de « disperser le smog qui enveloppait Internet en Chine », selon l'expression du *Quotidien du Peuple*[120]. Il s'agit d'une campagne d'anti-rumeur sur Internet (*wangluo fan yaoyan 网络反谣言*) menée dans la seconde moitié de l'année 2013. Internet, considéré par le gouvernement comme « le principal terrain de bataille idéologique », l'a conduit durant cette campagne à faire arrêter plusieurs internautes, dont certains très connus sur Weibo ont des comptes certifiés très populaires (« grandes vedettes », *da V 大 V*). Cette « campagne de purification idéologique » est pour le gouvernement chinois une démarche nécessaire pour assurer la sécurité d'Internet. Cette dimension sécuritaire tient une place de plus en plus importante dans le discours du Parti concernant sa gestion d'Internet. Il s'agit non seulement de la sécurité des informations, de la sécurité de la société et du pays, mais aussi de la sécurité du pouvoir du Parti.

Au niveau institutionnel, afin d'en finir avec la dispersion des organismes gouvernementaux dans la gestion d'Internet et de pouvoir mieux gérer cet espace de communication de plus en plus important, en février 2014, l'Etat-parti a créé un groupe de direction centrale pour la sécurité d'Internet et de l'informatisation, dirigé par le président Xi Jinping. Celui-ci a insisté sur le fait que « la sécurité de l'Internet et l'informatisation étaient des dossiers stratégiques importants pour la sécurité et le développement du pays ainsi que pour la vie et le travail du peuple[121] ». La création de ce groupe de direction, rassemblant tous les organismes administratifs concernés, annonce un processus de centralisation de la gestion d'Internet et de l'institutionnalisation de l'ensemble des systèmes de contrôle d'Internet au niveau national. Dans le discours de Fang Xingdong, fondateur du Laboratoire d'Internet, directeur du Centre des recherches sur Internet et la société à l'Institut de la communication à Zhejiang, la création de ce groupe de direction représente aussi la

[120] Cette expression réfère au nuage de pollution qui a enveloppé Pékin encore une fois à la fin de février 2014. Yan Jinli, « Wangluo kongjian wuli chusan, dan renzhong daoyuan 网络空间雾霾初散，但任重道远 », le 26 février 2014, http://news.xinhuanet.com/zgjx/2014-02/26/c_133143504.htm, consulté le 26 février 2014.

[121] « Xi Jinping à la tête d'un groupe de direction pour la sécurité de l'Internet », le 28 février 2014, *Xinhuanet*, http://french.xinhuanet.com/chine/2014-02/28/c_133148480.htm, consulté le 1 mars 2014.

nouvelle « gouvernance » de l'espace d'Internet (*网络空间的治理 Wangluo kongjian de zhili*), laquelle, selon lui, constitue non seulement la force du gouvernement, mais implique aussi la mobilisation et la coordination des forces de la société – entreprises, universités, etc[122]. Cette création est vue comme la continuité de la logique du « top-down » design (*顶层设计 dingceng sheji*), terme utilisé par Cai Mingzhao, porte-parole officiel du XVIIIe Congrès de 2012, lors de son explication sur l'approfondissement de la réforme en Chine[123]. La « construction de l'espace d'Internet éclairci et purifié » (*清朗的网络空间建设 qinglang de wangluo kongjian jianshe*) est définie par l'Etat-parti comme une tâche à long terme qui vise non seulement à nettoyer l'espace d'Internet par les campagnes anti-rumeur et anti-pornographie (*fan seqing 反色情*), mais aussi à réformer la propagande du Parti sur Internet et à « promouvoir le thème principal et à soulever l'énergie positive ». « Reprendre le micro » (*夺回麦克风 duohui maikefeng*) par « la force positive » (*zheng nengliang 正能量*) sur Internet[124], selon les termes du Parti, est à la fois une des conséquences de la campagne anti-rumeur, mais aussi un objectif à réaliser dans la gestion d'Internet. Le savoir-gérer et le savoir-utiliser Internet (*善管互联网、善用互联网 shanguan hulianwang, shanyong hulianwang*) sont donc pour le *Quotidien du Peuple* « une mesure importante pour mettre en œuvre la décision d'approfondir la réforme et d'améliorer la capacité de gouvernance de l'Etat [125] » (*zhili nengli 治理能力*). Cette gouvernance exige une gestion efficace au niveau de la technologie, du contenu, du capital, de la sécurité et de la main-d'œuvre d'Internet.

Dans le discours du Parti, la question d'Internet est *in fine* une question sécuritaire pour l'Etat. L'affaire Snowden et les mesures sécuritaires adoptées par les pays occidentaux suite aux révélations de ce dernier servent au Parti d'argument pour la gouvernance

---

[122] Fang Xingdong, « Zhongguo wangluo qiangguo zhilu jiuci qi 中国网络强国之路就此起 », *Huanqiu Shibao*, le 28 février 2014, disponible sur http://mil.huanqiu.com/observation/2014-02/4866729.html, consulté le 2 mars 2014.

[123] « Cai Mingzhao : shiba da jiang dui weilai gaige kaifang zuochu quanmian bushu 蔡名照：十八大将对未来改革开放作出全面部署 », *News of Communist Party of China*, disponible sur http://cpc.people.com.cn/18/n/2012/1107/c351261-19522097.html, consulté le 2 mars 2014.

[124] Xu Lei, « Hulianwang zhili : cong gaishan dao anquan 互联网治理：从改善到安全 », *Quotidien du Peuple*, le 27 février 2014, http://cpc.people.com.cn/n/2014/0227/c64387-24486432.html, consulté le 2 mars 2014.

[125] Yan Jinli, « Wangluo kongjian wuli chusan, dan renzhong daoyuan 网络空间雾霾初散，但任重道远 », *op.cit.*

d'Internet par le Parti, argument rappelé dans un article à la une du *Quotidien du Peuple*, intitulé « La gouvernance d'Internet : de l'amélioration à la sécurité[126] ». « Aucun pays dans le monde n'autorisera qu'Internet devienne un marché libre », argumente cet article, reprenant la phrase de Xi Jinping : « Sans la sécurité d'Internet, il n'y aura pas sécurité de l'Etat ; sans informatisation, il n'y aura pas de modernisation[127]. » Ainsi, la gestion et le contrôle de la sphère d'Internet sont officiellement hissés à une hauteur politique et sécuritaire internationale et sont inscrits dans la continuité de la réforme et dans le nouveau cadre idéologique de la gouvernance promue par le Parti.

Logiques des internautes

Face à ces opérations de l'Etat-parti visant à nettoyer l'espace d'expression sur Internet, comment les internautes chinois ont-ils réagi ? D'après Malcolm Moore [128], l'interactivité sur Weibo a chuté après la série d'arrestations d'internautes dans la campagne anti-rumeur. Certains reportages ont mis en relation cette chute et la réussite du logiciel de smartphones, WeChat, produit du Groupe Tencent, équivalent de WhatsApp[129]. Beaucoup d'internautes chinois ainsi que les journalistes partagent cette opinion. Certains se sont inquiétés devant un espace de liberté d'expression de plus en plus restreint et d'avoir ainsi perdu cet espace précieux et cette liberté flottante. En dépit de ces inquiétudes, suite à la tempête anti-pornographie de février 2014, la « revitalisation » des débats sur Internet, en particulier sur Weibo, a fait naître un rayon d'espoir aux internautes.

---

[126] Xu Lei, « Hulianwang zhili : cong gaishan dao anquan 互联网治理：从改善到安全 », *op.cit.*

[127] Jiang Wei, « Zhongyang wangluo anquan he xinxihua lingdao xiaozu chengli : cong wangluo daguo maixiang wangluo qiangguo 中央网络安全和信息化领导小组成立:从网络大国迈向网络强国 », *Xinhua.net*, le 1er mars 2014, http://politics.people.com.cn/n/2014/0301/c1001-24499049.html, consulté le 2 mars 2014.

[128] Malcolm Moore, « China kills off discussion on Weibo after internet crackdown », *The Telegraph*, le 30 janvier 2014, http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/china/10608245/China-kills-off-discussion-on-Weibo-after-internet-crackdown.html, consulté le 6 février 2014.

[129] Sarah Mishkin, « Weibo user growth slows to record low », *Financial Times*, le 25 février 2014, http://www.ft.com/intl/cms/s/0/bcb8e0c4-9dd5-11e3-83c5-00144feab7de.html?siteedition=intl#axzz2uoUXvFN3. Gabriel Gresillon et Yann Rousseau, « Cette nuit en Asie : le microblogging en baisse en Chine », *Les Echos*, le 17 janvier 2014, http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0203250427475-cette-nuit-en-asie-le-microblogging-en-baisse-en-chine-643730.php. « From Weibo to WeChat », *The Economist*, le 18 janvier 2014, disponible sur http://www.economist.com/news/china/21594296-after-crackdown-microblogs-sensitive-online-discussion-has-shifted-weibo-wechat, consulté le 28 février 2014.

La ville de Dongguan, connue pour son industrie de la prostitution, est devenue un symbole à soutenir. Les internautes avaient lancé les mêmes slogans qu'ils avaient utilisés lors des catastrophes naturelles, telles le tremblement de terre à Sichuan. Les travailleurs du sexe sont aussi devenus un symbole de vulnérabilité et de faiblesse à soutenir et à protéger contre le porte-parole du régime : CCTV, chaîne qui avait diffusé deux reportages en caméra cachée révélant cette industrie. La majorité des internautes, dans le débat sur Dongguan, soutenait Dongguan et contestait à la fois la police et CCTV, agents et représentant du régime. La mettant en rapport avec la campagne anti-corruption, ils ont contesté l'arrestation des « clients » et des « filles » dans des clubs et des hôtels de gamme moyenne voire basse, pointant le doigt sur les clubs et les hôtels luxueux et discrets dont les clients étaient majoritairement des cadres fonctionnaires. Pour certains, soutenir Dongguan fait partie de la protection de « la liberté de la vie privée », d'où les slogans postés par les internautes sur Weibo : « Ne pleure pas Dongguan ! » (*东莞不哭 Dongguan buku*) ; « Courage Dongguan ! » (*东莞挺住 Dongguan tingzhu*). Les débats, illustrés de photos de bougies ou accompagnés de jeux de mots sur l'image d'un appareil sexuel masculin, ont donc tourné autour de la légalisation de la prostitution. Les internautes ont déplacé le débat et la contestation dans le domaine des mœurs et de l'ordre privé, celui de la sexualité, de la prostitution et de l'intimité, tout en évitant les affrontements et les contestations directs d'un Etat autoritaire sur les sujets touchant l'ordre politique, tels la censure ou la liberté d'expression. Le détournement et le contournement de l'affrontement direct avec l'Etat-parti dans l'ordre politique semblent être une stratégie de plus en plus employée par les internautes chinois, face à l'omniprésence et à l'institutionnalisation du système de gestion d'Internet centré sur le contrôle, la prévention et la mobilisation d'une « participation positive ». Cette stratégie ne supprime pourtant ni la volonté ni l'aspiration des internautes à plus d'ouverture et de liberté et accentue probablement la tension entre le contrôle de l'Etat-parti à la fois sévère et tolérant et la résistance des internautes en quête d'une amélioration, si ce n'est simplement de la préservation de l'espace de la liberté d'expression sur Internet.

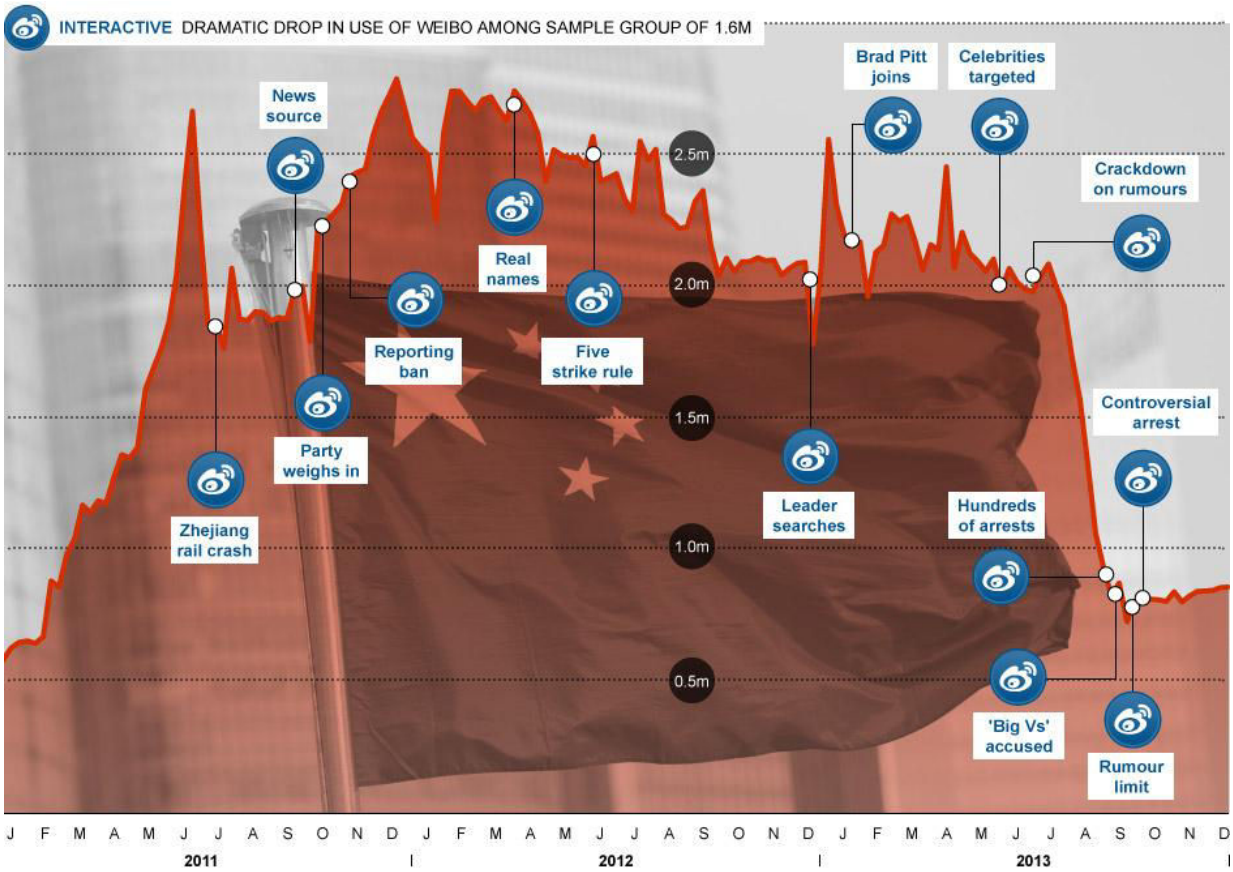


Illustration graphique faite par Joel Gunter et Mark Oliver, cité par Malcolm Moore, The Telegraph[130]

[130] Malcolm Moore, *op.cit.*

1.2.2 La réforme sociale à Canton et Shenzhen: contrôle, marché et participation dans ces laboratoires d'expérimentation

Parmi les cinq « constructions[131] » programmées dans le rapport du XVIIIe Congrès national du PCC en 2012, la « construction/édification sociale » (*shehui jianshe 社会建设*)[132] tient un rôle essentiel de pivot (*shuniu 枢纽*) dans le plan de l'édification du socialisme à la chinoise[133], où la dimension écologique apparaît pour la première fois. Le terme de « construction sociale » avait été employé en 2006 dans le discours de Hu Jintao[134] sur la construction d'une société harmonieuse ; il avait ensuite été mentionné dans le rapport du XVIIe Congrès national du PCC en 2007 comme une partie nouvelle et importante du « concept de développement scientifique » (*kexue fazhan guan 科学发展观*) de Hu. Dans cette construction sociale, formule nouvelle promue par le Parti, le rôle de la société, en particulier celui des « organisations sociales » (*shehui zuzhi 社会组织*)[135], est mis en avant en tant qu'acteur important de la modernisation du pays.

En novembre 2013, lors du 3e plénum du XVIIIe Comité central du PCC, ces « organisations sociales », connues ici le plus souvent sous le terme d'ONG[136], sont

---

[131] Il s'agit d'un « développement global dans les systèmes économique (*jingji jianshe 经济建设*), politique (*zhengzhi jianshe 政治建设*), culturel (*wenhua jianshe 文化建设*), social (*shehui jianshe 社会建设*) et écologique (*shengtai wenming jianshe 生态文明建设*) ». Voir sur http://french.peopledaily.com.cn/Chine/8454408.html.

[132] Afin de mieux appréhender les nuances, je choisis ici la traduction littéraire, à la place du terme de « développement dans le système social », traduction employée par le *Quotidien du Peuple* en français, qui peut renvoyer à un autre terme chinois de *shehui fazhan 社会发展*. *Ibid.*

[133] Voir les articles du *Quotidien du Peuple* sur : http://theory.people.com.cn/n/2013/0710/c351520-22148858.html et http://theory.people.com.cn/GB/40557/351494/351520/index.html.

[134] Wang Zhenyao (ed.), *Philanthropy and social services, the 2012 annual report of China's charity sector*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2013, p5.

[135] Selon le système d'enregistrement, ce terme se réfère à trois catégories d'organisation : « groupes sociaux » (*shehui tuanti 社会团体*), « unités de travail populaires non commerciales » (*minban fei qiye 民办非企业*), et fondations (*jijinhui 基金会*). Souvent ce terme est employé dans un sens plus large se référant à toutes les organisations qui ne sont pas directement sous la tutelle du gouvernement chinois telles que les ONG, etc.

[136] Dans différents contextes, plusieurs termes chinois pourraient être employés pour désigner les ONG en Chine : *Minjian zuzhi 民间组织* (organisations populaires/civiques), *shehui zuzhi 社会组织* (organisations sociales), *min fei qi 民非企* ou *minban fei qiye 民办非企业* (des unités de travail populaires non commerciales, terme qui vient du vocabulaire juridique de la catégorisation des différentes

présentées par le Parti comme une force importante à revitaliser pour le développement de la société, et plus précisément pour « l'innovation dans la gouvernance de la société » (*chuangxin shehui zhili 创新社会治理*). Après la mise en œuvre de tentatives de réforme sociale dans certaines provinces, dont le Guangdong, toujours pionnier dans les réformes, des politiques publiques au niveau national visant à réformer la gestion des « organisations sociales » avaient vu le jour dès 2012. Le principe de cette réforme, qui est décrit par le Parti comme « souple à l'enregistrement auprès des autorités compétentes, et sévère dans la gestion (*fangkai dengji, jiaqiang guanli 放开登记，加强管理*[137]*)* », précise l'importance d'un maintien du contrôle sur ce milieu. Il s'agit donc de passer d'un système de double contrôle par exclusion dans l'enregistrement à une facilitation de la légalisation et de l'institutionnalisation de ces organisations sociales dont beaucoup restaient dans un statut illégal. Ce système de double contrôle à l'enregistrement se traduit par un contrôle du bureau des Affaires civiles et un contrôle des unités de tutelle gouvernementales (*yewu zhuguan danwei 业务主管单位*) qui surveillent les activités des ONG et leur donnent une autorisation d'enregistrement.

A part cette facilitation de la procédure d'enregistrement, la réforme met en place des dispositifs et des modèles qui s'inspirent idéologiquement à la fois des théories de la « société civile » et d'une logique de marché pour optimiser les performances avec plus d'efficacité et à moindre coût. Ce changement politique, qui se donne à voir comme une ouverture, encourage les organisations ou les microgroupes sociaux informels à faire partie, ou à rêver de faire partie des organisations soutenues par l'Etat et le Parti. Cependant, cette démarche est aussi vue par certains acteurs comme un piège pour leur autonomie, déjà menacée par la concurrence accrue avec l'introduction du marché dans le champ social, et aussi par les charges financières, suite à la légalisation des ONG et à la régulation du marché philanthropique de l'Etat. Après plusieurs années de tentatives de réformes limitées dans des domaines choisis, en 2011, cette réforme est lancée dans l'ensemble de la province du Guangdong et est étendue à presque tous les domaines des organisations sociales (sauf exception). Laboratoire de la réforme économique, le

---

organisations et associations non gouvernementales). Les deux premiers termes se réfèrent à des organisations et associations en général, alors que le dernier désigne plutôt celles qui ont obtenu l'enregistrement auprès du bureau des Affaires civiles, ce qui inclut un statut légal.

[137] Voir sur http://news.xinhuanet.com/politics/2013-11/15/c_118164235.htm, consulté le 3 décembre 2013.

Guangdong cherche aussi à être pionnier dans la réforme sociale, en prenant en compte les problèmes économiques et sociaux aggravés par la crise de 2008. Il faut aussi souligner que cette réforme sociale expérimentale était devenue un enjeu politique face à la concurrence économique entre le delta de la rivière de Yangzi – où est situé Shanghai – et Guangdong, et à la rivalité idéologique et politique entre les modèles de Guangdong et de Chongqing, alors présentés comme deux modèles de politique et de développement concurrents[138], en particulier avant la chute de Bo Xilai (ancien maire de Chongqing) en 2012.

Les villes de Guangzhou/Canton, capitale provinciale, et de Shenzhen, première zone spéciale économique ouverte en 1980, sont deux villes importantes du delta de la rivière des Perles qui bénéficient de la politique de réforme économique. La croissance économique, les problèmes sociaux émergents et les grands flux d'échanges avec le monde extérieur, en particulier avec Hong Kong, ville voisine, nourrissent de nouvelles dynamiques sociales. Celles-ci se caractérisent notamment par l'utilisation d'Internet, aussi bien dans les mouvements contestataires et revendicatifs, que dans le contrôle de ces derniers. Internet favorise d'une certaine manière la prise de conscience de la censure en Chine par les acteurs et permet la construction d'identités spécifiques, la formation de groupes ainsi que l'évolution des mouvements sociaux. Il offre la possibilité aux internautes de consulter et de s'approprier une diversité d'idées, de modèles, de visions et d'expériences dans les dynamiques sociales. Ainsi ont émergé un grand nombre de microgroupes sociaux qui se sont engagés dans des causes diverses couvrant les domaines politique, économique, écologique, culturel et social. Beaucoup parmi eux partagent la perspective de construire une société meilleure, de réduire les injustices, d'aider ceux qui sont en difficulté et de prendre des responsabilités en tant que citoyens. Ces dynamiques sociales en ligne débouchent de plus en plus sur des concrétisations dans la vie sociale et politique en Chine, constituant une force de contestation importante. Elles subissent la censure directement appliquée sur Internet avec la suppression des commentaires ou des articles postés et l'interdiction de discussions portant sur des sujets jugés politiquement sensibles, voire l'arrestation d'internautes qui, selon les autorités, devraient prendre leurs responsabilités dans l'expression en ligne. Face à l'ouverture possible offerte par la réforme sociale,

[138] « Chongqing ou Canton : deux modèles chinois », *China Analysis*, n°35, 2011.

comment les microgroupes sociaux, formés sur Internet et engagés dans des causes diverses, réagissent-ils et voient-ils leur avenir ? Vers la légalisation et l'institutionnalisation ou vers la dissolution ?

Avec la mobilisation philanthropique en ligne de plus en plus fréquente, on observe l'émergence et l'expansion dans tous les domaines sociaux et politiques de la notion de *gongyi 公益* – intérêt public/bien-être public – qui en appelle à une philanthropie moderne et participative et porte une dimension morale et universelle étendue[139]. Ce terme, que les chercheurs chinois traduisent par « philanthropie moderne » ou « philanthropie », implique une participation et un engagement de la population « des gens ordinaires » pour résoudre les problèmes sociaux et se distingue de la « philanthropie/charité sous la tutelle du gouvernement » et de la philanthropie « des riches[140] ». Certains mettent en avant l'accès pour tous au champ collectif pour contribuer au *gongyi*, d'autres soulignent la dimension de volontariat pour « l'intérêt public ». Malgré cette différence, la participation de chacun au sein de la société est centrale dans cette notion qui propose l'idée d'une égalité des sujets citoyens et promeut la responsabilité de chacun à agir pour soulager les maux d'autres individus. Cette dimension participative rejoint le mode de gestion issu du milieu de l'entreprise : la gouvernance (*zhili 治理*). Ce terme est mentionné neuf fois par le gouvernement chinois dans son texte sur l'approfondissement de la réforme sociale et remplace celui de « gestion » employé jusqu'alors[141]. En impliquant une dimension morale et responsable, ce nouveau terme moins connoté écarte aussi le lien entre les ONG et la « société civile » pour construire « le troisième secteur » à la chinoise qui ne se présente pas

[139] D'autres termes sont employés : *xiandai cishan 现代慈善* (la philanthropie moderne), *pingmin cishan 平民慈善* (la philanthropie des gens ordinaires), *minjian gongyi 民间公益* (l'intérêt public auquel contribue la population), *quandmin gongyi 全民公益* (le bien-être public par toute la population), *renren gongyi 人人公益* (l'intérêt public par chacun).

[140] Voir Yang Tuan(ed.), *Annual report on China's philanthropy development(2010)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2010. Tao Chuanjin, 全民公益发育成长与意义表达的现状与机制研究, intervention à la conférence de « Gongyi par tous » (*quanmin gongyi 全民公益*) à Canton en 2010. Zhu Jiangang, « General report », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012, pp. 2-5. Wang Zhengyao, *op.cit.*

[141] « L'opinion concernant l'achat des services par le gouvernement auprès de la force sociale », texte intégral sur http://news.xinhuanet.com/politics/2013-11/15/c_118164235.htm, consulté le 4 décembre 2013.

comme une instance de contre-pouvoir, mais en partenaire de gestion avec le gouvernement.

Afin de mieux appréhender l'évolution des politiques du système social dans lequel se situent les microgroupes que nous avons rencontrés sur le terrain et que nous présenterons plus loin, j'analyserai dans ce chapitre l'évolution de la réforme sociale, en m'appuyant sur les textes des politiques publiques et des règlements autour de cette question. Les associations professionnelles et les chambres de commerce sont les premiers objets de cette réforme. A travers le prisme de l'évolution de la gestion des « organisations sociales », j'aborderai le cas de la province du Guangdong, désignée par l'Etat comme laboratoire d'expérimentation. Enfin, l'exemple d'un dispositif mis en place au niveau national, le YIFU, « incubateur des organisations sociales », permet d'illustrer l'ensemble du paysage de la réforme sociale en Chine : la ligne directrice de la réforme, la logique de la « gestion sociale » promue, les réactions des différents acteurs et organisations ciblés, les contradictions de cette réforme, ainsi que les conflits entre différents acteurs sociaux liés à cette transformation politique, idéologique, économique et sociale.

Gestion des « organisations sociales » : un système de double contrôle (1989- 2002)

Avant l'apparition du terme d'« organisations sociales » (*shehui zuzhi 社会组织* ou *shehui tuanti 社会团体*) [142] à la fin des années 1970, c'étaient les « organisations de masse » (*qunzhong zuzhi 群众组织*) qui, dans le discours du Parti communiste en Chine, regroupaient les mouvements sociaux depuis le début des années 1950. Des fédérations sur différents thèmes ont été ainsi fondées dont certaines restent encore très actives aujourd'hui, telles que la Ligue de la jeunesse communiste et la Fédération des femmes. La réforme économique de la Chine à la fin des années 1970 a fait réapparaître un secteur privé et un secteur associatif non lucratif, connus sous les termes « organisations

[142] *Shehui tuanti 社会团体* est souvent traduit par « organisations sociales », traduction identique à celle du mot *shehui zuzhi 社会组织*. Le *tuanti* se traduit littérairement « groupe » et son usage est maintenant beaucoup moins fréquent dans les discours politiques du gouvernement chinois ainsi que dans les travaux universitaires, remplacé par *shehui zuzhi*. Afin de nuancer l'usage du vocabulaire, je traduirai s*hehui tuanti 社会团体* « organisations sociales » en ajoutant entre parenthèse *tuanti*.

sociales » (*shehui tuanti 社会团体*). Pour réglementer et mieux gérer ce milieu, en particulier après les événements de Tiananmen en 1989, le gouvernement chinois a publié un Règlement d'enregistrement et de gestion des organisations sociales (*shehui tuanti dengji guanli tiaoli 社会团体登记管理条例*)[143] en octobre 1989. Ce règlement confirmait le droit de la population à créer une organisation mais en même temps tentait d'exclure ou de contrôler les « organisations sociales » dont le profil ou les activités suscitaient des inquiétudes de la part des autorités.

Ce règlement qui soumet la gestion du milieu associatif à des principes de contrôle, dont celui connu comme le « double contrôle » (*shuangchong guanli 双重管理*), a été complété en 1998 par un nouveau règlement[144] et par le Règlement temporaire d'enregistrement et de gestion des unités de travail populaires non commerciales (*minban fei qiye danwei dengji guanli zanxing tiaoli 民办非企业单位登记管理暂行条例*)[145]. Ce dernier crée une nouvelle catégorie dans « les organisations sociales » : les « unités de travail populaires non commerciales » (*minban fei qiye*). Le double contrôle agit donc, selon ces deux règlements, à travers un contrôle administratif lié à l'enregistrement par le ministère des Affaires civiles et à travers un autre contrôle provenant d'une tutelle gouvernementale ou paragouvernementale, appelée officiellement « l'unité de tutelle professionnelle » (*yewu zhuguan danwei 业务主管单位*). Cette dernière, connue sous les surnoms de « belle-mère » et « famille de la belle-mère » (*popo 婆婆/pojia 婆家*), surveille et contrôle les activités et le fonctionnement des organisations supervisées une fois qu'elle a accepté d'en exercer la tutelle. Mais il faut savoir que beaucoup d'organismes ou d'institutions, bien qu'ils aient la qualification et les moyens requis pour exercer la tutelle, refusent de superviser des « organisations sociales », ne voulant pas en prendre la responsabilité en cas de problème. Soulignons ici d'autres formes de contrôle prévues par ces règlements : on ne peut enregistrer qu'une seule « organisation sociale » dans une région administrative et

[143] Voir le règlement intégral sur http://www.xuebao.tyut.edu.cn/webpage/zcyfg5.htm.

[144] Ce nouveau règlement ajoute une définition des « organisations sociales » (*shehui tuanti*) qui met l'accent sur la dimension non lucrative et clarifie la catégorie « organisations sociales ». Voir le règlement intégral sur le site du ministère des Affaires civiles de Chine : http://cszh.mca.gov.cn/article/zcfg/200804/20080400013543.shtml, consulté le 3 décembre 2013.

[145] Voir le texte intégral sur http://www.mca.gov.cn/article/zwgk/fvfg/mjzzgl/200709/20070900001726.shtml, consulté le 3 décembre 2013.

dans un domaine d'activité, mais celle-ci n'a pas le droit d'agir et d'organiser des activités en dehors du territoire administratif auquel elle est rattachée. Ce règlement crée un monopole des organisations par exclusion et par interdiction de la concurrence dans un territoire et sur un thème donnés. Les organismes du gouvernement et du Parti favorisaient donc la légalisation des « organisations sociales » qui étaient déjà sous leur tutelle, donnant peu d'espace politique et social aux « organisations sociales » dites *grassroots* ou ONG. A la fin, les ONG ne bénéficient pas toutes d'exonérations ou de réductions fiscales : seules les unités de travail populaires non commerciales dans les domaines de l'éducation (seulement celles dont les diplômes sont reconnus par l'Etat) et de l'hygiène pouvaient y avoir droit. D'autres *minfeiqi*, malgré leur nature non lucrative, n'en bénéficiaient pas non plus et connaissaient ainsi des problèmes financiers. L'absence d'avantages fiscaux constitue pour certaines organisations ou certains groupes une raison importante d'opter pour un statut d'entreprise afin d'obtenir un statut légal et de pouvoir continuer à exercer leurs activités en toute légalité.

Ce système de gestion des ONG est très critiqué par certains chercheurs en raison du monopole du pouvoir de l'administration, du peu d'efficacité et de transparence dans l'action de ce secteur, faute de concurrence et de la mise en place d'une surveillance. Diverses raisons ont été avancées pour justifier les choix des ONG et des groupes sociaux, comme l'a montré Hildebrandt après les recherches quantitatives et qualitatives qu'il a menées en Chine auprès de plus de 80 organisations concernant la protection de l'environnement, la prévention du VIH et les droits des homosexuels[146]. Malgré leur souhait d'exister légalement, peu d'organisations avaient l'intention de suivre la procédure administrative pour l'enregistrement afin d'obtenir un statut légal, lequel aurait facilité certains aspects de la gestion de l'organisation, tel le financement[147]. Un certain nombre d'organisations avouait ne pas vouloir entrer dans des procédures administratives complexes et sans fin, préférant investir leur temps et leurs moyens dans leur travail. Certaines jugeaient que leur autonomie administrative après leur enregistrement ne serait pas un atout mais une contrainte dans leur organisation, tant au

[146] Timothy Hildebrandt, « The Political Economy of Social Organization Registration in China », *The China Quarterly*, 208, 2011, pp. 970-989. Timothy Hildebrandt, *Social organizations and the authoritarian state in China*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
[147] Anthony J. Spires, Lin Tao, et Kin-man Chan, « Societal Support for China's Grass-Roots NGOs: Evidence from Yunnan, Guangdong and Beijing », *The China Journal*, No. 71, 2014, pp. 65-90.

niveau administratif qu'au niveau politique et pensaient que leur autonomie et leur « indépendance financière » ne seraient pas appréciées par les autorités. D'autres, dans la même logique, voyaient que leur dossier ne serait jamais accepté en raison de la cause qu'ils défendaient et des thèmes de leurs activités, tels la défense des droits ou celui de la défense des homosexuels. Il y avait aussi celles qui se disaient satisfaites de leur situation et de leur coopération avec les autorités, et ne voyaient pas la nécessité d'un enregistrement légal. Outre ces positions, beaucoup évoquaient le règlement de 1998 qui interdit à deux organisations de travailler sur le même thème et sur le même territoire, le prenant comme un obstacle difficile à franchir. Ces positions diverses des organisations se traduisent dans leurs pratiques par des stratégies différentes : soit rester dans l'illégalité et prendre le risque d'être interdites par le gouvernement ; soit se rattacher au niveau administratif à un organisme gouvernemental ou paragouvernemental d'un domaine donné et travailler sous la supervision de cet organisme ; soit acquérir un statut légal en passant par l'enregistrement comme entreprise, en en payant les charges et les taxes, mais en échappant ainsi au système du ministère des Affaires civiles.

Il convient de souligner que le règlement de 1989 comportait un certain nombre de réformes institutionnelles dont l'objectif était l'instauration d'une économie de marché en Chine. Il a émergé dans le cadre d'une réforme institutionnelle au sein du Conseil des Affaires de l'Etat[148], dans la continuité des réformes menées en 1982 pour mieux s'adapter à l'économie de marché nouvellement introduite en Chine à ce moment-là. Il s'agissait de faire évoluer les fonctions d'un gouvernement de gestion directe vers une gestion indirecte et de réduire l'intervention du gouvernement dans le domaine économique, en laissant davantage de jeu au marché[149]. Après l'émergence du secteur associatif non lucratif, la gestion des « organisations sociales » a été dispersée dans des organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux durant les années 1980. Il arrivait même que certaines « organisations sociales » aient le droit administratif d'autoriser la création d'une nouvelle « organisation sociale ». Encadrer ce milieu

[148] Ma Hua, « 广东省社会组织登记管理，体制改革的探索与问题 Guangdong sheng shehui zuzhi dengji guanli, tizhi gaige de tansuo yu wenti », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2012)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2013, pp. 249-262.
[149] « La réforme institutionnelle du Conseil des Affaires de l'Etat en 1988 », sur le site du gouvernement chinois : http://www.gov.cn/test/2009-01/16/content_1206984.htm, consulté le 3 décembre 2013.

devient donc l'un des objectifs de la réforme du Conseil des Affaires de l'Etat. Des mesures de centralisation du pouvoir de gestion du système des Affaires civiles ont été donc mises en place, avec la réduction d'un certain nombre de structures institutionnelles[150]. Cependant le ministère des Affaires civiles peinait à prendre le contrôle de la gestion dispersée des « organisations de masse » et des « organisations sociales », et devait affronter une résistance forte et générale de la part des différents ministères et organismes du Conseil des Affaires de l'Etat. Il a donc adopté la stratégie d'un partage de la gestion des « organisations sociales[151] », depuis la tâche de leur régulation jusqu'à leur contrôle, avec les différents pouvoirs administratifs.

Ces nouveaux règlements de 1998[152] affirmaient le principe d'un double contrôle du milieu associatif en tant que moyen de « développer et gérer » les organisations. Ce durcissement politique, survenu après la mort de Deng Xiaoping, visait clairement à affirmer la réforme économique et à reprendre le contrôle politique. Ces mesures peuvent s'expliquer par le contexte de la période : augmentation du nombre des chômeurs suite à la privatisation des entreprises d'Etat, rétrocession de Hong Kong, crise économique de l'Asie du Sud-Est en 1997, et influence croissante du Falungong depuis 1995 à l'extérieur et à l'intérieur de la Chine alors qu'il s'est retiré de l'Association nationale de Qigong pour créer sa propre ONG en 1996. Par ailleurs, la participation active des organisations populaires et leurs interventions philanthropiques lors des inondations de 1998 ont poussé l'Etat chinois à compléter les règlements de ce milieu. Quatre règlements concernant la gestion des dons, celle des organisations de *welfare* et la création des fondations privées par les organisations ont vu le jour en 1999[153]. Selon *China statistical yearbook of civil affairs (2011)*[154], dans le tableau ci-

---

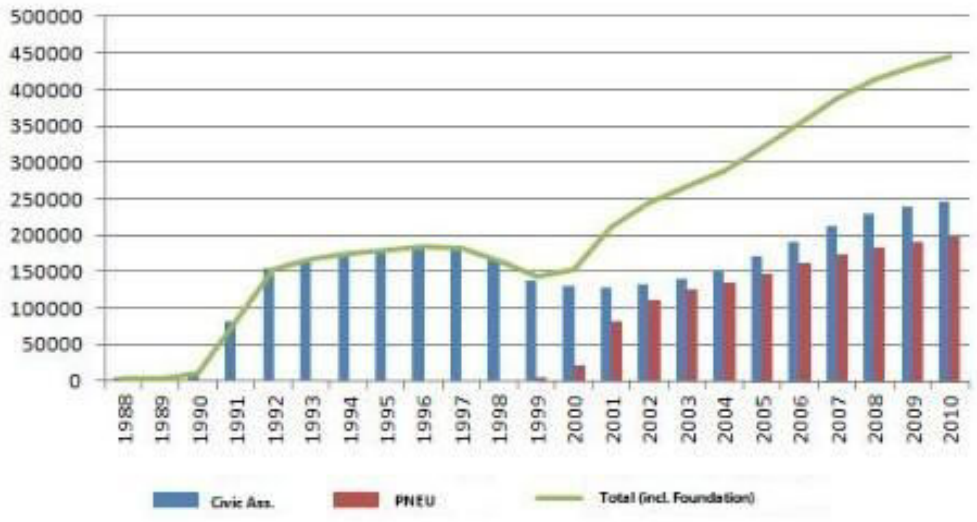
[150] « 1998 nian guowuyuan jigou gaige de qingkuang 1988年国务院机构改革的情况 », disponible sur http://www.scopsr.gov.cn/zlzx/zlzxlsyg/201203/t20120323_35154.html, consulté le 3 décembre 2013.

[151] Ma Hua, *op.cit.* p.250.

[152] Après les inondations catastrophiques de 1998, la presse a dévoilé que presque la moitié des dons promis au cours de cérémonies et de soirées n'avait pas été versée et que certaines entreprises s'étaient servies de ces cérémonies de dons pour leur publicité et montrer une bonne image, sans verser en réalité la somme promise. En 1999, afin de réguler ces phénomènes liés aux dons, le gouvernement a promulgué la loi des dons. Voir « 98 hongzhai shangwang qingkuang yu « juanzengfa » chutai 98洪灾伤亡情况与《捐赠法》出台 », disponible sur http://news.163.com/09/0918/23/5JHG6BRS00013ODV.html, consulté le 2 décembre 2013.

[153] Liang Feng, « zhongguo de cishan yu falv zuzhi de falv shijian 中国的慈善法律与公益组织的法律实践 », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012, pp.142-145.

dessous, nous observons une chute des organisations enregistrées en 1999, année où le Falungong est officiellement interdit dans toute la Chine.



Ce système de régulation duelle a fonctionné depuis mais il est de plus en plus critiqué ; sont pointés : le temps d'enregistrement trop long, les difficultés de trouver une tutelle pour les organisations ou d'obtenir les fonds de démarrage demandés (30 000 yuans ou 100 000 yuans), etc. Ce système de plus en plus contraignant doit faire face, d'une part, à une demande croissante dans la société de créer des organisations sociales diverses, de disposer d'un espace social plus libre, et d'autre part, aux besoins juridiques des entreprises dans les affrontements internationaux avec des entreprises ou des Etats étrangers (ex. l'antidumping)[155], en particulier après que la Chine est devenue membre de l'OMC en 2001.

Les modèles de gestion de la société et de développement économique adoptés par Hong Kong et Macao, suite à leur rétrocession, et inspirés des expériences en Occident, sont devenus des exemples de développement pour les Chinois qui voient là une source d'inspiration accessible et une expérience avancée à suivre et qui revendiquent à leur image l'ouverture économique et sociale de la Chine. Les associations et les

[154] He Jianyu, « Comprendre les ONG chinoises », *Laviedesidées.fr*, p.3, le 23 mai 2013, disponible sur http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20130523_comprendre_les_ong_chinoises.pdf, consulté le 2 décembre 2013.

[155] Les chambres de commerce et les associations professionnelles qui font elles aussi partie de ces « organisations sociales » sont souvent paragouvernementales et critiquées pour leur inefficacité et leur bureaucratisation.

organisations philanthropiques, de travail social, etc., de Hong Kong et de Macao qui avaient commencé à s'installer en Chine, dans le delta de la rivière des Perles au début, répondaient aux attentes de la société chinoise et ont donc joué un rôle important dans cette dynamique d'échanges. De même, l'image du travail social, de la philanthropie et de l'action humanitaire était présentée dans les films et la musique produits à Hong Kong à cette époque et largement diffusés et vus dans toute la Chine, comme un choix de vie alternatif et complémentaire[156]. Les associations de Hong Kong et de Macao ont aussi gagné une grande visibilité politique et sociale à travers l'organisation de soirées humanitaires, avec la participation de vedettes, des chansons humanitaires, et la collecte de dons destinés aux victimes des catastrophes naturelles en Chine. La participation des habitants de Hong Kong à l'aide humanitaire après les inondations de 1998 provoquées par plusieurs grands fleuves en Chine a servi, tant au gouvernement chinois qu'à celui de Hong Kong, à donner l'image d'une Chine une et unie face aux catastrophes naturelles, à la crise économique et au changement politique.

Après trente ans de croissance économique, la société chinoise doit faire face à l'accroissement des problèmes sociaux car le développement économique ne suffit pas à la population qui revendique plus de justice, d'égalité, de liberté et de droits. Avec la libre circulation et les flux migratoires, la population chinoise bénéficie aussi d'une circulation accrue des informations, d'échanges multipliés avec le monde extérieur, et des idées, des modèles, des expériences ou des témoignages disponibles sur Internet. La popularisation des smartphones connectés accélère les échanges à tous les moments, à tous les niveaux et partout, et facilite à un grand degré la formation de microgroupes sociaux, actifs *on line* et/ou *off line*, qui se réunissent pour une cause précise ou un intérêt commun, en particulier dans un contexte d'accroissement des problèmes sociaux. Des revendications diverses regroupent les gens et constituent la base d'un nombre important de microgroupes sociaux, voire d'organisations sociales, animant les dynamiques sociales pour la transformation de la société. Leur nombre s'agrandit et devient une force qui n'est plus négligeable en Chine. Ainsi l'exclusion administrative

[156] Certains films de cette époque mettaient en scène des médecins dont la morale avait été corrompue par leur avidité mais qui retrouvaient le respect d'eux-mêmes et du monde en devenant médecins volontaires à Médecins sans frontière (film *Mack the knife 流氓医生*). Des chanteurs connus, tel le groupe *Beyond*, faisaient des tournées en Afrique pour promouvoir l'action humanitaire avec leurs chansons et leurs actions.

et juridique des « organisations sociales » par des procédures administratives longues et compliquées n'est guère une solution ni une réponse à ces questions. Elle ne peut pas non plus gommer le rôle des ONG ou des microgroupes illégaux dans le développement de la société : ils continuent à exister, à agir et à fonctionner malgré tout.

De la gestion à la gouvernance : participation des « organisations sociales » (après 2002)

Innovation du système de gestion sociale : participation pour une société harmonieuse (2002-2012)

A l'arrivée au pouvoir de Hu Jintao et de Wen Jiabao en 2002, une série de réformes (ex. le système de sécurité sociale) a été lancée dont le but proclamé était la construction d'une « société harmonieuse ». Les « organisations économiques et sociales » (*jingji zuzhi he shehui zuzhi 经济组织和社会组织*) constituent une dimension importante de ce slogan politique. Dans ce contexte, le ministère des Affaires civiles a entrepris de compléter les règlements concernant la gestion des ONG, en particulier leurs échanges avec les pays étrangers, ainsi que l'installation d'ONG ou de fondations étrangères en Chine[157]. Outre un encadrement juridique, le Parti a lancé une campagne de création de comités du Parti au sein de ces « nouvelles organisations économiques et sociales », afin de surveiller au plus près cette nouvelle force sociale[158].

C'est en 2004, lors du 4e plénum du XVIe Comité central du PCC, que le terme « édification sociale » est apparu pour la première fois[159] dans le discours du Parti et a

[157] *Politics research team*, *Center on Philanthropy of Sun Yat-sen University*, « gongyi cishan lingyu lifa de xianzhuang, wenti yu zhanwang 公益慈善领域立法的现状、问题与展望 », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012, p.135.

[158] Il s'agit des entreprises privées et des « nouvelles organisations sociales », telles que les ONG, les *minfei qi*, et les agences. Ici la notion de « nouvelles organisations sociales » dépasse la dimension commerciale et non commerciale, mettant en avant la nature privée et non étatique. « "Liangxin " zuzhi dangjian gongzuo qude xin jinzhan "两新"组织党建工作取得新进展 », disponible sur http://cpc.people.com.cn/GB/67481/89000/89001/100587/101410/, consulté le 3 décembre 2013.

[159] Le slogan est « jiaqiang shehui jianshe he guanli, tuijin shehui guanli tizhi chuangxin 加强社会建设和管理，推进社会管理体制创新 » (renforcer l'édification et la gestion de la société, faire avancer l'innovation du système de la gestion sociale). Tang Hao, « *cong guangdong gongyi zhengce falv gaige kan difang zhengfu chuangxin lujin xuanzhe 从广东公益政策法律改革看地方政府创新路径选择* », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012, p.162.

été inclus en tant que dimension cruciale dans « l'innovation du système de gestion sociale » (*shehui guanli tizhi chuangxin 社会管理体制创新*)[160]. En 2006, au moment du 6e plénum du XVIe Comité central, le Parti a poursuivi sa réflexion sur un renouvellement des méthodes de gestion de la société et a posé la question de la réforme du système social. Le XVIIe Congrès national en 2007 est resté dans la continuité de « la construction/édification et de la gestion sociale », en mettant l'accent sur « la coopération de la société et la participation du peuple » (*shehui xietong gongzong canyu 社会协同，公众参与*). Cette notion de participation qui traverse désormais tout au long la réforme sociale promeut l'idée d'un gouvernement de guidage et d'une société participative et responsable de sa propre gestion. Dans ce congrès, un autre élément illustre bien cette notion de participation : un certain nombre des sièges du Congrès ont été réservés par le Comité central du Parti aux représentants des comités dans les « nouvelles organisations économiques et sociales », afin d'inclure cette « nouvelle couche sociale » (*xin de shehui jieceng 新的社会阶层*) qui n'existait pas dans les anciennes catégories du Parti traditionnellement représentées par les ouvriers, les paysans et les intellectuels[161]. Dans le discours du Parti, la participation de cette nouvelle couche sociale au politique, *via* l'organisation du Parti, est considérée comme un ajustement efficace de la stratégie de gestion pour l'édification d'une société socialiste harmonieuse. C'est dans ce contexte de « l'édification sociale » que la province du Guangdong, après 2006, a expérimenté des réformes dans le domaine des « organisations sociales », en commençant par les chambres de commerce et les associations professionnelles.

Les expérimentations par le marché dans la province du Guangdong (2004-2013)

Quelque temps après l'adhésion de la Chine à l'OMC, la province du Guangdong a entrepris de mettre en œuvre la réforme sociale afin d'assouplir le système de régulation duelle exercé sur les « organisations sociales ». Cette mise en œuvre s'est d'abord traduite par le détachement des chambres de commerce et des associations

[160] Xu Xiaoquan 徐晓全, « De la gestion à la gouvernance : grande transformation de la stratégie de gestion *从"管理"到"治理"：治国方略重大转型* », *Xuexi shibao 学习时报*, le 28 novembre 2013, disponible sur http://www.gdjct.gd.gov.cn/zywx/3272.jhtml, consulté le 3 décembre 2013.

[161] Xie Zhiqiang, « Xin shehui jieceng jin shiqida de zhongyao yiyi 新社会阶层进十七大的重要意义 », le 30 mai 2008, disponible sur http://theory.people.com.cn/GB/40764/105054/105055/7323761.html, consulté le 3 décembre 2013.

professionnelles (*hangye xiehui 行业协会*) du système de double contrôle. Toutes ces tentatives de réformes avaient pour objectif, selon les documents officiels du gouvernement du Guangdong, d'« effacer l'empreinte de l'économie planifiée sur le système de gestion des associations professionnelles et des chambres de commerce » et de « construire un nouveau système adapté à l'économie de marché ».

Gestion des associations professionnelles par l'introduction du marché (2004-2007)

En 2004, lors du Congrès du PCC de la province du Guangdong, une vingtaine de représentants ont déposé une proposition demandant la promulgation du règlement sur les associations professionnelles afin de les libérer du double contrôle et de favoriser le développement de ce secteur. Cette proposition avait pour objectif de protéger l'industrie de fabrication et l'économie du Guangdong axées sur l'exportation face à des mesures d'antidumping provenant de pays étrangers ou d'entreprises étrangères. L'un des représentants a exposé les situations délicates dans lesquelles se trouvaient les entreprises d'exportation privées du Guangdong : ces entreprises avaient du mal à trouver une association qui accepte de les coordonner pour les aider et les unir dans les affrontements commerciaux internationaux, situation de plus en plus fréquente avec la globalisation de l'économie de marché et les échanges accélérés, suite à l'adhésion de la Chine à l'OMC.

Conformément au règlement des « organisations sociales » de 1998, il n'existait souvent par territoire qu'une seule association professionnelle parapublique habilitée à recevoir les demandes et appels à l'aide des entreprises. Ces associations, que les entreprises voyaient comme « le deuxième gouvernement » (*er zhengfu 二政府*[162]), avaient pour la plupart non seulement été créées mais en outre choisies et habilitées par l'administration, et certaines abusaient de leur pouvoir administratif à des fins financières. Les entreprises se sentaient tenues de payer les cotisations d'adhésion pour avoir moins de problèmes dans les procédures administratives, étant donné que les organismes qui géraient ces procédures étaient les mêmes que ceux qui exerçaient la tutelle

[162] L'expression populaire pour expliquer ce phénomène de « deuxième gouvernement » est : « Porter la casquette du marché, prendre le fouet du gouvernement, s'assoir dans la chaise à porteurs de la profession, recevoir l'argent des entreprises et offrir des postes aux fonctionnaires.» En chinois : « dai shichang de maozi, na zhengfu de bianzi, zuo hangye de jiaozi, shou qiye de piaozi, gong guanyuan jianzhi de weizi 戴市场的帽子, 拿政府的鞭子, 坐行业的轿子,收企业的票子, 供官员兼职的位子 ».

professionnelle de l'association en question. Ces entreprises privées voulaient une association autonome et efficace qui les défende – comme l'avait fait celle de Wenzhou dans l'industrie de la fabrication de briquets contre les mesures anti-dumping européennes – et revendiquaient donc la « séparation du gouvernement et de l'association » (*zhenghui fenkai 政会分开*). Les succès que la ville de Shanghai avait connus avec cette réforme en 2002 ont encouragé les entreprises d'autres régions à revendiquer le même droit. Entre les sessions de débat sur la proposition du projet à l'assemblée populaire du Guangdong, des représentants se sont rendus à Hong Kong et dans d'autres villes de Chine pour échanger leurs expériences. Les représentants sont parvenus à un consensus par rapport à l'objectif de ce projet : la « dé-bureaucratisation » et la « dé-monopolisation » de ces associations professionnelles, selon les termes employés par l'assemblée populaire du Guangdong. Mais si la demande de « dé-bureaucratisation » pour une plus grande efficacité d'action était très partagée, il en allait différemment au sujet de la « démonopolisation » qui a creusé un clivage chez les représentants, la question clé restant celle du degré d'intervention du gouvernement, en cas de désordres éventuels suite à l'ouverture au marché et à l'introduction de la concurrence dans le secteur associatif.

Ces débats ont été vite limités par le cadre juridique national du règlement de la gestion des « organisations sociales » de l'année 1998 et par son système de double contrôle auquel les associations et le gouvernement du Guangdong ont tenté d'échapper. Malgré l'objection d'un certain nombre de cadres au sein du gouvernement qui voulaient une réforme plus douce et sans contradiction avec le règlement national, le gouvernement du Guangdong proposa un projet de règlement qui autorisait l'enregistrement des associations professionnelles directement auprès du bureau des Affaires civiles, sans passer par une unité professionnelle de tutelle. Certains ont souligné le rôle important de Zhang Dejiang, président du Comité du Parti dans la province du Guangdong à ce moment-là et ancien ministre des Affaires civiles, dans cette réforme législative pionnière. Ce projet proposé par le Guangdong nécessitait l'autorisation du ministère des Affaires civiles avant de pouvoir être promulgué, en raison de ses incohérences par rapport au règlement de l'année 1998. En moins d'une semaine, le gouvernement du Guangdong a obtenu l'accord du ministère des Affaires civiles, qui précisait dans sa lettre la cohérence de ce projet provincial avec le règlement national en cours de

rédaction depuis 2003, qui impliquait dans le futur une mise en place au niveau national d'un contrôle simplifié pour toutes les catégories (sauf exception) d'« organisations sociales » lors de l'enregistrement. Ainsi le règlement des associations professionnelles de la province du Guangdong[163], pionnier de cette réforme qui a vu le jour fin 2005, a annulé l'unité professionnelle de tutelle dans la gestion des associations professionnelles. Les observateurs considèrent ce texte comme le premier pas vers une réforme sociale approfondie et mettent cette expérience en parallèle avec l'ouverture économique de 1979[164].

Au même moment, Shenzhen, zone économique spéciale, avait déjà entrepris, grâce à son statut qui lui accorde l'autonomie en matière de législation, de réformer le système de gestion des associations professionnelles. En 2004, Shenzhen avait mis en place un bureau de services pour les associations professionnelles de Shenzhen chargé de centraliser et rassembler tous les services administratifs destinés aux associations professionnelles. Ce bureau prend en charge la tutelle, offre des services administratifs liés aux associations et reste indépendant au niveau budgétaire vis-à-vis du gouvernement[165]. En 2006, la ville de Shenzhen a aussi créé le bureau de gestion des « organisations populaires » (*minjian zuzhi guanli ju 民间组织管理局*) de Shenzhen et supprimé la tutelle professionnelle pour les associations professionnelles et les chambres de commerce lors de leur enregistrement.

Elargissement de la réforme : Shenzhen comme pionnier d'expérimentation (2008-2009)

En septembre 2008, la liste des « organisations sociales » qui bénéficiaient de cette procédure d'enregistrement simplifiée à Shenzhen s'est encore élargie et comptait trois catégories d'organisations : commerciales et économiques, de *welfare* (*shehui fuli 社会福利*) et de philanthropie et *gongyi* (*gongyi cishan 公益慈善*). C'est-à-dire que ces trois catégories d'organisations sociales pouvaient désormais aller demander leur enregistrement auprès du bureau des Affaires civiles de Shenzhen directement, sans

[163] Ce règlement est mis en fonction en 2009. Voir Ma Hua, *op.cit.*, p.251.
[164] Huang Xiaoyong (ed.), *Annual report on chinese civic organizations (2011-2012)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012. Le résumé realize par le Quotidien du Peuple est diponible sur http://society.people.com.cn/GB/86800/17940444.html, consulté le 3 décembre 2013.
[165] Shen Xinwang, « Guangdong shehui zuzhi tizhi gaige qushi shi qu longduanhua 广东社会组织体制改革趋势是去垄断化 », *China Newsweek*, le 21 mai 2012, disponible sur http://www.chinanews.com/gn/2012/05-21/3903955.shtml, consulté le 3 décembre 2013.

l'autorisation d'une tutelle gouvernementale. Cette innovation annonçait le passage d'un double contrôle exercé sur les organisations sociales à Shenzhen à un contrôle administrativement simplifié par le bureau des Affaires civiles.

En juillet 2009, le gouvernement de Shenzhen a signé un accord de coopération des réformes du système des Affaires civiles[166] avec le ministère des Affaires civiles. Shenzhen est donc devenue la ville d'expérimentation de la réforme de l'enregistrement des « organisations sociales ». Plusieurs programmes de réforme ont été mis en place à Shenzhen, avec le soutien politique et une autorisation élargie du gouvernement central. Cet accord incluait l'élaboration du système d'enregistrement des « organisations sociales » auprès du bureau des Affaires civiles, déjà réalisé pour les associations professionnelles à Shenzhen. De plus, Shenzhen est autorisé à faire enregistrer des associations d'entreprises de logistique transrégionales, alors que cet enregistrement est réservé au ministère des Affaires civiles puisqu'il s'agit du territoire national. La création de fondations privées est aussi autorisée à Shenzhen dans le cadre de cet accord. C'est ainsi qu'en 2011, la fondation privée créée par Jet Li, *One Foundation*, a réussi à se faire enregistrer comme fondation privée à Shenzhen, suite à l'invitation du directeur du bureau des Affaires civiles de Shenzhen[167]. N'ayant pas de statut légal pour mener ses activités et collecter des dons, elle agissait auparavant sous la protection et le contrôle de la Croix rouge chinoise pour ses projets. Pour finir, en 2009, le gouvernement de Shenzhen a mis en place l'achat des services sociaux par le gouvernement aux organisations du travail social, ouvrant la porte de la sous-traitance des services sociaux par les gouvernements locaux aux ONG en Chine. Cette mesure, inspirée du modèle de l'Angleterre des années 1990, est d'abord expérimentée par la ville de Shanghai en 2000 dans le domaine des services publics pour les personnes âgées avant sa mise en application à Shenzhen en 2007[168]. En 2008, Shenzhen a été choisi par le ministère des Affaires civiles comme l'une des villes d'expérimentation du développement du travail social de Chine. Ainsi, un projet de coopération avec Hong

[166] Cet accord est intitulé « Tuijin minzheng shiye zonghe peitao gaige hezuo xieyi 推进民政事业综合配套改革合作协议».

[167] « Yijijin zhuanxing gongmu jijin Li Lianjie jugong ganxie dang he Shenzhen 壹基金转型公募基金李连杰鞠躬感谢党和深圳 », http://news.qq.com/a/20110112/000142.htm, consulté le 3 décembre 2013.

[168]« Difang zhengfu xiang shehui zuzhi goumai fuwu : tansuo zhong buduan qianxing 地方政府向社会组织购买服务：探索中不断前行 », disponible sur http://www.chinanpo.gov.cn/1800/72346/index.html, consulté le 4 décembre 2013.

Kong sur le développement du travail social à Shenzhen a été mis en place et des centres de services de travail social ont été créés, embauchant les travailleurs sociaux de Hong Kong comme superviseurs. L'objectif était de former une équipe locale de travailleurs sociaux qualifiés, formés dans le cadre de la coopération, sur le modèle pratiqué à Hong Kong.

Pourtant, au niveau provincial du Guangdong, le décalage avec Shenzhen subsiste concernant ces réformes. En septembre 2008, dans le texte du gouvernement du Guangdong intitulé « Avis pour développer et réguler les organisations sociales de la province du Guangdong », le principe du double contrôle a été maintenu et la mise en œuvre d'un système d'achat des services par le gouvernement est devenue la question centrale pour mieux « transférer » certains services publics du gouvernement (*zhengfu zhineng zhuanyi 政府职能转移*). Il s'agissait de « transférer trois catégories de services (17 fonctions du gouvernement) aux organisations sociales qualifiées », afin de « transformer la fonction du gouvernement, améliorer le fonctionnement du marché, renforcer les compétences des industries concernées et la capacité d'autogestion de la société[169] ». Pour la province du Guangdong, la question centrale de la réforme est ainsi la sous-traitance des services par le gouvernement, qui continue à exercer un contrôle mesuré, et non pas l'ouverture totale et l'assouplissement pour les « organisations sociales ».

Il faut souligner ici que pour la réforme sociale menée en Chine, l'année 2008 est un tournant qui a vu s'intensifier en même temps la propagande et les initiatives populaires par suite de deux événements importants : le tremblement de terre à Sichuan et les Jeux olympiques[170]. Le développement du bénévolat ainsi que la multiplication spectaculaire des groupes de jeunes engagés dans l'aide humanitaire après ces catastrophes ont pourtant provoqué dans le Parti la crainte d'un débordement, un Parti d'autant plus inquiet qu'il a été par la suite atteint par les scandales de corruption liés à l'écroulement d'écoles connues pour la « qualité » de leur construction en « miettes de soja ». La

[169] « Guanyu fazhan he guifan wosheng shehui zuzhi de yijian 关于发展和规范我省社会组织的意见 », le texte intégral est disponible sur le site officiel du gouvernement de la province du Guangdong, voir http://www.gd.gov.cn/govpub/zfwj/qzb/gdszfwj/200810/t20081030_71713.htm, consulté le 3 décembre 2013.

[170] Monique Selim, « Le grand bond en avant de la charité », *Variations, revue internationale de théorie critique*, 2013, n°18.

mobilisation des internautes en ligne d'une manière spontanée et sans ordre a poussé le gouvernement chinois à encadrer cet éveil de la conscience humanitaire et philanthropique en général. Aux yeux des chercheurs, cet éveil peut être interprété comme un développement personnel et un don/contre-don (en référence à Mauss) de citoyens en tant que sujets égalitaristes[171], et comme la conséquence du développement de l'individualisme après la dissolution des unités de travail, laquelle a détaché la population chinoise d'un système de vie collective qui prenait tout en charge. Le besoin de participer, de s'engager ou de s'investir dans des organisations ou groupes de thèmes variés est donc avancé par le Parti comme une raison importante de l'introduction du marché dans le secteur social, laquelle assure une meilleure offre et une diversité des services. Mais cette diversité au niveau social est encadrée par le gouvernement chinois qui tente toujours de renforcer son pouvoir en écartant les risques éventuels de nouvelles dynamiques sociales. D'après Liu Runhua, ancien directeur du bureau des Affaires civiles de Shenzhen, la réforme menée dans le système social vise à répondre au besoin croissant de la population par « une diversité d'organisations sociales[172] » destinées à encadrer la dispersion des intérêts de chacun – laquelle pourrait être un élément potentiellement risqué pour la stabilité de la société – pour construire un nouveau modèle de gestion avec la participation des citoyens où le gouvernement conserverait son rôle de pilote. Ce discours montre bien que derrière cette ouverture conditionnelle du système social règne l'idée d'une participation de la société dans la gestion, d'un contrôle accompagné du retrait de l'Etat au niveau de la prise en charge, appelé en chinois « petit gouvernement et grande société » (*xiao zhengfu da shehui 小政府大社会*). D'après ce discours, l'introduction de la concurrence et la participation constitueraient ensemble un système efficace pour le développement de la philanthropie.

Innovation sociale via *Gongyi* : participation de la société au social (2010-2013)

Pour activer cette dimension participative de la société dans la gestion sociale, en 2010, une mobilisation est organisée au niveau du Guangdong, puis au niveau national, avec

[171] Zhu Jiangang, « General report », 2012, *op.cit.*, p. 2.
[172] Voir son entretien lors de l'enregistrement de One Foundation en 2011, disponible sur http://view.news.qq.com/a/20110112/000069.htm, consulté le 3 décembre 2013.

pour slogan : « Chacun peut faire du *gongyi* » (*quanmin gongyi 全民公益*)[173]. L'idée est d'engager chaque individu à accomplir des gestes philanthropiques « modernes », en ligne ou dans la vie sociale, pour construire une société meilleure et harmonieuse. Les initiatives individuelles pour aider les personnes en difficulté sont citées en exemple dans la presse nationale, étalant des images positives de la société tout en évitant d'analyser les problèmes sociaux derrière ces cas. Ce slogan et les campagnes qui l'illustrent mettent en avant l'image d'une personne ordinaire, proche comme peut l'être un voisin, pauvre et misérable de préférence, mais avec une conscience morale qui le conduit à aider les autres malgré ses propres difficultés, pour mieux convaincre les autres à participer. Les « riches » et les élites restent ainsi dans le flou, comme intégrés dans une image collective de la masse. Ce n'est plus la somme des dons qui compte mais la dimension morale et la responsabilité en tant que citoyen. Cette égalité imaginaire et fantasmatique, projetée à travers des gestes philanthropiques, est essentielle dans l'idéologie de développement social du gouvernement chinois, car elle permet à tous de réagir, de participer et de résoudre des problèmes réels d'inégalité et d'injustice. C'est pourquoi les donateurs pauvres sont souvent construits comme des modèles à imiter avec une histoire touchante de sacrifice pour autrui, ce qui indigne encore plus la population en cas de détournement des dons.

Ainsi les scandales de corruption, survenus à la suite de l'utilisation douteuse par des organisations ou des fondations paragouvernementales des dons reçus en 2011, ont aggravé la crise de confiance du public envers les organisations gouvernementales et le gouvernement. En ce sens l'affaire Guo Meimei, révélée sur Internet, est exemplaire. Repérée par les internautes à cause des photos qu'elle avait postées sur Weibo, où elle affichait une vie de luxe et d'opulence, cette jeune fille de 20 ans s'identifiait en ligne comme « directrice générale de la Croix rouge commerciale chinoise » – ce qu'en réalité elle n'était pas. Cette affaire a provoqué des vagues de contestations en ligne envers la Croix rouge chinoise. Quant à Guo Meimei, elle a fait l'objet d'une recherche « moteur de recherche de chair humaine[174] » (*renrou sosuo 人肉搜索引擎*) lancée par

[173] En 2010, le gouvernement du Guangdong et la Fondation de lutte contre la pauvreté de Chine ont organisé une conférence intitulée « Conférence de démarrage de *gongyi* par tous ». Voir sur http://news.dayoo.com/news/201012/05/85080_14649801.htm, consulté le 3 décembre 2013.

[174] Soit d'une « chasse à l'homme en ligne ». Il s'agit de réunir les informations indisponibles et disponibles sur Internet collectées par les internautes, ciblant une ou plusieurs personnes, afin de trouver

les internautes ; elle a même été poursuivie par des journalistes et des internautes, qui espéraient démasquer derrière elle des gens de pouvoir. Un appel au boycott est lancé sur Internet, appelant les gens à ne plus faire de dons à la Croix rouge chinoise, laquelle selon la plupart des internautes, est corrompue et utilise l'argent du peuple pour entretenir des maîtresses. Parmi les scandales, on compte les investissements financiers d'une fondation gouvernementale avec les dons reçus, ou les fausses factures de la Fédération de philanthropie de Chine, etc. Ces scandales ont rendu plus urgentes une restauration de la crédibilité et la construction d'une image positive de la philanthropie menée par les organismes du gouvernement, et une régulation de la gestion au sein de ces organismes. Ils ont aussi déclenché une dynamique dans la population, qui revendique la transparence dans la gestion des dons. La participation à la gestion des dons semble pour certains un moyen efficace d'assurer la transparence, alors que d'autres, contestant la gestion générale des dons par des organisations, préfèrent rejoindre des initiatives philanthropiques ou en organiser eux-mêmes de nouvelles. Internet, outil efficace de communication, héberge dans son univers de plus en plus de ces dynamiques, qui gagnent une visibilité importante et la confiance du public par leur caractère informel et bénévole. Dans ce contexte d'une crise de crédibilité aggravée sur la philanthropie en Chine, on défend l'idée que tous les dons sont entièrement utilisés pour aider les gens et non pour payer des frais d'administration. Et comme mode de fonctionnement, on demande la mise en ligne régulière des dons reçus et des factures des dépenses pour rassurer le public.

En 2011, l'importance de la dimension participative de la société et de la population est réaffirmée dans plusieurs discours de la direction du PCC : elle est présentée dans le cadre de l'« innovation sociale », nouveau terme adopté par le Parti. Dans le discours de Hu Jintao, le 19 février 2011, à la conférence sur l'innovation dans la gestion sociale, la construction d'un « système socialiste de gestion de la société à la chinoise » (*zhongguo tese shehui zhuyi shehui guanli tixi 中国特色社会主义社会管理体系*) est annoncée. Et le terme « innovation de la gestion sociale » (*shehui guanli chuangxin 社会管理创新*) est apparu d'une manière importante pour la première fois dans les rapports annuels de

l'identité, les coordonnées, les photos ou toute autre information sur ces personnes ciblées. Voir sur http://www.chine-informations.com/guide/moteur-de-de-chair-humaine_4107.html, consulté le 10 octobre 2013.

travail du gouvernement chinois en 2011. Une réunion consacrée aux questions de l'innovation de la gestion sociale a eu lieu au sein du Bureau politique du PCC en mai, hissant cette idéologie à une hauteur politique très élevée. En juillet 2011, le Conseil des Affaires de l'Etat a élaboré le premier document sur l'innovation de la gestion sociale, intitulé « Opinion sur le renforcement de la gestion sociale rénovée ». Ce texte, qui rassemble les discours de Hu Jintao et de Zhou Yongkang lors de la réunion de février, a été distribué dans son intégralité aux cadres du Parti et du gouvernement, mais non au public. Ses idées principales se résument en quatre notions : pilotage du Parti, responsabilité du gouvernement, contribution de la société et participation de la population[175].

C'est dans ce contexte qu'en juillet 2011, le gouvernement du Guangdong a promulgué la « Décision concernant le renforcement de l'édification sociale », considérée comme la confirmation des réformes dans le milieu social en général[176]. Cette décision couvre l'ensemble de la province du Guangdong, s'étend dans tous les domaines des organisations sociales (sauf quelques-uns) et inclut toutes les tentatives de réforme et les mesures de gestion dans le système social. Sous le slogan de la « dé-bureaucratisation », cette décision vise à faciliter l'existence légale des organisations sociales en privilégiant les thèmes indiqués dans leur enregistrement. Le système de double contrôle à l'enregistrement est supprimé[177] et des dispositifs dits « d'incubation » (*fu hua 孵化*) et de formation sont mis en place. Cette décision propose aussi un système d'évaluation et de sous-traitance qui permettrait au gouvernement de déléguer les services sociaux à des « organisations sociales » légalisées et qualifiées. Le renforcement du rôle des organisations de masse (ex. Ligue de la jeunesse, Fédération des femmes) et leur revitalisation sont un autre objet important de cette décision. Ces organisations de masse sont ciblées pour devenir des « organisations sociales au rôle de pivot » (*shuniu xing*

[175] En chois : dangwei lingdao, zhengfu fuze, shehui xietong, gongzong canyu 党委领导、政府负责、社会协同、公众参与, voir http://news.sina.com.cn/c/2011-09-20/002723181698.shtml, consulté le 4 décembre 2013.

[176] « Guanyu jiaqiang shehuijianshe de jueding 关于加强社会建设的决定 », voir le texte de cette décision sur http://news.southcn.com/g/2011-07/20/content_26959510.htm, consulté le 3 décembre 2013.

[177] Les thèmes, tels que la défense des droits des ouvriers, le genre et l'homosexualité, le SIDA, etc. restent marginalisés voire exclus de ces réformes. Pour le thème de l'homosexualité, je le développerai dans la partie consacrée au terrain. Pour le thème des droits des ouvriers, voir Du Xiaotian et Zhang Renwang, « Laogong NGO : chengzhang de fannao 劳工 NGO:成长的烦恼 », *Nanfang Daily*, le 03 septembre 2012, disponible sur http://epaper.nfdaily.cn/html/2012-09/03/content_7121457.htm, consulté le 3 décembre 2013.

shehui zuzhi 枢纽型社会组织), afin de canaliser et de maintenir le contrôle au plus près des organisations sociales dont beaucoup trouvent une ouverture sur Internet ou sont issues de mobilisations et de dynamiques en ligne. Enfin un modèle de coopération entre travailleurs sociaux et volontaires sera promu dans les quartiers, dans le cadre de l'institutionnalisation du secteur de bénévolat qui se chargerait d'une partie des services sociaux de l'Etat. Dans le contenu de ce texte, deux lignes directrices du Parti s'imbriquent : le contrôle ou l'ouverture conditionnelle, et la participation de la société, afin de réduire les risques et optimiser la gestion de la société.

Dans la même logique, afin de compléter et préciser cette décision, en 2012, deux règlements précis sont promulgués par le gouvernement du Guangdong. L'un annonce l'enregistrement simplifié pour les « organisations sociales » à partir du 1er juillet 2012 dans la province du Guangdong et privilégie le développement des organisations commerciales, philanthropiques, de services sociaux, etc. Il s'agit d'une réforme de popularisation, d'autogestion et de mise sur le marché des organisations[178]. Le domaine des services pour les personnes âgées et les handicapés est désormais ouvert aux ONG internationales pour la coopération, en particulier à celles de Hong Kong et de Macao. Le deuxième règlement est consacré à l'achat des services aux organisations sociales par le gouvernement du Guangdong, soulignant la manière d'améliorer la capacité et les services des organisations sociales par l'introduction de la concurrence[179]. Sous le slogan de « Guangdong heureux », ce texte a pour objectif de transférer une partie des fonctions du gouvernement et ses services à des organisations sociales au sens large par des appels d'offres. Ces services sont du domaine de la gestion des services publics, tels que l'éducation, la santé, l'emploi, le travail social, l'aide philanthropique, etc. Des catalogues de services à sous-traiter seront fixés par différents organismes gouvernementaux selon leur besoin, leur laissant une autonomie administrative et budgétaire qui pourrait être contraignante pour les organisations sociales candidates. Un système d'évaluation des projets sera aussi mis en place, ouvrant ce marché aux

[178] Il est intitulé « Guanyu jinyibu peiyu fazhan he guifan guanli shehui zuzhi de fang'an 关于进一步培育发展和规范管理社会组织的方案 » et sorti le 26 avril. Voir le texte intégral sur http://www.chgz.org/uploadfile/2012/1011/20121011100843995.pdf, consulté le 3 décembre 2013.

[179] Ce règlement intitulé « Zhengfu xiang shehui zuzhi goumai fuwu zanxing banfa 政府向社会组织购买服务暂行办法 » est sorti le 24 mai 2012.Voir le texte intégral sur http://zwgk.gd.gov.cn/006939748../201205/t20120531_317083.html, consulté le 3 décembre 2013.

institutions d'expertise dites « indépendantes ». Cette catégorie nouvelle attire les universitaires, les chercheurs, les activistes ou les anciens cadres du Parti dans le système social et les pousse à rejoindre ou à créer des centres d'évaluation, sachant que nombre de ces mêmes personnes créent ou participent à des centres de service de travail social ou à des organisations qui sont des porteurs des projets du gouvernement, formant un monopole d'autorité d'expertise ce qui augmentent les possibilités de corruption.

Le travail social est le point d'expérimentation de l'achat des services par le gouvernement qui sert de prisme de mesure du décalage entre les discours de la réforme, la mise en place des mesures de la réforme et les visions des acteurs locaux sur cette réforme[180]. Souligné en tant que métier qui contribue à la construction d'une société harmonieuse par le 6e plénum du XVIe Comité central en 2006, le développement du travail social va de pair avec les réformes sociales mises en place au même moment[181]. On observe alors une explosion des centres de services de travail social dans les quartiers de la ville de Canton suite aux appels d'offres lancés pour l'installation des centres de services aux familles dans les quartiers de résidence à Canton en 2008. En 2013, les 153 centres de services qui ont remporté les services de travail social « transférés » par le gouvernement de Canton couvrent presque tous les quartiers de Canton. Et plus de 550 centres de travail social ont été créés jusqu'en 2013 dans l'ensemble de la province du Guangdong, répondant à trois sortes d'achat des services par le gouvernement : postes de travailleurs sociaux, projets fléchés et services assurés par les centres de travail social du quartier[182].

Après un court moment d'enchantement, ces centres commencent à se rendre compte des problèmes dans leur gestion quotidienne. Avec environ deux millions de yuans pour une durée de deux ans, souvent 20 employés, ces centres se retrouvent en déficit ou en difficulté avec cette somme fixe pour toutes leurs dépenses. De plus, des travaux de

[180] Bernard Hours, Monique Selim, « Le travail social en Chine : une enquête anthropologique », *Terrains et travaux*, 2010, n°16, pp 11-29.
[181] Lai Weijun, « Dangqian woguo gongyi jiaoyu de jiben geju jiqi fazhan zhanlü 当前我国公益教育的基本格局及其发展战略 », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012, p.216.
[182] Li Qiang, « Yue shegong jigou shuliang zengzhi 550 jia 粤社工机构数量增至 550 家 », *Nanfang Daily*, le 1er janvier 2014, http://epaper.nfdaily.cn/html/2014-01/01/content_7261415.htm, consulté le 10 janvier 2014.

recherche montrent la tension entre ces centres de travail social, l'équipe de bénévolat sous la tutelle de comité de quartier, le comité de quartier, le gouvernement de Canton ainsi que les habitants du quartier[183]. Cette tension, selon l'article cité, va vers un processus d'institutionnalisation, de bureaucratisation et d'isolement du travail social dans le quartier concerné, bien que les centres soient construits dans le discours du gouvernement comme des modèles avancés à suivre et à dupliquer ailleurs. Par ailleurs, beaucoup de débats se déroulent autour des conditions de travail des travailleurs sociaux, en particulier après la mort d'une assistante sociale à Shenzhen durant son travail. Le nombre excessif des heures de travail, le sous-effectif et les salaires relativement bas sont mis en question. Li Yanhong, cette jeune fille de 25 ans diplômée en droit, ne touchait que 3 500 yuans/mois (brut) au lieu de 4 700 yuans (brut) puisqu'elle n'était pas une assistante sociale certifiée. Les 55 heures de travail supplémentaires qu'elle avait faites pendant un mois n'étaient malheureusement pas toutes rémunérées ni récupérées, ce qui a conduit à réfléchir davantage encore sur ce métier et le mode de fonctionnement des centres de travail social[184]. Plusieurs forums de travailleurs sociaux ont contesté de cette manière : les travailleurs sociaux prennent soin de la société, mais qui et quelles mesures prennent soin et protègent les travailleurs sociaux ? De nouveaux comptes dans les réseaux sociaux en ligne ont été créés par les travailleurs sociaux, appelant à des aides de toutes formes pour la famille de Li et revendiquant l'augmentation de salaire des travailleurs sociaux, la protection ainsi que la régulation de ce métier contre une gestion à moindre coût.

Pour mieux appréhender l'évolution de la profession du travail social en Chine après le lancement des achats des services par le gouvernement, il est important de repenser l'évolution de ce métier ailleurs. A Hong Kong, le modèle *Lump sum grand subvention*[185], qui a inspiré le modèle chinois, a été lancé en 2000 dans le contexte de la

---

[183] Zhu Jiangang, Chen Anna, « Qieru zhong de zhuanye shehui gongzuo yu jiequ quanli guanxi 嵌入中的专业社会工作与街区权力关系 », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2012)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2013, pp. 263-285.

[184] Li Ronghua, « Shenzhen yi nügong bingu, shengqian yigeyue jiaban 55 xiaoshi 深圳一女社工病故 生前一个月加班 55 小时 », *Nanfang Daily*, le 27 décembre 2013, http://news.sohu.com/20131227/n392503598.shtml, consulté le 10 janvier 2014.

[185] Il s'agit de verser une somme de subvention annuelle fixée par le gouvernement dans les associations et organisations sociales, à la place du système budgétaire basé sur les vraies dépenses. Voir l'explication sur le site officiel du *Social welfare Department of Hong Kong*,

crise asiatique et du déficit du gouvernement de Hong Kong. Ce modèle était présenté avec l'objectif d'améliorer l'efficacité, la performance et la qualité des services, d'encourager l'innovation et de renforcer la flexibilité de la gestion dans le domaine de travail social. *In fine* ce système mis en place vise à réduire les dépenses dans le social du gouvernement. Le nombre de manifestations organisées avant et pendant la mise en œuvre de ce modèle et la grève des travailleurs sociaux en 2007 illustrent bien les inquiétudes et la régression des conditions de travail des travailleurs sociaux : contractualisation des postes, annulation du système de l'ancienneté au travail, baisse des salaires, deux systèmes de rémunération différenciant les travailleurs sociaux fonctionnaires de ceux contractuels pour le même travail, etc.[186] Dans le contexte chinois, où le contrôle politique intervient en permanence, comment évolueront le travail social et les centres de travail social face à cette réforme sociale de la participation ?

Nouvelle gouvernementalité : contrôle et gouvernance au niveau national (2013)

Il a fallu attendre 2013 pour que cette réforme soit mise en place au niveau national par le gouvernement central de Chine. Selon le « Plan de restructuration institutionnelle et de transformation fonctionnelle du Conseil des Affaires de l'Etat[187] » promulgué durant les deux sessions politiques annuelles[188] en 2013, les « organisations sociales » de quatre catégories peuvent désormais obtenir leur enregistrement directement auprès du bureau des Affaires civiles, supprimant au niveau national le système de double contrôle. Ces catégories comptent celle des chambres de commerce et des associations professionnelles, le domaine de la technologie, celui du *gongyi* et de la philanthropie et enfin les services de quartier en milieu rural et urbain. Elles forment un champ prioritaire dans cette réforme sociale, montrant une ouverture et en même temps voilant

---

http://www.swd.gov.hk/tc/index/site_ngo/page_subventions/sub_modesofsub/id_lsgmanualc/, consulté le 2 décembre 2013.

[186] Zhong Xiaohui, « Shegong fugang jiaoliu, yao bimian qucuojing 社工赴港交流，要避免取错经 », *Nanfang Doushi Bao*, le 9 septembre 2013, http://epaper.oeeee.com/G/html/2013-09/09/content_1931084.htm. « Sheshu 「yibiguo」bokuan zhengce 社署「一筆過」撥款政策 », http://www.com.cuhk.edu.hk/ubeat_past/030154/fund.htm. Luo Zhiguang, « Zhengbi bokuan de libi 整筆撥款的利弊 », le 8 février 2000, http://web.hku.hk/~hrnwlck/lumpsum/goodbad.htm. Wen Zhuoyi, « Shehui gongzuo zhe de xinsuan yu mengxiang 社会工作者的辛酸与梦想 », *Nanfang Doushi Bao*, le 4 septembre 2013, http://epaper.oeeee.com/H/html/2013-09/04/content_1927804.htm. Et le résumé de *Hong Kong Social Welfare Employees Association*, http://www.hkswea.org/focus_detail.asp?id=312, consulté le 2 décembre 2013.

la marginalisation continue des organisations sur les thèmes jugés sensibles. Ce plan vise à introduire la logique de marché dans la gestion du social et à diminuer l'intervention du gouvernement dans la mise en place des projets en réduisant le nombre d'organismes gouvernementaux et les dépenses publiques.

En septembre 2013, le Conseil des Affaires de l'Etat lance l'« Opinion concernant l'achat des services par le gouvernement auprès de la force sociale », accélérant le processus de la sous-traitance des services sociaux au niveau national. Lors du 3e plénum du XVIIIe Comité central du PCC, dans la « Décision d'approfondissement de la réforme », le rôle du marché passe d'un rôle de « base » à un rôle « décisif » dans la répartition des ressources et une « gouvernance » de la société plus efficace et moins coûteuse est ainsi adoptée. Dans le discours du Parti chinois, la « gestion » (*guanli 管理*) signifie une gestion de haut en bas et celle-ci ne correspond plus à la situation actuelle de la société chinoise. La « gouvernance » (*zhili 治理*), notion issue du milieu de l'entreprise, et donc empruntée aux expériences occidentales, combine deux dynamiques : une gestion du gouvernement *top-down* et une participation de la société *down-top*. Ce mode de gestion de la société est appelé « l'innovation de la gouvernance de la société » (*chuangxin shehui zhili 创新社会治理*) par le Parti. Il se traduit donc par des slogans tels que « la distinction entre le gouvernement et la société » (*zhengshe fenkai 政社分开*), « petit gouvernement et grande société » (*xiao zhengfu da shehui 小政府大社会*), « transformation fonctionnelle du gouvernement » (*zhengfu zhineng zhuanbian 政府职能转变*), avec pour objectif d'optimiser les services publics, maintenir la stabilité de la société et l'ordre du marché ainsi que corriger les défaillances du marché[189]. Dans cette ligne, les « organisations sociales », porteuses importantes de « l'édification sociale » du Parti, prendront le rôle de co-gestionnaire de la société, attribué par le gouvernement chinois sous la tutelle duquel les « organisations sociales » seraient revitalisées. A part cette dimension gestionnaire prononcée et le rôle du marché avancé, le contrôle pour maintenir la stabilité et réduire les risques est toujours impliqué entre ces lignes ou derrière l'expression « renforcer la gestion ». Dans le régime

---

[187] « Guowuyuan jigou gaige he zhineng zhuanbian fang'an 国务院机构改革和职能转变方案 », voir http://www.gov.cn/2013lh/content_2354443.htm, consulté le 2 décembre 2013.
[188] L'Assemblée nationale populaire et la Conférence consultative du parti communiste chinois.
[189] Voir http://news.xinhuanet.com/politics/2013-11/15/c_118164235.htm, consulté le 4 décembre 2013.

autoritaire chinois, cette réforme sociale se réalise par la gouvernance à travers l'introduction du marché dans le social, la participation de la société et le contrôle des risques, comme le montre le cas d'YIFU.

L'injection du marché dans le social : le cas exemplaire d'YIFU

Suite à la réforme sociale menée à Shenzhen comme modèle d'expérimentation, cette ville pionnière de la réforme économique et sociale attire un nombre important de dispositifs d'innovation sociale. L'incubateur YIFU en est un exemple significatif en raison de son expansion dans toute la Chine et des notions qu'il implique, en particulier avec son équipe dont les membres sont principalement des diplômés ou des personnes qui ont fait une carrière importante de gestion commerciale dans le milieu de l'entreprise.

Inspiré d'un modèle commercial, « l'incubateur/la pépinière d'entreprises[190] », YIFU est fondé en 2006 à Shanghai par Shaohua[191], ancien journaliste à l'Agence de presse Xinhua, ancien chef éditeur du journal officiel du ministère des Affaires civiles et ancien patron de sa propre entreprise. Naviguant entre les milieux gouvernemental et commercial, il a aussi fondé une association nationale en 2004 centrée sur la responsabilité des entrepreneurs et des entreprises, résumée en deux termes : « le citoyen entrepreneur » et le CSR (*Corporate social responsability*)[192]. Après avoir participé deux fois en 2004 et 2006 aux conférences internationales de *Social entrepreneurship* organisées à l'université d'Oxford, en mai 2006, il a créé un projet appelé « l'incubateur des organisations de *gongyi* », premier projet en Chine à faire « germer » les ONG. En 2007, ce projet est mis en place dans l'un de ses quartiers par le gouvernement de Shanghai, qui d'ailleurs lui a confié un autre projet de recherches portant sur « l'achat des services par le gouvernement auprès des organisations populaires ». Après la première expérience shanghaïenne de l'achat des services par le gouvernement en 2000, cette ville cherche un modèle plus pertinent afin de le

[190] Il s'agit d'accompagner les entreprises souvent très jeunes tout au long de leur création et de leur développement en leur offrant un ensemble de services adaptés (conseils, financements, formations, etc.).
[191] Afin de protéger l'anonymat des acteurs, tous les noms de personnes et d'institutions ont été changés.
[192] Gilles Guiheux, « L'« entreprise citoyenne » en Chine », *Transcontinentales* [En ligne], 3 | 2006, document 2, mis en ligne le 18 février 2011, URL : http://transcontinentales.revues.org/514, consulté le 20 février 2014.

promouvoir dans des domaines divers et à des échelons différents. Ayant le soutien des hauts cadres du ministère des Affaires civiles, YIFU a commencé son extension dans le domaine de la gestion sociale et du développement des organisations sociales avec des notions principalement issues du milieu de l'entreprise.

YIFU veut « soutenir et favoriser la création et le développement des petites et moyennes ONG et entreprises sociales » et joue un rôle primordial dans la promotion de « l'innovation sociale ». Ce rôle se traduit par l'importation de modèles internationaux tels que *Venture Philanthropy*, *United way*, CSR (*Corporate social responsibility*), la sous-traitance des services sociaux par le gouvernement ou l'entreprise sociale dans toute la Chine. YIFU trouve aussi son inspiration dans le milieu du commerce, organisant les foires des organisations sociales et créant une sorte de parc industriel pour regrouper ses services d'incubation, de formation et de promotion d'entreprises sociales. Son modèle de sous-traitance des services sociaux auprès du gouvernement shanghaïen dans un quartier résidentiel en 2007 a inspiré la réforme sociale du gouvernement. Dans son service d'« incubation », le YIFU, dirigé par des anciens cadres du ministère des Affaires civiles et d'entreprises chinoises et internationales, offre aux ONG un bureau à leur siège (soit une adresse professionnelle), des formations, des moyens de lever les fonds de démarrage et d'autres formations ou services nécessaires pour faciliter le processus d'enregistrement des ONG et la professionnalisation des ONG.

Ce modèle phare YIFU pour faire naître des ONG et les aider à entrer dans le processus de légalisation et d'institutionnalisation avec des notions de gestion d'entreprise est considéré comme un appui clé pour une diversité des thèmes des ONG qui puisse répondre à des besoins divers de la population, comme le suggère la logique du marché. YIFU a également loué une zone de bureaux appelée « le nid d'innovation sociale » pour regrouper plusieurs de ses produits et services dans un même immeuble, inspiré du modèle des parcs industriels centralisant des usines de production et de distribution de produits proches dans un même domaine. Ce modèle plus efficace est vite copié par les gouvernements de différentes villes, en commençant par Canton, et par les organisations de masse vues comme des pivots de la réforme sociale par le gouvernement chinois. Ces différents organismes gouvernementaux et du Parti entrent aussi en concurrence pour

capter plus de nouvelles ONG. La Ligue de la jeunesse communiste, par exemple, comme les autres organisations de masse communistes, a deux raisons principales de vouloir s'insérer à ce nouveau marché. Tout d'abord, les nouvelles ressources provenant du gouvernement peuvent la revitaliser financièrement et symboliquement. Ensuite cela lui permet d'étendre son contrôle sur les jeunes. En effet, la Ligue n'avait pas jusqu'alors de moyen efficace de contrôle en dehors de l'université dont les activités associatives sont sous sa direction. Or Canton rassemble la plupart des universités du Guangdong, d'où une présence importante des jeunes étudiants. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à rejoindre l'activisme, les ONG, des microgroupes divers, en ligne ou dans la vie sociale. Ils sont poussés en cela par le désir de construire une « société meilleure », par la fascination du monde extérieur, et le souhait d'échapper au « guidage » de la Ligue. Celle-ci offre le même modèle d'incubation à Canton, organise des fêtes musicales à côté de sa foire d'ONG en plein air (comme la Fête de l'Humanité en France), et a fondé un centre de services de travail social qui a répondu rapidement, avec succès, à un appel d'offres du gouvernement cantonais. Par ces différents biais, autorisés par la réforme, la Ligue renforce sa proximité avec les jeunes et ainsi, son contrôle sur eux, et elle n'est pas la seule à entrer dans ce marché en incorporant ce modèle d'incubation et de « parc d'innovation sociale ». Un centre d'études sur la société civile issu d'une université a aussi loué en 2013 une vaste zone au sein d'une ancienne usine afin de s'offrir un lieu d'activités et de formation, de pouvoir louer, gratuitement ou contre un tarif très bas, des postes de bureaux à des microgroupes sociaux ou de jeunes ONG cherchant à obtenir leur enregistrement. Il convient de souligner ici que ce centre, phare du milieu de l'activisme de ladite « société civile », a aussi fondé une fondation privée, un centre de recherches et une fédération de *gongyi* qui présente une chaîne d'organismes académiques, financiers et solidaires qu'il appelle « l'alliance de *gongyi* ».

Un autre produit promu par YIFU sur le marché philanthropique, l'achat des services sociaux par les gouvernements à tous échelons, est lancé dans le Guangdong auprès des organisations, en particulier celles spécialisées dans le travail social, conçu comme un outil de contrôle social et politique en Chine. La mise en place des centres de travail social au sein des quartiers de résidence sonne l'heure de la concurrence : les organisations existantes se transforment pour être candidates tandis qu'une multitude de

nouvelles organisations apparaissent, fondées par des universitaires, des comités de quartier, ou des organismes de l'Etat-Parti, telles que la Ligue de la jeunesse communiste. L'ouverture de la collecte des dons de la population cantonaise par les ONG enregistrées à Canton, à partir de 2012 selon un nouveau règlement de dons, va également dans le sens de la mise en place d'une prétendue libéralisation du « marché philanthropique ». La collecte, la réception et les bénéficiaires de ces dons sont cependant restreints à Canton. De telles contraintes géographiques vont à l'encontre des valeurs sous-tendues par un monde numérique où Internet est supposé briser les frontières géographiques, économiques, sociales et politiques. Cet apparent paradoxe a son efficacité : certains groupes sociaux, fascinés par la réforme et par les valeurs qu'elle est supposée porter, sont ainsi découragés et réduits au silence au nom d'une prétendue libre concurrence.

Penchons-nous maintenant sur les foires des organisations sociales organisées par YIFU à partir de 2009. Jusqu'alors, YIFU a créé des antennes dans cinq métropoles de la Chine, dupliquant dans chaque ville son modèle d'incubation, commençant par Chengdu, ville touchée par le tremblement de terre. C'est en s'engageant dans l'aide humanitaire[193] à Sichuan que YIFU a créé son bureau à Chengdu en mai 2008 pour le travail de coordination, peu après la catastrophe, et qu'il a entrepris son expansion en Chine. Son bureau de Pékin a été créé à la fin de 2008, en fusionnant avec le Centre d'informations des ONG (Pékin). Ce dernier avait été fondé en 1998 sous la tutelle d'une fondation nationale et de la fédération de philanthropie dont le directeur était le ministre adjoint du ministère des Affaires civiles. Recevant la visite de cadres du ministère des Affaires civiles, de la Banque mondiale et de la Fondation Ford, YIFU se situe au cœur de la réforme sociale et de l'importation des modèles étrangers.

Inspiré de la Foire de Canton, modèle de réussite pour cette région dite « l'usine du monde », YIFU a organisé en août 2009 une foire des projets dits pour le *gongyi* (l'intérêt public), selon leur terme, visant à créer une plateforme où les ONG puissent rencontrer les entreprises et les fondations avec leurs projets philanthropiques. Cette foire a eu lieu en parallèle d'un colloque des ONG sur l'aide humanitaire et la reconstruction des zones sinistrées après les catastrophes de Sichuan. Cette « première

[193] L'incubateurYIFU a obtenu un projet de reconstruction des zones sinistrées à Sichuan, financé par une fondation privée d'une entreprise chinoise.

foire » des organisations non lucratives a réuni 128 organisations dites *grassroots* ainsi que 14 fondations publiques, faisant de YIFU un acteur important dans le « développement social » et « l'innovation sociale ». Quelques mois après, YIFU a créé son bureau à Shenzhen, qui a organisé une foire des *Non-profit Organizations* à Shenzhen au printemps 2011. A part les ONG et les fondations, cette foire de 2011 a aussi invité 11 entreprises à y participer, voulant créer une plateforme – de marché – où les ONG puissent vendre leurs projets sur leur stand aux entreprises ou aux fondations et où les entreprises puissent récupérer leur « conscience » en achetant les projets dits pour l'intérêt public. Des colloques, des salons de discussion ainsi que des activités ouvertes au public ont accompagné ces échanges, créant une atmosphère radieuse déjà motivée par les réformes promues dans la province du Guangdong. Le succès de cette foire a aussi impliqué l'interdiction des ONG homosexuelles et de défense des droits des ouvriers. Plusieurs participants m'ont confié à la fin de la foire leur déception, leur sentiment de marginalisation : en effet au cours de cette foire, les entreprises ont marqué leur préférence pour des organisations grandes et connues et ont prêté peu d'attention aux stands des ONG de taille petite et moyenne. Le directeur d'une association de travail social a avoué que son motif principal de participation était de gagner plus de visibilité auprès des autorités et des entreprises, bien que l'installation et la décoration du stand lui aient coûté une partie importante de son budget. Introduire le marché pour optimiser la performance dans les services sociaux et inclure la « force populaire » pour que la société participe à sa propre gestion, cette politique a un effet en chaîne qui s'applique aux « organisations sociales » dites *grassroots*. Ces dernières se retrouvent dans une concurrence accrue face à des organisations ayant le soutien ou des liens avec les autorités gouvernementales, pour obtenir un contrat du gouvernement d'achat de services ou un financement des entreprises ou des fondations. Malgré la facilitation d'enregistrement et de légalisation, le problème du financement reste au cœur de ces organisations, s'identifiant souvent comme des ONG *grassroots* afin de se distinguer des *GONGO* (ONG gouvernementales).

En 2012, ce modèle de foire des ONG est totalement institutionnalisé, légitimé et adopté par le gouvernement central en tant que modèle national. Le titre a été changé pour se centrer sur « la charité » (*cishan* 慈善), à la place des « organisations non lucratives » et de *gongyi*, afin d'orienter cette « nouvelle force sociale » vers une direction

politiquement moins problématique et de réduire les risques que celle-ci représente comme instance de contre-pouvoir. Le nom de YIFU s'y affiche comme un coopérateur de l'organisation de foires, et non plus comme l'organisateur de ces foires, désormais conduites sous la houlette d'organismes gouvernementaux chinois : le ministère des Affaires civiles, la Commission de la supervision et de l'administration des actifs d'État, la Fédération de philanthropie et le gouvernement du Guangdong. Cette foire de 2012 est présentée dans le discours du gouvernement comme un événement à succès qui a réuni plus de 544 organisations, fondations et entreprises. De nombreuses émissions de télévision sont consacrées à cette foire sur l'innovation sociale, la charité et la responsabilité sociale des entreprises. Avec la rédaction des règlements sur la gestion des fondations, l'ouverture de la collecte des fonds aux ONG à Shenzhen, cette foire a apporté un rayon d'espoir sur l'ensemble du paysage de la réforme sociale, malgré la persistante déception de certains participants qui pensaient avoir été négligés. La FPAH[194], ONG dans le domaine d'homosexuels, a pu détourner l'exclusion du thème de l'homosexualité et a réussi à s'installer clandestinement dans le stand d'une organisation de protection de l'environnement. Ce fait a encouragé certains acteurs, qui y ont vu un signe d'ouverture et d'assouplissement du contrôle.

Si les trois premières foires à Pékin et à Shenzhen n'ont guère reçu de critiques dans la presse ou sur Internet, la foire de charité de 2013, qui avait invité des associations et des ONG de Hong Kong, Macao et d'autres pays, n'a pas pu étouffer la colère et les critiques de divers acteurs d'« organisations sociales ». Le premier élément qui a suscité colère et contestation sur Internet, en particulier sur le Weibo, est le prix « d'entreprise bienveillante » (*aixin qiye 爱心企业*) que la foire a accordé à Foxconn suite au don d'une somme de plus de douze millions de yuans fait à une fondation de Shenzhen : Foxconn est une entreprise connue en effet pour son exploitation des ouvriers, son entente avec les autorités locales et les écoles techniques pour faire travailler les étudiants comme stagiaires et la série de suicides d'ouvriers en 2010 dans son usine de Shenzhen. La photo de deux personnes dans un couloir au sein des centaines de stands à la foire, un homme et une femme, tenant une banderole blanche sur laquelle est écrit Foxconn assassin et leur revendication de justice, a circulé sur Weibo et sur Internet.

[194] Nous la retrouverons au chapitre 2.1.

Les internautes en colère voient cette foire comme exemplaire de la logique financière : l'argent régit le monde, selon leur expression.

Le deuxième événement qui a provoqué encore plus de mécontentements chez les acteurs et les internautes est l'expulsion des bénévoles de l'ONG d'homosexuels FPAH, accueillis et abrités par plusieurs stands parmi 800 participants, comme dans la foire de 2012. L'absence d'enregistrement légal de FPAH a servi de prétexte à son interdiction par les organisateurs de la foire. Ne pouvant pas obtenir un stand ni avoir l'autorisation d'y rester pour distribuer des brochures, cette ONG avait tenté de s'insérer dans les stands d'ONG sur des thèmes moins stigmatisants : santé, travail social, etc., en 2013, sans succès. C'est là une illustration supplémentaire des moyens de contrôle induits par la réforme. Le processus d'inclusion ostentatoire qu'affiche la réforme masque par ailleurs la perpétuation d'un système de contrôle et d'exclusion. Cette ONG exclue – FPAH – a donc protesté contre les barrières de cette foire et la situation difficile et illégale dans laquelle la plupart des ONG d'homosexuels se sont trouvées. Elle conteste l'exclusion du thème de l'homosexualité dans la foire et dans la catégorie « philanthropie et *gongyi* » par l'organisateur de la foire et juge cet acte comme une sorte de discrimination contre laquelle le cercle de *gongyi* essaie de lutter. Cette contestation de FPAH, sous forme de lettre ouverte, a tout de suite été postée en ligne par le directeur de cette ONG sur son compte Weibo, sa liste de diffusion de mails et sur plusieurs sites consacrés aux ONG et au thème de l'homosexualité.

Cette mise en question a rapidement trouvé une grande résonance sur Internet : des activistes y contestaient le contrôle et la présélection des participants de la foire par les bureaux des Affaires civiles de chaque province ainsi que l'exclusion de certaines ONG contestataires, telle celle qui avait manifesté et protesté contre la construction d'une usine pétrochimique destinée à la production de paraxylène ; ce projet de construction d'usines avait provoqué un certain nombre de protestations dans d'autres villes de Chine (Xiamen, Chengdu, Dalian, Ningbo et Kunming). Plusieurs organisations ou associations ont refusé officiellement de participer à cette foire et manifesté leur mécontentement en critiquant l'injustice de la répartition des ressources et l'écart qui se creusait entre les « organisations sociales » soutenues par le gouvernement et un grand nombre d'« organisations populaires de *gongyi* », selon le terme employé. Malgré la

réforme, ces ONG, dites *grassroots*, sont contraintes, pour des raisons diverses, d'obtenir un enregistrement légal et un financement provenant du gouvernement, de fondations ou d'entreprises[195]. De nombreux activistes ont ainsi posté leurs critiques sur cette foire. L'un d'eux a proposé un sujet de discussion sur son compte Weibo, appelant les internautes à s'exprimer sur les raisons de ne pas aller à cette foire de charité. Parmi les textes postés, certains reprochaient à cette foire de n'être qu'une scène ouverte à ceux qui étaient soumis au Parti et sur des thèmes les moins problématiques politiquement. Ils estimaient aussi que cette foire allait en sens inverse de la signification impliquée par le terme « *gongyi* » : égalité, justice et intérêt public. D'autres internautes critiquaient l'absence des valeurs prônées par la « société civile », liée systématiquement aux ONG selon eux, et se montraient surpris de voir cette notion remplacée par celles d'« organisations sociales » et de « charité ». Ils constataient certes la mise en avant du développement des organisations sociales, de la formation pour la professionnalisation des salariés des ONG mais que les problèmes sociaux étaient mis à l'écart. Le résultat d'un sondage mené par un étudiant universitaire a poussé ces débats plus avant. Ce sondage montre un souci d'ordre écologique chez les participants de la foire : gaspillage des matériaux (brochures et posters…). Selon ce même sondage, la participation à la foire en tant qu'ONG représente aussi pour leurs responsables – qui espèrent pouvoir vendre leurs services en investissant dans cette foire qui pourtant les « ignore » – un poids financier considérable.

L'un des internautes activistes est allé plus loin : soulignant que cette foire ne servait qu'à « éviter les problèmes, créer des illusions et présenter une image fausse de prospérité et de paix », il manifeste sa déception à l'égard des universitaires et des activistes participant à cette foire qui font l'éloge de cette « grande cérémonie » sans émettre aucune critique. Il compare la réforme sociale promue par le Parti au système de gouvernement de l'époque féodale en Chine, et compare les différents acteurs engagés à des acolytes du « gouvernement impérial », selon ses termes. Il analyse ainsi la réforme sociale : un moyen de gestion qui fait des acteurs et des activistes engagés « un outil de l'institutionnalisation manipulé par l'oligarchie ». Il voit dans cette réforme une logique

[195] En effet les difficultés rencontrées par les ONG s'expliquent pour beaucoup par un niveau de professionnalisation insuffisant. Elles sont ainsi la cible de centres d'études, ou d'organisations de consultation et de formation, qui leur proposent des formations afin d'optimiser leurs « capacités », d'améliorer leur stratégie de communication, leur gestion de comptabilité et de ressources humaines, etc.

d'« utilisation de la société pour gérer la société » ; il exprime ses critiques, tranchantes à cet égard, en rapprochant la réforme sociale de la stratégie de gestion de l'empire féodal chinois, à savoir : « soutenir plusieurs courants de laquais, attirer un groupe de gros bonnets et se servir d'un groupe de cadres sur scène, afin que le développement social gestionnaire et industrialisé forme un système triangulaire – gouvernement impérial, gros bonnets et laquais – pour construire un ensemble harmonieux ». Etant donné le contexte politique et social, cet internaute, inquiet de la possibilité d'une répression pour l'ensemble des ONG, souligne aussi l'attitude contradictoire de certains acteurs qui se présentent comme un contre-pouvoir pour défendre l'intérêt de la population alors qu'ils marchent dans la voie préparée par le régime. Quoique limitée au cercle des ONG, cette critique acérée a rencontré beaucoup de soutiens sur Weibo.

Avec ses cadres issus du milieu gouvernemental et du Parti, YIFU, dès sa création, se développe dans l'obédience du pouvoir. Il se présente comme un pionnier dans l'innovation sociale et comme le représentant de la « force populaire », qui a su importer et s'approprier des modèles idéologiques et de gestion commerciale pour les appliquer au social en Chine. En promouvant la responsabilité des entrepreneurs et le modèle des entreprises sociales comme moyens de résoudre les problèmes sociaux, il contribue à légitimer le pouvoir du Parti, à déresponsabiliser le gouvernement des problèmes sociaux et à moraliser l'image des entreprises chinoises qui répondent de plus en plus à l'appel de CSR (*Corporate Social Responsibility*) par des gestes philanthropiques. Son succès, tout comme les critiques qu'il reçoit, reflète une partie de la réalité du développement des ONG et de la stratégie de gestion du social appliquée par le gouvernement en Chine. Dans la gestion du social, le succès de ces emprunts de modèles et d'idéologies globalisés, largement issus du milieu de l'entreprise, nous amène à voir que la logique du marché est inscrite profondément dans la politique et la gestion du gouvernement. L'Etat chinois se décharge de ses responsabilités en introduisant la concurrence au sein de la société qu'il gère à travers une logique gestionnaire destinée à optimiser les résultats à moindre coût. En même temps, le contrôle du Parti est maintenu par différents biais : soit par l'exclusion et la mise à l'écart des organisations qui représentent potentiellement une menace pour sa légitimité ; soit par le poids financier qui pèse sur les organisations, en particulier après leur encadrement et leur institutionnalisation, en monopolisant le rôle de bailleur de fonds et

en contrôlant les dons et les financements provenant des pays étrangers. Face à cette ouverture, caractérisée par l'imbrication du contrôle et d'une liberté limitée et concurrentielle, le clivage entre les acteurs se creuse et conduit à des positions d'engagement différentes, transformant le mode de contestation et de revendication des acteurs. Certains d'entre eux répondent à l'appel du gouvernement pour la cogestion de la société qu'ils voient comme une voie de développement d'une vraie société civile en Chine ; d'autres se défient de cette prétendue liberté et refusent l'invitation des dispositifs de la réforme, par crainte de perdre leur autonomie. Englobés dans la ligne directrice donnée par le gouvernement, poursuivis par une concurrence du marché de plus en plus grande, fascinés par de nouvelles notions et idées issues de l'Occident, inspirés par l'ouverture et les possibilités sur Internet, comment les acteurs locaux raisonnent-ils et voient-ils leur avenir dans la voie de la dite société civile ?

L'Etat-Parti, promoteur d'une gouvernance par le marché

La réforme sociale en Chine montre l'incorporation par le Parti des idéologies et des modèles issus de l'Occident. De la gestion à la gouvernance, l'évolution des politiques publiques dans le cadre de la réforme sociale illustre une transformation de la gouvernementalité de l'Etat chinois, dont l'image passe de celle d'un gouvernement autoritaire placé en surplomb de la société à celle d'un gouvernement bienveillant dans le service qu'il octroie au peuple et partageant son pouvoir de gestion. En supprimant le système du double contrôle, le gouvernement chinois annule, en apparence, le pouvoir politique vertical que représentent les unités de tutelle, alors qu'en réalité il en conserve le contrôle à travers la marginalisation et l'exclusion masquées des organisations dont les thèmes sont potentiellement problématiques pour le pouvoir, et à travers la logique du marché injectée dans le social. Cette logique entraîne initiatives sociales et ONG dans un processus d'institutionnalisation par la financiarisation et de professionnalisation pour la performance. La population est encapsulée dans cette mobilisation qui donne à voir la participation de la société comme une solution à des problèmes sociaux accrus. Ce processus est d'autant plus prononcé qu'est promue l'idée de la responsabilité des citoyens qui engage chacun dans un cadre moral et émotionnel soigneusement orienté.

Les « organisations sociales » sont donc promues comme un outil de gestion et de gouvernance du gouvernement chinois, qui envisage de canaliser les dynamiques sociales dans le cadre de porteurs de projets de gestion et de services sociaux. Dans cette perspective, les dynamiques sur Internet occupent une place importante dans la politique de censure en ligne et dans la gouvernance sociale actuelle. La construction d'un environnement dit « civilisé » en ligne est de plus en plus exigée dans le cadre de la réforme sociale où plusieurs textes du Parti ont souligné que cet encadrement constitue une partie de la gestion sociale. L'ouverture affichée, de manière ostentatoire, par le Parti attire et encourage des microgroupes sociaux et de jeunes ONG illégales à envisager un avenir dans la participation à la gestion sociale et à la coopération avec le gouvernement en s'inspirant de modèles occidentaux déjà globalisés. Cependant la mise en place de cette liberté contrôlée reste en décalage avec l'idée première du gouvernement. La concurrence croissante, avec l'intervention des autorités, des organismes gouvernementaux et paragouvernementaux, des entreprises, des universités sur ce marché émergent, réduisent l'espace des ONG tout en les orientant dans une autre direction. La diversité des organisations souhaitée par le gouvernement n'est centrée que sur la ligne directrice de sa réforme. Cette réforme, qui évite de traiter les problèmes sociaux mais cherche à construire une image bienveillante du gouvernement, rencontre de plus en plus de résistance chez les acteurs, qui, inspirés par les valeurs « universelles » d'intérêt public et la notion de « société civile », sont découragés par le contrôle et le rôle du marché mis en place et renforcés par cette réforme. Sous le slogan de l'édification sociale pour l'égalité et la justice avancé par le Parti[196], les acteurs ne retrouvent pas ces deux valeurs « universelles » dans la mise en œuvre de la réforme. Ils voient dans leur rôle plutôt un médicament qui calme la douleur mais qui ne guérit pas. Ils se questionnent sur la transformation des rapports entre l'Etat et les ONG suite à la réforme, lesquels ne sont plus des rapports entre « partenaires » (*huoban* 伙伴) avec un statut égalitaire comme la théorie de la « société civile » l'implique et comme le gouvernement l'affirme, mais des rapports de patrons à employés (*huoji* 伙计)[197], lesquels n'auront plus désormais à redouter seulement la perte de leur autonomie et de

[196] Voir http://cpc.people.com.cn/n/2012/1225/c164113-20001968.html, consulté le 4 décembre.
[197] Voir http://epaper.oeeee.com/G/html/2013-08/20/content_1918088.htm, http://newspaper.jfdaily.com/cb-ljz/html/2011-06/23/content_598849.htm, et http://epaper.citygf.com/szb/html/2013-03/11/content_507417971.htm, consulté le 4 décembre.

leur indépendance face à des tensions financières et à une autorité supérieure, mais aussi la perte éventuelle de leur emploi.

1. 3 Méthodologie

Internet est un enjeu important et inesquivable dans les recherches sur les sociétés contemporaines. Il est conçu comme un outil qui lie le monde et donne l'image d'un monde « libre absolu ». De nouvelles formes et modalités de communication et d'échange se sont donc développées avec la popularisation de l'accès à Internet dans le monde entier et cela suscite de nombreuses questions et réflexions dans les sciences sociales concernant les méthodes d'enquête et la manière de faire des recherches en ligne et sur les phénomènes sociaux et politiques inédits liés à Internet. Face à ce nouvel objet et outil de recherche, de nouvelles méthodes d'enquête voire de nouvelles disciplines[198] ont été créées pour appréhender les nouveaux phénomènes sociaux liés à son usage, provoquant encore plus de débats sur la division disciplinaire, la spécialisation de terrain et les stratégies à adopter quand Internet devient le lieu et/ou l'outil d'enquête[199].

La question de la méthodologie concernant Internet est abordée par les chercheurs selon les contextes et les difficultés rencontrées sur divers terrains. Certains mettent en avant les nouvelles caractéristiques qui seraient propres à ce contexte d'Internet et à des enquêtes en ligne à leurs yeux : l'anonymat, la transformation des notions de temps et d'espace, l'invisibilité en ligne, l'évolution du privé/public, la participation et l'interaction des internautes, etc. D'autres abordent la question des phénomènes nouveaux qui se manifestent uniquement en ligne ou qui sont issus de la communication électronique. Des réflexions sont aussi menées par certains sur des démarches d'enquête en ligne : où se situe le terrain et où le choix de méthodes d'enquête devient une question centrale. Il faut aussi signaler les chercheurs qui utilisent les nouvelles

[198] *Digital anthropology*, *virtual ethnography*, cyberanthropologie, anthropologie numérique, ethnographie du virtuel, ethnographie du cyberspace, netnographie, etc.

[199] Monique Selim, « La production numérique du réel, perspectives anthropologiques », *Variations* [En ligne], 16 | 2012, mis en ligne le 20 février 2012. URL : http://variations.revues.org/148, consulté le 04 novembre 2013. Madeleine Pastinelli, « Pour en finir avec l'ethnographie virtuelle », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 35, n°s 1-2, 2011 : 35-52. Stéphane Héas, Véronique Poutrain, « Les méthodes d'enquête qualitative sur Internet », *ethnographiques.org*, n° 4 - novembre 2003 [en ligne]. URL : http://www.ethnographiques.org/2003/ Heas,Poutrain, consulté le 04 novembre 2013. Danah Boyd, « A response to Christine Hine », *in* Annette N. Markham et Nancy K. Baym (dir.), *Internet inquiry: Conversations about method*, Londres, Sage, 2008, pp. 26-32.

technologies telles qu'Internet comme un outil de travail pour collecter les données, suivre les activités des acteurs et communiquer avec eux sur le terrain et/ou après le départ des chercheurs.

Dans certains courants, tels que l'ethnographie du virtuel, certaines méthodes utilisées sont fortement mises en question. Monique Selim et Madeleine Pastinelli considèrent que des questions de réification de la sphère d'Internet et de son extraction des autres sphères de la vie sociale sont des enjeux importants ; certains chercheurs sont aussi amenés à s'intéresser uniquement à l'investissement des internautes en ligne, comme si la vie hors ligne de ces gens-là n'avait aucun lien avec leur vie en ligne, sans tenir compte des différents rôles et aspects dans l'ensemble de la vie des internautes. Comme l'argumente Madeleine Pastinelli, Internet, en tant qu'espace de communication et outil d'échanges et de recherches, ne détermine pas les questions que les chercheurs se posent, ni les événements qu'on essaie de saisir pour approfondir notre connaissance ; il n'est pas non plus un objet de recherche anthropologique en tant que tel[200]. Il faut donc, comme l'explique Monique Selim, construire l'objet de recherche tout en repensant l'investissement des acteurs et des chercheurs en ligne et en le replaçant dans l'ensemble des rapports sociaux restitués sur le terrain.

Internet, « un espace imaginé et à la fois un lieu qu'on occupe[201] », déploie un éventail des projections des internautes et aide donc à approfondir la compréhension de leur représentation et leurs contradictions sur des questions précises. Dans un régime autoritaire comme la Chine, l'Etat intervient en permanence dans la vie privée des gens et dans la gestion de la sphère d'Internet. Il me semble important aussi d'insister sur la réflexivité portant sur le parcours et le vécu de chercheurs sur Internet, afin de comprendre notre propre postulat vis-à-vis de l'usage et du rôle d'Internet dans la vie sociale et politique et de prendre du recul sur les études menées concernant le rôle et la représentation d'Internet par les acteurs sociaux en Chine. En particulier dans mon cas qui suis moi-même chinoise.

[200] Madeleine Pastinelli, 2011, *op.cit.*
[201] Danah Boyd, *op.cit.* p. 26.

L'enquête de terrain, selon Gérard Althabe[202], est une méthode de production des connaissances. Elle est fondée sur l'implication de l'anthropologue comme acteur social[203], dans le groupe social où il s'immerge et tisse des liens interpersonnels avec les individus étudiés. En tant qu'acteur social sur le terrain, dans un monde actuel qui est de plus en plus numérisé, l'anthropologue est amené à réfléchir sur son double rôle – chercheur et internaute, surtout quand son objet de recherche est l'investissement des acteurs sur Internet, car les propos des acteurs peuvent faire écho à des expériences et des visions de l'anthropologue, qui lui-même est plongé dans ce monde numérique. Monique Selim a ainsi posé les questions suivantes[204] que j'ai reprises concrètement dans ce terrain chinois : « Que devient le terrain anthropologique face à l'omniprésence d'Internet ? Quelle approche méthodologique anthropologique adopter ? Peut-on reprendre les méthodes d'investigation classiques et les termes habituels qui les désignent ? Comment redéfinir la notion de 'groupe social' dans des circonstances où l'usage d'Internet contribue à transformer les modes d'organisation et les structures des groupes sociaux qui deviennent de plus en plus déterritorialisés ? Comment articuler la vie sociale et politique des acteurs étudiés et leurs investissements sur la Toile ? Quelles sont leurs représentations d'Internet à travers leur propre implication ? » Enfin, en tant qu'anthropologue et à la fois internaute, quelle est notre propre représentation et qu'en est-il de notre projection par rapport à notre vécu sur la Toile ?

Ma perspective sur Internet : « une nouvelle chose du Parti » ?

J'appartiens à la génération des jeunes Chinois dite « post-80s » (*80 hou 80 后*) qui sont nés dans les années 1980. C'est une génération marquée par la prospérité liée aux réformes économiques qui commencent en 1978, par la politique de l'enfant unique

[202] Gérard Althabe et Monique Selim, *Démarches ethnologiques au présent*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.84.

[203] Gérard Althabe, *Opression et libération dans l'imaginaire*, Paris, La Découverte, 2002. Michelle De la Pradelle et Monique Selim, « Communication et rapport social dans l'enquête ethnologique sur la France contemporaine », *Etudes de linguistique appliquée*, 1988, n°69, pp. 7-15. Tiphaine Barthélémy et Monique Selim (ed.), « L'ethnologue dans les hiérarchies sociales », *Journal des anthropologues*, 1993, n°53-54-55. Laurent Bazin, « L'enquête ethnologique, cristallisation des modes de relégation », *in* Olivier Leservoisier (ed.), *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*, Paris, Karthala, 2005, pp. 165-185.

[204] Monique Selim, séminaire 2010-2014 à l'EHESS, « Anthropologie politique de la globalisation. Enjeux théoriques et épistémologiques de la globalisation en anthropologie ».

édictée en 1976, par la popularisation de l'usage d'Internet en Chine au milieu des années 1990 et son essor à partir de 2002 suite à la baisse du prix des ordinateurs.

Venant d'une famille d'enseignants d'une « petite » ville de 460 000 d'habitants, j'ai eu mon premier ordinateur personnel en 2003 pendant mes études universitaires. Cet ancien ordinateur de mon frère aîné valait plus de 5 000 yuans sur le marché, c'est-à-dire presque la totalité d'un mois et demi des deux salaires de mes parents ou des frais d'inscription universitaire. Malgré une baisse significative du prix des matériaux informatiques à partir de 2001-2002, ce prix restait au-dessus de la capacité financière de ma famille, mais mon frère avait décidé de me le céder, même s'il en avait besoin pour ses études de technologie informatique. Il m'a ainsi appris à maîtriser des logiciels, à démonter et à réinstaller des matériaux et surtout à le réparer en cas de problèmes techniques. A part le maintien technique, il m'a aussi appris à chercher des documents, textes ou vidéos minoritaires voire censurés, tels que les documentaires portant sur les « manifestations » de Tiananmen en 1989.

Ces documentaires, réalisés par une chaîne de télévision américaine, sont censurés en Chine. La projection de ces documentaires sur l'ordinateur de mon frère a réuni toute ma famille, enfermée dans la chambre, ayant peur d'impacts politiques négatifs. Ce fut ma première expérience d'ouverture vers un autre monde ; elle m'a montré une autre dimension, occultée dans l'éducation scolaire que j'avais reçue, celle de la censure et de ladite « vérité », bien que cet aspect politique d'interdiction n'ait été ni inimaginable ni surprenant pour nous. Mon père, maoïste et ancien enseignant de politique marxiste et maoïste, bien que déçu de la situation actuelle de corruption et d'injustice, nous parlait toujours de sujets politiques. Malgré l'inquiétude de ma mère, liée à la projection de ces documentaires, la discussion sur cet événement historique et politique a continué. J'ai découvert que la connaissance de mes parents sur ce sujet banni se limitait à un article que mon père, lors de sa visite à Canton en 1989, avait lu sur un journal de Hong Kong, vendu dans les kiosques. Ce journal fut vite jeté dans la poubelle par mon père qui n'osait pas le rapporter dans notre ville, ayant peur de conséquences inattendues. D'avoir grandi dans l'inquiétude de retombées politiques éventuelles a donc influencé et caractérise les approches et les stratégies que j'ai choisies avec prudence sur le terrain à

Canton où j'ai essayé d'éviter les éléments qui pourraient être considérés par les autorités comme politiquement sensibles.

Par ailleurs, le rapport vertical entre l'Etat et l'individu a joué un rôle important dans mes études, lequel a aussi marqué l'histoire de ma famille et de moi-même. Fille illégale, ma naissance malgré la politique de l'enfant unique avait mis mes parents dans une situation difficile. Ils avaient été exclus du Parti communiste chinois et interdits de donner des cours, tout en gardant le statut d'enseignant fonctionnaire. Outre la suppression de leurs heures de cours, le paiement d'une très forte amende leur avait été imposé, tandis qu'une visite hebdomadaire de fonctionnaires du Bureau de planning familial était mise en place pour recouvrer l'amende. Les salaires de base de mes parents, sans les primes ni la rémunération des heures de cours, ne suffisaient plus pour nourrir toute la famille. Outre la sanction économique et les risques encourus dans la vie professionnelle et politique, ma naissance était en contradiction avec la mentalité dominante dans la société où la naissance d'un enfant, mâle à tout prix, semble plus acceptable que celle d'une fille, en particulier dans le milieu rural où se situe ma ville natale. Peu de gens, dans l'entourage de mes parents, ont compris pourquoi mes parents avaient décidé de me garder bien qu'ils aient déjà un descendant masculin, mon frère.

La déception de mon père sur sa carrière m'a beaucoup marquée. Exclu du Parti à cause de ma naissance, puis réintégré, il a, quelque temps après, été mis à l'écart par suite d'une maladie de la jambe qui l'a immobilisé pendant une courte période. Ces faits m'ont interpellée sur la puissance du politique, de l'Etat et du Parti, ainsi que sur la mise en œuvre des politiques publiques par les autorités des différents échelons, sachant que beaucoup de familles ont dû subir un avortement forcé, avortement auquel ma mère avait échappé. Ainsi les efforts que mes parents avaient faits pour sortir du milieu rural, réussir leur ascension sociale et contribuer à la réussite de leurs frères et sœurs cadets en tant qu'aînés, pouvaient s'effondrer du jour au lendemain à l'arrivée d'un enfant ou d'un incident tel qu'une maladie grave. Le rapport vertical entre l'individu et l'Etat a marqué ma vie dès ma naissance et m'interpelle aussi dans mes recherches doctorales vis-à-vis des trajectoires des interlocuteurs que j'ai rencontrés. Dans le contexte chinois, l'Etat est omniprésent et son poids peut bouleverser la vie des individus du jour au lendemain, avec une violence extrême, comme dans les campagnes politiques à

l'époque de Mao, où mon arrière-grand-père, propriétaire foncier du village, a été battu à mort pendant le mouvement de la réforme agraire. L'histoire de ma famille est d'une certaine manière un reflet de l'histoire politique, sociale et économique de la société chinoise où se situent les individus et les groupes étudiés dans ma thèse. Mon regard à travers ce prisme me rend sensible à la mise en question de la verticalité des rapports sociaux par les acteurs, à leur désir de construire une société « meilleure », à leur quête de liberté et d'ouverture, à leur investissement dans diverses formes de luttes et de lignes de fuite, dont les modèles sont disponibles dans les formations offertes par les ONG et dans les informations qui circulent sur Internet.

Ces documentaires censurés mais disponibles sur Internet ont confirmé encore une fois à mes yeux l'écart entre ce qui est écrit dans les documents à en-tête rouge, les manuels scolaires et les journaux, et ce qui se passe réellement sur place. J'ai compris qu'il existe toujours un écart entre les politiques publiques et leur mise en œuvre et j'ai commencé à m'interroger sur les éléments qui caractérisaient cet espace, tels que la corruption et le réseau - les *guanxi* 关系. Concernant Internet, le fait de pouvoir y trouver des éléments interdits ne me semblait pas extraordinaire, mais plutôt banal et « normal » car mes oncles du village de mes grands-parents, qui travaillaient dans le delta de la rivière des Perles comme ouvriers migrants, nous apportaient souvent les journaux, les livres ou des magazines de Hong Kong avec des contenus jugés « subversifs et antirévolutionnaires ». Les sujets évoluaient, d'une attitude anticommuniste à celle de la peur générale avant le retour de Hong Kong à la Chine en 1997, de la dénonciation des scandales et de corruption à celle de répressions sur le Falungong, et de la crise économique asiatique de 1997 aux épidémies de grippe aviaire et à l'épidémie de SRAS occultée par le gouvernement chinois. Sans contester la liberté apportée par Internet ni sa capacité technologique de communication, j'ai gardé et je garde encore jusqu'à maintenant une certaine méfiance vis-à-vis d'Internet à cause de son rôle ambivalent en tant qu'outil : l'Etat et le Parti sont si forts et si omniprésents dans la vie chinoise que leur absence sur Internet est plus qu'hypothétique et je considère que ce n'est donc qu'un nouveau moyen de contrôle supplémentaire pour le Parti.

CERNET et Grande Muraille de pare-feu : le système des contrôles emboîtés sur Internet

Dans les universités chinoises, la vie quotidienne des étudiants est prise en charge et en main dès l'entrée en première année avec une place dans les dortoirs de mieux en mieux équipés et les services liés à la vie quotidienne (supermarchés, cantines, retouche ou cordonnerie, etc.). Equipés d'une connexion Internet, les campus universitaires (les dortoirs, les bibliothèques, les bureaux ou les salles de cours) sont connectés d'abord au réseau CERNET (*China Education and Research Network*), Intranet national visant à connecter tous les dispositifs du système éducatif national. Cet Intranet fonctionne comme une porte d'entrée à la sphère numérique pour les étudiants. Il permet donc, à travers les serveurs placés et gérés par différents échelons dans le pays, de renforcer le filtrage des informations et le contrôle sur des sites dits « malsains », tout en créant une illusion de liberté par la facilité d'accès aux bases de données scientifiques nationales voire internationales et par l'accélération des échanges au sein des étudiants de CERNET. Les serveurs de cet Intranet se trouvent principalement dans une université technologique de niveau régional et provincial, laquelle en gère donc l'accès et la maintenance dans cette province. Par exemple, pour la province du Guangdong, c'est l'Université de technologie du Sud de la Chine qui prend en charge le fonctionnement et la gestion du réseau CERNET du Guangdong. Cet Intranet national au sein du système éducatif fait partie d'un ensemble de dispositifs de contrôle du gouvernement chinois sur Internet.

Au niveau plus général, le projet chinois intitulé « bouclier d'or », connu plutôt sous le surnom de *Great Firewall* (la grande muraille du pare-feu[205]) a suscité beaucoup d'attention et de débats. Ce surnom fait allusion au monument historique – la Grande Muraille de Chine – ainsi qu'à sa fonction initiale de défense à l'ère féodale visant à arrêter les attaques des tribus à la frontière. On peut voir dans le *Great Firewall* comme la réplique actuelle de cette forteresse, construite auparavant en briques, et maintenant en réseaux et en numérique : or si la Grande Muraille n'a pas pu arrêter l'armée des

[205] On considére généralement que ce nom en anglais lui a été donné par Charles R. Smith dans son article « *The Great Firewall of China* » du 17 mai 2002 : « *For nearly a thousand years the Great Wall of China protected the Asian empire from foreign invasion. Today, red China is installing a great "firewall," hoping to stem the tide of foreign ideas from invading the authoritarian one-party state.* » Voir : http://archive.newsmax.com/archives/articles/2002/5/17/25858.shtml, consulté le 23 octobre 2013.

Mandchous, ni l'empêcher d'entrer sur le territoire où régnaient les Han et de fonder la Dynastie Qing, il semble que la nouvelle Grande Muraille digitale aura autant de mal à saisir et à contrôler tous les flux et les échanges en ligne que le gouvernement chinois considère comme une menace idéologique, politique et économique potentielle.

Malgré ce projet de censure, considéré par les internautes comme une fermeture, le contact avec le monde extérieur demeure actif et intense avec l'ouverture économique de la Chine. Beaucoup la voient comme la fermeture instaurée par la dynastie Qing au XVIIe siècle, un pas vers l'impasse et le déclin. La tension entre une envie de liberté et le système de censure en ligne pourra-t-elle amener les gens encerclés à l'intérieur de cette censure numérique à briser cette muraille technologique, économique, culturelle, symbolique voire politique ?

Ce projet de surveillance et de censure sur Internet est programmé et mis en place par l'Etat chinois et géré par le ministère de la Sécurité publique chinois. Le projet est né en 1998 et sa mise en œuvre a débuté en 2003 après la construction et l'installation des infrastructures technologiques. Avec la responsabilisation des individus à chaque niveau et des sanctions de plus en plus sévères, il est de plus en plus difficile de savoir de quel niveau dans la hiérarchie administrative proviennent les interdictions et les ordres de censure. La peur des retombées présente chez les internautes s'accumule et les conduit, eux et les webmasters, à une démarche d'autocensure croissante. Dans le cas de CERNET, système de censure qui s'emboîte et se croise avec le projet de *Great Firewall*, il est difficile de dire de quel niveau proviennent les blocages : des webmasters, de l'université locale, de l'université de technologie où se trouve le serveur pour le *Campus Networks*, ou de la province voire du gouvernement central ?

Cet agencement de censures emboîtées permet donc de renforcer l'invisibilité de la censure et de pouvoir faire croire aux étudiants que l'instabilité de la connexion et le blocage des sites sont dus simplement au contrôle de CERNET. Ce raisonnement simpliste permet d'occulter une censure plus générale et généralisée en la réduisant à un simple contrôle ciblant le monde universitaire et scientifique, sous le prétexte de protéger les étudiants contre les pollutions « malsaines ». Ce filtrage pose rarement des problèmes sévères de connexion pour les étudiants. L'interdiction de certains sites est plutôt considérée comme une incommodité car il existe toujours des sites similaires, tels

Baidu pour Google comme moteur de recherches en ligne. Souvent les étudiants ne s'aperçoivent pas de l'omniprésence de la censure en ligne car leur habitude de l'usage d'Internet peut se limiter aux sites chinois et aux logiciels de *chat* populaires où la censure de contenu est appliquée à l'insu des usagers. La prise de conscience de cette muraille de censure est d'autant plus difficile face à ce système de censure à de multiples niveaux.

Ma prise de conscience du système des censures emboîtées vient des explications de mes amis ingénieurs informatiques. Elle vient aussi de la comparaison entre mes expériences d'internaute dans le campus universitaire, chez moi et dans le cybercafé. En tant qu'étudiante en langue française et fortement attirée par les musiques étrangères, j'explorais des forums sur Internet pour trouver des éléments sur ces deux domaines. Des limites et des contraintes de connexion apparaissant avec le temps, et l'impossibilité d'aller sur mes forums favoris m'ont poussée à chercher des réponses. Comme la plupart de mes amis, j'ai d'abord accusé l'université du blocage des sites. Jusqu'au moment où je n'ai plus eu accès à Google, ni chez mes parents, ni dans les cybercafés, ni dans le campus où Google est longtemps resté bloqué. C'est alors que quelques-uns de mes amis universitaires, qui étaient webmasters de BBS de notre université, m'ont montré comment techniquement il était possible d'enlever les contenus sensibles ou interdits, de limiter les droits des internautes de poster sur telle ou telle rubrique de discussion dans les forums. Ils m'ont aussi expliqué la méthode pour identifier un pseudonyme d'après l'adresse IP laissée par l'internaute lors de sa visite sur le BBS universitaire : afin de mieux gérer l'université, on attribue une adresse IP à chaque étudiant lors de son inscription pour avoir accès à Internet depuis le dortoir. Cette adresse IP, avec les informations sur la distribution des places du dortoir, permet facilement d'identifier le titulaire de ce poste d'accès, par son nom, sa spécialité et son dortoir.

Même si le contrôle et la censure sur Internet étaient omniprésents, je ne ressentais pas le même degré de peur et d'inquiétude quand j'essayais de franchir la censure. La multiplicité des niveaux de censure sur Internet en Chine est une force de contrôle qui fait obstacle à la prise de conscience des étudiants. Pourtant cette multiplicité devrait au contraire réduire les inquiétudes des internautes et les encourager à contourner cette

censure puisque, comme le rôle de l'Etat n'y est pas affirmé, l'éventualité de retombées politiques est fortement réduite et les tentatives de censure pourraient être interprétées par les internautes étudiants comme une autocensure provenant des webmasters de forum, de l'université ou de l'université de technologie qui s'occupe de la connexion de CERNET au niveau local.

La manipulation de logiciels ou de configuration de connexion qui permet de franchir et détourner la censure sur Internet est appelée par les internautes chinois « grimper au mur » (*fan qiang 翻墙*), se référant à la grande muraille de pare-feu. Les différentes méthodes de manipulation, gratuites ou payantes, sont diffusées et partagées par les internautes. Au début de mes expériences de « grimper au mur », un simple changement d'adresse de serveur proxy suffisait en 2006. Cela est devenu de plus en plus compliqué et moins durable. Un marché des logiciels de détournement de la censure a émergé, proposant aux internautes chinois différents logiciels et services payants. Les mises à jour de ces logiciels sont devenues de plus en plus fréquentes, ce qui signifie que la capacité de détection et de blocage du système de censure en ligne en Chine est de plus en plus performante et le contrôle de plus en plus serré. Mais ce système est toujours en train de courir derrière les mesures de détournement des internautes.

Mon séjour en France me sert de point de repère pour mieux saisir l'évolution du contrôle et des méthodes de détournement en ligne. Après trois ans de séjour en France, la première fois que je suis rentrée en Chine pour le terrain en 2010, toutes les méthodes que j'avais connues en 2007 étaient caduques et les informations sur les méthodes et les logiciels de détournement de la censure étaient aussi interdites sur le moteur de recherche et sur les sites que j'avais fréquentés auparavant. Alors que je ne cherchais qu'à avoir un accès stable à mon e-mail sur Google, j'ai fini par trouver un service payant de VPN (*Virtual private network*- réseau privé virtuel). Mais, tous les trois jours, je recevais l'indication d'un changement de la configuration car les serveurs de ce service étaient bloqués. Cet investissement pour détourner la censure est souvent vu par les acteurs que j'ai rencontrés comme difficile et coûteux en termes de temps et d'argent. Et c'est aussi la raison qu'ils ont avancée pour expliquer pourquoi ils « ne grimpent pas au mur tous les jours », écartant l'ignorance ou l'indifférence dont on pourrait les accuser.

Ma méfiance grandissante vis-à-vis d'Internet vient aussi de cette prise de conscience de l'ambivalence du rôle d'Internet dans les usages des différents acteurs. Les explications de mes amis sur comment tracer et identifier les internautes sur le réseau de CERNET et sur Internet en général, ou encore les « moteurs de recherche de chair humaine » (*Renrou sousuo yinqing 人肉搜索引擎*) sur Internet, m'ont fait voir dans ladite liberté et ledit anonymat d'Internet un terrain pour le gouvernement chinois lui permettant d'exercer un contrôle encore plus sévère, ou pour le public un terrain de chasse qui pourrait se révéler extrêmement violent et souvent en toute impunité. Cet outil de communication et d'échange peut aussi servir aux autorités pour suivre les discours, les habitudes, les usages, voire les échanges des internautes, tout en laissant une véritable ouverture à saisir par les internautes. Les affaires Wikileaks, Snowden montrent en Chine comme ailleurs l'aspect ambivalent d'un outil, tel qu'Internet, qui devient un territoire de lutte pour des enjeux divers.

Construire l'objet de recherche

Internet comme miroir et reflet de la société est à la fois un outil au service de l'Etat-parti chinois, du contre-pouvoir, soit ladite société civile, et d'une population qui est encore largement soumise à l'autorité étatique en Chine. Internet ouvre les possibilités de communication à la population chinoise avec les autorités de différents échelons, pour faire entendre sa voix. Comment Internet nourrit-il une prise de conscience, laquelle ensuite contribue à l'investissement des acteurs individuels et/ou collectifs dans des mouvements sociaux et politiques ? C'est l'une des questions principales auxquelles j'essaie de répondre dans cette étude.

L'objet de cette étude n'est pas centré sur les mouvements de dissidence, qui démographiquement restent minoritaires par rapport au nombre des internautes chinois et dont le sujet est déjà très médiatisé, mais de cibler les internautes chinois dits « ordinaires » dans les nouvelles dynamiques sociales de la région de Canton. Cette recherche ne s'appuiera pas non plus sur une étude quantitative des internautes pour analyser leurs habitudes d'usage sur la Toile ni n'essayera d'établir des typologies selon l'âge, le sexe, ou la couche sociale. Elle est encore plus loin d'une description de l'évolution technologique en tant que telle mais cherche à décrypter l'évolution de

l'investissement dans la sphère numérique par les acteurs et le rôle de cette technologie de communication dans leur engagement social et politique, en particulier après l'accès plus facile à Internet à tout moment et dans tous les lieux avec les smartphones. Au lieu d'autonomiser les phénomènes en ligne et la sphère Internet comme si les internautes n'existaient qu'en ligne et restaient coupés et isolés de leur vie sociale et politique, dans cette thèse j'essaie de comprendre comment les nouveaux phénomènes sociaux et politiques sur Internet se sont produits et quelles en sont les conséquences sur la vie sociale et politique des différents acteurs et groupes sociaux ; comment s'articulent ces nouveaux phénomènes avec l'ensemble des champs sociaux où les acteurs sociaux sont impliqués.

J'aborderai ces questions en me centrant sur deux dimensions importantes. D'abord, il s'agit d'analyser l'évolution de la régulation politique et sociale et celle des stratégies de communication du gouvernement chinois en direction de son peuple sur Internet. Deuxièmement, des échanges réguliers, des intérêts partagés et des interconnaissances liées et nouées en ligne constituent trois éléments importants dans la mobilisation, l'engendrement des nouvelles dynamiques et la formation des microgroupes sociaux, *online* et *offline*. L'enjeu est aussi de comprendre les processus sociaux et politiques ou comment, d'un élément d'abord épisodique sur la Toile, on est passé à une lutte ou à un mouvement de long terme, et comment une cause précise ou une revendication événementielle ont pu conduire à une mobilisation structurée et à une organisation en voie d'institutionnalisation. L'émergence de nombreux microgroupes sociaux, d'abord sur Internet, puis sur la scène sociale et politique, visant des cibles différentes, est une piste importante pour mes études. A partir de ces deux dimensions, j'essaie de répondre aux questions suivantes : comment les rapports sociaux s'entrelacent-ils dans la vie sociale et politique et dans la sphère numérique dont le support technologique est Internet, et les font interagir ? Comment les acteurs voient-ils dans la Toile un moyen de communication pour une « démocratie participative » ? Quels sens donnent-ils à leur investissement sur la Toile et dans les dynamiques sociales et politiques ?

Hypothèses

Cette étude portant sur le rôle d'Internet dans les dynamiques sociales et politiques et le développement des ONG à Canton en Chine se caractérise par le fait qu'elle se situe sur un terrain de proximité, dans ma société d'appartenance et d'origine. Ayant fait mes études universitaires à Canton, je connais bien la ville et j'y ai établi un réseau de connaissances essentiellement universitaire, lequel est mon appui local. Née dans une région de Hakka, je parle le hakka et aussi le dialecte cantonais. Pour mes interlocuteurs à Canton, la proximité et l'altérité sont conjointes : je suis une Cantonaise locale diplômée d'une des meilleures universités de la région, et en même temps une étrangère de passage qui fait son doctorat en France. Cette interface de la position à la fois à l'intérieur et à l'extérieur me donne une facilité d'accès sur le terrain et me permet d'établir assez vite un lien de confiance avec les acteurs, essentiellement des groupes qui s'identifient comme des ONG. Cette facilité doit beaucoup aussi au soutien donné par mes professeurs et par une plateforme d'échanges, de formations et d'études sur et pour la société civile – appelons la ici Socit – qui est considérée comme centre de référence dans le domaine des ONG.

Cependant, cette position peut poser un problème, des difficultés à maintenir le recul nécessaire pour un regard critique par rapport à ma propre société. C'est aussi un piège car je risque d'être assimilée comme un membre du groupe parmi d'autres et les acteurs rencontrés peuvent oublier la raison pour laquelle je suis là et prendre comme une évidence que je pense comme eux. Par exemple, un jeune Cantonais engagé dans une initiative pour la défense des vieux quartiers et de la langue cantonaise m'a déclaré : « Tu comprends très bien, tu parles cantonais, tu connais bien la ville de Canton, tu connais mon sentiment quand ils ont démoli les vieux quartiers. » Face à cette situation, une précision de ma part s'impose pour poursuivre et approfondir l'entretien.

Cette position mérite d'être précisée : en effet dans mes enquêtes, je me trouve souvent sur le même terrain que des chercheurs de Hong Kong, de Macao, ou de profil similaire au mien (chercheurs en Angleterre et aux Etats-Unis), très impliqués dans ces groupes, en particulier sur des thèmes très médiatisés, tels que la protection de l'environnement, la défense du patrimoine. Parmi ces chercheurs, essentiellement de Hong Kong, certains se situent dans une démarche méthodologique de recherche-action ; ils interviennent

dans la vie de ces groupes où ils affirment leur position en cherchant à jouer le rôle à la fois de référent théorique et scientifique et de consultant qui transmet les expériences de lutte menées à Hong Kong. Nous sommes souvent amenés à discuter en les comparant les modèles de lutte à Hong Kong, aux Etats-Unis et en France, ces débats accentuent le rapport de concurrence potentielle entre les chercheurs en termes de recherche et de pouvoir dans les groupes concernés.

Le terrain

J'ai effectué trois séjours de recherche à Canton et à Shenzhen en 2010, 2011 et 2012 et chaque séjour durait environ cinq mois. Ces trois enquêtes de terrain portent sur trois thèmes différents : la construction de l'identité homosexuelle, la protection de l'environnement et la défense du patrimoine cantonais. Il s'agit de trois groupes sociaux qui ont un fort investissement sur Internet et dont une partie des activités se déroule aussi en ligne. Le premier groupe FPAH, qui s'identifie à une ONG, mobilise l'entourage et la famille des homosexuels pour les appuyer et les soutenir dans leur revendication d'une identité fortement marginalisée et discriminée dans la société. Le deuxième groupe rassemble des habitants de la classe moyenne qui luttent pour protéger leur habitat de la construction d'une usine d'incinération et qui s'investissent maintenant dans le tri des déchets et pour la cause de la protection de l'environnement en général. Le dernier est un groupe de jeunes Cantonais appelé Lingliai, issus du mouvement pour la défense de la langue cantonaise et qui a pour objectif de défendre les vieux quartiers, les anciens modes de vie, ainsi que le patrimoine cantonais. Au total, sur ces trois groupes, j'ai rencontré 69 personnes et réalisé 84 entretiens en face-à-face. Avant de présenter les méthodes et les stratégies que j'ai choisies sur le terrain, il est important à mon sens d'expliquer d'abord mon changement d'approche méthodologique sur le terrain par rapport à ce que j'avais prévu avant mon arrivée sur le terrain.

Avant de partir en Chine, j'avais choisi le *M Bar* en 2009 pour sa réputation et ses activités régulières qui réunissaient des internautes actifs dont certains très connus sur la Toile en Chine et ailleurs. Ce bar du quartier moderne de Canton jouissait d'une grande réputation parmi les internautes à l'esprit ouvert et aussi parce que son patron, appelons

le ici YunXia[206], journaliste et internaute connu, organisait des salons, des rencontres et des débats sur des thèmes d'actualité. La fréquentation des journalistes qui travaillaient dans la presse de Hong Kong ainsi que le journal *Nanfang Zhoumo* ont joué un rôle très important dans la réputation de ce bar dans le monde virtuel de la Chine. Ce dernier journal est célèbre pour ses critiques tranchantes et parce que le groupe de presse auquel il appartient a connu des problèmes après l'affaire de Sun Zhigang. Ce bar attirait donc non seulement des journalistes, des intellectuels mais en particulier de jeunes étudiants qui cherchaient « la parole de la vérité et la liberté » auxquelles ils pensent avoir droit en tant que « citoyens ». Je pensais que ces jeunes pourraient constituer un objet d'études particulièrement intéressant à cause de leurs connaissances technologiques, de leur appropriation de notions telles que « justice », « liberté » et de leur contestation d'une « liberté très limitée » en Chine. Ils ne s'interdisaient pas de comparer leur situation avec celle des autres pays, principalement les pays développés. J'avais aussi observé qu'ils étaient souvent très actifs dans divers groupes et associations universitaires ; et qu'ils utilisaient Internet comme source d'informations sur l'actualité et le passé de la société chinoise, en particulier sur les sujets sensibles censurés en Chine.

Comment les rapports sociaux s'entrelacent-ils dans le monde hors ligne et en ligne et les font interagir ? Comment les internautes chinois interprètent-ils les mutations apportées par Internet à l'époque du Web 2.0 qui permet la participation et l'interaction des internautes ? Avec Internet, la participation sociale et politique du public a-t-elle changé dans la société « réelle » en Chine ? En partant de ces questions, j'ai cherché à entrer en relation avec des gens de ce bar et j'ai réussi à obtenir le numéro de l'un des groupes QQ de ce bar dont je suis devenue membre assez facilement. Ces groupes de communication sur un logiciel de chat chinois – QQ – sont destinés à améliorer la

[206] Ce nom est fictif. YunXia a pris l'initiative de différentes actions en ligne, y compris appeler les internautes à envoyer des cartes postales aux prisons pour réclamer la libération d'un internaute détenu en 2009. Il a reçu le prix des droits de l'homme de la Commission nationale consultative des droits de l'homme de France en 2010, date à laquelle il est parti pour Hong Kong. Intervenant dans le colloque *The Human Voice of Freedom: The Internet and Human Rights*, organisé par les Nations-Unies à Genève en 2011, il milite pour la liberté d'expression sur Internet en Chine et conteste la censure du gouvernement chinois. En 2012, son appel à pétition en ligne revendiquant la vérité sur la mort brutale de Li Wangyang, militant des droits du travail, a provoqué le refus du renouvellement de son visa et mis fin à son séjour à Hong Kong. Il est alors parti aux Etats-Unis en tant que *visitor scholar*. En juin 2013, peu après la révélation de Snowden, il était présent en tant que témoin dans une audition publique du Congrès des Etats-Unis sur *Chinese Hacking: Impact on Human Rights and Commercial Rule of Law*.

communication entre les membres et à étendre la diffusion des informations critiques sur des événements censurés ou des activités/salons organisés par les organisateurs formant le noyau de ce bar. Il était pour moi évident, au début de ma « présence » dans ce groupe QQ, que les membres discutaient et échangeaient beaucoup, au moins autant qu'un groupe QQ d'amis universitaires ; et que mon « intégration » dans ce groupe faciliterait mon enquête de terrain à Canton quand j'y serais. A mon arrivée dans ce groupe de discussion virtuel, j'ai salué tout le monde mais cela n'a pas suscité beaucoup de réponses. Je suis restée prudemment « silencieuse » pendant les premières semaines durant lesquelles les membres inscrits dans ce groupe QQ n'ont pas été très « interactifs ». Parmi ces 137 personnes, peu se connaissaient entre elles et cherchaient à se connaître. Les annonces de salons ou de conférences étaient diffusées à l'avance ou au dernier moment sur le site mais suscitaient très peu de retours, d'échos ou de commentaires ensuite. De temps en temps, des annonces d'annulation d'activités pour « certaines raisons spéciales », dont « l'impossibilité » de voyager pour les intervenants, circulaient le jour même et nous laissaient subodorer la pression des services secrets. Malgré cela, je n'avais pas vraiment mesuré les risques parce qu'ils sont difficiles à mesurer à distance et sans les avoir approchés concrètement. C'est dans ce contexte-là que j'ai préparé mon premier terrain au printemps 2010 en envisageant d'effectuer les recherches de la manière suivante : participation aux activités dans ce groupe d'internautes réunis autour d'un bar et réalisation d'entretiens approfondis avec les acteurs concernés.

A mon arrivée à Guangzhou, j'ai contacté mes amis universitaires, mes professeurs pour essayer de rencontrer une personne déjà intégrée dans le réseau de ce bar. Les premières discussions avec mes anciens amis de l'université m'ont permis de mieux comprendre leur prise de conscience et leur manière de penser la censure sur Internet en Chine. De plus, parmi eux se trouvait une personne de confiance dans le réseau de M Bar qui m'a introduite et accompagnée aux activités. Par rapport aux idées que j'avais avant mon départ, les activités de ce bar avaient beaucoup changé et s'étaient adaptées aux contextes politiques, sociaux et sécuritaires. Les petites annonces qui affichaient le détail des activités étaient distribuées par QQ, et le nombre des activités avait tendance à diminuer depuis la fin de l'année 2009. Je me suis étonnée de voir le rideau de fer à moitié fermé et de ne trouver qu'une seule personne derrière le bar, un mercredi soir,

soirée destinée à la rencontre et à la discussion hebdomadaires. Après m'avoir posé quelques questions simples sur les détails du débat prévu – Comment en as-tu été informée ? Qui t'a envoyé le message sur Internet ? Es-tu déjà venue ? – ce garçon nous a expliqué que le lieu de rencontre avait changé au dernier moment à cause de la présence de policiers du Bureau de la Sécurité nationale et qu'il avait été déplacé dans un restaurant populaire pour continuer la discussion à table comme d'habitude.

En effet, les repas au restaurant sont une stratégie de communication souvent utilisée par les Chinois pour les rencontres, les discussions, les négociations dans les domaines professionnel et/ou personnel : le restaurant est beaucoup plus discret qu'un lieu formel ou public tel que le bureau ou un parc, lieux qui, quand le nombre des participants dépasse la limite tolérée (nombre qui diffère selon les autorités), attirent forcément l'attention des agents de la Sécurité toujours sur place. La surveillance, voire l'intervention, sont aussitôt et rapidement mises en branle par les agents de la Sécurité ou de l'autorité afin d'étouffer au berceau les éléments jugés « déstabilisants » pour la sécurité publique locale. Alors que la réunion d'un groupe, même composé d'une centaine de personnes ou davantage, paraît toujours normale et banale quand il s'agit d'un repas collectif, surtout à l'occasion des fêtes.

Notre deuxième visite s'est effectuée quelques semaines après. Un séminaire était organisé et deux étudiants des universités de Hong Kong (un doctorant en anthropologie et un étudiant de M2 en philosophie) étaient invités à parler de la psychanalyse lacanienne à partir d'un film. Une vingtaine de participants étaient là qui ne parlaient pas trop les uns aux autres, ni ne tentaient de faire connaissance. Pendant leur intervention, un homme twittait le débat, or Twitter est un site interdit en Chine mais les membres de ce groupe avaient réussi à détourner la censure en ligne. L'atmosphère était assez retenue et le sujet, plutôt scientifique que politique, n'avait évidemment pas attiré l'intervention des policiers. A la fin j'ai discuté avec l'organisateur et lui ai laissé mon numéro de téléphone (en vain) pour être informée de l'horaire et du lieu des prochaines activités, sachant que toutes les activités n'étaient pas annoncées sur leurs groupes de QQ, contrairement à leurs déclarations lors de la création de ces groupes. Il va sans dire que ces activités sont très contrôlées et ne sont pas ouvertes au « public ». Il m'a avoué qu'ils évitaient même le logiciel du QQ, jugé « pas sûr » et « pas sécurisé », car « on ne

sait pas qui est qui, et on ne connaît pas tout le monde ». Et il est possible que le texte écrit et envoyé dans le *chat* de QQ soit surveillé et que tous les mots dits « sensibles » soient contrôlés, sachant que leur groupe QQ porte le même nom que ce bar, et que ce nom est sur « la liste des mots sensibles » des autorités locales. Mais les sujets abordés dans les débats comme ce soir-là ne posent pas trop de problèmes. Les activités sur des thèmes plus sensibles changent toujours de lieu au dernier moment et sont souvent situées dans un autre quartier de la ville. Elles commencent très tard le soir, du fait des horaires de travail des acteurs clefs de ce groupe qui exercent le plus souvent la profession de journaliste, écrivain et avocat.

Changement d'approche : peurs et angoisses

Mener des investigations de terrain dans des pays au régime autoritaire ou dictatorial, tels que la Chine, confronte toujours l'anthropologue à différentes formes de peurs, celle des interlocuteurs et la sienne propre[207], engendrées par la force et la violence arbitraires d'Etat [208] lesquelles commandent non seulement l'ordre social et politique mais bouleversent aussi l'ordre mental chez les individus. Ainsi l'anthropologue se trouve-t-elle dans une situation où ses interlocuteurs expriment leur angoisse de retombées politiques possibles et une grande demande de protection. Elle doit aussi gérer sa propre peur et ses propres angoisses, en particulier quand elle enquête dans son pays d'origine où sa famille continue à vivre et travailler, comme dans mon cas.

Concernant le M bar, la surveillance exercée par le pouvoir sur le groupe de ce bar et sa « sensibilité » risquaient de me placer dans une situation où mes recherches à Guangzhou voire en Chine auraient été fragilisées. La possibilité de continuer mes recherches sans contraintes politiques et sécuritaires par rapport à mes interlocuteurs et à moi-même était bien restreinte. Par exemple, quand il s'agissait de parler de leurs points de vue (accords et désaccords), de commenter librement ce qu'ils avaient vécu, mes interlocuteurs répondaient avec prudence par crainte d'être dénoncés, en particulier

[207] Voir les travaux anthropologiques dans des pays communistes et postcommunistes : Laos, Vietnam et Ouzbékistan : Bernard Hours et Monique Selim, « Un terrain sous astreinte », *Essai d'Anthropologie politique sur le Laos contemporain*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp.19-43. Monique Selim, *Pouvoirs et marché au Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 2003, 2 tomes : 1. *Le travail et l'argent* ; 2. *Les morts et l'Etat*. Laurent Bazin, « La peur de l'Etat », *in* Laurent Bazin, Bernard Hours et Monique Selim, *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale. Travail, science, ONG*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp.38-45.
[208] Janine Pujet (dir.), *Violence d'Etat et psychanalyse*, Paris, Dunod, 1989.

quand ils avaient vécu la révolution culturelle où la dénonciation par les amis et la famille était considérée comme correcte car « dans la ligne » de la campagne de la lutte de classes. Si je devenais « sensible et dangereuse » aux yeux des autorités, même dans une région considérée en Chine comme ouverte – le Guangdong –, la difficulté de convaincre les acteurs de faire un entretien avec moi deviendrait une muraille infranchissable. Pour ces raisons-là, après en avoir discuté avec ma directrice de thèse, j'ai décidé de cibler d'autres groupes sociaux, très investis dans la sphère numérique et politiquement moins problématiques. Je me suis rendu compte *a posteriori* que j'avais pris cette décision quelques mois juste avant que Beifeng, le fondateur de ce bar, ne quitte Guangzhou pour Hong Kong, en dénonçant les contrôles et la surveillance qu'il avait subis. Et sa dissidence est devenue encore moins acceptable par le gouvernement chinois après qu'il ait reçu le prix des Droits de l'homme en 2010, année où Liu Xiaobo a reçu le Prix Nobel de la paix.

Dans ce contexte politique, il m'a fallu changer d'approche pour prendre contact avec les acteurs sociaux. J'ai opté pour un contact à travers un lien de confiance dans un réseau d'interconnaissance, en renonçant à diverses formes de rencontres en ligne. En effet, la possibilité de se rendre anonyme (dans une certaine mesure) sur Internet présente deux aspects : d'un côté, elle renforce l'inquiétude et alimente des fantasmes sur l'identité de la personne « en face » derrière l'écran chez les internautes ; de l'autre, cette possibilité pourrait les rassurer en les abritant derrière un paravent qui semble opaque et leur permet de se projeter et de gérer leurs représentations par rapport à « l'autre côté ». A la suite des arrestations opérées sur des internautes en Chine, on peut observer une peur croissante chez beaucoup d'internautes chinois. Très méfiante moi-même à l'égard de la sphère numérique, il me semblait difficile, dans le contexte chinois, d'établir une relation de confiance entre une chercheure inconnue et un acteur-internaute à partir de leur rencontre en ligne, sans qu'une rencontre réelle et en face-à-face ait eu lieu. En effet la demande d'un entretien par la chercheure, que ce soit en ligne, ou en face-à-face, aurait pu susciter des doutes, une méfiance, et des fantasmes nourris par la peur d'une surveillance ou d'un espionnage par des policiers déguisés. Des entretiens en ligne, par vidéoconférence ou par écrit, me semblaient encore plus difficiles à réaliser car ces deux méthodes laissent des traces écrites et en image, alors que beaucoup de gens ont déjà peur de parler quand le magnétophone est allumé. Les

traces laissées, que ce soit par écrit ou par vidéoconférence, pourraient être utilisées comme des preuves en cas d'accusation par les autorités. Or quand il s'agit d'analyser aussi la représentation de la censure sur Internet par les acteurs, un lien de confiance doit être établi entre l'anthropologue et son interlocuteur et les risques représentés par les enregistrements et les écrits doivent être diminués ou éliminés, sinon comment les interviewés pourraient-ils s'exprimer librement sur ces questions ? Il ne faut pas oublier non plus que l'inquiétude face à l'éventualité d'escroqueries possibles s'ajoute à ces peurs et augmente encore les difficultés.

Ce changement d'approche m'a amenée immédiatement, grâce à l'appui universitaire et du centre d'études sur les ONG que j'ai évoqué, à rencontrer un groupe d'homosexuels, formé autour d'une « mère modèle » qui réunit des milliers d'internautes chinois sur son blog[209]. J'ai pu suivre ce groupe depuis 2010 sur le terrain et sur Internet. De la même manière et la même année, grâce à un professeur qui dirige des mémoires et des thèses sur le sujet, je suis entrée en contact avec un groupe d'habitants regroupés dans un mouvement écologique, dont la base de lutte initiale était un forum de discussion. De retour en France, sur Internet je continue à suivre en permanence les nouvelles de Canton et j'utilise un compte Weibo, équivalent de Twitter, afin de suivre de près les comptes des acteurs que j'ai déjà rencontrés sur place. Cela me permet de mieux circonscrire l'évolution des groupes, l'engagement de différents acteurs ainsi que l'attention qu'ils portent à d'autres groupes sociaux. En 2010, suite à un mouvement de défense de la langue cantonaise, j'ai, depuis la France, pu repérer plusieurs groupes de jeunes à travers des reportages dans la presse et sur des sites : j'ai donc pris contact avec l'un d'eux et j'ai pu m'intégrer dans leurs groupes de discussion sur un site intitulé Douban, afin de préparer mon enquête pour l'année suivante. Cumulant des réseaux de confiance sur le terrain pendant deux ans, un lien de confiance entre moi et ces groupes de jeunes s'est rapidement établi, malgré la dimension politiquement sensible de leur implication dans ce mouvement suite à l'engagement d'habitants de Hong Kong.

[209] Avec plus de 19 000 personnes qui le suivent et plus de 3,5 millions de visite jusqu'au 20 novembre 2012.

Démarches et méthodes

Ma démarche pour procéder sur le terrain doit beaucoup à la direction de Monique Selim et à ma rencontre avec l'anthropologie. Etudiante en langue française, c'est en travaillant comme interprète pour Monique Selim et Bernard Hours que j'ai rencontré le terrain des anthropologues en 2005. Nous avons travaillé ensemble pendant plusieurs mois à Canton sur le travail social et les différents centres et ONG pour « faibles » : handicapés, malades mentaux, enfants autistes, etc. Ce travail d'interprétariat et de traduction ne ressemblait à aucun des travaux de traduction que j'avais faits pour des entreprises. Il ne s'agissait pas d'un simple travail de traduction car il demandait aussi un investissement dans la communication avec les anthropologues et leurs interlocuteurs. Les récits biographiques recueillis, souvent très tristes, m'ont beaucoup marquée, voire troublée, car face aux larmes de gens de l'âge de mes parents et de mes grands-parents, je ne savais pas comment réagir, sauf continuer à traduire. Dans cette aventure, j'ai découvert une ouverture sur ma propre société et j'ai pu me rendre compte que je la connaissais mal. Ces récits se recoupaient avec l'histoire de ma famille, transmise grâce à ma grand-mère maternelle. Ils venaient aussi combler les trous d'un passé, dont certaines parties restaient floues voire n'étaient jamais apparues dans l'enseignement que j'avais reçu à l'école. Le vécu de ces gens, qui avaient subi des injustices et souffert d'abus de pouvoir, m'a interpellée et a remis en question certaines « évidences ». Je me mettais souvent à leur place, imaginant ma réaction et cherchant quelle issue j'aurais pu trouver si j'avais été à leur place, avec un sentiment complexe. Cette rencontre avec l'anthropologie m'a poussée à poursuivre des études en anthropologie et m'a amenée de nouveau sur le terrain de la Chine. Et les démarches que j'avais apprises et auxquelles je m'étais habituée durant cette aventure sont ainsi les références méthodologiques principales de mes recherches actuelles en anthropologie.

Dans les trois enquêtes de terrain que j'ai effectuées, j'adapte les différentes méthodes de travail de terrain pour d'abord construire une relation interpersonnelle de confiance avec les acteurs sociaux sur place. J'ai pu m'immerger dans leurs activités collectives, dans leurs réunions de travail, dans la préparation et l'organisation de leurs activités, dans les séminaires ou conférences auxquels ils assistaient, ou dans les sorties qu'ils organisaient entre eux. Des entretiens approfondis en face-à-face ont été réalisés où mes

interlocuteurs s'exprimaient librement sur ce qui leur semblait essentiel et important, sur leur itinéraire, sur leur vision du monde et sur leurs choix dans la vie. Il me semble important de souligner quelques principes qui sont essentiels dans ma démarche méthodologique.

D'abord, il s'agit d'insister sur mon statut de chercheure anthropologue, même si la plupart des gens que j'ai rencontrés n'ont aucune idée précise sur ce que veut dire le mot « anthropologue ». Il est important d'éclairer ma position, en expliquant qui je suis, ce que je fais, pourquoi je suis là et comment je prends contact avec leur groupe d'engagement. Cette explication est systématique, surtout dans le contexte chinois où pèsent les inquiétudes et la peur de conséquences politiques. Le fait de présenter mon propre parcours et mon vécu sert aussi comme un atout pour bâtir la confiance réciproque vis-à-vis des acteurs locaux, qui s'y intéressent souvent. En particulier pour les jeunes de ma génération, qui comparent mon profil à leur parcours. Comment je suis arrivée en France et avec l'argent de qui, sont souvent les deux questions qui les intriguent le plus. Comme je l'ai déjà évoqué, le premier contact avec mes interlocuteurs se fait souvent par téléphone, et j'essaie de me présenter d'une manière claire et synthétique aussi sincèrement que possible. Faire des recherches pour « comprendre » leur semble logique mais abstrait, ce qui ne les empêche pas de me rencontrer et de me raconter leur parcours et leur histoire familiale dans la mesure où ils me font confiance. Lors de nos entretiens, je me présente à nouveau en insistant sur mes études anthropologiques et mon rôle comme anthropologue. Pour expliquer les termes « entretien » ou « interview », j'ai tenté de les traduire en chinois mandarin, en cantonais ou en hakka, en précisant qu'il ne fallait pas les entendre au sens journalistique. Pour ceux qui parlent cantonais ou hakka, l'exercice était plus facile et plus simple car dans ces deux dialectes le terme familier signifie « causer », ce qui permet d'effacer la dimension formelle, journalistique ou politique, assez connotée par contre dans le terme en mandarin chinois.

Il était essentiel aussi de leur expliquer la confidentialité des enquêtes et de leur faire comprendre qu'ils étaient protégés par l'anonymat de leur nom et de leur institut. Cette explication est extrêmement importante dans un contexte autoritaire où subsistent la peur et les traces des conséquences des dénonciations durant les campagnes politiques.

Liberté est accordée aux acteurs rencontrés de choisir le lieu de l'entretien. Les lieux publics, en particulier les campus universitaires ou les parcs les moins fréquentés, sont souvent préférés par mes interlocuteurs, car ils s'y sentent plus à l'aise et en dehors de leur cadre de vie quotidien. Dans les universités, l'atmosphère est d'autant plus libre et détendue que dans l'esprit de ces personnes ce milieu de « tour d'ivoire » leur apparaît comme un refuge en regard du monde extérieur, des normes et des pressions sociales. Dans le cas des homosexuels que j'ai rencontrés, cette dimension est essentielle et permet à ce groupe de personnes, stigmatisées et marginalisées, de pouvoir parler librement de leur vie et de leur identité cachées.

Par ailleurs, j'ai choisi de faire les entretiens en prenant des notes par écrit, sans magnétophone, car ce dernier implique la possibilité d'un contrôle, de poursuites et de sanctions. Les acteurs sont plus à l'aise lorsqu'ils voient que je n'ai sur moi qu'un stylo et un cahier pour prendre des notes. Ces dernières, écrites en mélangeant différentes langues (chinois, français et anglais), paraissent illisibles à leurs yeux et donc ne se présentent pas comme une menace à la confidentialité qu'ils m'accordent. Cependant, certains interlocuteurs étaient surpris et étonnés de voir la phrase entière qu'ils venaient de prononcer transcrite en caractères chinois sur mon cahier – parce que je l'avais trouvée significative. Ils y fixaient leur regard, me disant, avec une curiosité et une légère inquiétude presque inobservable : « Je ne savais pas que tu écrivais si vite ! Mais tu n'écris pas tout ce que je dis depuis tout à l'heure, non ? ah, mais le reste, c'est en français ? »

Dans la province du Guangdong les gens pratiquent trois dialectes principaux : cantonais, hakka et chaoshan. Etant donné que je parle mandarin chinois, cantonais et hakka, je m'adapte aux préférences de mes interlocuteurs dont le choix se tourne principalement vers le dialecte maternel. La maîtrise d'un dialecte est très importante quand mes interlocuteurs sont des personnes âgées et souvent non scolarisées, dont certaines ne comprennent ni ne parlent le mandarin. Dans mon enquête sur le mouvement de défense du cantonais, le fait que je suis née dans une région hakka mais que je parle cantonais me rapproche immédiatement des acteurs rencontrés qui ont alors envie de parler avec moi de mon apprentissage du cantonais et de l'importance de la conservation du patrimoine linguistique cantonais.

Après que je me sois présentée au début des entretiens, je laisse un moment à mes interlocuteurs afin qu'ils aient la possibilité de me questionner sur mes recherches et sur moi-même. L'idée est de répondre à toutes les questions qu'ils se posent sur moi et de comprendre les représentations qu'ils se font de mes études dans leur imaginaire. Il est aussi important de leur faire comprendre qu'ils disposent d'une totale liberté de parole durant l'entretien, que ce soit sur le contenu de ce qu'ils vont raconter, sur les réponses à mes questions et sur les questions qu'ils me posent. Cette liberté de discussion joue un rôle important pour mieux appréhender la logique individuelle des acteurs rencontrés.

Après que j'ai parcouru toutes ces étapes explicatives (souvent sans aller jusqu'au bout), nombre de mes interlocuteurs sont surpris puisqu'ils attendaient un questionnaire ou une liste de questions pré-écrites et pendant quelques secondes, face à cette liberté de parole, ils ne savent par où commencer à raconter. Quelques questions larges – telles que : comment es-tu arrivé dans ce groupe ? – aident à ouvrir la discussion sur l'ensemble des rapports sociaux et qui touchent des champs sociaux et politiques divers. Il s'agit de les faire parler sans risquer de fermer notre horizon par des questions préconçues et des présupposés, de saisir les éléments qui ont le plus de sens à leurs yeux et de comprendre leur logique individuelle et collective. A la fin de l'entretien, afin de pouvoir rencontrer d'autres acteurs impliqués, je demande souvent à mes interlocuteurs de me présenter d'autres acteurs engagés susceptibles de s'intéresser au sujet de mes recherches. Rencontrer des interlocuteurs à travers un réseau de confiance est très important car cela facilite les rencontres pour obtenir des entretiens et tisser un lien de confiance, en particulier dans le contexte autoritaire chinois. Sur le terrain, c'est de cette manière que j'ai collecté des récits biographiques, qui, joints à des observations et à ma participation aux événements collectifs et à des lectures de documents sur papier et sur Internet, constituent les matériaux de ma recherche.

Par ailleurs, je me suis intégrée à la liste de diffusion de mails des différents groupes sociaux évoqués et à leurs groupes de discussion de QQ. Beaucoup parmi mes interlocuteurs m'ont aussi ajoutée comme « amie » sur leur compte Weibo, où je peux suivre ce qu'ils mettent en ligne eux-mêmes et leur groupe. Il existe souvent des conditions pour être admis dans une liste de diffusion ou dans un groupe de discussion de QQ car les webmasters demandent le nom, le métier et l'institution de chacun et les

discussions y sont souvent plus intimes et plus poussées. Mais sur Weibo, tous peuvent avoir accès à des comptes d'utilisateurs sans obligation de devenir utilisateur de Weibo. Avant que la possibilité de masquer certains textes postés pour réserver leur lecture à des internautes désignés ne soit mise en place, on pouvait lire quasiment tous les textes postés par chaque utilisateur. Après une période fanatique sur Weibo de dénonciation des injustices et de la corruption, de contestation des autorités chinoises par les internautes, la plupart des acteurs que j'ai rencontrés se sont rendu compte peu à peu des contraintes et des limites que le gouvernement chinois était en train de mettre en place, en particulier après la vague d'arrestations[210] des « grandes V de Weibo » – V pour vedette – qui annonçait un climat de répression accentuée en ligne. Mon intégration aux réseaux de communication des acteurs sur Internet m'a permis donc de voir l'évolution de leur investissement en ligne et dans la vie sociale et politique, de leurs discours, des idéologies qu'ils s'étaient appropriées et des modèles d'action qu'ils avaient adoptés et inventés.

Il est d'autant plus important de suivre de près leurs comptes Weibo que rapporter en direct en ligne, en particulier avec photos ou vidéos *via* leur smartphone, constitue, dans leurs pratiques, une stratégie importante et un recours systématique en cas d'affrontements avec les policiers, les autorités ou d'autres personnes en cas de violence. De cette manière, ils pensent se protéger avec les témoignages des internautes qui leur donnent un soutien fort, créant donc une pression publique auprès des gouvernements chinois. Dans la même logique, poster en ligne leurs formations, activités, conférences, réunions leur permet de faire connaître leurs groupes et d'apporter des ressources idéologiques, sociales et financières.

Ce travail de suivi se fait sur le terrain et je le poursuis, grâce à Internet, une fois de retour en France. J'ai collecté des matériaux riches qui aident à mieux comprendre les liens et les relations interpersonnelles entre les acteurs individuels que j'ai rencontrés. Cette méthode de travail d'observation et de recherche d'informations sur Internet est destinée à creuser les éléments recueillis sur le terrain et sur Internet afin de circonscrire les liens masqués, sociaux et politiques, entre l'Etat-parti et/ou les acteurs eux-mêmes. Ainsi dans le contexte politique autoritaire chinois, les acteurs, afin de se protéger,

[210] Voir http://www.lemonde.fr/international/article/2013/09/16/vague-d-arrestations-en-chine-contre-les-militants-des-droits-civiques_3478172_3210.html, consulté le 20 septembre 2013.

utilisent différentes stratégies de détournement et celles-ci ne sont pas forcément évoquées dans les entretiens que j'ai faits avec eux, ni dans les brochures des activités et de présentation qu'ils m'ont données. Par exemple, le groupe d'homosexuels que j'ai évoqué, FPAH, a participé à la Foire des ONG à Shenzhen organisée par l'incubateur YIFU, grâce à l'aide d'une ONG de protection de l'environnement (ENVERT[211]) avec laquelle ils ont partagé un stand. Le thème du genre et celui de l'homosexualité sont en effet des domaines censurés dans cette foire, fortement soutenue par les autorités locales et qui est devenue peu après une foire officielle du ministère des Affaires civiles de Chine. J'ai pu comprendre cette stratégie de détournement de FPAH et la raison du rapprochement entre FPAH et ENVERT, deux ONG, en suivant les comptes Weibo de chacune. Toutes deux se sont rencontrées à l'occasion des formations régulières sur la gestion des ONG, organisées par des ONG étrangères, et de Hong Kong, et par le Socit, la plateforme sur et pour la société civile déjà évoquée.

En outre, en visitant le site de YIFU, organisation qui se dit indépendante et qui promeut l'innovation de la société, la CSR (*Corporate Social Responsibility*) et l'aide au développement des ONG en Chine, j'ai découvert, en cherchant avec Google les noms de ses cadres, le lien entre YIFU et le ministère des Affaires civiles : en effet quelques hauts cadres retraités de ce ministère ont été recrutés par cette organisation. Quant à son fondateur, il avait passé la première partie de sa carrière en tant que chef éditeur du journal officiel du ministère des Affaires civiles. Ainsi on peut logiquement reconstruire le schéma des liens entre différents acteurs, tels le ministère des Affaires civiles, certaines fondations publiques sous la tutelle du Parti, des centres d'études sur les ONG fondés par des professeurs et d'anciens cadres du ministère et de fondations publiques, des organisations pour soutenir les microgroupes et les aider à se transformer en ONG, comme YIFU, des organisations dites indépendantes de services d'évaluation d'ONG et de projets financés, des fondations privées étrangères et pour finir des écoles de commerces américaines dont beaucoup de responsables de YIFU sont diplômés.

Il s'agit donc de replacer les entretiens approfondis avec les interlocuteurs rencontrés dans leur vie propre et dans la sphère numérique, afin de mieux comprendre ce qui se joue : c'est-à-dire qu'il s'agit d'articuler les liens sociaux restitués dans les entretiens

[211] Nom fictif.

avec leur investissement en ligne. Dans ce cas précis, on voit que phénomènes et récits se donnent à voir comme l'émergence de la société civile, alors que ce qui est occulté, c'est une nouvelle gouvernementalité de l'Etat-parti qui cherche à s'adapter pour contrôler les initiatives et les nouvelles dynamiques sociales. En l'occurrence, la combinaison entre la restitution des liens sociaux et l'analyse des textes et des documents postés en ligne en tant que méthode de travail permet de dévoiler la tactique à la fois d'ouverture et de contrôle du gouvernement chinois sous couvert de l'importation de modèles étrangers et sous les apparences d'initiatives autonomes de ladite « société civile » qui enthousiasment de nombreux acteurs sur le terrain.

Deuxième partie : Terrains anthropologiques à Canton

2. 1 Internet comme outil de construction d'une identité homosexuelle

En Chine comme ailleurs, les homosexuels sont exclus des normes sociales dominantes. La décriminalisation des homosexuels en Chine s'est effectuée en 1997, par la suppression des catégories pénales : crime de sodomie (*jijian zui 鸡奸罪*) et crime de hooliganisme (*liumang zui 流氓罪*). C'était par ces deux catégories que les personnes ayant des comportements homosexuels étaient sanctionnées durant la période de Mao. C'est bien après les États-Unis en 1973 et l'Unesco en 1990 que l'homosexualité a été supprimée de la liste officielle des maladies mentales par l'Association de psychiatrie en Chine en 2001. Suite à l'ouverture de la Chine et à son intégration dans le monde par la globalisation de l'économie de marché, ce changement au niveau législatif et psychologique reflète une tolérance sociale plus grande envers les homosexuels. Cependant, la marginalité d'orientation sexuelle minoritaire, telle que l'homosexualité, reste tabou dans la société, en particulier dans la famille, car le mariage, comme dispositif social, assure la continuation de la lignée familiale par un héritier masculin, ce qui reste au cœur de l'enseignement de la piété filiale (*xiao 孝*) et demeure au centre des normes sociales.

Le développement d'Internet et sa popularisation en Chine témoignent de l'émergence de nombreux sites consacrés à l'homosexualité, en particulier à la fin des années 1990. La communication, relativement libre sur cet espace, s'accompagne d'une ouverture fascinante et attire des milliers d'internautes, qui y cherchent la réponse à leur « anormalité » d'aimer des gens du même sexe qu'eux, ou le remède pour la « guérir ». La plupart des sites chinois les plus importants consacrés à l'homosexualité ont été créés à la fin des années 1990 et au début des années 2000, dont certains étaient initialement des sites personnels : le site *Aibai* créé en 1999 par deux garçons en couple illustrant leur vie personnelle en couple ; le site *Danlan* créé comme un site personnel en 2000 par un ancien policier ; le site *GZTZ* (homosexuels de Guangzhou) créé en 1998 par un ingénieur informatique initialement consacré à sa propre histoire.

D'autres, dès la création, ciblent l'interaction en ligne sous forme de forums de discussion : le site *PYBK* (Ne pleure pas mon ami !) en 1999 ; le site *Boysky* en 1998 ou encore celui de *Gaycn* en 2000 destiné à tous les Chinois du monde.

Le développement de ces sites contribue fortement à la formation des groupes d'homosexuels et à la construction d'une identité homosexuelle, voire à l'élaboration d'une communauté d'homosexuels en Chine. Avec ou sans messages sexuels directement exprimés, ces sites sont chaque fois la cible des campagnes pour lutter contre la pornographie et l'obscénité sur Internet lancées par le gouvernement chinois. La fermeture temporaire voire définitive de ces sites ne peut empêcher le développement des sites d'homosexuels et la mise en réseau des homosexuels chinois *via* ces sites. Certains sites ont connu un grand succès et fondé ainsi une entreprise commerciale sur l'orientation sexuelle minoritaire. D'autres sont plutôt engagés dans le mouvement de LGBT en général, pour lutter contre la discrimination et la stigmatisation des homosexuels, ou/et contre le SIDA. Ces sites, et les organismes ou entreprises qu'ils sont devenus, malgré la différence de leurs activités, s'engagent toujours, peu ou prou, dans la cause de lutte contre le SIDA, et par là gagnent un espace politique et social encadré par les autorités chinoises.

L'évolution du site *Danlan* est emblématique dans le domaine commercial des nouvelles technologies, lesquelles ciblent une clientèle particulière : les homosexuels chinois. Au moment de la mise en ligne du site *Danlan*, le fondateur du site a également créé un site de rencontre pour les homosexuels en 2000. Il maintenait tout seul ces deux sites avec ses propres revenus et les dons provenant des internautes, refusant toute sorte de proposition publicitaire. En 2007, pour la survie de son site personnel, dont la gestion demandait de plus en plus de main-d'œuvre et de ressources financières, le fondateur, ancien policier, a décidé d'accepter les publicités commerciales sur son site personnel, qui n'était plus personnel. En 2012, sous la pression sociale de son entourage et de ses collègues qui avaient appris son orientation sexuelle par un article de presse, il a démissionné de son poste de fonctionnaire et décidé de se consacrer pleinement à la gestion de son site. Afin d'attirer les internautes, qui de plus en plus surfent depuis leur smartphone, le site *Danlan* a lancé en 2012 une nouvelle application de téléphone portable, intitulée *Blued*, équivalent de *JackD*, *Gpark*, ou encore *Grindr* aux Etats-Unis.

Cette application, qui cible une clientèle dite homosexuelle, offre des services de réseaux sociaux (chats, moments partagés, jeux, personnes à proximité, etc.) et favorise ainsi les rencontres dans l'immédiat entre les utilisateurs vivant à proximité les uns des autres. Avec plus de 1,5 million d'utilisateurs, cette application a rapidement reçu 3 millions de yuans comme *angel investment* en 2013, avant de recevoir 10 millions US dollars comme *venture capital* en février 2014. En effet, les homosexuels chinois, environ 70 millions personnes représentent, tant pour le fondateur de *Danlan* que pour ses investisseurs, un marché commercial avec d'énormes potentialités encore peu développées. A côté de la dimension commerciale, le site *Danlan* s'engage aussi dans la lutte contre le SIDA. En 2012, à la veille de la journée mondiale de lutte contre le SIDA, le fondateur de *Danlan* a été reçu en tant que représentant des ONG de cette cause par le premier ministre de Chine. Le site *Aibai*, de son côté, reste surtout actif dans la diffusion des connaissances sur l'homosexualité et la lutte contre le SIDA. Ce site a fondé en 2005 à Pékin une *NPO* (organisation non-profit), intitulée *Aibai Culture and Education Center*. Prônant l'égalité et la tolérance de la société envers les homosexuels, ce centre insiste sur sa position dite « neutre » au niveau politique et des politiques publiques. Il a également créé un centre d'activités à Chengdu en 2006 et un groupe de travail à Shanghai en 2010. Le développement du site *GZTZ* suit aussi ce schéma : un site Web avec des centres d'activité destinés à la construction d'une identité homosexuelle, à la reconnaissance sociale et politique de ces personnes et à la lutte contre le SIDA.

La cause de la lutte contre le SIDA ouvre un espace politique et social aux groupes ou ONG d'homosexuels, malgré et avec la stigmatisation qu'ils subissent. En même temps, si l'Etat chinois permet la coopération de ces ONG et de ces groupes d'homosexuels à la cause de la lutte contre le SIDA, il ne permet ni la contestation, ni la revendication, quel que soit le sujet, SIDA ou autres. Le lien entre l'épidémie de VIH et l'homosexualité, construit d'une manière simpliste et déterministe dans les stéréotypes, accentue la stigmatisation des homosexuels et la pression sociale, augmentée de celle pour une descendance. C'est pourquoi nombre d'entre eux ont compris la nécessité de s'engager dans la diffusion des connaissances sur le SIDA, les mesures d'éducation et de prévention, les services de dépistage gratuits. Après la révélation des scandales du sang contaminé par transfusion dans la province du Henan, plusieurs ONG se sont

créées pour s'occuper des familles des victimes séropositives, en particulier des orphelins. Certaines travaillent aussi, sous l'affiche de leur action, sur la question des homosexuels et la prévention de VIH dans le « cercle des homosexuels » (*tongzhi quan 同志圈*), dont l'appellation d'homosexuels a repris le terme « camarade » de l'époque maoïste : *tongzhi 同志*. Le terme « cercle », utilisé ici pour désigner le groupe social des homosexuels, est le mot chinois utilisé par les acteurs eux-mêmes, notamment ceux que j'ai pu rencontrer à Canton.

Parmi ces sites d'homosexuels, un blog a été retenu et le groupe d'homosexuels qui se réunissent initialement autour de ce blog sera présenté dans les parties suivantes. Il s'agit du blog d'une mère, construite comme une « mère modèle » pour les familles dont les enfants se disent homosexuels. Ce groupe est constitué de membres appartenant à des réseaux de connaissances, d'où les caractéristiques qui lui sont attribuées : ouvert, instable et fragile, regroupé dans une forme embryonnaire d'association, plutôt « familiale ». La reconnaissance familiale s'ajoute au sentiment d'appartenance communautaire, et cela fait de ce groupe un exemple emblématique pour comprendre les processus de construction d'une identité marginalisée, individuelle et collective, sur Internet et à cause d'Internet, ainsi que les représentations des acteurs sociaux locaux eux-mêmes dans cet espace de communication global. C'est à travers les parcours biographiques des acteurs sociaux locaux de cette ONG d'homosexuels à Canton que je montrerai l'articulation entre les normes globales et la construction de l'existence individuelle et collective par Internet dans un champ sociopolitique. Dans un second temps, l'attention de ce chapitre porte sur les conflits internes du groupe, entre la fondatrice et le directeur de cette ONG, après un séjour de formation offert par un centre d'homosexuels américain à son directeur. La cristallisation de ces conflits conduit au départ de la fondatrice et déploie un paysage des dynamiques où se confrontent les différentes positions et stratégies d'action sur le sujet de l'homosexualité, avec l'influence internationale. Cet affrontement de divergences est pris dans la mouvance des dynamiques qui ont suivi la réforme sociale lancée par l'Etat chinois.

Une association pour les parents et les amis des homosexuels et leur « mère »

Appelons l'association étudiée pour les parents et les amis des homosexuels FPAH – Famille, parents, amis des homosexuels. Cette association, basée à Canton est créée en 2008 par une dame, connue comme « Maman Shang » dans le cercle des homosexuels en Chine. Son fils unique, homosexuel, est le premier dans ce groupe marginalisé à avoir été présenté, avec sa mère, dans plusieurs programmes de télévision, distribués dans toute la Chine, où l'on expliquait son itinéraire et son histoire quant à sa « sortie du placard[212] » auprès de ses parents.

Madame Shang est issue d'une famille révolutionnaire maoïste : ses parents sont devenus membres du parti communiste chinois à Hong Kong en 1936, bien avant la fondation de la République populaire de Chine. Elle a travaillé comme éditrice dans un magazine sur la littérature au niveau provincial du Guangdong. Fille d'un couple de hauts cadres, elle a rejoint les gardes rouges (*hong wei bing 红卫兵*[213]) en 1966, suite à l'appel de la révolution culturelle. Au début, ses parents étaient « pour cette révolution », et « tous les étudiants étaient censés la rejoindre ». Comme beaucoup de « jeunes éduqués » (*zhiqing 知青*), elle a été envoyée, deux ans après, à la campagne dans une région montagnarde au nord de la province du Guangdong où elle est restée dix ans, ses six frères et sœurs étant déplacés dans d'autres régions. Au même moment, son père était emprisonné, séparé de sa femme également jetée en prison dans une autre ville ; devenue folle, elle y est restée jusqu'à sa mort. Madame Shang apprécie l'esprit ouvert de sa famille et de ses parents qui ont « lutté pour l'égalité et une société harmonieuse » durant toute leur vie. Le fait que son mari soit un orphelin vietnamien, issu d'une grande famille chinoise de médecins au Vietnam, et qu'il ait choisi, à l'âge de seize ans, de venir en Chine pour la « construction du communisme » est, selon elle, l'une des raisons qui expliquent pourquoi il n'aurait pas poussé son petit-fils au mariage pour engendrer un descendant, tant désiré pour la lignée patrilinéaire. Avant son premier entretien à la télévision, Madame Shang s'est réclamée de l'approbation de son père : bien que ne

[212] La « sortie du placard » en chinois est « *chu gui 出柜* ».

[213] Il s'agit d'un mouvement de masse comprenant en grande partie des étudiants et des lycéens pendant la révolution culturelle.

pouvant plus l'interroger (il est décédé en 1994), mais connaissant son sentiment de « responsabilité » envers la société, elle pense qu'il aurait approuvé la décision qu'elle a prise de témoigner sur l'histoire de son fils à la télévision et aurait trouvé la démarche intéressante. Un sentiment de responsabilité, qu'elle partage avec son fils, « courageux et conscient de sa responsabilité sociale », est une autre des raisons qu'elle avance pour justifier sa présence sur le plateau en tant que modèle de mère courageuse. Un statut, producteur d'identité lui sera conféré à la suite de ce programme : « Maman des homosexuels[214] ».

Révolutionnaire, intellectuelle, bien éduquée, l'esprit ouvert, elle est appelée « Maman Shang » par les gens de leur cercle. Elle ne cherche pas à cacher son identité derrière l'anonymat, mais au contraire, elle utilise son nom réel dans tous les domaines, « ayant peur qu'on ne connaisse pas Maman Shang ». Elle opte pour la stratégie de faire connaître et réfléchir sur les sujets concernant l'homosexualité et représente l'image d'une « mère héroïne », modèle idéal de parent aux yeux des gens de son association, voire de manière générale de l'ensemble des homosexuels en Chine. Personnage médiatique et médiatisé, elle est aussi bien un modèle dans la presse traditionnelle que sur Internet.

En 2006, après avoir participé à plusieurs programmes de la télévision, et bien que sans aucune connaissance informatique, elle s'est lancée sur Internet, où elle a créé son blog, suite aux conseils d'un ami de son fils[215]. Cet ami, Junwei, déjà connu sur Internet par son blog, a également créé un site sur l'homosexualité où la connexion demande les coordonnées réelles des utilisateurs, ce qui casse ainsi le côté anonyme d'Internet. Afin de faire connaître Maman Shang et son nouveau blog par les internautes, Junwei l'a présentée sur son site et sur son blog comme un exemple de parent modèle à suivre. Madame Shang poste sur son blog les activités de leur association et leur participation aux activités concernant l'homosexualité, mais également ses témoignages et les histoires personnelles de gens qui cherchent à savoir comment gérer leur vie avec une orientation sexuelle minoritaire, en particulier comment la gérer au sein de leur famille.

---

[214] Les termes utilisés par elle en chinois sont « *tongzhi mama 同志妈妈* » et/ou « *tongxinglian mama 同性恋妈妈* ». *Tongzhi 同志* désigne au début les camarades au sens de la révolution. Depuis une vingtaine d'années ce mot est devenu un mot familier pour dire « les homosexuels ».

[215] Ce détail donné par Junwei n'a pas été mentionné par Madame Shang.

Afin de répondre à toutes ces questions, Maman Shang a aussi ouvert une *hotline* au service de ceux qui ont besoin de ses conseils et de raconter leur histoire, un autre moyen pour elle de collecter des témoignages.

Deux ans après, elle dit avoir senti le besoin de créer une structure autre qu'un blog sur Internet. Parce que « si les parents des homosexuels cultivés peuvent aller voir ce blog, la plupart des parents ne vont pas sur Internet… peu de parents nous voient réellement, ils ne connaissent pas l'existence des autres homosexuels mais uniquement leur enfant », dit-elle. Ainsi est créée FPAH. C'est Junwei qui a écrit l'article annonçant la création de FPAH en insistant sur l'accès aux droits des homosexuels. La date du 28 juin pour la publication de cet article n'a pas été choisie par hasard, mais en mémoire des émeutes de Stonewall [216] à New York du 28 juin 1969. La création de cette association, faite sans l'accord des autorités, n'est pas annoncée dans la presse, mais uniquement sur son blog à elle où elle a reçu de nouveau le soutien des internautes qui laissent des commentaires favorables à cet évènement. Cependant certains ont montré leur inquiétude sur le futur de l'association en étant conscients du « long chemin » à parcourir. La plupart des associations ou organisations d'homosexuels en Chine sont, selon elle, rattachées aux organismes gouvernementaux, à différents niveaux, et rares sont celles enregistrées au bureau des Affaires civiles. La sienne est rattachée au Centre de contrôle et de prévention des maladies (*Center for Disease Control and Prevention*) du gouvernement. Le mot « homosexuel » qui figure dans le nom de leur association apparaît « peu discret », « trop embarrassant » pour certains mais « scientifique, direct et impliquant une certaine reconnaissance de l'identité homosexuelle » selon elle. Comme sa mise en avant dans la presse avec son vrai nom, l'enjeu est d'attirer l'attention des médias et celle du gouvernement, lesquelles sont nécessaires pour le développement de l'association. Il s'agit d'aider les homosexuels, leur famille et leurs amis, de faire connaître cette communauté discriminée et stigmatisée, au nom de l'idée que « l'amour est le plus bel arc-en-ciel », titre qu'elle a donné à son livre.

[216] Les émeutes de Stonewall, série de conflits violents entre les homosexuels et les forces de police de New York, se sont déclenchées lors de la nuit du 28 juin 1969, à la suite d'une rafle menée par huit policiers dans le *Stonewall Inn*, un bar gay situé dans Greenwich Village. Stonewall est souvent considéré comme le tournant du mouvement de demande d'égalité des droits des homosexuels.

En s'accrochant à la cause nationale (avec le gouvernement) et internationale de lutte contre le SIDA, l'association a organisé sa première activité en distribuant des brochures sur le SIDA, des préservatifs. dans un parc où se réunissent fréquemment des homosexuels. Dans le cadre de la lutte contre le SIDA, cette association dite *grassroots* a remporté des prix, attribués par des fondations internationales et des chaînes de télévision, en concurrence avec d'autres établissements publics, ONG et associations de diverses natures. Une partie du financement de FPAH vient des projets de lutte contre le SIDA, financés par le gouvernement chinois, les institutions et fondations internationales. Alors que le financement des colloques annuels pour les parents, la famille et les amis des homosexuels, les salaires et la maintenance du service de *hotline* proviennent d'une association américaine qui a pour objectif de soutenir également la lutte contre le SIDA en Chine, association elle-même créée par un Sino-Américain qui se dit homosexuel.

L'atmosphère de « famille » et les services pour les homosexuels et leur entourage ont attiré des membres des quatre coins de la Chine, mais motivé peu de parents et d'amis. Sur la liste d'une centaine de membres en Chine dont une quarantaine à Canton, seule une dizaine de ces membres participe activement à leurs activités à Canton.

En 2010, c'est au cours de l'une de leurs activités habituelles de rencontre – celle de *on line* à *off line*[217] — que j'ai pu prendre les coordonnées des membres présents pour mener nos futures enquêtes. La rencontre avait lieu dans un parc situé au nord-est de Canton ; nous nous sommes réunis à l'entrée du parc où plusieurs parapluies/parasols de couleur arc-en-ciel ont été ouverts et déposés par terre. La revendication des homosexuels s'exprime à travers nombre de détails symboliques et l'usage de ces symboles d'homosexualité est accentué dans les activités où les activistes portent, sur leurs vêtements habituels, des accessoires de couleur arc-en-ciel : un foulard, un chapeau ou un sac à dos colorés. Les participants portaient chacun un carton de couleur différente, indiquant leur situation amoureuse (célibataire ou en couple), avec un chiffre indiquant leur ordre d'arrivée, ce qui permettait de connaître le nombre des participants

[217] Il s'agit d'une expression utilisée par une personne rencontrée dans une autre association d'homosexuels. Ce terme montre l'articulation entre la communauté homosexuelle sur Internet et celle dans la vie sociopolitique réelle. Ainsi, en passant de « *online* à *offline* », leur vie sur Internet et les rencontres réelles s'entrecroisent.

ainsi que leurs coordonnées *via* la fiche de participants. Cette fiche de participants favorise les rencontres parmi les membres de l'association ainsi que son organisation d'autres activités. Plusieurs de ces bénévoles sont employés ou volontaires dans d'autres associations ou ONG d'homosexuels à Canton. La coopération entre ces associations est, selon eux, « très bonne et pas en concurrence vicieuse comme dans certaines villes ». Après une promenade permettant aux gens de parler librement entre eux et à ceux avec lesquels ils avaient envie de faire connaissance, nous sommes arrivés dans une place au bord du lac. Les organisateurs ont commencé à répartir les membres participants en plusieurs groupes pour jouer en équipes. Ces jeux, sauter à la corde, chanter et danser, ont attiré un public qui s'est assemblé autour d'eux, notamment plusieurs employés du service de sécurité du parc qui regardaient de loin sur leur vélo. Etant donné que ce groupe se comportait correctement sans troubler l'ordre public, le service de sécurité les a laissés tranquilles jusqu'à leur départ. Ensuite le groupe s'est retrouvé dans un restaurant en face du parc où les discussions et les échanges se sont poursuivis autour d'une table, manière de communication stratégique souvent utilisée par les Chinois pour les rencontres, les discussions, les négociations, etc., dans les domaines professionnels et/ou personnels. Il s'agit d'une forme de réunion plus discrète qu'une réunion qui se tiendrait dans un endroit formel ou public (bureau ou parc par exemple). En effet, cette dernière forme de réunion attire fortement l'attention du service de sécurité sur place quand le nombre des participants dépasse la limite jugée dangereuse pour « l'ordre et la sécurité publics ainsi que pour la stabilité de la société ». La surveillance, voire l'intervention, sera mise en œuvre afin d'étouffer dans l'œuf ces éléments jugés déstabilisants. Mais la réunion d'un groupe, même d'une centaine de personnes, voire plus, semble toujours normale et banale quand il s'agit d'un repas collectif, surtout à l'occasion des grandes fêtes, telle que la fête des mères dans le cas évoqué. Cinq tables rondes ont réuni une cinquantaine de personnes dont la moitié ont laissé leurs coordonnées sur les papiers que j'ai fait circuler, afin de pouvoir les rencontrer ultérieurement pour un entretien. Deux jeunes hommes m'ont contactée discrètement après le repas pour prendre un RDV avec nous. À l'occasion de la fête des mères, Maman Shang a reçu un bouquet de fleurs au début de la journée et un ancien fonctionnaire du bureau des Arts a chanté pour elle une chanson intitulée *La mère* à la fin du repas collectif.

Cette sorte de rencontre, dans un parc ou dans l'espace privé d'un karaoké, à l'occasion des fêtes ou non, est l'une des activités principales de la FPAH. Les participants sont conscients que la plupart viennent pour « rencontrer quelqu'un » et d'une certaine manière, la FPAH joue un rôle d'agence matrimoniale et ne s'en cache pas. Citons une fête de « fiançailles » à Canton : celui que nous appellerons Jianguo, a contacté Kangping, après avoir lu l'histoire de son futur fiancé sur le blog de Maman Shang. Après trois mois de *chat* sur QQ, Kangping a décidé de quitter sa ville et de rejoindre Jianguo à Canton. Neuf mois plus tard, à l'occasion du deuxième congrès de rencontre des parents de la FPAH, à la fin du mois de juin 2010, Maman Shang donnait la main de l'un à l'autre pendant leur fête de « fiançailles ». Elle se réclame ainsi, et se donne, l'image d'une mère pour tous les « enfants ». Cette fête est l'apogée de ce congrès et un article important dans le journal local, distribué dans la province, voire d'autres régions, est consacré entièrement à ce couple. La mise en scène de leur « réussite » – un modèle d'amour homosexuel – comme couple homosexuel, encourage les gens qui s'identifient comme homosexuels, et sont en partie motivés pour trouver un compagnon à rejoindre l'association FPAH. Maman Shang, en tant que « marieuse » qui donne son accord représente les parents du couple. La reconnaissance par cette famille symbolique de l'existence de l'individu et du couple en tant qu'homosexuels est donc acquise. La question sexuelle[218] et les normes de « genre[219] », d'égalité et des droits de l'homme s'articulent ici avec la revendication d'une existence individuelle et collective, à travers une association d'homosexuels créée par une « mère modèle », qui défend des causes internationales, lesquelles sont aussi un enjeu sur la scène nationale pour le gouvernement chinois : par exemple la lutte contre le SIDA. C'est dans le cadre de cette cause globale que la communauté homosexuelle en Chine peut disposer d'un espace sociopolitique, par où passe délicatement sa revendication politique.

[218] Claude Didry et Monique Selim, « Sexe et politique du XXe au XXIe siècle : entre aliénation et émancipation », *Revue de l'Homme et la Société*, n°189-190, pp. 7-14.

[219] Pour les critiques de la norme de « genre », voir Mathieu Caulier, Anne Querrien et Monique Selim, « Déplacements de la domination : substantialisation dans et par les normes de genre », *L'Homme et la Société*, 2013, n°189-190, pp. 246-267. Monique Selim, « La face cachée des femmes outils », *L'Homme et la Société*, 2011, n°176-177, pp. 253-266. Anne Querrien et Monique Selim, « Vers des normes sexuelles globales, micro et macropolitiques de la dualité sexuelle dans le cadre de la globalisation », *Chimères*, n°71, pp. 49-69.

Du droit à l'homosexualité aux droits de tous les citoyens : portrait d'un militant

Allons d'abord chez Junwei, bénévole et militant, et actuellement le directeur de FPAH. Fils de paysans montagnards de la région révolutionnaire maoïste, il possède sa propre entreprise de logistique et son propre appartement à côté de la Montagne Baiyun[220] à Canton. Après une formation professionnelle d'élevage des vers à soie et trois ans de travail, il a décidé de tout quitter et d'aller à Canton avec son ex-ami, dont les parents sont aussi paysans. Il a essayé de concentrer son discours sur le sujet d'Internet sans vouloir trop parler de son itinéraire et de sa famille, sa mère étant morte d'un cancer. Il conteste le système éducatif en donnant l'exemple de son ex-ami, qui, après avoir passé une dizaine d'années avec Junwei, l'a quitté pour épouser une fille en 2008, en alléguant que « seule la vie avec une femme et des enfants est harmonieuse et heureuse ». Il est pour Junwei « un cas d'échec de l'éducation, qui ne lui a pas donné la capacité de réfléchir de manière indépendante », notamment quand il considère l'union entre deux êtres comme quelque chose qui ne peut s'appliquer à deux personnes de même sexe. Ainsi, pour Junwei, son ex-ami s'inscrit dans les normes sociales traditionnelles sans les contester, même si son orientation sexuelle s'y oppose. Quant à la vie heureuse, Junwei pense que « le mariage n'apporte pas forcément ça ». Les rapports entre les enfants et les parents sont aussi mis en cause par Junwei : l'amour des parents est en effet « petit et égoïste » s'il ne franchit pas la porte de la famille. Les enfants sont souvent considérés comme « une propriété privée » des parents et *vice versa*. Quant aux changements de situation amoureuse des parents, ils sont aussi bloqués par les enfants qui considèrent le mariage du troisième âge comme quelque chose de « pas bien » et se posent la question : « Comment vont-ils s'occuper des petits-enfants s'ils [les parents] sont remariés » ? Cette idée de « propriété privée[221] » fonctionne dans les deux sens aux yeux de Junwei. Ces réflexions lui ont été inspirées, précise-t-il, par sa « sexualité » qui le pousse à réfléchir à la place des autres, par exemple les gens qui vivent à la campagne et sont contre le mariage quand on est « vieux ». *A contrario*, il est content que, suite au décès de sa mère, son père, à son âge, ait trouvé une compagne. Selon lui, l'accord des parents sur la relation amoureuse des enfants ne relève pas de la sexualité, mais d'un

[220] Quartier de la banlieue nord de la ville de Canton.

[221] Junwei a utilisé le terme chinois « *si ren cai chan 私人财产* » - « propriété privée », qui signifie que les parents ainsi que les enfants sont considérés comme un « objet » appartenant l'un à l'autre.

« problème de communication entre eux et du manque de confiance de l'un envers l'autre ». En résolvant ce rapport social avec sa sœur et son père, qui s'inquiète toujours de sa vie quand il sera vieux, il a réussi sa « sortie du placard ». Sa vie « indépendante et heureuse » a mis fin au débat quant à son mariage. La reconnaissance de la presse et de la télévision lui a attribué un rôle nouveau.

Porteur d'un discours sur la société civile et la liberté d'expression, il a créé en avril 2009 son site *SNS* (*Social Network Services*) dont le système de *login in* exige l'identité réelle des utilisateurs. Ce site, qui a été ouvert suite au succès de son blog personnel, créé en 2005, est déjà très fréquenté – « un des trois premiers blogs les plus visités dans leur cercle » – par les internautes avant la création du blog de Mme Shang. L'idée que « cette mère est courageuse et magnifique […] il faut qu'elle fasse quelque chose » les a conduits bien plus loin qu'à un blog de « mère vedette » sur la Toile.

Avec plus de dix ans d'expérience d'internaute, Junwei peut témoigner des évolutions d'Internet en Chine : depuis l'époque où ses frais d'accès à Internet lui coûtaient 750 yuans par mois, avec un faible débit, jusqu'à l'époque d'accès à la fibre optique pour moins de la moitié du prix mentionné. A partir de la seconde moitié de l'année 2009, après la création de son site, qui lui coûte 130 000 yuans par an, Junwei a été impressionné par un « recul » d'Internet en Chine. Cette régression correspond pour lui à la réduction de l'espace de liberté d'expression sur la Toile et à la montée des obstacles pour créer un site privé, ce dont témoigne la création de son nouveau site : l'enregistrement de son site lui a d'abord été refusé par le bureau de gestion des sites, simplement parce qu'il est « homosexuel ». Cette identité est tellement sensible que l'autorité « n'allumait le feu vert » qu'à condition que Junwei bloque, sur son futur site, la possibilité pour les internautes de laisser un commentaire à la fin d'un article, en ajoutant : « le Weibo des homosexuels ? Non ! » Selon lui, la raison pour laquelle le contrôle sur Internet en Chine devient de plus en plus sévère, pour les initiateurs privés

des sites, c'est que les « capitaux de pouvoir et de puissance[222] » entrent sur le marché d'Internet pour sa rentabilité énorme[223].

Face à la prise en main d'Internet par « un gouvernement de gestion et de contrôle », qui, au lieu de laisser Internet « servir le peuple », met en place une gouvernance de type capitaliste reposant sur le pouvoir du Parti et la croissance économique, Junwei conteste la fonction de ce gouvernement qui n'est pas au service du peuple. Il critique le contrôle exercé sur la circulation des informations et insiste sur la nécessité du développement d'une société civile. Selon lui, le gouvernement filtre les informations et impose son discours de « *marketing* de la réputation [224] » aux frais du peuple par manque d'un « sentiment de sécurité ». Junwei résume l'idée en prononçant le nom du groupe des *wu mao dang* [parti des cinquante centimes] internautes recrutés par les autorités, les établissements ou les entreprises pour promouvoir la réputation de ces employeurs ou compromettre celle des concurrents. Selon lui, toutes les politiques actuelles concernant Internet sont issues d'idées vendues par des « gens puissants et au pouvoir ». La disparition de la « diversité sociale » sur Internet est pour lui un des signes du « recul d'Internet » — « Internet s'éloigne du peuple (de plus en plus difficile de mettre en ligne son propre site) » ; dépourvu de vitalité et de créativité il ne produit plus que des copies d'idées empruntées aux pays étrangers. Un autre signe est le recul de la liberté d'expression sur Internet. La campagne de *sao huang da fei* [balayer l'obscénité et lutter contre l'illégalité[225]] a en réalité « pour objectif de lutter contre ce qui n'est pas correct politiquement sous prétexte d'obscénité ». Le mot « peuple » est un « mot/concept vide et faux » parce que « si l'autorité dit que tu es le peuple, tu l'es ; si le Parti dit que tu ne l'es pas, tu ne l'es pas », explique-t-il. Tout en gardant l'espoir qu'Internet finira quand même par contribuer au développement de la société civile, Junwei est bien conscient que le contrôle sur les organismes ou organisations de la société civile est appliqué non seulement dans la vie « réelle » mais aussi sur Internet.

---

[222] Terme chinois : *quan gui zi ben 权贵资本* dont *quan 权* signifie le pouvoir, *gui 贵* la puissance et *zi ben 资本* les capitaux.

[223] Par exemple, l'entreprise de QQ–*Tencent* : son chiffre d'affaires pour le 2nd semestre 2010 atteint 687 600 000 US dollars, et la valeur d'un titre d'action de cette société à la Bourse a varié de 3.7 HK dollars en 2004 à 171 HK dollars en 2010. Voir http://it.people.com.cn/GB/42891/42894/11859755.html.

[224] Terme chinois : *kou bei ying xiao 口碑营销.*

[225] Terme chinois : *sao huang da fei 扫黄打非.*

Internaute en Chine depuis dix ans, ce fils cadet[226] d'une famille paysanne nous ramène au sujet incontournable de la censure en se référant au fait que certains sites, populaires dans le monde entier, sont censurés en Chine, tels Google, Twitter, Youtube, Facebook, etc. Le filtrage à différents niveaux, a, selon lui, fait perdre au peuple la capacité de « réfléchir en toute indépendance : c'est comme à l'université, c'est horrible ». Le fait que beaucoup de gens ne réfléchissent pas et ne se forgent pas une opinion propre lui fait penser à la possibilité d'un retour à la révolution culturelle. Faute d'une capacité de réflexion indépendante, selon lui, l'émotion nationaliste dans la population est prête à tout moment à se revitaliser pour n'importe quelle cause et à n'importe quel prix. Dans beaucoup de cas, la discussion sur Internet de différentes affaires d'actualité a tendance à simplifier les conflits et à se retourner contre un seul individu ou une seule entreprise comme bouc émissaire. Pour Junwei c'est loin d'être une solution mais constitue un problème dangereux pour la société, et à son avis, il vaudrait mieux réfléchir sur les causes des problèmes sociaux et politiques.

Le contraste entre la « grande voix » des homosexuels sur Internet et « pas de voix » dans la vie dite « réelle » révèle le refoulement de ce groupe discriminé et marginalisé dans la société. Les normes et le pouvoir politique réduisent au maximum le canal de la voix publique, en particulier celui des homosexuels. En même temps, dans l'espace d'Internet, bien des gens de pratique sexuelle minoritaire ont réussi à construire leur vie et leur identité individuelle et collective en tant qu'homosexuels, bisexuels, ou autres. L'homosexualité n'est pas illégale en Chine mais elle a été considérée officiellement comme un « désordre psychiatrique » jusqu'au 21 avril 2001. Souvent le sujet de l'homosexualité est non seulement tabou mais aussi diabolisé dans la presse dominante. Cette situation incite Junwei à se faire entendre et à se justifier sur Internet, car, dit-il, dans la presse traditionnelle, y compris au début de l'usage d'Internet où une communication interactive n'était pas possible, « on n'avait à lire que ce que ce qu'on avait écrit[227] ». Le sentiment de solitude, d'isolement et de confusion sur la sexualité que Junwei ressentait avant de trouver sa communauté d'appartenance sur la Toile n'est

[226] Junwei a un frère aîné, trois sœurs aînées et une sœur cadette qui est la première personne de la famille à laquelle Junwei s'est confié et a raconté son histoire par rapport à sa sexualité.
[227] Il a défini cette période comme l'ère Web 1.0.

pas un cas particulier. C'est un sentiment très partagé par les autres personnes rencontrées dans cette association.

Au début de ses expériences sur Internet, Junwei était satisfait de son site, son premier site fréquenté, où il a trouvé des informations sur l'homosexualité et rencontré les premiers amis de leur cercle. Il ne connaissait pas « la grandeur de ce monde » pendant cette période qu'il appelle le « printemps d'Internet ». C'est une période où les sites, comme « les moutons lâchés dans la prairie », ont connu sur tous les sujets la prospérité et un développement rapide. De 1999 à 2003, c'est l'ère de la « révolution d'Internet », selon son terme, et Junwei passe d'internaute passif, lecteur, qui « avalait tout ce qu'on lui donnait », à quelqu'un qui n'hésite pas à tout contester. Citons comme exemple sa position militante de leader activiste dans la lutte qu'il a menée durant sept ans pour les droits des propriétaires dans le quartier où il habite. L'affiche en bas de chez lui, manifestant le désaccord des propriétaires à la fermeture de la salle conviviale destinée aux activités, vient de son idée. Il affirme le rôle irremplaçable et incontournable d'Internet dans son itinéraire, depuis la prise de conscience de son identité homosexuelle à celle de ses droits de « citoyen ». Il précise : « une grande partie de l'éducation à la citoyenneté que j'ai reçue m'est venue des sources sur Internet. Internet m'a introduit à la citoyenneté, Internet m'a libéré, moi et mon cœur. »

L'année 2005 marque le début de l'essor des blogs en Chine, l'ère Web 2.0. Il y participe activement avec l'ouverture de son blog. C'est un Internet interactif, où il peut offrir et enrichir les informations, exprimer ses propres points de vue sans filtrage, où les internautes passent d'une position « on ne lisait que ce que tu nous montrais » à « moi aussi je montre aux autres ce que je veux ». Jusqu'alors, sur les sites homosexuels, les internautes ne faisaient que lire les articles et photos postés alors qu'avec l'ère Web 2.0, ils affirment leurs avis, leurs pensées et affichent leurs façons de réfléchir. Parallèlement, Junwei me fait remarquer que le nombre de « sorties du placard » a augmenté et que de plus en plus de gens de leur cercle ne cherchent plus à se déguiser, à se cacher derrière l'anonymat sur Internet.

Avec le succès de Weibo, Junwei voit l'arrivée d'une ère qu'il appelle « l'ère Web 3.0[228] ». Il affirme sa volonté et son action de « grimper au mur » de la censure, grâce aux informations circulées sur Weibo, lequel a transformé le mode de diffusion des informations sur Internet. Un simple *plugin* peut permettre de mettre à jour Twitter, Facebook, MSN et d'autres sites ou logiciels équivalents par messages instantanés, e-mail ou un simple texto SMS *via* le téléphone portable. Il conteste l'efficacité du contrôle d'Internet par le gouvernement chinois qui met en œuvre la censure par « supprimer, étouffer et bloquer ». L'impossibilité de tout contrôler vient aussi, dans son argument, du fait que « tout le monde est maintenant la source de ces informations », et que la grande vitesse fait de cette ère Web 3.0 « une source inépuisable d'informations et une force de changements sociaux ». Il passe chaque jour au moins 2 heures sur Twitter en « prêtant ses compétences à la construction de l'ère du Weibo », qui est aussi le titre de l'un de ses articles sur son blog. Pour lui, franchir la *Great Firewall* est aussi un « devoir quotidien », car il s'agit d'éviter que toutes ses informations proviennent d'une source en position de « monopole ». Le discours officiel est insupportable pour lui et il cherche toujours à entendre les voix des autres. Il mentionne un site américain censuré en Chine – Boxun. com – qui regroupe les informations venues de différents côtés et souvent jugées dangereuses par les autorités chinoises, mais « vraies » par un grand nombre d'internautes. Ils manifestent ainsi leur mécontentement envers l'autorité chinoise, qui selon lui « sous-estime l'intelligence et la capacité de jugement du peuple chinois ».

L'idée de fonder une association pour les parents, la famille et les amis des homosexuels vient d'une discussion entre Junwei, Mme Shang et un père chinois américain dont le fils est homosexuel. Bien auparavant, Junwei avait mis en contact Mme Shang et une fondation hongkongaise d'homosexuels, que nous appellerons Intellaction, dont il est aussi un bénévole actif et connaît le fondateur. C'est par le réseau d'Intellaction que nous avons pu rencontrer Mme Shang. Les bureaux d'Intellaction couvrent les trois métropoles[229] de Chine, ainsi que plusieurs villes de la

[228] Cette ère Web 3.0. est définie par Junwei comme l'ère où les internautes peuvent devenir une source d'informations grâce à la technologie du microblog qui permet une circulation d'informations sur plusieurs sites ou des logiciels de *chat* à travers un simple SMS ou e-mail. Il l'appelle aussi « l'ère du *microblog* ».

[229] Pekin, Shangai et Canton.

province du Henan pour un service de lutte contre le SIDA, les soins aux enfants séropositifs ou aux orphelins dont les parents étaient contaminés. Une partie du budget d'Intellaction vient du projet de l'Unesco et du projet de coopération entre le gouvernement chinois et une grande fondation américaine internationale. Junwei met l'accent sur l'importance de la construction d'une « communauté » et la participation de cette « communauté » dans la société. Pour réaliser cette construction, Junwei cherche ainsi à « concrétiser/matérialiser » leur communauté sur Internet, en voulant la construire aussi dans son quartier de résidence comme l'extension de leur communauté sur Internet. Il aide ses amis de leur cercle à trouver un logement dans son quartier. Pour lui, leur « communauté » doit aussi exister concrètement et physiquement, à commencer au niveau microlocal, par son quartier qu'il connaît bien (ex. les appartements disponibles à louer) et où les loyers sont raisonnables par rapport au centre-ville.

Dans la société chinoise, comme ailleurs, les groupes minoritaires exclus des normes sociales dominantes souffrent toujours discrimination et inégalité dans tous les domaines. Les changements apportés par les nouvelles technologies sont très appréciés et font imaginer aux acteurs militants comme Junwei, un mouvement, voire un bouleversement sociopolitique, rendu possible avec l'impulsion et la circulation des informations sur Internet, et c'est ainsi qu'une société « meilleure, paisible, égalitaire et libre » naîtra.

Le discours de Junwei, qui se définit fermement et fièrement homosexuel, porte sur la liberté d'expression et les droits à la citoyenneté. Il cherche à s'intégrer et faire intégrer aussi les groupes sociaux minoritaires et marginalisés auxquels il appartient, en suivant un parcours de militance générale. Sa contestation des rapports sociaux et politiques (la famille ; les parents et les enfants ; le système éducatif ; le mariage ; la liberté d'expression et autres droits des citoyens ; etc.) vient d'abord de ses réflexions et de la construction de son identité d'homosexuel, de la réappropriation des normes globales et globalisées tels que la citoyenneté, la société civile, la liberté d'expression et la démocratie importées en Chine avec l'économie de marché. La censure et le contrôle sur Internet par les autorités chinoises sont « peu possibles » dans les yeux de Junwei et alimentent son discours de revendication des droits citoyens, de liberté d'expression et de la construction d'une société civile. Avec une bonne maîtrise informatique et une

compréhension de la logique et de l'articulation sur Internet, Junwei utilise Internet comme un outil et fait passer les internautes, autour de lui et Mme Shang, du stade de « groupe abstrait » à un « groupe social concret[230] » qui revendique une existence sociale et politique. Internet est donc un instrument et un levier dans leur quête d'existence et la construction de leur identité. Mais il est également une scène sur laquelle les rapports sociaux et politiques s'articulent avec une autre logique conçue et limitée par le contexte social, politique et culturel de la globalisation.

Deux volontaires : collègues comme compagnons d'armes

Présentons ici deux collègues, Lingyu et Zhiheng venus d'une autre ville en voiture pour l'entretien. Lors de notre discussion téléphonique pour fixer le RDV, ils n'ont pas voulu préciser qu'ils habitaient dans une ville à deux heures de route de Canton. Ils ont mentionné que, travaillant dans la même entreprise et ne pouvant pas quitter leur poste pendant la semaine pour une raison que leurs collègues sont censés ignorer, il était plus facile pour eux de venir ensemble. Zhiheng est arrivé le premier sur les lieux de notre rendez-vous, Lingyu nous rejoindra plus tard. Zhiheng a donc eu l'occasion de parler de son histoire seul. Néanmoins, la présence de Lingyu, n'entravera pas la discussion. Leur complicité naît d'une amitié de plus de treize ans, de leur vécu commun dans la recherche d'une vie qui s'inscrive dans le processus d'une construction identitaire homosexuelle. L'un et l'autre se sont exprimé chacun à leur tour durant une vingtaine de minutes, chacun seul, en l'absence de l'autre. Leurs narrations qui se complètent, préparent la suite de l'entretien avec beaucoup de sincérité. L'entretien porte sur l'évolution d'Internet et l'organisation des activités de l'association FPAH ainsi que sur leur itinéraire personnel.

Approchant tous deux de la quarantaine, ils ont donc échappé à la politique de l'enfant unique qui débute à la fin des années 1970 ; ils sont tous deux les fils aînés d'une famille de militaires, avec un père travaillant dans l'armée et une mère tenant un rôle traditionnel de femme au foyer. Leur seul frère est relativement plus proche de leurs parents. Commençons d'abord par Zhiheng qui dans son histoire revient souvent sur

[230] Ces deux notions sont utilisées et développées par Monique Selim dans son séminaire « Anthropologie politique de la globalisation » à l'EHESS en 2010.

certains épisodes de son itinéraire amoureux. Souriant et chaleureux, il est venu d'une autre province du Sud-est de la Chine et a quitté sa ville pour le Guangdong il y a dix ans. Son arrivée fait suite à la rupture, peu de temps avant le mariage, avec sa fiancée avec qui il est resté six ans. Fils « sage et bien aimé », il a suivi le conseil de son père quant à son choix pour sa spécialité à l'école technique professionnelle (en mécanique), de la même manière que toute la famille a suivi le père d'une ville à l'autre. Fils cadet d'une famille de paysans, le père de Zhiheng a perdu son père avant sa naissance, et il est le seul parmi ses six frères et sœurs à avoir réussi à quitter son village en s'engageant dans l'armée à l'âge de dix-huit ans. Sa future femme, fille de petits commerçants, suit son mari dans son unité de travail un an après la naissance de Zhiheng. Zhiheng laissera passer un an avant de pouvoir raconter à sa mère la raison pour laquelle il a décidé de rompre avec sa fiancée et d'annuler le mariage, et sa fiancée n'arrive pas à croire que son futur mari la quitte pour « un homme et non une femme ».

Faute d'argent, les parents de Lingyu l'ont confié à sa grand-mère jusqu'à l'âge de neuf ans. Pensionnaire à l'école secondaire et au lycée, Lingyu a passé peu de temps avec ses parents. Il a été envoyé au Pérou et en Argentine après le bac en 1990 par ses parents, enrichis grâce à la réforme économique, pour continuer ses études « pour son bien et son avenir », comme le lui a expliqué son père. Suite à la répression de Tiananmen en 1989, son inscription dans une université canadienne a été annulée et il a ainsi passé cinq ans en Amérique du Sud où ont débuté ses expériences d'internaute et où il a entrepris sa quête de reconnaissance en tant qu'homosexuel. Son père, fils cadet de pêcheurs, a quitté l'armée et est devenu cadre dans une joint-venture, qu'il a rachetée en 1997, après avoir occupé un poste au bureau du service du travail dans sa ville natale. Sa mère, fille aînée de petits boulangers, s'acquitte bien de son rôle traditionnel de « femme bonne » et « bonne mère » tout en travaillant d'abord comme ouvrière, puis comme administrative dans le même bureau du service du travail que son mari. Lingyu avance plusieurs raisons à son orientation sexuelle : tout d'abord il passait trop de temps auprès de sa mère à la maison et à l'usine, où il n'y avait quasiment que des ouvrières, il a été élevé par sa grand-mère, il y a un cousin homosexuel dans la famille, et il juge que son prénom est « un peu féminin ». Il dit avoir ouvert les yeux à l'étranger où « les gens ont l'esprit ouvert ». Là-bas, il a retrouvé la communauté homosexuelle *via* le réseau d'un ami, dont le frère est homosexuel. Et cela dans « une Amérique du Sud, qui était

conservatrice dans les années 1990 et où il n'y avait pas beaucoup d'homosexuels qui sortaient du placard », dit-il. Par rapport à la Chine, cette image de « l'étranger » représente un univers « plus ouvert et plus gentil ». Cette division du « nous et eux » apparaît souvent dans les entretiens que j'ai faits, en particulier quand il s'agit de la liberté, des droits, de la justice et de la démocratie. Contrairement à l'image construite de « l'étranger » dans les pays dits occidentaux, celle construite en Chine par ces acteurs représente un modèle de vie « meilleure » suivant la logique des discours globalisés occidentaux : esprit ouvert, liberté, droits sociaux, justice et démocratie.

Le profil de Lingyu, étudiant à l'étranger, et la profession de Zhiheng, « master » d'un système d'information de télécommunications chinois, les poussent à explorer le monde d'Internet dès l'ouverture de son accès à la population chinoise continentale en 1996. C'est sur l'un des premiers sites d'homosexualité en Chine que Lingyu et Zhiheng font connaissance. Ce site de *chatroom* leur permet de « rencontrer » et de « parler » avec des gens des quatre coins de la Chine. Zhiheng, qui se trouvait « seul et bizarre » avant d'avoir « parlé » avec les gens rencontrés sur ces sites, a dès lors le sentiment de « trouver sa famille » sur les sites qu'il fréquente. Cependant, il souligne que les internautes sur le *chatroom* s'enfuiraient et se cacheraient immédiatement s'ils venaient à découvrir que leurs correspondants habitent ou viennent de la même ville. Cette « famille » sans frontières de l'espace numérique ne peut être famille dans leur imaginaire que lorsque ses membres sont loin les uns des autres et séparés par les frontières géopolitiques. C'est après avoir découvert ces sites pionniers et sa sexualité que Zhiheng a décidé de quitter sa fiancée. Comme ils ont vécu et suivi l'histoire d'Internet en Chine, ils peuvent tous deux, dans leur narration à la fois lisse et complémentaire, bien préciser tant les détails techniques que leur sentiment personnel sur l'évolution des sites. Nostalgiques, ils ne retrouvent plus dans l'atmosphère générale des sites Internet ce sentiment de « pureté, confiance, sincérité, famille et responsabilité » qu'ils ont connu ; désormais on ne trouve plus que « méfiance, audace, irresponsabilité, violence et sexe », surtout sur les sites homosexuels. Il est vrai, précisent-ils, qu'à cette époque, les internautes étaient minoritaires : ils venaient soit de couches sociales assez aisées, soit, en raison du coût des matériaux informatiques et des connaissances numériques exigées, ils avaient un niveau d'éducation élevé ou étaient spécialisés en informatique. Ces conditions limitées permettent de comprendre et

contextualiser cette atmosphère de jardin d'Eden imaginaire dans un monde numérique et abstrait où les participants sont bien réels. De surcroît, la distance géographique, réelle et/ou imaginaire, rassurait les internautes et les émancipait de la peur et de l'angoisse d'être, dans la vie sociale, dévoilés comme des homosexuels, des personnes considérées comme « différentes et anormales ».

« Nous n'allons pas changer et on est sûrs [de leur sexualité] » ; fermes et sûrs, Zhiheng et Lingyu sont « sortis du placard » pour leurs frères et mères la même année, en 2002. À travers la phrase citée ci-dessus, ils affirment leur sexualité et leur engagement l'un envers l'autre. Cet engagement réciproque, la tolérance et la compréhension montrées par les membres de leurs familles, le silence de leurs pères qui ont pris connaissance de leur sexualité par leurs mères et l'espace de liberté dont ils jouissent au sein de leurs familles en ce qui concerne le mariage, favorisent une solidarité pertinente et une complicité cohérente dans leur relation interpersonnelle. L'entretien nous amène à une discussion ouverte et franche sur l'organisation FPAH. Ils commencent leurs critiques par une expression chinoise utilisée quand quelqu'un de nouveau dans un groupe veut commenter une affaire du groupe : « On est nouveau, il y a des choses/paroles… on ne sait pas si on doit les dire ou non », en particulier parce que « c'est difficile de s'intégrer dans cette grande famille ». Le sentiment de « famille » était pour Zhiheng beaucoup plus palpable sur les premiers sites/*chatrooms* homosexuels qu'il avait visités que dans la « grande famille » de Maman Shang. Dans les *chatrooms* en question, les internautes se trouvaient sur un pied d'égalité, se respectaient, et pouvaient partager, parler sans tabou sur tous les sujets : vie sentimentale, travail, etc. Alors que la « grande famille », réunie par une mère symbolique, n'a pas réussi à intégrer tous les membres : parler d'une conversation sans tabou alors que certains n'osent même pas dire bonjour aux autres… Cette distance interpersonnelle échappe souvent aux organisateurs et aux animateurs de la FPAH. C'est ainsi qu'un animateur, dans une rencontre d'amour des homosexuels dans un lieu public, s'est fâché contre les participants parce qu'aucun ne voulait se présenter devant un microphone face à un public qui réunissait participants actifs et visiteurs, simples curieux ou participants masqués. Effectivement, certains participants, cachés parmi les spectateurs, n'ont pas osé entrer dans le cercle des participants actifs, « comme la journée au parc » ajoute Lingyu.

Tous les deux bénévoles de FPAH, ils ne savent pas quels sont exactement leurs tâches/devoirs ni ce qu'ils peuvent faire pour l'association : insistons une fois encore sur la distance qui sépare leur ville et Canton. Inscrits sur la liste pendant les activités de la FPAH, ils sont devenus bénévoles et les deux seuls dans leur ville. Sans règles et ni structures, « l'association aura du mal à exister, sans parler de son développement et de son élargissement », dit Zhiheng. Ce dernier et Lingyu sont déçus par les conflits personnels : deux volontaires se sont disputés dans le groupe des volontaires de la FPAH sur l'espace QQ de l'association. Et leur déception lors de la journée au parc s'est accrue du sentiment d'être exclus dans les conversations à la table où ils se sont trouvés avec un petit groupe de volontaires activistes, qui se connaissent très bien et sont employés ou anciens employés d'organisations d'homosexuels à Canton. La conversation ouverte par Zhiheng et Lingyu a été ignorée par ce petit groupe et les autres membres présents sont restés passifs et silencieux. La difficulté de parler ou de prendre une photo avec la fondatrice, qui est toujours en train de discuter, d'orienter et de consoler quelqu'un, forge et renforce leur sentiment d'être « à l'extérieur » malgré leur volonté d'intégration à cette « grande famille ». Les participants venant d'autres villes comme Zhiheng et Lingyu sont majoritaires dans les activités. Suivant la même logique que les internautes du *chatroom* déjà évoqués, les internautes/participants de ce cercle, celui de l'association et celui des homosexuels en Chine évitent systématiquement les activités organisées dans leur ville. Cependant, certains des participants que j'ai rencontrés habitent ou sont originaires de Canton, dont Manli, dont nous parlerons plus loin.

Cet esprit d'« audace » sur Internet est rappelé par Zhiheng et Lingyu. Ils distinguent dans l'évolution d'Internet en Chine plusieurs dates dont les années 2002 et 2005. Celle-là marque une expansion générale des ordinateurs et d'Internet en Chine – la connexion coûtait 10 yuans par heure. Cette génération d'internautes est « issue de la classe moyenne » ; ils ne s'inquiétaient pas de la vie mais ils n'étaient pas satisfaits de leur vie de « l'esprit », ajoutent Zhiheng et Lingyu. Ils continuent leurs remarques : les internautes de cette génération, de l'année 2002, « ne pouvaient pas parler à leurs parents donc ils laissaient couler leurs émotions sur Internet sans penser aux conséquences, ils parlaient de ce qu'ils voulaient, sans tabou ». En 2005, la situation devient la suivante : « les internautes craignent que les autres ne sachent pas (qu'ils

s'identifient comme homosexuels) ». Pour Zhiheng et Lingyu en effet, cet acte est désormais une manière de « devenir connu ». L'identité homosexuelle, médiatisée, est pour certains internautes, un outil pour attirer l'attention et devenir célèbre, sur les sites comme dans la vie sociale. Le fait que certains la prennent comme un levier, voire un « jouet » déçoit Zhiheng et Lingyu, ainsi que les internautes de leur génération, qui ne veulent plus retourner sur les sites homosexuels « à partir de 2004 ou 2005 », précise Zhiheng. Ce dernier a voulu retrouver « le sentiment comme avant » et il est retourné dans les *chatrooms*, mais personne parmi leurs vieux amis rencontrés sur les sites ne veut plus y aller avec lui, ils préfèrent rester sur QQ. Cette fréquentation réduite sur les sites homosexuels, qui à l'époque représentaient « la famille » pour Zhiheng, voire une « coupure » ou « rupture », s'inscrit aussi dans leur usage d'Internet. Depuis 2004, Lingyu n'utilise plus Internet que pour son travail et son côté pratique : chercher des informations *via* les moteurs de recherche principalement. Quant à Zhiheng, il a coupé avec son habitude d'utiliser Internet « pour le contact avec les gens » à partir de 2004. Pour eux, ils ont « vécu » et savent ce qui s'est passé, ce qui se passe et va se passer, « avant, maintenant et dans l'avenir ». Aux yeux de Zhiheng, Internet a joué un rôle d'outil et d'instrument, lui a servi à « explorer », à « connaître » son identité d'homosexuel, à faire circuler des informations, à la quête de connaissances et à la mise en réseau des internautes. Après qu'il ait rempli sa mission, Internet n'a plus de rôle primordial dans leur existence et la scène du théâtre a déjà changé. Concernant la muraille technique imposée par le gouvernement chinois, Lingyu et Zhiheng participent à la tâche de la manipulation logicielle pour franchir cette frontière informatique et politique. La manipulation de *fan qiang* – grimper au *Great Firewall* – n'est plus qu'un acte de curiosité pour eux et ils jugent ne plus avoir le besoin de consacrer leur temps et leur énergie à chercher des informations qu'ils peuvent trouver à travers d'autres canaux que les sites censurés. De plus, on n'y trouve souvent que des « choses similaires » à ce qu'ils ont déjà « lu voire trop lu » à l'époque. Cette manipulation n'était pas une priorité dans leur usage d'Internet avant 2004 et leur semble encore moins nécessaire aujourd'hui. La prise de conscience de la censure ne conduit donc pas automatiquement au sentiment d'être « embêté » ni à un sentiment d'injustice, ni même à parler de revendications politiques pour la liberté d'expression, comme Junwei.

Revenons sur l'association FPAH. Le flux et la mobilité de ses membres ne leur permettent pas de s'intégrer à l'association. Cette dispersion fait de cette structure l'association d'une seule personne – Maman Shang, qui supervise tout : son blog, la *hotline*, l'organisation des activités (rencontres et réunions des parents, débats, rencontres, projections de films, et éducation sur le SIDA, etc.). Le comptable est le seul qui soit présent à toutes les activités, il est volontaire et « hétérosexuel », précise Lingyu. Les contraintes géographiques et politiques limitent les activités de cette association à Guangzhou. Mais cela va bientôt changer. En octobre 2010, le troisième congrès de la rencontre des parents, activité principale et emblématique de la visibilité de cette association, a eu lieu à Pékin. Cette rencontre, qui s'est faite en coopération avec un centre homosexuel de lutte contre le SIDA de Pékin, laquelle vient de se jumeler à une association d'homosexuels de Los Angeles mondialement connue, a réussi à monter sur la scène nationale et internationale avec la présence d'experts du travail social américains ainsi que des parents et de leurs enfants venus du Canada et des États-Unis. La montée de la FPAH peut aussi s'observer dans le milieu universitaire. Les normes globales, à travers les ONG ou associations locales, s'incarnent et s'articulent dans la vie individuelle des acteurs locaux. En même temps, l'association locale cherche une reconnaissance nationale et internationale en s'appropriant les normes globalisées et en s'accrochant aux organismes du gouvernement, aux associations ou ONG qui ont un statut politiquement et socialement reconnu. La cause personnelle devient donc la cause de tous, et Maman Shang est ainsi projetée sur la scène symbolique, sur Internet et dans la vie sociopolitique, pour la recherche d'une existence individuelle et collective dans le cadre du mouvement global de LGBT.

Le couple comme modèle

Rencontrons maintenant deux jeunes filles, Xiao et Yanlan, en couple depuis 2005. Approchant la trentaine, elles sont le seul couple présent durant la journée de rencontre de la FPAH. Cheveux courts, lunettes de forme rectangulaire noires, Yanlan est vêtue d'une tenue hip-hop et son sac à dos noir lui donne une allure de citadine. À ses côtés, Xiao reste souriante, une main dans celle de Yanlan, l'autre tenant son sac à main. Durant l'entretien, la narration et les commentaires de l'une et l'autre s'enchaînent et se

complètent dans la complicité. Yanlan a d'abord pris la parole avec un discours sur la discrimination des homosexuels :

> « En Chine, la discrimination est partout très grave. L'attitude officielle est assez tolérante, la presse est devenue moins péjorative et négative mais dans le peuple et le public, la discrimination est grande, car ils ne connaissent pas vraiment ce cercle et ils croient aux rumeurs et aux stéréotypes… ils pensent qu'on fait n'importe quoi entre nous, que les garçons homosexuels sont tous féminins et qu'on n'est pas des gens bien. »

Sympathique et décidée, elle poursuit l'entretien tout en affirmant le rôle de Maman Shang, qui légitime ma présence à la journée au parc et sans laquelle je n'aurais pu faire cet entretien. Elles ont décidé de laisser leurs coordonnées – un numéro de portable sous leurs noms – après que Maman Shang m'ait présentée comme doctorante venue de France. Quoique ne connaissant pas les recherches d'anthropologie, elles sont contentes de pouvoir y contribuer et de communiquer sincèrement leurs sentiments.

L'activité de FPAH au cours de laquelle nous nous sommes rencontrées est la quatrième activité collective de la FPAH à laquelle elles participent. Elles trouvent cette journée écoulée « comme ci comme ça » en la comparant avec les trois premières, en particulier la deuxième – rencontre des parents – après laquelle Yanlan était tellement « chaude dans la tête », touchée et motivée, qu'elle a « failli parler de son histoire à sa famille », précise Xiao. À part la présence des huit filles, jugée comme « un miracle », dans la journée au parc et au repas, l'activité du parc pour elles n'a pas assez de contenu malgré le grand nombre des participants et ni assez de temps pour que les participants puissent se parler car ils marchent tout le temps pendant les activités. De plus, « les hommes participent avec un but, ils veulent rencontrer quelqu'un ». Elles sont « un peu déçues, comme beaucoup de gens, qui n'osent pas le dire ». Ce sentiment de déception largement partagé est tout à fait perceptible dans le vocabulaire des autres participants que j'ai rencontrés. Cette déception est considérée comme une conséquence d'une organisation « pas très professionnelle », selon elles, parce que cette organisation est « en fin du compte, *grassroot* ».

Xiao, cantonaise, est la fille aînée d'une famille aisée. Son père possède une usine de meubles en bois et sa mère travaille dans le comité du quartier appartenant au parti. Elle sait très bien qu'elle n'est pas un enfant désiré car ses parents voulaient un fils, qu'ils

auront en 1989, huit ans après la naissance de Xiao. Yanlan, au contraire, était supposée être le deuxième et dernier enfant après son frère. Mais un accident contraceptif a amené à la famille un nouveau garçon, « un coup de chance », selon Yanlan, pour la famille. Ce frère cadet, déjà marié, fonctionnaire et procureur, est à ses yeux un modèle de l'homme parfait : « bon mari, bon père et bon fils ». Quand elle dit « chanceux », ce sont ses deux frères qu'elle désigne comme « chanceux » : « Heureusement ils ont deux (dans la famille), si c'était un fils unique, il va souffrir ! Il y a beaucoup d'homosexuels qui sont fils uniques dans leur famille et ils souffrent énormément et amèrement. » Fille d'un propriétaire foncier condamné pendant le mouvement de réforme agraire, la mère de Yanlan n'a pas pu aller à l'école à cause de sa « mauvaise origine[231] », dit-elle, « elle reste dans les champs, c'est une paysanne ». Comme sa femme, le père de Yanlan est issu d'une famille de propriétaires fonciers. Paysan à la campagne, il vit avec ses parents sous le même toit, selon le modèle traditionnel. L'histoire de la famille de Yanlan montre bien comment l'histoire de la Chine populaire est une histoire de bouleversements et de changements. Dans ce contexte, la famille de Yanlan a rejoint la classe des paysans. Yanlan en éprouve un sentiment d'injustice et elle dit elle-même qu'elle est une « jeune en colère[232] ». À la fin de l'entretien, elle s'est lancée sur le thème de l'injustice en parlant des frais liés à l'utilisation du lecteur de carte bancaire. Dans leur échoppe de vêtements, elles se sont rendu compte que les frais différaient entre les commerçants : elles payaient 2 % d'autres 1 %. Elles ont fini par protester, mais en vain. Ensuite, Xiao explique que « les règles ne sont faites que pour une partie des gens, les autres sont toujours des cas exceptionnels ». Avec émotion, Yanlan résume : « La justice manque partout en Chine ! » et « il n'y a pas d'autres pays comme la Chine ». Bien qu'elle soit consciente que ces paroles prononcées « ne sont pas favorables à l'harmonie de la société », froissée et révoltée, elle ne peut retenir les mots qui sortent de sa bouche : « s'il y avait une justice, même si on ne mange pas à notre

[231] Il s'agit d'une catégorisation politique de l'époque de Mao désignant ceux dont la famille ou les ancêtres étaient propriétaires fonciers, grands commerçants, collaborateurs pendant les guerres avec Kuo Mingtang, etc., toutes les catégories considérées comme capitalistes, féodales, impérialistes, superstitieuses (les religions), antirévolutionnaires, anticommunistes, antipeuple, etc.

[232] « Jeune en colère » est un terme chinois – *Fen Qing* 愤青 – qui apparaît d'abord à Hongkong dans les années 1970 pour désigner les jeunes qui n'étaient pas satisfaits de la société. Ce terme, maintenant très utilisé sur Internet, renvoie souvent aux individus nationalistes et patriotes, en particulier à propos des débats sur le Japon, Taiwan et le Tibet, etc. qu'ils soient politiques ou non.

faim, il n'y aurait ni mécontentements ni rancunes. Mais l'injustice subsiste partout ! » Rappelons que les parents de Xiao ont dû payer une amende pour la naissance de leur deuxième enfant, mais au lieu de 20 000 yuans, ils n'en ont payé que 2 000 parce que le responsable du bureau de planning familial était un bon ami de sa mère. Le réseau fait le capital social, ce qui rend l'ascension sociale très difficile pour ceux qui viennent des couches sociales inférieures. Ainsi la « mauvaise origine » s'hérite, malgré le niveau d'éducation.

Xiao et Yanlan se sont rencontrées en 2005 sur un *chatroom* sur Internet et se sont vues pour la première fois à traverse la webcam, laquelle est « interdite maintenant par l'État car certains internautes l'utilisaient pour des danses obscènes », explique Yanlan. Xiao et Yanlan, formées respectivement aux beaux-arts et en comptabilité, vivaient géographiquement aux deux extrémités de la Chine : Xiao dans le Sud-est, à Canton, et Yanlan dans la Province du Gansu au nord-ouest de la Chine. Après quatre mois de *chat* sur Internet, pour voir Xiao, Yanlan a décidé de se rendre à Canton, ville où elle s'était jurée de ne jamais venir à cause de l'urbanisation et de l'industrialisation « désagréables ». Pourtant elle l'a fait. Cet acte de rompre avec une vie antérieure et de partir dans une autre ville pour trouver l'amour ou pour d'autres raisons se retrouve chez de nombreux individus rencontrés, notamment dans les trajectoires biographiques de Kangping, de Junwei, de Zhiheng et ici de Yanlan. Leur rencontre a changé la vie de Yanlan, qui auparavant pensait se marier, en raison de la pression familiale. Au nouvel an chinois de l'année 2006, Xiao est allée chez Yanlan qui l'a présentée à sa famille comme une « amie ». C'est après cette visite que Yanlan a décidé de raconter leur histoire à ses deux frères pour tester un peu leur réaction. Son frère cadet, homme « parfait », a pris le ton d'un procureur pour lui demander d'« arrêter son cheval au bord de l'abîme ». Pour Yanlan, son frère a réagi comme si elle avait « offensé sa religion à lui ». En revanche, son frère aîné, homme d'affaires, a montré une certaine « compréhension » et une certaine tolérance tout en essayant de la persuader de rencontrer davantage d'hommes, de traiter « cette maladie » et surtout de « ne jamais commettre de choses illégales ». Quant à Xiao, elle n'ose pas dire la « vérité » à sa famille mais simplement présente Yanlan comme une bonne « amie », qui sera considérée comme « rassurante » pour son père. Les amis de Xiao connaissent leur

relation amoureuse, qui n'était pas considérée comme une relation sérieuse au début, tandis que l'entourage de Yanlan ne connaît Xiao que comme une « amie ».

Internet, « marieur » de ce couple, représente deux mondes différents pour Yanlan. Au début de son aventure d'internaute, Internet était un monde « très grand, très libre et miraculeux », qui rendait le monde réel « plus petit » ; Internet est un monde sans lequel « un grand nombre d'affinités prédestinées seraient passées inaperçues de l'une et de l'autre… Beaucoup de gens mènent une vie qui n'est pas celle qu'ils veulent ! » Un monde sans Internet pour Yanlan aurait été « horrible » : elle aurait pensé qu'elle avait « une maladie inconnue », mais « tout s'est réglé » après qu'elle ait navigué sur Internet. Internet est un outil qui met en réseau toutes sortes de représentations et permet aux internautes de trouver un sens aux contradictions de leur vie. En contrôlant les informations qu'Internet délivre au moment de la recherche des internautes, les politiques ralentissent, bloquent ou accélèrent le processus de construction de leur existence individuelle et collective. C'est plus tard que Yanlan a découvert qu'« Internet n'est pas aussi grand ni libre que ça » et a pris conscience de l'existence de toutes les limites invisibles sur Internet, notamment celles de ne pouvoir lire tout ce qu'elle souhaite, les articles pouvant « disparaître ». Après une réflexion de quelques secondes, elle ajoute que « c'est peut-être seulement Internet en Chine qui est comme ça ». L'idée que les autres pays sont différents de la Chine, que la Chine est le seul pays où il y ait autant d'injustices et de limites sur Internet, vient chez elle de l'idéalisation des pays étrangers et du mécontentement accumulé sans canal pour manifester contre les injustices subies. En me regardant, et adoptant une attitude culturaliste, elle me conseille de « ne pas revenir en Chine » après avoir fini mes recherches en France. Elle n'est pas la seule à me donner ce même conseil. Elle ajoute que « les internautes sont de moins en moins courageux et n'osent pas dire ce qu'ils pensent », sans voir que ce silence ne sert qu'à donner une image harmonieuse de la société chinoise. Xiao, comme elle, est consciente que les commentaires peuvent être supprimés si le contenu ne convient pas au « cadre politique », mais Xiao se contente du fait qu'on a « au moins la liberté de laisser un commentaire ».

Depuis la création des blogs, on a non seulement la possibilité de laisser un commentaire, mais aussi celle de mettre en ligne des représentations de soi avec ses

propres textes, photos, vidéos, etc. Xiao visite peu les sites homosexuels et lorsqu'elle navigue sur ceux-ci c'est simplement pour voir les articles, les photos, les vidéos etc. sur la vie quotidienne, en particulier celle des couples homosexuels. Ce sont les blogs de couples s'identifiant comme homosexuels qu'elles suivent toutes les deux. Elles connaissent les histoires et l'itinéraire des *bloggers,* qu'elles n'ont jamais rencontrés réellement tout en sachant que certains blogs dits écrits par les homosexuels sont en fait écrits par de « faux homosexuels ». Les blogs, ces journaux personnels, mais « non-intimes », sont le théâtre où les *bloggers* mettent leur vie quotidienne sociale en scène, expriment leur point de vue personnel etc. sans savoir exactement qui sont les spectateurs de leur vie fantasmatique et imaginaire dans l'espace numérique. Xiao et Yanlan ont envie de « connaître la vie des autres », parce que la vie de couples dits homosexuels illustrée sur les blogs qu'elles suivent leur permet de savoir « comment vivent dans la vie quotidienne les autres homosexuels, vrais ou faux ». Et c'est ce côté vie quotidienne qui donne l'illusion à Xiao et Yanlan que cette scène idéelle est crédible, réelle et surtout correspond à leur vision imaginaire de la vie idéale du couple homosexuel. Le fait qu'« on voit beaucoup de couples, qui s'aiment tellement au début et qui après à peine un mois où deux, se séparent et abandonnent leur blog » rend encore plus « vraie » et fiable cette mise en scène de la vie de tous les jours sur l'espace numérique. Cette normalité des couples dits homosexuels leur sert comme un modèle et un argument, qui légitiment, par ce côté « normale », leur mode de vie minoritaire stigmatisé et jugé « anormal ». Enfin, l'existence flagrante d'autres couples homosexuels prouvée par les blogs ajoute une pierre dans leur construction personnelle et dans celle de leur couple d'identité homosexuelle.

Comme beaucoup de couples dans leur cercle, elles ont leur blog depuis 2006. Elles y décrivent leur vie quotidienne, comme d'autres. Leur blog était peu fréquenté, « personne n'y venait et le visitait ». Après que Maman Shang ait posté l'article où elles avaient raconté leur histoire sur son blog, avec un lien dirigé vers leur blog, les visites ont afflué. Cet article, elles l'ont écrit elles-mêmes à la demande de la fondatrice après leur premier contact téléphonique. Elles avaient trouvé le blog et le numéro de *hotline* de Maman Shang sur le moteur de recherche chinois – *Baidu* – après avoir vu le programme de Maman Shang à la télévision. Elles sont devenues elles-mêmes le modèle du couple idéal normal qu'elles poursuivent depuis toujours sur les blogs. Cette

figure du couple modèle signalée par Maman Shang, qui a éclairé et orienté deux enfants perdus vers la « famille » fonde une double légitimité : celle de Madame Shang, et de l'association qu'elle incarne, qui a mis en ligne « la preuve du couple homosexuel » ; et celle du couple que forment Yanlan et Xiao, avec la reconnaissance de leur couple, en tant que figure héroïque qui produit et conduit vers la production d'une existence collective des homosexuels.

Paradoxalement, dans la vie réelle, Yanlan et Xiao entretiennent peu de contacts avec les gens qu'elles rencontrent dans les activités du « cercle » telles que la journée de Maman Shang. Elles ne cherchent pas à rencontrer d'autres gens dits homosexuels ni à participer à tous les genres d'activités organisées pour les gens de ce cercle ; elles pensent qu'elles sont « comme les autres » et que leur vie « n'est pas différente de celle des hétérosexuels ». D'un côté, elles veulent se manifester comme un modèle de couple homosexuel sur Internet, sur leur blog, et éventuellement dans les activités collectives de Maman Shang ; de l'autre, elles vivent dans leur monde et s'identifient comme un couple ordinaire et « normal » par rapport aux normes sociales quand il s'agit de rencontres en privé, de participer aux activités d'autres organisations. Cette contradiction montre bien l'articulation entre la production d'une existence individuelle et de couple et la reconnaissance des autres. On peut aussi constater l'espace de liberté que les internautes peuvent se permettre de disposer sur Internet, où la pression sociale pourrait être rejetée. Pour elles, il suffit d'être heureux pour que les autres les acceptent comme un couple car « les belles paroles et les jolis slogans ne comptent pas ». En s'accrochant à la FPAH, elles ont trouvé leur place en tant que couple dans le cercle de Maman Shang mais devenues un modèle, elles ont été instrumentalisées par le discours et la mise en avant sur la scène collective, voire nationale de Maman Shang. Elles sont donc en pleine contradiction avec leur vision du bonheur. Selon Yanlan, après cet article publié sur le blog de Maman Shang, « les gens viennent visiter » leur blog. « Avant nous menions une vie quotidienne simple, mais après ça, on a dû passer du blog à la vie réelle », ajoute Xiao. Le fait que leur blog était peu fréquenté impliquait un certain anonymat dans la mesure où elles pouvaient mener une vie quotidienne « simple ». Cela révèle toute la force et l'impact de la popularité et de la reconnaissance « abstraite » dans la vie quotidienne. La reconnaissance des autres et la construction de leur identité d'homosexuelle individuelle et de couple ont en partie mis fin à leur « vie quotidienne

simple », qui n'est plus ni simple, ni paisible. La sensibilité de Yanlan à l'injustice l'amène à se focaliser sur tous les cas sociaux d'injustice qu'elle peut lire sur Internet. La « mauvaise origine » de ses parents, son vécu comme homosexuelle et petite commerçante sans capital social et politique ni réseau interpersonnel lié au pouvoir la renvoient à l'engagement dépolitisé d'un discours sur l'égalité, la justice et la liberté d'expression sur Internet, bien moins activiste militant que celui de Junwei.

En quête d'existence

Regardons maintenant Manli, jeune fille de 26 ans, d'origine cantonaise, diplômée de Bachelor en psychologie en 2007. Fille unique, elle est devenue conseillère en assurances en 2009 après un essai en tant qu'assistante de Taekwondo et un an de formation en bande dessinée. Ce travail, rémunéré selon le nombre de contrats d'assurances qu'elle vend, lui crée des tensions professionnelles, familiales, personnelles et interpersonnelles. Très « mal vu », ce travail est considéré comme de l'escroquerie, en particulier par sa famille et ses amis, piégés et coincés dans la relation familiale et amicale car ils ne peuvent refuser quand elle essaie de leur vendre une assurance. Pour des raisons financières, elle ne peut pas partir en Angleterre poursuivre ses études et habite chez ses parents. Sa mère, comptable retraitée d'une usine d'électroménager à Canton, vient d'une famille de « mauvaise origine ». Les parents de sa mère sont issus d'une « grande famille » chrétienne dont certains membres vivaient outre-mer, ce qui leur a valu d'être critiqués durant la révolution culturelle. Le père, fils aîné d'une famille de petits commerçants en riz possède un petit commerce où il travaille à son compte comme designer et décorateur d'intérieur. Manli nous expliquera qu'il n'est pas très présent dans la vie familiale. Il a de plus en plus de difficultés pour gagner sa vie à cause de son âge, jugé comme un signe d'inefficacité par ses clients. Calme, douce et bien élevée dans sa manière de parler et de se comporter, Manli s'entend mal avec son père, qui est rarement satisfait des choix de sa fille. La période de l'adolescence a été particulièrement difficile pour Manli. Elle m'explique que la présence de son père, quoiqu'épisodique, dans la sphère familiale, est source de conflits et de désaccords profonds entre eux deux. Manli supporte mal la présence de son père, elle n'arrive pas à « s'adapter » à ces instants ensemble.

Équipée d'un ordinateur et d'un accès à Internet dès 2000, Manli n'a effectué sa première enquête sur l'homosexualité sur Internet qu'à partir de 2002. Cette enquête l'a menée à la « communauté » où elle a connu des amis avec qui elle garde peu de contacts maintenant. C'est ainsi qu'elle a découvert le blog de Maman Shang, qui est « toujours positive et optimiste », et elle le suit régulièrement depuis. Ce n'est qu'en 2010 qu'elle se rend pour la première fois aux activités de la FPAH. Parce que c'est un moment où elle se sent « plus stable », du fait qu'elle a terminé ses études et commence à travailler. Consciente de son affection amoureuse pour les filles quand elle était au lycée (2000-2003), elle n'est pas prête à raconter son « histoire » à ses parents, parce que dit-elle « la situation financière n'est pas très bonne » et « ce n'est pas facile de le dire ». Cependant, suite à la lecture des récits de « sortie du placard » aux parents, présentés par Maman Shang, elle pense que sa sortie à elle sera mieux réussie si elle prépare ses parents.

Face aux questions de ses parents sur ses relations amoureuses, elle sent que la pression augmente de plus en plus, comme pour beaucoup de jeunes Chinois de son âge. Elle a envie de rencontrer des « amies », mais cela est « difficile ». Parce que « dès qu'on entre dans la vie professionnelle, on n'a pas le temps d'aller rencontrer les gens ». Malgré cette tension et sa volonté, elle n'a jamais essayé de rencontre sur Internet, car cela est « bizarre » et la démarche de chercher à rencontrer quelqu'un « n'est pas naturelle ». Elle sent qu'uniquement quelques sites peuvent faire ça, de plus ce n'est « pas fiable ». Sa contestation des sites de rencontre et des rencontres « pas naturelles » traduisent une peur et une méfiance face à Internet. Internet est pour elle une plateforme d'informations, dont elle est « dépendante » ; elle trouve cet outil pratique et qu'il est difficile de vivre sans dès qu'on s'est habitué à son usage fréquent. Sans Internet, elle « se sent coupée du monde ». Elle cherche à lire des informations « positives », c'est pourquoi elle apprécie le côté « positif et optimiste » véhiculé par Maman Shang. Manli voit dans ces textes lus sur la Toile et dans le discours de Maman Shang une sorte de reconnaissance dont elle a fortement besoin. « Dépendance » et méfiance à l'égard d'Internet caractérisent son attitude : Internet est un véhicule vide, un monde irréel et rempli de différentes représentations, dont celles qui encouragent Manli et celles dont elle se méfie. Ce type de communication permet à Manli de construire son existence individuelle et de chercher sa reconnaissance en tant qu'homosexuelle. Les modèles d'homosexuels sur le blog de Maman Shang, sont légitimés non seulement par elle,

mais aussi par sa popularité et le nombre de visites sur son blog. Manli y voit une mise en scène de la vie en tant qu'homosexuel sur Internet, comme cela a pu être le cas pour Yanlan. Dans le contexte de la globalisation des normes, ce rapport d'offre et de demande d'existence et de reconnaissance sur Internet, à la fois individuelles et collectives, permet *in fine* à la FPAH d'avoir une légitimité et une reconnaissance d'elle-même et de la communauté d'homosexuels sur le plan national et international.

Conflits internes : le retrait de « la mère modèle » et la mise en scène des « mères modèles »

Après cette enquête effectuée en 2010, j'ai suivi en permanence les sites, blogs et Weibo des acteurs de FPAH que j'avais rencontrés, en Chine et depuis la France. C'est ainsi que j'ai appris l'évolution du groupe malgré la distance. J'ai aussi revu Junwei en 2011, avant son séjour aux Etats-Unis, et Maman Shang en 2012, après son retrait de l'organisation FPAH. Ce séjour de Junwei aux Etats-Unis marque un tournant dans le développement de FPAH.

En mai et juin 2011, Junwei est admis dans un programme de formation organisé en coopération par un grand centre de LGBT aux Etats-Unis et une ONG chinoise, fondée à partir du succès de son site. Il s'agit d'un séjour de six semaines rempli d'activités : visites sur place dans les ONG de LGBT, cours et formations sur le fonctionnement des ONG aux Etats-Unis (stratégies de relation publique avec la presse et sur Internet, divers moyens de lever les fonds, gestion d'une organisation pour optimiser les effets sociaux et politiques, etc.). Depuis 2009, ce programme, visant à construire une « capacité de leadership » dans les organisations de LGBT en Chine, ouvre deux sessions par an et accepte dans chaque session, pour un séjour de cinq ou six semaines, quatre personnes[233] venant du domaine de LGBT en Chine. Après le séjour, un rapport de réflexion en chinois et en anglais et un plan de travail sur un an sont demandés à chaque participant. Pour suivre la mise en œuvre du plan de travail proposé par les participants, ce programme demande, six mois après le séjour, un autre rapport

[233] Le nombre de places disponibles évolue. En 2009, la première session n'a offert que deux places, alors qu'en 2014, cinq personnes sont admises à la session du printemps.

d'activité du participant, afin de réfléchir et d'évaluer les possibilités d'appropriation et de promotion des expériences américaines en Chine.

Le rapport de Junwei est centré sur plusieurs points : les services humains, la force de la société civile et de la coalition/coopération des ONG, l'action et la participation. Dans ce rapport, Junwei dit avoir décidé de quitter son travail et de se consacrer à temps plein au travail de FPAH et au mouvement LGBT. Selon lui, son hésitation depuis plus de trois ans, entre un travail à temps plein dans une ONG de LGBT, modestement rémunéré mais très intéressant au niveau individuel, et son travail commercial bien payé mais moins ambitieux, s'est évaporée après son séjour aux Etats-Unis. Il a avoué la déception qu'il éprouvait, avant ce séjour, sur les expériences des organisations dans la lutte contre le SIDA, et voyait peu d'espoir dans le travail des ONG. Ce séjour américain lui a permis d'ouvrir son horizon et de découvrir d'autres modèles et d'autres moyens dans l'action pour l'homosexualité, autres que la lutte contre le SIDA, seul modèle autorisé par le gouvernement chinois. Il se dit avoir trouvé une orientation de sa vie et cherche donc à avancer.

Après son retour, la FPAH a trouvé un financement pour louer en août 2011 un bureau dans le centre commercial de Canton, contre un loyer mensuel de 4 000 yuans (environs 481 euros). Un conseil d'administration de 9 membres a été aussi créé en septembre 2011 pour piloter les activités de l'association. Plusieurs conférences qui rassemblaient les parents et les personnes dites homosexuelles ont été organisées dans diverses villes chinoises, invitant les épouses des homosexuels hommes (*tongqi 同妻*) à témoigner de leur souffrance et à appeler l'attention de la société sur ces femmes, exposées à de hauts risques de contamination séropositive. La directrice du centre d'homosexuels américain, financeur du programme de séjour de Junwei, est aussi venue à leur bureau pour tenir un salon de discussion et témoigner des expériences aux Etats-Unis. Depuis sa création, FPAH, par son travail a attiré et réuni autour plusieurs parents, essentiellement des mères, venant de différentes régions de la Chine et dont les enfants se disent homosexuels : en 2010 on en comptait deux et depuis 2011 il y en a six. Intégrées dans l'organigramme, ces mères, nommées par FPAH comme « ambassadrices » (*zhaoji ren 召集人*) de leur ville, assument une fonction de représentantes de FPAH dans six régions de la Chine. Chacune travaille quelques nuits

pour la *hotline* de FPAH, qui centralise les appels téléphoniques venant de toute la Chine et les dispatche chez les ambassadrices selon leur disponibilité. Les sites de blogs, comptes Weibo, groupes de discussion QQ, e-mails de ces ambassadrices sont aussi diffusés sur Internet et dans leur réseau, afin de répondre au plus vite aux questions des parents ou des personnes dites homosexuelles. La FPAH a également recruté depuis novembre 2011 une jeune fille, Jianni, diplômée en anglais et qui a une certaine expérience dans ce travail[234]. Nous reviendrons sur elle plus loin.

Début décembre 2011, en plein de développement de la FPAH, Maman Shang a annoncé sur son blog sa décision de la quitter pour réaliser son prochain programme quinquennal : la fondation de son propre atelier personnel consacré également à l'homosexualité et à la lutte contre le SIDA. Elle avait prévu d'annoncer sa décision lors du nouvel an 2012, mais le conseil d'administration a préféré l'annoncer dans l'instant. Selon l'annonce officielle de la FPAH, Maman Shang a démissionné de son poste de présidente, mais reste l'ambassadrice de la ville de Canton et travaillera toujours à la *hotline* de FPAH. Mais en février 2012, Maman Shang déclarait sur son blog qu'elle abandonnait également son travail d'ambassadrice de la FPAH. En effet, la FPAH avait renoncé aux projets de lutte contre le SIDA menés en coopération entre le gouvernement chinois et les fondations américaines, voulant se centrer sur le travail avec et sur les parents et les amis d'homosexuels. Et l'atelier au nom de Maman Shang devait reprendre tout le travail lié à la lutte contre le SIDA et une relation de coopération entre la FPAH et l'atelier est affirmée dans cette déclaration.

Cette séparation a suscité beaucoup de discussions et de questions sur Internet. Plusieurs journaux ont interviewé Maman Shang et Junwei, afin de comprendre le motif de ce changement inattendu. Pendant plusieurs mois, les deux parties ont tenu un discours consensuel, renvoyant ce changement à la volonté personnelle de Maman Shang et envisageant une nouvelle page de coopération lors de cette spécification de répartition du travail. Sur Internet, des hypothèses ont été mises en avant par les internautes : certains critiquent la « dé-maman-shangtisation » de la FPAH sous la direction de Junwei, qui met sur la scène en avant les autres mères ambassadrices ; d'autres contestent la sanctification de Maman Shang et veulent une force des mères qui soit

[234] Elle a quitté ce poste de FPAH plus tard pour travailler dans une entreprise.

collective. La diminution de l'interaction en ligne entre Maman Shang et les membres de la FPAH a suscité encore plus d'hypothèses, portant sur un conflit interne. La mise en ligne d'une vidéo sur les six mères de la FPAH a d'autant plus suscité les débats sur Internet que les six mères ont « été traitées différemment » en matière de durée de parole et d'ordre de sortie dans cette vidéo. Plusieurs internautes voient dans cette vidéo la preuve de l'injustice et de l'exclusion subies par Maman Shang, qui, à leurs yeux, méritait une durée de parole plus longue. A ces discussions s'ajoute un débat sur le ou la « véritable » fondateur (trice) de la FPAH. Certains voient en Maman Shang l'unique fondatrice de la FPAH, tout en reconnaissant la contribution de Junwei ; d'autres les voient tous deux comme cofondateurs.

Lors de la quatrième conférence annuelle de la FPAH, à la fin de septembre 2012, les conflits ou divergences entre la FPAH dirigée par Junwei, et Maman Shang sont mis en scène par plusieurs allers-retours d'annonces sur Internet. Au départ, il s'agissait d'insister sur la volonté personnelle de Maman Shang comme motif de son retrait de la FPAH. Cependant, après le commentaire d'un membre du comité d'administration de la FPAH, les conflits entre ces deux groupes ne peuvent plus être cachés ni niés. Ce commentaire, posté au nom de la FPAH sur son blog, a comparé les trois premières conférences annuelles de la FPAH à une ère de « danse en solo » et cette quatrième conférence annuelle à « un tango collectif », en mettant l'accent sur ce changement bénéfique. Le lendemain, Maman Shang répondait sur son blog, en critiquant cette vision qui avait « gommé le travail collectif » et en appelant à la diversité et à la tolérance dans la société. Elle manifestait aussi sa déception sur la division en deux groupes du « cercle d'homosexuels » et des parents, critiquant l'ignorance parmi différents groupes et l'absence de coopération pour et malgré un objectif commun. Le même jour, la FPAH publiait simultanément sur son site, son blog, son Weibo et dans sa liste de diffusion une annonce officielle répondant à toutes les questions suscitées par le départ de Maman Shang. Dans cette déclaration, la FPAH confirmait la divergence d'opinions entre Maman Shang et « la plupart des membres du conseil d'administration » sur l'orientation et la stratégie du développement de la FPAH. Plusieurs points étaient avancés comme arguments, qui citaient les divergences sur le choix entre le modèle d'« un individu ou du collectif », la transparence de la gestion financière des dons reçus, l'enregistrement de la FPAH en tant qu'ONG lors de la

réforme sociale, ainsi que l'activité principale de la FPAH : la lutte contre le SIDA ou travail sur et avec les parents et amis d'homosexuels pour la reconnaissance des homosexuels par la société. En plus, cette déclaration citait, comme troisième raison du départ de Maman Shang, les différentes positions prises par elle et d'autres membres de la FPAH sur le harcèlement sexuel exercé par l'ancien assistant de Maman Shang auprès de parents. La démission de cet assistant ne suffisait pas, selon la FPAH, à rétablir la réputation de l'organisation et voulait une rupture totale dans le travail entre les membres de la FPAH et cet assistant. L'attitude de Maman Shang était ainsi interprétée dans cette déclaration comme une « protection » qui ne tenait pas compte du devenir de l'événement. Les membres du conseil d'administration se disent « choqués » par le renversement du consensus par Maman Shang au lendemain de leur décision d'exclure cet assistant. Dans cette déclaration, plusieurs photos de correspondances ont été mises en ligne comme annexes et arguments et la FPAH y accuse Maman Shang de tenir des propos déplacés au sens incorrect. Selon cette déclaration de la FPAH, Maman Shang aurait déclaré à plusieurs reprises et dans différentes circonstances que les victimes de harcèlement sexuel « doivent en assumer la responsabilité ». La FPAH a donc décidé de ne plus accorder à Maman Shang le titre de Présidente d'honneur ni la fonction d'ambassadrice de Canton. La rupture entre la FPAH et Maman Shang est ainsi officielle. Face à cette déclaration, Maman Shang a répondu sur son blog, en deux paragraphes courts, confirmant leurs divergences sur le développement de la FPAH. Pour le scandale du harcèlement sexuel, elle a cité l'avis d'un avocat qui pense que sans confirmation de l'accusation, personne ne peut traiter un suspect comme un criminel dans l'espace public.

Lors de notre deuxième entretien en avril 2012, bien avant l'extériorisation des conflits sur Internet, Maman Shang affirmait clairement sa position différente sur le développement de FPAH et s'inquiétait sur le futur de la FPAH et la voie choisie par Junwei. Tout d'abord, elle était opposée à l'installation d'antennes de la FPAH dans différentes régions de Chine et le recrutement d'ambassadrices régionales comme représentantes de l'organisation. Pour elle, en Chine, il n'y a que le Parti communiste et ses organismes qui ont le droit d'avoir des antennes à l'échelle nationale. Citant l'exemple de Falungong comme la conséquence potentielle d'une expansion au niveau national d'une organisation, légale ou illégale, elle voit difficilement la tolérance du

gouvernement central envers des initiatives « dangereuses et menaçantes » comme celles de la FPAH. Pour elle, la gestion d'une organisation comme la FPAH demande une stratégie plus discrète et coopérative pour pouvoir assurer le peu d'espace social et politique que l'organisation occupe. Il est donc imprudent de déléguer aux ambassadrices le rôle de porte-parole de l'organisation après deux mois de formation sur la manière de répondre aux appels téléphoniques. Pour elle, Junwei a opté pour une voie très radicale exposant à des risques politiques, laquelle pourrait mener la FPAH à une exclusion totale voire compromettre les autres organisations partenaires sur le domaine de l'homosexualité. De la même manière, les pétitions mobilisées et initiées par Junwei pour la cause de la lutte contre la discrimination des homosexuels et la légalisation des droits au mariage d'homosexuels représentent des risques de retombés politiques pour elle, qui préfère un travail « dans le cadre assez grand pour chercher un chemin » donné par l'Etat chinois. La médiatisation des tentatives d'enregistrement de la FPAH rajoute à ses yeux la chance d'être sanctionnée par les autorités chinoises, sachant que Junwei a publié en ligne ses témoignages sur leurs demandes d'enregistrement en tant qu'ONG lors de la mise en œuvre de la réforme sociale à Canton. Maman Shang m'a fait remarquer qu'elle n'est pas seule dans sa position, et que les fondateurs ou directeurs de plusieurs ONG d'homosexuels restaient « silencieux » et ne manifestaient pas publiquement leur soutien aux actions de Junwei. Elle a souligné l'inquiétude de ces ONG, illégales pour la plupart et dont le financement provient d'ONG ou d'organisations étrangères *via* des moyens peu liés à l'homosexualité. Certains craignent que les contestations médiatisées attirent l'attention du gouvernement, qui pourrait à tout instant couper leurs ressources financières venant de Hong Kong ou de l'étranger.

La préoccupation de Maman Shang se traduit aussi par sa méfiance envers le bailleur de fonds principal de la FPAH. Cet entrepreneur, lui-même homosexuel, semble une figure difficile à comprendre aux yeux de Maman Shang. Elle estime que l'investissement dans le domaine de la philanthropie et du *gongyi* de ce fils d'un haut cadre de l'armée est douteux. Citant un centre de recherches philanthropiques et une fondation privée récemment fondés par cet entrepreneur, spécialisé dans l'immobilier et les mines, Maman Shang voit derrière ce financement des enjeux autres qu'un motif communautaire pour les homosexuels. Pour elle, il faut être très prudente, comme dans

le domaine politique, quant à l'implication possible dans des affaires financières, par peur de blanchiment d'argent ou de fraudes fiscales. Sa méfiance est d'autant plus forte qu'elle ne partage pas la position sur la question des enfants de cet entrepreneur, dont le « petit ami » est un membre du conseil d'administration de la FPAH et avec lequel cet entrepreneur a payé deux mères porteuses pour avoir deux enfants, un de lui et un de son compagnon avec deux femmes différentes. « Il a dit vouloir sa graine à lui [son enfant à lui], je ne suis pas d'accord, il peut adopter des enfants, mais la mère porteuse reste une zone grise… si tout peut être acheté, alors que fait-on quand on n'a pas d'argent ? » dit-elle. Depuis novembre 2011, la précipitation vers l'enregistrement en tant qu'ONG de la FPAH, selon elle, vient aussi de la pression de cet entrepreneur, dont le « petit ami » s'est mis en colère dans les échanges d'e-mails pour la innefficacité de la procédure administrative. « Il a dit de ne pas traîner, car on ne peut jamais attendre un bon moment (pour l'enregistrement), et qu'il faut gérer (la FPAH) comme une entreprise », dit-elle. Pour elle, son retrait de la FPAH est une mesure de précaution et une manière de se protéger en cas de retombés politiques, ajoute-t-elle en citant le retrait d'une autre mère, ancienne ambassadrice de la FPAH. « C'est mieux d'être responsable à titre personnel que de prendre des risques pour des événements qu'on sait ne pas pouvoir contrôler », confie-t-elle, avec regret.

Le mouvement LGBT et le « genre »

En 2012, j'ai rencontré Jianni, nouvelle salariée de la FPAH, dans le bureau de la FPAH. Volontaire depuis son entrée à l'université dans une ONG d'homosexuels basée à la cité universitaire de Canton, cette jeune fille de 24 ans se dit lesbienne et veut apporter plus d'attention sur les filles homosexuelles, suite à son constat de l'absence de groupes travaillant sur ce sujet. Les deux groupes consacrés au travail avec les lesbiennes à Canton, ne sont pas, selon elle, en coopération et en communication l'un avec l'autre. Egalement partie aux Etats-Unis dans le même programme de formation dont Junwei a bénéficié, Jianni l'a donc rencontré et décidé de travailler pour la FPAH une fois que l'occasion se présenterait. Elle a travaillé quelques jours dans deux entreprises et les a quittées pour un poste à la FPAH. Diplômée en anglais, elle prend en charge l'accueil des visiteurs étrangers ainsi que la rédaction des dossiers et des programmes en anglais.

Fille aînée d'une famille d'enseignants, Jianni a remarqué son amour pour les filles à l'âge de 8 ans et découvert LGBT grâce à Internet. Elle a seulement fait part de sa sortie du placard à son frère cadet, jugeant être dans une situation peu stable et précaire pour la faire auprès de ses parents, très traditionalistes à ses yeux.

Durant ses études universitaires, Jainni a rencontré des amis dans des groupes et des ONG d'homosexuels et elle est devenue elle-même volontaire dans ces centres. « J'ai commencé à apprendre [avec eux] la sociologie, le féminisme et le LGBT », dit-elle. C'est dans ces groupes d'homosexuels qu'elle a rencontré plusieurs jeunes filles, dont certaines sont connues par leur engagement dans le mouvement dit féministe, tel que l'*Occupy w.-c.* en Chine[235], les protestations contre la violence domestique faite aux femmes et contre l'inégalité de sexe dans l'admission universitaire. Regrettant de ne pas pouvoir participer avec ses amies à leurs « activités de performances artistiques » (*xingwei yishu* 行为艺术), Jianni leur donne son soutien systématiquement en ligne et met l'accent sur les femmes, pensant qu'il y a peu d'attention portée aux femmes, dans la société comme dans le mouvement de LGBT en Chine. « Le mouvement de LGBT est peu actif en Chine, on peut dire que c'est plutôt *gay* mouvement, peu de lesbiennes, encore moins de bisexuels ou de transsexuels », dit-elle.

Active dans le mouvement LGBT, elle voit la nécessité de se faire entendre par la société et regrette le retrait de Maman Shang suite à des désaccords sur les stratégies de développement de l'organisation. « Elle veut être la seule mère, c'est égocentré, et nous voulons appeler plus de gens à participer à notre action », dit-elle. Pour Jianni, il s'agit d'un rapport de concurrence entre Maman Shang et d'autres mères modèles et elle voit le rôle de Maman Shang comme remplaçable. « Si nous ne l'avons pas [Maman Shang] comme une figure, on peut la remplacer par d'autres », dit-elle. S'alignant sur la position de Junwei, Jianni adopte une approche dite « communautaire » dans son travail et met en priorité dans le travail de la FPAH sur la diffusion des connaissances sur l'homosexualité, en particulier *via* Internet et les médias. Elle insiste sur l'importance de ses expériences aux Etats-Unis qui l'aident à avoir une vision plus large et une confiance en soi pour s'investir dans l'action. Chargée de la traduction des articles

[235] Monique SELIM et Wenjing GUO, « Croquer les pieds de porc salés », *Multitude*s, n° 50 « Soulèvements », septembre 2012, pp119-122.

anglais en chinois et de la publication des articles en anglais au nom de la FPAH, Jianni voit comme incontournable la coopération avec d'autres organisations internationales dans leur cause. Outre qu'aider les gens à « construire une identité homosexuelle », selon son expression, la FPAH travaille aussi sur la promotion des modèles de la famille et du couple d'homosexuels, intitulés les « familles d'arc-en-ciel ».

D'abord, il s'agit d'un modèle de couples homosexuels, mariés officiellement ou non, vivant avec leurs enfants à eux qui sont « engendrés » par des mères porteuses. Des couples, vivant principalement à l'étranger, ont été invités dans leurs salons pour témoigner de leurs expériences de vie en couple et se montrent comme des exemples. Citons ici un couple marié d'homosexuels sino-américains, professeurs universitaires tous les deux, qui servent dans le discours de la FPAH de modèle idéal du couple homosexuel avec leurs deux enfants engendrés par deux mères porteuses. Les couples homosexuels chinois, soumis à la pression sociale et à une stigmatisation forte, apparaissent rarement sur la scène. De plus, le système de *hukou* (carte de résidence *户口*) constitue une autre barrière pour ce modèle de vie, outre une grande somme d'argent. Pourtant, comme Jianni l'explique, « la loi en Chine, c'est le *guanxi* (relations *关系*). Si tu as du pouvoir ou de l'argent, tu peux essentiellement faire plein de choses. » Un autre modèle de famille est celui du « mariage blanc » (*xingshi hunyin 形式婚姻*), soit un homme et une femme homosexuels qui se marient ensemble, un compromis pour affronter ensemble la pression familiale et sociale qu'ils subissent. Certains s'arrangent avec des amis, d'autres cherchent leur époux sur Internet. Un grand nombre de sites de rencontre sont ainsi créés pour faciliter la mise en lien de deux homosexuels vers un mariage, purement nominal ou pas. Par les modèles de la famille arc-en-ciel, le travail de la FPAH touche à la fois les politiques publiques de l'Etat, la législation, la santé, et non plus simplement l'homosexualité.

La FPAH s'engage aussi dans les activités contestataires de causes différentes. Citons ici l'exemple des groupes dits féministes, pour défendre les droits des femmes, et puis les droits de l'Homme. Du LGBT au « genre » en général, la stratégie de la FPAH est, selon Jianni, de pouvoir établir une coopération en réseau avec d'autres groupes attachés à des causes diverses et de ne pas s'isoler dans son propre domaine. Cette stratégie se traduit dans le choix des membres de leur conseil d'administration :

« variété des domaines », selon son terme. Parmi 9 membres, deux seulement viennent des groupes de LGBT, les autres viennent soit des entreprises, soit du milieu universitaire, soit de groupes soutenant des causes autres que le mouvement LGBT, telle la protection de l'environnement. Rappelons ici que, lors de la foire des organisations sociales en 2012, la FPAH avait réussi à s'exposer sur le stand d'une ONG de protection environnementale. Et en dépit de son exclusion éventuelle par l'organisateur de la foire en 2013, la FPAH avait « intégré » plusieurs stands d'ONG qui l'avaient abritée pendant une journée.

Un processus en marche

L'exemple de la FPAH illustre un processus de formation d'un groupe sur Internet et son devenir dans la vie sociale et politique, dans le contexte de la réforme sociale sous un régime autoritaire.

Les biographies ci-dessus montrent bien la représentation de soi que les acteurs font d'eux-mêmes, en tant qu'homosexuels, dans les rapports sociaux, ainsi que l'articulation d'une dimension à la fois microsociale et globale à travers le rôle d'un mode de communication social et politique – Internet. Cet espace de communication global joue un rôle très important et conduit à une prise de conscience de la représentation de soi dans la sexualité, à un engagement dans la construction d'une existence individuelle et collective, et à la mise en œuvre d'une structure qui vise à la quête d'existence d'un groupe social marginalisé sur le plan national et international. Créée à partir du blog d'une mère héroïque, apparue sur la scène médiatique à travers la presse mais également médiatisée sur sa propre scène par sa propre communauté et son organisation, la FPAH est un appareil de gouvernance de l'État-Parti, qui cherche à encadrer toutes sortes de dynamiques sociales, à empêcher leur politisation voire à les exclure de la scène sociopolitique. L'organisation FPAH est légitimée par son engagement initial dans la cause globale de la lutte contre le SIDA rejoignant ainsi l'autorité chinoise et les institutions internationales, mais également par la fréquentation et le soutien des internautes au blog initial, celui de Maman Shang, dont la reconnaissance est née de sa réputation dans la presse et sur Internet. Les membres de cette association, ont découvert l'existence sur Internet, d'un monde de représentations

construit par les internautes, où ils peuvent eux-mêmes mettre en cause leur sexualité dans leur intimité. Le blog de Maman Shang, comme une sorte d'aimant attire l'attention des internautes « homosexuels » en quête de leur existence, en les regroupant dans une organisation, leur attribue une reconnaissance et une appartenance « familiale » que beaucoup n'ont pas trouvée au sein de leur famille à cause d'une sexualité considérée comme « anormale ». La mise en réseau des connaissances sur Internet, à travers les blogs, les sites et les *chat*s interpersonnels, introduit dans la vie réelle de ces acteurs. Et accélère dans un espace de communication le processus de construction d'une existence en tant qu'homosexuel et d'une identité homosexuelle à la fois individuelle et collective, à l'échelle nationale et internationale, ce qui n'est pas imaginable avant la naissance d'Internet.

Comme Monique Selim argumente, la question du « genre » est au centre des normes globales[236] et la femme mise en scène comme héroïne médiatique est un outil politique de la globalisation[237]. L'image d'une « mère modèle » ou « des mères modèles » est construite comme une figure symbolique, mais remplaçable, de la reconnaissance familiale et sociale et sert comme un outil de lutte sociale et politique dans le mouvement des homosexuels dans ce cas précis. Au nom de la lutte contre le SIDA, les homosexuels en Chine ont obtenu un espace sociopolitique et idéologique, limité et réduit, et rattachent leur combat à cette lutte globalisée. Et l'apparence apolitique des « mères » de la FPAH contribue à l'élargissement de cet espace, car la mise en avant sur la scène du rôle reproductif de ces femmes, d'abord comme « mères », conformément aux normes sociales, protège la FPAH des affrontements politiques directs par sa dimension privée, intime et familiale.

A partir de l'importation des modèles des ONG, de l'influence du mouvement de LGBT et puis de son inclusion dans la catégorie du « genre », les groupes d'homosexuels contestataires, comme celui de Junwei, cherchent à dépasser le cadre de la lutte contre le SIDA, toléré par le gouvernement chinois sur les ONG d'homosexuels. Ils revendiquent plus de liberté sociale et politique en général dans la société chinoise qu'une simple existence identitaire individuelle et collective. Ainsi la FPAH se divise en deux groupes :

[236] Bernard Hours et Monique Selim, *Anthropologie politique de la globalisation*, l'Harmattan, 2010.
[237] Monique Selim, « La face cachée des femmes outils », *L'Homme et la société*, n°176-177, 2011, pp. 253-266.

un autour de Junwei, personnage contestataire, pour les valeurs universelles inspirées de la « société civile » et de la « démocratie », l'autre autour de Maman Shang, femme et « mère » prudente, qui se contente de l'espace social et politique actuellement accordé par le gouvernement chinois et qui cherche à tout prix à éviter les risques politiques pour le préserver au mieux, tout en attendant un éveil social mais apolitique. Ces deux personnages représentent deux positions typiques chez les acteurs sociaux en Chine dans le contexte actuel. Cette division est d'autant plus forte que la réforme sociale lancée comme expérimentation à Canton en 2011 représente, aux yeux de certains acteurs, une opportunité à saisir pour la pérennité de leur organisation et continuité de leur action, et cela laisse voir peut-être une voie possible vers une « société civile ».

2. 2 Une ONG environnementale : le combat exemplaire de résidents périurbains de la classe moyenne

Après l'année 2007, qui s'était signalée par les manifestations de Xiamen [238] contre la construction d'une usine pétrochimique destinée à la production de paraxylène, l'année 2009 a marqué en Chine une phase importante où des vagues de mouvements sociaux contre la pollution environnementale produite par les décharges de déchets des usines chimiques, d'incinération ou des centrales thermiques, se sont multipliées. Ces combats ont permis aux citadins des régions développées, principalement de la classe moyenne aisée, d'entrer sur la scène nationale des conflits sociaux dont l'espace avait jusqu'alors été occupé, depuis la fin du XXe siècle, par les travailleurs migrants internes, les paysans expropriés ou les ouvriers « descendus de leurs postes » (*xia gang 下岗*), terme chinois pour éviter celui de « chômeurs », et désignant dans la plupart des cas les ouvriers des usines d'État touchées par la privatisation dans les années 1990.

Le traitement des déchets constitue l'objet majeur de ces mouvements et a soulevé des flots de protestations dans le milieu urbain, surtout en 2009 à Pékin [239], Wujiang (Province du Jiangsu), Nanjing, Canton (quartier Panyu) et à Shenzhen. Internet joue un rôle crucial dans l'organisation de ces manifestations, la diffusion des recherches scientifiques et techniques concernant la pollution, les échanges d'informations et les stratégies adoptées, comme l'illustre bien le combat de Panyu, un quartier de Canton : c'est d'ailleurs à partir de ce cas [240], – exemplaire par son impact médiatique, social et politique au niveau national et international, par l'évolution qu'il a suivie et son importance qui ont abouti ultérieurement à la création d'ONG dans le cadre d'une

[238] Ville côtière de la province du Zhejing au sud-est de la Chine, confinant à la province du Guangdong.
[239] Par exemple Pékin, pendant l'année 2008 et 2009, a connu trois grandes manifestations contre la construction de l'usine d'incinération, qui concernait les terrains de décharge Asuwei, Gao'antun et Liulitun, dont l'un est situé auprès d'une zone de villas au nord du village olympique.
[240] Les matériaux recueillis et utilisés dans ce chapitre viennent d'articles parus dans la presse, de recherches scientifiques, des entretiens et des observations que j'ai menés, des informations postées en ligne par les acteurs ainsi que des postes de leurs comptes Weibo, que je suis de près depuis 2010.

nouvelle stratégie de gestion de l'Etat-parti chinois –, que je chercherai à comprendre le rôle d'Internet dans les mouvements collectifs et l'impact de l'investissement individuel en ligne sur les choix personnels ainsi que sur l'évolution collective.

Comment, sous un régime autoritaire, les acteurs ont-ils pu trouver une ouverture pour exprimer leurs revendications et lutter contre l'imposition des ordres des autorités locales ? Dans ce chapitre, je vais d'abord circonscrire le contexte politique, social et économique de la région cantonaise et son ouverture historique et géographique au monde extérieur. Puis je présenterai le développement immobilier à Panyu et comment il attire une classe moyenne dont l'émergence résulte de la croissance économique et du déclin du système de *danwei* 单位, l'unité de travail. Mon attention se portera ensuite sur l'histoire des combats pour la défense des droits des propriétaires par les habitants de la classe moyenne à Panyu. Enfin je décrirai l'évolution de ce combat à Panyu contre la construction d'une usine d'incinération et je terminerai ce chapitre en analysant les récits biographiques de quatre acteurs que j'ai rencontrés.

Au début du XXIe siècle, vingt ans après la politique d'ouverture économique de Deng Xiaoping, les régions côtières développées ont attiré de plus en plus de travailleurs migrants venus des quatre coins de la Chine rejoindre cette « armée » de main-d'œuvre moderne dans les usines, chantiers, magasins. La privatisation des entreprises d'État au cours des années 1990 et la crise asiatique de 1998 ont donné lieu en Chine à une réforme du marché approfondie et à une croissance économique axée sur l'exportation et la consommation. En allégeant la tension sur le marché du travail, elle a conduit des milliers de jeunes à rejoindre les grandes villes pour entreprendre des études et une carrière professionnelle plus valorisante, ce qui s'est traduit par l'augmentation du nombre de jeunes admis à l'université. L'urbanisation intensifiée qui s'en est suivie et l'expansion démographique ont raccourci la durée de vie de la plupart des décharges de déchets situées en proche banlieue des villes, en particulier dans les grandes métropoles. De plus en plus peuplées, elles submergent les frontières entre la ville et la campagne et les décharges comme les usines se rapprochent des villes. L'existence de ces décharges provoque et soulève le mécontentement des villageois et des nouveaux habitants, venus s'installer dans le pourtour des villes pour une meilleure qualité de vie, plus économique qu'en centre-ville.

Dans son dixième plan quinquennal (2001-2005), le gouvernement central chinois a souligné la nécessité de l'épuration des eaux et du traitement des déchets en résumant les problèmes rencontrés durant le neuvième plan quinquennal (1995-2000) à propos des « villes entourées d'ordures [241] » (*laji weicheng 垃圾围城*), ou de la « pollution blanche » (*baise wuran 白色污染*) résultant notamment de l'accumulation des plastiques, etc. L'année suivante, en septembre 2002, la Commission nationale du développement et de la réforme, le ministère de la Construction ainsi que le ministère de la Protection environnementale publiaient un décret visant à la privatisation des services publics de gestion des eaux usées et des déchets, et attribuant l'industrie de la récupération et des traitements de déchets à des concessions en réponse à des appels d'offres *BOT* (*Build-Operate-Transfer* [242]). Suite à son entrée à l'OMC en 2001, la Chine a approuvé le protocole de Kyoto à la conférence de Johannesburg en 2002 où les États-Unis avaient été critiqués à cause de leur irresponsabilité et de leur non-signature de ce traité. Dans l'argument du développement durable du gouvernement chinois, l'électricité produite par les usines d'incinération constitue l'une des énergies dites « vertes » et écologiques – « *clean energy* », tout comme l'énergie solaire et éolienne. La transformation des déchets en électricité est considérée comme une transformation « des déchets en trésor » (*bian fei wei bao 变废为宝*). L'Empire du Milieu a ouvert sa porte au marché écologique mondial par le biais des égouts et des décharges, en allant chercher les technologies avancées dans des pays dits développés ainsi que leurs équipements de seconde main pour les transporter et les installer en Chine. Des joint-ventures ont été créées entre une grande entreprise internationale spécialisée dans le traitement des déchets et une grande entreprise chinoise étatique dont les activités peuvent être très diverses [243].

Ainsi commence une vague de construction d'usines d'incinération dans les villes chinoises. Canton a construit sa première usine d'incinération « moderne et écologique [244] » au nord de la ville dans le quartier Baiyun en 2002, laquelle a été mise

[241] Jusqu'en 1999, les déchets augmentaient à une vitesse de 6 à 8% par an.
[242] Il s'agit d'un modèle commercial qui permet à des investissements privés d'entrer dans la construction des infrastructures publiques, et en retour, de recevoir une concession étatique d'une durée limitée pour la gestion, avant de la rendre au gouvernement.
[243] Par exemple, nous observons que des entreprises de fabrication d'acier et d'ascenseurs ont obtenu la concession du traitement des déchets dans plusieurs villes chinoises.
[244] Voir http://news.sohu.com/20061026/n246010108.shtml, consulté le 10 avril 2013.

en fonctionnement en 2006. Cette usine, initialement prévue à Da Tansha, village à la frontière de Nanhai, ville du Foshan, s'est installée à Baiyun par suite des oppositions et des tensions survenues entre les gouvernements de Nanhai et de Foshan. D'autres projets de construction devaient démarrer peu après, dont celui de Panyu.

Panyu, ville de second plan de la zone urbaine de Canton, et ses blocs résidentiels de classe moyenne

La province du Guangdong, zone pionnière du démarrage et de l'expansion de l'économie de marché en Chine, attire d'autant plus les capitaux étrangers ou des modèles innovants (de Hong Kong, Macao et Taiwan) qu'elle est proche géographiquement de Hong Kong et Macao. Le delta de la rivière des Perles est l'un des premiers lieux à avoir vu pousser des milliers d'usines ; il s'est rapidement transformé en une immense zone industrielle où, tout au long des routes, s'étirent bâtiments industriels et dortoirs d'ouvriers d'une ville à l'autre : Foshan, Shunde, Canton, Panyu, Zhongshan, Zhuhai, Dongguan, Shenzhen, etc., tous ces noms évoquent ce qu'on appelle « l'atelier du monde ».

Séparé du centre-ville de Canton et de Dongguan par la Rivière des Perles, Panyu connaît pourtant un retard d'urbanisation et d'industrialisation par rapport à d'autres villes du delta. En avant-poste de cette réforme, Panyu a connu l'ensemble des processus liés à la croissance économique et à l'ajustement politique de la province du Guangdong. En 1992, suite au « voyage au Sud » de Deng Xiaoping pour relancer la réforme économique après la fin de l'URSS et la manifestation de Tiananmen en 1989, Panyu a quitté la catégorie de division politique de *Xian* (*县* district) et gagné celle de *Shi* (*市* ville), avant de déchoir en 2000 pour devenir un arrondissement de la ville de Canton – *Qu* (*区* arrondissement), capitale de la Province. Si le premier changement catégoriel en 1992 offrait une autonomie plus large qui lui permettait un meilleur développement économique et l'urbanisation de cette région, majoritairement agricole antérieurement, le changement de 2000 est censé lui assurer une place avancée dans la croissance économique, l'urbanisation et l'industrialisation de Canton, voire de l'ensemble du delta face à d'autres villes concurrentes émergentes dans le delta du

Yangze dont le leader est Shanghai. Ce rang de ville devenue arrondissement, comme d'autres villes Huadou, Zengcheng et Conghua, et auquel Panyu n'échappe plus désormais, attribue à ces quatre nouveaux arrondissements cantonais une place très ambivalente. Cette unification des villes satellites pose beaucoup de problèmes au niveau politique et au niveau de la mise en œuvre des politiques publiques, sans parler de l'uniformisation des politiques locales et de la coordination entre la mairie de Canton et celle de Panyu. Tout se passe comme si le traitement des déchets était à la charge de ces nouveaux arrondissements périphériques qui à l'inverse se voient opposer des limites à la circulation des véhicules, exclus de la ville de Canton alors qu'ils sont immatriculés et proviennent de cette région [245]. Cette « discrimination » ou ces contradictions sont largement ressenties par les habitants de Panyu, qui voient leur ville traitée comme « un royaume indépendant » de Canton sauf en ce qui concerne les taxes, les impôts, ou les contraintes administratives tant en matière de services publics qu'au niveau politique, ou la stratégie de développement économique et les enjeux urbains et sociaux en général. « Panyu est un endroit qu'on peut sacrifier et ignorer », résume un ancien représentant à l'Assemblée populaire et à la Conférence consultative du Guangdong, qui a réclamé durant cinq ans l'annulation des frais de passage sur le Pont Luoxi [246] avant de l'obtenir enfin en 2005.

Depuis longtemps, Panyu est l'une des régions d'horticulture où sont produits la plupart voire la totalité des légumes consommés dans la mégalopole. Elle reste en même temps le jardin de Canton où plusieurs parcs naturels sont conservés et entourés de résidences. Le paysage d'agriculture et de pêcherie, morcelé et coupé par ces habitations de résidence, par des industries et des commerces, attire et motive de plus en plus l'investissement immobilier qui vise d'abord les clients de Hong Kong, dont l'origine pour beaucoup d'entre eux remonte à ces régions cantonaises, et qui apportent avec eux des investissements économiques, technologiques et immobiliers. En 1988, Henry Fok

[245] Il s'agit d'un règlement en cours de la décision par le gouvernement de Canton (avril 2013) pour « résoudre les problèmes de l'achat des nouvelles voitures et de la limite d'immatriculation des voitures ». Cet ordre de « limiter la circulation des voitures de l'extérieur » vise à résoudre les problèmes de trafic dans le centre-ville de Canton, et en particulier à compenser la grande perte au niveau des taxes de Canton car pour éviter la limite d'immatriculation à Canton, de plus en plus d'habitants choisissent d'acheter et d'immatriculer leur voiture dans les villes de proximité. Cette tentative du gouvernement est aussi interprétée comme un geste pour protéger l'industrie automobile locale dont la production et la vente occupent une place importante dans l'économie de Canton. Voir http://www.ycwb.com/ePaper/xkb/html/2013-04/23/content_136729.html, consulté le 23 avril 2013.

[246] C'est le pont principal qui relie le centre-ville de Canton et Panyu.

Ying Tung, l'un des plus riches entrepreneurs hongkongais, originaire de Panyu et ancien vice-président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, a fait un don de plus de dix millions de yuans pour la construction du Pont Luoxi qui facilite et raccourcit le transport entre le centre-ville de Canton, Panyu, Zhongshan et Shunde, toutes ces villes séparées par la Rivière. Ce pont a facilité les échanges et la mobilité des habitants de différentes villes de cette région.

À partir de 1991, des entrepreneurs hongkongais comme Henry Fok Ying Tung, Ka-shing Li, ou des entreprises étatiques chinoises telle que celle du gouvernement de la Province du Guangdong – *Guangdong Investment*, dont le siège est à Hong Kong –, ont fait de Panyu une nouvelle opportunité pour la spéculation immobilière en construisant des résidences et des communautés de type hongkongais, vendues comme résidences secondaires aux habitants de Hong Kong : la classe moyenne émergente en Chine à la suite de la réforme économique, est devenue une clientèle importante de ces programmes immobiliers. La formation de cette nouvelle couche sociale caractérise le développement de cette région résidentielle. Ainsi plusieurs condominiums gigantesques ont vu le jour qui occupent plus de 1 300 hectares de superficie. D'autres complexes résidentiels de taille plus réduite ou moyenne ont vu le jour après 2001, et deux lignes de métro ont été prévues de Canton à Panyu [247]. Peu à peu ces bâtiments de résidences occupent cette zone auparavant semée d'étangs et de champs de rizières ; et les villages sont transformés en villages de travailleurs migrants ou de jeunes diplômés. L'ensemble de ces condominiums nouvellement construits à Panyu est désigné dans l'argot immobilier comme le « Bloc du Sud de la Chine » (*Huanan bankuai* 华南板块 [248]). Ce bloc résidentiel, surtout dans sa partie nord où les bâtiments longent la rivière et couvrent de vertes collines, à proximité d'un pont de Canton, attire une population de classe moyenne qui cherche une meilleure qualité de vie en échappant à la pollution et à la « forêt de béton » selon l'expression consacrée. Parmi ces blocs,

[247] Il s'agit de la ligne 3, mise en fonctionnement en 2006 et de la ligne 2, mise en fonctionnement en 2009. Ces deux lignes traversent du nord au sud la région cantonaise. La ligne 3 connecte Panyu à l'arrondissement Tianhe, un des quartiers principaux de bureaux et de commerces de Canton, tandis que la ligne 2 passe de la station de TGV à Panyu au quartier de Baiyun où une correspondance amène à l'aéroport. La facilité des transports en commun est une raison essentielle dans les choix du marché immobilier de Panyu. Cette phase marque aussi l'augmentation du prix de l'immobilier à Panyu, qui conserve toujours un écart avec celui de Guangzhou.

[248] Il y a environ 300 000 habitants dans ce bloc.

Jardinaqua, construit en 1992, se situe à proximité de Canton, à côté du pont de Luoxi. Il occupe plus de 81 hectares de logements et accueille en moyenne 100 000 habitants, avec dans son voisinage Seagon, Citeau, Jaspe, Bonheur, etc. Cette évolution a provoqué des mécontentements multiples et une prise de parole des habitants dont nous allons désormais traiter.

Se lever pour défendre l'habitat

Cela fut un grand choc, tant pour les habitants de ces condominiums de Panyu que pour les habitants pékinois dans leurs villas, de découvrir en 2009 le risque réel, environnemental et sanitaire, provoqué par la présence des terrains de décharges ou des usines d'incinération à moins de dix kilomètres de leur lieu d'habitation, bien que la Mairie de Canton ait approuvé ce projet en 2006 et que l'installation de ces usines d'incinération à Panyu ait été annoncée dans la presse et sur les sites officiels gouvernementaux. Le 23 septembre 2009, jour d'accueil du public par le directeur du Bureau de propreté et d'environnement de Canton, le directeur Lü Zhiyi a provoqué une grande surprise dans le public en annonçant le démarrage de la construction de l'usine d'incinération après l'étude d'impact environnemental (*EIA, Environmental Impact Assessment*). L'information a suscité une profonde inquiétude et une grande angoisse chez une dizaine d'habitants de ce bloc, en particulier dans sa partie nord qui se situe à moins de huit kilomètres du terrain choisi par le gouvernement local pour l'usine d'incinération [249]. La plupart des gens ne savaient rien sur les risques environnementaux et sanitaires de l'usine en question, et c'est en cherchant sur Internet qu'ils ont, d'une part, appris non seulement la production potentielle de dioxine pendant l'incinération des déchets plastiques, mais aussi, d'autre part, l'existence de mouvements de contestations et de luttes des habitants contre des usines d'incinération dans d'autres villes côtières de l'Est de la Chine : à Wujiang, où l'usine n'a jamais été mise en service en raison de la pression des habitants ; ou à Pékin, où Liulitun a gelé la construction de l'usine suite encore à l'opposition des habitants ; ou encore dans des régions où la construction de l'usine est en cours, et a provoqué des mécontentements qui s'expriment soit à travers le système du bureau des lettres et visites (*xin fang 信访*), soit par des

[249] Certains quartiers résidentiels sont à moins d'un kilomètre du terrain choisi pour l'usine d'incinération en question.

prises de parole sur Internet et dans la presse. Ces habitants se sont retrouvés sur le forum privé des habitants de Jardinaqua – *HeAn.net*, ce dernier site étant un produit de la cristallisation des luttes pour la défense des droits des habitants de Jardinaqua. Après plusieurs jours de discussion en ligne, ils ont décidé de se réunir, sous prétexte de la projection d'un film entre internautes de ce forum : car en Chine, se réunir en grand nombre à titre privé peut être dangereux et/ou politiquement sensible et inquiéter les autorités locales. Enveloppée dans une atmosphère d'inquiétude, la discussion de cette première réunion n'a abouti à rien. Ces habitants, au nombre de quelques dizaines, ont décidé de se lancer dans des recherches techniques tout en participant à la discussion sur le forum privé de Jardinaqua, qui est ensuite devenu la base de leur combat et où les habitants d'autres condominiums pouvaient venir se retrouver, en plus des forums de leurs propres condominiums. Il ne s'agit pas là d'un hasard, mais d'une continuité qui résulte de circonstances politiques, sociales et économiques spécifiques et qui s'inscrit dans la longue histoire des luttes des habitants de Jardinaqua.

Jardinaqua : luttes et naissance d'un forum pour la liberté d'expression

Penchons-nous maintenant sur l'histoire du condominium de Jardinaqua, construit pour une clientèle ciblée qui réunit « des familles cantonaises dotées d'un revenu moyen supérieur » et sur l'histoire des luttes de ses habitants. Ce condominium emprunte les expériences de gestion des condominiums de Hong Kong et se réclame de la mise en place d'une gestion humaine, c'est-à-dire proche des habitants. Lors de sa construction, ce condominium a réuni des intellectuels, des journalistes, des artistes, des écrivains, des professeurs, d'anciens cadres du gouvernement pour les convaincre de s'y installer, en les accueillant avec une phrase du poète romantique allemand Friedrich Hölderlin[250], leur suggérant que le paysage du condominium était un lieu idéal pour eux. Donnons ici un autre exemple concret inspiré par un compositeur de musique hongkongais très connu qui a ouvert une brasserie à Jardinaqua avec ce slogan publicitaire : « libre, spontané et à la recherche du sens de la cuisine populaire au lieu de courir derrière la rentabilité ». Ce slogan évoque bien l'atmosphère de Jardinaqua et ajoute un voile

[250] « *Deserving, yet poetically, we dwell on this earth* », *In lovely blue*. Cette phrase est aussi connue dans la citation de Heidegger « …L'homme habite en poète »

légendaire sur ce quartier, qui avait déjà une réputation nationale pour ses mouvements de défense des droits des habitants, bien avant sa mobilisation contre l'usine d'incinération en 2009.

Dans le contexte de l'expansion de l'économie de marché, le système passé de l'unité de travail (*dan wei* 单位) qui représentait et le lieu de travail et le lieu de vie s'est largement affaibli quand il n'a pas disparu. L'habitat garanti et distribué par l'Etat chinois communiste est graduellement remplacé par un marché immobilier appuyé sur la privatisation des entreprises étatiques et le retrait de l'Etat dans la prise en charge de la vie quotidienne des gens en termes d'habitat, d'éducation, de couverture sociale et de santé. Ce « lieu de vie » : désormais ôté des épaules de l'Etat chinois, est devenu ainsi une marchandise sur le marché privé qui incorpore des nouveaux modèles issus du monde extérieur dit « moderne », dont Hong Kong est le symbole le plus évident dans la région de Canton.

En 1999, le prix du transport du service de navettes de Jardinaqua [251] passe de 5 à 7 yuans, provoquant devant le service de vente une manifestation de plusieurs centaines d'habitants qui décident un *boycott* collectif de ce service et trouvent un service alternatif auprès d'entreprises d'autobus au prix qu'ils voulaient maintenir : 5 yuans. Cette lutte s'est terminée par un compromis avec le service de navettes qui a maintenu le même prix en carnet pour les habitants du condominium et qui n'applique l'augmentation qu'aux non-résidents. Cette victoire, la satisfaction de leur revendication sur le tarif, n'a pas empêché les acteurs de cette lutte de subir une pression énorme, parfois violente : certains activistes ont été amenés de force par des inconnus devant les autorités policières. Cette intervention de la police sous prétexte d'une investigation a fait peur et poussé plusieurs activistes à se retirer de la lutte. Si ce mouvement a réussi à défendre leurs droits en tant qu'habitants pour un « juste » prix, il n'a pas été en mesure de se développer plus avant pour d'autres objectifs d'amélioration de la gestion du condominium. Dans les trois ans qui ont suivi cet épisode, les habitants ont pris conscience de leur capacité à se battre ensemble, un forum de discussion a vu le jour, qui s'est opposé et s'est constitué d'une manière alternative par rapport au forum

[251] C'est un service de transport géré par l'entreprise de gestion de Jardinaqua. Pratique, il circule entre Canton et Jardinaqua et couvre la plupart des lieux principaux de Canton avec une dizaine de lignes de bus. Il couvre aussi la plupart des villes du Delta ainsi que Hong Kong.

officiel sous la tutelle du groupe immobilier, et pour casser le monopole de parole de celui-ci.

En 2002, débute la lutte des habitants de Jardinaqua qui commence par des contestations et des scènes d'affrontements d'abord contre l'investisseur immobilier et l'entreprise de gestion du condominium, puis contre l'autorité locale dont l'opacité dans sa gestion administrative est mise en cause, en particulier à propos de la construction d'une route publique qui impose la destruction d'un espace vert au bord de la rivière. La menace sur ce parc, qui avait été affiché sur le planning du condominium comme l'un des avantages destinés aux acquéreurs et justifiant le prix élevé des appartements, a provoqué des conflits entre les habitants et l'entreprise immobilière de Jardinaqua qui exerce sa tutelle sur l'entreprise de gestion de ce condominium, dès lors que la vie quotidienne des habitants était mise en cause en termes de propreté, de sécurité et de gestion.

Dans ce contexte, le prix des appartements concernés a chuté, durant deux semaines, de 20 à 25 % et provoqué le mécontentement des habitants. C'est en se tournant vers l'entreprise de gestion que les habitants et les propriétaires se sont rendu compte que derrière la gestion, dite « humaine » sur le prospectus publicitaire, et son attitude apparemment bienveillante, le groupe immobilier qui a investi et construit ce condominium contrôle tout : aussi bien l'entreprise de gestion[252] que le comité des propriétaires. C'est ce comité qui décide quelle entreprise contracter pour la gestion et donc aussi le renouvellement du contrat de gestion. Selon certains propriétaires, les membres élus du comité des propriétaires sont « désignés par le haut », car l'entreprise immobilière est propriétaire de tous les appartements non vendus : elle a donc la majorité lors de l'élection de la copropriété qu'elle a facilement remportée en tant que copropriétaire avec une portion importante de votes. Quant au comité du Parti de quartier, il ne gère que ceux qui ont le *hukou* 户口 – carte de résidence – attaché au quartier, soit 1 000 familles de Jardinaqua sur plus de 7 000 familles à ce moment-là. Le budget du comité de quartier de Jardinaqua provient de l'entreprise de gestion du

[252] L'entreprise de gestion de propriété (*Property management company* en anglais, *wuye guanli gongsi* en chinois) a une fonction similaire à celle de syndic en France et gère l'ensemble des bâtiments. En Chine, elle est la plupart du temps sous la tutelle du groupe immobilier qui a construit les bâtiments en question. Cette situation conduit souvent à des conflits avec les propriétaires des appartements, sur les charges partagées, la gestion des lieux publics, etc.

groupe immobilier, car selon la politique du gouvernement local, « ceux qui ouvrent un comité de quartier fournissent aussi le budget ». Les habitants dans ces conditions se retrouvaient seuls et ne pouvaient compter que sur eux-mêmes.

Ils ont d'abord cherché un recours dans la loi. Un groupe de défense des droits s'est organisé, avec quinze représentants des bâtiments concernés dont la plupart travaillaient dans des entreprises privées et n'avaient donc pas à craindre de pression ni de conséquences négatives provenant de leur unité de travail publique et gouvernementale. Un fond de plus de 30 000 yuans est levé pour alimenter des contestations bien organisées, argumentées et documentées. Le gouvernement local a essayé de repousser les responsabilités, accroissant ainsi la contestation des habitants sur la légitimité de la construction de la route évoquée. Certains interprétaient cette situation comme un arrangement issu de la corruption entre des cadres du Parti et du gouvernement local et les deux entreprises immobilières : celle de Jardinaqua et celle de Seagon [253], condominium voisin auquel mène cette nouvelle route. Cinq équipes d'habitants se sont formées et ont pris en charge différentes tâches : une première bloquait les travaux sur le chantier ; une deuxième travaillait avec des avocats et le gouvernement ; une troisième mobilisait la presse et les journalistes ; une quatrième allait s'adresser au gouvernement de Canton et de la province ; la dernière équipe a été constituée de professeurs et de chercheurs qui engageaient dans cette lutte leur capital politique et social au sein du gouvernement provincial. Une centaine d'habitants ont choisi le système de « lettre et visite » et ont obtenu une réponse favorable de la part du gouvernement de Canton qui a ordonné l'arrêt des travaux. Cependant, les travaux se poursuivant, les manifestations ont repris : un affrontement violent entre les ouvriers du chantier et les manifestants, au cours duquel deux propriétaires sont blessés, provoque l'intervention de la police.

On peut donc voir que les habitants du condominium de Jardinaqua ont peu de recours face aux pressions des entreprises immobilières, de la police et des autorités locales, voire de leur entourage qui craint aussi des retombées politiques négatives.

[253] La route en question était programmée pour lier le condominium de Seagon à la grande route qui mène au Pont Luoxi. Elle éviterait un détour et faciliterait l'accès à Canton, en traversant le condominium Jardinaqua.

Pour mobiliser plus d'habitants dans cette lutte, certains activistes ont compris qu'il leur était impossible de s'exprimer dans le bulletin de Jardinaqua, géré par l'entreprise de gestion ; ou sur le forum officiel de Jardinaqua où leurs annonces postées étaient soit censurées soit supprimées systématiquement. Pour prendre en main le contrôle de leur lutte, ils ont alors ont créé un forum de discussion avec leurs propres ressources en utilisant le même nom que le forum officiel mais en changeant le nom de domaine de « com » à « net », c'est-à-dire le forum *HeAn.net*. Pour éviter problèmes et « mauvaises surprises », et protéger leurs activités, les acteurs ont loué un serveur domicilié hors de la région et mis en avant des arguments généraux occultant leur objectif de protestation, tels que l'art culinaire, la nostalgie, la philanthropie, la rencontre et les échanges entre voisins, le lien familial et entre les habitants [254], mis en avant d'ailleurs souvent par d'autres organisations ou ONG chinoises, justement comme moyens de protection contre les autorités, ou, dans le cas dont nous parlons, la puissance du groupe immobilier. Il s'agit donc de toute une stratégie de précaution qui vise à brouiller les objectifs ou à les atténuer de telle façon qu'il y ait une prise de risque modérée de la part de ceux qui s'engagent : performances artistiques, jeux de mots métaphoriques, slogans constitués d'une manière rationnelle, créative et spectaculaire évitant tout ce qui pourrait froisser les nerfs du Parti ou le mettre en cause. Ainsi, au lieu d'aller manifester en grand nombre dans la rue, les habitants sont allés planter des arbres pour la « défense des droits » sur le chantier où les travaux s'étaient arrêtés après que deux propriétaires aient été blessés.

Sur Internet, ces mêmes habitants ont lancé des revendications en forme de slogans visant à mobiliser plus d'habitants, en particulier sur le forum privé *HeAn.net*, mais cette initiative a eu un résultat peu satisfaisant parce qu'en 2002 bien que l'usage d'Internet ait commencé en Chine à se populariser, il n'y avait que 1 000 foyers équipés de connexions à Internet dans ce condominium. Le groupe de défense des droits a donc décidé de frapper à la porte de tous les immeubles de Jardinaqua. Une manifestation de plus de mille personnes a eu lieu, exigeant une assemblée générale « démocratique » et

[254] Ce forum est connu par son rôle dans les différentes initiatives aussi bien philanthropiques que de contestation. Pour la même raison probablement, les deux fondateurs de ce forum ont présenté la création de ce forum dans un journal de 2007 comme un acte qui vise à « briser la cloison de béton armé », à faire connaissance avec leurs voisins, à trouver des partenaires pour des jeux de carte ou simplement à rassembler ceux qui veulent partager l'art culinaire.

la réélection du comité des propriétaires auparavant manipulé par le groupe immobilier. La presse locale et régionale a rapidement rapporté cette protestation, en particulier les journaux du groupe Nanfang [255]. Il est important de souligner ici que beaucoup de journalistes sont eux-mêmes habitants ou propriétaires à Jardinaqua ou dans des condominiums de même nature à Panyu. Et leur engagement dans des combats depuis 1999 est souvent réel mais masqué chez les observateurs ou dans les articles de presse**.** Face à l'intervention des médias et à la contestation du public, le gouvernement local s'est efforcé de préparer tous les documents justificatifs pour une investigation destinée à l'échelon supérieur du gouvernement local et à l'opinion publique. À l'occasion de la tenue des « deux conférences » annuelles [256] de la ville de Canton, les habitants de Jardinaqua, dont certains siègent dans ces deux conférences, ont sollicité plusieurs représentants de transmettre leurs revendications au niveau municipal. Ils ont choisi ces représentants[257] pour leur réputation d'audace à formuler des critiques en public. Cette lutte a eu un impact médiatique tellement fort à travers la pression de l'opinion publique sur les gouvernements de Canton et de Panyu que certains habitants y ont vu un espoir.

Bien que les habitants aient intenté un procès au Bureau de Planning de Panyu et Guangzhou en mai 2003, la route déjà évoquée a été mise en service ce même mois en 2003. Le rêve d'une nature poétique des habitants, verte et agreste, s'est dissipé avec la mise en place de cette route. Les habitants ont alors bien compris qu'ils avaient acquis une force en termes de défense de leurs droits mais que le rapport de forces leur demeurait défavorable. En regrettant de ne pas s'être engagés plus tôt et en contestant qu'un seul « bon service de gestion » soit suffisant, les habitants sont vite parvenus à un accord pour élire de vrais représentants des propriétaires qui défendront leurs droits et leur habitat. « Nous avons besoin de gérer notre maison nous-mêmes. Que ce soit dans ce condominium, ou dans l'arrondissement, voire dans la ville, nos droits ne sont défendus que quand on participe à la défense et donc à la politique [258] », disent-ils. Cette

[255] Il est l'un des trois plus grands groupes de presse dans la province du Guangdong. Il est considéré aussi comme l'un des leaders de la presse en Chine, connu pour ses critiques tranchantes et sa ténacité dans le traitement des sujets sensibles qui touchent la limite des autorités, locale, régionale voire nationale.
[256] « Deux conférences », *lianghui* 两会 en chinois, est l'abréviation de l'Assemblée populaire et de la Conférence consultative politique de différents échelons de la Chine.
[257] Ces représentants sollicités sont aussi engagés dans d'autres « affaires publiques » et occupent une position de défense des intérêts du peuple. Nous en parlerons aussi dans les parties suivantes.
[258] Ces éléments viennent essentiellement d'articles parus dans la presse et d'articles scientifiques chinois. Pour conserver l'anonymat des condominiums et protéger la confidentialité de mes interlocuteurs, je ne

déclaration des habitants annonce la ligne de lutte qui va traverser l'ensemble de l'histoire des combats menés par les habitants du condominium de Jardinaqua. Elle marque aussi une prise de conscience importante et le début de leur engagement social et politique.

Au début de l'année 2004, le noyau de ce groupe contestataire d'habitants s'est porté candidat pour l'élection du comité des propriétaires, sans succès[259]. Suite à des menaces téléphoniques et physiques, le coordinateur de ce groupe s'est retiré de la lutte, malgré son rêve inaccompli de réunir les habitants de Jardinaqua et d'autres condominiums dans un comité des propriétaires solidaires pour défendre leurs droits et gérer leur habitat de manière démocratique. Il a constaté que les règles du jeu ne sont jamais transparentes et toujours imposées par le groupe immobilier malgré la contestation dont ce groupe est l'objet. D'autres membres ont aussi quitté le combat, retournant à leur vie de routine. À leurs yeux, leur participation fut comme « d'accompagner le prince héritier à l'école[260] » : malgré leurs efforts, l'autorité et le pouvoir de l'empire immobilier demeurent et leur opposition les expose à des effets négatifs. Certains ont rejoint peu après les initiatives de la coopérative immobilière[261] à Canton pour avoir plus d'autonomie en réduisant l'intervention des groupes immobiliers dans leur futur habitat et limiter les effets d'un marché immobilier en quête de profit maximum.

En automne 2004, arrive sur la scène un groupe de propriétaires retraités, dont d'anciens cadres du Parti, des professeurs d'université, des ingénieurs, etc., qui prennent en main le relais à la suite du départ des jeunes activistes précédents. L'un des leaders de ces propriétaires retraités, ancien directeur de l'équipe des experts au Bureau de gestion des médicaments en Chine, a engagé un procès pour contester la somme des charges

---

citerai pas ici des recherches ou articles qui révèleraient l'identité de mes interlocuteurs et de leur condominium.

[259]Dans cette élection, le taux d'abstentions a dépassé plus de 50% et le résultat est resté sans effet. Une deuxième élection a été prévue cinq mois plus tard, mais les candidats de ce groupe des propriétaires ont décidé de retirer leur candidature en raison de déceptions et de pressions.

[260] Terme chinois « *pei taizi dushu 陪太子读书* » qui se réfère à un rôle décoratif et à un travail ingrat et épineux.

[261] Cette initiative (en chinois *hezuo jianfang 合作建房*, et en anglais *cooperative housing-construction by individuals*) a d'abord été entreprise en Chine par un internaute de Pékin en 2003 : l'idée est de créer une coopérative qui achète un terrain, fait construire et gère l'immeuble d'habitat, ce qui élimine le coût et les risques de conflits avec le groupe immobilier. A Canton, six jeunes couples, inspirés par les initiatives de Pékin, ont créé un forum sur Internet qui permet à plus de gens de se retrouver et de participer aux programmes de la coopérative immobilière, avant de décider d'habiter ensemble dans un même immeuble, choisi, construit et géré par eux-mêmes.

imposées par l'entreprise de gestion de propriété. Il avait découvert que cette somme était 1,5 fois plus élevée que la somme légale autorisée. Il a gagné son procès et pu constater le retard de la mise en application de la décision du tribunal. Ces personnes, relativement âgées, n'ont pu entrer au comité des propriétaires ; leurs candidatures ont été exclues par le groupe immobilier en raison de leur âge (candidats de 20-60 ans selon le groupe immobilier), ou de leur « désobéissance » (« les participants aux assemblées illégales n'ont pas le droit de candidater »). Devant ces tentatives de pilotage, nombre d'entre eux ont décidé d'élire un comité démocratique, alternatif au Comité du groupe immobilier, pour rendre publics les problèmes de gestion de la copropriété. En 2005 cependant, la plupart des propriétaires ont voté pour le renouvellement du contrat de gestion avec l'entreprise en question, alors que de l'avis de ces habitants retraités cette entreprise est extrêmement contestable. Ces retraités, qui s'étaient opposés à ce processus de vote opaque et à sa manipulation par l'entreprise, quoique momentanément découragés, ont essayé de comprendre les raisons de ceux qui ne s'y étaient pas opposés. Pour la plupart, ce sont des jeunes, probablement trop occupés par leur carrière professionnelle, leur vie de famille, les contraintes économiques, pour pouvoir et vouloir s'engager. Les personnes retraitées, en ce sens, semblent avoir moins de contraintes. Cela a provoqué des débats dans les forums en ligne où différents points de vue se sont exprimés. Certains internautes ont soutenu le groupe immobilier et se sont opposés à la lutte de ces habitants retraités qui les accusent en retour comme « le parti de cinquante centimes » (*wu mao dang 五毛党*) à la solde de l'entreprise immobilière. Certains messages font état de la crainte de certains copropriétaires face aux problèmes inattendus qui pourraient se présenter suite au retrait de l'entreprise en place. Pour d'autres, la qualité de services de cette entreprise est satisfaisante malgré son prix illégalement élevé. Il est donc très clair que parmi les habitants se dégagent deux points de vue, les uns plus motivés que d'autres, sur le constat en commun du caractère brutal et de la mauvaise gestion de l'entreprise. D'autres internautes doutent de la capacité de résistance ou de la durée de ces luttes, menées par ces retraités, dans la mesure où l'absence habituelle de mise en pratique des lois les rend sceptiques, la victoire fût-elle sanctionnée par un jugement, celui-ci risquerait de n'être jamais mis en application. Et les expériences de ce type de phénomènes en Chine constituent aussi un obstacle à toutes les luttes.

À travers ces manifestations, nous voyons comment les habitants passent d'une cause ponctuelle à une mise en question plus générale, présentant des dimensions politiques inesquivables – ces dimensions politiques expliquent peut-être qu'un certain nombre de personnes s'arrêtent dans l'engagement. L'éducation que ces habitants ont reçue, les nouveaux outils de communication dont ils disposent, l'horizon qu'ils perçoivent, ainsi qu'une connexion au monde extérieur plus étroite et plus fréquente, telles sont les raisons de la prise de conscience de ceux qui envisagent l'avenir d'une manière plus ouverte parmi les habitants. De meilleures informations et l'expérience de certains résultats ajoutent à leur colère de se retrouver face à leurs droits qui ne sont pas respectés. Parmi ces habitants, certains n'avaient jamais imaginé que se lever pour défendre leurs droits pouvait donner lieu à tant de difficultés et d'obstacles. L'injustice et l'abus de pouvoir leur semblaient réservés plus souvent aux gens démunis et subordonnés, mais plus rarement à la classe moyenne à laquelle certains ont réussi à accéder tandis que d'autres sont parvenus à y demeurer malgré les bouleversements des classes connus dans la société chinoise. La découverte par ce groupe social de la violence ou du mépris des institutions gouvernementales et des organisations privées les met en face d'une situation qu'ils n'ont pas connue auparavant. Comme me l'a expliqué un professeur : « Que l'injustice ou l'abus de pouvoir leur tombent dessus, ce n'est pas aussi grave que leur ressenti d'impuissance face à des machines étatiques, malgré leur capital économique, social et politique. »

L'influence omniprésente de Hong Kong dans l'organisation de ces condominiums, aussi bien en termes de paysage urbain, de mode de vie, que de mode de gestion, amène ses habitants à hériter d'une partie d'un certain type de gestion relativement démocratique et transparente telle qu'elle fonctionne à Hong Kong. Or dans ces condominiums construits et gérés selon le modèle hongkongais, la gestion dite humaine importée de Hong Kong semble rester au niveau du slogan, sans passer réellement dans la pratique. Les droits des habitants ne sont donc pas compris dans le package importé de ce mode de vie incarné dans des condominiums modernes. Les combats des habitants de Jardinaqua ont beaucoup inspiré les autres condominiums de Panyu qui ont commencé peu après leur lutte par élire un « vrai comité des propriétaires », selon leur expression. Cet effet en chaîne encourage les habitants de Jardinaqua et leurs luttes sont montrées dans les médias comme « la première

expérimentation de la démocratie communautaire (*shequ minzhu 社区民主*) ». Ce mode de lutte est donc considéré comme un modèle de lutte de la classe moyenne en milieu urbain pour la défense de ses droits en Chine. En s'appuyant sur le droit, cette lutte, s'inspirant des expériences de Hong Kong dans la contestation et la défense des droits, propose une lutte non violente et contenue dans le cadre du droit et de la loi, sans tenir compte de la défaillance du système législatif ni de l'autorité et de la violence du contexte politique en Chine.

Des hommes et des femmes se lèvent

Le combat contre l'usine d'incinération s'inscrit donc dans cette continuité de défense des droits et de lutte pour la transparence dans la gestion tant des affaires des condominiums que de celle de l'environnement urbain. Ce combat a tissé un lien entre les habitants des condominiums de Panyu et le monde extérieur sur fond général de la protection de l'environnement.

Lors de la fête nationale chinoise en 2009, n'ayant pu obtenir un accord sur un projet d'actions et de luttes, un propriétaire internaute du condominium de Seagon, dont le pseudonyme est DapengKing[262], avait mobilisé sa mère Mme Huang[263], et son épouse, diplômée en droit, pour rédiger une requête introductive d'instance, qui avait été postée sur le forum *HeAn.net*. Suite à la circulation de cette requête, DapengKing a reçu des avis de prudence, des conseils sur les risques encourus et l'éventualité de ne pas gagner. On lui dit : « Ne sois pas naïf, le tribunal et le gouvernement sont de la même famille, tu ne pourras jamais gagner. » La plupart des habitants n'étaient au courant ni de la construction de l'usine en question, ni des risques environnementaux potentiels, ni des

[262] Les habitants utilisent souvent leur pseudonyme sur le forum *HeAn.net* ou dans des groupes QQ. Ils le maintiennent encore davantage face aux journalistes en pensant que cela « aide à cacher leur identité ». Sur mon terrain, beaucoup se présentent spontanément avec leur pseudonyme en ligne. Pour sauvegarder leur anonymat, je leur donne des prénoms ou pseudonymes selon la manière dont ils se présentent pour distinguer et respecter leur usage.

[263] Elle est l'un des principaux propriétaires de Seagon qui luttent pour défendre leurs droits contre l'entreprise de gestion de Seagon. Dès mai 2010, avec d'autres propriétaires, elle avait essayé d'organiser un comité des propriétaires de Seagon et a subi depuis des provocations et eu plusieurs conflits physiques avec les salariés de l'entreprise de gestion de Seagon. Elle et son mari ont été arrêtés par la police suite à un conflit physique et accusés d'avoir attaqué et blessé une personne de l'entreprise de gestion. Leur détention a provoqué un grand débat sur Internet, que beaucoup ont interprété comme un abus de pouvoir par la police corrompue. Elle a décidé après cet incident de quitter l'organisation du comité des propriétaires.

initiatives de lutte que certains de leurs voisins avaient déjà développées. Une dizaine de propriétaires internautes de Seagon, Jardinaqua, Jaspe, Citeau, etc., se sont réunis sur le forum privé de Jardinaqua pour mobiliser plus d'habitants dans leur mouvement. Ils ont créé des groupes de QQ, portant un nom tel que « discussion sur l'incinération des déchets », regroupant 200 personnes en une seule journée, quota maximum pour un groupe de discussion de QQ. En même temps, ces propriétaires internautes actifs ont commencé à distribuer des tracts et afficher des textes partout dans leurs condominiums.

Le 15 octobre 2009, une dizaine de propriétaires se sont réunis dans un café au sein de Seagon et deux groupes de propriétaires se sont formés, chargés de deux tâches principales : une équipe pour la rédaction d'une pétition, l'autre pour mobiliser et récolter les signatures des propriétaires. Pour la première fois, un journaliste s'est engagé directement dans cette lutte. Le lendemain, pour soutenir ce combat, le forum *HeAn.net* de Jardinaqua a ouvert une section de discussion uniquement consacrée au thème de « l'incinération des déchets ». Cette section est devenue ensuite une des bases de lutte où se déploient les tensions entre les habitants de Panyu et de Canton, des spécialistes, des journalistes, des observateurs et des internautes intéressés ou recrutés, voire des hackers.

Il faut souligner aussi le rôle des journalistes et de la presse dans ce combat. Les trois grands groupes de presse de Canton, *Yangcheng Soir*, *Guangzhou Journal* et *Nanfang*, ont mis en place une équipe spéciale qui a suivi cette lutte des habitants depuis le début, jusqu'à l'interdit du gouvernement provincial en novembre 2009. Le gouvernement local a explicitement interdit à la presse locale et régionale de prêter attention au combat de Panyu, dans la presse comme sur Internet. Néanmoins, pendant tout le mois d'octobre 2009, des critiques et des messages ont été publiés et ont relancé les polémiques au niveau national sur le traitement des déchets et les risques d'une usine d'incinération. La presse officielle chinoise, telle que *CCTV*, l'Agence *Xinhua*, ou encore la presse internationale, comme *Le Monde*, ont aussi évoqué les villages du cancer autour des usines d'incinération. Ce bombardement médiatique a attiré l'attention des habitants qui vont rarement sur Internet. Des habitants d'un troisième condominium, dit Bonheur, à 5 km du terrain choisi par le gouvernement local, ont réagi et rejoint la lutte de Panyu en en devenant les coordinateurs dans leur

condominium. Ils ont été suivis puis arrêtés par la police alors qu'ils distribuaient des affiches et des textes explicatifs.

Certains propriétaires se sont rendu compte que s'ils continuaient leur lutte avec l'appui de la presse sans trouver de communication adéquate et surtout compatible avec les exigences des autorités, ils se trouveraient dans une impasse. Ils avaient proposé une manifestation collective tout en craignant que ce geste devienne trop risqué. D'autres ont repris l'idée d'aller se plaindre lors de la journée d'accueil mensuelle au Bureau de la protection environnementale de Canton, soit le 23 octobre 2009. Un habitant internaute de Jaspe, un quatrième condominium, a essayé de mobiliser les habitants sur le forum *HeAn.net*, mais il a reçu peu de réponses. Cet internaute, que nous appellerons PSafin, s'est rendu auprès de la mairie de Canton avec DapengKing et plusieurs journalistes pour y déposer une lettre et une pétition signée par plusieurs milliers d'habitants de Panyu, dont ils attendaient la réponse sous deux mois. Leur plainte auprès du gouvernement de Panyu n'a eu aucun écho.

Un représentant de la Conférence consultative du Guangdong, qui avait apporté son soutien aux habitants de Jardinaqua dans leur lutte de 2002, a posté un texte sur son microblog (Sina Weibo) à la veille de cette journée d'accueil. Il y affirme la nécessité de la construction des usines d'incinération à Panyu en insistant sur le principe d'un traitement local des déchets. Son propos a provoqué une profonde indignation des propriétaires à Panyu. Les habitants ont compris que leur lutte ne pourrait avancer s'ils se contentaient d'une mobilisation interne et se limitaient à leur quartier. Sur la question de comment mobiliser hors de leurs condominiums, ils se sont partagés différentes stratégies. Sur le forum *HeAn.net*, certains proposaient une performance artistique devant un supermarché avec un masque et un Tshirt imprimé de slogans, faisant connaître leur cause à tous les habitants de Panyu ; un autre groupe proposait un défilé de voitures avec des slogans sur une grande place au sein de Jardinaqua ; d'autres enfin, dont DapengKing, voyaient dans ces suggestions un danger qui pouvait provoquer rapidement une réaction politique. Il appelait donc à une manière de faire plus discrète face au gouvernement.

Suite à la manifestation en masques, à la veille de celle du défilé de voitures, quatre habitants, dont Psafin, ont été convoqués à minuit par la police pour « boire un thé »,

selon l'expression employée pour signifier une convocation à la police. Les projets de manifestations tels que le défilé de voitures ont été annulés par leur initiateur sur le forum et ont reçu des avis négatifs du comité officiel des propriétaires et du service de sécurité de Jardinaqua, qui avaient peur des retombées politiques. Ces démonstrations ont été de fait interdites par les autorités qui commençaient à craindre que le contrôle du développement de ces initiatives leur échappe. On mesure là une certaine avancée et un certain progrès dans la montée en puissance de la contestation ici analysée. En particulier, certains habitants ont bien compris que leur manifestation avait fait retarder la date de construction de l'usine, prévue au début d'octobre 2009, ce qui les a ainsi encouragés et motivés pour obtenir plus de soutien afin de bloquer ce projet.

Sous la pression publique, la mairie de Panyu a organisé à la fin d'octobre 2009 une conférence de presse en invitant quatre spécialistes, pour calmer les habitants et les convaincre. La mairie de Panyu avait promis que seule une évaluation favorable de l'impact environnemental permettrait la construction de l'usine d'incinération. Les spécialistes présents ont suscité de nombreux doutes dans la mesure où leurs propos étaient contredits par les informations que les habitants avaient trouvées sur Internet, à propos des données techniques et des risques environnementaux générés. Ainsi le directeur du bureau d'études sur la dioxine à l'Académie des sciences de la Chine a défini la dioxine comme un « tigre contrôlable » dans cette conférence, alors que son propre article dans le *Quotidien du Peuple* en 2007 la présentait comme une « bombe chimique à retardement ». Le propos de l'autre spécialiste prétendant que les barbecues produisent plus de dioxine que l'incinération des déchets a scandalisé les habitants et les internautes et provoqué des débats et des critiques sur Internet. Une méfiance générale des internautes et des habitants s'est largement développée puisque dans un sondage du 5 novembre 2009, 97,1 % des habitants étaient contre la construction de l'usine et plus de 98 % ne faisaient pas confiance au résultat de l'évaluation d'impact environnemental si celui-ci était favorable à la construction. Face à une telle crise de confiance et aux critiques omniprésentes dans la presse régionale et nationale, sur des forums et sites, la mairie de Panyu a insisté avec fermeté sur sa position dans la une du journal officiel de Panyu. Elle y écrivait : « La construction de l'usine d'incinération est un projet convenant à la volonté et au désir du peuple ! » Dans une telle situation bloquée, il

fallait trouver de vraies preuves et de nouveaux arguments sur les risques environnementaux des usines d'incinération.

C'est ainsi qu'on a avancé le cas du village de Likeng dans l'arrondissement Baiyun au nord de Canton, à 30 km de Panyu. La première usine d'incinération de la ville de Canton y a été construite contre le gré des habitants du village [264] et mise en fonctionnement en 2006. En 2000, malgré la contestation et le mécontentement des villageois, le gouvernement local a signé le contrat de réquisition du terrain avec le Bureau environnemental de la ville de Canton, en lieu et place du comité du village où personne ne voulait signer ce contrat. Avant la construction, des représentants des villageois avaient été invités par les autorités à une visite dans les usines d'incinération de Macao[265]. Ces cultivateurs de légumes, qui n'avaient jamais navigué sur Internet, avaient été soulagés en voyant une usine « propre et lumineuse, qui ne sentait pas mauvais du tout ». L'usine dans leur village, qui traite la moitié des déchets de la ville de Canton et dont l'apparence est celle « d'un grand monstre gris » selon les villageois, est devenue le modèle avancé par le service de la mairie de Canton pour convaincre les autres habitants de la mise en construction d'une usine dans leur quartier. L'accent a été mis par le comité de gestion de la ville de Canton sur un contrôle de la pollution efficace et standardisé, conforme aux critères européens, en un mot, présentant une parfaite sécurité.

Pourtant, cette description officielle n'a pas réussi à convaincre la dizaine de propriétaires des condominiums de Panyu qui s'y étaient rendus, dont PSafin, DapengKing et sa mère Mme Huang. Les odeurs insupportables, en particulier le soir, envahissent la vie quotidienne des villageois, qui doivent endurer la menace des cancers et des malformations des nouveaux nés. Les villageois ont tellement peur qu'ils n'utilisent plus l'eau locale pour arroser leurs légumes. Ils n'osent plus manger les produits alimentaires du village. Ils sont obligés de sortir au loin pour acheter des produits alimentaires en vendant leur production en ville. Ce choc visuel, les odeurs et ce témoignage dramatique ont brisé le seul espoir et le peu de confiance que certains habitants avaient dans le gouvernement. Cette visite a été décrite et postée sur Internet,

[264] C'est l'usine qui avait été prévue à Da Tansha, à côté de Nanhai, dont j'ai parlé au début de ce chapitre.
[265] La sécurité de cette usine est mise en question par une interlocutrice suite à un excès du taux de plombe, voir la partie sur le récit de PommeDePassion, internaute et actrice militante dans cette lutte.

sur différents forums où se réunissaient des habitants activistes de toute la Chine et les internautes intéressés. Une atmosphère lourde et désespérante enveloppait ces débats, avec des sentiments mêlés entre l'injustice, la colère, l'indignation, la compassion et l'impuissance.

Le 8 novembre 2009, une jeune fille, appelons la PommeDePassion, portant un masque à gaz et vêtue d'un Tshirt imprimé de slogans pour la protection environnementale, monte sur la scène, tenant une petite banderole où il est écrit « contre l'incinération des déchets, pour la protection d'un Canton vert ». Elle a manifesté ainsi dans plus de quinze stations de métro et s'est promenée dans l'un des grands centres commerciaux de Canton pendant plus de trente minutes. Son apparence « bizarre et anormale » a attiré l'attention du public qui ne cessait pas de la prendre en photo et de la poster en ligne avec ses smartphones. Aussitôt revenue dans la station de métro près de laquelle elle habite, elle a été arrêtée par la police. Cette promenade et cette visite à la police furent l'objet d'un récit ironique et humoristique qui a connu un grand succès dans la mesure où il n'était pas pessimiste. Ce texte a été posté sur de nombreux sites, forums et réseaux sociaux (Kaixin ou Renren, équivalents de Facebook ; Sina Weibo, etc.) et a eu un grand écho. Ce récit permet d'ouvrir la question au lieu de la présenter dans une dialectique d'affrontement entre les autorités et les activistes, et permet d'envisager une issue non défavorable en particulier pour les militants de la cause anti-incinération. Il correspondait aussi aux souhaits des gens dans une situation bloquée et le choix de son expression était un élément favorable pour la cause elle-même dans la mesure où il l'a rendue populaire. C'est la raison pour laquelle elle et leur combat ont eu une telle visibilité sur Internet. Cela amenait aussi de plus en plus de gens à s'intéresser au traitement des déchets, à acquérir des connaissances sur l'incinération des déchets, et à s'opposer à la construction de l'usine à proximité de leur habitation. C'est pour cela que l'action de PommeDePassion a marqué un tournant dans le combat des habitants de Panyu.

Après plus d'un mois de discussions sur le forum *HeAn.net*, le 11 novembre 2009, PommeDePassion a souligné en ligne que des débats et des discussions sur la cause de leur lutte en tant que telle risquaient de mener à une situation d'isolement et de réduire des problèmes environnementaux en général au problème local de Panyu. Elle a donc

critiqué la mise en avant d'une opposition entre les habitants de Panyu et ceux d'autres quartiers, qui efface la dimension de l'interdépendance environnementale et isolerait le combat de Panyu, et l'amènerait vers l'échec. Elle affirme : « Cette cause concerne tout le monde et n'est pas une question qui peut être divisée par territoire. » Pour elle, la voix de la contestation si faible des villageois de Likeng et l'absence d'attention du public sont les deux raisons qui expliquent l'échec de la lutte de ces villageois. « Tandis que la voix de ces 300 000 habitants de Panyu paraît si pâle, si impuissante et si égoïste ! » dit-elle. Ses remarques ont rapidement eu un grand écho parmi les habitants de Panyu et ont été diffusées sur d'autres sites, forums et réseaux sociaux. Les habitants de ces condominiums ont pris conscience des risques qui les guettaient eux-mêmes, en se voyant comme les « prochains villageois de Likeng », et ils se sont donc sentis concernés. À leurs yeux, l'objectif essentiel n'est plus centré sur la construction d'une usine d'incinération à Panyu ou ailleurs, mais sur la question du tri des déchets qui réduira les volumes de déchets produits afin de lutter contre l'activité même de l'incinération des déchets en général. Ainsi, l'objet de la lutte dépasse l'événement initial, et pose le principe d'une responsabilité vis-à-vis des autres dans le cadre de l'interdépendance environnementale en général qui prend ainsi place dans leur esprit.

Afin d'être cohérents dans leur opposition à la construction des usines d'incinération, certains habitants ont cherché des preuves théoriques et techniques réelles de la pollution produite par une usine d'incinération ainsi que des modes alternatifs de traitement de déchets. Grâce à Internet, avec le soutien des internautes, ils ont fait des recherches documentaires sur les reportages et les luttes concernant l'incinération des déchets. Ces documents ont été postés sur le forum *HeAn.net* en tant que matériaux de réflexion. L'enjeu pour gagner, aux yeux des habitants de Panyu, était de chercher les recours de la loi, pour éviter des violences ou d'autres dimensions « politiquement sensibles et subversives ». Pour eux, il s'agissait de trouver d'autres expériences et d'autres appuis, toutes les forces possibles pour se faire entendre par le gouvernement. Connaissant l'importance des médias, ils ont pris l'initiative de contacts avec la presse en dehors du Guangdong : des journaux, hebdomadaires, émissions de la télévision au niveau national, tels que le *Quotidien du peuple* et la *CCTV*. Des journalistes de Pékin, Shanghai sont allés jusqu'à Canton pour rapporter ce combat et la situation de Likeng, village du cancer. L'arrivée du *Quotidien du peuple* et de la *CCTV* a beaucoup

encouragé et excité les habitants de Panyu qui considéraient que l'émission de CCTV avait parlé de ce qu'ils voulaient dire et que l'article du *Quotidien du peuple* montrait la position officielle du gouvernement central et donc apportait un soutien significatif. Le système de la presse en Chine relève d'un système de censure à la fois locale et nationale. Sous la tutelle du parti et des autorités locales, la presse locale subit des contrôles directs provenant du gouvernement local, qui se conjuguent avec d'autres interdictions au niveau national[266]. Il est donc impossible de publier un article sur le combat de Panyu quand le Bureau de la propagande du Guangdong censure ce sujet. Les habitants de Panyu, dont beaucoup étaient ou sont journalistes, ont bien compris cet enjeu et décidé d'aller chercher plus loin une occasion de se faire entendre. Quant à la presse étrangère, cependant, les habitants ont tout fait pour l'éviter, afin de ne pas être accusés d'une activité néfaste pour le gouvernement chinois. Ils disaient : « Nous ne sommes pas contre le gouvernement, mais contre l'incinération des déchets. »

Lors de la création du Bureau de gestion de la ville de Canton, pour les projets concernant l'hygiène et la propreté, les habitants de Panyu ont décidé d'aller manifester lors de la journée d'accueil prévue le 23 novembre 2009. Dès le début de novembre, ils ont commencé à préparer cette journée. Ils sont arrivés à un accord sur la manière de protester : Tshirt couvert de slogans pour la protection environnementale, banderole imprimée de leurs revendications et masque où est écrit : « Contrecarre le gaz toxique ». Des milliers de tracts ont été distribués dans les condominiums et les quartiers résidentiels et des textos envoyés afin de mobiliser l'entourage et les connaissances des habitants en expliquant à tous la responsabilité pour chacun de sauver Panyu ensemble. Sur Internet, tous les sites, forums ou réseaux sociaux, ainsi que les groupes de discussions tels que QQ (logiciel de *chat*) ont été mobilisés ; certains sites censurés, tel que Twitter, bloqué en Chine en 2009, n'ont pas échappé à la mobilisation des habitants de Panyu. Des plans d'accès et des explications détaillées ont largement circulé et ont été diffusés dans la sphère numérique. La presse cantonaise a aussi apporté son soutien malgré les mesures de censure en insistant sur l'importance de l'opinion publique. Le 22 novembre 2009, à la veille de la journée d'accueil, lors d'une conférence de presse sur le projet d'usine d'incinération à Panyu, l'ancien directeur du bureau de propreté et

[266] *Cf.* "Des journalistes assignées", in Monique Selim, *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton (Chine)*, l'Harmattan, 2013.

d'environnement de Canton, Lü Zhiyi, actuellement vice-secrétaire général de la ville de Canton, a affirmé avec fermeté que la ville de Canton avancerait « sans faiblir et avec constance » dans la construction des usines d'incinération, non seulement à Panyu mais aussi à Conghua, Zengcheng, Huadou, etc., villes satellites autour de Canton qui sont devenues un arrondissement de Canton après l'année 2000.

Ce discours provocateur a profondément courroucé les habitants de Panyu qui se sont déplacés le lendemain à l'aube pour aller affronter le comité de gestion de la ville. Vers huit heures du matin, plus d'un millier d'habitants se sont rassemblés devant la porte du Comité et ont été choqués par les règles de l'accueil : seules cinq personnes pouvaient entrer dans le bureau et le processus de la « lettre et visite » était si lent que plus de 500 personnes ont dû attendre plus de 30 minutes pour que le dossier d'une personne soit traité. La porte du Comité n'étant ouverte qu'une demi-journée, l'inquiétude des habitants de ne pas pouvoir faire entendre leur voix faisait monter la tension à chaque seconde. Se retrouvant au centre-ville de Canton, les habitants brandissaient des affiches, criant des slogans contre l'incinération des déchets et leur exigence d'être reçus par un cadre du gouvernement. Comme les habitants de Xiamen dans leur manifestation de 2007, ils ont déambulé dans l'une des rues principales de Canton qui concentre les principaux commerces, des écoles réputées et des organes du gouvernement importants. Cette rue a amené les habitants à proximité de la mairie de Canton. Pendant cette « promenade » (*sanbu* 散步), selon la dénomination choisie, des villageois de Huijiang à Panyu – village choisi pour la construction de l'usine – ont rejoint la manifestation. La plupart des manifestants de ce village étaient des femmes âgées, cherchant à parler aux médias de leur inquiétude. Une dame de plus de 70 ans, effondrée, en larmes, est restée à genoux par terre pendant plus de deux heures. Cette posture, qui exprime une revendication de justice, renvoie à des scènes féodales où le peuple se mettait à genoux devant les autorités pour faire entendre ses doléances, se plaindre de ses souffrances et des injustices subies. Elle a donc été interprétée comme une perte de dignité, une posture féodale de subordination et d'aliénation. Cette attitude de soumission, où la revendication s'exprime par l'affirmation d'un statut inférieur, est étrangère aux habitants des condominiums de Panyu dont le discours en face à face est potentiellement égalitaire. On note là deux attitudes très différentes.

Peu après, un micro est passé de main en main, permettant à chacun de s'exprimer. Des listes des villageois cancéreux ont été diffusées au public et aux journalistes présents. Certains habitants ont quitté cette « promenade collective » (*jiti sanbu 集体散步*), selon l'expression employée, pour aller chercher de la nourriture au moment des repas. Face à la demande du gouvernement d'envoyer cinq représentants, les habitants ont refusé en criant : « Nous ne voulons pas être représentés » ! Ils ont justifié leur refus d'être représentés par l'absence d'une organisation structurelle parmi les habitants et leur rejet d'instrumentalisation, voulant chacun une voix. Ils craignaient à la fois des risques sanitaires et environnementaux à proximité de leur habitat et des retombées politiques négatives suite à leur opposition, conscients des conséquences possibles s'ils affirmaient leur opposition dans le cadre d'une organisation. Face aux autorités, ils ont donc adopté la stratégie de revendiquer en face à face, sur le mode d'un homme égale une voix, pensant pouvoir refuser à la fois la responsabilité et l'instrumentalisation politiques.

De 9 heures du matin jusqu'à 2 h 30 de l'après-midi, cette « promenade » de deux kilomètres s'est tenue paisiblement devant la mairie. Des photos, des vidéos, des témoignages, des commentaires ont été postés sur le forum privé de Jardinaqua, encourageant les habitants à résister dans le combat. Trois heures après leur promenade, vers 17 heures, toutes les photos et vidéos postées sur le forum *HeAn.net* avaient disparu, laissant seulement des textes. Cet incident n'a pas empêché le désir de communication des habitants internautes : le lendemain de cette manifestation, le nombre des visites et des textes postés sur le forum *HeAn.net* avait atteint un nouveau record depuis la création du forum en 2002.

En analysant l'attitude du gouvernement à différents échelons, les habitants internautes se sont interrogés sur la fermeté du Lü Zhiyi, qui est soupçonné de corruption à propos de la construction de l'usine d'incinération. Une accusation a été lancée sur le Sina Weibo le 1er décembre 2009, concernant le frère cadet de Lü, directeur général d'une entreprise de logistique appartenant à un groupe commercial d'État de la mairie de Canton, et le fils de Lü, directeur du département d'achats de l'entreprise d'investissement environnemental au sein de ce groupe étatique. Ce groupe qu'on appelle ici GR a obtenu la concession de la gestion des usines d'incinération à Panyu. Les noms de ces personnes étaient apparus sur le site officiel de GR et les pages de ces

sites ont été sauvegardées en photos et diffusées pour alimenter les accusations de corruption et de coalition d'intérêts dans la gestion des investissements environnementaux de la région. Les noms de la famille de Lü disparurent le lendemain, mais l'image de ces sites continue à circuler en ligne.

Trois jours après cette dénonciation, le *Nanfang Metropolitain Journal* a publié trois pages de reportages sur le lien et la coalition d'intérêts entre la famille de Lü, le Bureau de propreté et d'environnement de Canton et les projets de construction des usines d'incinération, en mettant en rapport la manière dont le groupe GR, connu pour la fabrication des ascenseurs, débarquait dans les usines d'incinération, sans compétences avérées. Le journal a donc jugé la construction des usines d'incinération comme une « affaire juteuse ». Dans le discours ferme de Lü du 22 novembre 2009, la légitimité du group GR reposait sur son statut d'entreprise d'État. Selon lui, dans le milieu des technologies avancées, il est moins coûteux et plus avantageux de contracter des entreprises chinoises qui incorporent les nouvelles technologies importées et y développent des équipements et produits en s'adaptant au besoin local, afin de briser le monopole des entreprises occidentales. Il s'agit donc d'une stratégie donnant la concession de tous les projets des usines d'incinération au groupe GR sous ce prétexte. Celui-ci n'a pas gardé ce gigantesque gâteau pour lui seul mais l'a partagé avec une entreprise en joint-venture dont l'activité est centrée sur la calculatrice automatique des prix, domaine qui n'est ni celui de l'environnement ni celui de l'incinération.

Le groupe GR a payé en 2007 plus de 970 millions de yuans pour importer des technologies danoises. Pourtant, faute d'avoir acquis les éléments techniques clés, le groupe GR n'arrivait pas encore à fabriquer les équipements principaux, alors que quatre usines d'incinération dans la région cantonaise étaient programmées pour être mises en service en 2010. Après cet investissement énorme, la question des profits fut mise en avant pour savoir comment récupérer les fonds investis. Selon un article de journal, une usine d'incinération bénéficie d'une subvention du gouvernement calculée sur la quantité de déchets traités. Le gouvernement de Canton, selon le même article, donnera une subvention de 140 yuans pour une tonne des déchets incinérés, dépassant largement les 50 yuans/tonne à Hainan et les 120 yuans à Shanghai. Selon les statistiques officielles, la ville de Canton produit par jour plus de 12 000 tonnes de

déchets, cela implique une subvention de 1 680 000 yuans par jour, ou 600 millions de yuans par an, qui sera versée à cette entreprise fondée par GR et son partenaire de joint-venture. Avec la concession de 25 ans envisagée, le groupe GR touchera à la fin de ce contrat plus de 15 billions de yuans. Par ailleurs, il faut ajouter la subvention pour l'électricité produite, ainsi que la déduction fiscale. En outre, le prix de l'électricité des usines d'incinération est de 0,63 yuan/kwh hors taxe, alors que celui des centrales d'électricité varie de 0,2 à 0,3 yuan/kwh hors taxe. Le revenu de la production d'électricité d'une usine d'incinération suffira donc pour équilibrer les dépenses de l'usine. Et la subvention du gouvernement sur le traitement des déchets devient dans sa totalité le bénéfice de l'entreprise qui gère l'usine. Le profit de ces usines serait en plus garanti en raison du statut juridique de la concession. Donc cette industrie florissante affiche des gains exceptionnels que le monopole du groupe GR a contribué à lui obtenir, soit un crédit de plus de 8 billions de yuans auprès des banques chinoises.

Ces révélations par la presse d'une chaîne d'intérêts occultée derrière le traitement des déchets ont amené les habitants de Panyu à prendre conscience de la puissance des forces qu'ils affrontaient en voulant protéger leur habitat : leur combat menaçait des intérêts très importants et plus précisément les différents acteurs d'une coalition d'intérêts. « C'est donc une guerre prolongée », a dit PSafin. Face à ces enjeux économiques, les habitants ont pris conscience des contraintes locales voire provinciales. En plus des journalistes en dehors de Guangdong, ils se sont mis en contact avec des spécialistes anti-incinération à Pékin. Ils ont participé, avec les villageois de Likeng, aux différentes conférences spécialisées sur le traitement des déchets et la protection environnementale. Pour la plupart, il s'agissait de continuer la lutte en communauté d'intérêts avec les villageois de Likeng et d'autres habitants, tous menacés par la pollution produite par les usines d'incinération.

Bien qu'une liste de contacts ait été établie pour faciliter la communication et l'organisation des activités, personne parmi les habitants de Panyu ne voulait être leader du combat. Pour PSafin, ils n'étaient pas une organisation, car ce n'est pas dans leur capacité. « On ne suit que ceux qui ont raison », dit-il. Pour un autre habitant internaute, Alon, toutes les activités n'ont pas nécessairement une organisation derrière elles, mais des objectifs rationnels, et personne parmi eux ne voulaient être le leader.

PommeDePassion avait exprimé son refus d'assumer un leadership, ce qu'elle appelait « un enfer ». Aux yeux d'Eonlan, un autre internaute, personne durant ce combat ne pouvait tenir le rôle de leader comme l'avait fait Lian Yue[267] dans la lutte de Xiamen en 2007. « La vérité absolue n'existe dans les paroles de personne. Il n'y a pas de leader, on peut seulement dire qu'il y a des vedettes », dit-il. De tous ces discours se dégage un évitement manifeste du leadership, au nom d'une crainte sur les risques inhérents au passage à une organisation formalisée, comme si les objectifs étaient motivants mais toute mise en œuvre formelle dangereuse voire interdite. Ils ne se voyaient pas comme une organisation, refusaient le leadership et écartaient la dimension politique, alors comment peut-on être apolitique dans une lutte telle que celle-ci, avec des enjeux économiques, environnementaux, idéologiques et politiques présents ?

Comment continuent-ils ce combat où des intérêts publics et privés s'imbriquent ? À la suite d'un reportage sur la construction d'une nouvelle usine d'incinération dans l'arrondissement de Huadou au nord de Canton, un clivage s'était créé entre les habitants de Panyu. Valait-il mieux lutter ensemble avec Huadou ou sacrifier Huadou en faisant un compromis avec le gouvernement afin de sauvegarder Panyu ? Cette question a été débattue sur le forum privé de Jardinaqua, certains argumentaient de leur soutien à Huadou par une interdépendance environnementale, fondamentale dans ce type de lutte ; d'autres pensaient que le compromis avec le gouvernement était crucial pour obtenir les choses les plus importantes. « Prudents et rationnels » selon PSafin, ces habitants de la classe moyenne réclamaient la liberté de s'exprimer tout en restant dans le combat. La divergence des positions des habitants a entraîné une certaine division des groupes entre eux. Plus ils avancent dans ce combat, qui rejoint un combat global et général, à proximité des sujets politiques, plus se développe le clivage. Certains restent indifférents au thème écologique à condition que l'usine soit construite ailleurs qu'à proximité de leur habitat ; d'autres optent pour une opposition plus *soft* et accepteraient le compromis avec les autorités ; un autre groupe insiste sur la cause écologique et la protection de l'environnement en général. L'opposition à la construction d'une usine d'incinération à Panyu semble demeurer le seul lien qui les maintient ensemble. Cet objectif, replacé dans le contexte politique et économique, semble néanmoins de plus en

[267] Ancien journaliste dans le groupe *Nanfang*, ancien procureur, Lian Yue est actuellement collaborateur régulier d'un journal, connu comme internaute actif et « journaliste citoyen ».

plus fragile et beaucoup moins partagé, comme la compréhension de la notion d'interdépendance par ces militants.

En pleine préparation des jeux asiatiques qui auraient lieu à Canton en novembre 2010, la mairie de Panyu a annoncé le 10 décembre 2009 la suspension du projet de construction de l'usine d'incinération à Panyu jusqu'en janvier 2011. Cette décision a suscité doutes et inquiétudes chez les habitants de Panyu, qui ont repris le débat sur la stratégie de lutte. Fallait-il attendre 2011, ou maintenir la pression ? Après plusieurs jours de discussions, le 15 décembre 2009, Alon a posté sur le forum *HeAn.net* une invitation adressée au président du comité du Parti de Panyu et au maire de Panyu, dans laquelle il sollicitait une rencontre en face à face entre les habitants de Jardinaqua et les autorités en vue d'avoir un véritable échange. Alon, habitant internaute bien connu à Canton et en Chine *via* des reportages dans la presse, est allé déposer son invitation, dont il avait fixé la date au 27 décembre, à la mairie de Panyu. Son initiative a reçu très vite des soutiens sur Internet et dans la presse de Canton. Le 20 décembre, le président du comité du Parti de Panyu acceptait son invitation et confirmait sa disponibilité tout en mettant l'accent sur sa volonté de « rencontrer les habitants le plus vite possible ». Les habitants internautes, encouragés, se sont mobilisés pour organiser cette rencontre. PommeDePassion a posté sur le forum privé de Jardinaqua un appel aux volontaires pour la préparation et l'organisation. Alon, en mission ailleurs, a réussi, par les échanges téléphoniques et des arguments postés sur le forum privé, à convaincre le Comité officiel de Jardinaqua d'ouvrir une salle pour cette rencontre.

Le jour venu, cependant, Alon, initiateur de cette rencontre, n'a pas eu le droit d'y participer. Car selon les règles du gouvernement de Panyu, seules les personnes munies d'une invitation tamponnée pouvaient participer à cette rencontre entre les cadres et le peuple. Le Comité officiel de Jardinaqua avait donc réservé les trente invitations à ses membres élus. Face à la porte fermée, une centaine d'habitants environ ont hurlé leur slogan : « Nous ne voulons pas être représentés. » Le président du comité du Parti de Panyu a ouvert la porte pour laisser passer quinze habitants. C'est grâce à cette rencontre que cette lutte a pris l'allure d'une victoire temporaire. Le président du comité du Parti de Panyu a dû affirmer et répéter à plusieurs reprises, pendant et après la rencontre, que le projet de l'usine d'incinération à Panyu avait été « officiellement

arrêté » et qu'une procédure sur le choix d'un nouvel endroit démarrerait début 2011, c'est-à-dire quelques mois après les Jeux asiatiques de Canton. Cette victoire fut pour certains un vrai bonheur, alors que pour d'autres elle suscita plus d'inquiétude. PommeDePassion exprima sa volonté de rester dans le combat jusqu'au jour où toutes les usines d'incinération seraient arrêtées ; et un autre internaute a rappelé l'attention sur les villageois de Likeng. Beaucoup d'habitants se sont alors retirés de la lutte, ne voyant pas la nécessité de la poursuivre après la promesse de la mairie. Seule une dizaine d'habitants, dont Alon et PommeDePassion, envisage un combat de longue durée et veut s'attaquer à la cause : la production des déchets. Il est logique pour eux de passer de la lutte anti-incinération à Panyu à la réduction des déchets par le tri en général. Un réseau de groupes, appelé « Famille verte », s'est créé dans les condominiums de Panyu pour mobiliser les habitants en vue de pratiquer le tri. Ce modèle communautaire sert aussi, pour les activistes, à maintenir la pression sur le gouvernement et ses politiques publiques de protection environnementale. C'est donc au terme de cette victoire temporaire obtenue à Panyu, que sont apparues des initiatives portant sur le tri des ordures comme solution alternative à l'incinération des déchets, initiatives qui s'inscrivent dans le cadre plus général du militantisme environnemental et de son extension.

La « Famille verte », une tentative de coordination des luttes microsociales

La promesse de la municipalité n'a pas calmé l'inquiétude chez certains habitants qui savaient très bien qu'il fallait trouver une solution pour résoudre la crise des déchets. L'incinération des déchets est ainsi devenue une solution acceptable pour eux à condition que la quantité de déchets produits soit fortement réduite, facilitant ainsi le fonctionnement et le contrôle des usines d'incinération. En amont de leur incinération, il s'agissait d'aborder la question de la production des déchets et de leur traitement.

Ainsi après cette « victoire temporaire » des habitants de Panyu, les thèmes de discussion, apparus dans les groupes de QQ sur Internet, ont porté de plus en plus sur la réduction des déchets et le tri des ordures ménagères. Un des internautes habitants a proposé d'organiser des familles de volontaires pour faire le tri. Normatri, un autre

internaute habitant du condominium Bonheur, a rédigé un projet de tri des déchets par les familles et de collecte de ces déchets par des bénévoles dans différents condominiums à Panyu. Ce projet a été approuvé à la fin du mois de février 2010 par une trentaine d'habitants de Panyu de différents condominiums, dont Alon de Jardinaqua et Mme Huang de Seagon. Ainsi s'est fondée « la Famille verte » qui fédère les militants de la cause environnementale dans les condominiums à Panyu.

Le domaine des activités de cette « famille » s'est élargi de la simple collecte des déchets recyclables au troc des objets, à l'échange des expériences écologiques ainsi qu'à la baisse des émissions et des consommations d'énergie. Une lettre de propositions fut mise en ligne, sur le forum de Bonheur et celui de Jardinaqua, appelant les familles à s'engager et des bénévoles pour trier les déchets et effectuer la collecte consécutive. Un groupe de QQ s'est créé : à Bonheur il a attiré une vingtaine de familles sur un total de plus de trente mille. Normatri et son épouse ont été les premiers bénévoles à passer chez ces familles engagées pour récupérer tous les objets recyclables triés en mars 2010. Dans cette activité, Normatri se voyait comme un *Sau Maai Laau*, terme cantonais équivalent de chiffonnier [268], mot qui fait allusion à une descente symbolique de la classe sociale, de la classe moyenne à celle de petit commerçant, et qui sert à bouleverser l'image traditionnelle de ce métier, afin de le valoriser et de faire accepter le tri des déchets comme un nouveau mode de vie écologique.

Ne disposant pas d'une chaîne de traitement des déchets, ces activistes sont obligés de se tourner vers l'industrie existante de traitement des objets recyclables. Ils ne peuvent collecter que des déchets acceptés par les commerçants de recyclages et les leur vendent. La première journée de collecte au condominium Bonheur, Normatri a passé plus de quatre heures pour collecter 20 kg de papiers, journaux et bouteilles en plastique, vendus contre 16 yuans. Un mois après, fin mars 2010, la « Famille verte » de Bonheur s'est agrandie pour toucher jusqu'à plus de 80 foyers ; ce qui a entraîné une réaction en

[268] Ils ont employé le terme d'origine de la langue cantonaise - *收买佬 Sau Maai Laau*. Ce mot désigne des petits commerçants acheteurs de déchets/objets recyclables circulant partout, souvent à pied ou en bicyclette ou tricycle ; ils ramassent aussi dans les poubelles. Ils revendent les objets achetés et récupérés aux magasins professionnels à un prix plus élevé, et gagnent leur vie de cette façon. Ce métier est souvent considéré comme un métier de pauvre et signifie donc un statut inférieur dans la société. C'est ainsi qu'un article de journal, sans mentionner la profession de Normatri, met en avant et souligne dans son titre le fait que Normatri, afin de faire avancer la « Famille verte », est devenu *Sau Maai Laau* « de son plein gré ».

chaîne à Jardinaqua où plus de vingt familles se sont engagées, et à Jaspe où une dizaine de foyers se sont mobilisés. Des brochures ont été imprimées aux frais des bénévoles et des lignes téléphoniques ont été mises en place pour faciliter la participation des habitants. Pour les fondateurs de ce groupe et ses bénévoles, l'objectif est de construire un modèle de tri des déchets à la chinoise, entièrement pris en charge par la « force populaire » (*minjian liliang 民间力量*) et de le reproduire dans toute la Chine. Face à une telle ambition, ils se retrouvent devant des difficultés diverses : manque de bénévoles, peu de familles engagées, pas d'entreprises reprenant les déchets dangereux tels que les piles ou les médicaments ; ou encore les entreprises de gestion des condominiums qui leur interdisent de circuler en tricycle ou en camionnette car ce commerce d'achat et de vente de déchets recyclables est déjà sous-traité à des entreprises professionnelles dans les condominiums.

Après avoir suivi le combat des habitants de Panyu depuis Internet, j'ai opté avec prudence pour une stratégie de contact. Connaissant les contrôles et la surveillance subis par ces habitants, sur Internet et dans leur vie sociale, j'ai cherché à les contacter directement par téléphone en passant par des interlocuteurs de confiance. En avril 2010, durant ma première enquête de terrain, c'est en discutant avec deux professeurs américains qui enseignaient le travail social à l'université Sun Yat-sen sur la protection de l'environnement que nous avons obtenu le contact avec le Professeur Wang, politologue réputé en Chine. Dirigeant plusieurs masters et une thèse sur le combat des habitants de Panyu, il nous a expliqué ses recherches qui portent plutôt sur les ONG, la société civile et les travailleurs migrants, d'où son attention à ce combat. Il a mis l'accent sur le rôle d'Internet dans des « incidents de masse » (*qunti xing shijian 群体性事件*), qui coagule tout le monde au niveau national et crée un réseau entre habitants locaux, spécialistes et internautes.

Dans le cas du combat de Panyu, deux phases lui paraissaient importantes. Il s'agissait d'une part de la réaction directe des habitants face à une menace proche et imminente sur leur santé et la valeur de leur habitat ; d'autre part, face aux autorités qui les accusaient de « porter atteinte aux intérêts publics (*gonggong liyi 公共利益*) », de la nécessité, aux yeux des habitants, de passer du niveau local au niveau national, et de l'intérêt individuel à l'intérêt général, étendu à toute la population. On observe ainsi que

leur slogan est passé de « défendre notre habitat » à « défendre un Canton vert ». L'intervention de la presse, tant locale, nationale qu'internationale, a eu pour le Professeur Wang un impact important dans les conflits entre les habitants de Panyu et les autorités locales. De son point de vue, c'est un article paru dans l'un des plus grands journaux locaux qui, en rassemblant les informations sur les luttes pour des causes analogues dans la région de Canton et en Chine qui a eu le plus d'effet. Cet article, bien diffusé, a excité le débat au point que le gouvernement en fut surpris. Le Professeur Wang m'a aidée en m'envoyant à ses étudiants qui travaillaient sur cette lutte des habitants de Panyu. J'ai ainsi pu rencontrer l'un de ses doctorants, Yancheng, et Lixuan, jeune étudiante en Master 2, travaillant sur le rôle des femmes dans les mouvements de la cause environnementale. C'est elle qui m'a permis de rencontrer des habitants dans leur activité hebdomadaire de récolte de tri des déchets.

En juin 2010, j'ai rencontré à Jardinaqua le groupe de la « Famille verte ». Au bord d'un petit lac artificiel, devant le centre d'activités de Jardinaqua, quatre femmes, un jeune homme et un garçon, tous en Tshirt affichant « Famille verte », distribuaient des brochures et des dépliants explicatifs sur le tri des déchets. Plusieurs petits cartons sur une table longue étaient mis à la disposition de la collecte des différents déchets : piles, médicaments expirés, etc. Lixuan s'est avancée vers une femme qui la saluait de loin et a commencé à me présenter. Nos premiers interlocuteurs sont Angeleau et sa voisine WFSanRi. La confiance n'a pas été immédiate. Curieuse mais plutôt angoissée, Angeleau s'est tranquillisée quand elle a su que j'arrivais de France et que je ne suis pas journaliste. Notre cercle de discussion élargi réunissait Peiyun, son fils de douze ans, et PommeDePassion. Angeleau comme WFSanRi, disant qu'elles ne connaissaient rien, toutes deux ont sollicité Alon et PommeDePassion pour que ces derniers prennent la décision sur ma demande de faire une étude sur leur groupe. PommeDePassion a cédé la parole à Alon, qui s'est mis à parler d'Internet après que j'ai présenté ma thèse.

Avant d'aborder la cause écologiste, Alon a commencé en affirmant le rôle essentiel d'Internet. Pour lui cependant, Internet donne certes accès à toutes les informations, mais sans les sélectionner. Le savoir ne débouche pas forcément sur l'action ou la participation, Alon juge qu'en milieu urbain particulièrement le rythme de vie trop rapide ne laisse pas de temps libre pour s'engager. Ce qui explique aussi le petit nombre

des membres de leur groupe, dont il estime qu'il a très peu d'influence sur Internet. Il est logique selon lui que peu d'habitants urbains passent leur temps en ligne à suivre les débats, les actions ou les mouvements sociaux. Il pense que l'élément important dans un mouvement ce sont les rapports interpersonnels, la vitesse et l'efficacité de la circulation des informations en ligne étant plutôt un catalyseur. Il faut donc changer la stratégie de mobilisation et de recrutement des bénévoles et des familles. Il a, pour préciser sa pensée, analysé l'image de l'acte de « ramasser les déchets » – activité principale du groupe « Famille verte » – en citant l'investissement dans la cause environnementale du fondateur de Buddha's Light International Association [269] à Taiwan. Or, en Chine continentale, ramasser des ordures comme des chiffonniers est toujours perçu comme un acte rabaissant, voire humiliant, c'est ce qu'il regrette et c'est peut-être ce qui limite l'engagement des familles dans leur groupe ; alors qu'à Taiwan, grâce au mouvement du Bouddhisme humaniste et aux pratiques culturelles traditionnelles bouddhistes, confucianistes et taoïstes emboîtées, ce geste montre plutôt un haut niveau spirituel des participants, souvent toutes classes mélangées. « La force populaire (*minjian liliang 民间力量*) » en Chine est à ses yeux trop limitée et trop peu mobilisée. Citant l'allégorie de la grenouille[270], il estime que les gens ont souvent une vue à court terme et ne voient pas survenir les crises écologiques, de plus en plus sévères en Chine. D'ailleurs, selon Alon, le gouvernement est responsable car il ne s'engage pas avec assez de force dans l'éducation pour l'environnement.

L'une des attitudes les plus fréquemment observées chez ces militants est le recours systématique et régulier au témoignage des journalistes qu'ils accompagnent et emmènent sur leur terrain, et auxquels ils montrent toutes les réalisations et les activités qu'ils mènent. C'est la stratégie qu'ils ont adoptée pour que leur combat puisse rester

[269] Cette association a été fondée en 1991 par le maître Hsing-Yun, qui est un maître bouddhiste réputé mais controversé en raison de son engagement politique : surnommé par certains « moine politique », on le voit trop « proche de la Chine continentale ». Il est aussi considéré comme un leader important dans le mouvement Humanistic Buddhism. Il s'agit, dans cette nouvelle philosophie bouddhiste, d'intégrer les pratiques spirituelles des pratiquants dans tous les aspects de leur vie quotidienne, tels que la protection environnementale, la charité, les secours humanitaires, l'éducation des enfants, etc., en insistant sur le principe d'égalité et de symbiose sans frontières géopolitiques ni religieuses.
Voir http://www.blia.org.tw/main/page_view.aspx?mnuid=1144&modid=80

[270] Il s'agit d'une observation sur les comportements d'une grenouille mise dans l'eau. Si l'eau est chaude, elle s'en échappe d'un bond, alors que si l'eau est froide mais progressivement chauffée, la grenouille s'habitue à la température et finit ébouillantée. Ce qui illustre les habitudes qui conduisent à ne pas réagir face à une situation grave.

visible pour le public et continuer à exercer une pression sur les autorités. C'est ainsi que nous avons été interrompus par les appels téléphoniques de journalistes qu'Alon et PommeDePassion devaient accompagner à un entrepôt de tri où ils vendaient les déchets collectés. Nous observons aussi que, chez ces militants écologistes, règne une atmosphère de prudence et de peur, qui les pousse à rester ensemble, à s'aligner les uns sur les autres et à refuser d'affirmer un leadership, bien que ce dernier existe. Avant leur départ, j'ai pu obtenir l'accord d'Alon et de PommeDePassion pour mener des entretiens avec eux et participer à leurs activités, ce qui m'a donné un accès important dans ce groupe dont certains membres se montraient prudents et méfiants. J'ai obtenu l'accord de tous les membres présents pour conduire des entretiens avec chacun d'entre eux séparément. Pourtant, Angeleau l'a regretté : elle avait donné son accord par politesse, ne voulant pas être la seule à refuser ma demande. PommeDePassion et Alon ont estimé qu'il serait mieux de parler ensemble de leur participation à la lutte et ont insisté pour me rencontrer l'après-midi même du jour de notre première rencontre. Après avoir vu comment PommeDePassion se mettait à parler sur elle-même, au bout d'une heure et demie de discussion sur leur engagement dans la lutte et le groupe de la « Famille verte », Alon a senti la nécessité de nous laisser et il est parti en trouvant un prétexte.

Je vais présenter quatre interlocuteurs : Peiyun, WFSanRi, PommeDePassion et Alon, et analyser leurs logiques personnelles pour comprendre la motivation de leur engagement dans la protection environnementale, la vision qu'ils ont de leur combat ainsi que de leur investissement sur Internet, dans le militantisme et de leur vie en général. D'abord je parlerai de Peiyun et WFSanRi, deux personnes que je n'ai rencontrées qu'une seule fois en 2009. Puis j'aborderai l'évolution de cette lutte de 2010 à 2013 et l'avis des autorités locales qui a changé après les Jeux asiatiques de Canton en 2010. Cet événement international a pris une ampleur politique importante dans la construction de l'image du gouvernement de Canton, dont le maire s'est excusé plusieurs fois à la télévision pour les inconvénients et les embarras provoqués par les travaux de préparation des Jeux dans la ville, qui s'est beaucoup embellie à cette occasion. Ce discours a irrité les Pékinois qui n'avaient pas eu le droit de se plaindre à l'occasion des Jeux olympiques, mais n'a pas pour autant satisfait les Cantonais qui restent indignés face aux problèmes d'infrastructure, de transport et d'environnement. Alon fait partie de

ces « citoyens » dont la voix a été mise en scène par le gouvernement et la presse. Le combat des habitants de Panyu, avec le soutien de la presse, des universitaires, des ONG et des internautes, a créé un instrument de pression et forcé les autorités locales à chercher une nouvelle stratégie de communication et de gestion vis-à-vis des habitants de Canton ainsi que des villes voisines, menacées aussi par la construction d'usines d'incinération. Enfin, j'analyserai les récits biographiques et les réflexions de PommeDePassion et Alon, les deux activistes que j'ai rencontrés en 2010, et revus en 2011 et 2012. À travers ces deux personnages, nous verrons comment se construit leur contestation dans leur vie individuelle et dans leur engagement social et politique. Il est intéressant aussi de voir l'évolution de leur investissement dans le domaine de la protection de l'environnement, qui dépasse largement leur engagement initial. Ensemble, ils révèlent une stratégie de lutte « douce, non violente et non subversive » qui fait partie de la logique collective de leur groupe. Nous suivrons ainsi l'évolution de « Famille verte », qui est devenue une ONG intitulée « EcoCity », un modèle d'ouverture du Guangdong ainsi qu'un symbole de l'émergence de la société civile. De la lutte environnementale à l'ONG, nous observerons l'évolution de la stratégie de lutte de ces habitants, ainsi que celle du gouvernement.

Peiyun et son fils, une éducation familiale pour devenir « citoyen responsable »

Peiyun est la seule à amener son fils, âgé de treize ans aux activités hebdomadaires de la « Famille verte ». Approchant de la quarantaine, elle avait préféré me voir le matin même de leur activité, parce qu'elle était occupée par son travail. Née et élevée à Canton, elle est partie poursuivre ses études de master en Angleterre et s'est intéressée à mon parcours. Elle m'a demandé si on pouvait parler cantonais, plutôt que mandarin, se disant plus à l'aise quand elle parle cantonais, sachant que dans leur activité collective, tous entre eux parlent mandarin puisque certains membres ne peuvent ni comprendre ni parler cantonais. En marchant vers le lac artificiel du Jardinaqua, elle avait demandé à son fils de rester avec leurs voisins et de rentrer chez eux une fois que l'activité serait terminée. Douce, polie, attentionnée mais très prudente sur ce qu'elle prononçait, elle s'efforçait d'éviter toutes les questions ou réponses portant sur sa famille, son mari, ses parents, etc., tout en insistant sur son engagement dans la « Famille verte » ainsi que sur sa vision d'Internet. Parce que, la vie privée de sa famille, en particulier celle de son

mari, très importante pour elle, doit rester à l'écart de son engagement écologique personnel. Sa peur de nuire à la tranquillité de sa famille par son engagement à la « Famille verte » a limité notre entretien. Et je ne l'ai plus revue.

Fille d'un père professeur à l'université et d'une mère comptable dans une entreprise d'État, Peiyun est la fille cadette de cette famille de sept enfants installée à Canton avant sa naissance. Diplômée de l'université au milieu des années 1990, elle a travaillé dans une entreprise étrangère pendant six ans, avant de partir poursuivre des études de master en Angleterre en 2003 avec son mari et son fils. Actuellement directrice du département des ressources humaines dans une entreprise étrangère à Canton, elle prend ce séjour en Angleterre comme une période où selon son expression elle a « rechargé ses batteries » et pris conscience de l'importance de la protection environnementale. Elle y a pris l'habitude de faire le tri des déchets : un sac pour les déchets quotidiens et un autre pour les recyclables. La signification de ce geste a complètement changé par rapport à son enfance, où elle ne voyait le tri des déchets que comme un moyen de gagner de l'argent en les revendant. Elle est maintenant consciente de l'importance du tri des déchets mais n'a plus de temps pour le faire, et de toute façon, même si elle le faisait, sa femme de ménage lui dirait que cela ne sert à rien, puisqu'il n'y a pas de poubelles spécifiques pour les tris et que les camions de poubelles les mélangent tous ensemble.

À part le cadre écologique découvert en Angleterre, elle a été très impressionnée par son voyage à Taiwan avec son fils ; elle a notamment été frappée par les discours sur la protection de l'environnement diffusés à la radio et qu'elle pouvait entendre dans le taxi. Pour elle, il est significatif que même le chauffeur de taxi ait conscience de la « crise de survie » sur la Terre qu'elle aime tant qu'elle est devenue végétarienne. La différence de propreté dans la rue et de fraîcheur de l'air entre Taiwan et la Chine continentale est une autre raison importante pour elle de s'engager dans l'écologie. L'odeur désagréable qui règne dans différentes villes chinoises est notable et rend encore plus convaincant le modèle taïwanais dans le domaine de la gestion de l'environnement. À ses yeux, le niveau d'éducation ne correspond pas aux comportements des personnes, et c'est cela qu'elle regrette vis-à-vis de certaines habitudes quotidiennes des habitants de Jardinaqua, pourtant vu comme un condominium moderne où habitent des personnes ayant un statut social élevé. « Que ce soit dans ce condominium ou dans d'autres, il manque le ciel bleu

et l'air propre, et les poubelles sont très sales et sentent mauvais même quand on en est loin ; alors qu'à Taiwan, même les toilettes sont propres et bien entretenues », dit-elle. Elle pense que cela ne dépend pas seulement d'une bonne éducation des enfants, car bien que les bonnes habitudes soient enseignées quand on est jeune, la société fait oublier très vite cette éducation aux adultes. Il s'agit donc d'influencer les autres par ses propres comportements dans la vie quotidienne. C'est pour cela qu'elle est devenue bénévole à « Famille verte », pour influencer son fils et son entourage en les mobilisant pour faire du tri et participer aux activités environnementales, etc. Et, à part leur importance écologique, le tri et le recyclage ont un autre sens qui relève de la justice dans la société. Face au grand écart des revenus et à l'injustice sociale, elle voit le recyclage comme une bonne manière d'aider les gens, ce qu'elle fait depuis son enfance, en donnant des livres et des vêtements aux autres.

Motivée pour « faire quelque chose », elle voulait demander à son fils d'écrire une lettre de proposition afin de mobiliser plus d'habitants, mais rien n'a été fait faute de connaître les plateformes où cette lettre pourrait circuler. C'est en lisant les journaux qui suivent jusqu'à présent ce mouvement des habitants, qu'elle a connu « Famille verte » et donc s'est mise à la recherche des coordonnées du groupe. Elle les a trouvées sur le forum *HeAn.net* de Jardinaqua dans la section de discussion consacrée à la protection de l'environnement. C'est ainsi qu'elle a rencontré Alon et d'autres membres et s'est engagée dans ce groupe.

Arrivée après la lutte et la « victoire temporaire », Peiyun participe aux activités de tri, non pas pour lutter contre des usines d'incinération, mais pour donner l'exemple d'une citoyenne responsable à son fils. Tout en ayant peur d'un monde sale et pollué pour son fils, elle se voit mal prendre des risques politiques. Le risque potentiel de cet engagement ne peut pourtant pas l'empêcher d'être une mère responsable. Elle ne peut pas laisser passer une occasion qui permet à son fils de recevoir une éducation familiale et responsable sur sa participation à la société. Elle veut ainsi se montrer comme un exemple pour son fils, et l'influencer dans ses comportements, pour suppléer une éducation « vide et hors de la réalité sociale ». Elle ne veut pas que son fils en reste au niveau de la parole car il faut agir et participer. Passer à l'action, c'est être un « véritable citoyen qui a le sens des responsabilités » selon elle.

Malgré sa longue expérience passée sur Internet, elle voit cet outil comme un instrument pratique de travail et de gestion de la vie quotidienne. Chargée de travail, elle fait des courses en ligne pour gagner du temps, tout en refusant d'ouvrir l'ordinateur chez elle après son travail, car elle estime passer déjà trop de temps en ligne dans son travail. Membre inscrit tardivement sur le forum *HeAn.net*, elle y retrouve un peu la nostalgie de son enfance. Sa famille habitait dans des vieux quartiers où les voisins se parlaient et s'entraidaient pour garder les enfants ou les maisons. Sur ce forum, elle voit de temps en temps des alertes de pluie postées par ses voisins qu'elle n'a jamais rencontrés, appelant les gens à récupérer le linge pendu sur le balcon, « comme autrefois » dit-elle.

À travers une certaine autocensure de sa parole, nous observons chez Peiyun que la pression politique est forte et étouffe les aspirations des gens. Elle nous rappelle les arrestations d'habitants de Panyu au cours de leurs luttes, et les harcèlements physiques et psychologiques subis. Dans un régime autoritaire, Peiyun représente ce grand nombre de gens, qui, malgré leur peur, essaient d'agir et de dépasser cette peur. La lutte pour la protection de l'environnement concerne à la fois une responsabilité envers ses descendants et une prise de conscience de l'interdépendance globale.

WFSanRi, une occupation de compensation

En octobre 2010, WFSanRi a lu énormément de reportages dans les journaux sur le combat de Panyu contre l'incinération. Après des recherches en ligne sur une lutte qui se passait sous ses yeux mais à son insu, elle a frappé à la porte de ses voisins pour leur demander plus d'informations. Parmi celles qu'elle a reçues, il lui a semblé important de suivre l'actualité de ce combat sur le forum privé de Jardinaqua, qu'elle connaissait d'ailleurs depuis longtemps alors qu'elle participait aux activités philanthropiques intitulées « au nom de l'amour » organisées par les membres du forum. Elle surfait rarement sur ce forum avant la mobilisation de ses voisins dans les luttes collectives concernant l'habitat. Avant de rejoindre ce combat, elle se considérait comme « écologiste à moitié » en faisant des gestes tels que réutiliser les eaux usées, ou ne pas gaspiller la nourriture, etc. Maintenant, elle est l'une des internautes les plus actives dans la section de discussion consacrée au mouvement et à la protection de

l'environnement et elle est aussi une activiste écologique dans sa pratique quotidienne, avec son mari et ses proches amis.

Fille cadette d'une famille ouvrière d'une entreprise d'État à Canton, WFSanRi est née en 1974 (36 ans en 2010) et mariée avec un chirurgien, neurologue à l'hôpital où elle travaillait comme infirmière. Elle déclare qu'elle a décidé de quitter son travail après son mariage, parce qu'elle ne supportait plus de voir les blessures et les souffrances des malades. De plus, elle souffrait des conflits personnels et institutionnels qui sévissaient au travail. Pour elle, il valait mieux partir que subir ces désagréments. Elle souligne que la situation économique de son couple ne la contraint absolument pas à travailler, vu les revenus de son mari. Elle ajoute que, par son éducation familiale et puisqu'elle est la cadette aimée de tous, elle a eu plus de liberté pour choisir la vie qui lui convient. À la fin de notre entretien, elle m'a néanmoins confié les problèmes qu'elle a rencontrés au travail et qui l'ont obligée à le quitter.

Ayant trouvé un travail d'infirmière pas très loin de son domicile, elle souhaitait démissionner en rompant son contrat de CDD d'une durée de cinq ans. Elle a donc demandé à son employeur le transfert de son dossier de travail à son futur employeur afin de pouvoir signer le contrat. Son employeur avait accepté à la condition qu'elle paie une indemnité pour la perte subie. En désaccord avec cette demande qu'elle jugeait « inacceptable », elle a refusé et elle est partie, perdant ainsi son nouvel emploi faute du dossier de travail. Pour elle, en Chine, travailler à l'hôpital est un système d'exploitation, sans parler du fait de ne pas pouvoir prendre ses congés payés faute d'effectifs, comme dans le cas de son mari. Elle constate aussi que l'hôpital est devenu, dans le discours du gouvernement, seul responsable des conflits aigus entre médecins et patients. Indignée par son histoire, elle dénonce les effets d'une société « corrompue » où il faut des protections, *guanxi/beijing/houtai*[271], pour pouvoir travailler au calme. « Sinon, tu peux garder ton travail, mais tu travailleras dans les pires conditions possibles, même pour un petit travail d'infirmière », dit-elle.

À partir de ses critiques du travail et du système médical, elle pointe la gestion du gouvernement et sa responsabilité. « Le gouvernement considère l'hôpital comme une

[271] *Guanxi* 关系 : des relations et des connaissances ; *houtai* 后台 : protecteurs, soutiens ; *beijing* 背景 : contextes relationnels.

entreprise », dit-elle, « et ne paie rien, mais en plus, il nous fait payer les impôts ! » Elle fait très bien la différence entre la fidélité à l'État et les critiques au gouvernement, soulignant : « Ce n'est pas que je n'aime pas l'État, mais le gouvernement n'est vraiment pas bon. » Pour elle, tensions et conflits sociaux vont croissant et se développent comme des poudres explosives : « il ne manque plus que quelqu'un pour mettre le feu. En Chine, rien ne peut être fait s'il n'y a pas quelques morts. » Les problèmes sociaux sont pour elle issus d'une crise morale, aggravée par la corruption et l'absence d'une croyance forte. Elle considère la Chine actuelle, après la révolution culturelle, comme un pays où « il n'y a plus de valeurs morales et de croyances ». Les Hans, en particulier, seraient égoïstes faute de croyances, contrairement à ses amis ouighours qu'elle juge gentils et généreux.

Ses parents, enfants de bourgeois et propriétaires fonciers, ont vécu le déclassement politique et social et souffert les effets de cette mauvaise origine durant toute leur vie, voire celle de leur fille aînée, née à la fin de la révolution culturelle, et insultée, marginalisée et humiliée à l'école bien qu'elle fût l'une des meilleures élèves. Pour WFSanRi, c'était une époque où même les écoles avaient été politisées. Dans son interprétation, la génération de sa sœur aînée diffère de la sienne et a connu une plus forte jalousie, absente de sa génération plus pure et naïve. Cette différence générationnelle explique aussi à ses yeux la lutte des habitants de Panyu. Le père de WFSanRi est contre sa participation à la lutte. Pour lui, « c'est l'affaire des autres s'ils veulent y aller, mais un jour ou l'autre, ils se feront arrêter ! » Cette peur des mouvements politiques dans la génération de ses parents semble compréhensible aux yeux de WFSanRi, parce que ces mouvements étaient considérés à leur époque comme dangereux pour ceux qui y participaient et qui parfois risquaient la mort. Elle en déduit qu'il est donc normal de voir peu de personnes de cette génération protester car les membres de cette génération ne veulent surtout pas s'opposer au gouvernement, puisque comme le dit son père, « Si tu ne veux pas prendre de risques en protestant, tu peux toujours les éviter en te taisant ». Le cas de l'arrière-grand-père de WFSanRi sert d'exemple à son père tant comme un argument que comme un exemple de règlement de comptes politique. Elle le rappelle : « Il avait refusé de s'enfuir avant l'arrivée du parti communiste en pensant que rien ne s'était passé quand le KuoMinTang était arrivé et

donc que rien ne se passerait avec le parti communiste. Alors qu'ensuite il a été battu à mort à la réforme agraire et a perdu toutes ses propriétés » !

Actuellement femme au foyer, elle n'a pas d'enfant de son mari, fils unique d'une famille de fonctionnaires. Elle l'explique comme l'un de ses choix malgré la pression de son entourage, qui ne provient ni de son mari ni de ses beaux-parents. Ces derniers ont l'esprit ouvert et une carrière réussie, et laissent le jeune couple libre de leur vie. Son beau-père, diplômé et cadre retraité de la municipalité de Canton, est très ouvert et n'intervient pas dans la vie de ce jeune couple. Sa belle-mère, cadre fonctionnaire retraitée d'une entreprise étatique d'automobiles, a rassuré WFSanRi, lorsque celle-ci lui a fait part de son choix de n'avoir qu'un enfant pour ne pas abandonner sa carrière. En effet, la belle-mère de WFSanRi rejette la tradition d'avoir des enfants pour qu'ils prennent en charge les parents dans leur vieillesse ; elle a voulu vivre sa vie et encourage sa belle-fille à choisir le mode de vie qui lui convient. Née et élevée en Indonésie, elle refuse clairement d'aider le jeune couple à s'occuper de leur enfant s'ils en ont un, comme le font beaucoup de grands-parents en Chine, car pour elle, « tout le monde doit avoir sa propre vie et on ne peut pas vivre pour les autres ». En revanche, elle pourra aider financièrement le jeune couple pour les gardes d'enfants.

Quant à la famille de WFSanRi, elle a exercé sa pression sur le jeune couple pour avoir un petit enfant le plus vite possible. Et c'est après la naissance bouleversante de l'un de leurs petits enfants en 2002, qui souffre de paralysie cérébrale, que l'attitude du père de WFSanRi a changé radicalement malgré son désir d'avoir des petits enfants. La famille découvre alors le monde des enfants autistes, souffrant de paralysie cérébrale ou encore d'hydrocéphalie[272] et est convaincue qu'une grossesse tardive constitue le risque d'avoir des enfants frappés de pathologies. Le père de WFSanRi juge qu'à son âge à elle il est trop tard pour avoir un enfant et elle s'est ainsi libérée de la pression paternelle sur cette obligation familiale traditionnelle. Le couple de son frère, les parents de cet enfant dit « spécial », tous deux fonctionnaires, lui a confié son fils à l'âge de trois mois, après avoir obtenu le permis de naissance pour avoir leur deuxième enfant[273]. Bien que l'état

[272] « Des autistes rééduqués », Monique Selim, *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton (Chine)*, l'Harmattan, 2013.
[273] En vertu de la politique de l'enfant unique, tous ceux qui ont leur *hukou* urbain ont besoin d'une autorisation pour avoir un deuxième enfant, à la condition que le premier soit certifié « handicapé ».

de son neveu ait été jugé grave et sans avenir pour les pédiatres, WFSanRi, avec l'aide de son mari, a pris en charge le traitement médical et la rééducation, comme si elle était la mère de cet enfant. Elle m'a raconté avec fierté que son neveu est maintenant l'un des meilleurs élèves d'une école primaire publique destinée aux enfants « spéciaux » et qu'il l'appelle tous les jours pour qu'elle lui raconte une histoire avant de dormir. Cet investissement dans la famille de son frère n'a pourtant pas permis à WFSanRi d'échapper à la pression de ses autres frères et sœurs d'avoir des descendants. Sa sœur aînée, enseignante à Canton, lui a reproché d'être un mauvais modèle, car sa fille disait souvent « c'est bien de ne pas avoir d'enfant, comme tata ».

Accepter d'avoir un enfant c'est pour WFSanRi comme subir la pression d'un chantage permanent dans la société chinoise actuelle. Le système d'éducation fait son premier objet de critique. Elle voit, impuissante, l'affrontement d'une bonne éducation familiale face à un système éducatif « pervers » où l'inscription à l'école primaire nécessite un bon *hukou* (carte de résidence) ou un bon *guanxi*. Le *hukou* limite le choix au quartier résidentiel du logement puisque la place scolaire est distribuée selon le lieu officiel de domiciliation du *hukou* ; quant à avoir un bon *guanxi*, cela implique des dettes, des contraintes et diverses formes de corruption. Elle ne veut subir aucune de ces contraintes, et préfère éviter d'avoir un enfant, en ajoutant que ses inquiétudes sur la sécurité alimentaire, la qualité de l'air et de l'eau ne lui font pas souhaiter mettre un enfant au monde.

Active dans la lutte des habitants de Panyu depuis octobre 2009, WFSanRi souligne l'évolution et les changements survenus dans leur groupe où ne reste qu'un petit nombre des activistes initiaux. Elle voit que la solidarité collective des débuts est devenue progressivement indifférence. Elle souligne : « Au début, on était solidaires, il y avait beaucoup d'habitants vigilants et qui participaient. Mais maintenant, la plupart sont indifférents, comme s'il n'y avait plus rien à faire, à insister ou à résister, puisque le gouvernement a déjà reculé d'un pas. C'est faute de connaissances sur les risques environnementaux et sanitaires potentiels de ce traitement des déchets. Pour eux, il suffit que cette usine soit construite en dehors de leur vue, n'importe où. Alors que nous, on pense à plus long terme. »

Face à ces conflits entre les habitants et les autorités, ou aux protestations de la population envers des gouvernements locaux, nombre de gens ressentent l'impossibilité de gagner ou d'obtenir justice et réparation. Ils craignent le risque politique qui les menace, et choisissent plutôt de l'éviter en restant indifférents, en vendant leur appartement, en quittant les lieux sans se plaindre. De même que la lutte menée par des propriétaires à Jardinaqua en 2002 contre la construction d'une route avait poussé certains à vendre leur appartement, la lutte anti-incinération à Panyu a poussé beaucoup de propriétaires à vendre aussi. « Si le gouvernement est bien déterminé à faire quelque chose, on ne pourra jamais gagner le combat », dit l'un des voisins de WFSanRi qui lui avait proposé d'aller ensemble vendre leur appartement, au lieu de se rendre à la manifestation, en affirmant : « C'est une perte d'énergie, de toute façon, on ne pourrait jamais gagner. Si le jour de la construction arrive, tu ne pourras plus vendre ton appartement. » À l'inverse, WFSanRi, comme une dizaine de membres de leur groupe, ne pense pas à son appartement ni à sa carrière ni à celle de son mari. Pour elle, les problèmes environnementaux en Europe ont mis plus de cent ans à émerger et à être étudiés. Il n'est donc ni plus difficile ni plus facile en Chine actuelle qu'en Europe il y a plus d'un siècle de protéger l'environnement, si le peuple prend conscience et se mobilise, en particulier avec l'usage d'Internet. « Dans ce pays où il n'y a pas assez de démocratie, l'émergence d'Internet change et fait connaître beaucoup de choses, même si Internet est contrôlé, on a quand même le moyen d'avoir des informations ; avant on n'avait que les journaux ou la télé, et on n'y connaissait rien », dit-elle.

Internet occupe une grande partie de notre entretien et WFSanRi affirme l'importance de l'usage d'Internet dans la lutte à Panyu, comme ailleurs. Selon elle, « grâce à Internet, la voix du peuple peut être entendue la plupart du temps, surtout quand le gouvernement réprime la presse et veut que la presse se taise collectivement. Et dans les luttes, Internet permet de connaître les expériences étrangères (Japon, Allemagne, etc.) et ces expériences montrent des modèles d'usine d'incinération bien gérés, contrôlés, surveillés qui n'impliquent pas de risque pour la santé des habitants ». Les habitants de Panyu, en s'inspirant des modèles étrangers, se sont informés en ligne sur les divers traitements des déchets et développent leurs propres idées. Selon ces militants, la propreté et l'abaissement des risques environnementaux et sanitaires reposent sur deux conditions : la réduction des déchets incinérés, c'est-à-dire le tri avant l'incinération ; et

la bonne gestion des usines, avec une standardisation des émissions, un contrôle permanent et une transparence portant sur les chiffres de la pollution. « L'incinération des déchets est ok, mais il faut faire le tri », a-t-elle résumé.

Internet ouvre de même un débat transnational et sans frontières, en particulier sur les thèmes de la protection de l'environnement. Comme l'explique WFSanRi : « On ne peut pas aller à l'étranger, mais avec Internet, on est au courant de ce qui se passe là-bas. » Internet unit les habitants de Panyu, de Pékin ou d'autres villes chinoises qui sont dans la même situation contre la construction d'usines d'incinération, ainsi que les internautes chinois partout dans le monde qui échangent leurs expériences de tri des déchets en Europe, à Taiwan, à Hong Kong, à Macao ou au Japon. Ils discutent des modèles étrangers, analysent des chiffres techniques, apportent leurs avis sur le droit, la procédure administrative, le fonctionnement des centrales, les émissions des usines d'incinération, sur leur forum *HeAn.net*. Les habitants de Panyu et ceux de Pékin, luttant pour la même cause, échangent souvent sur la Toile leurs expériences, leurs stratégies de lutte et les réactions des autorités locales. « Ce qui fait qu'on a l'impression de ne pas être seuls dans ce combat, même si on ne connaît personne réellement », dit-elle.

C'est par Internet que passent aussi la plupart des activités et des publicités pour le recrutement des bénévoles de la « Famille verte ». On y voit des forums des condominiums de Panyu (de Jardinaqua, Jaspe, Bonheur, Segon, etc.), des forums sur divers thèmes, des groupes de discussion de QQ, des réseaux sociaux et des microblogs – Weibo. Dans leur liste des bénévoles, on relève moins de dix personnes participant régulièrement aux activités hebdomadaires, dont trois hommes. Soulignons ici les différents rôles des hommes et des femmes observés dans la lutte des habitants à Panyu. Dans les affrontements en face-à-face avec les autorités, la visibilité des hommes est beaucoup plus forte. Dans la militance de longue durée, dans la persévérance de la pression et la pédagogie environnementale, on observe que les femmes sont beaucoup plus visibles, présentes et persévérantes.

C'est un problème pour WFSanRi de ne pas être en mesure de mobiliser plus de bénévoles. Elle explique les différentes stratégies que leur groupe utilise pour inviter les habitants à les rejoindre. Pour leur groupe, la mobilisation sur Internet ne suffit plus

pour les activités de tri quotidien des déchets, lequel est un combat de long terme et en continuité. Ils ont remarqué qu'un certain nombre d'habitants ne vont pas sur Internet ou ne fréquentent pas leur forum. Il s'agit donc d'aller frapper à la porte de chaque foyer, diffuser les brochures et mobiliser l'entourage en passant à l'action par la pratique et de petits gestes quotidiens. Ici la protection de l'environnement pour ce groupe concerne tous et nécessite donc la participation de chacun, la force individuelle, ainsi que la responsabilité de tous.

> « Le forum populaire de Jardinaqua est connu mais il y a de moins en moins d'internautes qui vont sur ce forum, encore moins sur la section de discussion 'anti-incinération'. L'idée est de pouvoir aller frapper à la porte des voisins l'un après l'autre – laver les immeubles (*xilou 洗楼*, diffuser et couler partout), comme on dit en cantonais. Il se peut que les nouveaux habitants ne connaissent pas le forum *HeAn.net*., ou encore que les voisins âgés n'utilisent pas Internet… On devrait réagir dans notre quotidien. Je prépare les repas pour mon mari dans une boîte de repas en aluminium, ou je mets toujours une boîte vide dans son sac au cas où il irait manger à la cantine de l'hôpital, pour ne pas utiliser des boîtes plastiques ou des baguettes en bois jetables… Si on ne peut pas imposer notre choix à tout le monde, au moins c'est bien de mobiliser quelques-uns en leur donnant l'exemple, par ce que nous faisons tous les jours. Je sais que beaucoup se découragent et pensent que cela ne sert à rien s'il n'y a seulement que quelques personnes qui bougent mais pas le gouvernement. Ou il y en a d'autres, assez nombreux, qui sont en paix avec leur conscience quant au gaspillage en pensant qu'ils sont des clients et qu'ils ont payé pour avoir tout ce qu'ils veulent. Pourtant, faire des gestes écologiques dans la vie quotidienne est une autre façon de réagir. C'est comme une goutte d'eau apportée par chacun, avec le temps et la force des autres, les ruisseaux font une rivière. »

Néanmoins, consciente de l'importance du politique dans leur combat ainsi que dans la cause écologique en général, WFSanRi s'est rendue à la manifestation du 23 novembre 2009, pour mobiliser et faire entendre la voix de la population et éviter le problème déjà évoqué « d'être représentés » par quelques personnes désignées. De cette manière, elle a pu observer la pression sur les autorités locales qui les amène à prendre en compte les revendications des habitants. Malgré son travail, son mari est aussi allé manifester et lui a apporté son soutien en distribuant des tracts avec elle. Elle ressent la nécessité de continuer le combat après la suppression des photos et des vidéos sur le forum *HeAn.net*, vidé de son contenu après leur manifestation.

Internet lui permet d'être connectée au monde tout en ayant quitté son travail. Face à l'inquiétude de son mari sur l'éventualité de perdre le lien avec la société hors du travail, WFSanRi souligne le rôle d'Internet en citant des activités, des voyages, des rencontres et des connaissances qu'elle a pu faire depuis sa démission grâce à Internet. « Je ne connaîtrais jamais l'existence de la Famille verte si je n'étais pas allée sur Internet ! Et c'est comme cela que j'ai connu mes amis de voyages », dit-elle. Ce monde numérique l'a clairement aidée à découvrir d'autres possibilités et lui sert comme un outil de recherche et d'occupation hors d'un emploi professionnel interrompu. En 2003, après avoir quitté son travail, elle a décidé d'aller voyager avec un sac à dos. Avec la recommandation d'un ami, elle est allée sur un site de partage des expériences de voyage pour préparer son premier voyage à destination de Xijiang. Elle a rencontré ses premiers amis internautes pendant ce voyage. Internet est pour elle un outil tellement pratique qu'on ne peut pas le quitter un seul jour. « Un jour sans Internet est une expérience comme le retour au passé, comme des années et des années avant… Dans le métier d'infirmière, on n'a pas le temps et on a du mal à trouver un amoureux, mais grâce à Internet plusieurs de mes anciennes collègues à l'hôpital ont rencontré leur mari en ligne et se sont mariées maintenant. Ce n'est plus comme avant », souligne-t-elle.

WFSanRi a aussi souligné le rôle d'Internet comme arme de communication dans la lutte des habitants à Panyu et la victoire temporaire qu'ils ont obtenue. Mais dans un contexte où le gouvernement n'agit pas cela ne suffira pas pour changer la situation : elle insiste avec son groupe sur à la fois leur investissement en ligne et leurs activités hebdomadaires. Ils partagent la volonté de garder une visibilité sur la scène publique, sur Internet et dans les journaux. Sans objectif temporairement, ils cherchent d'autres possibilités pour forcer les autorités à agir dans la bonne direction, telle que la mise en place d'une politique de tri des déchets, avec laquelle les citoyens coopéreraient avec le gouvernement. Contestataire mais non subversive, elle souhaite vivement que ce gouvernement puisse comprendre la conscience écologique et la volonté de coopérer des citoyens, tels ceux de son groupe, en partageant la responsabilité environnementale entre le gouvernement et des citoyens acquis à une responsabilité environnementale nécessaire. Cette idée est largement partagée et défendue par leur groupe, il s'agit d'une coopération des citoyens responsables avec le gouvernement dans la gestion de l'environnement. « Je vais faire ce qu'un citoyen doit faire, je vais coopérer. Mais le

gouvernement doit piloter et les citoyens coopérer, et non l'inverse, comme maintenant », dit-elle. La responsabilité citoyenne est prise par Peixun comme une éducation familiale et elle est mise en avant par WFSanRi comme un devoir des citoyens dans une idéologie de la responsabilité citoyenne en général. Aimée, mais en même temps exposée à la pression de sa famille, WFSanRi trouve dans la famille de son mari un encouragement dans son choix de vie. Passionnée par le discours de sa belle-mère, femme moderne à la carrière professionnelle brillante, WFSanRi souffre de sa carrière professionnelle brisée et cherche une autre voie qui pourrait combler ses frustrations. Elle est passée du rôle de « mère » pour son neveu à Internet qui lui ouvre des possibilités énormes de loisir et de réflexion, avant de se consacrer au combat contre la construction de l'usine d'incinération à Panyu. Décidée à s'opposer à la pression sociale, à la pollution comme à l'injustice, WFSanRi s'investit aussi bien sur Internet que dans la vie sociale et politique, cherchant sa voie pour une vie qui lui convienne et la protège.

Avant de poursuivre avec les récits de PommeDePassion et d'Alon, abordons ici l'évolution de cette lutte en 2011 et 2012.

De la lutte locale à l'enjeu régional (2011-2012)

Après les jeux asiatiques de Canton qui ont eu lieu en novembre 2010, la mairie de Panyu a annoncé en avril 2011 qu'un choix parmi cinq localités serait effectué pour construire une usine d'incinération. Il s'agissait de cinq *zhen* 镇, villes administrativement dépendantes de Panyu : Dashi, Shawan, Lanhe, Dongcong et Dagang. Cette annonce a provoqué une grande inquiétude chez les autorités et les habitants de Shunde, ville voisine de Panyu parce que trois localités parmi ces cinq se situent à moins de 10 km de Shunde, arrondissement de Foshan. Le choix d'un lieu d'incinération plus éloigné du centre de Panyu a donc suscité des mécontentements au sein du gouvernement de Shunde qui se retrouvait ainsi à proximité d'une usine d'incinération de Panyu. Les gouvernements de Foshan et de Shunde ont donc tout de suite manifesté leur opposition à ce projet auprès du gouvernement de Canton et de Panyu, mettant en avant trois sondages d'opinion publique qui favorisaient la localité la plus éloignée de Shunde. Cependant, le gouvernement de Panyu a insisté sur son choix,

argumenté au nom du peuple avec un sondage où le choix des habitants de Panyu s'était porté sur Dagang, ville la plus éloignée du centre de Panyu et proche du territoire de Shunde, une situation à la frontière administrative de ces deux villes. Et qui est donc devenu un enjeu d'affrontement entre ces deux villes.

La lutte des habitants de Panyu est alors devenue un affrontement entre le gouvernement de Shunde et le gouvernement de Panyu, chacun d'eux brandissant au nom du peuple l'argument des différents sondages dont les résultats étaient en leur faveur. L'objet de ces batailles « électorales » entre les internautes de Panyu et ceux de Shunde, était de mobiliser le plus de votes possibles par SMS, e-mail, forums, microblog, réseaux sociaux et logiciels de *chat*. Leur objectif, évident aux yeux des observateurs et chercheurs, était de « repousser le plus loin possible » cette usine d'incinération de leur habitat et de leur lieu de travail. Ce déplacement de la question a ainsi amené beaucoup d'habitants de Panyu, qui s'étaient élevés auparavant contre la construction d'une usine d'incinération à proximité de leur habitat à Panyu, à se joindre à la décision du gouvernement de Panyu et à soutenir le choix de Dagang comme la solution et la fin de leur lutte.

Après plusieurs mois d'échanges et de tensions politiques, économiques et environnementales intrarégionales, les autorités de Panyu ont réaffirmé en août 2011 que le meilleur choix en matière de stratégie environnementale, géographique, démographique, économique et de transport était le choix de Dagang. Ce choix était pour les habitants de Shunde un cauchemar potentiel car Dagang se trouve à la frontière de Panyu et de Shunde et les vents maritimes passent par Panyu avant de parvenir à Shunde. La mousson subtropicale qui couvre le delta de la rivière des Perles durant toute l'année avec un vent d'est, ramènerait les fumées et la pollution dans le centre-ville de Shunde, alors qu'elle mettait en place un projet de développement de haute technologie inspiré de la *Silicon Valley*. Il s'agissait de réunir dans le même lieu des universités, des écoles professionnelles et des usines de technologie pour améliorer les compétences technologiques de la ville. La décision des autorités de Panyu signifie donc pour le gouvernement de Shunde la mise en danger à la fois de leur santé et de leur projet qui risque de ne pas amener des universités à s'installer dans une vallée polluée par une usine d'incinération.

Cependant, cette attitude ferme des autorités de Panyu n'a pas rassuré longtemps les habitants de Panyu qui étaient pour la construction à Dagang. Le gouvernement provincial et le gouvernement central chinois sont intervenus dans cet affrontement intrarégional. Dans l'intention de gérer les difficultés et les oppositions des autorités de Shunde et des habitants de ces deux villes, le gouvernement de Canton a décidé de changer la division structurelle administrative de ses arrondissements. À la fin de septembre 2011, le Conseil des affaires de l'Etat chinois a accordé au gouvernement de Canton la permission de changer la division administrative des trois localités en question (Dagang, Lanhe et Dongcong), en les mettant sous la tutelle de Nansha, un autre arrondissement de la ville de Canton au sud de Panyu. C'est-à-dire que ces trois localités ne font plus partie de Panyu et donc la question de la construction d'une usine d'incinération dans ces trois localités ne concerne plus le gouvernement de Panyu au niveau administratif. Ce changement de division et de structure administratives permet ainsi le retrait du gouvernement de Panyu dans ces affrontements environnementaux et le déplacement des conflits suscités par les usines d'incinération. En l'occurrence, c'est aussi une façon de replacer ces conflits dans la logique de la promotion des usines d'incinération, soutenue par les politiques publiques du gouvernement central chinois, afin d'échapper à la pression locale et de remettre le contrôle au niveau supérieur. Cette volonté de pilotage du gouvernement de Canton et le soutien du gouvernement central nous montrent le schéma où le modèle de down-top sert à consolider le top-down.

Cette nouvelle division administrative a suscité le doute et l'inquiétude tant chez les habitants de Panyu que chez ceux de Shunde. Il faut souligner ici le principe de la Mairie de Canton sur le traitement des déchets : « Ceux qui produisent les déchets, prennent en charge leur traitement. » Dans ce contexte, s'il s'agit de construire une usine d'incinération pour traiter les déchets de Panyu, il ne reste que le choix de Dashi (village Huijiang), choix initial du gouvernement de Panyu en 2006 et très contesté en 2009, dans la liste des cinq localités évoquées. Car trois de ces cinq options ne font plus partie de Panyu et la quatrième a été supprimée en raison d'une distance insuffisante à la source d'eau potable de la ville de Canton. C'est sans aucun doute pour les habitants de Panyu le retour au point de départ après plusieurs années de luttes. En outre, s'il s'agit d'une usine de traitement des déchets dans l'arrondissement de Nansha, zone industrielle peu peuplée dont les habitants sont principalement paysans et pêcheurs, il ne

peut y avoir une opposition légitime et forte du côté des habitants de Panyu ; ni contre les autorités de Panyu ; ni contre celle de Nansha. Parce que cela ne concerne plus un territoire administratif de Panyu. Ces oppositions seraient encore moins légitimes si cette usine de Nansha traitait aussi les déchets produits à Panyu.

Cette logique de la communauté d'intérêts et de la cogestion est aussi utilisée par le gouvernement de Canton vis-à-vis de l'opposition des autorités de Shunde. Un événement a attiré l'attention des autorités de Shunde, qui l'envisage comme le prélude d'une imposition de décision. Fin avril 2012, la réquisition de la terre chez les villageois de Dagang s'est achevée, sans qu'aucune confirmation officielle sur le choix du lieu de construction de l'usine d'incinération soit faite. Les négociations entre les deux gouvernements ont eu lieu à l'insu des habitants. Il a fallu attendre jusqu'au 18 avril 2013 pour voir le rapport d'évaluation environnementale affiché sur le site officiel du Bureau de la protection de l'environnement de la ville de Canton. Dans ce rapport, les habitants ont découvert qu'un accord avait été signé fin 2012 entre la mairie de l'arrondissement de Nansha et celle de Shunde pour la cogestion des déchets produits dans ces deux villes. L'usine d'incinération prendrait en charge les déchets produits dans les arrondissements de Nansha, de Panyu ainsi que 400 tonnes par jour des déchets provenant de Shunde, situé à 13 km de cette nouvelle usine à construire. Ce projet de construction d'une usine d'incinération, malgré la contestation des habitants et du gouvernement de Shunde, a pris une dimension politique positive en entrant dans le cadre de la coopération entre les villes de Canton et Foshan, signée en 2009 pour un meilleur développement des transports, de l'économie, des échanges et de la coordination administrative entre ces deux villes. Désormais, pour résoudre et imposer une politique publique fortement mise en cause, telle que la construction d'une usine d'incinération des déchets, la coopération entre deux villes est devenue une stratégie efficace pour les gouvernements, comme le font Panyu et Canton.

Cette tension entre villes au sujet de la construction d'usines d'incinération est récente, et la stratégie du gouvernement de Canton pour la gérer n'est pas toujours la même. Dans certains cas, la décision du gouvernement de Canton doit être mise en place avec autorité, sans espace de négociation, malgré les oppositions. Rappelons le combat des habitants de Huadou, un autre arrondissement de Canton situé au nord et à la frontière

de la ville de Qingyuan, contre la construction d'une usine d'incinération. Ce combat, qui avait commencé en décembre 2009, au même moment que celui de Panyu, n'a jamais retenu autant l'attention médiatique. La ville de Qingyuan, classée comme « ville pauvre » (*pinkun shi 贫困市*) dans le discours du gouvernement du Guangdong, faute d'un avantage géopolitique, d'une puissance économique et d'un poids politique suffisants, se trouve à 100 mètres du lieu choisi pour l'usine d'incinération de Huadou. N'ayant pas trouvé un écho politique, et après avoir sollicité ses habitants, la ville de Qingyuan s'est tournée vers Internet et a mis en ligne sur son site officiel un dossier manifestant son opposition à la construction d'une usine d'incinération à la limite avec Huadou. Sans écho non plus sur la Toile, cette opposition du gouvernement de Qaingyuan a vite été submergée par la foule des informations en ligne. En mettant en parallèle ces deux types de gestion des oppositions et des affrontements intrarégionaux par le gouvernement de Canton, on constate la consolidation de son autorité via différentes stratégies. Face à la contestation des habitants de Panyu, qui s'appuyaient à la fois sur la force des réseaux et de la manifestation, le gouvernement de Canton a d'abord tenté le bras de fer puis s'est trouvé obligé de changer cette stratégie pour calmer la situation à la veille des Jeux asiatiques, avant de reprendre le contrôle à travers des détournements et le déplacement des conflits. Alors que l'opposition de la ville de Qingyuan, faute de pression publique, médiatique et événementielle (telle que les Jeux asiatiques), n'apparaît pas comme une menace pour la mise en place des usines d'incinération. L'autorité est affirmée, malgré la contestation.

Dans un contexte où la promotion du traitement des déchets par incinération est soutenue par l'État, la prise de conscience des conséquences environnementales et sanitaires par les habitants et l'ouverture de la prise de parole dans un monde d'informations sans frontières, sur Internet en particulier, mettent en évidence cette lutte locale qui provoque des effets en chaîne dans toute la Chine.

PommeDePassion : la quête d'une autre vie

Toujours en avant dans le combat des habitants de Panyu depuis 2009, PommeDePassion et Alon sont les deux personnes que j'ai pu rencontrer et revoir chaque année durant mes enquêtes de terrain (2010-2012). L'occasion de revoir Alon se

présentait toujours comme un hasard imprévu dans des activités diverses portant sur la société civile et sur la participation des citoyens dans les politiques publiques. La reprise du contact avec PommeDePassion fut plus difficile. Concentrée sur la question de l'usine d'incinération et de tri des déchets, PommeDePassion est devenue dès son engagement un nom politiquement identifié et « sensible » pour les autorités locales. Au printemps 2011, lors de ma deuxième enquête à Canton, j'ai essayé de la contacter pendant plusieurs semaines à travers des e-mails, des messages personnels sur Sina Weibo, des textos et des appels téléphoniques. Sans aucun succès. Du fait de sa relative notoriété tant auprès des internautes que des autorités, son téléphone semble être sur écoute et elle ne reçoit pas tous les appels et messages sur Internet et par téléphone. Mes messages ne lui parvenaient donc pas, jusqu'à ce que, par accident, à mon insu, un mouvement imprévu de mon téléphone dans mon sac provoque un appel qui lui parvint. Deux minutes après, je reçois un appel d'un numéro masqué. Une voix inquiète et un peu en colère me demande : « Tu es de quel côté ? », c'est-à-dire qui es-tu ? J'ai reconnu la voix de mon interlocutrice et lui ai expliqué mon intention de la revoir. Lors de notre deuxième entretien, elle m'a expliqué les raisons pour lesquelles elle avait dû s'entourer de multiples précautions ou être exposée au filtrage de ses communications téléphoniques et sur Internet par la police. Elle m'a dit recevoir souvent des appels « mystérieux » où personne ne parlait et où elle entendait des bruits bizarres, sans parler des problèmes de réception des messages, e-mails, appels. Alon semble aussi avoir ce genre de problèmes et PommeDePassion me l'avait d'ailleurs présenté comme un « invité régulier pour un thé » de la police et des services secrets – appelés « trésors du pays [274] » selon son terme. Toutes ces difficultés pour la joindre en 2011, année des Jeux asiatiques où le gouvernement de Canton voulait une année « harmonieuse » et année des révolutions du jasmin qui avaient tant inquiété le gouvernement chinois, semblaient ne plus exister au printemps 2012 où nous nous sommes revues pour la troisième fois. Un simple appel suffisait pour prendre rendez-vous et entendre ses analyses et réflexions sur le combat des habitants, la stratégie des autorités locales, les enjeux politiques et économiques, l'intervention des entreprises étrangères spécialisées

[274] En chinois, les policiers des services secrets portent le nom de *guobao*, dont la prononciation est identique à celle de « trésors du pays ». Dès lors, les internautes font ce jeu de mots en employant les caractères chinois « trésors du pays », ou encore utilisent le terme « les pandas » – animaux considérés comme les trésors de la Chine – pour désigner les services secrets et la police.

dans le domaine de l'incinération des déchets, la censure de la presse, etc. En 2010, dans son discours s'entrelaçaient sa contestation de l'autorité parentale et sa mise en cause de l'autorité politique, et elle se sentait perdue et un peu pessimiste sur le devenir de leur combat et de sa vie. Dans les deux ans qui suivent, la question des pressions familiales n'était plus évoquée et sa contestation a dépassé son engagement initial dans le combat des habitants de Panyu. Alors qu'elle était concentrée sur la question de l'incinération des déchets, étaient apparues dans le paysage des accusations portant sur des coalitions d'intérêts politiques et financiers liées aux profits engendrés par des usines d'incinération. Au risque de pollution et aux nuisances environnementales s'ajoutait une dimension politico-financière nouvelle. PommeDePassion a employé le terme bien connu de « grand bond en avant d'incinération » (*laji fenshao dayuejin 垃圾焚烧大跃进*) dans l'un de ses articles publié dans un journal pour désigner une vaste stratégie coalisant des intérêts politiques, financiers et industriels autour du développement à grande échelle de l'incinération comme source de profits économiques très importants. Ce journal fut vite sanctionné et la colonne où son article avait été publié interdite pendant plus d'une semaine.

Fille unique d'un ingénieur d'une centrale d'électricité et d'une ouvrière d'une usine de textile dans une ville côtière au sud de Shanghai, PommeDePassion apparaît toujours souriante, calme et discrète. Mais son calme et sa douceur cèdent la place aussitôt qu'elle parle de sa lutte, à une parole de colère, d'accablement et de détermination.

Approchant les 34 ans (en 2010), elle insiste dans les entretiens sur son désir de ne pas vouloir d'enfant, en raisonnant d'abord sur les problèmes de la société chinoise contemporaine : l'éducation, la corruption, la perte des vertus, et la quête des intérêts privés. Comme WFSanRi, elle doute de sa capacité, et de celle de son enfant, à résister à la pression croissante de cette société où la vérité est occultée et la justice, la confiance, la vertu et l'honnêteté abandonnées. Selon elle, elle n'est pas la seule, car dit-elle « plus ils ont de ressources financières et sociales, moins les gens veulent des enfants ». Ensuite, elle pointe le doigt sur son itinéraire et son histoire familiale. Déçue par son enfance « végétative » et solitaire, elle a regretté à plusieurs reprises d'avoir reçu une « non-éducation » de la part de ses parents qui l'avaient laissée à ses grands-parents paternels pour raison de travail. Elle confie, les larmes aux yeux : « Il n'y a pas de

communication de cœur entre ma mère et moi. » Cette mauvaise relation entre la mère et la fille est apparue dès qu'elle a eu un ami durant ses études à l'université et dès qu'elle a voulu faire des choix de vie, en particulier celui de ne pas vouloir d'enfant.

Ses parents étaient tellement désespérés et scandalisés par cette décision qu'ils sont allés se disputer avec les beaux-parents de PommeDePassion, en les accusant de ne pas faire leur travail de parents et de laisser leurs enfants respectifs prendre cette décision ridicule. Cette manière extrême de réagir a beaucoup blessé PommeDePassion et l'a poussée d'un coup à se débarrasser de sa culpabilité envers ses parents, surtout envers l'accusation de sa mère. Cette dernière l'a accusée d'être une enfant sans piété filiale (*bu xiaoshun 不孝顺*) – ni pieuse ni soumise, appelant rarement ses parents. Sensible et délicate, PommeDePassion entend une partie de cette accusation comme une demande d'affection et d'attention de la part de sa mère, tout en refusant ce jeu de culpabilité et de contrôle. L'image de l'esprit ouvert de son père, éduqué et diplômé, s'est aussi écroulée durant cette période. Pour elle, il est désolé de la tradition imposée à tous les Chinois, une tradition qui affirme que les enfants doivent à leurs parents « la grâce d'être élevés et éduqués ». Cette dette de gratitude est d'autant plus triste quand les enfants se sentent obligés de « la rendre contre leur envie, leur désir et leur liberté ». « Il vaut mieux dans ce cas-là adopter un robot », affirme-t-elle, pleine de ressentiment.

Elle avait pourtant obéi à ses parents pour le choix d'une spécialité à l'université, technologie de centrale thermique : son père en effet occupait un poste dans une centrale électrique, ce qui la mettait dans une position privilégiée pour la recherche d'un travail, comme à l'époque, antérieure à la privatisation et à la réforme des entreprises étatiques, durant laquelle les enfants pouvaient hériter d'un poste dans la même unité de travail (*danwei 单位*) que leurs parents. N'éprouvant aucun intérêt pour cette spécialité, elle s'est contentée d'obtenir son diplôme avant d'être placée dans une centrale thermique à proximité de sa famille. Le raisonnement de ses parents était simple : l'industrie électrique – surnommée « le tigre d'électricité (*dian lao hu 电老虎*) »[275] à une certaine époque – signifiait un travail stable, et à vie avec divers avantages typiquement socialistes. Or ce travail stable mais fade ne lui plaisait pas et elle pensait le quitter pour

[275] Cette sorte d'appellation existe aussi dans d'autres métiers, tel que le chemin de fer connu comme « le grand frère de fer (*tie laoda 铁老大*)» en référence à sa place de monopole dans le domaine des transports en commun. Ce monopole est devenu le nouvel objet de la réforme ministérielle début 2013.

aller à Canton. Sa mère considérait comme une folie sa décision d'abandonner ce travail de « bol de riz en fer » (*tie fan wan* 铁饭碗), symbole de travail à vie avec des avantages. Pour l'empêcher de partir, sa mère est même allée jusqu'à prier au temple et à demander à son oncle – un médium aveugle – de lire le futur de sa fille. Celui-ci affirma que si PommeDePassion voulait partir, personne ne pouvait la retenir.

Jeune fille déterminée, elle a continué son combat contre ses parents et a finalement gagné un ticket vers une autre possibilité de vie. Sa mère, contre son gré, l'a laissée partir pour un mois à condition qu'elle prenne un mois de congé sans quitter son travail. Si PommeDePassion n'arrivait pas à trouver un travail aussi bon et stable convenant à ses parents, elle devrait reprendre son travail à la centrale et rester près de ses parents. En devenant salariée dans une entreprise d'État à Canton, PommeDePassion a réussi le premier pas dans la recherche d'une autre vie. Elle s'est mariée avec un ami d'enfance et s'est installée à Canton. Au terme de cette lutte, elle déclare que, décidément, elle ne veut pas vivre comme ses parents qui sont « très traditionnels » et ne souhaitent qu'une vie « stable et normale », selon ses termes. Elle précise que si elle cédait à cette pression familiale, elle serait malheureuse : « Si je devais continuer à vivre comme mes parents, dans cette existence conformiste, je tomberais dans une telle dépression que j'en mourrais. »

Cette vie tranquille n'a pas duré, et elle s'est retrouvée enchaînée par la dette envers ses parents. Le jeune couple leur avait emprunté de l'argent pour acheter un appartement de 500 000 yuans à Jardinaqua. PommeDePassion avait cru, elle était convaincue que sa dette symbolique envers ses parents serait réglée quand la dette financière prendrait fin. Pendant plusieurs années, elle avait laissé ses parents intervenir dans sa vie parce qu'elle ne se sentait ni « légitime » ni assez forte de son droit. À la différence de ses parents, qui tous deux ont quatre ou cinq frères et sœurs, PommeDePassion a pu constater les problèmes apportés par la politique de l'enfant unique. Outre la pression subie dans sa famille, elle remarque qu'elle monopolise toute l'attention de ses parents, qu'ils ne vivent pas leur propre vie. Il est dommage, selon elle, que ses parents, alors qu'ils sont en bonne santé, qu'ils ont du temps et de l'argent pour profiter de la vie, passent tout leur temps à s'occuper de sa vie à elle. « C'est une vie tordue, ils ont abandonné leur vie pour venir vivre la mienne, et pourtant je suis censée être maîtresse

de ma vie ! » dit-elle. Elle se retrouve ainsi, d'un côté, coincée entre son propre désir de vivre sa vie et le désir de ses parents, projeté et imposé à la sienne, et de l'autre tiraillée entre son aspiration à la liberté et à la maîtrise de sa vie et la culpabilité de sa dette envers sa famille. « Embrouillée » comme elle se voit souvent, elle a voulu tout quitter et partir au Canada avec son mari, qui au dernier moment a hésité, « car il avait peur d'une nouvelle vie moins aisée et respectable là-bas au niveau du travail », affirme-t-elle.

Vivant dans l'ombre de sa mère, PommeDePassion cherche à être à la hauteur de sa mère, fille modèle et bien aimée, bien que troisième enfant dans une famille de six, en étant perfectionniste. La confiance que sa mère a toujours eue en elle est le manquement que PommeDePassion regrette dès le début de son récit. Elle voit qu'en réalité sa mère n'est pas un modèle, qu'elle n'est pas vraiment une bonne mère puisqu'elle n'a jamais rien transmis dans son éducation familiale à sa fille. Elle manque de confiance en elle-même, ce qui la heurte et la perturbe sans arrêt. Perdue et confuse, elle a décidé de se forcer à « aller dans le trou du feu », selon ses termes, et de faire ce dont elle avait peur pour traiter son manque de confiance. Elle a changé de travail et est devenue salariée dans une entreprise d'assurance, où elle était obligée d'avoir des relations en face-à-face avec des gens. Cet effort lui a laissé un sentiment de peur et un traumatisme. Elle n'a pas pu supporter ce travail qu'elle a quitté pour devenir salariée désormais « devant des tas de dossiers sans voir personne ». Elle voit peu de possibilités de promotion professionnelle dans ce travail et se demande combien de temps encore elle restera dans cet emploi.

Elle considère qu'elle est comme « fermée », mais se voit aussi comme quelqu'un d'obstiné. Quand elle était petite, à l'école, elle prenait tout tellement au sérieux que les autres enfants la traitaient comme un enfant qui voulait se faire remarquer. Elle se demande encore pourquoi elle avait ce genre de comportement à l'école, et pourquoi, alors qu'elle n'a pas du tout confiance en elle, elle a gardé ce type de comportement dans le métro avec ses habits de manifestante et le masque à gaz. Néanmoins, elle est fière d'être obstinée et différente de ceux qui sont faciles à soumettre. Pour elle, bien travailler et obtenir de bons résultats compense le regard hostile des autres : ne pas céder ni se soumettre. Elle est en permanence dans la lutte : contre l'autorité parentale,

contre les normes sociales et contre l'autorité politique ; elle cherche des lignes de fuite, d'autres possibilités et des changements dans la société comme en elle-même : telles sont ses aspirations.

« C'est Internet qui a provoqué le plus de changements chez moi », affirme-t-elle. La consommation des informations en ligne est pour elle une bonne manière de casser les stéréotypes et de prendre de la distance par rapport à ce qui est enseigné par la famille, l'école et la société. Elle n'y a eu accès qu'en 1999 quand son université a décidé d'équiper les salles informatiques d'une connexion à Internet. Le monde numérique à l'époque était, pour elle, un monde « pur et mystérieux », alors que maintenant il est devenu un monde bourré de publicités, de ruses destinées à attirer l'attention des internautes. Ce monde initialement simple est devenu « impatient, impulsif et nerveux, exactement comme la société actuelle », observe-t-elle. Les internautes de l'époque appartenaient, dit-elle à « une élite bien éduquée ». Cette identité marquait la mode et était le symbole, à la fin du XXe siècle, d'un statut social et culturel élevé. Pour elle et ses amis universitaires, les expériences sur la Toile étaient importantes et valorisantes malgré la vitesse réduite et le coût financièrement élevé de la connexion. Après plus de quinze ans du développement d'Internet en Chine, le fait d'être connecté au monde n'est plus réservé aux privilégiés ni aux élites. L'explosion des informations, des sites, des logiciels, des plateformes de *chat* a enrichi cette sphère de communication globale et en même temps a rendu plus difficile la vérification des sources. Le rapport de confiance établi entre les internautes vers la fin des années 1990 a été secoué par la popularisation d'Internet ; la commercialisation s'est étendue dans cet espace et la spéculation des internautes à des fins économiques et/ou politiques s'est imposée. Elle souligne : « Il faut une capacité de jugement pour voir si les informations sont fausses, cela nécessite des yeux et un esprit ouverts, à moins de tout accepter aveuglément. »

« La première chose importante à faire pour ne pas être aveuglé par les masses d'informations qui circulent sur Internet, c'est d'être consciente qu'Internet n'est pas virtuel. Parce que derrière toutes les images montrées et construites en ligne, il y a des êtres humains », résume-t-elle. Cette sphère de communication, qui relie toute la planète, qui étend la présence des internautes à l'infini dans l'espace et dans le temps, ne permet pas seulement un rapprochement avec la vie des autres en termes de communication.

Loin de là, elle tisse des croisements avec de multiples dimensions et bouleverse la définition du temps et de l'espace. PommeDePassion comprend l'ambivalence de l'usage d'Internet dans la vie de l'individu. Elle voit une merveille dans ce rapprochement des distances, tout en refusant de la pratiquer dans sa vie privée. Cette proximité créée sur la Toile est à double tranchant. Pour elle, d'un côté, des interactions auparavant impossibles entre une personne célèbre et quelqu'un d'ordinaire sont devenues possibles ; mais de l'autre, les possibilités de contrôle et de surveillance hantent son esprit. L'obligation d'enregistrer l'identité réelle des internautes à la connexion d'Internet est un exemple significatif. Elle considère que, dans le contexte chinois, c'est quelque chose de « dissuasif et effrayant » parce que les internautes vont prendre là des risques et des responsabilités non nécessaires. Internet étant pour elle une « deuxième scène » dont chacun a besoin pour se décharger, cette imposition politique est « l'abus du centralisme du pouvoir » qui cassera cette scène. « La technologie nous permet facilement de retrouver l'internaute qui a posté des discours irresponsables ou ceux qui ont de mauvaises influences, mais ce n'est pas la peine de détruire un lieu où on peut être à l'aise et parler tranquillement, la deuxième scène des gens. Nous n'avons pas besoin de leur identité réelle pour les identifier, par exemple, les membres dits 'certifiés' du forum *HeAn.net*. sont simplement ceux qui ont rencontré le webmaster », continue-t-elle en s'alignant sur l'idéologie de la liberté d'Internet et la diversité des opinions : « Internet perdrait tout intérêt si la liberté et la diversité en disparaissaient avec l'imposition de la véritable identité dans un système policier et sécuritaire. »

De son discours sur la censure en ligne, PommeDePassion est passée à la « répression des désirs » (*yayi renxing 压抑人性*) dans la société chinoise en général, avant de revenir sur son itinéraire personnel et sa quête de liberté et d'une vie autre. Pour elle, les Chinois sont « refoulés » (*yayi 压抑*) dans leurs émotions qu'ils n'expriment pas, car en tenant compte du sentiment des autres ils en oublient les leurs. Les Chinois sont, dans son discours, d'un côté étouffés et inhibés et, de l'autre, fragiles et manquant de confiance en eux. Elle, qui subit la même pression sociale et politique, juge que des pays comme le Canada lui conviendraient mieux que sa mère patrie pour rester seule, tranquille et calme. « Dans mon cœur, j'ai envie de liberté, mais je n'y arrive pas, je suis perdue » assume-t-elle.

Curieuse, PommeDePassion cherche désespérément des réponses en s'accrochant au champ dit « psychologique » (*xinlixue 心理学*). Après de nombreuses et mauvaises expériences de tests dits psychologiques en ligne qui la renvoient à un caractère parfait, une fois elle est allée voir un psychologue qui a fait disparaître son sentiment de honte. C'était une période où elle « pleurait facilement et avait du mal à contrôler ses émotions ». Déchirée et épuisée par ses émotions retenues et refoulées, elle a vu une lumière dans la psychologie mais un manque de personnes qualifiées dans ce nouveau marché de la « psychologie » en Chine[276]. L'économie de marché a provoqué l'émergence du sujet individuel de la psychologie, de la psychologie clinique et de toutes les formes de psychothérapie. Inspirée par des articles sur la « psychologie » qu'elle avait lus sur la Toile, en particulier la théorie d'ennéagramme[277], elle s'est alignée sur cette catégorisation et s'est retrouvée moulée dans la personnalité numéro cinq, « chercheur et penseur », et marquée par « l'isolement, le détachement et l'éloignement ». Les informations qu'elle reçoit sur la Toile lui permettent de réfléchir sur ce qu'on nous a appris, et elle critique l'éducation familiale et scolaire comme un système qui veut rendre les enfants « stupides ». « Les professeurs et les parents n'ont pas besoin que tu réfléchisses ni que tu aies un esprit critique, c'est pourquoi je n'ai pas vu d'autres possibilités de vie jusqu'à l'université », dit-elle. Ce sont ces autres possibilités qui l'ont poussée à changer.

Se demandant si elle est « extrémiste », PommeDePassion poursuit son propos sur les habitants qui se sont levés en même temps qu'elle pour la défense de leur habitat (en 2010). Beaucoup parmi eux ne viennent plus à la section de discussion d'anti-incinération au forum *HeAn.net.*, où ils se retrouvent souvent à moins de dix internautes. « Ce sont des NIMBY (*Not In My BackYard 邻避主义*) ! Ils ne sont pas pour la protection de l'environnement », dit-elle. Elle voit dans le silence et l'attitude du gouvernement local comme une pression voire une « violence *soft* et froide ». À ses yeux, après leur victoire temporaire, cette absence totale de réaction de la part de ce gouvernement les pousse dans une situation de désespération. Elle se sent « seule et

[276] "L'émergence d'un marché du soin psychique", Monique Selim, *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton (Chine)*, L'Harmattan, 2013.

[277] 九型人格 L'ennéagramme, dans des conceptions dérivées, s'est diffusé comme une méthode de développement personnel (alors appelé « ennéagramme des neuf types de personnalité ») à travers divers auteurs à partir des années 1970 aux États-Unis dans le courant d'une psychologie dite humaniste.

froide » et reconnaît la nécessité d'appartenir à un groupe qui permette de « se réchauffer et se consoler dans une ambiance positive », malgré ses critiques portées sur certains habitants qui ne pensent qu'à eux-mêmes. Déçue par le petit nombre des bénévoles à la « Famille verte », elle a du mal à envisager la sortie de ce conflit sans une mobilisation de masse. Et bien qu'elle refuse une imposition autoritaire, comme ses camarades de lutte, elle ne voit pas dans la protection de l'environnement d'autre solution que son pilotage par le gouvernement.

Ces propos, tirés d'un entretien de 2010, portent sur les normes sociales concernant la famille (l'autorité parentale, le devoir du mariage et de la reproduction, la dette envers ses parents en tant qu'enfants, l'éducation, etc.), les rapports verticaux entre l'État et l'individu (les politiques publiques, les diverses formes de censures, la corruption…). Elle a fui son devoir de se comporter en enfant pieuse et soumise vis-à-vis de ses parents en s'appuyant sur un mariage où elle est accaparée par son nouveau rôle d'épouse et de belle-fille et donc le devoir de la reproduction. En quête d'une vie de liberté, elle s'est engagée rapidement dans ce combat des habitants de Panyu, à l'insu de son mari et de sa famille, et sa sortie militante en public fut une bombe qui fit éclater sa vie.

Après le lancement par le gouvernement de Panyu du choix d'un site pour la construction d'une usine d'incinération parmi cinq villages, j'ai rencontré de nouveau PommeDePassion dans un café à côté de son bureau en 2011. Durant cet entretien, elle a insisté sur l'importance de l'intervention du gouvernement dans le tri des déchets. « Pour faire fonctionner le modèle de la Famille verte et le rendre adéquat dans d'autres communautés de Chine, le gouvernement seul peut faire bouger les entreprises de gestion des condominiums qui sont complètement indifférentes à ce sujet », explique-t-elle. Leur capacité d'attirer l'attention de la presse et des médias sur le tri des déchets paraît insuffisante à notre interlocutrice pour mobiliser la population pour faire le tri. Avec Alon, ils avaient pensé à la possibilité de fonder une ONG. Malgré la réforme sociale lancée dans le Guangdong et l'intérêt d'un enregistrement, il n'était pas encore envisageable de fonder une ONG sur la base de leur petit groupe. Mais la question demeure, comme pour beaucoup de groupes chinois, de savoir qui prendra en charge la procédure d'enregistrement et les tâches administratives. Elle souligne :

« Alon est trop pris dans d'autres 'affaires publiques', je suis surchargée de travail et les autres ne veulent pas s'investir ». En mai 2012, au cours de la procédure administrative d'enregistrement de leur ONG EcoCity, PommeDePassion était moins enthousiasmée qu'Alon, car elle constatait que « sans l'éveil du peuple et sa prise de conscience, les ONG ne servent à rien ».

Il est essentiel, de son point de vue, de parler de la pollution avant de parler du choix du lieu comme si les usines d'incinération ne concernaient que certains habitants à proximité. La question majeure dans ce combat est le tri des déchets. L'énergie fabriquée par les déchets en Chine n'a pas la même définition qu'au Japon, en Allemagne ou ailleurs ; elle est classée dans les « énergies renouvelables » (*kezaisheng nengyuan 可再生能源*) par le gouvernement chinois. Rappelons ici que le nom de l'usine d'incinération en chinois est « centrale thermique d'énergie renouvelable » et qu'il souligne cet aspect écologique. PommeDePassion constate : « Si on enlève cette casquette verte de l'incinération des déchets, il n'y aura plus de subvention, de déductions d'impôts ou d'autres avantages financiers et politiques. » Elle souligne que le tri des déchets est interprété et promu par les autorités comme inutile et équivalent du recyclage, car dit-elle : « Ils avancent la spécialité chinoise comme argument en disant que des chiffonniers recyclent déjà tous ceux qui sont recyclables et qu'il y a peu de raisons pour imposer de tri des déchets. » Elle critique aussi les discours sur la mauvaise éducation des Chinois qui visent à les rendre responsables en tant qu'individus, afin de déplacer le débat sur le tri du niveau environnemental au niveau individuel. Au contraire, selon PommeDePassion, c'est de la propagande, un lavage de cerveau systématique et c'est la responsabilité du gouvernement, et non pas des individus.

Contrairement à sa position ferme d'opposition à la construction des usines d'incinération, PommeDePassion s'est rendu compte du poids énorme des politiques publiques que leur combat et leur volonté ne peuvent faire changer de direction. Elle revendique un consensus entre le gouvernement et les habitants, ainsi qu'une participation de la population à la décision des politiques publiques et à leur mise en œuvre. Face à la méfiance du public vis-à-vis des autorités locales, elle suggère que le meilleur moyen efficace et rassurant serait de construire ces usines à côté des bâtiments du gouvernement en ajoutant qu'il ne s'agit pas d'une plaisanterie. « C'est une solution

simple mais rassurante, qui garantit une transparence totale, qui permet une inspection efficace, pratique et économique », résume-t-elle, inspirée des exemples au Japon où plus de cent usines d'incinération se situent à côté des structures gouvernementales. Ces modèles avancés, tels ceux de Macao, du Japon et de l'Allemagne, sont pour elle des références positives dans la gestion et le traitement des déchets, comparées à la situation chinoise. Cependant au début de l'année 2011, quelque temps avant notre deuxième entretien, on découvre une plombémie supérieure à la normale chez des villageois à proximité d'une usine d'incinération à Macao. Cette usine, construite et présentée comme un modèle moderne, sain et sécurisant par les autorités chinoises continentales pour convaincre les villageois chinois sur la terre desquels des usines « identiques » seraient construites, a dû s'efforcer de justifier la non-corrélation entre son activité et les problèmes de santé du voisinage. Le fait d'avoir acquis une transparence dans la gestion des usines d'incinération et/ou un contrôle standardisé (au niveau européen) n'est plus une garantie face aux menaces et aux risques sanitaires caractérisés par le mode de traitement des déchets.

À part les dimensions techniques et sanitaires, PommeDePassion analyse aussi la procédure administrative et politique et cible l'évolution de la charge des poubelles en révélant un document gouvernemental clé dit « document n° 39 ». Il s'agit d'un document officiel de la mairie de Canton, sorti en 2008, qui annonce une réforme dans la gestion des services publics. Ce document vise à déléguer les six domaines des services publics (transports, eau, métro, gaz, incinération des déchets et construction d'infrastructures) ainsi que les constructions et la gestion des Jeux asiatiques en *package* à une entreprise sous la tutelle du gouvernement de Canton, tout en leur garantissant un statut de monopole.

Un document clef dans la lutte : N° 39

L'exemple de ce document n° 39 du gouvernement de Canton illustre à la fois la centralisation et la décentralisation de la Chine par l'image de l'écart creusé entre les politiques encadrées par le gouvernement central de Chine et la mise en œuvre de ces politiques sur place par les autorités locales, dans un contexte où la répartition des impôts étatiques et locaux vide la poche des gouvernements locaux. Ces derniers cherchent des ressources financières d'abord en vendant les terres. Dans le déstockage de la terre, ils voient des possibilités de combler leur déficit par les entreprises étatiques en leur attribuant les dettes du gouvernement dans les services publics, la

construction et le maintien des infrastructures ou encore des événements spéciaux.

Depuis 2008, le gouvernement central de Chine impose une introduction de la concurrence du marché dans les domaines des services publics visant à améliorer les services tout en réduisant le coût et la dépense. Sauf que la politique de la réforme sur la répartition des impôts met les autorités locales dans une situation difficile où leurs ressources financières ne proviennent que des impôts locaux avec une forte réduction des subventions de l'État, qui récupère et centralise le trésor étatique. Pour faire face aux dépenses locales, les autorités locales doivent chercher des moyens. Cela les pousse sur le chemin de la recherche des profits, comme une entreprise, mais avec le pouvoir politique et administratif. À travers un monopole désigné des entreprises étatiques locales, les autorités locales arrivent à déplacer les dettes sur le dos des entreprises étatiques qui prennent en charge les coûts des services publics en essayant d'en tirer le maximum. Ce cercle vicieux est bien déployé dans les actions du gouvernement de Canton via le document n° 39. Il peut en résulter des services publics peu efficaces, monopolisés et à un coût surélevé.

Ce modèle de financement et d'investissement encadré par ce fameux document n'est pas une nouvelle expérimentation de la gestion des villes en Chine. Il concerne aussi les grandes villes, telle que Shanghai (pour l'Exposition internationale de 2010), Dalian (la construction et la gestion de la ville), ou encore Chongqing (le modèle du développement). Après avoir découvert le lien entre la construction des usines d'incinération à Canton et ce document numéroté, les habitants de Panyu ajoutent à leur revendication la communication au public de ce document qui avait « disparu » depuis octobre 2008, moment où il a vu le jour. Il était le seul document introuvable sur le site du gouvernement de Canton. Pendant quatre ans, les représentants de la Conférence consultative du Guangdong, les universitaires, les chercheurs, les journalistes, les activistes pour « une société civile » et les habitants de Panyu n'ont pas cessé de mettre la pression de l'opinion publique sur le gouvernement de Canton via la télé, les journaux, des sites et des réseaux sociaux sur Internet. Le 30 mars 2013, ce document, dont le contenu est déjà connu et a circulé dans un petit cercle d'acteurs mentionnés, est apparu sur le site du gouvernement cantonais. Cet affichage est interprété par certains comme une nouvelle victoire de la pression du public face à un gouvernement autoritaire, tandis que d'autres y voient un geste symbolique de ladite « démocratie » et d'une image positive du gouvernement. Cette image d'un gouvernement « servant le peuple » n'occulte pas la mise en œuvre déjà réalisée de ce document ni le monopole des entreprises étatiques dans les services publics depuis plus de quatre ans. Rendre public ce document ne nuit en aucune façon à l'intérêt des autorités ni de ces entreprises. Au contraire, ce geste aide à renforcer l'image du gouvernement de Canton comme un gouvernement à l'esprit ouvert, représentant des courants réformistes, voire d'avant-garde, dans les domaines économiques, sociaux et politiques. Une dizaine d'universitaires, chercheurs et représentants de la Conférence consultative se sont réunis quelques jours après sa publication pour « une discussion publique » sur les enjeux de la réforme dans ce document. Cette discussion fortement médiatisée ne marque pas la fin de la contestation des Cantonais sur la privatisation des

services publics, mais plutôt le tournant d'une confrontation entre une « société civile chinoise » émergente de plus en unie et un gouvernement autoritaire en quête d'une consolidation de sa légitimité en crise.

PommeDePassion constate que ce document attribue tous ces services publics aux entreprises étatiques de Canton en excluant la concurrence du marché, au nom de laquelle ce document argumente sa réforme pour de meilleurs services à un coût plus bas. Elle y voit une manipulation qui permet finalement de transmettre les services publics du gouvernement au monopole d'une entreprise privée, ainsi qu'une légitimation de l'augmentation des prix des services concernés pour obtenir un profit maximum. Elle s'indigne : « Il est anormal que les services publics soient faits pour gagner de l'argent. C'est pour cela qu'ils veulent imposer l'incinération des déchets qui coûte plus cher et rapporte beaucoup plus que le tri ! » En faisant le compte des coûts des usines d'incinération au Japon, elle parvient à une conclusion inquiétante : « Si le coût du bon fonctionnement d'une usine d'incinération est si élevé au Japon, comment le gouvernement de Canton trouvera-t-il 15 milliards de yuans par an pour ses usines d'incinération, à condition qu'il veuille dépenser cette somme ? Si cette dépense élevée ne peut pas être soutenue, comment les conditions de fonctionnement des usines ne se dégraderaient-elles pas ? »

Scandalisée par ce modèle qui permet la recherche de rentabilité dans les services publics, PommeDePassion m'a décrit cette situation comme une scène où « nous tous sommes kidnappés par un vampire, au nom de la séparation du politique et de l'entreprise. Et le vampire est donc cette chaîne de production à coût bas, motivée par la quête de profits exorbitants qui couvre un marché des déchets extraordinaire en Chine. » Dans un contexte international où la réduction des déchets et un développement durable sont au cœur des débats, les autorités locales chinoises, « n'ont aucune raison de parcourir cette étape, car elles voient que la Chine n'est pas encore parvenue à élargir le marché interne des déchets, il est donc hors de question de parler de la réduction des déchets », dit-elle. À ses yeux, la mise en avant de la crise des déchets par les autorités n'est qu'une stratégie pour convaincre le public de la nécessité de construire des usines d'incinération, à la place d'une éducation qui responsabiliserait tout le monde.

S'inspirant de l'histoire du traitement des déchets en Allemagne, au Japon et à Taiwan, elle apprécie une « économie de recyclage » où l'incinération des déchets ne prend qu'un petit pourcentage, elle compare ces trois modèles en citant un rapport de la Banque mondiale de l'année 2004. Ce rapport souligne qu'une augmentation du nombre d'usines d'incinération des déchets dans le monde (de 1 % à 10 %) induit une augmentation de dioxine. « J'envisage de démasquer les mensonges l'un après l'autre, en raison des problèmes posés : voire une destruction de la Chine par l'incinération des déchets et l'envahissement des produits OGM. C'est un risque auquel personne n'échappe, ni les Chinois, ni les étrangers… on n'a pas un vrai besoin de tant d'usines d'incinération en Chine, comme le prouvent beaucoup de rapports de chercheurs et d'universitaires. C'est encore pire dans la province de Zhejiang, qui est la région la plus sinistrée en Chine par l'incinération des déchets. Il y a des centres importants de recherches et des universités sur l'incinération des déchets. Et les chercheurs, ce sont eux qui ont justifié et fait installer tant d'usines là-bas. Ces universitaires, chercheurs sont des businessmen dans cette industrie », dit-elle.

Face à la pression des habitants, le gouvernement de Canton a commencé à mettre en place des initiatives expérimentales dites « communautaires » dans des quartiers résidentiels et des écoles pour en faire des modèles de tri des déchets. PommeDePassion et Alon sont extrêmement déçus et critiques et jugent que ces modèles sont là pour calmer la pression mais ne débouchent pas sur une vraie politique. Ce qu'ils veulent c'est pousser le gouvernement à faire du tri la politique publique prioritaire en s'inspirant du modèle de la « Famille verte ». Ce modèle s'oppose à la vague de construction des usines d'incinération dans toute la Chine, qui apparaît comme une politique étatique inquiétante. « Je me sens seule, je suis furieuse contre l'éducation et la propagande qui manipulent facilement la population et rendent les gens indifférents, conformistes et serviles. Les injustices de la société font souffrir tout le monde, et seuls les lâches ne s'en aperçoivent pas. Je les méprise, ces gens-là », dit-elle.

Dans les trois entretiens réalisés, PommeDePassion a manifesté une grande franchise dans ses critiques. Elle est la seule à avoir critiqué des membres de leur groupe. Ainsi touchée par l'engagement désintéressé d'Alon en 2010, elle le voit en 2011 « trop engagé dans les autres affaires publiques et n'ayant plus le temps de

lire attentivement les documents recueillis. Alon n'avait pas bien vu les enjeux derrière notre combat et qu'on aura besoin d'arguments techniques et de preuves plus solides pour convaincre contre les experts qui mentent et qui ont déjà perdu une part de leur autorité ». Alon adopte des stratégies « douces » et a souvent des retours positifs. Au sujet de leur ONG, PommeDePassion lui porte peu d'attention et préfère se focaliser sur le tri des déchets.

PSafin est, dans nos discussions, un autre personnage typique que PommeDePassion appellerait « NIMBYiste » (*linbi zhuyi zhe 邻避主义者*). Avec une énorme sincérité, elle assume son désaccord avec PSafin. Elle voit dans les comportements de PSafin de la prosternation, et l'intention de se mettre en avant comme leader, alors que ce type de lutte pour elle n'a jamais de leader. Elle ne cache pas non plus son mépris pour lui en expliquant que PSafin aurait dénoncé Alon comme « leader du combat » devant les policiers, tout en acceptant le poste de représentant de l'Assemblée populaire de Panyu (salaire 3 000 yuans/mois). De plus, toujours selon elle, PSafin prend aussi l'argent donné par les villageois de Likeng, qui placent leur espoir sur ce « personnage important ». Elle l'a critiqué pour être trop proche du gouvernement, pour maintenir la stabilité au profit du gouvernement, et pour être un agent double. « Il veut être quelqu'un du gouvernement, il veut tirer des avantages politiques d'abord en disant qu'il est le leader du combat, alors qu'il a peur que ce combat le mette dans une situation délicate… il est peut-être acheté par le gouvernement local et jouit d'une réputation trompeuse sur Internet. Des internautes le considéraient comme un combattant digne qui a défendu l'intérêt des habitants menacés par des usines d'incinération. Mais selon moi, il n'a pas aidé les villageois de Likeng dans leur combat, mais les a plutôt canalisés vers le chemin traditionnel de la visite et des plaintes auprès du gouvernement de Canton et du Guangdong. C'est inutile… Il est opportuniste et il sait gérer son influence sur Internet où il a suscité des débats qui lui servent à se défendre et à favoriser le maintien de la stabilité », dit-elle. J'ai pu suivre quelques débats entre PSafin et des habitants internautes et des universitaires, qui sont beaucoup plus vigilants et délicats à propos de ces questions, tout en évitant des jugements moraux et personnels. Mais PSafin, personnage très controversé dans ce combat, malgré ses « défauts », est toujours considéré par PommeDePassion comme un de ses « camarades de combat » qui a pris un autre chemin qu'elle. Malgré ses critiques,

PommeDePassion, comme d'autres membres du groupe, défend avant tout la solidarité de leur groupe.

PommeDePassion, la seule femme mise en avant dans ce combat, illustre un schéma étudié et résumé par les politologues sur les mouvements et les conflits de NIMBY. Son objectif de lutte est passé de la dimension technique et environnementale à un ensemble de contestations sur la sécurité technologique, sur la coalition des intérêts entre le pouvoir politique et les entreprises et finalement sur une politique des « experts » qui légitiment l'imposition de la construction des usines d'incinération en usant de leur autorité scientifique. Pour elle, leur combat devrait rester au niveau de la protection environnementale à partir des arguments techniques et des expériences des modèles étrangers. En quête d'une autre vie qui lui permettrait plus de liberté, elle est centrée sur son objet d'action – l'incinération des déchets, et ne se laisse pas distraire par une cause écologique plus générale et plus politique. Sans le dire, elle, tout comme les membres de son groupe de combat, en appellent à un pilotage du gouvernement en cherchant une coopération. Car sans une intervention auprès du gouvernement central, ce combat local reste au niveau local et seulement environnemental.

Alon, de l'opposition à la participation citoyenne

Dans mes trois enquêtes de terrain (2010, 2011, 2012), j'ai vu et croisé Alon maintes fois, chaque année, dans un entretien approfondi pour mieux suivre l'évolution de leur combat et de leur groupe. J'expliquerai d'abord le contexte de notre rencontre et de notre entretien. Ensuite, une analyse sera consacrée à l'évolution d'Alon : ses engagements et sa vision de leur combat, du rôle des ONG et de la société civile, avant de revenir sur sa biographie et son itinéraire, puis sur sa représentation du rôle d'Internet dans leur combat, dans ses engagements, dans la vie quotidienne et la transformation de la société chinoise. À travers ce personnage et sa vision, j'essayerai de développer le rapport entre l'ouverture apportée par l'usage d'Internet, et l'engendrement et le développement des dynamiques sociales dans la société chinoise, face à de nouvelles stratégies de communication et de contrôle du gouvernement chinois. Il est aussi intéressant de voir comment les idéologies globalisées et globalisantes, telles que la protection de l'environnement et la défense des droits, sont intériorisées dans des

luttes locales par les acteurs individuels et influencent leur stratégie de lutte ainsi que leurs choix de vie.

Le premier entretien que j'ai eu avec Alon date du jour de notre première rencontre en mai 2010. Il était assis avec PommeDePassion dans une pizzeria de Jardinaqua, en train de déjeuner. Il est parti après m'avoir raconté à deux voix – la sienne et celle de PommeDePassion – comment ils se sont engagés dans ce combat, avant de me laisser seule avec PommeDePassion qui a commencé à discuter l'autorité parentale en racontant son histoire familiale à elle. C'est mon seul entretien avec Alon en chinois mandarin afin de respecter PommeDePassion qui ne parle que le chinois mandarin. Ensuite Alon a préféré le cantonais en disant qu'il a un lourd accent en mandarin et que le cantonais – sa langue maternelle – lui permet de mieux s'exprimer. Je l'ai revu quelques jours après, dans le bureau d'un professeur de science politique situé à côté de celui du Professeur Wang. Il avait choisi cet endroit pour faciliter notre emploi du temps puisqu'après notre rendez-vous il allait voir le Professeur Li, fondateur d'un centre d'études sur la société civile à Canton dont le siège se trouve à côté de l'université. Si ces premiers entretiens prévus avec Alon étaient orientés sur l'activité de son groupe « Famille verte » où il s'est engagé dès le début, les deux années suivantes, soit en 2011 et 2012, notre rencontre s'est produite par (bonne) surprise dans des occasions autour de thèmes autres que la protection environnementale.

En 2011, je l'ai revu dans une réunion de travail d'un groupe de jeunes, mobilisés pour défendre la langue cantonaise et les vieux quartiers de Canton[278], avant de nous retrouver dans un restaurant végétarien de Jardinaqua où le deuxième entretien avec lui a pu se dérouler. Il faut souligner ici qu'avant cette réunion du groupe Lingliai, Alon, très prudent, avait voulu que je rencontre d'abord PommeDePassion avant de me fixer un rendez-vous. Notre rencontre avec le groupe Lingliai et mon entretien déjà réalisé avec PommeDePassion semblaient l'avoir rassuré et j'ai obtenu tout de suite un entretien avec lui. Son discours de 2010 se caractérise par la mise en avant de son soutien au Parti communiste chinois et au gouvernement à ses différents échelons ainsi que par la dimension non-subversive de sa contestation. Ma première hypothèse fut d'y voir de la prudence vis-à-vis de moi, étudiante en France, comme par rapport aux

[278] Appelons ce groupe « Lingliai ». Le travail de ce groupe de jeunes sera présenté et analysé dans le troisième chapitre.

journalistes étrangers. La continuité de sa position marque aussi son discours de 2011 dans lequel il réaffirmait que « le peuple n'est pas l'antagonisme du gouvernement ».

En 2012, l'occasion de notre remise en contact s'est produite au cours d'une activité au sujet de la « société civile » où des activistes d'ONG de thèmes divers venaient partager leurs témoignages et leurs engagements[279]. Il était invité à intervenir sur ses expériences dans le combat de Panyu et dans le processus d'immatriculation de leur ONG ainsi que sur les activités principales de leur ONG nommée EcoCity[280]. Nous nous étions croisés plusieurs fois dans des repas collectifs ou des activités du groupe Lingliai, des jeunes défendant le patrimoine cantonais, ainsi qu'à un « festival musical des ONG [281] » organisé par la Ligue de la jeunesse de Canton où il était invité et tenait un stand pour une autre cause : un geste de chacun pour aider les enfants atteints de maladies graves[282]. Il m'avait invité dans le bureau d'EcoCity qui était en fin de travaux[283] pour que je puisse voir leur nouveau bureau et aussi pour me présenter l'oncle de la jeune fille cancéreuse pour laquelle il avait entrepris la collecte de dons que je viens de mentionner.

Alon est la seule personne sur mon terrain que j'ai rencontrée commençant son discours pour une cause autre que son engagement initial – l'incinération des déchets et la protection de l'environnement. Dans notre rencontre avec PommeDePassion en 2010, avant d'aborder le sujet du tri des déchets, son centre d'intérêt tournait autour de la

---

[279] Cette activité est organisée par une ONG de commerce équitable et un groupe fondé par plusieurs ONG et le centre d'études sur la société civile. Ce groupe vise à favoriser les échanges entre les jeunes et les activistes qui sont pour une « société meilleure » et une « société civile ».

[280] Cette ONG a pu obtenir son immatriculation auprès du Bureau des affaires civiles de l'arrondissement de Haizhou de la ville de Canton en juin 2012, grâce à la mise en application de la réforme sociale analysée dans la deuxième partie de cette étude.

[281] Ce festival met en avant l'idée que « *Gongyi* 公益 est aussi à la mode » et favorise la participation des jeunes dans le domaine de *Gongyi*, intérêt public. Il s'agit d'un festival équivalent de la Fête de l'Humanité où des stands sont mis en place pour des ONG, des groupes ou des centres de travail social. Ces stands entourent deux grandes scènes où chantent et dansent des volontaires, des groupes musicaux, des enfants, etc.

[282] Il s'agit d'une mobilisation organisée par Alon et des journalistes pour aider une jeune fille cancéreuse dont la famille n'avait pas une situation financière suffisante pour assurer les traitements. une collecte de dons a donc été mise en œuvre et, étant donné que le père de cette fille est coiffeur, il avait insisté pour qu'on invite les gens à venir dans sa boutique afin de « gagner de l'argent par son travail », au lieu de « recevoir sans rien faire ». Cette mobilisation est nommée du nom de cette jeune fille « *Aishi Action* ». Elle est décédée en août 2012 et le reste des dons sera consacré à « aider les autres enfants atteints des maladies graves dont la famille n'a pas d'argent ».

[283] Ce bureau mansardé fait 20 m² au sol et se situe au 4e et dernier étage d'un centre commercial d'automobiles à côté d'une gare routière, dans le sud de l'arrondissement Haizhou. Le loyer coûte 40 yuans/m²/mois et revient à 800 yuans par mois. La localisation de ce bureau a été choisie car derrière ce centre, en traversant un pont, on arrive à Panyu.

question de la destruction et de la disparition des vieux quartiers. « Cette manière de faire est une façon de détruire la mémoire et l'empreinte de l'histoire qui blesse l'affection des habitants », dit-il. Ensuite il développait une analyse de l'absence de l'opinion publique dans les décisions de politiques publiques, concernant la démolition des quartiers, la construction des routes, les problèmes de logement ou encore la réforme du système éducatif. Il soulignait : « Le développement urbain adopté par Canton, comme dans les autres villes de Chine, est un développement lié à des intérêts qui gomment entièrement la dimension culturelle et historique et s'appuient sur des statistiques et chiffres, tout en oubliant la fonction primordiale de la ville – la qualité de la vie ». Dans ses paroles, Canton est métaphorisé comme une personne : « son système des égouts, c'est le système de l'émonctoire bouché ; son air, c'est les poumons noirs ; sa rivière – la Rivière des Perles – c'est le sang sale, et à la fin son gouvernement, c'est le système nerveux, sans cohérence et fonctionnant mal. » Canton est comme une personne malade qui a besoin d'entendre des voix critiques qui aideraient à améliorer la ville et à soigner ce patient qui malgré tous les travaux publics reste pâle. Il a poursuivi ce discours sur la participation des citoyens dans la décision des politiques publiques dans notre deuxième entretien de 2010. Cette fois, il a mis en cause des décisions politiques, telles que la démolition des vieux quartiers, la promotion de la langue officielle, l'interdiction du cantonais à la télévision, ou encore la réforme des caractères chinois par Mao. Ces politiques mentionnées sont pour lui un déracinement culturel et historique pour les individus. Et il a accusé la tentative de supprimer les émissions en cantonais à la télévision[284] d'être un geste contre la diversité culturelle, comme un « assassinat des animaux », voire une attitude « hégémoniste, coloniale, envahissante et impériale ». Né à Canton et choqué par ces politiques, il se sentait responsable, et décidé à défendre « les racines de la culture cantonaise » à laquelle il appartient. Cette ligne de contestation traverse nos entretiens de 2010 et de 2011 et montre comment il s'est engagé ensuite dans d'autres causes que le mouvement écologique. L'uniformisation de la langue, des quartiers et de l'identité a traversé sa vie,

[284] Il s'agit du discours d'un représentant de la Conférence consultative de la Province du Guangdong qui « propose » la suppression des émissions en cantonais dans les chaînes de télé et de radio pour favoriser le mandarin. Ce discours a donc provoqué des critiques et des débats dans Guangdong où un mouvement pour la défense de la langue cantonaise a vu jour et rejoint peu après la cause de la défense des vieux quartiers cantonais en 2010. Voir le troisième chapitre intitulé « 3.3 La langue cantonaise et les vieux quartiers : jeunes en mouvement ».

comme la mise en cause générale de l'imposition du gouvernement, tout en insistant et mettant en avant sa reconnaissance de la légitimité du pouvoir de l'Etat-Parti. Pour lui, ni les ONG ni le peuple ne sont « contre le gouvernement », les critiques du peuple sont inspirées par « l'affection et l'amour » portés à l'Etat, sinon « on reste indifférent et on se tait ! »

Dans la continuité de cette pensée contestataire non subversive, en 2011, revêtu d'un Tshirt couvert de slogans en cantonais pour la défense du cantonais, il s'est focalisé sur la question de l'éveil nécessaire des consciences et de la société, sur le sentiment de solitude qu'il éprouvait dans le combat et les refus qu'il essuyait de la part des employeurs qui craignent des conséquences négatives en l'embauchant. Seul avec PommeDePassion dans la première ligne droite de combat, Alon trouvait que la force d'un ou deux individus ne suffisait pas pour changer la société. Il voyait un combat « sans fin » dans la lutte contre la construction des usines d'incinération et hésitait entre continuer sa participation sur le domaine de *gongyi* 公益 qui lui rapporte peu de revenus, et la nécessité de survivre et de chercher du travail. La dernière option n'est sans doute pas évidente dans sa position d'activiste, car son engagement dans la lutte des habitants de Panyu a fait peur à des employeurs qui n'osaient pas l'embaucher. Cela freine son retrait de l'activisme et son retour à la vie normale et lui laisse peu de choix. Il constate que « la société critique l'injustice et appelle à des changements. Il y a des gens qui se tiennent en avant en luttant pour les changements, mais parfois la société se retourne contre eux en les abandonnant ». En même temps, il voit les ONG comme un outil pour éveiller la conscience dans la société et il y participe passionnément. Inspiré et encouragé par la réforme sociale lancée à Guangdong, il favorise la coopération des ONG avec le gouvernement, en passant par des appels d'offres et l'achat de services par le gouvernement, par exemple.

En avril 2012, l'ONG issue de leur engagement à Panyu a obtenu l'immatriculation auprès du gouvernement de Canton. Ce statut légal accorde des avantages résultant de la coopération avec le gouvernement et apporte des ouvertures pour les habitants qui résistent encore. Alon, de son côté, cherche à s'accrocher à son nouveau rôle. Il a joué l'un des rôles principaux pendant le processus d'enregistrement. Mais à cause de sa sensibilité politique, les autres membres lui ont demandé de ne pas mettre son nom en

rapport avec cette nouvelle ONG EcoCity, craignant des risques politiques. Cette demande a été transmise aussi à PommeDePassion, personnage aussi sensible qu'Alon. Les visages verts de peur des entrepreneurs qui ont entendu leurs noms sont pour leurs camarades de combat un signal rouge. Cette voix révèle l'inquiétude provenant de l'intérieur du groupe de lutte et montre des désaccords et des conflits internes au groupe qu'Alon n'a jamais évoqués. Cette déchirure se forme sous une pression énorme de la société et marque un cercle politiquement sensible qui enferme dès lors Alon et PommeDePassion. Absent dans la liste du conseil d'administration d'EcoCity, Alon, avec regret et une légère tristesse, ironise sur son rôle et son nom dans cette affaire comme « un secret ouvert » qui ne valait même pas la peine d'être caché. Contrarié, Alon était bien dans un rôle d'éveilleur ou encore de consultant quand il parlait du groupe de Lingliai et d'Aishi Action. Son savoir-faire sur la stratégie de communication avec le gouvernement, montre aussi le soutien des fonctionnaires qui sont pour leurs actions. Cet espace issu des conflits à l'intérieur du pouvoir et de l'écart entre la politique et la mise en œuvre de la politique rend possible un développement des dynamiques sociales et un surgissement d'innombrable des groupes sociaux.

Fils cadet d'une famille d'ouvriers, Alon ne se voit pas comme le fruit du désir de ses parents d'avoir un héritier masculin. Ses deux sœurs aînées sont pour ses parents les égales du fils. Né à Canton, il affirme qu'à Panyu, « les filles ou les fils touchent le même bonus du village, même si les filles épousent quelqu'un en dehors du village ».Orphelin et ancien soldat dans l'armée, son père vivait sur les bateaux avec lesquels il transportait des marchandises pour gagner sa vie. La mère d'Alon, quant à elle, est la fille aînée d'une grande famille de commerçant déclassée dont la propriété fut confisquée à la campagne des trois-anti et des cinq-anti[285]. Elle avait arrêté l'école et aidait sa famille et son époux sur les bateaux sans pouvoir vraiment s'occuper de ses trois enfants. Dans les expressions d'Alon, ces deux campagnes politiques avaient « tout nettoyé et vidé » les poches de la famille de sa mère qui ne possédait plus rien et avait été obligée de quitter la terre en embarquant en bateau. Ses parents peu diplômés étaient

[285] *Sanfan wufan 三反五反运动.* Il s'agit de la campagne politique commencée en 1951 visant à nettoyer la corruption et les ennemis de l'État. Les trois-anti sont contre la corruption, contre le gaspillage, et contre la bureaucratie. Les cinq-anti sont contre la corruption, contre le vol de propriété de l'État, contre l'évasion fiscale, contre la fraude sur les marchés publics et contre le vol des renseignements économiques de l'État.

donc souvent dehors pour travailler et la famille ne réunissait qu'aux moments de dîner et de dormir. Il a dû apprendre à s'occuper de lui-même dès l'enfance, c'est une raison importante pour laquelle il est indépendant et qu'il aime la liberté et poursuit toujours ce qu'il veut. Pourtant, cette liberté qu'il a vis-à-vis de sa famille ne le dispense pas de sa pression pour se marier, ni de celle de s'enrichir. Et il trouve cela normal, que ses parents le pressent ainsi, mais il ne cédera ni pour le mariage ni pour le travail. Il n'a pas voulu dire un mot de sa vie sentimentale et il critique la tendance de la société qui devient de plus en plus matérialiste, même dans les relations et le mariage. Contrairement à la génération de ses parents où tout était simple et où personne ne pensait au logement, à l'éducation et à la santé, alors qu'aujourd'hui, dans cette société où tout demande de l'argent, il voit mal un mariage heureux basé sur des critères matériels, et se demande s'il se mariera.

Célibataire, et vivant toujours avec ses parents dans un appartement de Jardinaqua, Alon analyse son itinéraire et l'évolution de sa vision. Pour lui, sa génération a vécu les grandes transformations de la société chinoise dès la naissance. Il est né en 1977 et a connu une courte période de la révolution culturelle en phase finale, avant d'être rapidement étonné par le développement économique en Chine, en particulier à Canton. Après avoir connu quelques années l'économie planifiée et la relative rareté qui allait avec, il a vu débarquer toutes les marchandises, remplir soudain tous les commerces privés. À la télévision, où on est passé du noir et blanc à la couleur, il a vu un autre monde, celui de Hong Kong et de Macao. À ses yeux, cette influence du monde extérieur, pour lui comme pour tous les Cantonais, est fondamentale.

L'image de Hong Kong qu'il avait vue dans les médias était plus attrayante que la Chine et lui a permis de se rendre compte d'un écart entre « les autres et nous » quand il était plus jeune. Il en a résulté d'abord un sentiment de « mépris » vis-à-vis de la Chine continentale par rapport à Hong Kong en termes de développement. Puis avec l'âge, et la croissance économique remarquable de la Chine, il a eu l'occasion de pouvoir « mieux voir l'extérieur » et se sent donc fier de la Chine d'aujourd'hui, et de ce qu'elle a acquis. La liberté et la justice qu'il avait tellement admirées dans le monde extérieur ne sont pas exactement comme il l'avait imaginé, en particulier après « le bombardement » de l'ambassade de Chine en Yougoslavie par l'armée américaine en

1999. Désormais, ce monde d'outre-mer et ces pays extérieurs ne sont plus à ses yeux une exception dans un monde où l'intérêt et le bénéfice sont un enjeu majeur. Quant au gouvernement chinois, sa participation au combat de Panyu marque un tournant pour lui car auparavant, comme beaucoup de gens, il faisait confiance au gouvernement. Cette évolution lui permet d'acquérir un esprit critique vis-à-vis de tous les sujets. Faisant l'autocritique de ses sentiments antérieurs de mépris, de fierté et de croyance, il reconnaît la nécessité de connaître plus et mieux le monde comme une condition préalable pour pouvoir sortir de son rôle et prendre de la distance afin d'analyser et mieux comprendre. Ainsi il définit sa position comme « au milieu » et met l'accent sur l'intérêt de la population. Pour protéger l'intérêt populaire et surveiller les pouvoirs afin d'empêcher abus et corruptions, la théorie de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs lui paraît essentielle. Sur ce point, il est optimiste, voyant un avenir de la Chine meilleur, malgré un « très long chemin à parcourir ».

Alon comprend la séparation et la surveillance des pouvoirs aussi dans les dimensions de la justice, de l'égalité et de la transparence. Sur les événements de la place Tiananmen de l'année 1989, il adopte une position pragmatique. Cet événement n'est pas un tabou pour lui ni pour ses amis avec lesquels il a mené des réflexions grâce aux émissions de la radio et des chaînes de télévision d'Hong Kong. A posteriori, il s'est demandé, s'il avait été à la place des dirigeants de la Chine à cette époque, « quelles auraient les autres réactions et attitudes possibles ? La Chine de cette période-là pouvait-elle supporter une telle émeute ? » Il adopte une position qu'il qualifie d'objective, connaissant à la fois le monde extérieur tout en gardant une mentalité chinoise. « De temps en temps », résume-t-il, « la forme ou la manière de le faire ne sont pas si importantes, le plus important est l'efficacité ». Ce pragmatisme se traduit dans son discours de 2010 par des expressions telles que la liberté d'expression de la population, le contrôle des pouvoirs publics et aussi l'impossibilité de les coaliser avec des intérêts privés.

Si l'influence de Hong Kong et de Macao est un élément majeur de sa prise de conscience durant l'enfance et l'adolescence, Internet constitue un autre élément important qui est désormais omniprésent dans la lutte et dans ses investissements sociaux et politiques, en particulier sur le microblog – Weibo. Il a eu le privilège parmi

ses amis de l'école d'avoir un ordinateur en 1994 qui a coûté plus de dix mille yuans à sa famille à cette époque. Ses sœurs aînées y contribuèrent, étant déjà au travail. Le monde d'Internet alors était simple. Cette sphère numérique qui « sert à tout » lui est indispensable dans sa vie quotidienne, sans elle il serait mal à l'aise. Il affirme : « Internet ouvre mon horizon, mais il faut garder aussi la culture traditionnelle. »

Après avoir découvert Weibo par ses amis en avril 2010, il s'investit complètement dans ce monde. Il considère que Weibo peut remplacer les sites d'informations et de nouvelles grâce à sa grande vitesse de circulation des informations. « Une nouvelle aujourd'hui ne sera plus une nouvelle demain » souligne-t-il. Cette circulation bouleverse complètement la logique de la communication et marque bien les dynamiques sociales de la Chine à laquelle Alon participe. D'un côté, il s'inquiète de l'omniprésence des nouvelles technologies dans la vie quotidienne des gens, telle les enfants qui doivent finir leur devoir en ligne ou les joueurs de jeux vidéo qui passent trop de temps dessus, tout en gardant une nostalgie de son enfance où les enfants apprenaient des choses dans la vie, dans les cours, mais pas sur l'écran ; mais de l'autre, il applaudit la possibilité de s'exprimer, d'échanger et de lutter. Pourtant, un an après, en 2011, il a décidé de quitter Weibo pour quelques jours afin de prendre du recul et pour réfléchir. Ce monde recomposé sur Internet par les informations fragmentées circulant sur Weibo, dont beaucoup concernent des appels d'aide aux malades, des plaintes d'injustice, des dénonciations de corruption, des désastres naturels et sociaux, des accidents et des nouvelles saisissantes, représente une autre Chine que la presse officielle essaie d'occulter. Donc de plus en plus d'internautes y participent, faisant partie de cette chaîne de la production des informations. Mais à un moment donné, ce monde rempli de nouvelles négatives est trop lourd à porter pour Alon. Ses quelques jours d'absence de Weibo lui ont permis de voir un monde calme. Et il se demandait : « quelle est la vraie Chine ? Celle sur Weibo, où tout le monde sombre dans la souffrance et la protestation ? ou celle en dehors de Weibo où on peut croire que tout se passe bien ? Pour moi, la Chine est l'ensemble des deux ».

Avec l'interaction entre la vie sociale et politique et la vie en ligne, la difficulté pour prendre du recul et analyser les problèmes sociaux est encore plus grande. C'est pourquoi dans son propos de 2011, il souligne l'importance de l'esprit critique et d'une

société fondée sur le droit, plutôt que sur les relations, la corruption et l'injustice. « Internet a beaucoup changé la Chine, en particulier avec Weibo », explique Alon, qui voit là l'impossibilité d'une censure absolue sur Internet à cause de la grande vitesse de circulation des informations. « Le contrôle et la suppression ne peuvent jamais dépasser la vitesse de circulation des informations. Internet met les problèmes en pleine lumière et on ne peut plus les cacher », dit-il. S'identifiant comme « anarchiste », il considère que tous les gouvernements sont plus ou moins sales et critique le Parti communiste chinois pour son pragmatisme radical sans aucun principe. Il souligne que le parti peut changer d'avis à tout instant et qu'on ne peut pas lui faire confiance. Quant à la démocratie occidentale, à ses yeux elle repose sur le vote, mais pas sur le peuple. Il explique : « Ceux qui ont du pouvoir ne cherchent pas à développer la démocratie, ou à céder leur pouvoir comme ça, parce qu'ils ont peur des règlements de comptes ensuite. Ces gens-là se retrouvent devant un dilemme : maintenir le pouvoir en Chine face à des problèmes sociaux accrus suppose une réforme pour les résoudre, or la réforme peut leur faire perdre le pouvoir et le contrôle, ce qui va à l'encontre de leur objectif du maintien et du renforcement du pouvoir du Parti. Mais plus ils essaient de maintenir le contrôle, plus ils perdent le contrôle et le cœur du peuple ». Pour changer cette situation, Alon a compris l'ouverture qu'offre Internet, pourtant, il est contre une interprétation réduite et simpliste des mouvements sociaux sur Internet, par exemple dans l'affaire de Sun Zhigang, attribuer la suppression des centres de détention à Internet. Il est important aussi, d'après lui, d'utiliser les forces nouvelles qu'il a vues émerger partout avec Internet. Parce que les changements se produisent au point de rencontre entre la tradition et ces forces d'opposition qui nécessitent un éveil et une prise de conscience dans toute la société.

Quant au sujet de la censure, la grande muraille qui filtre les échanges numériques entre la Chine et le monde, elle ne semble pas, aux yeux d'Alon, représenter un obstacle énorme. Lui, comme beaucoup d'internautes, ont compris qu'il suffisait d'avoir des logiciels adéquats, de VPN ou de proxy, pour se connecter aux sites interdits en Chine. Cependant, tout le monde n'a pas la volonté ni le désir de le faire. Alon, en particulier, juge que cela n'en vaut pas la peine et qu'il n'est pas nécessaire de sauter par-dessus la muraille de la censure, car il pense que les informations diffusées à l'intérieur de cette muraille suffisent pour comprendre et qu'il est trop occupé pour le faire. La censure sur

Internet n'est donc pas à ses yeux un objet de lutte auquel s'opposer. Par contre, il voit dans l'émergence d'un marché des logiciels de VPN et de proxy la contribution des internautes chinois qui dépensent beaucoup pour pouvoir se connecter aux sites censurés. Pour lui comme PommeDePassion, la censure d'Internet en Chine prouve le « manque de confiance » du gouvernement qui devrait laisser plus d'ouverture. « Plus ils enferment, plus les effets sont négatifs pour le pouvoir », affirme-t-il. Les gens deviennent plus curieux sur des sujets censurés et ainsi la censure tourne contre l'intérêt du gouvernement car elle provoque des contestations, des mises en cause et des critiques et renforce les préjugés de la population qui voit la corruption et l'abus de pouvoir systématique dans les affaires dénoncées en ligne. *In fine*, cela va à l'encontre de l'objectif initial du gouvernement. Jugeant cette politique stupide, Alon l'a comparée avec une politique sur Internet mise en place par le gouvernement de Chongqing, qui avait recruté des superviseurs policiers en ligne pour suivre les dénonciations en ligne des abus de pouvoir par les autorités afin de les réduire. Cette politique appliquée sous la tutelle de Bo Xilai est donc considérée par Alon comme l'antithèse de la censure sur Internet, car celle-là relève la confiance dans le gouvernement de Chongqing, contrairement à celle-ci qui interdit les propos d'opposition et de contestation et recrute des internautes dits du « parti des cinquante centimes » (*wu mao dang 五毛党*) pour créer une pseudo-opinion publique sur Internet qui noie les critiques ou les postes négatifs par rapport aux autorités dans le flux des commentaires positifs.

Toutes les critiques concourent à exercer une pression sur le gouvernement pour développer la participation et des réformes plus audacieuses. Pour Alon, les problèmes proviennent d'une mauvaise gestion du gouvernement local, qui n'est ni efficace ni honnête. Il ne met nulle part la légitimité du Parti communiste en cause. Au contraire, ce qu'il essaie de souligner, ce sont des mesures qui aideraient à améliorer la gestion du gouvernement, décrite dans son discours comme une victime des jeux d'intérêts incontrôlés et pilotés par des entreprises ou des individus corrompus. Ses positions apparaissent comme prépolitiques dans la mesure où elles n'attentent pas à la légitimité de l'État, et revendiquent seulement une meilleure participation citoyenne : c'est ainsi qu'Alon, deux ans plus tard, est devenu une figure exemplaire de cette participation citoyenne mise en avant tant par les autorités locales que par les ONG dites « de la

société civile » ; ces dernières ont accueilli Alon rapidement après son engagement dans le combat des habitants de Panyu.

L'engagement d'Alon dans la vie sociale et politique commence par Internet et sur le thème de l'anti-incinération. À partir de la fin d'octobre 2010, il a commencé à s'investir dans des groupes de discussion de QQ et des forums tels que *HeAn.net*. Pour lui, Internet a joué un rôle crucial dans leur combat de 2010. Les habitants ont pu, grâce aux moteurs de recherches, trouver des informations liées au sujet de l'incinération des déchets ainsi que des éléments d'autres luttes menées en Chine. Après avoir lu des articles trouvés sur Internet, il a tout de suite été motivé pour agir, ce qui signifiait pour lui à ce moment-là uniquement une pétition. « Je ne savais pas que l'on ne pouvait plus s'arrêter… Par rapport à d'autres voisins, j'ai eu de la chance car je n'étais pas 'invité' par la police durant les premiers mois de mon engagement, même si j'étais un participant actif », avoue-t-il. Suite à son investissement sur *HeAn.net*, il a rejoint les groupes de QQ des habitants, premiers groupes à avoir commencé la lutte. Quand ces derniers étaient arrêtés par les policiers, Alon se retrouvait seul à distribuer des tracts et à mobiliser des volontaires pour continuer le combat. Il avoue qu'il était inquiet, mais qu'il avait complètement dépassé cette question. Entre l'arrestation des habitants en pleine nuit et l'annulation des manifestations, Alon insistait sur la nécessité de continuer le combat, malgré le pessimisme qui est apparu dans les groupes de QQ des habitants après la censure imposée à la presse sur la lutte de Panyu.

Le tournant fut pour Alon la manifestation de PommeDePassion avec son habit contestataire et son masque à gaz dans le métro. Avec admiration, Alon a dit, devant PommeDePassion, qu'elle était une héroïne, « une fille si courageuse » de manifester toute seule et qu'elle avait encouragé et animé l'esprit combatif des habitants. Aux yeux d'Alon, l'article de témoignage de PommeDePassion sur son arrestation par la police fut aussi un élément important qui montrait une détermination sans faiblesse ; et sa présentation ironique de l'arrestation par la police a été très appréciée et a chassé l'angoisse du groupe dans les discussions en ligne. PommeDePassion a ainsi permis de mettre en œuvre toutes les stratégies qui permettaient d'alléger la pression des militants et de diminuer l'angoisse générée par les risques. Les habitants utilisent donc l'ironie et pensent à détourner les choses pour retourner le rapport, comme par exemple demander

aux policiers de les prévenir lors de la prochaine arrestation afin de pouvoir leur préparer et leur faire goûter un meilleur thé. L'inquiétude et la peur liées à l'arrestation et la pression de la police sont détournées par ces métaphores ironiques, transformant l'image d'un combattant de victime en héros.

> « C'est suite à son article qu'on commence à rigoler sur cette 'invitation pour un thé' par la police. Les gens commencent à prendre leur arrestation comme une preuve de leur engagement, de leur courage et c'est un honneur pour eux dans la lutte… certains demandent en ligne, ils disent : quand serait la prochaine invitation, j'apporterai le thé pour améliorer la qualité de vie des policiers »

Une autre stratégie développée par les habitants est de filmer tout en vidéo afin de témoigner ou/et de se protéger contre les violences policières. Ces vidéos peuvent ensuite être mises en ligne pour contester et interroger les autorités. Il s'agit donc de la naissance d'une stratégie militante, largement appliquée par les Chinois dans les affrontements actuels, comme ailleurs. L'appui systématique de technologies numériques par les habitants rend sensibles les forums et les sites qu'ils fréquentent, ces derniers ont attiré de multiples attaques suspectes, en dehors d'un certain degré d'autocensure appliqué par le site et de contrôle des autorités. Par exemple, le forum *HeAn.net* a été attaqué plusieurs fois par des hackers qui n'étaient pas clairement identifiés ; la connexion à ce forum a été interrompue maintes fois et les habitants se disaient prêts à sa fermeture à tout moment durant leur lutte. Cela générait une atmosphère de tension et rendait nécessaire le recul ironique qui avait mis en scène PommeDePassion.

Internet étant une arène importante, on y observe ainsi la tension entre les internautes de différents groupes, en particulier dans les débats concernant l'incinération et le tri des déchets. Le forum *HeAn.net* a par exemple amené de nombreux internautes à s'inscrire et débattre et parmi eux on retrouve les habitants de Panyu, des journalistes, des chercheurs universitaires, des internautes recrutés par les autorités locales ou/et par les entreprises produisant les équipements d'incinération ou les gérants des centrales d'incinération. Alon et PommeDePassion, modérateurs du forum *HeAn.net*, doivent donc encadrer les discussions et supprimer le plus vite possible les attaques personnelles, tout en maintenant leur position de militant contre l'incinération des déchets. Alon y voit aussi la présence active des internautes recrutés par tel ou tel acteur, qui postent

sans arrêt des propos de propagande, des articles copiés des sites officiels du gouvernement, voire des discours agressifs. Les experts se divisent aussi parmi eux en deux ou trois groupes, débattant la nécessité ou les risques d'incinération. Quant aux habitants, les clivages se créent souvent sur les sujets de stratégies de luttes, l'objectif de la lutte et l'attitude face à des tensions entre habitants et autorités. Tous ces débats en ligne sont vus par Alon comme un bon moyen d'attirer l'attention de la presse dont l'importance est apparue centrale et comme un soutien capital. Néanmoins, ces militants se méfiaient de la presse étrangère et ne comptaient que sur la presse chinoise, craignant des interprétations erronées, ou des manipulations de la part de la presse étrangère, avec ensuite un risque accru de la part des autorités. « La protection de l'environnement ne doit pas aller au niveau politique », remarque Alon, bien qu'au même moment, il affirme comme nécessaire la participation citoyenne. En 2010 il recherchait un pilotage du gouvernement qui serait l'acteur principal dans la protection de l'environnement, à partir d'une force plus grande résultant de la mise en commun des capacités du gouvernement, des ONG et de la population réunis ensemble. C'est ainsi qu'il explique qu'il faut éviter que le gouvernement pense que « nos initiatives sont dirigées contre lui en tant que gouvernement ».

Malgré tout, Alon a connu des problèmes sur le marché du travail depuis son engagement dans la lutte des habitants de Panyu en 2009. Diplômé d'une université à Canton en construction de bâtiments, Alon, malgré son intérêt pour la finance, avait choisi cette spécialité, domaine où sa sœur travaillait depuis 1990 et qui lui semblait donc susceptible de procurer aisément un travail. À cette époque-là, il suffisait d'avoir un diplôme universitaire de toute spécialité pour trouver un emploi. Mais il a regretté ces quatre ans passés à l'université durant lesquels il considérait n'avoir rien appris, tandis que l'université produisait trop de diplômés pour trouver un emploi. Ayant peu d'intérêt pour son travail, il l'a quitté dès son engagement dans le combat de Panyu. Il n'aimait pas son patron et le fait de devenir activiste lui a donné un prétexte pour partir. Après quelques mois, il a essayé en 2010 de retourner au travail, ne voulant plus passer trop de temps sur la lutte. Mais son retrait de l'activisme ne fut que temporaire et il fut de nouveau motivé pour s'engager plus avant dans l'activisme environnemental et ladite société civile. Cet engagement l'a mis de plus en plus à l'écart d'un travail normal et son profil ne peut qu'inquiéter les patrons. En outre, dans la

mesure où ses sœurs aînées s'occupent de ses parents, il est moins exposé à la pression financière qui l'aurait amené à choisir un travail et une autre vie. Il a réfléchi sur la politique de l'enfant unique et pense que le gouvernement utilise cette politique pour épuiser les enfants uniques, objets d'injonctions multiples, ce qui leur interdit de trop réfléchir, de penser et d'agir. Alon fait l'apologie d'une vie simple et critique le consumérisme. Il a trouvé une liberté dans les ONG et dans le domaine de *gongyi* 公益 (intérêt public), sauf que cette liberté s'accompagne d'un faible revenu et d'un contrôle omniprésent du gouvernement. Mais la tension entre militantisme d'ONG et « vie normale » a pris fin quand il a été embauché comme secrétaire général de l'ONG EcoCity en 2012.

À partir de son engagement dans ce mouvement écologique, il s'est investi dans la préservation des patrimoines (groupe Lingliai), dans la philanthropie (Aishi Action) et dans la participation citoyenne aux politiques publiques. Ayant vécu la démolition de l'appartement de ses parents et de son école primaire, Alon ne veut plus voir disparaître tous ces quartiers que véhiculent sa mémoire et son appartenance identitaire et se sent donc concerné par ce mouvement de préservation des patrimoines matériels et immatériels. En même temps, il s'oppose aux propos discriminatoires tenus par des internautes cantonais qui construisent une image négative « des gens du Nord »[286] en parlant du Nord de la Chine. Baigné de culture hongkongaise, il apprécie la tolérance dans cette ville qui accueille des gens venus du monde entier. Il dit : « c'est la tolérance de la ville qui fait sa richesse. Et tolérer et accepter des critiques est un élément indispensable au gouvernement pour une meilleure gestion de la ville ». Cet engagement pour défendre le patrimoine s'est imposé à lui dès 2010 à partir du mouvement social de défense du cantonais, alors que son engagement dans la philanthropie vient de ses activités sur Internet, où il organise les collectes de dons à des fins philanthropiques. Connu sur Internet, en particulier sur Sina Weibo, Alon reçoit toujours des demandes de la part des journalistes et a commencé à transférer et diffuser des messages d'appel à l'aide sur son compte de Weibo, que ce soit pour retrouver des enfants perdus, des personnes âgées perdues, ou aider des malades pauvres. Il s'est ensuite investi dans la mobilisation de la collecte de dons en ligne pour aider Aishi,

[286] Cette expression cantonaise – Beilao 北佬 – signifie ceux qui viennent d'autres régions que Guangdong et porte un sens péjoratif.

enfant malade du cancer. À travers cette expérience, Alon s'est associé avec des journalistes et ils ont pu constituer ensemble un modèle d'aide pour les familles des enfants atteints de maladies graves. Il s'agit donc d'un échange de services et de travail contre les dons pour préserver la dignité des familles qui reçoivent de l'aide. Cela introduit donc l'idée de la participation des individus dans l'aide dans la mesure où chacun peut proposer ou participer à des services à vendre au profit des familles en difficulté en général. Des produits virtuels sont aussi mis en vente sur les sites, tels que Taobao (site de commerce C2C – *customer to customer* – équivalent d'Ebay). Dans le cas de la famille d'Aishi, dont le père est coiffeur, on peut aller dans le magasin du père d'Aishi pour payer son service, ou aller sur les sites et acheter un service de coiffure en payant un tarif fixé. Et cette unité de service acheté en ligne par des internautes peut servir aux internautes eux-mêmes mais aussi aux autres personnes en difficulté. C'est-à-dire que la vente des services en ligne ne correspond pas aux services donnés par le père d'Aishi, dont le service est affiché comme gratuit. Contre son service, il reçoit les dons provenant de la vente en ligne et des dons reçus dans son magasin. Ce modèle d'Aishi Action a mobilisé des habitants de Canton de tous les métiers, dont des chauffeurs de taxi qui ont amené gratuitement les personnes au magasin du père d'Aishi, pensant aussi que leur service gratuit était un geste philanthropique. La responsabilité d'aider les autres fait que ce modèle rencontre un grand succès, d'autant plus important que par son usage d'Internet dans la philanthropie, il devient un produit en vente sur Internet. Et qu'Alon est devenu un modèle de citoyen responsable dans la société civile. Cette ascension sociale basée sur la morale lui attribue un capital social et politique avec lequel il a pu rester debout sur la scène politique locale.

Alon représente la voix des citoyens dans la communication entre le gouvernement et la population. C'est ainsi qu'il est invité dans des activités d'interaction en ligne avec les internautes comme activiste, dans les journées d'accueil du maire de Canton comme représentant des internautes et comme représentant des citoyens dans des conférences de consultation de l'opinion publique tenues par les autorités cantonaises sur divers sujets, tels que les travaux publics, la gestion de la ville, la préservation de la culture cantonaise et la gestion des déchets. On voit clairement qu'il occupe là la position qu'il a évoquée précédemment : de coopération entre les autorités gouvernementales et les citoyens. Dans une vidéo de la conférence entre le maire de Canton et dix représentants

d'internautes dont Alon, celui-ci a profité de son rôle de représentant pour transmettre des propositions d'autres groupes, tels qu'un rapport rédigé sur les vieux quartiers[287] dont Ereipio. « Les autorités m'ont demandé d'intervenir et d'écrire mon intervention, je l'ai écrit moins longue juste pour avoir plus de temps pour parler des propositions à la demande de différents groupes », raconte-il. Ses stratégies de communication sont considérées par beaucoup comme intelligentes et rationnelles, visant à négocier avec les autorités d'une manière acceptable par toutes les parties. Et Alon est devenu donc un référent quand il s'agit de communication et d'affrontement avec les autorités et un porte-parole de groupes sociaux divers quand il s'agit de solliciter la coopération auprès du gouvernement. À part la communication avec les autorités *off line*, Alon cherche aussi à encourager la voix de *grassroot* (base) en ligne, en interaction avec des « intellectuels publics » (*gongong zhishi fenzi 公共知识分子/公知*), des journalistes réputés, des activistes renommés et de jeunes étudiants sur des sites, forums et principalement sur Weibo. Il invite aussi le compte officiel sur Weibo des autorités locales à intervenir dans leur discussion en les mentionnant avec '@. Tous les sujets sont abordés et Alon a acquis une certaine autorité tant auprès des internautes que des gens ordinaires. Il insiste alors sur « la force collective » en refusant d'être un héros individuel. Alon attache beaucoup d'importance à la force de la masse dans la coopération avec le gouvernement en vue d'une meilleure gestion et d'un meilleur développement. Rejetant la dimension subversive, Alon montre une certaine confiance dans le gouvernement et le parti, qui ne doit pas empêcher des critiques qui ont pour objectif d'améliorer la gestion mais au contraire, il insiste sur la nécessité de développer les dynamiques participatives des citoyens. Cela se traduit chez Alon par la notion de coopération qu'on trouve ailleurs, en particulier, dans les ONG. Passant d'une lutte environnementale à la participation citoyenne en coopération en général, le cas d'Alon n'est ni une exception ni un cas atypique dans les dynamiques sociales et politiques en Chine. Rappelons Junwei, directeur de l'ONG FPAH, qui est aussi passé de la revendication politique sur les droits des homosexuels à la cause du genre, tout en abordant aussi le domaine de l'écologie.

[287] Monique Selim, « Mobilisations urbaines », *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton (Chine)*, l'Harmattan, 2013.

De la contestation à la coopération

Dans un pays autoritaire comme la Chine, le développement des mouvements sociaux et des dynamiques sociopolitiques prend des caractères inédits, en particulier avec le développement de l'usage d'Internet dans ces mouvements. La croissance économique depuis plus de trente ans a engendré non seulement la prospérité matérielle mais aussi des écarts de développement social dus au caractère conservateur du régime attaché à maintenir sa légitimité. Des problèmes sociaux ont émergé dans le silence de la population qui a peur d'affronter le pouvoir et ne peut plus se satisfaire de réussites économiques ni de l'idéologie du Parti marquée par l'obéissance et les restes d'une tradition de délation qui culmina à la révolution culturelle. L'expansion de la ville avec une urbanisation violente a provoqué des manifestations qui se multiplient désormais plus vite que la croissance économique. Les mécontentements locaux atteignent facilement le niveau national voire international grâce à la circulation des informations, censurée et contrôlée mais toujours accessible sur Internet. Ces émotions provoquent la compassion et réveillent des internautes qui ont vécu/témoigné, ou pas, des expériences similaires. La communication construite sur Internet encourage donc les acteurs locaux en les faisant se sentir « accompagnés » au lieu d'une solitude désespérante. Ces internautes engagés forment une sorte d'opinion publique qui pèse sur les autorités à différents échelons et les poussent à modifier leur stratégie à gérer et à traiter les plaintes, et à mieux communiquer avec le peuple. Internet fonctionne alors comme un lieu de sondage d'opinion, qui est aussi bien au service du gouvernement et des entreprises qu'à celui de la société.

Nous avons vu dans la lutte des habitants de Panyu pour la cause écologique, quatre personnages différents, au travers desquels s'illustrent des logiques de gens engagés dans des mouvements sociaux en Chine. S'alignant sur un consensus collectif apolitique ou prépolitique qui refuse « d'être représenté » mais qui appelle une coopération avec le gouvernement, nos interlocuteurs demeurent dans le combat, malgré leur peur politique qui navigue entre autocensure et autorisation. L'évolution de leur groupe, en particulier après leur victoire temporaire et la fondation et l'immatriculation de l'ONG EcoCity, permet mieux d'appréhender ce combat et leur vision sur ce combat. Il s'agit chez Peiyun d'un engagement moral à faible visibilité par crainte des retombées politiques

négatives ; ou chez WFSanri d'une épreuve pour ne pas céder à l'injustice des autorités. Dans ces deux cas, on observe la peur de nos deux interlocutrices et la dimension politique n'est pas évoquée ni traitée, comme si leur revendication suffisait en demeurant exclusivement environnementale et écologique. De manière différente, PommeDePassion, plus extrême et plus politique, cherche à protéger sa vie de ses parents et se considère comme menacée par la décision de construction de l'usine d'incinération. Elle conteste, quitte à prendre des risques, tous les rapports verticaux, entre parents et enfants et aussi entre administrateurs et administrés. Alon, pour sa part, dépasse en moins de trois ans son engagement initial environnemental et se partage désormais entre l'écologie, le patrimoine et la philanthropie. Modèle d'une participation citoyenne, il cherche à rejoindre la société civile qui représente à ses yeux une grande force qui aidera le gouvernement en vue d'une meilleure gestion des problèmes sociaux et environnementaux. Insistant sur la dimension non subversive, cela ressemble fort à ce qu'on appelle la participation citoyenne dans la bonne gouvernance. La lutte des habitants a débouché sur une ONG, outil de gouvernance du gouvernement, dans le cadre d'une tentative réformiste du gouvernement local, visant à canaliser et institutionnaliser la force des ONG, sous-traitantes des services sociaux et plus généralement des services publics[288].

Internet apparaît donc comme un outil de combat omniprésent qui permet et accélère la communication entre le gouvernement et la population chinoise, laquelle auparavant avait peu de possibilités pour s'exprimer et se faire entendre. Cette technologie reconfigure aussi les dynamiques sociales en Chine, en laissant pénétrer des expériences ou des modèles venus d'ailleurs, qui représentent pour les acteurs une arme de combat, et pour le régime à la fois un risque mais aussi une nécessité dans la mise en œuvre de réformes visant à optimiser durablement l'économie de marché, qui suppose une société politiquement stable : ce que désigne peut-être la notion de « société harmonieuse » ?

[288] Bernard Hours, Monique Selim et Wenjing Guo, « Salarier la société civile à Canton », *in* Richard Sobel, Clément Sehier, *Travail, luttes sociales et régulation du capitalisme en Chine*, Presses universitaires du septentrion, à paraître.

2. 3 L'élaboration d'un patrimoine culturel cantonais

La langue cantonaise, langue en usage dans les provinces du Guangdong, Guangxi, Hainan et Hong Kong, tient toujours une place importante dans les échanges socio-économiques de ces régions et avec le monde extérieur, grâce à sa position géographique ainsi qu'à des vagues de migration de sa population depuis plus d'un siècle en direction de l'Europe, de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique du Nord. À l'entrée du XXIe siècle, la région du delta de la rivière des Perles (Guangdong) connaît une forte croissance économique : la prospérité de l'industrie informatique locale y accélère la popularisation d'Internet, et sa proximité avec Hong Kong facilite les échanges d'informations sur les nouveaux produits informatiques, matériels et « virtuels » du monde. Le monde Internet accueille de plus en plus de gens dits « ordinaires » dont les tranches d'âge de plus en plus mêlées vont de 7 à 80 ans. Des millions d'internautes se rencontrent sur des forums à thèmes divers, des blogs personnels, des groupes de discussion, des forums et des logiciels de chat (ex. QQ), formant de nombreux petits groupes sociaux en ligne et hors ligne. Parmi eux, émergent de plus en plus de forums ou de groupes de discussion consacrés à la langue et à la culture cantonaises. Leurs membres, qui couvrent le monde entier, de la région cantonaise à Hong Kong, de l'Angleterre à l'Asie du Sud-Est, et de l'Amérique du Nord jusqu'à l'Australie, comptent des habitants de ces régions chinoises, de jeunes étudiants cantonais à l'étranger, des descendants de migrants cantonais, et des étrangers intéressés par l'apprentissage du cantonais. En Chine, avec le durcissement du contrôle sur Internet exercé par l'État chinois, sous prétexte de lutter contre le piratage et de « purifier l'environnement culturel » d'Internet en 2007[289], certains de ces forums et sites, auparavant localisés en Chine continentale, ont subi des contrôles, voire été fermés suite à des pressions politiques : certaines discussions ou certains propos postés par leurs membres ont été jugés soit « subversifs » à l'égard du pouvoir communiste chinois, soit « extrémistes » parce qu'ils visaient des Chinois d'autres provinces installés dans la région et qui ne parlaient pas cantonais, en les stigmatisant avec des

[289] Voir le discours de l'ancien président chinois Hu Jintao en 2007 : http://news.xinhuanet.com/politics/2007-01/24/content_5648188.htm, consulté le 20 juin 2013.

mots péjoratifs en cantonais, tel que *Laau lou* (*撈佬*[290]) qui désigne « les gens du Nord[291] ».

En 2010, une proposition de la Conférence consultative de la Province du Guangdong de diminuer le nombre d'émissions de télévision en cantonais sur les chaînes de la ville de Canton a entraîné plusieurs mois de débats sur Internet et dans la presse locale, à la suite desquels plus de deux mille personnes se sont mobilisées et ont manifesté dans la rue. Malgré le retrait des organisateurs, contrôlés par la police, et leur appel à l'annulation de cette « promenade collective » (*jiti sanbu 集体散步*[292]), des internautes sont venus de tous les coins du delta de la rivière des Perles, voire de Hong Kong, et ont rapidement envahi une avenue commerciale du centre-ville. Frappées par l'efficacité de l'organisation et la difficulté d'exercer un contrôle total sur l'organisation d'événements de ce genre, les autorités locales et régionales ont mis sous surveillance les participants actifs de ce mouvement, lequel a rapidement été considéré comme un événement politiquement sensible et potentiellement subversif, en particulier à cause de la présence d'habitants et de journalistes de Hong Kong. Malgré les mesures de « prévention » de la police locale et l'encadrement politique des organisateurs avant la manifestation, personne ne semblait en avoir le contrôle, ni les autorités locales, ni les initiateurs en ligne. Des milliers de manifestants sont venus malgré tout, avec un objectif commun et précis : la défense de la langue cantonaise. Cette inefficacité du contrôle face à des mouvements organisés sur la Toile inquiète les autorités chinoises, marquées par « les révolutions » dans le monde arabe, les mouvements sociaux globaux, et les émeutes à l'intérieur de la Chine. La force des individus mobilisés sur la Toile résulte d'une fluidité déconcertante, d'une force centripète fragmentaire et d'une imbrication des

[290] Dans cette partie, concernant les caractères chinois, pour bien analyser la logique individuelle et collective, j'utilise les caractères chinois classiques quand les termes cités sont écrits en chinois classique dans des textes écrits ou en ligne par les acteurs individuels ou collectifs, avec les caractères chinois simplifiés entre parenthèses. Les citations provenant des entretiens effectués avec les interlocuteurs sont transcrites en caractères chinois simplifiés.

[291] Il existe aussi d'autres termes similaires, composés avec le mot *撈 laau*, tels que *撈妹 laau mui* (péjoratif, filles venant du Nord), *北撈 bak laau* (péjoratif, ceux qui viennent du Nord). Une des explications de l'origine de ces mots s'appuie sur l'installation des gens du Nord à Canton suite à la création de la Chine communiste. Il s'agit d'une imitation par les Cantonais de la prononciation du mot *老妹 laoxiong 老兄 laomei* en chinois mandarin, termes largement utilisés par ces nouveaux arrivés.

[292] Terme employé par des acteurs. Il s'agit d'une stratégie de détournement du contrôle de la manifestation en Chine. Cet usage métaphorique est destiné à éviter le mot « manifestation » qui serait immédiatement interdit sur la Toile pour des raisons politiques et le besoin du maintien de la stabilité sociétale.

relations interpersonnelles à la fois distanciées et proches. Et le contrôle exercé par les autorités chinoises dans ce cas-là ressemble à des tentatives pour contrôler le sable qu'on retient au creux de la main : plus on serre le poing pour le garder, plus il s'en échappe. Après cette manifestation à Canton, en dépit d'un durcissement du contrôle dans le domaine de la langue et de la culture cantonaises, domaine auparavant ignoré au plan politique, des dizaines de micro-groupes se sont formés et des groupes existants depuis 2000 se sont développés.

C'est dans ce contexte que j'ai rencontré en 2011 le groupe Lingliai, qui s'est donné pour but la conservation des liens noués entre voisins dans l'ancien mode de vie des vieux quartiers. Il s'agit d'un micro-groupe peu structuré d'une dizaine de jeunes membres actifs qui a été créé dans le réseau d'un groupe de discussion QQ par deux lycéens de moins de 17 ans. Ce groupe n'est constitué que par des gens dont la langue maternelle est le cantonais, majoritairement originaires de la Province du Guangdong. Dans cette partie, à travers l'exemple de Lingliai, j'essaierai de comprendre la formation et l'évolution des micro-groupes en ligne à l'œuvre dans les dynamiques sociales à Canton, où la réforme sociale, démarrée en 2010, a transformé des groupes sociaux et des ONG, légales ou illégales, en agences des services publics et en symboles de l'ouverture. Il est important aussi d'analyser l'évolution des discours et l'appropriation des idéologies et des modèles par ces groupes, qui, sous un régime autoritaire, cherchent des inspirations en ligne et dans des expériences de Hong Kong et de Taiwan. En étudiant la manière dont leurs membres sont engagés, nous observerons au niveau microscopique la construction d'une culture et d'une identité à partir d'une langue partagée. Ce processus se situe au-delà des frontières géopolitiques et se déroule principalement sur Internet qui connecte des internautes intéressés du monde entier. L'idée est aussi de comprendre dans l'ensemble de cette partie comment les nouveaux phénomènes du monde numérique interviennent pour engendrer des dynamiques sociales et contribuent à leur développement ou à leur disparition, selon le contexte politique, économique et social.

Je commencerai cette partie en analysant l'émergence des mouvements pour la préservation du patrimoine à Hong Kong et à Canton. Ensuite, j'aborderai la question de la production d'une culture partagée et d'une identité commune à travers la langue

cantonaise en examinant la naissance et l'évolution du forum de l'Association de cantonais (*Cantonese Association 粵語協會/粤语协会*)[293] et les dynamiques sociales diverses centrées sur la culture cantonaise à Canton. La fin de cette partie cible le mouvement de défense du cantonais, le groupe Lingliai, ainsi que le rôle d'Internet dans le mouvement et dans l'engagement collectif et individuel des membres du groupe Lingliai.

De la préservation des quais à celle du patrimoine

En raison de la proximité géographique entre Canton et Hong Kong, de la langue cantonaise commune et du faible écart de temps qui sépare les mouvements sociaux à Hong Kong et à Canton pour la cause de la préservation du patrimoine matériel et immatériel cantonais, je décrirai d'abord d'une manière chronologique ces mouvements à Hong Kong, leur évolution et leur dérive, avant d'aborder le cas de Canton dans lequel nous observons une intervention discrète et omniprésente des groupes de Hong Kong, sur Internet et dans des activités sociales et culturelles.

Le mouvement pour la préservation du patrimoine à Hong Kong commence en 2004 par l'opposition à la démolition du *Lee Tung Street* (*利東街/利东街*) de Wanchai. Il est suivi par le mouvement de défense du *Star Ferry Pier* en 2006 et celle du *Queen's Pier* en 2007[294] contre leur démolition, organisé initialement par le groupe *Local Actions*. Le mouvement de 2006 est considéré par des observateurs locaux comme le début des mouvements pour « la préservation de la culture locale/du patrimoine » (*bentu wenhua baoyu 本土文化保育,* ou *bentu baoyu 本土保育*) à Hong Kong et « des nouveaux mouvements sociaux locaux », qui font référence aux nouveaux mouvements sociaux des années 1960-1970. Certains argumentent que les revendications de ces jeunes Hongkongais sont des causes « postmatérialistes[295] » ; d'autres les caractérisent par l'efficacité de la mobilisation et de l'organisation des mouvements ainsi que par leur

[293] Voir le site http://bbs.cantonese.asia.

[294] La démolition de ces deux appontements fait partie du programme de remblaiement du gouvernement de Hong Kong intitulé *Central and Wanchai Reclamation* démarré en 1993. Un mouvement pour la protection de *Victoria Harbor* est organisé initialement par une ONG de Hong Kong (*Harbor Protection*) fondée en 1995. Cette ONG vise à lutter contre tous les programmes de remblaiement du gouvernement de Hong Kong afin de protéger le port.

[295]Choy Chi-keung Ivan, voir https://groups.google.com/forum/#!msg/yotu/Zc4QiKozay0/CspSIVV9j2AJ, consulté le 20 juin 2013.

impact politique et social inattendu grâce aux nouvelles modalités de communication, d'organisation et de lutte sur Internet[296]. Dans ce mouvement, le quai en tant que lieu se voit attribuer par les jeunes activistes un sens d'appartenance, d'identité hongkongaise et de « mémoire collective » (*jiti huiyi 集體回憶/集体回忆*). Ils reviennent sur l'histoire de Hong Kong et rappellent les mouvements et les émeutes à Hong Kong dans les années 1960-1970, en particulier l'émeute de 1966 suite à la grève de la faim de So Sau Chung (蘇守忠/苏守忠) à l'appontement *Star Ferry Pier* contre l'augmentation du prix du *Star Ferry*. Cet appontement est devenu dans le discours de ces jeunes, un lieu symbolique de la lutte, tandis que *Queen's Pier*, l'appontement royal de la Reine d'Angleterre, devient un lieu porteur d'histoire, un lieu de mémoire collective pour les habitants de Hong Kong. L'occupation de ces deux lieux n'a pu les protéger de la démolition mais a éveillé des résonances fortes dans le monde hongkongais. « La mémoire collective » et « la valeur sociale » (*shehui jiazhi 社會價值/社会价值*) des bâtiments sont incluses dans la politique de protection des monuments par le gouvernement de Donald Tsang Yam-kuen comme des critères importants d'évaluation des sites historiques, des références essentielles dans les programmes de réhabilitation ou de démolition de bâtiments. Ces jeunes activistes, très engagés, restent dynamiques et organisent la défense des villages au nord de Hong Kong contre le programme de construction des lignes TGV qui doivent relier Hong Kong et Shenzhen. Avec d'autres organisations, ils ont formé une alliance pour la justice de la terre (*Land Justice League*) et se portent candidats dans les élections du *District Counsil of Hong Kong* avec pour programme la protection de l'environnement et la lutte contre le monopole et la manipulation des entreprises immobilières. L'un de ses organisateurs principaux compare la prise de conscience de l'identité locale (*bentu yishi 本土意識/本土意识*) dans les années 1970, suite à des droits acquis par Hong Kong et à son essor économique, à une reconnaissance du capitalisme ; tandis que leurs mouvements de préservation du patrimoine sont « une critique du capitalisme dont le modèle de développement économique détruit la culture, l'histoire, les monuments, les communautés[297], etc. », surtout après la crise économique en Asie du Sud-Est en 1997,

[296] Voir http://www.ln.edu.hk/mcsln/9th_issue/criticism_01.shtml, consulté le 20 juin 2013.

[297] Au sens anglophone de *community* (*社區/社区*). Voir Ip Iam-chong 葉蔭聰, « Hong Kong xin bentu lunsu de ziwo pipan yishi 香港新本土論述的自我批判意識 », *思想 REFLEXION*, n° 19, « Hong Kong :

la tension économique et sociale due à la grippe aviaire depuis 1997 et l'épidémie de SARS de 2003.

Depuis 2003, l'État chinois a mis en place une politique de visite des individus à titre personnel à Hong Kong et Macao[298] qui permet à des millions des touristes de s'y rendre assez librement. Cette ouverture est considérée comme l'une des politiques chinoises visant à relancer l'économie de Hong Kong et de Macao, ravagée par la crise de 1997. Cette politique consiste aussi à délocaliser ce qui reste de l'industrie de production de Hong Kong vers la Chine continentale où le prix de la main-d'œuvre est beaucoup plus bas, et à restructurer l'économie de Hong Kong qui se partage désormais entre la finance, la consommation et l'industrie touristique. Cette politique a pour conséquence que les échanges accélérés entre la Chine continentale et Hong Kong sont vus comme un des catalyseurs importants du mouvement identitaire qui est passé de la défense du patrimoine, porteur de la mémoire collective et opposé au modèle de développement adopté par le gouvernement de Hong Kong, à la défense d'une identité hongkongaise, contre le pouvoir politique de la Chine et la sinisation de Hong Kong en matière de politique, de langue et d'économie. Certains propos d'extrême droite s'en prennent aux Chinois du continent qui parlent mandarin, les traitent de barbares du Nord et les rendent responsables de l'aggravation des problèmes sociaux et de l'inégalité croissante dans la répartition des richesses à Hong Kong[299].

Donnons ici plusieurs exemples. En 2011, une dizaine de jeunes internautes de Hong Kong, actifs sur un forum informatique local (HK Golden Forum), ont créé une organisation en ligne intitulée *Hong Kong Nativism Power*. Ils y proposent la prise de parole des Hongkongais, la défense de la culture locale et des intérêts de Hong Kong, et luttent contre « le lavage culturel » du pouvoir communiste de la Chine. Après leur participation à la manifestation contre le projet budgétaire de distribution de 6 000 HK dollars à de « nouveaux immigrants » installés à Hong Kong depuis moins de 7 ans, ils

---

jiezhi yu huigui 香港：解殖與回歸 », voir http://blog.sina.com.cn/s/blog_a6a4604e01016ulq.html, consulté le 20 juin 2013.

[298] Auparavant, les Chinois du continent ne pouvaient se rendre à Hong Kong ou à Macao que munis d'un visa business ou en voyage organisé.

[299] Par exemple, l'augmentation du prix de l'immobilier, la baisse du pouvoir d'achat, et une population de plus en plus dense. À leurs yeux, l'arrivée des touristes chinois aggrave l'injustice dans la répartition des richesses.

ont vu affluer plus de 80 000 personnes[300] sur leur page Facebook. La tension entre les habitants de Hong Kong et la Chine continentale ne cesse d'augmenter, surtout après l'ouverture de la frontière de Hong Kong aux touristes chinois continentaux depuis 2003. Le droit du sol appliqué à Hong Kong attire de plus en plus de couples chinois : les femmes viennent pour y accoucher afin d'échapper à la politique de l'enfant unique et rêver d'un avenir « plus libre » avec une meilleure éducation à Hong Kong pour leurs enfants. Cela a provoqué un mécontentement chez les habitants de Hong Kong qui accusent ces parents d'être des « acridiens » (*huang chong 蝗蟲/蝗虫*) et d'encombrer les hôpitaux et d'autres services publics à Hong Kong. Du côté des internautes chinois continentaux, on évoque l'argent apporté et on rappelle les « aides » que le gouvernement chinois a octroyées à Hong Kong durant les crises. Ils reprochent aux Hongkongais leur sentiment de supériorité et soulignent la fragilité de leur prospérité qui dépend de la Chine continentale. Un professeur de l'Université de Pékin, dans une émission vidéo en ligne, a traité une partie des Hongkongais de « chiens ».

Le dernier exemple est la manifestation contre l'imposition d'un cursus d'éducation morale et civique (*guomin jiaoyu 國民教育/国民教育*) par de jeunes écoliers en grève de la faim devant le gouvernement de Hong Kong en 2012. Ils reprochaient au manuel de ce cursus d'être un outil du « lavage de cerveau du parti communiste », selon leur expression, et critiquaient son nationalisme ainsi que l'absence de toute allusion à des événements historiques politiquement sensibles pour le gouvernement chinois, tels la manifestation de 1989 à Tiananmen. Ce combat de trois mois a mobilisé les jeunes activistes évoqués ci-dessus ainsi que de jeunes Hongkongais vivant à l'étranger qui sont descendus dans la rue en Angleterre, au Canada et aux États-Unis, signent des pétitions sur Internet *on line* et manifestent leur soutien sur des pages Facebook, Twitter, divers forums de discussion, en postant des commentaires et des photos de leurs manifestations. Plus de 90 000 personnes à Hong Kong se sont mobilisées pour défendre l'avenir de leurs enfants et l'autonomie de Hong Kong. Cette dernière, aux yeux des gens de Hong Kong, est de plus en plus menacée par l'infiltration du « Parti communiste chinois » (*zhonggong 中共/中共*) et toutes ses tentatives de récupération du pouvoir à Hong Kong. Pour ces activistes, il s'agit maintenant de renverser le

[300] Ils ne comptaient pas plus de 100 personnes dans leur groupe Facebook avant la manifestation de 6 mars 2011.

gouvernement de Leung Chun Ying, chef de l'exécutif de Hong Kong, et d'obtenir le suffrage universel. Leung, personnage controversé et compromis dans des scandales (corruption, abus de pouvoir et pro-Pékin), est vu comme une marionnette du « pouvoir communiste de Pékin », et donc son pouvoir est à renverser. Suite à ces mouvements sur Internet, nous pouvons lire sur des forums de discussion, des sites personnels, des blogs ou des commentaires postés sur Twitter, des propos appelant à « la dé-*mainlandisation* » (*qu dalu hua 去大陸化/去大陆化*), à la « dé-sinisation » (*qu zhongguo hua 去中國化/去中国化*), à « l'indépendance de Hong Kong » (*duli Hong Kong 獨立香港/独立香港*), voire à « l'anti-colonisation de la Chine » (*fan zhongguo zhimin 反中國殖民/反中国殖民*). Dans ce mouvement, la production de l'identité hongkongaise est à la fois politique et économique. Face à l'aggravation des problèmes sociaux et à la plongée dans la crise économique, Hong Kong perd peu à peu son rôle de fenêtre d'ouverture pour la Chine, rattrapé par des métropoles chinoises telles que Shanghai. La zone économique du delta de la rivière des Perles, qui doit sa croissance économique à l'exportation et à une production au coût minimum, a été frappée de plein fouet par la crise de 2008 dont l'impact sur Hong Kong est très fort. Au niveau politique, après les quinze ans de son retour à la Chine, le gouvernement de Hong Kong est de plus en plus contesté par les habitants, qui critiquent ce gouvernement de plus en plus pro-Pékin et qui voient dans la désignation par Pékin du chef de leur gouvernement une manipulation « dans la boîte noire » (*heixiang caozuo 黑箱操作*). Toujours perçu comme un modèle économique, social et démocratique, comme un exemple avancé du monde libre, tant par des cadres du parti que par les gens ordinaires, Hong Kong cherche aussi dans ses mouvements identitaires son autonomie politique.

A Canton, la mise en avant d'une « culture locale » (*bentu wenhua 本土文化*) et du patrimoine cantonais commence avec la lutte contre la démolition du quai de Tianzi (*天字码头*) en 2008, comme dans le schéma de Hong Kong. Cette démolition n'est que l'une parmi des dizaines d'autres dans un contexte où l'accélération de l'urbanisation, l'augmentation du prix de l'immobilier et la brusquerie des travaux entrepris un peu partout pour préparer les Jeux asiatiques à Canton ont amené le gouvernement cantonais à avancer plus vite dans la démolition des vieux quartiers du centre-ville et dans la réquisition des terres des villages de la proche banlieue. La décision de détruire

l'ensemble du quartier d'Ereipio[301] en 2007 avait déjà provoqué le mécontentement de milliers d'habitants. La colère accumulée contre les conditions dans lesquelles s'effectue la démolition – injustice, violence et opacité – explose dans l'affaire de *Tianzi* qui remue et éveille des résonances intenses. Détruire pour développer est critiqué par des internautes comme un moyen de s'enrichir, tant pour les autorités, les cadres que pour les entrepreneurs immobiliers. La corruption, la coalition d'intérêts et « les travaux de face » (*mianzi gongcheng 面子工程*) pour la promotion professionnelle des cadres sont des hypothèses systématiques dans les commentaires des internautes. Des désaccords et l'opposition des habitants se sont fait entendre grâce à l'environnement assez libre de la presse à Canton. De plus, des internautes se sont mobilisés sur des forums pour signer et faire circuler des pétitions contre ces politiques du « tout détruire » : par exemple, sur le forum de discussion du groupe de presse Yangcheng, où se réunissent majoritairement des élèves de collèges et de lycées, ils demandent à chacun de changer son *statut* sur leur QQ, MSN ou autres logiciels de chat en slogan « suivre le destin de l'appontement Tianzi », de l'ajouter dans leur blog, leur site personnel, leur signature de mail et les textes postés en ligne. Tout cela pour « sauver l'appontement Tianzi avec la force de chacun ». Une nouvelle section de discussion sur le forum de Yangchang est consacrée à cette mobilisation et son Webmaster appelle à la transparence et à la participation publique dans les politiques publiques de transformation des vieux quartiers.

Cette pression a poussé la municipalité à proclamer publiquement la réhabilitation au lieu de la démolition de cet appontement vieux de 300 ans, lequel aux yeux de certains universitaires ou encore des activistes culturels locaux constitue un trésor symbolique de l'histoire de Canton. De Tianzi, le public encouragé a porté son attention au quartier Ereipio, aux anciens bâtiments des cadres du Kuo Mingdang du début de XXe siècle, aux villages rasés au sein de la ville de Guangzhou et de sa proche banlieue, etc. Les mobilisations en ligne prennent des formes variées dans la vie sociale et culturelle,

[301] Ereipio est le nom fictif d'un ancien quartier de l'Ouest de Canton. Voir « Mobilisations urbaines », Monique Selim, *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton (Chine)*, l'Harmattan, 2013, p. 157-173. Le programme de la destruction d'Ereipio est très contesté car il s'agit d'une politique de « tout détruire d'abord, avant de lancer des appels d'offre pour le planning urbain », selon le nouveau maire de l'arrondissement où se situe Ereipio. Ce programme concerne une superficie de plus de 110 000 m² et plus de 2 000 foyers qui habitaient dans des *qilou*, bâtiments de la fin du XVIIIe siècle, et des bâtiments à l'architecture inspirée de l'Occident.

appelant à la diversité culturelle (*duoyuan wenhua 多元文化*) et soulignant la nécessité de la conservation des monuments. Des groupes se forment en ligne et organisent des visites guidées, des promenades photographiques à pied ; des découvertes culinaires dans des ruelles ignorées, des recueils d'histoires et de légendes sont postés en ligne. Au quartier Ereipio, persiste dès lors la tension créée par les tiraillements entre la pression publique, l'intervention des micro-groupes sociaux et la force politique et administrative du gouvernement de Canton, avant que ce dernier l'emporte peu à peu et tente de le transformer en quartier touristique où l'on reconstruit de nouveaux bâtiments dits traditionnels.

Dans ces mobilisations, les internautes, les journalistes, les habitants et les universitaires parlaient de « destruction » (*chai hui 拆毁*), de « mort » (*si wang 死亡*), de « disparition » (*xiao shi 消失*), de « protection » (*bao hu 保护*) de ces bâtiments historiques, des monuments et des vestiges, « porteurs de l'histoire et de la culture », avant d'adopter le terme de « mémoire collective[302] » (*jiti jiyi 集体记忆*) comme argument crucial pour marquer leur désaccord avec la politique urbaine. Ou encore, quelque temps après, ils évoquent « la préservation du patrimoine local/de la culture » (*bentu wenhua baoyu 本土文化保育,* ou *wenhua baoyu 文化保育*). Jusqu'alors, dans le « patrimoine » évoqué par les acteurs à Canton, « la langue cantonaise » n'était pas incluse mais principalement les bâtiments historiques. Et ces contestations restaient plutôt au niveau social, économique et administratif, critiquant la précipitation d'un développement qui « abandonne » l'histoire et la tradition, revendiquant donc une meilleure gestion de la ville et de ses monuments, une transparence et une participation du public dans la décision et les politiques publiques concernant la démolition.

[302] Ce terme apparaît à Hong Kong à la fin des années 1990 et est médiatisé suite à son usage dans les contestations par les activistes du groupe *Local Actions 本土行動/本土行动*, qui ont créé les mouvements de défense du *Star Ferry Pieri* en 2006 et du *Queen's Pier* en 2007 à Hong Kong. Des critiques constatent que la médiatisation et la banalisation de ce terme sont une récupération politique tant par les activistes que par les partis politiques hongkongais.

Cantonese Association, la production de l'identité cantonaise et l'émergence d'un marché du patrimoine cantonais

Bien avant la vague médiatisée de l'opposition contre la démolition des vieux quartiers et pour la conservation du patrimoine culturel cantonais, sur Internet, de nombreux groupes de discussion se sont constitués peu à peu sur la base des forums et des groupes de discussion de QQ. Les membres de ces groupes viennent du monde entier, couvrant le Sud de la Chine, l'Asie du Sud-Est, l'Angleterre, le Canada, l'Australie et les États-Unis, et sont réunis par leur intérêt partagé pour la langue cantonaise. Ces sites ou forums de discussions sont principalement rédigés en cantonais et en caractères classiques, et consacrent des sections de discussion à la présentation de l'histoire de la langue cantonaise, la pédagogie des expressions en cours de disparition, la diffusion d'émissions populaires de la radio en cantonais, l'apprentissage des logiciels d'*input* de cantonais, etc. Parmi eux, le site de l'Association de cantonais (*Cantonese Association 粵語協會/粤语协会*[303]) est l'un des premiers forums populaires consacrés à la langue et à la culture cantonaises. Autour de ce forum créé en 2004 se réunissent des milliers de membres dont certains créent ou rejoignent des micro-groupes pour la langue cantonaise et pour sa préservation face à la mise en œuvre de plus en plus sévère de l'imposition du mandarin – langue officielle de la Chine. Si le forum a été créé pour un motif plutôt linguistique, peu après, la participation de ses membres et leur interaction l'ont transformé en arène de débat où on entend divers discours et qui suit l'émergence et l'évolution du mouvement de la culture locale (*本土文化 ben tu wenhua*).

Cantonese Association a été créée par deux jeunes internautes cantonais qui ont réuni plusieurs sites et forums de cantonais sous ce nom pour former « une alliance des organisations de cantonais ». Catégorisés comme des *post-70s* (*70 hou*, *70 后*)[304], Highyun et Loist[305], connus par leur pseudonyme sur Internet, n'avaient pas imaginé le succès de leur site et son amplification lors de sa création. Highyun avoue dans un

[303] Voir le site http://bbs.cantonese.asia

[304] Terme chinois pour désigner ceux qui sont nés dans les années 1970. Partant du même principe, il y a aussi des *post-80s, post-90s, post-00,* pour désigner ceux qui sont nés dans les années 1980, 1990 et 2000.

[305] Ici je me permets d'utiliser les pseudonymes de ces deux fondateurs utilisés dans l'article journalistique où j'ai appris l'histoire de la fondation de cette association. Je ne les ai jamais rencontrés sur le terrain. Voir http://www.ycwb.com.cn/ePaper/ycwb/page/1/2008-10-30/B20/24721225300873624.pdf, consulté le 20 juin 2013.

article de presse qu'il n'avait pas pensé que le site créé pourrait devenir « quelque chose au niveau de la culture locale », c'est-à-dire un enjeu culturel. Il le voyait plutôt comme sa réaction directe sur la transformation de la langue et le dépérissement du cantonais face à l'imposition de l'usage du mandarin dans l'éducation nationale. Une grande partie de ses membres internautes partage son inquiétude et son angoisse devant la disparition de leur langue maternelle. Face à certains « jeunes en colère » (*fenqing* 愤青) radicaux, Highyun insiste sur le principe du « respect mutuel » tout en laissant un espace assez libre d'expression sur son site. Sa tolérance à l'égard des discours divers et radicaux sur le forum est pour lui la preuve d'une société de diversité (*duoyuan shehui* 多元社会) et d'une diversité culturelle, tant cherchées par lui-même. La culture locale est à ses yeux un élément principal de cette diversité culturelle et il voit l'essentiel de cette culture locale cantonaise dans des domaines plutôt traditionnels : « Il faut chercher l'âme de la culture locale dans le vocabulaire cantonais, les proverbes, la tradition, l'architecture, la coutume, au lieu de ne prendre que son apparence et des morceaux de culture locale à la mode, tels que les nouveaux argots populaires, des films, des chansons, des pièces de théâtre, des vêtements voire des jouets, comme le font beaucoup de jeunes. »

La présentation de cette association en ligne est un révélateur du discours de son fondateur : le cantonais comme « âme » (*linghun* 灵魂) de la culture cantonaise. Cette présentation commence par une citation du rapport de l'Unesco intitulé « l'Atlas des langues en danger de disparition dans le monde » et vise à mettre l'accent sur l'importance des langues dont la disparition fait « perdre une partie irremplaçable des connaissances de l'être humain[306] ». Après cette référence aux normes internationales, un témoignage est mis en avant pour souligner une émotion angoissante largement partagée face à « la vague de promotion du mandarin » et à la simplification de la prononciation du cantonais[307]. L'ensemble de cette présentation est centré sur la

[306] Phrase traduite du chinois en français directement à partir du texte de l'Association de cantonais. Voir http://www.cantonese.asia/viewnews-231.html, consulté le 20 juin 2013.

[307] Ce phénomène est nommé 懒音 *laan jam*, qui signifie prononciation paresseuse (*lazy sound*). Il s'agit d'une prononciation simplifiée, en avalant des syllabes, ou en combinant des prononciations similaires. Par exemple, certains fusionnent « n » et « l » en prononçant 男 *naam* (homme) comme 藍 *laam* (bleu). Depuis les années 1980, à Hong Kong un mouvement contre cette simplification et la fusion de la prononciation du cantonais en appelle à « une prononciation propre au cantonais » : 粵語正音運動 *jyut jyu zeng jam wan dung*. Une des figures importantes de ce mouvement est Richard Ho Man Wui, qui

promotion de la langue et de la culture cantonaises et cherche à encadrer et limiter les activités de ce forum au niveau linguistique et culturel, conscient des risques entraînés par des débats politiques liés à la langue et à la division administrative et géopolitique. Ainsi elle conclut en appelant à la construction d'un environnement « harmonieux et stable » par les amis qui aiment le cantonais.

Eviter le politique semble une stratégie largement partagée et pratiquée parmi les acteurs que j'ai rencontrés sur le terrain. Pour eux, il s'agit davantage de protéger et sauvegarder le peu d'espace dont ils disposent, en évitant tous ceux qui sont jugés sensibles et risqués. Par rapport à d'autres thèmes – tels que les droits des travailleurs migrants, des homosexuels, des séropositifs condamnés par la transfusion sanguine ou encore des travailleurs sexuels – le domaine linguistique et culturel dans les régions de Han, ethnie majeure de la Chine, rencontre plutôt au niveau local des soutiens administratifs et politiques que la répression, tant qu'on ne touche pas le sujet de l'indépendance régionale : en particulier dans un contexte politique où le patrimoine matériel et immatériel est devenu un levier crucial de la croissance économique et du développement touristique local depuis plus de dix ans en Chine.

Le retour à la tradition n'est pas seulement un rejet par la population d'une accélération de la vie moderne mais aussi pour les autorités locales et nationales un outil de label international à saisir pour élargir le mode de développement par la production vers la consommation. Sur le marché culturel à Canton, on observe en même temps que la création du site *Cantonese Association* une multiplication des idoles et symboles culturels locaux. Voici quelques exemples. En 2002, une bande dessinée consacrée à la découverte de la vie quotidienne à Canton est sortie, annonçant le début d'un marché culturel florissant à Canton. En 2005, trois chansons en cantonais, écrites et chantées par deux Cantonais, ont circulé en ligne et, considérées comme la nouvelle vague des chansons cantonaises, ont reçu un grand écho. Ces chansons sont sorties peu après dans un album regroupant dix chansons du même style sur Canton, mélange de folk cantonais, d'opéra de Canton, R&B, rap, etc. Cette fusion « orientale, locale et

---

insiste sur une prononciation « authentique », standardisée selon un dictionnaire datant de la dynastie des Song (Xe-XIIIe siècles). D'autres critiquent ces critères d'authenticité, comme la prononciation de virus (*病毒音 beng duk jam*), qui ignorent l'évolution de la société pendant plus de huit siècles. Ce débat se poursuit jusqu'à maintenant, beaucoup en ligne et chez les jeunes générations. Il est aussi l'un des sujets de débat principaux du forum de l'Association du cantonais.

occidentale » a beaucoup plu aux jeunes Cantonais qui resssentent une grande nostalgie de la tradition cantonaise ; en même temps elle a déplu à d'autres habitants cantonais qui prêchent l'authenticité de la tradition et refusent « la tradition déguisée » telle qu'elle se présente dans ces chansons. Pour répondre à ce besoin émergent, un grand site chinois a édité plusieurs pages et créé un forum de discussion consacré à « la recherche de la culture du Guangzhou perdue ». Des internautes, dits *fans*, fascinés par ces chansons qui « les ramènent à leur enfance », ont créé à leurs frais un forum de discussion qui prend le même nom que l'album : « Enchanter Canton » (*changhao guangzhou 唱好广州*[308]). Ils se réunissent aussi dans des groupes de QQ consacrés à la culture de Canton et organisent des activités diverses, telles que le concours de photos de Canton, le concours de chansons de Canton et des promenades gastronomiques dans les vieux quartiers cantonais. Décrit par des journalistes locaux comme « un mouvement pour *chanter Guangzhou* », mis en ligne, il a un impact fort sur le marché culturel local et suscite de plus en plus l'adhésion chez des jeunes qui tiennent à se joindre à cette vague de création culturelle afin de « faire des choses pour la culture de Canton qu'on est en train de perdre ».

Suivant ce boom des produits culturels locaux, rapidement, des bandes dessinées, des théâtres, des vidéos musicales rejoignent la vague de la culture locale d'une manière intensive en 2008. C'est cette même année qu'un autre site, consacré aux événements locaux, est créé et ouvre une plateforme de plus à l'auto-organisation des activités par des internautes locaux. Ce site, nommé GZ106, est pour ses deux fondateurs, jeunes lycéens nés en 1991, un hommage au quartier Ereipio dont la prononciation en cantonais ressemble au chiffre 106. Ils se sont rencontrés sur des forums de discussion de Canton il y a plusieurs années et restent assez proches d'un petit groupe d'internautes qui ont comme eux, l'idée de « faire quelque chose de concret » tel que « garder la mémoire de Canton à travers les témoignages d'habitants de Canton », ce qui les a poussés à la création de ce site, pour eux plus utile que des petits groupes d'internautes locaux, souvent peu structurés et qui ne permettent pas d'élargir la circulation des informations ni la promotion de la « culture locale ».

[308] Ce forum a été fermé en 2010 et a rejoint un grand forum de discussion local pour des raisons financières. Voir http://fxgo.cc/read-htm-tid-4007.html, consulté le 20 juin 2013.

Les membres de la *Cantonese Association* sont aussi présents dans l'exploration du patrimoine cantonais grâce à de nouvelles technologies. En 2006, quelques-uns de ses membres, dont un Hongkongais, ont créé en cantonais un clavier virtuel pour ordinateur ainsi qu'un manuel expliquant comment taper des mots et des expressions en cantonais *via* d'autres méthodes d'input en mandarin. Ce document et ce logiciel réussis ont attiré l'attention et cette association est vite apparue dans la presse locale après un premier reportage fait par des journalistes à Hong Kong en 2006[309]. Dans le domaine musical, ils ont ainsi sorti un album de chansons cantonaises populaires de Hong Kong, réinterprétées avec de nouvelles paroles sur Canton. Par ailleurs, plusieurs activités de correction des mots en cantonais ont été organisées avec succès et médiatisées dans la presse locale. Les membres de cette association publient une chronique linguistique et culturelle en cantonais dans l'un des plus grands journaux locaux, présentant des anecdotes, des expressions cantonaises, des discussions en cantonais recueillies dans la rue, etc. Leur grand succès médiatique et social a amené les fondateurs à demander leur enregistrement officiel en tant qu'organisation auprès du Bureau des affaires civiles de Canton en 2007, demande restée sans suite. Peu après, devant le durcissement politique du contrôle sur Internet de Hu Jintao en 2007, sa réussite a fait de ce site la cible de la purification de l'environnement culturel sur la Toile et il a dû déplacer son serveur à Hong Kong après plusieurs mois de fermeture en 2008.

Cette fermeture a suscité des réactions fortes sur Internet car elle apparaissait comme une censure politique des textes postés sur ce forum, trop peu « tolérables » pour les autorités chinoises, bien que l'Association ait affirmé que ce n'était qu'un problème de procédure administrative et un manque de ressources financières[310]. Étant donné que ses membres internautes viennent du monde entier sur des forums de discussion des communautés chinoises et/ou cantonaises, cette fermeture a rencontré un grand écho. Les uns regrettaient la tolérance des modérateurs à l'égard des propos radicaux, d'autres

[309] Voir les rapports d'activité de la *Cantonese Association* de l'année 2006 et de 20007 sur https://bbs.cantonese.asia:2012/thread-4650-1-2.html, et https://bbs.cantonese.asia:2012/thread-9388-1-1.html, consultés le 2 juillet 2013.

[310] Selon les règlements de la gestion des forums de discussion en Chine continentale, il faut un capital d'enregistrement d'un million de yuans ainsi qu'un enregistrement des informations personnelles de tous les webmasters et des fondateurs du forum. Le forum de l'Association du cantonais n'avait ni la somme demandée ni obtempéré à l'enregistrement des informations personnelles imposées, et a été fermé le 26 janvier 2008.

contestaient les modes de contrôle de l'État chinois sous prétexte d'harmonie sociale[311], ou encore plus radicalement une stratégie visant à « réprimer la culture du Guangdong, éliminer la fierté culturelle de Hong Kong et ainsi détruire le cantonais avec le mandarin [312] ». A la réouverture du site, les fondateurs ont posté une annonce sur des forums de discussion déclarant sa renaissance en expliquant leur adaptation à des règlements hongkongais, plus difficiles en matière de droits des logiciels et de coûts financiers mais moins rigoureux que ceux de la Chine. Cette annonce réaffirme que le déplacement du serveur n'est qu'un détournement face à des règlements chinois qu'ils ne sont pas en mesure de respecter (tels que le capital demandé), refuse les raisons politiques, clarifiant des rumeurs qui prenaient la position politique de certains membres internautes comme celle de ce forum et interdisant donc systématiquement des textes postés « politiquement sensibles » qui risqueraient encore de le mettre en danger. D'une manière discrète, cette annonce critique aussi certains internautes dits « indépendantistes de la région cantonaise » (*yuedu* 粵独), leurs actes et leurs propos irresponsables et postés en ligne, en les questionnant sur leurs contributions au développement du cantonais et du Guangdong. Indignés de ce que ce forum avait subi, les fondateurs et webmasters sont déterminés et clairs sur leurs activités « purement culturelles du cantonais » afin d'écarter des risques potentiels. Ce déplacement du serveur a entraîné des problèmes de connexion pour les internautes chinois résidant en Chine continentale qui subissent en permanence des censures en ligne. Les visites des internautes sur ce forum auparavant très fréquenté ont beaucoup baissé, laissant décliner cette base d'émergence d'une identité régionale et d'un marché patrimonial cantonais. Le morcellement des membres de ce forum suite à ce changement a entraîné la formation de petits groupes sur divers forums de discussion, groupes de discussion de QQ existants, groupes de *Douban*, etc. Beaucoup se sont retrouvés en 2009 sur Weibo dans des groupes thématiques consacrés à la culture cantonaise, à la langue cantonaise, aux vieux quartiers cantonais, et constituent dans le mouvement de défense du cantonais en 2010 une force importante, convergeant en ligne avec de jeunes artistes et activistes du marché patrimonial cantonais déjà évoqués.

[311] Voir http://www.cantonese.sheik.co.uk/phorum/read.php?4,77257,77297, consulté le 3 juillet 2013.
[312] Voir le commentaire de *Holder*, un des internautes *de Cantonese Association* : http://www.cantonese.sheik.co.uk/phorum/read.php?4,77257,page=2, consulté le 3 juillet 2013.

Le mouvement pour la défense du cantonais : une mobilisation du Guangdong et de Hong Kong

Le mouvement pour la défense du cantonais en 2010 à Canton porte plusieurs noms chinois dans la presse et chez les acteurs sociaux et les observateurs académiques : « *caang jyut jyu 撑粤语* » qui vient du cantonais est sans doute le terme le plus utilisé par les Cantonais. Il signifie littéralement « soutenir le cantonais ». Si ce terme met en avant la notion de soutien, qui suppose un appui, les deux autres termes chinois impliquent la notion de défense, qui suppose un combat pour protéger le cantonais en danger. Ces deux derniers, en mandarin, sont les plus diffusés dans la presse : « *bao hu yue yu 保护粤语* » est pour la protection du cantonais, et « *bao wei yue yu 保卫粤语* » signifie la défense du cantonais. Sur la Toile, un petit nombre d'internautes plus pessimistes et craignant la disparition de cette langue, en appellent à un mouvement pour « sauver le cantonais de la mort » (*yue yu jiu wang yun dong 粤语救亡运动*). Le vocabulaire utilisé montre l'ampleur multidimensionnelle de ce mouvement de soutien à la population qui s'oppose à une politique publique, combat contre « l'envahissement du mandarin », vu comme responsable du déclin du cantonais. Le dépassement de l'aspect linguistique va s'effectuer rapidement et déboucher sur la construction d'une culture et d'une langue partagées entre la région de Canton et Hong Kong, les expériences de mouvements sociaux de ce dernier étant vues comme des modèles d'une société avancée par la jeune génération cantonaise.

Avant ce mouvement, face à la diminution de l'usage du cantonais dans les services et dans l'espace publics, les Cantonais regrettaient l'imposition de l'usage du mandarin à l'école et sur les chaînes de radio et de télévision, et voulaient « un mouvement pour sauver la culture *lingnan*[313] ». Ces inquiétudes linguistiques et culturelles ont explosé à la veille des Jeux asiatiques, dans un moment où « l'harmonie sociale » était le plus souhaitée par les autorités locales et régionales car il ne fallait pas perdre la face devant des participants étrangers ni le contrôle sur le peuple. Cependant, les travaux d'infrastructure et de rénovation pour simplement décorer « la face » des bâtiments

[313] *Lingnan 岭南*, terme chinois qui désigne la région au sud de cinq montagnes à la frontière parmi les provinces du Guangdong, Guangxi, Jiangxi et Hunan. Voir l'article de Liang Wendao, journaliste et intellectuel connu en Chine : http://www.commentshk.com/2009/07/blog-post_2019.html, consulté le 3 juillet 2013.

d'une manière uniforme, intensive et violente avaient exaspéré les habitants de Canton, déjà en colère à propos de la pollution, de la circulation et du système d'égouts. Plusieurs cadres du gouvernement de Canton, dont le maire, se sont donc excusés dans des émissions de télévision, réaffirmant l'image de Canton comme ville d'ouverture. Préoccupées par des problèmes sociaux plus critiques et accrus, les autorités cantonaises n'ont pas vu venir la montée des manifestations et de la mobilisation pour défendre le cantonais, sujet auparavant plutôt positif dans la perspective du marché touristique et patrimonial cantonais. Ainsi des observateurs voient dans ce mouvement de défense linguistique une manifestation de l'insatisfaction de la population cantonaise à travers un thème plus accessible et moins dangereux, ou moins directement politique, que d'autres.

En juin 2010, la Conférence consultative de la ville de Canton a mis en ligne un sondage sur la langue utilisée sur les chaînes de télévision locales (ex. Guangzhou TV). Cheng Yang, journaliste et idole de la culture cantonaise, a posté sur son compte Weibo un appel aux internautes à voter pour garder les émissions en cantonais et défendre la langue cantonaise, parce qu'il voyait dans ce sondage comme un prélude à « l'occupation du cantonais (par le mandarin) » (*yue yu lun xian 粤语沦陷*). Le discours de cette vedette, extrêmement populaire dans la région du Guangdong, a très vite circulé dans les forums de discussion, les groupes de QQ, les sites de réseaux sociaux divers, ainsi que sous forme de textos, et provoqué une protestation générale dans la communauté cantonaise en Chine et à l'étranger. Ce sondage en ligne a montré que plus de 90 % des internautes ne souhaitaient pas remplacer le cantonais par le mandarin dans les émissions de télévision. Le 5 juillet 2010, le vice-président de la Conférence consultative de la ville de Canton a proposé un projet de construction d'un « *environnement soft* » à Canton afin de mieux accueillir les Jeux asiatiques. Ce projet « suggère » (*建议 jianyi*) l'usage du mandarin, à la place du cantonais, pendant les heures consacrées aux actualités (12 h-14 h, 19 h-22 h). Cette proposition de réduction des émissions en cantonais sur les chaînes locales a été interprétée par les Cantonais comme la mise à l'écart de la langue cantonaise, voire son élimination totale. Elle est donc tout de suite critiquée sur Internet par les internautes qui la considèrent comme « une imposition de la suppression des émissions en cantonais », « la promotion du mandarin et l'élimination du cantonais », et qui dénoncent « la langue maternelle en

danger, la culture *lingnan* en danger », ou proclament que « la ville sans dialecte est une honte ». Les chaînes de télévision concernées, avec la presse locale, manifestent aussi leur désapprobation d'une manière assez directe : des articles décrivant les difficultés de la communication en cantonais entre grands parents et petits enfants paraissent la même semaine, pointant du doigt les écoles qui interdisent l'usage du cantonais sur le campus. Des témoignages de « nouveaux Cantonais » affirment que leur apprentissage du cantonais s'est fait en regardant les émissions de télévision et manifestent leur attachement à ces chaînes « minoritaires » et donc « à protéger[314] ».

Une semaine après, un groupe de jeunes internautes organise un rassemblement *flash mob*[315] au Parc du Peuple à côté de la mairie de Canton pour chanter tous ensemble des chansons cantonaises. Postée en ligne le 10 juillet, cette mobilisation a réuni en moins d'une journée plus de 130 jeunes internautes, qui ont chanté à haute voix trois chansons populaires de Hong Kong en cantonais. Une affiche en caractères classiques – *Cantonese Act now, mandarin stops* (*廣府話起錨, 煲冬瓜收皮*)[316] –, qui emprunte le vocabulaire populaire de l'injure en cantonais et le slogan de la réforme politique à Hong Kong proposée par le secrétaire en chef (en 2010) de Hong Kong Donald Tsang Yam-Kuen[317], exprime bien la colère de ces jeunes face à cette proposition politique. Le vice-président de la Conférence consultative de Canton, bien connu pour ses propos – « si 90 % d'internautes ne sont pas d'accord (avec cette proposition), il faut les guider (*yindao 引导*)[318] » –, y est désigné comme l'ennemi public des Cantonais, « le voleur

[314] Voir http://culture.people.com.cn/GB/12176268.html, le 5 juillet 2013.

[315] Inventé à New York en 2003, ce genre de rassemblement des internautes dans un lieu public consiste à effectuer une action convenue à l'avance avant de se disperser rapidement en quelques minutes. L'organisation de ces actions passe par les nouveaux modes de communications en ligne et la plupart des participants ne se connaissent pas entre eux. Il est connu aussi comme « *SmartMobs* » ou « *Mobs* » en anglais, et « foule éclair » en français.

[316] La traduction en anglais sur l'affiche est en effet *Cantonese Act Now, Collect skin*. *Collect skin* soit la traduction mot-à-mot d'un terme injurieux cantonais *sau pei 收皮* qui signifie « arrête », « tais-toi », « va-t'en » ou « tu seras mort» et implique une émotion de colère, d'impatience d'ennui et de menace. Le terme ironique *bou dung gwaa/ bao dong gua 煲冬瓜* aussi utilisé se réfère à la mauvaise prononciation du mot « mandarin » par des Cantonais, en lieu de *putonghua 普通话*, terme officiel pour désigner le mandarin. Voir http://news.ycwb.com/2010-07/12/content_2573345.htm, consulté le 4 juillet 2013.

[317] Il s'agit du slogan « la réforme politique en 2012, *Act Now* », appelant les résidents de Hong Kong à soutenir le nouveau projet de réforme politique lié à l'élection du secrétaire en chef de Hong Kong et à l'élection des membres du Conseil législatif de Hong Kong. Ce projet, qui promeut une réforme « douce » et ouvre la moitié des sièges du Conseil législatif au suffrage universel (et l'autre moitié *via* les circonscriptions fonctionnelles), a été voté et adopté par le Conseil législatif en 2010, malgré les revendications de suffrage universel à ces deux élections.

[318] Voir http://news.ycwb.com/2010-07/08/content_2570710.htm, consulté le 4 juillet 2013.

qui casse le cantonais[319] », la cible de la « recherche de chair humaine » (*renrou sousuo 人肉搜索*) et de toutes sortes de quolibets personnels sur Internet et dans cette manifestation. Dans ce slogan, on écrit son nom à la place de « mandarin », en voulant le « dégager » du Guangdong.

Parmi ces participants, on voyait plusieurs jeunes étudiants ou lycéens, connus parmi les jeunes internautes pour leur engagement actif dans des événements sociaux tels que la protection environnementale, ou encore leur « audace » à exprimer en public leur désaccord avec les politiques publiques locales. Par ailleurs, un homme portant un masque noir avec une croix blanche annonçait la présence des groupes pour la culture locale dans cette mobilisation ; sur son dos était écrit le nom du site *musiccanton*, reprenant en cantonais le nom du groupe musical local que nous avons évoqué plus tôt (*enchanter Guangzhou 唱好广州*). Ces jeunes internautes, habitués du monde numérique et fascinés par les nouvelles technologies, animent des groupes de discussion en ligne depuis plusieurs années, créent leur propre « mode » d'expression en ligne, organisent des activités et des rencontres avec d'autres membres et passent beaucoup de leur temps libre à découvrir le monde *via* la Toile. Avec une bonne maîtrise informatique, ils constituent une force invisible dans la vie sociale et politique. Cette force, à la fois dispersée et solidaire sur Internet, peut du jour au lendemain prendre par surprise les autorités chinoises à différents échelons en intervenant dans la vie sociale et politique, grâce à sa capacité de mobilisation en ligne, sa maîtrise des stratégies de communication dans le monde numérique, sa compétence en recherche des informations et en détournement des censures, à partir d'un cercle et d'un circuit déjà construits avec le temps passé en ligne : en particulier face aux différents échelons du gouvernement chinois qui ne disposent ni d'une bonne compétence informatique, ni d'une stratégie de communication dite « moderne », et qui sont vus comme « archaïques » sur Internet, critiqués souvent par des internautes comme « langues de bois permanentes », ou « comptes de zombies » déjà morts qui ne sont qu'une affiche de leur engagement à la communication avec le peuple sur Internet. Malgré la censure exercée sur Internet, l'incompétence des gouvernements chinois dans la maîtrise de l'opinion publique en

[319] En cantonais et mandarin : *seoi jyut san tau/sui yue shen tou 碎粤神偷*. Ici il s'agit d'un jeu de mot car ce terme a la même prononciation que le titre d'un film de Hong Kong (*seoi jyut san tau/sui yue shen tou 岁月神偷 - Voleur du temps*) qui raconte d'une manière nostalgique l'histoire d'une famille à son installation à Hong Kong à la fin des années 1960.

ligne encourage les internautes chinois à chercher des ouvertures possibles en ligne. La manifestation du 25 juillet 2010 pour la défense du cantonais en est un exemple significatif.

En réponse à la mobilisation en ligne pour protester contre la proposition de la Conférence consultative et afin de défendre la langue cantonaise, plus de 2 000 internautes se sont rassemblés à la sortie d'une station de métro dans un quartier très commercial du centre-ville de Canton à partir de 16 heures de l'après-midi. Malgré la prévention de la police locale qui surveillait et faisait signer aux internautes-activistes une promesse de non-participation à ce rassemblement, des internautes sont arrivés de tous les coins de la ville, dispersés tout de suite dans la foule. Vêtus de Tshirts avec des slogans, ces jeunes de la génération dite post-80s chantaient des chansons cantonaises, criaient en cantonais des slogans de défense du cantonais et postaient simultanément des photos, des vidéos, des commentaires sur Internet en utilisant leurs smartphones. Ces mises à jour enthousiastes encourageaient d'autres internautes qui hésitaient à les rejoindre en raison des risques politiques. Quartier bloqué, forces de l'ordre renforcées, ces jeunes ont essayé de continuer leur manifestation en « se promenant » avant de quitter les lieux peu à peu vers 19 heures[320], les laissant « propres » selon la presse hongkongaise qui était présente. Cette manifestation protestataire, « pacifique et rationnelle », est devenue pour les manifestants eux-mêmes un symbole, celui d'une mise en évidence de « la société civile », de la *non-violent social contention*, et pour des observateurs de « la participation des citoyens », en particulier de ses participants essentiellement jeunes [321]. On interprète aussi cette mobilisation comme une conséquence de l'éducation et de l'influence des modèles de contestation et de participation des citoyens à Hong Kong dont bénéficient les Cantonais grâce à la facilité d'accès aux radios et aux télévisions de Hong Kong. Il est donc logique pour certains participants de voir dans ce mouvement « un début de société civile en Chine[322] » où

[320] Voir le reportage sur : http://www.chinese.rfi.fr/%E4%B8%AD%E5%9B%BD/20100726-%E5%88%B6%E7%85%B2%E5%86%AC%E7%93%9C-%E6%88%91%E5%9C%B0%E6%92%91%E7%B2%A4%E8%AF%AD-%E7%A9%97%E8%A1%97%E5%A4%B4%E5%8D%83%E4%BA%BA%E8%81%9A%E4%BC%9A%E6%8D%8D%E5%8D%AB%E7%B2%A4%E8%AF%AD, consulté le 4 juillet 2013.

[321] Voir le texte posté par un de ces jeunes internautes-participants sur un forum de discussion: http://www.xcar.com.cn/bbs/viewthread.php?tid=12722822&page=1, consulté le 4 juillet 2013.

[322] Cet internaute : « j'espère que cette action marque le début de la société civile de la Chine » (En chinois, *xiwang zheci huodong chengwei zhongguo gongmin shehui de kaiduan 希望这次活动成为中国*

Canton est un exemple et joue un rôle de leader en Chine continentale, comme Hong Kong pour Canton.

Une semaine après, à l'occasion de la fête de l'Armée chinoise le 1er août 2010, cent jours avant les Jeux asiatiques de Canton, deux manifestations étaient prévues par des internautes cantonais et hongkongais. L'idée était de manifester simultanément à Canton au Parc du Peuple et à Hong Kong. Certains Cantonais qui avaient bien compris la sensibilité politique du sujet derrière le silence de la presse locale et régionale après le 25 juillet et à travers la mise en place des forces de l'ordre au Parc du Peuple depuis[323], ont préféré aller manifester à Hong Kong, ce qui réduisait les risques politiques qu'ils allaient prendre. Malgré plusieurs articles parus dans des journaux locaux informant le public d'un malentendu sur la position officielle du gouvernement de Canton qui n'avait pas l'intention d'éliminer le cantonais au profit du mandarin, des centaines d'internautes de différentes tranches d'âge se sont réunies au Parc du Peuple et une centaine à Hong Kong. La police a interdit l'entrée du parc et chassé les participants. Ces derniers, déterminés à exprimer leur colère et leur désaccord, ont marché tout au long de la rue de Pékin, une des rues les plus commerciales et touristiques de Canton, criant des slogans en cantonais appelant à l'usage du cantonais. Les affrontements physiques entre certains participants et des policiers ont conduit à l'arrestation d'une dizaine de personnes et de journalistes hongkongais. Quelques heures après, le gouvernement de Canton publiait un communiqué de presse, rappelant l'illégalité de ce rassemblement et réaffirmant que la « promotion du mandarin et l'élimination du cantonais » n'étaient qu'une rumeur. Cette communication, publiée dans la presse locale, montre d'une manière discrète le non-alignement de celle-ci sur la position du gouvernement local, en prévenant que leur travail est de publier cette position officielle du gouvernement de Canton mais qu'ils ne la partagent pas[324]. Wang Yang, secrétaire du Comité du Parti du Guangdong, a déclaré pour rassurer les Cantonais : « Même moi je suis en train d'apprendre le cantonais, qui

---

公民社会的开端), http://www.xcar.com.cn/bbs/viewthread.php?tid=12722822&page=1, consulté le 4 juillet 2013.

[323] Voir http://www.chinese.rfi.fr/%E4%B8%AD%E5%9B%BD/20100802-%E6%B8%AF%E7%A9%97%E9%80%BE%E5%8D%83%E4%BA%BA%E6%B8%B8%E8%A1%8C%E4%BF%9D%E7%B2%A4%E8%AF%AD%E8%A2%AB%E6%8C%87%E4%B8%BA%E9%9D%9E%E6%B3%95%E9%9B%86%E4%BC%9A, consulté le 4 juillet 2013.

[324] Voir http://www.chinese.rfi.fr/%E4%B8%AD%E5%9B%BD/20100802-%E6%B8%AF%E7%A9%97%E9%80%BE%E5%8D%83%E4%BA%BA%E6%B8%B8%E8%A1%8C%E4%BF%9D%E7%B2%A4%E8%AF%AD%E8%A2%AB%E6%8C%87%E4%B8%BA%E9%9D%9E%E6%B3%95%E9%9B%86%E4%BC%9A, consulté le 4 juillet 2013.

oserait l'éliminer ? » Son soutien au cantonais n'a pas été bien accepté par les internautes cantonais qui l'ont vu comme un « *show* politique » et qui l'ont interprété comme une réaction d'inquiétude pour sa carrière politique et sa promotion au XVIIIe Congrès du Parti où devait se décider le choix des nouveaux dirigeants de la Chine. Or, dans une période où Bo Xilai dirigeait encore Chongqing et où la concurrence entre le modèle de Chongqing et celui de Canton était un enjeu politique de plus en plus médiatisé, la Province du Guangdong ne connaissait que des mouvements « non harmonieux », tels que les vagues de suicides à Foxconn et des grèves d'ouvriers dans l'industrie automobile dont les usines Honda[325]. Sans parler de ces mouvements de défense du cantonais à la veille des Jeux asiatiques, supposés être un atout politique supplémentaire pour Wang Yang du modèle de Guangdong contre Bo de Chongqing.

Alors qu'au départ le *flash mobs* des chants cantonais avait été perçu par les pouvoirs politiques locaux comme la continuation ou une extension des actions sociales sur la culture locale et que la manifestation du 25 juillet à Canton n'était pas encore considérée comme un « rassemblement illégal », la manifestation du 1er août à Canton et à Hong Kong a totalement changé la nature de tous ces mouvements de protection du cantonais et de la culture locale. Le Parc du Peuple, proche du gouvernement de Canton, où tant de manifestations ont eu lieu, est devenu un lieu politiquement sensible, interdit à toutes les formes de rencontres entre plusieurs personnes malgré sa localisation au sein d'un quartier hypercommercial et touristique, comme s'il était devenu le Tiananmen de Canton. Ce tournant qui passe du social au politique est probablement la raison pour laquelle personne n'évoque ni dans la presse ni dans les entretiens réalisés le(s) nom(s) de(s) organisateur(s) qui initialement a (ont) posté en ligne cet appel à la manifestation du 25 juillet, en particulier après l'arrestation de la personne qui avait organisé illégalement le rassemblement sur Internet et diffusé de fausses informations en ligne. Il en va différemment au contraire du cas de l'organisatrice du *flash mobs*, co-fondatrice d'un des groupes pour la défense des vieux quartiers à Canton, traçable sur Google avec son pseudonyme en ligne et le nom de son groupe des vieux quartiers indiqués clairement dans des articles de presse sur ce *flash mobs*.

[325] Cette vague des grèves d'ouvriers a finalement poussé la Chine à augmenter le salaire minimum et améliorer la situation de travail des ouvriers.

Avant les manifestations de ces deux dimanches (25 juillet et 1er août 2010), la presse locale et régionale du Guangdong jouait un rôle important dans la fermentation de ces mouvements. Des débats et des reportages sortaient tous les jours, occupant une place importante dans la vie quotidienne des habitants qui étaient énormément dérangés par les travaux de préparation des Jeux asiatiques. Un journal avait même publié sur deux pages, le 22 juillet, un article très répandu sur Internet, écrit par Alon, activiste actif que nous avons rencontré dans la partie précédente, portant sur le mouvement anti-incinération à Panyu. Cet article, intitulé « Guangzhou, ville de la vitesse » (*sudu zhi cheng 速度之城*) appelle au ralentissement des travaux à Guangzhou, travaux qui en développant le corps (de la ville) en oubliaient « son âme ». Cet article, rempli d'émotion et de nostalgie, regrette les conséquences d'un développement trop rapide, écrasant et irresponsable au niveau environnemental, linguistique et culturel. Pour l'auteur, ce sont des blessures qui nécessitent une pause et l'écoute des critiques de la population. L'écho provoqué sur Internet et dans la presse fut si grand que le maire de Canton avait promis de recevoir l'auteur pour entendre la voix du peuple. Jusqu'alors donc, les débats autour de la protection du cantonais, les contestations et les critiques de la population en général sur Internet et dans la presse, et l'attitude ouverte et accueillante de la part des autorités face à ces mécontentements, tout semblait refléter une interaction positive entre la population et le gouvernement local, renforçant l'image de l'ouverture de ce dernier, avant que tout ne bascule lors de ces deux manifestations de masse.

Au niveau national, la presse a également réagi sur ce mouvement. Quelques jours avant la manifestation du 25 juillet, en réaction à la polémique autour du cantonais à Canton, le *Quotidien du peuple* publiait une rubrique consacrée entièrement au thème des langues en usage dans les métropoles chinoises. Pendant plusieurs jours, cette rubrique a présenté les débats soulevés par la question des rapports entre le mandarin, langue officielle de la Chine, et les dialectes locaux, en particulier à Shanghai et à Canton, et proposé une réflexion sur le sujet en insistant, dans le contexte de l'accélération de l'urbanisation, de la mobilité interne en Chine et du tournant des modèles de développement, sur la nécessité de populariser une langue officielle tout en préservant la diversité culturelle et linguistique des régions. Elle s'alignait ainsi sur les propos du gouvernement de Canton en argumentant que l'antagonisme systématique entre le

mandarin et les dialectes n'était qu'un faux débat et une « bataille inventée » (*xugou de zhandou 虚构的战斗*)[326] : la coexistence de plusieurs langues est un avantage et la tolérance et le respect comptent pour le développement d'une ville au lieu de lui nuire. Hong Kong, où plusieurs langues coexistent, en constitue un parfait exemple selon le propos du journal [327]. Cette rubrique a ouvert le débat au niveau national et des journaux d'autres régions de la Chine y ont participé vivement avec des positions différentes[328]. Cette rubrique a disparu après la première manifestation (25 juillet). Le lendemain de cette manifestation, l'Agence Xinhua publiait un article insistant sur la nécessité de la tolérance et du respect de la diversité culturelle dans les grandes villes malgré l'urbanisation galopante et la mobilité accélérée des habitants. Alors que le gouvernement de Canton qualifie la deuxième manifestation à Canton d'« événement illégal troublant l'ordre public », l'Agence Xinhua, la décrit comme « une activité consacrée à la défense du cantonais qui rassemble des gens au Parc[329] ». Activistes et internautes ont vite remarqué les différences entre ces deux attitudes et, prenant note des rapports entre gouvernement central et gouvernements locaux, les ont utilisées pour justifier leur lutte dans leurs protestations au niveau local.

Alors que le *Quotidien du Peuple* considère la coexistence de plusieurs langues à Hong Kong comme un exemple à suivre, les internautes y voient un argument pour lutter contre le monopole du mandarin. Nombre d'entre eux revendiquent la diversité linguistique et culturelle et regrettent le monopole du mandarin dans beaucoup de grandes villes chinoises, notamment à Shanghaï, victime de la politique de promotion du mandarin, exemple négatif dont il faut tirer une leçon : « Il n'y a pas même une chaîne de télévision en dialecte de Shanghai ! » s'inquiètent-ils. D'autres vont plus loin et, comparant la situation du cantonais avec la situation décrite par Alphonse Daudet dans « La dernière classe » pendant l'occupation des Allemands en Alsace, craignent la disparition du cantonais qu'il faut à tout prix défendre contre le mandarin[330]. Cette vision qui projette le mandarin dans une position d'envahissement outrepasse la limite

[326] Voir http://news.xinhuanet.com/2010-07/20/c_12350323.htm, consulté le 5 juillet 2013.
[327] Voir sur http://news.xinhuanet.com/politics/2010-07/20/c_12350392.htm, et http://culture.people.com.cn/GB/87423/12178742.html, consulté le 5 juillet 2013.
[328] Voir http://book.sina.com.cn/news/c/2010-07-23/1606271086.shtml, et http://city.ifeng.com/cspl/20120214/217225.shtml, consulté le 5 juillet 2013.
[329] Voir http://society.dwnews.com/news/2010-08-02/56292667.html, consulté le 5 juillet, 2013.
[330] Voir http://club.kdnet.net/dispbbs.asp?id=3458863&boardid=1, et http://gcontent.oeeee.com/3/50/350f3873e8ca13e4/Blog/598/dad318.html, consulté le 5 juillet 2013.

autorisée par les autorités chinoises pour lesquelles l'unification et la solidarité du pays sont des principes essentiels à préserver. Nous entendons aussi des propos autres : les uns, qui voient dans le mouvement de défense du cantonais une tendance indépendantiste, veulent un pays unifié et modernisé aussi au niveau de la langue pratiquée, c'est-à-dire le mandarin comme symbole de l'unification du pays et de la modernité ; les autres, qui soutiennent les Cantonais pour la diversité et la tradition culturelles, les critiquent aussi comme des égoïstes qui veulent « défendre l'hégémonie du cantonais » sans penser aux dialectes Hakka ou Chaoshan parlés dans la région du Guangdong. Il y a encore ceux qui soutiennent la promotion du mandarin parce qu'ils voient dans le mouvement de défense du cantonais un rejet par les Cantonais des migrants chinois venus d'autres régions à Canton ; d'autres y voient une réaction exagérée de la population cantonaise qui serait récupérée par des « forces hostiles » pour des raisons politiques[331]. D'autres discours, plus radicaux, extrêmes, voire séparatistes, sont vite censurés sur les sites de la Chine continentale, mais on peut les suivre dans les discussions des groupes QQ et des forums de discussion de Hong Kong ou de l'étranger. Il y a même des blogs consacrés entièrement à la lutte pour l'indépendance de la région cantonaise où l'on imagine une alliance entre tous ceux qui parlent cantonais (Guangdong, Guangxi, Sichuan, Hainan, etc.). Les communautés chinoises à l'étranger ont aussi réagi en ligne, participant à distance aux débats sur les forums des Chinois à l'étranger ou directement sur des sites et forums de Chine. Indignés par l'imposition politique du gouvernement chinois, la plupart proclament leur soutien à la langue cantonaise. En Malaisie, des Chinois d'origine cantonaise souhaitent vivement que les émissions en cantonais soient maintenues en raison de la non-maîtrise du mandarin chez la plupart d'entre eux. A New York, des associations de Chinois d'outre-mer partagent leur inquiétude sur le déclin du cantonais en Chine et aux États-Unis et comptaient même manifester pour soutenir leurs compatriotes du pays natal.

Ce mouvement de défense du cantonais à Canton est en continuité avec les dynamiques sociales pour la défense du patrimoine matériel, émergées depuis quelques années dans la région cantonaise et inspirées des mouvements à Hong Kong. Il s'inscrit dans le contexte d'un développement urbain en quête de profit, intensifié par le pouvoir

[331] Voir http://tieba.baidu.com/p/834507588 et http://tieba.baidu.com/p/832710061 consulté le 5 juillet 2013.

politique local qui est à la recherche d'un équilibre budgétaire, suite à la mise en place de l'autonomie budgétaire des gouvernements locaux, de la réforme de répartition des impôts entre l'État chinois et les autorités locales, de l'augmentation des charges sociales et du coût du système de maintien de la stabilité sociale qui relève désormais de la responsabilité des cadres locaux en cas de conflits ou d'émeutes considérés comme déstabilisants voire menaçant la légitimité du Parti. Depuis une dizaine d'années la vente des terres est devenue pour les gouvernements locaux un moyen efficace d'augmenter leurs rentrées et un affichage moderne et valorisant de développement, ce qui a poussé à la destruction des anciens quartiers urbains et des villages de la proche banlieue et contribué à la spéculation immobilière et à la formation de la bulle immobilière. Les vieux quartiers, véhicules d'un certain mode de vie, de la culture locale pratique et témoins de l'histoire de la ville et de ses habitants, ont été rasés, faisant perdre leurs moyens de survie à leurs habitants, essentiellement issus de couches modestes et souvent écartés des circuits d'ascension sociale. L'effet centrifuge les rejette loin du centre-ville, scellant aussi les possibilités d'avantages de prises en charge sociales dont ils auraient pu bénéficier grâce à la réforme sociale récemment mise en place à Guangdong. Pourtant, ils ne constituent pas systématiquement le centre d'intérêt de certains activistes locaux de la protection du patrimoine, du moins pas au début.

La contestation sur la destruction des quartiers, porteurs d'une mémoire collective ou individuelle a contribué à faire naître peu à peu une appartenance culturelle locale qui couvre des aspects culturels immatériels multidimensionnels. Une langue commune, partagée, le cantonais dans ce cas précis, avec son image de langue en danger, va répondre aux idéologies globalisées telles la conservation du patrimoine, la diversité culturelle et le développement durable promus par les institutions internationales. En outre, après trente ans de croissance économique en Chine et le déclin de l'industrie culturelle (chansons, films, etc.) à Hong Kong, la région cantonaise génère un besoin grandissant de produits culturels locaux et une forte capacité de consommation. Ainsi émerge un marché culturel cantonais dont les jeunes, influencés dans leur enfance par Hong Kong et inspirés dans leur jeunesse par des idées « nouvelles et intéressantes » venues de l'Occident, sont les acteurs principaux. Sur le plateau des idées présentées au marché global, pouvoir s'exprimer et s'indigner fait partie de leur quête. Elevés dans l'essor du modèle du Guangdong et habitués à l'ouverture au monde extérieur, ils n'ont

pas vécu les mouvements politiques de l'époque de Mao et ont du mal à imaginer le silence de leurs parents et de leurs grands-parents face à des injustices, à des ordres politiques « absurdes » à leurs yeux. A la fois enchaînés par les normes sociales et libérés par les choix du marché, ils supportent de moins en moins l'ordre dans lequel ils sont nés et ont grandi : un monde social et politique limité, un monde d'Internet censuré.

Dans un monde globalisé, la communication par Internet et smartphone connecté est devenue une partie de la vie quotidienne omniprésente et incontournable des gens. Cela a changé complètement la manière de faire de la politique et d'intervenir dans la vie sociale et politique, dans la gestion de la ville au niveau local et national et dans l'appropriation des modèles et des expériences venus d'ailleurs. Les clics sur un écran deviennent de moins en moins coûteux au niveau du temps, esquivant souvent derrière cette facilité des risques économiques et politiques réels. Dans un pays autoritaire comme la Chine, malgré des censures en ligne, les internautes peuvent s'exprimer et se faire entendre d'une manière plus spontanée. Quoiqu'elles puissent apparaître plus banales dans les pays occidentaux démocratiques, les interventions dans la politique, inconnues pendant le dernier siècle, sont nouvelles en Chine. La présence de soutiens ou de critiques en ligne l'emporte sur le sentiment de solitude et entraîne un engagement des acteurs-internautes. L'idée qu'on n'est pas seul dans son action, sa contestation, son investissement, est un encouragement et la peur des retombées économiques, sociales et politiques n'est plus la plus grande inquiétude des acteurs. La médiatisation de ces actions pourrait faire naître un sentiment d'héroïsme chez les acteurs sociaux et avec la pression publique en ligne et dans la presse faire bouger les limites politiques des autorités, créant donc une scène de victoire de la participation des individus à un événement social ou un mouvement contestataire. À cela s'ajoute la tendance sur Internet à transformer les questions politiques en divertissement, ce qui est à la fois une stratégie de lutte largement adoptée par les internautes et les activistes engagés du monde entier, mais constitue un piège de déplacement du politique.

Dans le mouvement de défense du cantonais à Canton, les Jeux asiatiques n'ont été qu'un détonateur qui a entraîné l'explosion des mécontentements accumulés par la population en général face à une urbanisation étouffante, aux destructions trop rapides et trop brutales dans la ville, face à l'écrasement de la tradition et de la culture locales

par la logique du marché, au ressenti d'une violation de leurs vies pour des impératifs politiques et administratifs, face aussi à l'opacité de la gestion de leur ville et de grands événements tels que les Jeux asiatiques. La fascination qu'exerce la liberté de s'exprimer et de protester en ligne donne lieu à des manifestations et à des protestations de formes diverses dans un temps très limité, grâce à une organisation peu structurée mais préparée. Cette efficacité de l'organisation et la réponse positive d'une masse de gens en ligne puis dans la rue bouleversent le système de la prévention et de la gestion des événements sociaux par les autorités locales, qui craignent que cette situation ne se reproduise dans un cadre plus général en Chine. Le durcissement du contrôle, tant sur Internet que dans la vie sociale et culturelle, a été adopté comme moyen de prévention ; et la punition juridique comme les surveillances fréquentes des acteurs actifs par la police signifient l'interdit au public.

Malgré cette interdiction et les risques impliqués, de nombreux petits groupes sociaux se sont développés après le mouvement de défense du cantonais, grâce auquel ces groupes ont gagné de plus en plus de visibilité sur la scène médiatique, culturelle et politique. Conscients des limites politiques à ne pas dépasser, ces groupes cherchent à éviter tous les sujets politiques et proposent à la population une participation dans les politiques publiques de développement urbain de la ville, de préservation culturelle et de conservation des vestiges et des monuments. Certains insistent sur leur intérêt purement linguistique et culturel et tiennent à rester au niveau culturel. C'est dans ce boom des micro-groupes culturels cantonais et grâce à mes contacts avec de jeunes étudiants au sein du cercle de la société civile (*gongmin shehui quanzi 公民社会圈子*) que j'ai pu rencontrer le groupe Lingliai.

Dans la partie suivante, je présenterai ce groupe de jeunes avec les matériaux de terrain que j'ai recueillis en 2011 et 2012 et les observations que j'ai faites sur Internet depuis 2010. Il s'agira d'analyser les logiques individuelles de ces jeunes activistes, la formation de leur groupe et ses logiques collectives, en les plaçant dans un contexte d'appropriation au niveau local des idéologies sur le développement durable et la conservation du patrimoine, de l'émergence d'un marché patrimonial cantonais, et de la construction d'une identité cantonaise *via* la langue cantonaise partagée à Canton et à Hong Kong.

Lingliai, les liens des voisins

En mai 2011, après avoir travaillé sur un autre groupe de défense des vieux quartiers à Canton, j'ai rencontré les membres principaux du groupe Lingliai grâce à l'interconnaissance de ces groupes sur la culture locale cantonaise. C'était peu après les révolutions du monde arabe, lesquelles avaient rendu plus sévère la censure sur Internet et plus prudents les micro-groupes sociaux et les ONG en Chine. Durant notre première rencontre, nous avons pu avoir une discussion sur la puissance d'Internet et son rôle irremplaçable pour la prise de parole de la population en Chine, bien que le sujet d'Internet dans les dynamiques reste politiquement sensible pour les autorités. L'importance d'Internet est mise en avant en particulier par Alon, jeune acteur de la Famille Verte que nous avons rencontré dans le chapitre précédent, et Junggo, jeune leader de Lingliai. L'implication d'Alon dans la défense du cantonais était pour moi à la fois logique et surprenante. Logique parce qu'il avait déjà montré durant nos entretiens son intérêt pour ce mouvement ; surprenante pour son courage face à la surveillance et au contrôle qu'il subit. J'ai aussi rencontré deux jeunes : Hohodau[332] (jeune fille) et Joenghang (jeune garçon).

Il est important de souligner ici que ces jeunes Cantonais, comme les acteurs de la Famille Verte, utilisent tous leur pseudonyme en ligne pour se parler entre eux. Des journalistes voire certains chercheurs l'utilisent aussi et il arrivait quelquefois à certains membres de ne pas savoir de qui nous parlions si on évoquait la personne avec son vrai nom, à la place de son pseudonyme. Dans les groupes sociaux créés sur Internet, tel que Lingliai, la plupart du temps il est devenu presque naturel pour leurs membres de s'adresser les uns aux autres par leur pseudonyme, sans connaître leur vrai nom, peu utilisé dans le cercle des amis internautes. Ce n'est que lors d'une occasion, telle que les rencontres entre ces internautes et des cadres du parti, dans des réunions ou conférences formelles, ou encore dans des séminaires ou des conférences universitaires et scientifiques mais des intervenants qui représentent leur groupe d'activité, que nous découvrons le vrai nom de ces internautes. Certains pseudonymes sont tellement connus

[332] Pour protéger mes interlocuteurs, j'ai changé leurs prénoms/pseudonymes ainsi que le nom de leur groupe selon le sens qu'ils donnent à ces mots. Les jeunes de ce groupe utilisent tous leur pseudonyme au lieu de leur vrai prénom et nous parlons toujours cantonais entre nous ; c'est pourquoi les noms que j'ai choisis ici sont écrits avec la prononciation cantonaise et semblent plutôt des pseudonymes que des prénoms habituels chinois.

sur Internet et dans la presse locale que leur véritable nom est parfois présenté dans la presse, à la place de leur pseudonyme, comme un moyen de protection pour leur identité d'internaute. Le cas d'Alon est exemplaire. Il est toujours présenté avec son pseudonyme quand ses critiques et ses oppositions portent sur l'environnement et le traitement des déchets, alors que sur des sujets plus généraux tels que la gestion de la ville, la transparence budgétaire, il est décrit comme « un internaute » sans pseudonyme, ou simplement comme un « représentant des habitants de Canton ». De par son engagement actif dans le domaine du patrimoine cantonais son pseudonyme d'internaute actif et de citoyen responsable est désormais plus connu que son vrai nom dans les articles de presse.

Bien qu'il se voie lui-même comme un « participant peu important » (*da za de 打杂的*), c'est Alon qui a fait la présentation des activités du groupe. Il a mis en avant la nature de ce groupe : ils sont une « équipe » (*tuan dui 团队*) et non pas une « organisation » (*zu zhi 组织*), sans doute par crainte des retombées et des malentendus créés par cette nuance, sensible au niveau politique. Il insiste sur la solidarité interne du groupe et sur la nécessité d'éviter le côté illégal et sensible d'une organisation, surtout après les mises sous surveillance et les arrestations des manifestants pour la défense du cantonais et après les révoltes dans les pays arabes fin 2010 début 2011. Le groupe, créé en juin 2010 par deux jeunes garçons, dont un lycéen et un étudiant universitaire, a pour objet de soutenir la culture *Lingnan* qui est en déclin et le cantonais qui est en danger. Il compte actuellement une dizaine de membres actifs et des centaines de membres plutôt « absents ou silencieux » en ligne, dans les groupes de discussion QQ et sur Weibo. Cette dizaine de personne assure trois sortes d'activités, dont la plupart se passent sur Internet : premièrement, la rédaction d'un recueil d'histoire sur les noms des rues à Canton ; deuxièmement, des visites guidées sur le mode de la participation des quartiers de Canton visant à mieux montrer les monuments de la ville en les transformant en « un livre réel et visuel de l'histoire de Canton », afin de connaître « tout ce qu'on ne connaît pas dans les ruelles ignorées par la masse » ; enfin, Joenghang prend en charge la correction des fautes dans les mots/expressions en cantonais utilisés dans la vie quotidienne et souhaite donner des cours de cantonais au public.

L'usage d'Internet est au cœur de leurs activités : la mobilisation, la participation, les recherches bibliographiques, l'organisation collective, la diffusion d'informations, la visibilité face au public et à la presse, etc. Internet est un choix évident pour ces jeunes dont la plupart travaillent huit heures par jour, voire plus, pour « faire quelque chose » dans le domaine de la conservation des bâtiments au point de vue historique et culturel. Ils comptent envoyer leur rapport et les recueils qu'ils ont constitués aux autorités locales en espérant qu'elles tiendront compte de leur travail pour une meilleure conservation du patrimoine, à laquelle « la plupart des habitants ne connaissent rien », selon leurs termes. Avec de plus en plus de jeunes engagés dans la participation aux « affaires publiques » (*gonggong shiwu* 公共事务), ce groupe se sent encouragé et voit Internet comme un catalyseur d'explosion des problèmes sociaux qui expose les revendications de la population auparavant étouffées dans les circuits classiques des plaintes en Chine. « Comme si Internet ouvrait une brèche dans cet espace fermé, comme si la digue du fleuve Jaune était crevée, et que ce trou n'avait pas été pris en compte par le gouvernement », souligne Alon. Pour Junggo, Internet est un lieu où la prise de parole est possible et où la voix d'un individu peut avoir un effet d'amplification qui serait intensifié en particulier par des réseaux sociaux tels que Twitter et Weibo, plus que Facebook qui oblige à un lien de « connaissance » reconnu par l'utilisateur. Il est donc pour lui impossible de supprimer les contenus jugés sensibles quand l'administrateur se trouve dans une position passive dans la chaîne de circulation accélérée d'informations et de communications interactives. La limite des mots de Weibo (maximum 140 signes chinois), ou encore la commercialisation de ce genre de réseau, ne sont pas une gêne pour eux qui cherchent la liberté. Si Internet leur accorde une certaine liberté au niveau de l'organisation des activités, la mise en œuvre des activités *offline* demande des stratégies spécifiques. Le choix d'une date des activités, par exemple, n'est pas un hasard : il vaut mieux éviter la fin de mai et le début de juin, qui évoquent la manifestation de Tiananmen de 1989 et signifient le durcissement périodique des contrôles *online* et *offline*.

Insistant sur la nécessité de l'usage systématique du cantonais dans les services publics et des caractères chinois classiques dans leur vie quotidienne, ces quatre jeunes se penchent sur la question de la popularisation et de l'application des recherches scientifiques pour une meilleure communication avec les habitants, dits « voisins ».

Curieux et ouverts, ils ont voulu connaître ma réponse et à quoi servent mes recherches. Pour illustrer cette question par un exemple, Junggo cite la notion de « société civile » qui est pour lui une notion trop compliquée et difficile à faire comprendre et accepter par la population en général. Autour de cette notion, un cercle se forme, lequel est pour Junggo « un petit cercle où tout le monde se connaît et dont les membres sont toujours les mêmes ». Il réfléchit sur la possibilité d'élargir ce cercle « auquel tout le monde est supposé participer » et en appelle à la vulgarisation. Alon, quant à lui, joue un rôle d'éveilleur et d'aîné du groupe. Il anime les discussions en les alimentant d'exemples concrets et des expériences personnelles qu'il a vécues. Il encadre la discussion et convainc d'autres jeunes grâce à ses connaissances et à sa réflexion. Dans ces exemples concrets, il souligne le rôle des expériences hongkongaises et leur manière de répandre dans le public les recherches sur la pollution, en les présentant sous une forme divertissante dans les contestations. Selon lui, maquiller les théories sur la pollution en ironies/blagues est un moyen très important d'influencer la société par la connaissance. Il distingue deux orientations dans les recherches : scientifiques ou appliquées. Il est évident pour lui que la médiatisation « des initiatives de citoyens », telles que la Famille Verte ou Lingliai, les place en exemples et encourage d'autres gens à les suivre. L'application des recherches dans les actions et les mouvements sociaux est devenue le centre de discussion de la fin de notre première rencontre, où Alon cite des expériences de lutte pour la cause environnementale en Chine, mettant en avant la nécessité de la recherche scientifique, l'importance des connaissances et leur influence politique sur les autorités. Alon rappelle la théorie de l'un des leaders de la « société civile » à Canton qui préconise de « faire entrer l'université dans la communauté sociale », levier qui pourrait influencer tant le gouvernement que les habitants. Par exemple, il propose comme application, aux membres présents, de parler avec un micro-groupe de défense des vieux quartiers ; il pense en particulier à un habitant du quartier Ereipio : son idée est d'enregistrer et de filmer le témoignage de cet habitant, de le diffuser et de l'utiliser comme argument dans la défense des vieux quartiers, même si le groupe de Lingliai ne travaille pas spécifiquement sur ce quartier. Les deux groupes sont aux yeux d'Alon complémentaires et leur union pourrait permettre de disposer de davantage de main-d'œuvre susceptible de s'investir dans les projets et ainsi de résoudre le problème de disponibilité des membres de Lingliai. Elle se présente aussi comme un enjeu pour

obtenir plus de visibilité tant au niveau scientifique, en tant que groupes ciblés et étudiés, qu'au niveau médiatique et politique.

Cependant, face à d'autres micro-groupes sociaux qui s'investissent aussi dans la protection de la culture locale et des vieux quartiers urbains, ces quatre jeunes de Lingliai affichent une attitude critique et se différencient des autres. Pour eux, ce ne sont pas les bâtiments qui constituent le cœur de la culture *Xiguan* (西关) – terme historique qui se réfère aux anciens quartiers de l'Ouest de Canton au nord de la Rivière des Perles (Ereipio en est une partie de Xiguan) – mais ce sont leurs habitants avec leurs rapports de voisinage qui pour eux représentent l'élément essentiel et sont la cible de leur engagement. La protection du mode de vie dans ces vieux quartiers et des relations de voisinage de leurs habitants, est pour eux primordiale. Ils s'interrogent sur le contenu de la culture de Xiguan et même s'ils la voient comme un processus en évolution, ils veulent préserver ce mode de vie et cette culture, malgré la modification de la population survenue dans ce quartier avec la mobilité interne intensive de la Chine depuis la réforme économique. Ces quartiers populaires, où auparavant résidaient des ouvriers et des petits commerçants, accueillent maintenant de plus en plus de travailleurs migrants venus d'autres régions que Guangdong, tout en conservant les anciens résidents, trop modestes ou/et trop âgés pour déménager. Citant un professeur universitaire cantonais, ces jeunes veulent faire de la préservation de la culture de Xiguan un symbole culturel afin de « se faire entendre par le gouvernement et d'influer sur sa décision », mais ils sont aussi conscients d'une contradiction entre la conservation de ce mode de vie et de ces quartiers et la voie du développement urbain adoptée par les autorités qui sont « à la quête d'intérêts avec des entreprises immobilières et aussi à la recherche de réalisations politiques et d'une bonne image dans la population ». Ils voient cependant une possibilité d'intervenir dans les politiques publiques et veulent être ceux qui contribuent au « nouveau mode de réhabilitation des vieux quartiers en Chine ». Ainsi ils s'opposent à la position de l'un des groupes qui travaillent sur Ereipio. Ce groupe-là, dans son engagement, selon Hohodau, ne prend pas en compte les habitants du quartier ni leur mode de survie fortement lié à la fonction du quartier. « De pouvoir habiter commodément et de pouvoir combiner la nature et l'être humain, c'est ça que nous défendons », souligne Hohodau.

Quelques jours plus tard, j'ai pu assister pour la deuxième fois à leur réunion de travail, toujours sans ordre du jour, avec des discussions peu encadrées. Si notre première rencontre avait pour but de me présenter le groupe et de discuter avec moi de mes recherches, celui de la deuxième est la possibilité d'assister à leur réunion de travail habituelle. Dans cette réunion de travail, centrée sur la discussion des problèmes d'organisation interne du groupe, j'ai rencontré deux autres membres actifs : Yudaan (un jeune garçon) et Tainni (une jeune fille). C'est Alon qui a commencé la réunion en pointant les problèmes internes du groupe : des histoires sentimentales qui se mêlaient au travail ; des retards, l'inefficacité du travail effectué et des problèmes d'organisation des activités. Il occupe une bonne partie du temps de parole et se positionne à la fois comme leader et comme aîné. Au cours de cette réunion, les trois questions qui vont surgir sont : l'institutionnalisation, l'action et le financement.

La visibilité du groupe sur Internet et dans la presse est pour Alon une question importante. « Afficher le nom du groupe dans tous les textes postés en ligne et toutes les activités organisées, c'est un moyen d'augmenter sa visibilité », souligne-t-il. Dans le monde numérique, le fait de s'afficher comme un groupe, structuré et formel, ne semble ni risqué ni compliqué. Afin de pouvoir obtenir l'authentification de Sina Weibo prouvant que leurs comptes Weibo sont les comptes officiels du groupe, ils ont besoin d'une justification telle qu'un tampon rouge formel du groupe. Or, un tampon nécessite l'autorisation de la préfecture et un statut légal, comme une organisation. Leur tentative de détournement, remplacer le tampon rouge par un logo formel, n'a pas marché jusqu'alors. L'idée d'avoir un tampon « rond avec une étoile au milieu », tels les tampons officiels en Chine, est considérée comme un acte risqué et qui pourrait les mettre dans une situation difficile.

La mobilisation des membres pour qu'ils s'engagent davantage dans les tâches communes est une autre question, centrale pour l'efficacité du groupe. Alon veut désigner une personne spécifique chargée de ce travail comme *head hunter*. Pour lui, les membres sont suffisamment nombreux mais ce qui manque c'est la motivation et la détermination pour s'engager dans le travail quotidien du groupe, et aussi le temps, la plupart des membres du groupe devant gagner leur vie. Il critique le grand nombre des membres de leurs groupes QQ qui « ne servent à rien » et « où personne n'est sollicité

et où tous restent passifs ». Des discussions vides de sens débordent ces groupes QQ et suscitent la déception chez ces jeunes. Ils hésitent à « chasser » les membres du groupe QQ qui ne respectent pas les règles internes de discussion du groupe. Le « désordre » dans les groupes QQ et les discussions biaisées, dépassées et jamais abouties sont débattus : l'idée de la suppression de ces groupes a provoqué une inquiétude pour son « impact négatif sur l'image du groupe » chez ces jeunes membres et a été laissée de côté. En même temps, Alon voit d'ailleurs dans ces groupes de discussion en ligne un potentiel de main-d'œuvre susceptible de « suppléer » les membres participants actifs trop pris dans leur travail. Tout en les considérant comme « peu sérieux et peu motivés » à s'engager, les membres de Lingliai s'imaginent qu'ils vont trouver parmi ces groupes QQ des jeunes étudiants et des lycéens qui prendraient en charge certaines activités et tâches d'organisation du groupe. Ce qui ne les empêche pas de s'accuser les uns les autres de ne pas être disponibles pour réaliser les projets d'activités adoptés. Faute de temps et de personnes responsables des projets, leurs activités restent limitées et peu variées. Et leur exposition prévue pour le 30 juin 2011 n'a toujours pas vu le jour.

A part les problèmes d'organisation interne, ils se trouvent aussi affrontés à l'augmentation des initiatives individuelles dans le domaine du patrimoine cantonais. Cette concurrence provoque une inquiétude montante parmi les membres présents qui se demandent pourquoi il y a moins de gens qui commentent ou transfèrent leurs textes postés sur Weibo. Ils se demandent aussi si la participation de leurs membres à plusieurs groupes et initiatives est problématique et s'il ne faudrait pas établir une distance entre ces membres et l'organisation du groupe. L'imbrication des engagements individuels dans différents groupes, souvent dans des groupes aux domaines différents, et non pour une même cause, est un phénomène commun dans le cercle de la « société civile » à Canton. En tant que leader du groupe, Junggo ne voit pas cela comme une concurrence mais comme une opportunité de coopération et de développement des dynamiques sociales. Il souligne son soutien au principe de sans-murs-ni-frontières parmi les groupes et aux différentes initiatives individuelles et clôt donc le débat.

Internet reste primordial dans leur compte rendu des activités de l'année passée où ils ont organisé trois visites guidées au départ du Parc du Peuple, point central de l'axe principal de Canton. Si la gestion de leurs trois comptes officiels de Weibo et des trois

groupes de discussion de QQ nécessite un investissement en temps, l'achat envisagé d'un nom de domaine sur Internet demande un investissement financier. Jeunes salariés et étudiants, ils disposent de peu de moyens financiers pour assurer des activités coûteuses et ne se permettent pas non plus de prendre des risques, tels que la vente de Tshirts avec des slogans et leur logo. Ils s'interrogent sur leur potentiel sur le marché et cherchent toutes sortes de moyens visant à assurer un bon fonctionnement du groupe. Ils ont évoqué une coopération avec des bars et des magasins de jeux de table[333] qui utiliseraient le nom du groupe pour développer de nouveaux jeux de table consacrés au cantonais et à Canton. Ils cherchent également des portes d'entrée dans les fondations, à travers des formations offertes et des conférences organisées par des ONG chinoises et hongkongaises. Par ailleurs, ils s'efforcent d'obtenir le soutien et l'achat de services proposés par le gouvernement de Canton et se positionnent comme un groupe indépendant et innovateur spécialisé. Tous ces financements nécessitent une grande visibilité des activités, et le statut formel et légal en tant qu'ONG n'est pas une condition obligatoire. Ayant des difficultés à trouver du temps et des personnes responsables, le groupe de Lingliai n'a pas beaucoup avancé.

Pendant le printemps de 2011 et de 2012, j'ai pu suivre de près ce groupe de jeunes et participer à leurs activités, réunions et repas collectifs. Des entretiens en face-à-face ont été réalisés avec leurs membres actifs ainsi qu'avec des participants à leurs activités dont certains sont salariés ou bénévoles dans une autre organisation ou un autre groupe. L'intégration du groupe Lingliai dans le cercle d'ONG de thèmes divers s'est faite très vite, avec le soutien de professeurs universitaires de Canton et de Hong Kong, d'activistes pour « la société civile », de journalistes partisans de *gongyi*, d'ONG qui offrent des formations sur la communauté, de quelques fonctionnaires à titre personnel, d'entreprises, et de centres d'incubation[334] d'ONG, les uns qui se disent privés et d'autres créés sous la tutelle de la Ligue de la Jeunesse, etc. Ces préoccupations

[333] Se réfère à toutes les sortes de jeux qu'on peut jouer à table ou sur une surface plate, tels que les cartes, les jeux de société, etc. Ce terme est utilisé pour le distinguer des jeux vidéos, des jeux sportifs et des jeux de rôle (qui se différencient des jeux vidéos de rôle).

[334] Suite à la création du YIFU, inspiré du modèle commercial de « l'incubateur d'entreprises » pour accompagner les entreprises souvent très jeunes tout au long de leur création et de leur développement en leur offrant un ensemble de services, certains gouvernements locaux ont aussi créé de leur côté leur propre version de ces centres d'incubations sous la tutelle des organisations de masse, telle que la Ligue de la jeunesse, visant à aider les micro-groupes sociaux à se développer en leur offrant un bureau, des formations, des fonds de démarrage, etc.

reflètent des enjeux politiques, sociaux et idéologiques qui attirent les différents acteurs. Ces jeunes pour la culture locale se retrouvent au centre de ces tourbillons, s'efforcent de s'y intégrer, en absorbant des idées nouvelles et cherchent une sortie qui permette une autre vie possible. Pourtant, la fascination de la « liberté » et le souci d'une société meilleure n'aident pas certains d'entre eux à répondre aux questions essentielles qu'ils se posent : que font-ils là et pour faire quoi ?

Junggo, un citoyen responsable en action

Jeune technicien dans une entreprise d'État de la télécommunication, Junggo s'est rendu à notre lieu de rendez-vous après avoir passé une nuit blanche à travailler. Durant plus de cinq heures d'entretien, nos discussions ont été continuellement coupées par des appels du travail, qui, selon lui « s'en foutent de la vie des autres et pensent qu'on n'a pas de vie après la sortie du travail ». Né en 1983 et travaillant depuis 2006 dans cette entreprise, Junggo m'a avoué qu'il ne supporte plus ce rythme de travail qui lui fait perdre sa vie. « Normalement on travaille pour gagner sa vie et pour avoir une meilleure qualité de vie, mais maintenant, travailler devient toute ma vie, alors dans ce cas-là, avoir de l'argent ça sert à quoi ? » s'interroge-t-il.

Recruté d'abord par une agence d'intérim, il n'a pas droit au même salaire que les autres salariés recrutés directement par l'entreprise, ni aux mêmes bénéfices (bonus d'achat immobilier, etc.). Avec moins de 3 000 yuans de salaire par mois, il doit prendre en main la réparation de toutes sortes de pannes informatiques pour plus de trente clients, dont plusieurs grandes entreprises étatiques qui paient plus de 500 000 yuans par mois à l'entreprise pour laquelle il travaille. Ses collègues, salariés de l'entreprise, touchent le double de salaire – et des primes – que lui pour le même travail. Junggo, avec son contrat de travail à renouveler tous les trois ans, cherchait à devenir un salarié directement recruté par l'entreprise. Avec cette possibilité de promotion, son patron a justifié le transfert du poste de Junggo de la gestion des connexions, où il avait trois fois moins de travail, à la réparation des pannes où Junggo devait être joignable 24 heures sur 24, argumentant que les jeunes ont toujours besoin de « s'aguerrir dans le labeur » avant de pouvoir être promus. Les conditions de travail de Junggo se sont donc beaucoup détériorées au niveau du temps libre et du stress au travail provenant des

exigences des clients, sans parler de la réforme interne de l'entreprise en 2010 qui cherche à réduire ses coûts malgré l'augmentation de son chiffre d'affaires et du nombre de ses clients. En 2010, dans le département où travaillait Junggo, ils étaient 25 salariés pour 180 clients, alors qu'en 2011, ils étaient une quinzaine pour plus de 500 clients. Epuisé et écrasé par un travail de plus en plus étouffant, Junggo reste toujours réaliste face à la promesse de son patron. « Je peux ou pas devenir un salarié officiel de l'entreprise, cela dépend simplement de l'avis du patron. C'est la Chine, les critères de recrutement et de promotion peuvent être faits sur mesure pour des candidats déjà désignés. Des règles si compliquées et qui sont toujours flexibles et changeantes », dit-il, coupé encore par un appel de travail.

Afin de quitter cette situation d'impasse décrite par Junggo comme une situation où « plus on travaille, moins on gagne », il a pensé à quitter la Chine sans savoir ce qu'il pourrait faire avec son diplôme d'informatique d'une université peu réputée. Pour lui, un travail idéal est celui qui permet d'avoir du temps libre pour s'investir dans le *shehui gongyi* (*社会公益*, l'intérêt public social). « Comment peut-on changer la société ? Beaucoup de gens ne participent pas au changement, ils se contentent de tout critiquer sur Internet sans faire un pas dans l'action ou dans la participation, comment peut-on amener le changement comme ça ? La société est constituée d'êtres humains, et chacun de nous participe à la solution des problèmes sociaux », s'indigne-t-il.

Appartenant à une famille déclassée et bouleversée par les mouvements politiques de la Chine pendant la période de Mao[335], Junggo connaît assez bien cette histoire malgré le silence de sa famille. « Ils n'en parlent pas, mais on le sait tous… mon père a été influencé par ça ? je sais pas… », résume-t-il, ne voulant pas que je continue à prendre des notes sur l'histoire de sa famille, ni sur le poste occupé par son grand-père, ni sur l'itinéraire professionnel de son père (passé de la position de cadre à celle d'ouvrier), bien que ces histoires « mériteraient bien un bon livre ». Alors qu'il prétend toujours qu'il ne connaît pas l'histoire de sa famille dans le détail, dans son discours sur la responsabilité, la réflexion et l'action, il avait déjà évoqué en partie cette histoire pour argumenter sa position. Il pense qu'il tient son sentiment de « responsabilité sociale »

[335] Son grand-père paternel, issu d'une famille de propriétaires fonciers, était le directeur d'une chaîne de radio et sa grand-mère paternelle était cadre dans l'armée et puis au Bureau de la propagande de la province.

(*shehui zeren 社会责任*) de l'éducation familiale qu'il a reçue de sa mère, retraitée et ancienne secrétaire d'un hôtel à Canton.

> « Je n'étais jamais bon dans les études, et c'est peut-être à cause de cela que ma mère a toujours porté attention à la personne que je deviendrais, non aux notes que j'obtenais sur les papiers d'examen. Elle veut que je sois quelqu'un de bon, et que je ne m'écarte pas des 'bonnes valeurs' (*zhengque jiazhiguan 正确价值观*). Elle n'est pas comme beaucoup d'autres parents qui prennent les résultats aux examens comme le seul critère d'une bonne éducation. Elle m'obligeait à céder ma place aux gens dans le bus, et m'a toujours dit qu'il n'est pas important d'avoir tant d'argent mais qu'il faut que je sois quelqu'un qui ait une responsabilité dans la société. »

Prenant sa mère comme exemple à suivre, Junggo est poussé à réfléchir. Pour lui, sa mère est une personne bien et une personne « magique » (*shenqi 神奇*) car elle a refusé une promotion pour avoir plus de temps à elle et faire ce dont elle avait envie au lieu d'être prise par le travail. « Elle m'a appris à réfléchir : c'est quoi la vie ? Pour quoi on vit ? Ou encore, notre relation avec la société et comment peut-on être responsable ? » raconte-il. Toutes ces questions ont conduit Junggo à vouloir devenir un *yigong* (*义工*, bénévole/volontaire) dès son enfance, en espérant que participer à des activités sociales contribuerait à édifier une société meilleure.

Après ses études universitaires, il est devenu bénévole en 2006 dans une association de bénévolat sous la tutelle de la Ligue de la jeunesse à Canton et a rencontré des personnes qui l'ont influencé et ont changé sa vie. Cette expérience l'a amené à réfléchir sur la notion de bénévolat et les pratiques des bénévoles, sur l'aide, sur les besoins des autres, et sur l'action etc. Il voit son ancienne équipe comme un mauvais exemple à suivre malgré sa bonne volonté ; il la critique comme peu professionnelle et autoritaire, s'imposant aux personnes qui bénéficient de ses services. Minoritaires voire marginaux dans cette association, Junggo et ses amis en sont partis en 2008 pour chercher d'autres possibilités de changer la société. Pour lui, ce passage lui a permis de comprendre le bénévolat, de réfléchir sur ce qu'il veut faire et d'ouvrir une porte vers d'autres organisations. Après avoir quitté cette association, ses amis aînés de cette association et lui ont commencé à réfléchir sur le moyen d'« intervenir dans la société » (*jieru shehui 介入社会*). Il est passé d'une association à l'autre, d'une ONG à l'autre,

en suivant ses amis aînés qui ont créé une organisation offrant des formations aux bénévoles. Cette organisation, considérée comme « la première » de ce genre à Canton, ouvre à Junggo des voies vers le monde extérieur en important des notions idéologiques, des modèles de formation (ex. danser avec des handicapés), et des pratiques innovantes d' « intervention sociale ».

Fasciné, critique et en même temps inspiré, Junggo s'est approprié ces idées d'intervention dans la société et cherche à les réaliser en action, de préférence avec un moyen *soft* en cas de confrontation entre la population et les autorités. Il critique la passivité de la population qui se contente de critiquer en paroles, surtout sur Internet, mais pas en action, insistant sur la force de la participation individuelle et de l'action qui pourraient changer la société. « Une bonne personne est un méchant de moins dans le monde », disait un entrepreneur philanthropique chinois. Convaincu de la force d'un individu en action, il critique sa famille qui s'inquiète de son engagement dans le bénévolat et les ONG, car elle craint pour lui des pièges économiques et des retombées politiques et veut qu'il reste en silence et à l'écart. Citant le cas de sa grand-mère paternelle, ancienne militaire et cadre du Bureau de la propagande de Canton, Junggo la voit comme un leader qui pourrait appeler et mobiliser les gens, avec l'autorité qu'elle a dans la famille et la crainte que sa famille a d'elle. « Il nous manque ce genre de personne dans la société civile, les vrais *men of action* », plaisante-t-il. Sans connaître bien l'histoire de ses grands-parents ou de ses parents, Junggo comprend le silence de sa famille sur ce qu'elle a vécu, sur le gouvernement et la société pendant les « mouvements politiques » où son grand-père paternel, fils de grand propriétaire foncier, a été battu à mort et son père, ancien directeur d'une entreprise étatique, mis à l'écart avant de devenir chauffeur et travailleur de chantier. C'est pourquoi il cherche à pousser la société chinoise ainsi que le gouvernement à reconnaître ces erreurs. « Cette société nous donne une éducation qui vise la réussite, où l'échec est nié. On n'ose pas reconnaître les erreurs, comment peut-on espérer que le gouvernement reconnaîtra les siennes ? », constate-il.

Il rejette aussi l'antagonisme systématique quand il s'agit des critiques ou de la contestation de la population envers les autorités. Pour lui, ni la violence ni l'opposition ne sont une bonne solution pour résoudre les problèmes sociaux. « Il faut s'engager en

tant que citoyen (*gongmin 公民*), ou en tant que citadin (*shimin 市民*). La confrontation avec le gouvernement n'est pas forcément violente ou subversive, elle peut être amusante (*haowan de 好玩的*) et légère/divertissante (*qingsong de 轻松的*) », propose-t-il, en citant des exemples de Hong Kong où on proteste en chantant avec des revendications pour paroles. Ou encore à Canton, où de jeunes activistes donnent leur compliment sur Internet ou envoient des lettres aux autorités locales en insistant sur leur confiance dans l'efficacité, la transparence et la communication interactive du gouvernement afin de faire changer son attitude et les politiques publiques contestées. Comme Alon, il voit dans les critiques et les contestations des jeunes à Canton des preuves de leur amour pour le gouvernement, et non comme de la haine ou une intention subversive. Cet amour est aussi une responsabilité pour la population qui, selon lui, doit se comporter en « bon citoyen » au lieu de se couper de la société en pensant que rien ne la concerne. « Le sentiment d'incapacité à changer les choses dans la société ne doit pas être le prétexte pour ne pas passer à l'action… Sinon, on n'a que le choix d'être soumis au gouvernement. Il faut construire un système de dialogue, de négociation et de compromis avec le gouvernement, qui est lui-même contradictoire, coincé entre la bonne intention, l'absence de justice et la responsabilisation vers le haut et vers le bas », analyse-t-il. Junggo cherche une méthode pour « participer aux affaires publiques », car il ne se contente pas des critiques qui restent au niveau verbal, qui n'ont ni stratégie, ni objectif, ni interlocuteur ciblé chez les autorités, comme dans l'exemple des manifestations pour la défense du cantonais. « J'ai l'impression que sans s'adresser au bureau des autorités concerné avec lequel nous pourrions communiquer, nous faire entendre et faire changer les choses, ce n'est là qu'un moyen d'évacuer les émotions. Sur ce point-là, je ne suis pas d'accord avec Alon », dit-il.

Malgré sa détermination à appeler la société à l'action, il est conscient des contraintes politiques et économiques en Chine. Tout en me montrant l'affiche du design d'un Tshirt que leur groupe voulait vendre en ligne, sur lequel sont imprimés des slogans réclamant le droit de parler cantonais librement, il m'explique qu'il voit dans l'autocensure et la peur des gens un impact de la révolution culturelle. « Ces Tshirts c'est bien, mais ce genre de choses, nous nous demandons sans arrêt si le gouvernement va le tolérer ou pas. Probablement qu'on dispose d'un espace assez grand, mais que cet espace rétrécit en descendant d'un niveau à l'autre, et nous finissons par nous retrouver

prisonniers de notre peur de devenir de vrais prisonniers. Bien que le gouvernement n'ait jamais prononcé le mot 'interdit', parfois on ne se permet même pas de penser à faire quelque chose », dit-il.

2008, c'est l'année où explose le nombre des organisations de bénévolat suite aux Jeux olympiques et au séisme à Sichuan, et c'est aussi l'année où commencent à Canton des mouvements dits de conservation de la culture locale cantonaise, notamment la conservation des bâtiments historiques. Junggo, ce jeune Cantonais sensible à la culture cantonaise, a saisi l'émergence d'un marché patrimonial cantonais et pense « faire quelque chose sur la culture locale ». Il a fréquenté des organisations et des associations en différents domaines et appris à mettre en place l'organisation d'une équipe, l'intervention et les pratiques, en attendant l'occasion de pouvoir le faire lui-même. Cette occasion s'est présentée quand il a reçu sur Internet l'invitation à une rencontre de Naam et Dawai, respectivement lycéen et étudiant, fondateurs du groupe Lingliai en ligne. C'était en juin 2010, à la veille de la manifestation pour la défense du cantonais. Cette rencontre et le projet immature de Naam et Dawei ont montré aux yeux de Junggo la nécessité d'une intervention et de conseils ; il a vu là un moyen d'intervenir dans la société, comme il l'a toujours voulu. Il aurait souhaité n'être qu'un consultant ou l'aîné qui donne des conseils et amène des ressources sociales, mais les conflits internes et le départ de Dawei dans une université loin de Canton l'ont poussé à prendre en main le rôle de leader de ce jeune groupe. Mêlé à son insu à des conflits issus de la fin d'une histoire amoureuse et amené à prendre la responsabilité de ce groupe, Junggo ne se voit pas rester là toute sa vie. Il envisage de se retirer du groupe au moment où ce groupe sera légal, financé et structuré, pour faire ce dont il a envie, d'une manière plus libre et plus flexible. En même temps, il sait que la voie légale pour aboutir à cette situation idéale n'est ni offerte ni ouverte. « Il y a beaucoup de zones grises, configurées par le gouvernement et la société. Le gouvernement a en main beaucoup de décisions, mais leur limite change tout le temps. Elle peut bouger d'un moment à l'autre, sans t'en donner la raison. Il te dit que c'est 'un mauvais moment et un mauvais endroit', et te déconseille de le faire. Mais il ne nous dit jamais 'le bon moment et le bon endroit'. On est perdus, donc on n'est pas contents et on ne le croit plus, car sa ligne n'est jamais la même », dit-il.

Quant à l'avenir du groupe, Junggo est optimiste, malgré leurs idées floues sur son devenir. Il souhaite que son groupe devienne une ONG dépendant du Bureau des monuments de la ville qui serait le bailleur de fonds principal. Pourtant, il est conscient des limites, pour une ONG dépendant d'un bureau du gouvernement, à trouver des solutions de financement qui lui donneraient une autonomie et une indépendance. « La passion ne suffit pas pour faire marcher un groupe », dit-il, « je ne sais pas quand on pourra trouver d'autres financements et si on veut quitter ce bureau du gouvernement, pourra-t-on encore survivre ? Car je n'ai pas confiance dans ce gouvernement. Dans ce genre d'affaire, la force administrative peut changer beaucoup de choses. Être financé par le gouvernement, on ne sait pas si c'est une ouverture ou si c'est un contrôle, comme dans le cas de telle ou telle organisation. » La plupart des organisations non lucratives en Chine, pour lui, se trouvent dans la même situation qu'eux, en particulier celles qui s'organisent autour d'Internet. Sachant que lever des fonds à titre personnel en Chine est illégal, il reste prudent en citant l'exemple du forum de Jardinaqua et de leur lutte anti-incinération, financés tous deux par des habitants à titre individuel. « C'est pour cela qu'Alon a tant insisté sur la nature de notre groupe : 'groupe des amis', et non ONG », explique-t-il. Il voit une autre possibilité qui serait de se transformer en entreprise**,** sur le modèle d'une *venture philanthropy* (investissement en capital-risque dans le domaine de la philanthropie), évoqué dans les ONG qu'il fréquente. Finalement cherchant avec passion à trouver la solution en faisant « une entreprise sociale », il prend ce courant, de plus en plus pratiqué en Chine suite à la promotion du *British Council*, comme une manière de « faire une entreprise autrement ». Il m'a avoué le peu de connaissances qu'il avait sur ce modèle d'entreprise et les idées confuses dans sa tête, en décrivant ce qu'il imaginait : « L'entreprise sociale, pour moi, ça veut dire : survivre, prendre une responsabilité sociale avec pour objectif le profit de la société et non un bénéfice économique, une évaluation basée sur la contribution à la société et non pas un chiffre d'affaires. » Toutes ces idées sont pour lui un projet de long terme, car le plus urgent, c'est d'obtenir un statut légal auprès du gouvernement, ainsi qu'un *starting fund*. Ce sont pour lui deux questions clés pour la survie de leur groupe, toujours financé aux frais de ses membres.

Afin d'obtenir l'immatriculation auprès du bureau des affaires civiles à Canton, il faut d'abord avoir un positionnement clair sur les activités du groupe, mais Junggo se

retrouve à côté des critères. Les thèmes idéologiques dominants en Chine sont l'éducation, la santé (sauf le SIDA à un certain degré), l'environnement, l'aide au développement et la pauvreté ; le souci de la culture locale pourrait aller à l'encontre de l'idéologie de l'État-Parti qui vise un pays solidaire, uni et uniforme, surtout si cette culture locale ne relève pas d'un intérêt touristique et patrimonial, mais d'une intention d'indépendance, comme au Tibet ou au Xinjiang. Bien que l'idéologie de la conservation du patrimoine naturel et immatériel serve à la production et à la consolidation idéologique du nationalisme en quête de ses racines, et donc à la légitimation du pouvoir du Parti en Chine, la construction d'une identité culturelle partagée est pourtant à double tranchant aux yeux des autorités. C'est pour cela que le marché du patrimoine en Chine encourage plutôt le développement d'un patrimoine qui ne soit pas identitaire. En plus, face au marché florissant de la philanthropie et de *Gongyi* en Chine, le patrimoine ne figure pas en bonne place aux yeux des autorités et des bailleurs de fonds, par rapport aux victimes des catastrophes ou aux enfants non scolarisés dans des régions peu développées.

A Canton, pionnier du développement économique en Chine et proche de Hong Kong, dont le niveau géopolitique et culturel est un modèle d'ouverture, de démocratie et de liberté, l'idée de constituer une culture locale cantonaise pourrait conduire à une revendication régionaliste voire séparatiste pour la liberté politique. Sans parler de la présence des activistes et des journalistes hongkongais pendant les deux manifestations de l'été 2010 à Canton, et dans les débats sur Internet. Cela pourrait expliquer la situation où se trouvent Junggo et son groupe, ainsi que d'autres groupes consacrés à ce thème, sachant qu'à partir de 2010 Canton a mis en place une réforme sociale visant à faciliter l'enregistrement des ONG en leur offrant à la fois des appels et l'organisation de formations. « Quand on parle des ONG, on pense au *gongyi* ; quand on parle de *gongyi*, on pense à des services de philanthropie. Et nous ? Maintenir le lien et l'affection tissés entre voisins, pour beaucoup, cela ne relève ni d'une ONG ni d'une organisation de *gongyi*, car il s'agit simplement d'un petit groupe qui porte son attention sur la culture locale. Pour eux, nos activités ne concernent pas l'intérêt public, mais pour nous, la culture locale et le lien d'affection entre voisins sont une question d'intérêt public », insiste-il.

Repensant à la manière dont il y est entré, Junggo souligne le rôle d'Internet dans le développement du groupe qui y recrute toujours ses membres et les participants de ses activités en ligne. Ayant déjà des connaissances sur l'évolution d'Internet en Chine et attiré par le *yigong*, les ONG et le *gongyi*, il a observé le développement de nombre de groupes QQ, de comptes Weibo, ou encore de groupes de *chat* dans les logiciels de *chat* de smartphone sur ces sujets clés. Malgré le durcissement du contrôle en ligne, il voit la Toile comme un monde libre et ouvert où circulent des informations de différentes orientations. Cela exige une capacité de réflexion et de jugement, laquelle manque chez beaucoup de jeunes Chinois à ses yeux. Cet élément, « dangereux » selon ses termes, pourrait pourtant devenir un catalyseur d'éveil de la population, à condition que ces informations contradictoires l'obligent à réfléchir. Et la réflexion pour lui est cruciale dans la construction d'une « société civile » (*gongmin shehui 公民社会*), selon son expression, laquelle est issue d'un long processus de réflexion sur soi-même et sur la société où les « citoyens » (*gongmin 公民*) sont des éléments essentiels.

> « Le rôle le plus important d'Internet est de mettre le monde en lien. Et la Grande Muraille de pare-feu en Chine n'est qu'un produit destiné à se duper soi-même et à duper les autres. Avec la popularisation de la maîtrise informatique, cette muraille n'a pas d'autre résultat que de créer un lien plus fort à l'intérieur de la Chine. Plus on essaie de la contrôler, plus on provoque la curiosité des internautes, qui se demandent pourquoi on ne veut pas qu'ils sachent. Si au début de nos expériences on escaladait cette muraille pour savoir et comprendre ce qui se passait dans le monde, maintenant, on le fait simplement pour savoir et comprendre ce qui se passe en Chine ! Le nom d'Aiweiwei s'est ainsi diffusé et même mon père, né dans les années 1950 et qui se méfie des médias, connaît les méthodes pour franchir cette muraille et voir en ligne ce qui se passe en Chine !

Ecrasé par son travail, stressé par le système du maintien de la stabilité qui l'a « invité pour un thé [336] » à plusieurs reprises, mais toujours déterminé et fasciné par la force des individus et les modèles de la « société civile », Junggo regrette de ne pas pouvoir s'investir davantage dans leur groupe. Il envisage souvent l'idée de quitter son travail afin de s'engager pour la société, mais le souci de sa survie le décourage toujours. Il rêve de pouvoir continuer ses études et de travailler à temps plein au groupe Lingliai, qu'il voudrait transformer en une plateforme plus générale où des gens pourraient

[336] « Inviter pour un thé » (*qing he cha 请喝茶*) est une expression en chinois qui désigne une enquête ou une arrestation par la police ou les services secrets.

réaliser leur rêve. Cette plateforme de responsabilité sociale pour les citoyens, qui irait bien au-delà de la conservation du patrimoine culturel, nécessite aux yeux de Junggo des citoyens qui réfléchissent. Pour lui, Internet est un acteur dont le rôle est majeur dans l'éveil de la population et la formation d'un regard critique. Junggo, qui se voit comme un éveilleur, un intervenant social, un citoyen responsable, est toujours à la recherche d'une vie alternative où il échapperait à l'impact des événements historiques qui pèsent toujours sur ses épaules et où il pourrait changer l'ordre de cette société qui l'exploite, le domine et l'empêche de rejoindre la classe à laquelle appartenaient ses grands-parents, hauts cadres du parti, qui ont été battus durant les mouvements politiques maoïstes.

Hohodau, rejet de la domination et de la subordination

A 26 ans, Hohodau est considérée comme une « encyclopédie vivante du groupe » par les autres membres. Intéressée par l'architecture, en particulier le baroque et le rococo, elle a beaucoup lu sur l'histoire de l'architecture de la région du Guangdong, les coutumes cantonaises ainsi que celles de l'Europe. Elle se fait naturellement guide durant les activités de visites, expliquant le style des portes, des toits, des objets de décoration ainsi que le design des ruelles et les matériaux utilisés. Douce et souriante, elle a accepté de me parler de son itinéraire et de son engagement dans le groupe Lingliai. Nous avons eu ainsi deux longs entretiens en 2011 et 2012, outre nos échanges pendant les activités collectives organisées par leur groupe ou d'autres ONG. De son récit biographique ressort une logique du rejet de la domination et de la subordination, et ce rejet concerne les différents rapports sociaux et politiques : rapports au travail, rapports hommes/femmes, rapports entre le mandarin et les dialectes chinois, rapports entre l'administrateur et l'administré. Pour elle, il faut protester et s'engager dans un groupe qui lutte non seulement contre l'imposition de la proposition de la Conférence consultative de réduire les émissions de télévision en cantonais, mais aussi contre un ordre social qui l'opprime dans son travail et dans sa vie économique et sociale.

Cantonaise, Hohodau, après avoir obtenu son diplôme, a trouvé un travail de bureau dans un centre de service juridique du gouvernement du quartier à Canton. Ce travail au gouvernement fait beaucoup rêver sa famille élargie, qui voit en cette jeune fille, la plus

diplômée de la famille, un espoir d'avoir accès au pouvoir et d'être protégée. Pourtant, diplômée en chinois langue étrangère dans une université du Guangdong en 2008, Hohodau n'est qu'une salariée contractuelle comme Junggo dans son travail. Elle gagne environ 3 000 yuans par mois ; elle n'est pas satisfaite de cette situation sous-payée et rêve d'une carrière professionnelle stable ou d'une possibilité de promotion. Consciente de l'impossibilité de passer de son statut de contractuelle à celui de fonctionnaire, elle y voit une injustice de la société. Sans prononcer ce mot, elle critique la réduction des possibilités de promotion ou d'ascension sociale dont la voie est contrôlée par les gens au pouvoir. Ce chemin n'est plus ouvert aux gens comme elle qui n'ont pas de *guanxi* (*关系*), mais seulement à ceux qui profitent du système. « Si jamais il y a des postes disponibles, ce sont ceux qui ont le pouvoir qui les occupent d'abord, avant de penser, si jamais il leur arrive d'y penser, à les ouvrir à la concurrence du public », dit-elle. Travaillant dans un bureau juridique pour le gouvernement et entourée de fonctionnaires, elle voit chez ses collègues une déviation de l'interprétation de la « société civile » et une absence d'intérêt. « Nous avons un département destiné au maintien de la stabilité. Peut-être à cause de ça, ils pensent toujours que la 'société civile' est dangereuse et que c'est synonyme de population subversive. Beaucoup parmi eux ne connaissent pas *gongyi* (*公益* l'intérêt public), ou ne s'y intéressent pas. On a l'impression qu'ils ne sont pas concernés par ce qui se passe dans la société, alors qu'ils se plaignent tout le temps de la société à la sortie du bureau », explique-t-elle.

Elle a décidé de quitter ce travail au bout de trois ans, soit en 2012, en raison d'un revenu trop bas et d'un espace de promotion quasiment inexistant. Elle cite l'exemple de sa patronne, « compétente, efficace et gentille » selon ses termes, qui n'est jamais classée au premier rang dans les évaluations, mais toujours derrière les hommes, des directeurs de même niveau, ce qui fait l'objet de commérages au bureau et remet en cause sa compétence : « Je me demande en quoi la compétence d'un homme est plus positive que celle d'une femme », constate-elle. Très vite, Hohodau a trouvé un travail d'assistante de directeur d'une entreprise. Ce travail n'est pour elle qu'un travail de transition et de survie, avant de pouvoir ouvrir un magasin de café avec ses amis. Et c'est pour cela qu'elle supporte la discrimination des femmes par le directeur des ressources humaines qui, lors de l'entretien d'embauche, lui avait demandé à si elle allait se marier dans les prochains six mois. « L'entreprise va changer de lieu de travail

et déménage dans six mois. Ils ne veulent pas embaucher une femme qui peut être enceinte. Ils demandent directement à leurs salariées de les prévenir si jamais elles planifient de se marier ou d'avoir un enfant. Ils préfèrent les femmes mariées avec des enfants, comme ça ils ne paient rien, ni pour le congé de mariage ni pour celui de maternité », raconte-t-elle.

Passionnée par la culture occidentale et la fusion culturelle dans l'architecture du delta de la rivière des Perles, Hohodau explique son engagement dans la protection de la culture locale comme un investissement depuis sa vie universitaire et comme une activité qui peut lui donner ce que son travail ne peut lui offrir. Influencée par un professeur d'histoire des Chinois d'outre-mer du Guangdong, Hohodau voit dans le style d'architecture de la fin de XIXe et du début de XXe siècle de ces régions côtières cantonaises un trésor qui explique comment les habitants de la région se sont inspirés de la culture occidentale, et qu'il ne s'agit pas là d'« une imposition de l'étranger » selon ses termes. Elle affirme le statut du cantonais en tant que langue et « non pas un simple dialecte subordonné au mandarin chinois », dit-elle. Cette raison est pour elle essentielle pour s'élever contre la proposition de la Conférence consultative de Canton. Pour elle, que le pouvoir politique et administratif impose une langue – c'est ainsi qu'elle interprète la proposition de la Conférence consultative de Canton – est une directive qu'il faut refuser, rejeter et remplacer par l'écoute de la voix du peuple et le respect de l'opinion publique.

Peu après le sondage en ligne par la Conférence consultative de Canton sur l'usage du cantonais dans les émissions en juin 2010, alors qu'elle cherchait les moyens d'exprimer son désaccord et sa colère elle a vu passer sur Weibo les annonces du groupe de Lingliai et décidé de contribuer à la défense du cantonais et à la préservation des vieux quartiers. Pour elle, c'est par un pur hasard qu'elle est tombée sur ce groupe, car si elle avait d'abord vu passer d'autres groupes sur Internet, tels que ceux sur le quartier Ereipio, elle serait probablement devenue membre d'un groupe de culture locale autre que Lingliai. Après un an d'engagement dans le milieu des ONG, elle reconnaît qu'elle éprouve un sentiment de pessimisme sur la société, en particulier après les soupçons dont les gens qui les avaient mis en lien avec « la révolution de jasmin » (*molihua gemin 茉莉花革命*, expression chinoise faisant allusion aux « révolutions »

du monde arabe en 2010) ont été l'objet. La coïncidence du choix d'un même lieu de rencontre (Parc du Peuple) pour leur activité de visite guidée que celui des internautes activistes pour apporter leur soutien, voire faire leur propre révolution de jasmin, irrite les autorités locales. Plusieurs membres ont été « invités pour un thé » par les policiers qui sont entrés directement chez ces jeunes et ont emporté leurs disques durs pour une investigation plus profonde. « Cela ne serait pas possible si on était en Occident, à Hong Kong ou à Macao. Ils ne peuvent pas entrer chez quelqu'un sans les prévenir, on peut porter plainte. Mais cela (porter plainte contre la police) est impossible en Chine », s'indigne-t-elle, citant des pays et des villes qui dans sa tête sont vus comme des symboles de liberté, bien que cela ne corresponde pas véritablement à ce qui se passe dans ces pays. En 2012, elle a continué à me parler des problèmes qu'ils ont rencontrés. Outre des visites surprises dans les familles des membres de Lingliai, des policiers sont allés directement dans les entreprises où travaillent leurs membres, faisant pression sur leur patron afin qu'il avertisse ces jeunes de ne plus mêler l'entreprise à ces affaires. Suivis par des policiers, les membres de Lingliai ont aussi reçu des appels à 2 heures du matin, étonnés de cette réaction exagérée des autorités locales. « Une fois, pendant notre activité de visite guidée, ils nous ont suivis jusqu'à la fin, ayant peur de ce genre de rassemblement. Probablement peur d'avoir encore une manifestation de la défense de cantonais ou peur qu'on soit instrumentalisés », dit-elle.

Ces jeunes ont donc changé leur stratégie. Ils s'orientent vers des activités en coopération avec d'autres ONG et réduisent les activités *offline*, ou simplement envoient des annonces par mail aux gens de connaissance, au lieu de les poster en ligne au public. Ils ont arrêté la série des visites guidées, ayant peur de susciter une réaction agressive des autorités, et développé des visites en petit nombre avec des gens de confiance et au nom d'une rencontre et d'un repas entre amis. Outre une exposition des noms de rue à Canton et une base de données sur Canton en ligne en cours de construction, ils continuent à donner des cours de cantonais aux membres des autres organisations ou ONG. Cherchant d'autres opportunités et d'autres portes d'entrée qui leur permettent de mettre de côté, voire de gommer la sensibilité politique de leur groupe, et s'inspirant des théories de la communauté et du modèle hongkongais et du groupe d'Ereipio, ils ont loué en janvier 2012, à leurs frais, un appartement au sein d'un vieux quartier. Ce lieu est pour eux à la fois un atelier de travail et une clé pour se

mettre en relation avec des centres de services sociaux basés dans le quartier et bénéficiant des appels du gouvernement cantonais. Le problème est qu'ils ne peuvent pas assumer ces tâches eux-mêmes ni payer un salarié à temps plein qui prenne en charge la coopération et la communication avec ces centres. Soucieuse de la capacité financière des membres, Hohodau n'est pas convaincue par ce projet d'atelier. « On l'a peu utilisé jusqu'à maintenant. Personnellement je voudrais plutôt avoir un magasin de café où auraient lieu des conférences, des rencontres, des séminaires et des activités, avec une atmosphère plus relaxe et moins sérieuse. Maintenant dans cet atelier, on vit une atmosphère trop sérieuse. Tout le monde a peur de prendre la responsabilité d'un projet et de s'y investir pour, en cas d'indisponibilité imprévue, ne pas mécontenter leurs camarades et retarder les projets pris en charge », nous confie-t-elle en mai 2012.

Ayant quitté son travail au gouvernement et devenue assistante du directeur d'une entreprise en banlieue de Canton, Hohodau consacre son temps libre à préparer avec ses amis un petit magasin de café dans le Nord-Est de la ville, inspiré des modèles de salons privés déjà beaucoup pratiqués en Chine. Elle a donc moins de disponibilités pour se rendre à l'atelier qui se situe dans le Sud-Ouest de Canton. Pour elle, vendre du café peut être un moyen de se financer qui rend politiquement plus légères les activités de leur groupe, déjà si surveillées par les autorités, sans parler de l'ouverture vers le domaine des économies alternatives avec le café du commerce équitable et des circuits courts. Fascinée par le mouvement *slow food*, elle cite les noms des villes européennes qui s'y sont engagées. Pour elle *slow life* et *slow food* sont distincts, le second portant plus d'attention aux individus que le premier. A ses yeux il est essentiel de respecter la nature, de soutenir un développement plus durable et moins violent, de conserver les modes de vie locaux, contrairement à ce qui se passe actuellement en Chine où règnent « la quête du profit et la vitesse à tout prix », où les chiffres d'affaires et l'intérêt prédominent, dans l'ignorance de la culture et de l'histoire. Ainsi quand elle parle des vieux quartiers, les habitants attirent toute son attention.

> « Malgré le développement économique et technologique, l'intérêt de la population est de moins en moins respecté en Chine, tout comme les produits culturels et intellectuels qui sont souvent plagiés et par tous. Il faut réfléchir au rythme du développement de la société. Depuis qu'on a construit des TGV, il n'y a plus de billets de trains pas chers en vente. La population est obligée d'acheter les billets chers, on n'a même pas le choix. La voix des gens a été ignorée et on a peu

> de choix. Quand la société est guidée par l'intérêt et l'argent, seuls les grands capitalistes et les gens au pouvoir sont de plus en plus riches. Il est impossible de vivre pour les gens qui n'ont pas d'argent ni de pouvoir. Quand la rue est occupée par les grandes chaînes de magasins, on ne voit pas la disparition des petites épiceries et la situation difficile de leurs propriétaires. Les grandes entreprises achètent les terres, font détruire des vieux quartiers pour en construire de nouveaux à vendre. Ainsi ils font perdre leur travail à des milliers de familles, déménagées loin du centre-ville et qui peinent à retrouver du travail. »

Opposée à ce mode de développement en quête de profit, Hohodau envisage dans le futur de pouvoir quitter la Chine pour un pays décrit par elle comme un endroit « où on n'a pas besoin de lutter pour la préservation de la culture car la société et ses ressources se sont déjà engagées à le faire, sans que les citoyens aient besoin d'en parler ou d'agir ». Alors que la Chine pour elle est un pays où la préservation de la culture reste ignorée complètement par le mode de développement accéléré. Les monuments détruits pour être reconstruits sont ridicules et regrettables à ses yeux. Elle voit que ni la croissance économique de la Chine ni ses avantages sur la scène internationale n'ont bénéficié au peuple chinois. « A quoi ça sert de rester dans ce pays ? Le peuple ne bénéficie pas de ce développement ni à l'intérieur du pays ni à l'extérieur du pays, les problèmes pour avoir un visa ou des politiques publiques inadéquates, tout cela ne nous donne pas un sentiment d'appartenance », conclut-elle. Inspirée par le commerce équitable, elle veut aller en Afrique, dans une ferme de café pour y pratiquer le commerce équitable des grains de café et construire une école *gongyi* dans laquelle les enfants locaux pourront bénéficier d'une éducation dans la langue chinoise gratuitement. Bien qu'elle soutienne le cantonais et lutte contre le monopole et l'hégémonie du mandarin dans la région du Guangdong, son rêve pourtant est de partir au loin, pour, avec ses compétences acquises et sa formation en chinois langue étrangère à l'université, enseigner le mandarin chinois aux enfants d'Afrique.

Citant l'exemple des dépenses du gouvernement de Canton sur les travaux jugés « non nécessaires ou prodigues » lors de la préparation des Jeux asiatiques, Hohodau se demande pourquoi il existe un tel écart entre la vie austère du peuple qui, à l'augmentation des prix, compte les grains de riz, et le scandale des dépenses excessives et du gaspillage des autorités. Cependant, les bureaux du gouvernement n'ont pas tous des ressources. Elle observe le manque de ressources financières et de main-d'œuvre du

bureau des monuments à Canton, et a très bien compris les difficultés auxquelles l'ensemble du domaine de la conservation du patrimoine fait face. Car la conservation des monuments et du patrimoine est pour les entrepreneurs et certains cadres corrompus un obstacle sur leur chemin pour s'enrichir, quand on sait que des milliers des monuments ne sont pas identifiés en tant que tels afin de faciliter l'achat et la vente des terres sur lesquelles ces monuments sont édifiés, et pouvoir les raser au plus vite. La coalition d'intérêts concernant la destruction des vieux quartiers n'est un secret pour personne mais beaucoup de gens sont indifférents à la disparition de ces bâtiments. Comme d'autres membres, Hohodau pense à un enregistrement légal du groupe qui lui faciliterait la levée de fonds et le ferait sortir probablement de la liste rouge des policiers. A part des obstacles administratifs et idéologiques, leurs difficultés viennent aussi du fait que cette notion de conservation culturelle et du patrimoine est beaucoup moins reçue et acceptée par la société, contrairement au cas de la protection environnementale. Cette dernière, bien qu'allant aussi à l'encontre du sens de développement adopté par le gouvernement, rencontre énormément de soutien dans la société, alors que la culture locale reste une idée floue et peu concrète, les vieux quartiers étant considérés par beaucoup comme inconfortables et peu modernes à habiter.

Selon Hohodau, les ONG ne sont pas les seules à subir des contrôles. Les entreprises aussi. Rejetant la quête du profit, Hohodau admire les entreprises qui ont le sens de la « responsabilité sociale » et qui veulent s'investir dans des projets de *gongyi* pour l'intérêt public. Elle les compare aux fonctionnaires, représentants des autorités et supposés être responsables et gardiens de l'intérêt du peuple, dont le travail l'a déçue. Or les autorités ont toujours le pouvoir d'intervenir au nom de l'intérêt du peuple et du « maintien de la stabilité sociale » et prendre en main le contrôle des entreprises et des ONG. Même une simple activité de bénévolat qui mobilise des salariés dans les entreprises pour aider les enfants peut être considérée comme un événement à contrôler, puisqu'elle engage un grand nombre des personnes. Ce contrôle durci exercé par le gouvernement est encore moins légitime aux yeux de Hohodau face aux scandales de corruption, en particulier dans le domaine philanthropique, sans parler de la récupération et de la redistribution des dons collectés via les bureaux de gestion philanthropiques à différents échelons, qui renforcent à la fois la corruption et le

contrôle sur les ONG, dont beaucoup prennent en charge la mise en œuvre d'aide philanthropique.

Continuer à travailler avec le groupe Lingliai fait partie du projet de Hohodau dans le futur. Poursuivre ses études ou voyager en Italie compte aussi. Le mariage ou avoir un enfant, sont pour elle des possibilités dont elle n'a pas tellement envie. Fille aînée d'une famille de paysans et de petits commerçants, Hohodau a passé beaucoup de temps avec son oncle et sa grand-mère paternelle à cause du travail de ses parents. La naissance de sa sœur cadette n'a pas pour elle été un signe du désir de ses parents d'avoir un héritier masculin, mais un pur accident. En effet, raisonne-t-elle, ses parents, ayant un *hukou* rural, ont le droit d'avoir deux enfants si l'écart de naissance entre deux enfants respecte la règle. Contestant les rapports hommes/femmes en Chine, elle se culpabilise en pensant être la raison pour laquelle ses parents sont restés ensemble tout en étant malheureux. Les femmes de la génération de ses parents, telle que sa mère, selon Hohodau, ont pris trop de choses sur leurs épaules dans la vie de la famille et ont consacré tout leur temps en dehors du travail à la famille, risquant de perdre leur vie. Ayant opté pour la liberté et l'espace dans sa vie, Hohodau se voit trop peu courageuse pour entrer en mariage ou avoir un enfant, ce qui exige d'assumer une responsabilité, de faire des compromis ou des sacrifices et d'avoir une capacité financière, en particulier en Chine où les gens sont peu couverts par le système de protection sociale.

En couple avec un jeune homme cantonais qu'elle a rencontré sur Internet, Hohodau se trouve de plus en plus tiraillée entre son rejet du mariage, les normes sociales et la pression de de son copain, fils unique qui la presse de se marier. Bien qu'une vie commune sans mariage la satisfasse, cette situation n'est évidemment pas assez légitime pour son copain, cadre d'une entreprise de formation et patron de sa propre entreprise de jeux de table. Dans son récit, elle évite le sujet du mariage en se donnant une date pour avoir un enfant, et cite l'exemple de ses amis qui fuient tous la pression du mariage provenant de leur famille. Elle insiste sur le partage des tâches ménagères et l'indépendance d'une vie de couple face à la famille, cherchant un espace privé pour elle et pour son couple. Se voyant indépendante et autonome, elle veut vivre sa vie et regrette la tradition imposée aux femmes en Chine dont la vie tourne autour de leur mari et de leurs enfants. En même temps, elle envisage de tout quitter pour pouvoir éduquer

son enfant à temps plein, regrettant que les enfants passent peu de temps avec les parents qui travaillent.

Hohodau n'avait jamais pensé rencontrer son amour sur Internet, un monde où « il n'y a plus de secrets », selon ses mots. Le compte Weibo qu'elle a créé, elle voulait le construire comme un petit jardin secret où elle pourrait parler des choses qu'elle veut partager avec des gens, des internautes inconnus, mais pas avec son entourage, parce que son QQ, MSN ou des réseaux sociaux tels que Kainxin, Renren (équivalents de Facebook) n'ont dans les listes de contacts que ses connaissances : famille, amis de classe, voisins, collègues, etc. Depuis qu'elle a intégré les jeunes des groupes pour la culture locale et pour la conservation du patrimoine sur son compte Weibo, celui-ci ne peut plus lui accorder cette liberté. Elle constate qu'Internet occupe de plus en plus « le temps et l'espace de la vie de chacun », et elle cherche à quitter ou à se couper de ce qu'elle appelle « le monde de l'écran ». Cependant, dit-elle, les liens entre les gens ont été changés par Internet et une relation interpersonnelle plus lâche (*songsan 松散*) mais plus fréquente est à ses yeux un atout pour rassembler les forces et prendre la parole, longtemps occupée par les gens au pouvoir. Le rythme de la vie s'est aussi accéléré avec l'usage des nouvelles technologies et la connexion à Internet. Les informations en provenance de tous les pays et de toutes natures continuent à bombarder les yeux et le cerveau des internautes, leur laissant peu de temps pour réfléchir. Certains profitent de la circulation des informations et de sa facilité, de son coût bon marché pour plagier en ligne, faisant d'Internet une base de ressources artistiques, intellectuelles, culturelles, sociales et politiques. Hohodau regrette le déclin de l'industrie du disque et des livres en papier avec Internet et insiste pour acheter les CD de ses chanteurs préférés et les livres en papier de ses auteurs préférés. Pour elle, c'est un mode de vie et des postes de travail qui vont disparaître, tout comme les habitants des vieux quartiers ou chez les jeunes le cantonais, interdit à l'école à Canton.

La détermination de Hohodau de « faire quelque chose pour Canton » l'a amenée à s'engager aussi avec ses amis universitaires dans la réhabilitation d'un temple familial de plus de cinq cents ans, entreprise par deux jeunes répondant à l'appel au bénévolat en ligne par le Bureau des monuments de Canton. Ce projet a vite trouvé un financement chez les habitants et les descendants de ce village. Cette situation contraste avec celle du

groupe de Lingliai, qui se débat pour la survie du groupe et une plus grande visibilité sociale et politique, avec des difficultés administratives et policières. Hohodau avoue « ne pas attendre beaucoup » de l'avenir de ce groupe. Hohodau considère que le projet d'en faire une plateforme où les jeunes puissent se développer est assez improbable ; elle voit dans ce groupe une équipe de gens ordinaires avec des degrés de compétences inégaux et juge déjà bien de pouvoir continuer ce qu'ils ont déjà commencé à faire. C'est comme si son espoir de voir ce groupe rejeter les normes sociales et l'ordre de la domination et de la subordination s'était éteint, enchaîné par leur position de subordonnés.

Joenghang, en quête d'une valorisation de soi et d'un statut social

Né à Canton, Joenghang a pris en charge la gestion d'un des trois comptes Weibo de VoisinAfec consacré à la langue cantonaise ainsi qu'à l'enseignement du cantonais dans leurs activités ou dans les cours spéciaux pour les ONG et leurs membres. Fils unique d'une famille d'ouvriers et de paysans, Joenghang a continué ses études en anglais après son échec au bac dans une école du soir qu'il qualifie de « merde ». Bientôt diplômé, il s'est lancé dans la recherche d'un travail pendant des mois sans rien trouver. Avec moins de 300 yuans dans la poche et toujours hébergé chez ses parents, il est prêt à accepter un salaire de 1 500 yuans/mois, en dessous duquel il juge impossible de vivre. Il espère pouvoir gagner le double dans le domaine de l'import/export où il valoriserait son diplôme d'anglais, seul apport de ses études universitaires jugées par lui-même comme une perte de temps. Parlant très bien cantonais, ce jeune homme de 24 ans utilise des mots assez classiques voire littéraires quand il s'agit de la langue cantonaise ou d'origine cantonaise. Pour lui, le « *yueyu 粤语* » (cantonais en général) n'est pas la même chose que « *guang zhou hua 广州话* » (la langue de Guangzhou) et ses nuances sont importantes à préciser dans le langage courant. A ses yeux, ses parents, nés à Huadou, et lui, né à Canton, sont des « *guang fu ren 广府人* », terme classique avec un sens large pour tous ceux qui parlent cantonais. L'intérêt qu'il porte à la langue cantonaise a commencé très tôt et son investissement dans l'apprentissage, les recherches ou les échanges sur le cantonais ont démarré avec sa fréquentation des

forums de culture cantonaise sur Internet à partir de 2006, année où il a acheté un ordinateur et fait installer l'ADSL chez lui.

Ancien membre actif du forum de *Cantonese Association*, il le fréquente de moins en moins, suite au déménagement du serveur de cette association à Hong Kong. La distance géopolitique se traduit sur Internet par des problèmes de connexion, ou l'instabilité de connexion malgré les logiciels qui aident à franchir les censures de la Chine sur Internet. Pour Joenghang, continuer à fréquenter ce forum interdit signifie un risque, voire la clôture de son compte ou le contrôle de son adresse IP. Pourtant il reste en contact avec les amis internautes qu'il a rencontrés sur ce forum, dont l'un, qui fait des études sur les caractères utilisés dans les expressions cantonaises, travaille avec lui pour Lingliai. Joenghang critique certains propos radicaux tenus sur le forum de cette association, tels que « le peuple opprimé se lève en résistance », et cite la notion de « mouvement des citoyens » (*gongmin yundong* 公民运动) qu'Alon a évoquée. « Ce n'est pas du tout ce que propose le mouvement des citoyens. Il y faut la participation ! Les membres de ce forum ont fait des reportages simultanément sur les manifestations de défense du cantonais, avec des photos, vidéos et témoignages. Ça, ça va aller. Mais ils ont même discuté du Prix Nobel ! Maintenant ils se mettent en dehors de la Muraille, on n'a même pas d'accès ! J'ai argumenté avec les Webmasters sur l'encadrement des sujets de discussion du forum, mais bon, le ver d'été ne connaît pas l'hiver… », ajoute-t-il.

Cherchant à éviter les risques, il a pris conscience de l'existence de cette Muraille de censure sur Internet en 2008, suite au contrôle partiel et spécial effectué sur Internet pour les Jeux olympiques de Pékin et les discussions suscitées par cette ouverture conditionnelle et temporaire sur la Toile[337]. Il voit la possibilité de franchir la censure sur Internet comme une ouverture laissée exprès par le gouvernement, qui a besoin de cette ouverture en ligne pour son ouverture économique au monde. Se voyant toujours sous contrôle et sous surveillance, il opte pour un certain degré d'autocensure, pour des raisons de prudence et de peur, en particulier après la réduction de cette ouverture. En même temps il critique cette Muraille au monde d'Internet qui va ramener les

[337] Des sites de la presse étrangère ont été décensurés pendant les Jeux olympiques, mais des articles de thème sensible ne peuvent toujours pas être consultés.

internautes vers la colère et la résistance et il pense que cette muraille ne pourra pas exister pour toujours, tout en s'inquiétant des désordres provoqués par la « naissance de la liberté » (*ziyou de chansheng 自由的产生*), tels que « les violences pendant les manifestations à Paris », selon son terme. « Le développement de la société civile doit prendre comme objectif d'abattre cette muraille. C'est-à-dire qu'on n'entre pas en prison à cause des commentaires ou des critiques qu'on poste sur Internet », précise-t-il.

Un autre forum sur Canton et le cantonais que Joenghang a beaucoup fréquenté est GZ106, déjà évoqué. Ce forum, créé par deux lycéens, est maintenant l'un des plus grands forums sur Canton et a changé son nom de domaine sur Internet pour GZYES, c'est-à-dire GuangZhouYES. Ce forum, très médiatisé, avait attiré l'attention de Joenghang dans un reportage de la télévision en 2009. Malgré son investissement important et sa fréquentation de la section de discussion consacrée au cantonais, Joenghang a une attitude critique vis-à-vis de ce forum et de sa réussite, l'accusant de « voler les choses des autres », d'être « vide et superficiel dans les contenus » et de « mêler tous les domaines ». Il cite des exemples d'activités organisées par ce forum, telles que la distribution des duvets aux sans-abri en hiver et l'intervention sur le quartier Ereipio, en insistant sur le statut de ce forum qui « dépend du gouvernement ». En particulier, suite à « l'affaire du cantonais » (*yueyu shijian 粤语事件*), terme se référant au mouvement de défense du cantonais, Joenghang ne supporte plus les discours ou les commentaires écrits sur ce forum par des internautes décrits par lui comme des « jeunes en colère » ou « traîtres au cantonais » (*yue jian 粤奸*). Ces internautes, selon Joenghang, voulaient faire de « l'affaire du cantonais » « un événement politique » (*zhengzhi shijian 政治事件*). Sur ce forum, où se réunissent un grand nombre de lycéens et de collégiens de Canton, ces « traîtres au cantonais » sont vus par Joenghang comme « des gens du Nord mais qui savent parler cantonais ». Certains autres internautes sont critiqués par lui comme des gens qui ne réfléchissent pas et qui pensent que la promotion du cantonais est un « régionalisme extrême » (*jiduan bendi zhuyi 极端本地主义*). Se différenciant de toutes ces positions, Joengheng s'aligne sur Alon qu'il prend comme exemple, l'admirant comme un vrai *man of action* qui a obtenu de vrais succès dans les actions, alors que beaucoup d'autres internautes restent au niveau de la parole en ligne à ses yeux.

Il avoue ne pas avoir eu assez de courage pour participer à « l'affaire du cantonais », ni au *flash mob*, ni aux deux manifestations. Il précise tous les éléments qu'il juge « pas bons » dans ces trois « activités ». Citant le slogan de *Cantonse Act now, mandarin stops*, il se met à la place du gouvernement et voit dans ce slogan comme une résistance susceptible de provoquer une répression du gouvernement contre les manifestants et les participants en général dans le domaine de la culture locale, sans parler de la présence de camions militaires et de policiers armés dans ces manifestations, rapportées en direct par des chaînes de télévision hongkongaises. Craignant l'impact politique de son engagement, il précise que son intérêt pour la langue cantonaise et la culture locale cantonaise est purement linguistique et culturel. Malgré ses efforts et ceux des autres membres, ils ont souvent des soucis avec les autorités : ainsi il évoque l'annulation au printemps de l'une de leurs activités où il était supposé enseigner le cantonais, bien qu'Alon ait averti officiellement la police de cette activité, une stratégie qui cette fois-ci n'a pas fonctionné. Considéré comme étant lié à la révolution du jasmin, Junggo a été « invité pour un thé » par les services secrets. Et l'organisateur de ce cours, un centre d'études de la société civile d'une université locale, a décidé de l'annuler. « Ils n'ont pas de courage et ne veulent pas de soucis », raconte Joenghang.

Se voyant comme chercheur, Joenghang veut pouvoir faire des recherches approfondies et passer l'examen pour entreprendre un master. La liberté et la reconnaissance que le groupe Lingliai lui ont données restent sa motivation pour y rester et en faire plus. Pourtant, il ne cache pas son inquiétude sur l'avenir du groupe, déjà trop impliqué dans les retombées politiques du mouvement de défense du cantonais. Il revisite l'évolution du groupe, dont les membres au tout début ne faisaient que parler et dont beaucoup sont partis. D'autres sont venus avec des intentions diverses, pensant à l'argent, à la quête de nouveaux clients ou au simple divertissement sans engagement. Ils ont commencé à passer à l'action début 2011, peu après un grand repas collectif avec un professeur d'une université de Hong Kong spécialisé sur la société civile, un étudiant de master d'une université de Hong Kong engagé en recherche-action, Alon et des membres d'autres groupes de la culture locale. Avant ce repas, ils avaient organisé une visite guidée, en coopération avec le groupe d'Ereipio, pour un microgroupe social de Hong Kong, fondé et organisé par cet étudiant de master en recherche-action, visant un *slow visit* des villes et une conservation de la mémoire collective de la ville. Cette expérience

a beaucoup appris aux membres sur la similarité culturelle entre Canton et Hong Kong. Malgré des articles de presse et des reportages à la télévision, Joenghang observe un manque d'attention du public pour ce domaine et veut obtenir la reconnaissance de la société sur ce qu'ils ont fait. Il rêve d'une coopération avec le gouvernement qui peut offrir beaucoup de ressources, tout en s'inquiétant de l'espace et de la liberté dont ils jouiraient et rejetant le modèle de « dépendance » du forum GZYES. Après avoir suivi des formations offertes par une ONG hongkongaise consacrée au développement de la communauté, Joenghang essaie d'interpréter les nouvelles idées qu'il a reçues. Les ONG pour lui, sont des organisations financées par des fondations et cela garantit une autonomie et une indépendance. L'entreprise sociale, à ses yeux, reste un modèle d'entreprise qui a la même structure que l'entreprise normale mais vise à aider les gens à vivre. Citant les exemples d'entreprises sociales à Hong Kong, il ne situe pas leur groupe dans cette catégorie, parce que le groupe Lingliai n'aide pas les gens de revenu modeste. Il voit plutôt leur groupe dans le rôle d'une ONG, dont le but serait que la culture puisse influencer la vie des gens.

A la fin de 2012, Joenghang s'est engagé dans un autre microgroupe qui s'est consacré à fonder une « académie de la culture » dans l'ancien quartier où se trouve l'atelier de Lingliai. Joenghang travaille avec le patron d'une librairie et l'organisateur d'une association de lecture. Ce nouveau groupe s'est inspiré des différentes activités des groupes de culture locale de Hong Kong et de Canton, réparties en quatre activités : recherches documentaires ; journal de communauté et témoignages des habitants (*shequ zhi* 社区志) ; communication et service de presse ; et visites guidées au sens d'introduire l'histoire et la tradition dans les visites. Un compte de Weibo a été créé et les mises à jour sont faites quotidiennement. Rapidement, ils ont été interviewés par un magazine national d'histoire où des micro-groupes, des initiatives individuelles, tels que le groupe d'Ereipio, ont été présentés mais le nom du groupe Lingliai n'y apparaît nulle part. Cela laisse encore plus d'inquiétude sur le devenir et l'avenir du groupe Lingliai. Ses membres, tels Hohodau ou Joenghang, cherchent aussi d'autres moyens d'engagement pour détourner la suspicion politique qui marque le groupe Lingliai par un mouvement qui le dépasserait. Joenghang, sous-diplômé et sous-payé, bloqué dans la voie classique de l'ascension sociale, cherche un chemin alternatif dans la société civile

qui lui accorderait « un certain statut social », selon son expression, avec lequel il pourrait enfin envisager une relation amoureuse et un mariage.

Yudaan, du jeune en colère au citoyen

Après un an d'engagement dans le groupe Lingliai, Yudaan se voit plus rationnel et non plus comme un « jeune en colère ». Ce changement vient des expériences qu'il a vécues dans ce groupe. « En colère » contre la proposition de la Conférence consultative de Canton en juin 2010, il cherchait sur Internet des groupes de discussion consacrés à ce débat. Très vite, sur Weibo, il a trouvé un groupe qu'il a décidé de rejoindre dans une rencontre où ils ont pris la décision de fonder le groupe Lingliai visant à protéger de la disparition les rapports solidaires entre voisins. Né à Canton, ce jeune de 26 ans prend cette évolution comme un résultat de l'augmentation de la population « venue de l'extérieur » (*wailai renkou 外来人口*), terme chinois désignant les migrants chinois d'autres régions de la Chine. Pour Yudaan, c'est avec l'arrivée de cette population migratoire qu'un sentiment de méfiance commence à s'ancrer dans les relations interpersonnelles, faisant perdre ce lien de voisins en confiance. Fils unique d'une famille d'ouvriers, Yudaan habite avec ses parents dans le quartier Ereipio et apprécie le rapport amical et solidaire entre les voisins, lequel est perçu par lui comme un des meilleurs souvenirs de son enfance. Ce lien de voisinage est vu comme une partie importante de la culture cantonaise. Pourtant, Yudaan, comme ses amis, a du mal à définir l'identité cantonaise. Ils s'interrogent sur cette appartenance identitaire et culturelle et se demandent si les critères sont le sang, la maîtrise de la langue, la durée de résidence ou simplement un sentiment d'appartenance. Yudaan a avancé l'exemple de sa famille : son grand-père paternel vient de la région Chaoshan du Guangdong et n'est pas de sang purement cantonais, pourtant il se voit comme un Cantonais « autochtone » (*tu sheng tu zhang de guangzhou ren 土生土长的广州人*). Il en a déduit que le sentiment d'appartenance et l'amour de la ville sont des critères de l'identité cantonaise. Pour lui, même ceux qui sont nés et ont grandi à Canton, s'il leur manque « la morale » (*daode 道德*), ne comptent pas à ses yeux comme Cantonais. Sans préciser le contenu de « la morale », Yudaan définit l'identité cantonaise par un sentiment d'appartenance, l'amour de la ville et « la morale » – les valeurs sociales et morales –

selon son expression. Implicitement à ses yeux, l'identité cantonaise suppose une barrière imaginaire, celle de la « morale », qui exclut ceux qui sont jugés ne pas avoir la « morale », prêtant ainsi au niveau « moral » une supériorité des Cantonais par rapport aux autres.

Avec distance, il raconte l'évolution des membres du groupe Lingliai dont la plupart sont venus là pour voir, par curiosité, comme lui-même. Beaucoup sont partis, sans envie de s'engager ou de s'investir en action. « C'est comme l'effet des vagues qui rapportent avec elles des sables. Beaucoup de choses ont disparu très vite, comme la passion des gens, les vieux quartiers ou un mode vie », exprime-t-il. Pour lui, l'influence des expériences de Hong Kong, dont les Cantonais se sont beaucoup inspirés, compte comme le premier élément de ce mouvement. Deuxièmement, l'accumulation des mécontentements de la population, en particulier après tous les travaux de préparation des Jeux asiatiques, cherche un moyen d'évacuation. Et la proposition de réduire les émissions en cantonais n'est qu'une étincelle qui a allumé le grand feu. Il voit une radicalité dans les méthodes chez les jeunes manifestants dont la plupart sont de la génération post-90s. « Ils n'ont pas encore formé leurs propres valeurs et leurs propres jugements et beaucoup ne savent même pas ce qu'ils font. Ils suivent les autres comme des moutons et l'arrivée des policiers armés semble les exciter encore plus », observe-t-il. Yudaan voit dans ce mouvement le rejet des changements « trop rapides et trop nombreux » dans la société pendant cette dernière décennie, lesquels sont vus par lui comme les raisons de la crise identitaire subie par la population. « Nous perdons de plus en plus les choses qui nous renvoyaient à notre identité. Nous avons de moins en moins de repères historiques. Notre identité est donc perdue et confuse », conclut-il.

Employé dans une entreprise de télécommunication, Yudaan connaît très bien l'évolution technologique d'Internet en Chine. Il est conscient d'un contrôle de « l'État » (*guojia* 国家) sur Internet, travaillant lui-même pour des projets sous-traités sur la Grande Muraille du pare-feu, pour 3 000 yuans par mois. Après avoir découvert sur Internet « beaucoup de liberté en raison de l'instabilité technique des censures », selon son expression, Yudaan s'est rendu compte que de plus en plus de sites ne pouvaient être connectés. Il s'est beaucoup inspiré des informations trouvées sur Internet, dont les expériences de Hong Kong. Il s'est vu évoluer lui-même de « jeune en

colère » (*fenqing* 愤青) à jeune raisonnable, passer du tout injurier en s'indignant à une attitude de réflexion et de lutte. « On est beaucoup influencés par Hong Kong. Par exemple, ils ont un groupe qui s'appelle le *Chœur des plaintes*. Ils chantent leurs désaccords et leurs mécontentements en public, pour un effet de plainte. Cette mentalité de 'se plaindre' est très bonne, contrairement à la mentalité des Cantonais, lesquels, auparavant, pensaient qu'il valait mieux se taire pour éviter plus de problèmes. Maintenant, de plus en plus de gens ont 'une conscience de citoyenneté' (*gongmin yishi* 公民意识) et pensent qu'on doit lutter pour ce qui nous appartient ! », précise-t-il.

Inspiré par les modèles de liberté et les luttes de Hong Kong, Yudaan pense que s'indigner comme un « jeune en colère » ne suffit plus pour faire changer la société. Il est passé à l'action tout en connaissant ses limites et ses risques, promouvant la notion de « responsabilité sociale » et l'importance de la culture locale, deux idées centrales de leur groupe. Membre actif, il se voit comme un homme traditionnel et ne veut pas inquiéter sa famille avec ce qu'il est en train de faire. Faute de temps pour s'investir, il réduit les projets qu'il a engagés dans ce groupe et avoue ne pas avoir trop d'espoir sur son avenir, surtout que ce groupe ne bénéficie pas d'un environnement politique et social favorable au thème de la culture locale. « Pour moi il me suffit d'avoir fait des efforts. Il ne faut pas trop y penser. C'est une réalisation de soi-même, c'est spontané et ça suffit. L'immatriculation ONG, ça ne marche pas tout seul », explique-t-il, avec regret. Son engagement est la preuve qu'on peut passer de l'état de jeune en colère, irrationnel, à celui de *man of action*, de bon citoyen responsable et donc « moral », correspondant à ses critères de l'identité cantonaise. Se considérant comme un vrai Cantonais, Yudaan rend les personnes venues de l'extérieur de Canton responsables de « la plupart des crimes » et de la disparition des rapports solidaires entre « voisins ». Il prend pour acquise l'intégration de son grand-père paternel à Canton et voit cette « affection de voisinage » (*jiefang qinghuai* 街坊情怀) comme un élément culturel immanent. Il rend responsables les nouveaux « voisins » du déclin de cette affection. Voulant défendre sa ville et l'identité cantonaise à laquelle il appartient, comme un citoyen responsable le devrait, il écarte dans son imaginaire les côtés négatifs de l'identité cantonaise et lui impose une frontière morale. Tout en se focalisant sur la liberté, la responsabilité et la solidarité que l'identité cantonaise représente à ses yeux, il

insiste ainsi sur l'aspect de la « morale », qui lui permet de refuser d'autres personnes pas assez morales pour être cantonaises.

Jeunes en action *online* et *offline*, entre peur et liberté

En assistant à plusieurs activités collectives du groupe de Lingliai (visites guidées, repas collectifs, rencontres, cours de cantonais, etc.), j'ai pu suivre de près ce groupe et rencontrer ses membres principaux ainsi que de jeunes participants. La plupart des participants sont venus prendre part aux activités par curiosité : pour découvrir la ville de Canton ou pour apprendre la langue cantonaise. Pour eux, c'est aussi l'occasion de rencontrer des amis. Souvent venus seuls, ils sont contents de pouvoir ajouter des « amis » à leur liste de contacts de Weibo. Durant les activités, ils postaient simultanément sur Weibo leur itinéraire de visite, l'histoire des ruelles ainsi que les photos d'activités, appelant d'autres participants à les rejoindre sur place, à aller sur Weibo et à y poster des commentaires. Pour le groupe Lingliai, c'est une sorte de publicité pour leurs activités, car le nom de leur groupe et le nom des activités sont mentionnés par les participants, faisant connaître Lingliai dans différents réseaux de connaissance. L'interaction en ligne, à un moment donné, semblait plus active que les discussions que nous avions à table.

Peu de participants connaissent les problèmes rencontrés par Lingliai avec les autorités en ce qui concerne la découverte touristique et linguistique, le soutien à la diversité culturelle et la préservation des vieux quartiers. Parmi ces participants et les membres de Lingliai, de jeunes lycéens ou de jeunes étudiants d'origine cantonaise, tels Tainni, comptable du groupe, sont en colère à cause de la réduction des émissions de radio et de télévision en cantonais. Se présentant spontanément comme les porteurs de la légitimité, ils mettent en question cette proposition controversée qu'ils voient comme un acte de « violation de la liberté » (*qinfan ziyou 侵犯自由*). Il est évident pour eux qu'on doit pouvoir parler cantonais n'importe où et n'importe quand. Or, cette liberté est également réduite sur Internet où ils ne peuvent pas aller sur les sites qu'ils visent, ce qu'ils interprètent comme une autre sorte de « violation de la liberté et du droit de savoir ». Habitués au monde numérique, qu'ils voient comme un monde « magique » où on trouve ce qu'on veut, leur prise de conscience s'est formée en découvrant l'existence

des censures sur ce monde « magique ». Le fait que cette liberté dans leur vie sociale et d'internaute soit limitée par l'ordre politique, provoque chez eux une indignation, auparavant ravalée en raison de l'obéissance dans laquelle ils ont été éduqués et de la peur chez leurs parents.

Ces jeunes, qui sont nés et ont grandi avec l'essor économique, la formation d'une société de consommation et l'intégration de la Chine dans la globalisation, ont reçu une éducation fondée sur la soumission et sont souvent considérés, dans les stéréotypes de la société, comme des enfants uniques gâtés, irresponsables, égoïstes, matérialistes. Or ils se trouvent affrontés à une transformation accélérée de la société, où la mobilité sociale se réduit, où l'injustice et la corruption scellent leur chemin vers l'ascension sociale. Les valeurs qu'ils ont reçues dans l'éducation familiale et à l'école se sont effondrées, les laissant perdus et enchaînés sous des normes sociales écrasantes. Sans formation politique ni expérience des mouvements politiques, ils n'ont pas d'expérience d'affrontement direct avec les autorités politiques, lesquelles gardent aux yeux de ces jeunes une image sérieuse et ancienne à travers l'éducation reçue à l'école. Ils mesurent mal encore les limites du pouvoir politique, lesquelles sont flottantes et flexibles. Certains n'imaginent pas les retombées politiques de ce qu'ils font avec quelques clics sur Internet, d'autres intériorisent cette peur dans les cas d'arrestations d'internautes en Chine. Zithing, membre actif du groupe Lingliai, en est un exemple. Ce jeune Cantonais voit le monde d'Internet comme un monde sans vie privée, où ce qu'on fait, écrit et dit est sous surveillance, sans parler de l'omniprésence des caméras dans les lieux publics et privés. Il se méfie d'Internet, il craint que d'autres sachent ce qu'il fait, et voit l'acte de franchir la censure sur Internet comme une prise de risque qui laisse des preuves aux autorités. Son grand-père, un intellectuel, a été battu à mort pendant la révolution culturelle et il a dans sa vie familiale éprouvé la puissance du pouvoir politique sur la vie quotidienne d'un administré à travers le bouleversement survenu du jour au lendemain dans la vie de ses parents, ouvriers « descendus du poste » (*xia gang 下岗*)[338]. Il n'ose pas dire ce qu'il pense sur Internet, et cite l'expérience de son ami, « invité pour un thé » par les services secrets sur son lieu de travail après un commentaire émis sur Internet qui critiquait les travaux de préparation des Jeux asiatiques. Cependant, cette

[338] Ce terme chinois a été créé à la fin des années 1990, au moment de la privatisation des entreprises d'État en Chine, afin d'éviter le terme de chômage.

peur de devenir victime des contraintes politiques ne l'empêche pas de revendiquer la liberté, de critiquer la censure du gouvernement sur Internet car il ne s'agit pas de laisser « bloquer l'idée de la liberté, ce qui est déjà le cas dans le monde réel », selon lui.

Influencés par cette idée de liberté et les modèles de mouvements sociaux venus d'ailleurs, ces jeunes Cantonais ne se contentent plus de l'atmosphère générale qui règne sur Internet en Chine, où des internautes écrivent leurs critiques de manière indirecte, en détournant les questions politiques en blagues quotidiennes. A leurs yeux, les critiques sont faites pour le bien de la société et du pays, et non dans une intention subversive. Cette volonté de changer la société les pousse à rechercher des modèles ou des idées dans les expériences vécues à l'étranger, à Hong Kong, à Taiwan. Ces jeunes, qui ont grandi dans un marché idéologique planifié et monotone, sont fascinés par les idées, les idéologies et les modèles qu'ils ont découverts à travers Internet, telles la participation de ladite « société civile », et une société meilleure, où la responsabilité sociale serait partagée et appliquée par les citoyens. Leur manière d'intervenir dans la société ou en politique est elle aussi complètement bouleversée par l'usage d'Internet – et la mobilisation qu'il permet –, lequel, comme dans d'autres pays autoritaires, et pour un coût relativement bas en Chine, rend accessibles les scènes sociales et politiques.

La création du groupe Lingliai et le mouvement de défense du cantonais s'inscrivent dans ce contexte-là qui voit l'émergence d'un marché patrimonial en Chine avec la promotion de l'idéologie de la conservation du patrimoine par l'Unesco. A Canton, ce marché est né avec le mouvement de défense des monuments, inspiré des expériences de Hong Kong et qui a démarré sur Internet et dans la presse. L'accélération de l'urbanisation et la disparition des vieux quartiers de Canton ont introduit la notion de mémoire collective et vu (re) naître une culture cantonaise où la dimension linguistique reste essentielle. Les Jeux asiatiques, événement international, ont joué un rôle essentiel pour intégrer la Chine dans la globalisation avec ses normes à respecter. La réduction des émissions en cantonais a, dans ce cas-là, été considérée par le gouvernement comme la preuve nécessaire de la solidarité et de l'unification du pays, alors que la population l'a perçue comme l'imposition de l'ordre administratif sur le milieu culturel et une violation de la liberté d'accéder à un marché culturel. Les critiques et les débats qui se sont déroulés dans la presse ou sur Internet ne suffisent pas à montrer les

mécontentements, et les jeunes, avec Internet, ont opté pour défendre la langue cantonaise, symbole de leur liberté déjà limitée, envisageant de faire changer la situation et de participer à la gestion de la ville. Avec Internet, différentes initiatives ont émergé et l'amplification de leurs échos sur Internet a finalement débouché dans la rue, produisant l'image d'une langue partagée en danger et donc à protéger. Cette cristallisation des mécontentements et des problèmes sociaux a emprunté le canal de la culture locale, auparavant jugée politiquement sensible et dangereuse chez les minorités ethniques de la Chine. La proximité géographique et culturelle, la différence de régime politique et du degré de liberté entre Hong Kong et Canton font en permanence de Hong Kong une référence de comparaison, un exemple à suivre et fournissent un objet de lutte aux yeux des acteurs sociaux évoqués à Canton. Le cantonais, partagé entre la région cantonaise et Hong Kong, permet à cette dimension linguistique un dépassement de l'opposition des régimes politiques capitaliste et communiste, lequel légitime le désir des gens d'accéder au monde de liberté dont Hong Kong fait partie à leurs yeux.

Conclusion

> *Coercion and intimidation, based on the state's monopoly of the capacity to exercise violence, are essential mechanisms for imposing the will of those in control of the institutions of society. However, the construction of meaning in people's minds is a more decisive and more stable source of power. The way people think determines the fate of the institutions, norms and values on which societies are organized.* (Castells 2012, p. 5)

Cette recherche s'est donnée pour objectif d'analyser, avec une approche anthropologique, l'émergence des nouvelles dynamiques sociales et politiques impliquant l'usage d'Internet dans un régime autoritaire en Chine. L'engendrement de ces dynamiques et leur évolution en ligne et dans la vie sociale et politique sont traités comme un processus évolutif, sous la tension créée entre le contrôle de l'Etat-parti et la quête d'ouverture des acteurs sociaux, dans la dialectique domination/libération propre à la société en réseaux où nous vivons actuellement, laquelle est construite autour de la communication par Internet[339]. Le contrôle de l'Etat-parti, sur Internet et dans la société, est analysé principalement dans la première partie à travers la régulation d'Internet et la réforme sociale récemment lancée. Le désir d'ouverture et la volonté de changement social, voire politique, des internautes chinois sont présentés à travers trois exemples de terrain, dans la deuxième partie, avec des entretiens approfondis ainsi que des observations sur place et en ligne. L'Etat chinois se trouve placé au centre d'une contradiction entre le besoin d'ouverture pour la croissance économique et la nécessité de fermeture politique pour préserver la légitimité du pouvoir ; tandis que les internautes chinois, pris aussi dans cette contradiction, restent tiraillés entre désir d'ouverture sociopolitique et peur des retombées politiques. Ainsi, la « société harmonieuse » que l'Etat-parti veut édifier, implique des « organisations sociales » comme « co-gestionnaires[340] » de la société sous la tutelle du Parti et avec la logique du

[339] Manuel Castells, *La galaxie d'Internet*, 2002, *op.cit.*, p.334.
[340] Co-gestionnaire s'entend *a minima* au sens de gestion partagée, ou déléguée, sans référence au socialisme autogestionnaire du XXe siècle, comme le montrent Bernard Hours et Monique Selim dans

marché ; tandis que la « société meilleure » rêvée par les acteurs sociaux rencontrés dans cette étude suppose, la plupart du temps, la construction d'une société civile floue, qui disposerait de la capacité de défendre des valeurs universelles avec plus de liberté et d'autonomie.

Cette thèse examine trois points fondamentaux à travers l'analyse des politiques publiques de l'Etat-parti et celle des pratiques et des représentations des acteurs sociaux rencontrés. Ces trois points sont : l'approche méthodologique avec l'intégration d'Internet dans une perspective anthropologique, la « gouvernance » incorporée et promue par le gouvernement central chinois, et la logique de résistance des internautes et acteurs sociaux face au contrôle de l'Etat chinois à la fois sur Internet et dans la vie sociale et politique. Placée dans une dialectique entre cette « gouvernance » du régime autoritaire et cette logique de résistance de plus en plus connectée, soutenue et inspirée par une « société civile globale », on peut se demander, comme le font Bernard Hours, Monique Selim et Yann Moulier Boutang[341], et de nombreux chercheurs de toutes origines[342], où va la société chinoise contemporaine, et s'engage-t-elle dans une forme spéficique de capitalisme cognitif[343], avec ses propres usages de la philanthropie[344] ? Développe-t-elle des modes singuliers d'innovation[345] ?

Internet dans une perspective anthropologique

Il est avéré que les nouveaux phénomènes sociaux et politiques, accompagnés de l'usage d'Internet et d'autres nouvelles technologies de communication, nécessitent de repenser la méthodologie dans les recherches en sciences sociales. Plusieurs disciplines sont amenées à cette réflexion méthodologique sur leurs objets de recherches respectifs

---

« Du travail social à la société civile », « De la société civile aux ONG », « Droits, normes et marché », *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton(Chine)*, l'Harmattan, 2013.

[341] Yann Moulier-Boutang et Monique Selim, « Fragments politiques et économiques de Chine », *Multitudes*, n° 54, pp. 105-109.

[342] Dossier « Chine 3.0 », Wang Xiaoming et Yann Moulier-Boutang, *Multitudes*, n°54.

[343] Yann Moulier-Boutang, *Capitalisme cognitif* : *La Nouvelle Grande Transformation*, Paris, Editions Amsterdam, 2007.

[344] Gilles Guiheux et Khun-Eng Kuah-Pearce (dir.), *Social Movements in Hong Kong and China. The Expansion of Protest Space*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2009.

[345] Rigas Arvanitis et Zhao Wei, « Les politiques parallèles du développement industriel en Chine », *in* Romain Bironneau (dir.), *China innovation Inc. Des politiques industrielles aux entreprises innovantes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 119-138.

et le centre d'intérêt de chaque discipline caractérise à la fois les problématiques et l'approche méthodologique, comme l'expliquent Monique Selim [346] et Madeleine Pastinelli[347]. Les chercheurs en sciences de la communication ne s'intéressent pas aux mêmes enjeux que les anthropologues, et les politologues ciblent des problématiques autres que celles qui intéressent les historiens ou les sociologues. Par exemple, la médiation, le cadre sociotechnique, la circulation des informations restent au cœur des questionnements des chercheurs en communication, alors que certains politologues portent leur attention sur les modes de mobilisation sociale et d'organisation des mouvements sociaux sur Internet et par Internet. Il semble que ce soit l'objet de recherche lui-même, dans différentes disciplines, avec ses propres caractéristiques liées à Internet, qui définit la démarche des chercheurs. Concernant les recherches menées sur les phénomènes sur Internet, par Internet et à cause d'Internet, certaines prennent pour objet le dispositif technique d'Internet ou l'espace de communication numérique lui-même ; d'autres observent les rapports sociaux comme point de départ, en analysant les transformations apportées par l'usage des nouvelles technologies.

Néanmoins, la rupture totale entre ce qui se joue sur Internet et ce qui se joue dans la vie sociale et politique semble peu probable et inimaginable dans les recherches, comme dans la vie quotidienne, car Internet est de plus en plus partie intégrante de nos vies quotidiennes. Manuel Castells affirme : « Qui veut vivre en société à cette époque et en ce lieu sera nécessairement confronté à la société en réseaux. Car nous sommes bel et bien entrés dans la galaxie Internet[348]. » Il est donc important de pouvoir saisir à la fois les enjeux dans l'espace de communication en ligne et sur la scène sociopolitique de la société, afin de comprendre l'articulation de ces deux champs dans l'ensemble des processus de transformations de la société. En l'occurrence, dans cette recherche, la question qui se pose en premier lieu à l'anthropologue est celle de l'investissement et de l'engagement des acteurs sociaux dans les nouvelles dynamiques sociales, face à l'omniprésence du contrôle de l'Etat-parti. L'usage des nouvelles technologies a changé certes les dynamiques sociales ainsi que la manière de s'engager et de s'investir dans la

[346] Monique Selim, « La production numérique du réel, perspectives anthropologiques », *Variations* [En ligne], 16 | 2012, mis en ligne le 20 février 2012. URL : http://variations.revues.org/148. Consulté le 04 avril 2014.
[347] Madeleine Pastinelli, « « Pour en finir avec l'ethnographie virtuelle », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 35, n°s 1-2, 2011 : 35-52.
[348] Manuel Castells, 2002, *op.cit.*, p.342.

vie sociale et politique de chaque internaute, mais ce n'est pas pour cela que l'enquête de terrain doit se centrer uniquement sur le nouvel espace de communication permis par les nouvelles technologies, ni seulement sur les technologies elles-mêmes, car les dynamiques dans l'espace électronique ne représentent qu'un aspect de la société.

Pour mieux comprendre les nouvelles dynamiques sur Internet, par Internet et à cause d'Internet, il est important de replacer ces dynamiques dans l'ensemble du contexte social et politique, avec les liens tissés et/ou modifiés ; et de les analyser comme un aspect de la vie des acteurs, tout comme le domaine du travail ou la parenté. Précisément, pour une enquête de terrain anthropologique, il me semble important de pouvoir articuler les entretiens et les observations sur le terrain dans l'espace urbain avec les investissements des acteurs et leurs propres visions sur l'espace numérique. Dans un pays autoritaire comme la Chine, il est très intéressant de voir la différence dans les stratégies adoptées (différents contenus livrés et différentes manières de questionner et de protester) par les acteurs sociaux sur Internet et dans un entretien anthropologique en face-à-face. Certains restent prudents dans les entretiens classiques, car ils craignent que ceux-ci comportent davantage de risques politiques que les discussions sur Internet, où ils pensent savoir mesurer les limites de la tolérance de l'Etat-parti, ou simplement n'envisagent guère les retombées politiques réelles, protégés qu'ils se croient derrière leur écran. D'autres, au contraire, pensent pouvoir contrôler leur interlocuteur plus facilement dans la discussion face-à-face qu'en ligne, où il est pratiquement impossible de vérifier la qualité de leurs correspondants, ce qui nourrit à la fois crainte et encouragement. Ce choix dans la stratégie de présentation des paroles livrées détermine le contenu des matériaux collectés et les réflexions personnelles des acteurs rencontrés, lesquels pourraient modifier les analyses sur des liens sociaux restitués dans les entretiens ou dans les suivis sur Internet.

Contrôle, marché et participation : des normes de gouvernance du Parti

De même qu'il s'était saisi du modèle économique du marché, l'Etat chinois s'est saisi plus récemment de la notion de gouvernance, pour en faire un usage idéologique et stratégique participatif remarquable, comme l'indique Bernard Hours, qui insiste sur la

proposition emblématique à cet égard d'associer les ONG à la gestion des problèmes sociaux[349]. L'usage d'Internet constitue un enjeu majeur dans ce contexte puisqu'il s'agirait d'un instrument de coopération entre l'Etat et la société, plutôt que d'un outil de protestation, de contestation, voire de subversion.

La « gouvernance » (*zhili 治理*) promue par l'Etat-parti en Chine est le nouveau paradigme national qui encadre tant la gestion de l'espace d'Internet que les dynamiques sociales en général. Le contrôle du gouvernement reste au cœur de cette nouvelle orientation de gestion, en dépit de l'implantation du marché et de l'appel à la participation de la société. Si le contrôle du gouvernement chinois sur les ONG, légales ou illégales, et sur les « organisations sociales » rencontre moins de résistance en raison d'une répression visible et immédiate, celui qu'il exerce sur Internet prend des formes de plus en plus complexes, à la fois bras de fer et stratégie *soft*, s'ajustant aux avancées technologiques et aux offensives des internautes qui semblent beaucoup plus fortes et efficaces sur Internet que dans la vie sociale et politique. Car même si les autorités locales lui laissent peu d'espace, Internet permet des possibilités de détournement et de contournement.

L'introduction d'Internet en Chine a pour objectif la croissance économique par l'informatisation et la modernisation du pays. Cette dimension économique primordiale s'accompagne d'une dimension politique et idéologique et érige Internet en champ de bataille idéologique et politique dans la continuité des approches communistes. La dimension sécuritaire s'y est ajoutée, en particulier après les révélations de Wikileaks et l'affaire Snowden ainsi que les révolutions des pays arabes. Ces trois dimensions marquent l'évolution des mesures de contrôle d'Internet par l'Etat-parti, lesquelles passent d'une censure simple à une logique de « gouvernance » : censure, autodiscipline par la responsabilisation de chacun, participation et coopération avec le gouvernement, orientation des opinions à travers le recrutement d'internautes. Pourtant la répression violente persiste malgré ces mesures participatives très sophistiquées et soigneusement organisées. Cette violence politique de l'Etat-parti qui s'appuie sur la norme sécuritaire

[349] Bernard Hours et Monique Selim, « Les ONG, voix sociales mineures/entreprises capitalistes globales », dossier « ONG, Monde, Genre », *Multitudes*, n° 47, pp.36-41. Bernard Hours et Monique Selim, « Les ONG, outils de gouvernance globale », dossier « ONG, Monde, Genre », *Multitudes*, n° 47, p. 97.

globale contemporaine, se donne à voir comme une nécessité pour la sécurité de la vie et du travail de chacun, et non comme le simple maintien du pouvoir du Parti contre les activités subversives, lequel est l'objectif final de l'Etat-parti. Afin d'assurer une meilleure gestion sur Internet, de contrôler les débordements politiques potentiels et de mieux se protéger dans la guerre des informations au niveau international, le gouvernement chinois a créé un groupe de direction[350] sous la tutelle du Président Xi Jinping pour « l'informatisation et la sécurité d'Internet », qui a lancé l'institutionnalisation et la centralisation des systèmes de gestion d'Internet auparavant dispersés dans différents organismes étatiques. La création de ce groupe répond au besoin du gouvernement chinois pour le développement économique et le maintien de la stabilité politique et sociale, et rejoint aussi les normes globales sur l'informatisation et la sécurité de l'information.

La gestion d'Internet par l'Etat-parti illustre bien la contradiction du gouvernement qui utilise Internet comme moteur de croissance économique et d'ouverture du marché, tout en refusant les ouvertures politiques et sociales permises par Internet. L'implantation du marché en Chine pénètre tous les domaines, sauf le politique. Le gouvernement chinois veut garder le marché en dehors du politique alors qu'il est lui-même l'initiateur et le promoteur du marché dans le domaine économique et social. La mise en avant sur la scène internationale de la dimension sécuritaire liée aux nouvelles technologies de l'information fait du modèle chinois de contrôle et de censure sur Internet un modèle à exporter et à utiliser ailleurs comme d'autres marchandises chinoises, en particulier dans les régimes autoritaires et surtout après le choc des révolutions dans les pays arabes. Internet n'est plus désormais ni un marché libre ni en accès libre, mais un objet à la fois de contrôle et de consommation encadrée. A cet égard, la contradiction entre le marché et la sécurité, et bien au-delà du cas de la Chine, pourrait être globale.

Suivant le même paradigme de « gouvernance » promue par l'Etat-parti, la réforme sociale, comme le contrôle d'Internet, s'effectue à travers l'introduction du marché dans le social, la participation de la société et le contrôle des risques. Les « organisations sociales », promues comme un nouvel acteur social pour l'édification d'une société

[350] Depuis l'arrivée de Xi Jinping au sommet du pouvoir, cinq groupes de direction ont été créés sous sa tutelle : les affaires étrangères, la question de Taiwan, l'approfondissement de la réforme, la sécurité nationale, l'informatisation et la sécurité d'Internet.

meilleure, se retrouvent sur un marché du social nouvellement ouvert et autorisé par le gouvernement chinois. Baptisée « nouvelle force sociale », cette catégorie englobe toutes les formes de groupes sociaux et d'organisations, légaux ou illégaux, canalisés vers l'institutionnalisation et catapultés en tant que co-gestionnaires de la société, tout en gommant les traits inspirés de la société civile et des ONG comme instances de contre-pouvoir. En dépit de la suppression du système du double contrôle, de l'offre de financements et de l'ouverture du marché de l'action sociale, le contrôle de l'Etat-parti demeure à travers la neutralisation de la dimension politique dans les ONG par la force du marché *via* la financiarisation et la professionnalisation pour la performance, ainsi que par la répression politique à travers la marginalisation et l'exclusion, voire la répression. Une diversité de modèles et d'idéologies issus de l'Occident, souvent porteurs de connotations démocratiques, dont la société civile, sont appropriés par le gouvernement chinois qui les offre avec des contenus méticuleusement nettoyés, modulés et transformés. Ces modèles et idéologies incorporés visent à canaliser les dynamiques sociales, dont celles exprimées sur Internet, et à enfermer la population dans une mobilisation qui donne à voir la participation de la société comme une responsabilité morale et citoyenne à assumer et une solution aux problèmes sociaux tels que la corruption et les inégalités sociales et économiques.

De la gestion primaire à la gouvernance, l'évolution des politiques publiques dans le contrôle d'Internet et dans la réforme sociale illustre une transformation de la direction de l'Etat chinois, dont l'image passe de celle d'un gouvernement autoritaire placé en surplomb de la société à celle d'un gouvernement bienveillant dans le service qu'il octroie au peuple et partageant son pouvoir de gestion. Cette nouvelle image du gouvernement est renforcée par la promotion du *gongyi* (*公益* bien-être public, traduit comme philanthropie moderne), et par la participation à l'interaction des dirigeants et des organismes gouvernementaux sur Internet. Cette transformation sert à renforcer le pouvoir et non à le céder : ni à un contre-pouvoir, ni au marché. Le slogan du gouvernement – « la distinction entre le gouvernement et la société » (*zhengshe fenkai 政社分开*) – marque la frontière entre la société et le gouvernement comme une ligne de protection du politique contre la liberté potentielle portée par la logique du marché. Contrairement à la société, le politique ne doit jamais être envahi par le marché ; il est le seul champ qui ne peut pas être « marchandisé » ou « marchandisable » pour maintenir

le pouvoir de l'Etat-parti. Ni l'économie, ni la société, ni le marché ne peuvent être politisés pour le gouvernement chinois.

La prospérité, le renouveau de la nation et le bonheur du peuple constituent l'idée principale du « rêve chinois » de Xi Jinping, un slogan qui renvoie à l'histoire du déclin de la Chine féodale et appelle à la solidarité et à la participation de chaque individu en tant qu'énergie pour la réalisation de ce rêve. Avec la disparition des unités de travail (*danwei* 单位), remplacées par le marché, l'individu a remplacé les masses et est devenu le sujet à mobiliser par le gouvernement chinois. « Le rêve chinois est *in fine* le rêve du peuple chinois[351] », affirme Xi. Ce rêve, comparé au rêve américain, repose sur la légitimité du pouvoir du Parti en tant que représentant de la population chinoise, et ainsi la renforce comme une évidence indiscutable où l'intérêt du Parti et celui du peuple chinois sont construits comme un intérêt partagé et confondu, où le débat politique n'a aucune raison d'exister en dehors. Ce « rêve chinois » de Xi Jinping signifie-t-il le monopole politique maintenu du Parti, avec une société co-gestionnaire d'elle-même, apolitique, non contestataire, performante, efficace pour la croissance économique et la correction des défaillances à la fois du marché et de la société ?

Résistances des internautes entre liberté encadrée et autonomie enchaînée

Dans les trois groupes sociaux examinés dans la deuxième partie de ce travail, on observe trois caractéristiques dans la formation et l'évolution de ces groupes. D'abord, il s'agit du processus de production d'une appartenance collective : une orientation sexuelle minoritaire partagée pour FPAH, une langue commune pour Lingliai, et un objectif d'action et une émotion de colères partagés pour EcoCity. Ensuite, on observe les différentes stratégies des acteurs face à la tension entre le désir de continuer leur action et le contrôle politique omniprésent : maintenir la situation actuelle, répondre à l'appel du gouvernement pour une participation à la gestion sociale, etc. Enfin, viennent les tentatives de coalition des différents groupes dans le même ou différents champs de normes, souvent pour un objectif commun de la société civile.

[351] Voir la page thématique consacrée au « rêve chinois » sur le site du Parti Communiste Chinois : http://cpc.people.com.cn/n/2013/1206/c164113-23769910.html, consulté le 3 avril 2014.

Tant les internautes que les organisations sociales sont invités par le gouvernement à participer à la gestion de la société, en ligne et hors ligne. Cette « co-gestion » doit pourtant rester dans la ligne directrice du Parti, celle de la « mélodie dominante » (*zhuxuanlü 主旋律*) en faveur du pouvoir politique du Parti. Cette participation est donc encadrée par les normes sociales et politiques promues par l'Etat-parti, et tous les dépassements, que ce soit sur Internet ou sur la scène sociale et politique, s'exposent à des sanctions protéiformes. Ce cadre imposé par le gouvernement chinois contraint le désir d'ouverture et la quête de liberté des internautes et des acteurs sociaux des ONG et nourrit en eux un sentiment de crainte, que ce cadre, flottant, soit franchi ou non.

Malgré leur peur face aux mesures de contrôle de l'Etat-parti, les internautes, comme les acteurs sociaux des ONG, ont développé des stratégies offensives pour résister aux tentatives de fermeture politique et pour obtenir plus d'ouverture sociale et politique. Inspirés par les expériences occidentales, ils font appel à des valeurs universelles et rejoignent aussi à leur tour les normes globales. Malgré son rôle d'initiateur du marché, l'Etat-parti ne peut pas prévoir ni décider où vont aller surfer les internautes ni bloquer toutes les communications sur Internet. Les internautes, avec Internet, grâce à leur statut de consommateurs et aux avancées technologiques qui distancent les mesures de contrôle de l'Etat-parti, ont donc gagné sur la scène sociale et politique davantage de marge de liberté que les ONG. En cas de site fermé ou très surveillé, les internautes peuvent choisir de partir vers un autre site, où ils apportent avec eux un enjeu économique et commercial crucial pour les entreprises de fournisseurs de services en ligne. Ainsi se cristallise une tension entre les entreprises et les autorités chinoises, entre la logique du marché et l'affirmation de l'autorité du régime autoritaire. Ces entreprises, pour les bénéfices économiques, cherchent à satisfaire les besoins de leurs clients et des consommateurs potentiels, mais leur existence sur le marché chinois dépend largement du pouvoir politique du Parti. Elles sont donc amenées à gérer directement l'affrontement entre le désir des consommateurs et l'ordre de contrôle du gouvernement. Bien que l'obéissance au pouvoir politique leur semble la seule solution, ils tentent en même temps de créer une marge flottante/volatile de liberté dans leurs services sur Internet pour atténuer le mécontentement et la colère de leurs clients et optimiser leurs bénéfices malgré l'intervention du contrôle politique sur ce marché.

En quête de liberté, les internautes, comme les entreprises, évitent, la plupart du temps, l'affrontement direct avec le pouvoir politique du Parti. Le détournement, le contournement et le déplacement des débats sont des stratégies de plus en plus employées par les internautes face à la violence politique omniprésente. Néanmoins, la peur de la violence politique n'annule pas leur soif de liberté, et le sentiment de ne pas être seuls dans le combat et dans la résistance grâce aux échanges sur Internet pourrait renforcer ce désir et les aider à franchir l'obstacle de la peur vers un espoir de liberté. Les acteurs sociaux des ONG et des « organisations sociales » s'investissent ainsi de plus en plus dans la sphère numérique. Tout se passe comme si la pression politique réelle sur leurs activités quotidiennes s'atténuait dans l'espace électronique, où le soutien des internautes exerce une grande pression en écho à leur vécu dans la vie sociale. Et ce soutien représente pour les internautes moins de risques qu'une action matérielle de soutien dans la vie sociale, car ils ne sont pas dans l'instant menacés d'arrestation et sont visiblement nombreux à être dans ce cas. Ce sentiment de ne pas être seul mais d'être nombreux et ensemble, appelé par Manuel Castells « *togetherness* », semble la clé de la mobilisation des mouvements sociaux.

La formation du groupe FPAH en est un exemple significatif. « Je ne suis pas seul », cette phrase répétée par nos interlocuteurs dévoile le processus de création d'une représentation d'appartenance sur Internet à partir d'une orientation sexuelle minoritaire et stigmatisée. Ce sentiment d'appartenance est d'autant plus fort que cette famille symbolique groupée autour d'une « mère » modèle accorde une reconnaissance familiale et sociale, que nos interlocuteurs ne reçoivent ni de leur famille ni de la société. Dans la lutte des habitants de Panyu, l'appartenance communautaire liée au lieu de l'habitat n'existait pas, car ce nouveau mode d'habitat est construit sur des rapports marchands, et non sur un lien d'affiliation comme dans un village, au travail ou dans un dortoir d'unités de travail. L'objectif partagé de protéger leur habitat les a réunis afin de protéger un habitat plus général, celui de tous les êtres humains. La mise en ligne des mécontentements d'un certain nombre d'habitants engagés dans la lutte a mobilisé de plus en plus d'habitants, car ils ne se sentaient plus seuls à s'investir dans le combat. Dans le cas de Lingliai, la médiatisation des débats sur l'annulation des émissions en cantonais avait déjà fait réagir un grand nombre d'internautes, sans que personne puisse en imaginer les effets, jusqu'au moment où quelques milliers de jeunes ont répondu à

l'invitation des initiateurs et ont manifesté dans les rues de Canton pour défendre leur langue maternelle. L'appartenance à un groupe linguistique régional était déjà développée et attirait même des internautes qui ne pratiquaient pas cette langue. En l'occurrence, il ne s'agissait plus de la défense d'une langue, mais de la liberté de la choisir et de contester un mode de vie perturbé par l'uniformisation du marché et la violence du politique. C'est avec ce sentiment de *togetherness* que les acteurs sociaux ont franchi les obstacles sociaux et politiques, et se sont permis de s'investir dans leur combat et leur lutte.

Dans les trois exemples de terrain, on peut observer un paradoxe dans les stratégies adaptées par ces groupes. Ils cherchent tous à s'intégrer à la scène politique contrôlée par le gouvernement chinois et à sortir d'une situation de marginalité voire d'exclusion. Ils comprennent très bien que toute dimension jugée subversive ne peut que les exclure de la scène politique et sociale et aussi d'Internet. Pour pouvoir continuer leur action, la participation à la gestion de la société et la légalisation facilitée des ONG leur paraissent des opportunités politiques et financières à saisir. Ils voient dans la voie de l'institutionnalisation prescrite par l'Etat-parti une issue pour quitter leur situation de précarité à la fois financière, sociale et politique. Pas toujours conscients de la nature politique de leurs luttes et de leurs causes, ils déclarent, dans leur discours, vouloir une société meilleure à travers la participation de la société civile, avec revendication des droits et ouverture à la participation politique des citoyens. Leur désir de changement de la société et leur quête de liberté se traduisent par leur participation à la gestion de la société. C'est à travers cette participation, encadrée par le gouvernement chinois, qu'ils perçoivent la voix de la « société civile » et une voie vers une société meilleure, pour ne pas dire démocratie.

Partagés entre la volonté de s'exprimer pour laquelle Internet constitue un outil, les homosexuels, les défenseurs de l'environnement et du patrimoine présentés précédemment se heurtent aux barrières érigées par l'Etat-parti et aux risques de répression éventuelle engendrés par leurs activités. Les espaces de collaboration que l'Etat a dégagés sont des gages de pérennité pour des organisations peu formelles et fragiles. La lutte contre le SIDA ouvre un espace de coopération manifeste avec l'Etat. Les risques environnementaux auxquels sont exposés les Chinois légitiment largement

les protestations. Les dérives de la gestion urbaine sont elles aussi des éléments de mobilisation que l'Etat ne peut durablement nier. Les acteurs engagés dans ces champs sont exposés à des contradictions et à des ambiguïtés multiples car si Internet est l'outil d'une prise de parole, cette parole est de fait publique et dès lors elle doit être mesurée et stratégique.

Mise en réseaux des groupes, autonomie relative et efficacité des nouvelles formes de contrôle : vers quelle société civile ?

> *The role of the internet goes beyond instrumentality : it creates the conditions for a form of shared practice that allows a leaderless movement to survive, deliberate coordinate and expand. It protects the movement against the repression of their liberated physical spaces by maintaining communication among the people within the movement and with society at large in the long march of social change that is required to overcome institutionalized domination.* (Juris, 2008[352])

Si la résistance de nos interlocuteurs semble efficace sur Internet, leurs efforts dans le domaine social paraissent beaucoup moins évidents. Les trois groupes aux thèmes différents étudiés ici révèlent une marge de manœuvre étroite lors de leur formation sur la scène sociale et politique. L'engagement et l'investissement sur Internet sont très flexibles et cette flexibilité caractérise une marge de souplesse qui élargit l'espace social et politique des acteurs sociaux, malgré la censure en ligne. Cet espace est immédiatement réduit et contrôlé dans la vie sociale et politique, en particulier avec la réforme sociale qui cible les nouvelles dynamiques sociales et vise à les canaliser pour mieux les contrôler. Pris dans les processus globaux, l'Etat-parti met en œuvre une gouvernance sous la forme d'une prétendue ouverture et d'un retrait bienveillant et tente de sceller les chemins des acteurs et des internautes vers une liberté normée et globalisée, afin peut-être d'encadrer les lignes de fuites dans les normes sociales et politiques admises par le Parti, et cela, face à l'indignation accumulée par la population et à une quête de liberté promue à l'échelle globale.

Entre ouverture économique globale et clôture politique nationale, la situation chinoise est paradoxale. Parce qu'Internet est un outil global par excellence, transnational et sans

[352] Jeffrey Juris, *Networked futures*, Duke University Press, Durham, NC, 2008, cité par Manuel Castells, 2012, *op.cit.*, p. 229.

frontières, l'analyse de son rôle et de ses limites est importante pour comprendre l'évolution de la société chinoise aujourd'hui. Si l'expression de chaque internaute est autonome, sa diffusion a lieu sous contrainte étatique systématique et tatillonne comme dans tout régime autoritaire, comme l'explique Bernard Hours[353] : « La société civile qui est désormais convoquée est attendue disciplinée et non subversive, comme une sorte de liberté surveillée. L'espace ouvert est à la fois énorme et limité. Il est énorme parce que chacun peut s'y rendre et s'y exprimer. Il est singulièrement limité par l'interdiction de fait du passage de l'expression individuelle à toute forme d'agrégation, de capitalisation, de communautarisation, d'inscription sur une scène sociale, nécessairement politique, qui demeure interdite. Internet semble une soupape tolérée voire encouragée. Toute forme d'inscription dans un 'espace public' devient un Tiananmen potentiel. La 'bonne gouvernance' pour le gouvernement chinois consiste à bien gérer plutôt qu'à contribuer à créer des citoyens et c'est à ces derniers de le devenir. »

C'est pourquoi après cette recherche initiale, je souhaiterais continuer à approfondir les différentes dynamiques de la « société civile » chinoise qui émerge aujourd'hui.

[353]Bernard Hours, séminaire à l'EHESS « Anthropologie politique de la globalisation. ONG, humanitaire, gouvernance, globalisation ». Bernard Hours, *Développement, gouvernance, globalisation. Du XXe au XXIe siècle*, Paris, l'Harmattan, 2012.

Bibliographie

Internet en général

BARGH John A., MCKENNA Katelyn Y.A. et FITZSIMONS Grainne M., « Can You See the "Real Me" ? Activation and Expression of the "True Self " on the Internet », *Journal of Social Issues*, 2002, vol. 58, n° 1, pp. 33-48.

BASILICO Sandrine (dir.), Dossier thématique, « Tribus et réseaux : nouveaux modes de communication et de relation », *Esprit Critique*, automne 2003, vol 5 n°4.

BEN NEFISSA Sarah et DESTREMAU Blandine, Numéro spécial « Protestations sociales, révolutions civiles – Transformations du politique dans la Méditerranée arabe », *Revue Tiers monde*, hors série, 2011.

BEN-ZE'EV Aharon, *Love Online : Emotions on the Internet*, New York, Cambridge University Press 2003.

BOYD Danah, « A response to Christine Hine », *in* MARKHAM Annette N. et BAYM Nancy K. (dir.), *Internet inquiry: Conversations about method*, Londres, Sage, 2008, pp. 26-32.

BURAWOY Michel, BLUM Joseph A., SHEBA George, ZSUZSA Gille et THAYER Millie (eds.), *Global ethnography : Forces, connections ; and imaginations in a postmodern world*, Berkeley, University of California Press, 2000.

CASTELLS Manuel (dir.), *The Network Society. A cross-cultural perspective*, Northampton, MA, Edward Elgar, 2004

CASTELLS Manuel, *Fin de millénaire*, Paris, Fayard, 1999,

CASTELLS Manuel, *La galaxie Internet*, Paris, Fayard, 2002.

CASTELLS Manuel, *Le pouvoir d'identité*, Paris, Fayard, 1999.

CASTELLS Manuel, *Networks of outrage and hope. Social mouvements in the Internet age*, UK, Polity, 2012.

CHRISCHTON Susan et KINASH Shelly, « Virtual Ethnography : Interactive Interviewing Online as Method », *Canadian Journal of Learning and Technology* », 29-2, pp. 101-116.

COLEMAN L.H., PATERNITE C.E. et SHERMAN R.C., « A Reexamination of Deindividuation in Synchronous Computer-mediated Communication », *Computers in Human Behavior*, 1999, n°15, pp. 51-65.

COUTANT Alexandre (ed.), *Internet et politique*, Paris, CNRS Editions, 2012.

DOUEIHI Milad, *La grande conversion numérique*, Paris, Edition du Seuil, 2008.

DOUEIHI Milad, *Qu'est-ce que le numérique ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013.

HEAS Stéphane et POUTRAIN Véronique, « Les méthodes d'enquête qualitative sur Internet », *ethnographiques.org*, n° 4 - novembre 2003 [en ligne]. URL : http://www.ethnographiques.org/2003/Heas,Poutrain, consulté le 04 novembre 2013.

HINE Christine, « Multi-sited Ethnography as a Middle Range Methodology for Contemporary STS », *Science, Technology & Human Values*, 32, 6, 2007, pp. 652-671.

HINE Christine, *Virtual Ethnography*, Londres, Sage, 2000.

HOWARD Philip N., « Network Ethnography and the Hypermedia Organization : New Media, New Organizations, New Methods », *New Media & Society*, décembre 2002, vol. 4, n° 4, pp. 550-574.

JURIS Jeffrey, *Networked futures*, Durham, NC, Duke University Press, 2008.

KALATHIL Shanthi et BOAS Taylor, *Open Networks, Closed Regimes*, Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2003.

KEELEY-BROWNE Elizabeth, *Cyber-Ethnography: The Emerging Research Approach for 21st Century Research Investigation*, Oxford, Oxford Brookes University, 2011.

KOZINETS Robert, « The Field Behind the Screen : Using Netnography for Marketing Research in Online Communities », *Journal of Marketing Research*, 39, 1, pp. 61-72.

KOZINETS Robert, *Netnography : Doing Ethnographic Research Online*, Londres, Sage, 2009.

MARCUS George, « Ethnography in/of the world system : The emergence of multisited ethnography », *Annual Review of Anthropology*, 24, 1995, pp. 95-117.

MILLER Daniel et SLATER Don, *The Internet : An ethnographic approach*, New York, New York University Press, 2000.

PASTINELLI Madeleine, « Pour en finir avec l'ethnographie virtuelle », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 35, n°s 1-2, 2011 : 35-52.

PASTINELLI Madeleine, *Des souris, des hommes et des femmes au village global*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007.

PASTINELLI Madeleine, « Les limites floues de l'ethnologie du contemporain : quelques réflexions autour d'une enquête sur la sociabilité électronique », *Ethnologies*, vol.26, n°2, 2004, pp.221-255.

RHEINGOLD Howard, *Les communautés virtuelles*, Paris, Addison-Wesley, 1995.

RUHLEDER Karen, « The Virtual Ethnographer : Fieldwork in Distributed Electronic Environments », *Field Methodes*, 12-1, pp. 3-17.

SELIM Monique, « La production numérique du réel, perspectives anthropologiques », *Variations* [En ligne], 16 | 2012, mis en ligne le 20 février 2012. URL : http://variations.revues.org/148, Consulté le 04 novembre 2013.

TURKLE Sherry, *Life on the screen : Identity in the age of the Internet*, New York, Touchstone, 1995.

WARD Katie, « Cyber-ethnography and the Emergence of the Virtually New Community », *Journal of Information Technology*, 1999, 14(1), pp. 95-105.

Internet en Chine

ARSENE Séverine, « Les discussions en ligne en Chin. Développement collaboratif de normes spécifiques pour l'expression individuelle », *Perspectives Chinoises*, n°2, 2008, pp 88-99.

ARSENE Séverine, *Internet et politique en Chine*, Paris, Karthala, 2011.

Hermès, « Société civile et Internet en Chine et Asie orientale », CNRS, n°55.

HU Yingzi et LAN Yixin, « Wukan shijian zhong de cunmin zuzhi jiqi gongneng tanxi 乌坎事件中的村民组织及其功能探析 », *China Non Profi Review*, vol.10, n°2 2012, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), disponible sur http://blog.sina.com.cn/s/blog_5bf21dee0101av1f.html, consulté le 6 février 2014.

LAGERKVIST Johan, *After the Internet, before Democracy: Competing Norms in Chinese Media and Society*, New York: Peter Lang, 2010.

LI Xiangnan, « Internet et la quête de la démocratie en Chine. Quel regard sur l'émergence des fonctionnaires dans le cyberspace ? », Mémoire de master, Université Stendhal, Grenoble 3, 2008.

LIU Jianfeng, « Wukan mima 乌坎密码 », le 9 juin 2012, *The Economic Observer*, http://www.eeo.com.cn/2012/0609/228009.shtml, consulté le 6 février 2014.

PUEL Gilles, « Les politiques publiques de régulation de l'accès à Internet en Chine », *Les cahiers de Netsuds*, n°4, CHENEAU-LOQUAY Annie (dir.), « Accès aux nouvelles technologies en Afrique et en Asie, TIC et service universel », Paris, l'Harmattan, 2009, pp. 123-136.

QIU Jack Linchuan, « The Internet in China : technologies of freedom in a statist society », *in* Manuel CASTELLS (dir.), *The Network Society. A cross-cultural perspective*, Northampton, MA, Edward Elgar, 2004, pp. 99-124.

QIU Jack Linchuan, *Working-Class Network Society: Communication Technology and the Information Have-Less in Urban China (Information Revolution and Global Politics)*, Cambridge, MA, The MIT Press, 2009.

QIU Jack Linchuan, *World Factories of the Information Age* (*信息时代的世界工厂 – 新工人阶级的网络社会*), Nanning, Guangxi Normal University Press, 2013.

WALTON Greg, *Bouclier d'or de la Chine, Les entreprises et le développement de la technologie de surveillance en Chine*, Droits et démocratie, 2001.

WU Xu, *Chinese Cyber Nationalism : Evolution, characteristics and implications*, Lanham, Boulder, New York, Toronto, Plymouth UK, Rowman and Littlefield, 2007.

YANG Guobin, « Technology and its contents : Issues in the study of the Chinese Internet », *The Journal for Asian Studies*, 2011, 70(4), pp.1043-1050.

YANG Guobin, *The power of the Internet in China. Citizen activism online*, NewYork, Columbia University Press, 2009.

Chine

ARVANITIS Rigas et ZHAO Wei, « Les politiques parallèles du développement industriel en Chine », *in* Romain BIRONNEAU (dir.), *China innovation Inc. Des politiques industrielles aux entreprises innovantes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 119-138.

CHEN Yingwei (ed.), *Cases of social entrepreneurship in China* (*中国社会创业案例集*), Beijing, Peking University Press, 2013.

China Analysis, « Chongqing ou Canton : deux modèles chinois », n°35, 2011.

DAVID Kelly, « Citizen movements and China's public intellectuals in the Hu-Wen era », *Pacific Affairs*, n°79, 2006, pp.183-204.

GUIHEUX Gilles et Khun-Eng KUAH-PEARCE (dir.), *Social Movements in Hong Kong and China. The Expansion of Protest Space*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2009.

GUIHEUX Gilles, « L'« entreprise citoyenne » en Chine », *Transcontinentales* [En ligne], 3 | 2006, document 2, mis en ligne le 18 février 2011, URL : http://transcontinentales.revues.org/514, consulté le 20 février 2014.

GUIHEUX Gilles, « L'épidémie de Sras : quelles séquelles en Asie ? », *Rapport Ramsès 2004*, Paris, IFRI-Dunod, 2003, pp. 333-334.

GUIHEUX Gilles, « Political 'Participation' of Entrepreneurs : Challenge or Opportunity for the Chinese Communist Party? », *Social Research*, Vol. 73, No. 1, Spring 2006, pp. 219-244.

HE Jianyu, « Comprendre les ONG chinoises », *Laviedesidées.fr*, p.3, le 23 mai 2013, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20130523_comprendre_les_ong_chinoises.pdf, consulté le 2 décembre 2013.

HILDEBRANDT Timothy, « The Political Economy of Social Organization Registration in China », *The China Quarterly*, 208, 2011, pp. 970-989.

HILDEBRANDT Timothy, *Social organizations and the authoritarian state in China*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

HOURS Bernard et SELIM Monique, « De la société civile aux ONG », *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton(Chine)*, Paris, l'Harmattan, 2013.

HOURS Bernard et SELIM Monique, « Du travail social à la société civile », *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton(Chine)*, Paris, l'Harmattan, 2013.

HOURS Bernard et SELIM Monique, « Le travail social en Chine : une enquête anthropologique », *Terrains et travaux*, 2010, n°16, pp 11-29.

HOURS Bernard et SELIM Monique, « Les ONG, outils de gouvernance globale », dossier « ONG, Monde, Genre », *Multitudes*, n° 47, p. 97.

HOURS Bernard et SELIM Monique, « Les ONG, voix sociales mineures/entreprises capitalistes globales », dossier « ONG, Monde, Genre», *Multitudes*, n° 47, pp.36-41.

HOURS Bernard, SELIM Monique et Wenjing GUO, « Salarier la société civile à Canton », *in* Richard SOBEL et Clément SEHIER, *Travail, luttes sociales et régulation du capitalisme en Chine*, Presses universitaires du septentrion, à paraître.

HUANG Xiaoyong (ed.), *Annual report on chinese civic organizations (2011-2012)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012.

HUCHET Jean-François et WANG Wei, « Les enjeux de la réforme fiscale », *Perspectives Chinoises*, N°28, 1995, pp. 14-18, disponible sur http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/perch_1021-9013_1995_num_28_1_1851.

IP Iam-chong, « Hong Kong xin bentu lunsu de ziwo pipan yishi 香港新本土論述的自我批判意識 », *思想 Reflexion*, n° 19, « Hong Kong : jiezhi yu huigui 香港：解殖與回歸 », voir http://blog.sina.com.cn/s/blog_a6a4604e01016ulq.html, consulté le 20 juin 2013.

LAI Weijun, « Dangqian woguo gongyi jiaoyu de jiben geju jiqi fazhan zhanlü 当前我国公益教育的基本格局及其发展战略 », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012, p.216.

LIANG Feng, « Zhongguo de cishan yu falü zuzhi de falü shijian 中国的慈善法律与公益组织的法律实践 », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012, pp.142-145.

MA Hua, « Guangdong sheng shehui zuzhi dengji guanli, tizhi gaige de tansuo yu wenti 广东省社会组织登记管理，体制改革的探索与问题», *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2012)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2013, pp. 249-262.

Monde Chinois, « Média », n°24, hiver 2010-2011.

MOULIER-BOUTANG Yann et SELIM Monique, « Entretien avec François Godement (Asia Center) », *Multitudes*, n° 54, pp. 100-104.

MOULIER-BOUTANG Yann et SELIM Monique, « Fragments politiques et économiques de Chine », *Multitudes*, n° 54, pp. 105-109.

NATHAN Andrew, « Authoritarian Resilience », *Journal of Democracy*, Vol. 14, No. 1, 2003, p. 6.

PERRY Elisabeth, « Studying chinese politics : Farewell to revolution? », *China Journal*, n°57, 2007, pp.1-22.

Perspectives chinoises, « A la recherche de la société civile : des groupes défendant les libertés fondamentales », n°2012-3.

Politics research team, Center on Philanthropy of Sun Yat-sen University, « Gongyi cishan lingyu lifa de xianzhuang, wenti yu zhanwang 公益慈善领域立法的现状、问题与展望 », *in* ZHU Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012, p.135.

SELIM Monique et GUO Wenjing, « Cantonais à la recherche du temps passé », *Ecologique & Politique*, n° 48, 2014, pp95-108.

SELIM Monique et GUO Wenjing, « Croquer les pieds de porc salés », *Multitude*s, n° 50 « Soulèvements », septembre 2012, pp119-122.

SELIM Monique, « Droits, normes et marché », *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton(Chine)*, Paris, l'Harmattan, 2013.

SELIM Monique, *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton (Chine)*, Paris, l'Harmattan, 2013.

SELIM Monique, « Le grand bond en avant de la charité », *Variations, revue internationale de théorie critique*, 2013, n°18.

SPIRES Anthony J., « Contingent Symbiosis and civil society in an autoritarian state : Understanding the survival of China's Grassroots NGOs », *Americain Journal of Sociology*, Vol 113, n°1, 2011, pp.1-45.

SPIRES Anthony J., LIN Tao, et Kin-man CHAN, « Societal Support for China's Grass-Roots NGOs: Evidence from Yunnan, Guangdong and Beijing », *The China Journal*, No. 71, 2014, pp. 65-90.

TANG Hao, « Cong guangdong gongyi zhengce falv gaige kan difang zhengfu chuangxin lujin xuanzhe 从广东公益政策法律改革看地方政府创新路径选择 », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012, p.162.

TAO Chuanjin, « Quanmin gongyi fayu chengzhang yu yiyi biaoda de xianzhuang yu jizhi yanjiu 全民公益发育成长与意义表达的现状与机制研究 », intervention à la conférence de « Gongyi par tous » (*quanmin gongyi 全民公益*) à Canton en 2010.

WANG Xiaoming et MOULIER-BOUTANG Yann, Dossier « Chine 3.0 », *Multitudes*, n°54.

WANG Zhenyao (ed.), *Philanthropy and social services, the 2012 annual report of China's charity sector*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2013.

WONG Christine P.W., « La nouvelle donne entre le gouvernement central et les collectivités locales. La gestion des finances publiques et la réforme fiscale de 1994 en Chine », *Perspectives Chinoises*, n°60, 2000, pp. 56-67.

XU Xiaoquan, « De la gestion à la gouvernance : grande transformation de la stratégie de gestion *从"管理"到"治理"：治国方略重大转型* », *Xuexi shibao 学习时报*, le 28 novembre 2013, disponible sur http://www.gdjct.gd.gov.cn/zywx/3272.jhtml.

YANG Tuan (ed.), *Annual report on China's philanthropy development(2010)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2010.

ZENG Fanxu, *Negotiating public agenda in China – When NGOs meet the media* (*表达的力量，当中国公益组织遇上媒体*), Shanghai, Shanghai Sanlian, 2012.

ZHENG Guanghuai et ZHU Jiangang, dossier « New working class : relationship organizing and collective actions (新工人阶级，关系，组织与集体行动) », *Public life review*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2011.

ZHU Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2011)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2012.

ZHU Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2012)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2013.

ZHU Jiangang et CHEN Anna, « Qianru zhong de zhuanye shehui gongzuo yu jiequ quanli guanxi 嵌入中的专业社会工作与街区权力关系 », *in* Zhu Jiangang (ed.), *Annual report on China's civic philanthropy development (2012)*, Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2013, pp. 263-285.

ZHU Jiangang, *Between the family and the state : an ethnography of the vicil associations and community movements in a shanghai lilong neighborhood* (*国与家之间，上海邻里的市民团体与社区运动的民族志*), Beijing, Social Sciences Academic Press (China), 2010.

ZHU Jiangang, WANG Chao et HU Ming (eds.), *Obligation, action, and cooperation: case studies on NGO's participation in Wenchuan earthquake relief* (*责任，行动，合作，汶川地震中NGO参与个案研究*), Beijing, Peking university press, 2009.

Sciences sociales en général

ALTHABE Gérard et SELIM Monique, *Démarches ethnologiques au présent,* Paris, l'Harmattan, 1998.

ALTHABE Gérard, « Ethnologie du contemporain et enquêtes de terrain », *Terrain*, 14, 1990, pp. 126-131.

ALTHABE Gérard, *Opression et libération dans l'imaginaire*, Paris, La Découverte, 2002.

BARTHELEMY Tiphaine et SELIM Monique (ed.), « L'ethnologue dans les hiérarchies sociales », *Journal des anthropologues*, 1993, n°53-54-55.

BAZIN Laurent, « L'enquête ethnologique, cristallisation des modes de relégation », *in* Olivier LESERVOISIER (ed.), *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*, Paris, Karthala, 2005, pp. 165-185.

BAZIN Laurent, « La peur de l'Etat », *in* BAZIN Laurent, HOURS Bernard et Monique SELIM, *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale. Travail, science, ONG*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp.38-45.

BAZIN Laurent, « Patrimoine, mémoire, généalogie, quelques considérations critiques », *Revue espaces Marx*, n°16-17, déc 2001, pp. 44-53.

CAULIER Mathieu, QUERRIEN Anne et Monique SELIM, « Déplacements de la domination : substantialisation dans et par les normes de genre », *L'Homme et la Société*, 2013, n°189-190, pp. 246-267.

DE LA PRADELLE Michelle et SELIM Monique, « Communication et rapport social dans l'enquête ethnologique sur la France contemporaine », *Etudes de linguistique appliquée*, 1988, n°69, pp. 7-15.

DIDRY Claude et SELIM Monique, « Sexe et politique du XXe au XXIe siècle : entre aliénation et émancipation », *Revue de l'Homme et la Société*, n°189-190, pp. 7-14.

DOUVILLE Olivier, *La figure de l'autre*, Paris, Dunod, 2014.

DOUVILLE Olivier et SELIM Monique (dir.), « Anthropologie, psychanalyse et Etat, Regards cliniques sur les terrains », *Journal des anthropologues*, n° 116-117, 2009.

ESCOBAR Arturo, « Actors, networks, and new knowledge producers : Social movements and the paradigmatic transition in the sciences », *Cognitive justice in a global world*, ed. Boaventura de Sousa Santos, Lanham, Rowman&Littlefield, 2007, pp. 273-294.

GODELIER Maurice, « Briser le miroir du soi », *in* Christian Ghasarian (dir.), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive : nouveaux terrain, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, Paris Armand Colin, 2002, pp.193-212.

HOURS Bernard et SELIM Monique, *Anthropologie politique de la globalisation*, Paris, l'Harmattan, 2010.

HOURS Bernard et SELIM Monique, « Un terrain sous astreinte », *Essai d'Anthropologie politique sur le Laos contemporain*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp.19-43.

HOURS Bernard, *Développement, gouvernance, globalisation. Du XXe au XXIe siècle*, Paris, l'Harmattan, 2012.

KAUFMANN Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan, 1996.

LAPLANTINE François, *La description ethnographique*, Paris Nathan, 1996.

MOULIER-BOUTANG Yann, *Capitalisme cognitif* : *La Nouvelle Grande Transformation*, Paris, Editions Amsterdam, 2007.

PUJET Janine (dir.), *Violence d'Etat et psychanalyse*, Paris, Dunod, 1989.

QUERRIEN Anne et SELIM Monique, « Vers des normes sexuelles globales, micro et macropolitiques de la dualité sexuelle dans le cadre de la globalisation », *Chimères*, n°71, pp. 49-69.

SELIM Monique, « La face cachée des femmes outils », *L'Homme et la société*, n°176-177, 2011, pp. 253-266.

SELIM Monique, « La folie du terrain, quelles médiations analytiques », *Journal des anthropologues*, 116-117, 2009.

SELIM Monique, *Pouvoirs et marché au Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 2003, 2 tomes : 1. *Le travail et l'argent* ; 2. *Les morts et l'Etat*.

Articles de presse

« "Liangxin " zuzhi dangjian gongzuo qude xin jinzhan "两新"组织党建工作取得新进展 », disponible sur http://cpc.people.com.cn/GB/67481/89000/89001/100587/101410/, consulté le 3 décembre 2013.

« "Siwen" Weibo shimingzhi "四问"微博实名制 », *Quotidien du Peuple*, le 10 février 2012, http://news.xinhuanet.com/society/2012-02/10/c_111507519.htm, consulté le 5 février 2014.

« 1998 nian guowuyuan jigou gaige de qingkuang 1988 年国务院机构改革的情况 », voir sur http://www.scopsr.gov.cn/zlzx/zlzxlsyg/201203/t20120323_35154.html, consulté le 3 décembre 2013.

« 98 hongzhai shangwang qingkuang yu « juanzengfa » chutai 98 洪灾伤亡情况与《捐赠法》出台 », disponible sur http://news.163.com/09/0918/23/5JHG6BRS00013ODV.html, consulté le 2 décembre 2013.

« Cai Mingzhao : shiba da jiang dui weilai gaige kaifang zuochu quanmian bushu 蔡名照：十八大将对未来改革开放作出全面部署 », *News of Communist Party of China*, disponible sur http://cpc.people.com.cn/18/n/2012/1107/c351261-19522097.html, consulté le 2 mars 2014.

« Concernant le procès de Deng Yujiao : les 37 jours à Badong », *Nanfang Zhoumo*, disponible sur http://www.infzm.com/content/30225/1, consulté le 5 février 2014.

« Difang zhengfu xiang shehui zuzhi goumai fuwu : tansuo zhong buduan qianxing 地方政府向社会组织购买服务：探索中不断前行 », disponible sur http://www.chinanpo.gov.cn/1800/72346/index.html, consulté le 4 décembre 2013.

« From Weibo to WeChat », *The Economist*, le 18 janvier 2014, disponible sur http://www.economist.com/news/china/21594296-after-crackdown-microblogs-sensitive-online-discussion-has-shifted-weibo-wechat, consulté le 28 février 2014.

« Gongxinbu dafu quanguo renda daibiao wangluo shimingzhi lifa ti'an 工信部答复全国人大代表网络实名制立法提案 », le 12 août 2008, http://info.ceo.hc360.com/2008/08/12112863740.shtml, consulté le 5 février, 2014.

« Rêve chinois », *Parti Communiste Chinois*, http://cpc.people.com.cn/n/2013/1206/c164113-23769910.html, consulté le 3 avril 2014.

« Sheshu 「yibiguo」 bokuan zhengce 社署「一筆過」撥款政策 », http://www.com.cuhk.edu.hk/ubeat_past/030154/fund.htm, consulté le 2 décembre 2013.

« Xi Jinping à la tête d'un groupe de direction pour la sécurité de l'Internet », le 28 février 2014, *Xinhuanet*, http://french.xinhuanet.com/chine/2014-02/28/c_133148480.htm, consulté le 1 mars 2014.

« Xi Jinping manhua xingxiang daqi rerenai jiemi ruhe chulu 习近平漫画形象大气惹人爱 解密如何出炉 », *Xin Jing Bao*, le 20 février 2014, http://www.fj.xinhuanet.com/news/2014-02/20/c_119430664.htm, consulté le 28 février 2014.

« Xi Jinping qinmin manhua zouhong, wei Xi Dada dianzan 习近平亲民漫画走红 为习大大点赞(图) », *Caijing.com*, le 26 février 2014, http://politics.caijing.com.cn/2014-02-26/113959985.html, consulté le 28 février 2014.

« Xinjiang pilu Rebiya ji "shi wei hui" mimou cehua shandong "7•5" shijian 新疆披露热比娅及"世维会"密谋策划煽动"7•5"事件 », le 9 juillet 2009, http://news.xinhuanet.com/politics/2009-07/09/content_11680927.htm, consulté le 5 février 2014.

« Yijijin zhuanxing gongmu jijin Li Lianjie jugong ganxie dang he Shenzhen 壹基金转型公募基金 李连杰鞠躬感谢党和深圳 », http://news.qq.com/a/20110112/000142.htm, consulté le 3 décembre 2013.

CHI Yannian, « Wangluo dianfu : burong xiaoqu de anquan weixie 网络颠覆：不容小觑的安全威胁 », le 6 août 2009, http://www.chinamil.com.cn/gfbmap/content/2009-08/06/content_4350.htm, consulté le 5 février 2014.

DU Xiaotian et ZHANG Renwang, « Laogong NGO : chengzhang de fannao 劳工 NGO:成长的烦恼 », *Nanfang Daily*, le 03 septembre 2012, disponible sur http://epaper.nfdaily.cn/html/2012-09/03/content_7121457.htm, consulté le 3 décembre 2013.

FANG Xingdong, « Zhongguo wangluo qiangguo zhilu jiuci qi 中国网络强国之路就此起 », *Huanqiu Shibao*, le 28 février 2014, disponible sur http://mil.huanqiu.com/observation/2014-02/4866729.html, consulté le 2 mars 2014.

GRAMMATICAS Damian, « Mystery of Xi Jinping's 'fan club' blogger », *BBC*, le 7 février 2013, http://www.bbc.com/news/world-asia-china-21363886, consulté le 28 février 2014.

GRESILLON Gabriel et ROUSSEAU Yann, « Cette nuit en Asie : le microblogging en baisse en Chine », *Les Echos*, le 17 janvier 2014, http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0203250427475-cette-nuit-en-asie-le-microblogging-en-baisse-en-chine-643730.php, consulté le 28 février 2014.

HASKI Pierre, « Mobile 3G : la Chine avance sa norme et prépare l'avenir », le 7 janvier 2009, http://rue89.nouvelobs.com/chinatown/2009/01/07/mobile-3g-la-chine-avance-sa-norme-et-prepare-lavenir, consulté le 5 février 2014.

JIANG Qiuping et CHENG Wei, « Blog yunniang shimingzhi guanli, duoshu wangyou paichi shiming dengji 博客酝酿实名制管理 多数网友排斥实名登记 », *Guangzhou Daily*, le 20 octobre 2006, http://news.xinhuanet.com/tech/2006-10/20/content_5226755.htm, consulté le 5 février 2014.

JIANG Wei, « Zhongyang wangluo anquan he xinxihua lingdao xiaozu chengli : cong wangluo daguo maixiang wangluo qiangguo 中央网络安全和信息化领导小组成立:从网络大国迈向网络强国 », *Xinhua.net*, le 1er mars 2014, http://politics.people.com.cn/n/2014/0301/c1001-24499049.html, consulté le 2 mars 2014.

LI Bin, « Duojia Weibo "bianlian" ceshiban 多家微博"变脸"测试版 », le 15 juillet 2010, http://news.xinhuanet.com/fortune/2010-07/15/c_12334517.htm, consulté le 5 février 2014.

LI Ke, « Hu Jintao zongshuji tongguo renminwang qiangguo luntan tong wangyou zaixian jiaoliu 胡锦涛总书记通过人民网强国论坛同网友在线交流 », le 20 juin 2008, http://politics.people.com.cn/GB/7406621.html, consulté le 5 février 2014.

LI Qiang, « Yue shegong jigou shuliang zengzhi 550 jia 粤社工机构数量增至 550 家 », *Nanfang Daily*, le 1er janvier 2014, http://epaper.nfdaily.cn/html/2014-01/01/content_7261415.htm, consulté le 10 janvier 2014.

LI Ronghua, « Shenzhen yi nügong bingu, shengqian yigeyue jiaban 55 xiaoshi 深圳一女社工病故 生前一个月加班 55 小时 », *Nanfang Daily*, le 27 décembre 2013, http://news.sohu.com/20131227/n392503598.shtml, consulté le 10 janvier 2014.

LIN Yongqing, « Xinmei guancha : wangluo shimingzhi libi zhibian 新媒观察：网络实名制利弊之辩 », le 13 avril 2010, *Quotidien du Peuple*, http://cpc.people.com.cn/GB/64093/64099/11351960.html, consulté le 5 février 2014.

LUO Zhiguang, « Zhengbi bokuan de libi 整筆撥款的利弊 », le 8 février 2000, http://web.hku.hk/~hrnwlck/lumpsum/goodbad.htm, consulté le 2 décembre 2013.

MA Lulu, « Hu Jintao Weibo xianshen jing shiming renzheng, fensi yi guowan 胡锦涛微博现身经实名认证 粉丝已过万 », le 22 février 2010, http://news.xinhuanet.com/photo/2010-02/22/content_13023353.htm, consulté le 5 février 2014.

MISHKIN Sarah, « Weibo user growth slows to record low », *Financial Times*, le 25 février 2014, http://www.ft.com/intl/cms/s/0/bcb8e0c4-9dd5-11e3-83c5-00144feab7de.html?siteedition=intl#axzz2uoUXvFN3, consulté le 28 février 2014.

MOORE Malcolm, « China kills off discussion on Weibo after internet crackdown », *The Telegraph*, le 30 janvier 2014, http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/china/10608245/China-kills-off-discussion-on-Weibo-after-internet-crackdown.html, consulté le 6 février 2014.

NTOUTOUME Loic, « La gestion chinoise de l'Internet expliquée aux journalistes africains », *GabonReview*, le 19 août 2013, http://gabonreview.com/blog/la-gestion-chinoise-de-linternet-expliquee-aux-journalistes-africains/, consulté le 2 mars 2014.

RFI, « A la Une : La « victoire » de Wukan », le 22 décembre 2011, http://www.rfi.fr/asie-pacifique/20111222-une-victoire-wukan/, consulté le 6 février 2014.

RICHBURG Keith B., «'Fans' of Xi Jinping fawn online over 'Pingping,' China's new leader », le 12 décembre 2012, http://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/xi-fans-fawn-over-pingping-chinas-new-leader/2012/12/12/f9aa5334-446f-11e2-8c8f-fbebf7ccab4e_story.html, consulté le 28 février 2014.

SHEN Xinwang, « Guangdong shehui zuzhi tizhi gaige qushi shi qu longduanhua 广东社会组织体制改革趋势是去垄断化 », *China Newsweek*, le 21 mai 2012, disponible sur http://www.chinanews.com/gn/2012/05-21/3903955.shtml, consulté le 3 décembre 2013.

SMITH Charles R., « The Great Firewall of China », le 17 mai 2002, disponible sur http://archive.newsmax.com/archives/articles/2002/5/17/25858.shtml, consulté le 23 octobre 2013.

THIBAULT Harold, « Weibo, le Twitter chinois, pourrait s'introduire à la Bourse de New York », *Le Monde*, le 26 février 2014, http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/26/weibo-le-twitter-chinois-pourrait-s-introduire-a-la-bourse-de-new-york_4373520_3234.html, consulté le 2 mars 2014.

TU Chaohua, « Yihuang "9·10"chaiqian zifen shijian 8 ren shou chuli, xianzhang shuji bei li'an diaocha 宜黄"9·10"拆迁自焚事件 8 人受处理 县长书记被立案调查 », http://news.xinhuanet.com/politics/2010-09/18/c_12583472.htm, consulté le 5 février 2014.

TWIGG Krassimira, « Twitterers defy China's firewall », 2 juin 2009, http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/8091411.stm, consulté le 5 février 2014.

WEN Zhuoyi, « Shehui gongzuo zhe de xinsuan yu mengxiang 社会工作者的辛酸与梦想 », *Nanfang Doushi Bao*, le 4 septembre 2013, http://epaper.oeeee.com/H/html/2013-09/04/content_1927804.htm, consulté le 2 décembre 2013.

XIE Zhiqiang, « Xin shehui jieceng jin shiqida de zhongyao yiyi 新社会阶层进十七大的重要意义 », le 30 mai 2008, disponible sur http://theory.people.com.cn/GB/40764/105054/105055/7323761.html, consulté le 3 décembre 2013.

XU Danei, « Baozi yu fangbianmian 包子与方便面 », Meiti zhaji 媒体札记, *Financial Times (China)*, le 30 décembre 2013,

http://www.ftchinese.com/story/001054166?full=y#utm_campaign=1P110215&utm_source=EmailNewsletter&utm_medium=referral, consulté le 28 février 2014.

XU Danei, « Fangun ba, @xuexi fensituan jun 翻滚吧，@学习粉丝团 君！ », Meiti zhaji 媒体札记, *Financial Times (China)*, disponible sur http://star.news.sohu.com/s2013/wbzj6/, consulté le 28 février 2014.

XU Fengting, « Netease Weibo turan guanbi, geda Weibo qibian "ceshiban" 网易微博突然关闭 各大微博齐变"测试版" », le 15 juillet 2010, http://finance.ifeng.com/money/roll/20100715/2409372.shtml consulté le 5 février 2014.

XU Lei, « Hulianwang zhili : cong gaishan dao anquan 互联网治理：从改善到安全 », *Quotidien du Peuple*, le 27 février 2014, http://cpc.people.com.cn/n/2014/0227/c64387-24486432.html, consulté le 2 mars 2014.

YAN Jinli, « Wangluo kongjian wuli chusan, dan renzhong daoyuan 网络空间雾霾初散，但任重道远 », le 26 février 2014, http://news.xinhuanet.com/zgjx/2014-02/26/c_133143504.htm, consulté le 26 février 2014.

YANG Jun, « 2008 nian exing shijian miji fasheng, guanmin maodun buru xianhua jieduan 2008 年恶性事件密集发生 官民矛盾步入显化阶段 », *Nanfeng chuang*, disponible sur http://news.qq.com/a/20081227/000820.htm, consulté le 5 février 2014.

YANG Ting, « Shi shui zai weiju "blog shimingzhi" 是谁在畏惧"博客实名制" », le 23 octobre 2006, http://news.xinhuanet.com/comments/2006-10/23/content_5238591.htm, consulté le 5 février 2014.

YIN Hong et WANG Yiyin, « Lifa zheng dangshi – jiedu jiaqiang wangluo xinxi baohu de jueding caoan 立法正当时——解读加强网络信息保护的决定草案 », le 25 décembre 2012, http://www.gov.cn/jrzg/2012-12/25/content_2297773.htm, consulté le 5 février 2014.

YOU Yinfei, « Weibo shimingzhi diaocha : jia shenfengzheng xinxi ke tongguo shencha 微博实名制调查：假身份证信息可通过审查 », le 19 mars 2012, *IT Times*, http://tech.163.com/12/0319/08/7SURN04D000915BF.html, consulté le 5 février 2014.

YU Xiao, « Yingzao wangshang yulun qiangshi : wangshang you zhengzhi, wangshang you jiaoliang 营造网上舆论强势：网上有政治 网上有较量 », *Quotidien du Peuple*, le 8 décembre 2004, disponible sur http://www.people.com.cn/GB/shizheng/1026/3039882.html, consulté le 4 février 2014.

ZHANG Chaoyang, « L'économie de marché incomplète entrave à chaque moment la concurrence », janvier 2010, disponible sur http://tech.qq.com/a/20100203/000338.htm, consulté le 5 février 2014.

ZHANG Jieping et LU Wen, « Wukan rexue qinniantuan 乌坎热血青年团 », *Co-China Forum*, le 10 janvier 2012, https://cochina.co/2012/01/%E4%B9%8C%E5%9D%8E%E7%83%AD%E8%A1%80%E9%9D%92%E5%B9%B4%E5%9B%A2/, consulté le 6 février 2014.

ZHONG Qing, « Huochepiao shimingzhi jinqi quanguo shixing 火车票实名制今起全国实行 », le 1er janvier 2012, http://news.163.com/12/0101/00/7ML2VR4800014JB6_all.html, consulté le 5 février 2014.

ZHONG Xiaohui, « Shegong fugang jiaoliu, yao bimian qucuojing 社工赴港交流，要避免取错经 », *Nanfang Doushi Bao*, le 9 septembre 2013, http://epaper.oeeee.com/G/html/2013-09/09/content_1931084.htm, consulté le 2 décembre 2013.

Sites internet

Agence de Xinhua : http://www.xinhuanet.com

BBS de l'Université Tsinghua : http://ar.newsmth.net

Cantonese Association : http://bbs.cantonese.asia

CNNIC (*China Internet Network Information Center*) : http://www.cnnic.net.cn.

Forum de discussion de Baidu : http://tieba.baidu.com/

Forum de discussion Tianya : http://bbs.tianya.cn

Hong Kong Social Welfare Employees Association : http://www.hkswea.org

Ministère des Affaires civiles de Chine : http://cszh.mca.gov.cn/

Ministère des Affaires civiles de Chine : http://www.mca.gov.cn

Nanfang Daily : http://epaper.nfdaily.cn

Nanfang Doushi Bao : http://epaper.oeeee.com

Nanfang News : www.southcn.com

Nanfang Zhoumo : http://www.infzm.com

People's government of Guangdong Province : http://www.gd.gov.cn/

Phoenix New Media : http://www.ifeng.com/

Quotidien du Peuple : http://www.people.com.cn (http://french.peopledaily.com.cn)

Reporters sans frontières, http://rsf-chinese.org

Sina Weibo : http://weibo.com

Sina : http://www.sina.com.cn

Sohu : http://news.sohu.com

Tecent : http://news.qq.com

Yangcheng Evening : http://www.ycwb.com.cn/

Zhihu : http://www.zhihu.com

Rapports et statistiques

« Rapport d'évaluation des Weibo d'e-gouvernement en Chine – année 2011 », *E-government Research Center*, *Chinese Academy of Governance*, février 2012.

« Rapport d'évaluation des Weibo d'e-gouvernement en Chine – année 2012 », *E-government Research Center*, *Chinese Academy of Governance*, mars 2012.

Rapports de CNNIC (*China Internet Network Information Center*), disponible sur http://www.cnnic.net.cn.

Textes législatifs

« L'opinion concernant l'achat des services par le gouvernement auprès de la force sociale », texte intégral sur http://news.xinhuanet.com/politics/2013-11/15/c_118164235.htm, consulté le 4 décembre 2013.

« Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur le renforcement de la construction de la capacité de gouverner », disponible sur http://news.xinhuanet.com/newscenter/2004-09/26/content_2024232.htm, consulté le 4 février 2014.

« Guanyu fazhan he guifan wosheng shehui zuzhi de yijian 关于发展和规范我省社会组织的意见 », disponible sur http://www.gd.gov.cn/govpub/zfwj/qzb/gdszfwj/200810/t20081030_71713.htm, consulté le 3 décembre 2013.

« Guanyu jiaqiang shehuijianshe de jueding 关于加强社会建设的决定 (Décision concernant le renforcement de l'édification sociale) », voir le texte de cette décision sur http://news.southcn.com/g/2011-07/20/content_26959510.htm, consulté le 3 décembre 2013.

« Guanyu jinyibu jiaqiang he gaijin daxuesheng sixiang zhengzhi jiaoyu de yijian 关于进一步加强和改进大学生思想政治教育的意见 », disponible sur http://www.people.com.cn/GB/jiaoyu/1055/2920198.html,

« Guanyu jinyibu peiyu fazhan he guifan guanli shehui zuzhi de fang'an 关于进一步培育发展和规范管理社会组织的方案 », sorti le 26 avril, disponible sur http://www.chgz.org/uploadfile/2012/1011/20121011100843995.pdf, consulté le 3 décembre 2013.

« Guowuyuan bangongting guanyu shishi « guowuyuan jigou gaige he zhineng zhuanbian fang'an » renwu fengong de tongzhi 国务院办公厅关于实施《国务院机构改革和职能转变方案》任务分工的通知 », le 28 mars 2013, http://news.xinhuanet.com/politics/2013-03/28/c_124516954.htm, consulté le 5 février, 2014.

« Guowuyuan jigou gaige he zhineng zhuanbian fang'an 国务院机构改革和职能转变方案 (Plan de restructuration institutionnelle et de transformation fonctionnelle du Conseil des Affaires de l'Etat) », voir http://www.gov.cn/2013lh/content_2354443.htm, consulté le 2 décembre 2013.

« Jiaoyubu, gongqingtuan zhongyang guanyu jinyibu jiaqiang gaodeng xuexiao xiaoyuan wangluo guanli gongzuo de yijian 教育部、共青团中央关于进一步加强高等学校校园网络管理工作的意见 », disponible sur http://www.jledu.gov.cn/uploadfile/2012/0814/20120814021357905.pdf, consulté le 4 février 2014.

« La réforme institutionnelle du Conseil des Affaires de l'Etat en 1988 », sur le site du gouvernement chinois : http://www.gov.cn/test/2009-01/16/content_1206984.htm, consulté le 3 décembre 2013.

« Lump sum grand subvention », *Social welfare Department of Hong Kong*, http://www.swd.gov.hk/tc/index/site_ngo/page_subventions/sub_modesofsub/id_lsgmanualc/, consulté le 2 décembre 2013.

« Minban fei qiye danwei dengji guanli zanxing tiaoli 民办非企业单位登记管理暂行条例 (Règlement temporaire d'enregistrement et de gestion des unités de travail populaires non commerciales) », voir le texte intégral sur http://www.mca.gov.cn/article/zwgk/fvfg/mjzzgl/200709/20070900001726.shtml, consulté le 3 décembre 2013.

« Quanguo renda jinri shenyi wangluo xinxi baohu jueding caoan 全国人大今日审议网络信息保护决定草案 », le 24 décembre 2012, http://legal.people.com.cn/n/2012/1224/c42510-19989042.html, consulté le 5 février, 2014.

« Zhengfu xiang shehui zuzhi goumai fuwu zanxing banfa 政府向社会组织购买服务暂行办法 », sorti le 24 mai 2012, disponible sur http://zwgk.gd.gov.cn/006939748../201205/t20120531_317083.html, consulté le 3 décembre 2013.

Séminaires

HOURS Bernard, séminaire 2010-2014 à l'EHESS « Anthropologie politique de la globalisation. ONG, humanitaire, gouvernance, globalisation ».

SELIM Monique, séminaire 2010-2014 à l'EHESS, « Anthropologie politique de la globalisation. Enjeux théoriques et épistémologiques de la globalisation en anthropologie ».

Colloques

Colloque de l'AFA et du CREA, *l'Anthropologie au temps du numérique, Objets, pratiques et éthique*, 24 et 25 novembre 2011, Lyon, France.

Colloque *Comment peut-on être socio-anthropologue aujourd'hui ? – Autour d'Alain Gras*, Colloque international & interdisciplinaire, 3e rencontres de socio-anthropologie de Grenoble, 21-22 janvier 2011.

Documentaires

AI Xiaoming, « Trois jours à Wukan », mars 2012, disponible sur http://www.youtube.com/watch?v=G5ITNfxJtLk, consulté le 6 février 2014.

CHEN Ping, « Wukan », *SunTV*, octobre 2012, disponible sur http://www.youtube.com/watch?v=wWpO6ZTbG8k, consulté le 6 février 2014.

Groupe des jeunes au sang chaud de Wukan, « Wukan Wukan », décembre 2011, disponible sur http://www.youtube.com/watch?v=Lb_tto2GwoU, consulté le 6 février 2014.

Tables des matières

Sommaire 5
Remerciements 7
Notes au lecteur 9

INTRODUCTION 11

Internet, d'une méthode de travail à un objet de recherche anthropologique 13
Terrains à Canton : trois champs fondamentaux 16
Problématique et plan de thèse 21

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE ET METHODOLOGIE 25

1. 1 INTERNET : APPROCHES THEORIQUES 27
1. 2 LE CONTEXTE CHINOIS 41
1.2.1 Le développement d'Internet 41
Internet en Chine : d'un outil de modernisation et d'ouverture à un outil de contrôle et de gouvernance 42
1. 1994-1999 : ouverture d'une Chine connectée 44
2. 2000-2002 : Expansion de la régulation sur Internet 46
3. 2003-2008 : Encadrement d'Internet et responsabilisation de chacun 48
4. 2009-2014 : Gouvernance d'Internet, un enjeu sécuritaire étatique 57
La fermeture des premiers sites de microblogging en Chine 60
La réussite de Sina Weibo : entre participation et contrôle du gouvernement 64
Le système de l'identité réelle 66
Stratégies de communication du gouvernement 73
Logiques des internautes 79
1.2.2 La réforme sociale à Canton et Shenzhen: contrôle, marché et participation dans ces laboratoires d'expérimentation 83
Gestion des « organisations sociales » : un système de double contrôle (1989- 2002) 87
De la gestion à la gouvernance : participation des « organisations sociales » (après 2002) 94
Innovation du système de gestion sociale : participation pour une société harmonieuse (2002-2012) 94
Les expérimentations par le marché dans la province du Guangdong (2004-2013) 95
Gestion des associations professionnelles par l'introduction du marché (2004-2007) 96
Elargissement de la réforme : Shenzhen comme pionnier d'expérimentation (2008-2009) 98
Innovation sociale via *Gongyi* : participation de la société au social (2010-2013) 101
Nouvelle gouvernementalité : contrôle et gouvernance au niveau national (2013) 108
L'injection du marché dans le social : le cas exemplaire d'YIFU 110
L'Etat-Parti, promoteur d'une gouvernance par le marché 119
1. 3 METHODOLOGIE 123
Ma perspective sur Internet : « une nouvelle chose du Parti » ? 125
CERNET et Grande Muraille de pare-feu : le système des contrôles emboîtés sur Internet 129
Construire l'objet de recherche 133
Hypothèses 135
Le terrain 136
Changement d'approche : peurs et angoisses 140
Démarches et méthodes 143

DEUXIEME PARTIE : TERRAINS ANTHROPOLOGIQUES A CANTON **151**

2. 1 INTERNET COMME OUTIL DE CONSTRUCTION D'UNE IDENTITE HOMOSEXUELLE 153

Une association pour les parents et les amis des homosexuels et leur « mère » *157*

Du droit à l'homosexualité aux droits de tous les citoyens : portrait d'un militant 163

Deux volontaires : collègues comme compagnons d'armes 170

Le couple comme modèle 176

En quête d'existence 183

Conflits internes : le retrait de « la mère modèle » et la mise en scène des « mères modèles » *185*

Le mouvement LGBT et le « genre » *191*

Un processus en marche *194*

2. 2 UNE ONG ENVIRONNEMENTALE : LE COMBAT EXEMPLAIRE DE RESIDENTS PERIURBAINS DE LA CLASSE MOYENNE 197

Panyu, ville de second plan de la zone urbaine de Canton, et ses blocs résidentiels de classe moyenne *200*

Jardinaqua : luttes et naissance d'un forum pour la liberté d'expression *204*

Des hommes et des femmes se lèvent *213*

La « Famille verte », une tentative de coordination des luttes microsociales *227*

Peiyun et son fils, une éducation familiale pour devenir « citoyen responsable » 233

WFSanRi, une occupation de compensation 236

De la lutte locale à l'enjeu régional (2011-2012) *245*

PommeDePassion : la quête d'une autre vie 249

Alon, de l'opposition à la participation citoyenne 265

De la contestation à la coopération *282*

2. 3 L'ELABORATION D'UN PATRIMOINE CULTUREL CANTONAIS 285

De la préservation des quais à celle du patrimoine *288*

Cantonese Association, la production de l'identité cantonaise et l'émergence d'un marché du patrimoine cantonais *295*

Le mouvement pour la défense du cantonais : une mobilisation du Guangdong et de Hong Kong *301*

Lingliai, les liens des voisins *314*

Junggo, un citoyen responsable en action 322

Hohodau, rejet de la domination et de la subordination 331

Joenghang, en quête d'une valorisation de soi et d'un statut social 340

Yudaan, du jeune en colère au citoyen 345

Jeunes en action online et offline, entre peur et liberté *348*

CONCLUSION **353**

Internet dans une perspective anthropologique *354*

Contrôle, marché et participation : des normes de gouvernance du Parti *356*

Résistances des internautes entre liberté encadrée et autonomie enchaînée *360*

Mise en réseaux des groupes, autonomie relative et efficacité des nouvelles formes de contrôle : vers quelle société civile ? *364*

Bibliographie **367**

Tables des matières **381**

Résumé **383**

Résumé

L'accès à Internet et sa diffusion en Chine ont transformé profondément le mode de communication, d'expression et de mobilisation de la population chinoise. Internet et d'autres nouvelles technologies sont rapidement saisis tant par les internautes chinois que par le gouvernement. Les premiers cherchent plus de liberté dans un régime autoritaire tandis que ce dernier s'efforce d'encadrer ces nouvelles dynamiques à la fois en ligne et hors ligne afin d'éviter les débordements politiques et ainsi de garder le pouvoir. Cette recherche anthropologique porte sur cet affrontement permanant à partir du processus de formation et d'évolution des micros groupes sociaux actifs sur Internet, grâce à Internet et à cause d'Internet. Les enquêtes de terrain ont porté sur trois groupes réunis autour des thèmes spécifiques (homosexualité, protection de l'environnement, défense du patrimoine culturel) dans la ville de Canton. Ils sont analysés dans le contexte du nouveau paradigme de la gouvernance de l'Etat chinois, qui tente de maitriser ces dynamiques à travers une participation programmée à la gestion des problèmes sociaux aux côtés du gouvernement. Entre ouverture économique et clôture politique, la mise en réseaux des acteurs malgré tous les contrôles institués laisse aux initiatives une place comprimée mais réelle et une autonomie relative de proposition.

Mots clés : Internet, Chine, anthropologie, dynamiques sociales, gouvernance

Internet in Canton (China) – Social and political dynamics

Abstract

Internet and its dissemination in China have profoundly changed the way of communication, expression and mobilization of the Chinese people. The Chinese internet users as well as their government have quickly mastered Internet and new technologies. The former seek more freedom in an authoritarian regime, while the latter endeavors to contain these new dynamics both online and offline, in order to avoid political excesses and so to retain the power. This anthropological research focuses on this permanent confrontation from the formation process and evolution of active social groups on the Internet, who exist thanks to and because of the Internet. The fieldwork centered on three groups around specific issues (homosexuality, environmental protection, cultural heritage protection) in the city of Guangzhou. Using the new paradigm of governance, the Chinese government attempts to control these dynamics through a scheduled participation in the management of social problems for its own interest. Taken between the economic openness and political closure, the networking of the social actors leaves them a compressed but real space and a limited autonomy in spite of all the established controls.

Keywords: Internet, China, anthropology, social dynamics, governance